

Les Gouvernements du Royaume de Belgique, de la République fédérale d'Allemagne, de la République française, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas,

ci-après dénommés les Parties,

conscients que l'union sans cesse plus étroite des peuples des Etats membres des Communautés européennes doit trouver son expression dans le libre franchissement des frontières intérieures par tous les ressortissants des Etats membres et dans la libre circulation des marchandises et des services,

soucieux d'affermir la solidarité entre leurs peuples en levant les obstacles à la libre circulation aux frontières communes entre les Etats de l'Union économique Benelux, la République fédérale d'Allemagne et la République française,

considérant les progrès déjà réalisés au sein des Communautés européennes en vue d'assurer la libre circulation des personnes, des marchandises et des services,

animés de la volonté de parvenir à la suppression des contrôles aux frontières communes dans la circulation des ressortissants des Etats membres des Communautés européennes et d'y faciliter la circulation des marchandises et des services,

considérant que l'application du présent Accord peut exiger des mesures législatives qui devront être soumises aux Parlements nationaux en fonction des constitutions des Etats signataires,

vu la déclaration du Conseil européen de Fontainebleau des 25-26 juin 1984 relative à la suppression aux frontières intérieures des formalités de police et de douane pour la circulation des personnes et des marchandises,

vu l'Accord conclu à Sarrebruck le 13 juillet 1984 entre la République fédérale d'Allemagne et la République française,

vu les conclusions adoptées le 31 mai 1984 à l'issue de la réunion à Neustadt/Aisch des Ministres des Transports des Etats du Benelux et de la République fédérale d'Allemagne,

vu le mémorandum des Gouvernements de l'Union économique Benelux du 12 décembre 1984 remis aux Gouvernements de la République fédérale d'Allemagne et de la République française,

sont convenus de ce qui suit :

TITRE IerMESURES APPLICABLES A COURT TERMEArticle 1er

Dès l'entrée en vigueur du présent Accord et jusqu'à la suppression totale de tous les contrôles, les formalités aux frontières communes entre les Etats de l'Union économique Benelux, la République fédérale d'Allemagne et la République française se dérouleront, pour les ressortissants des Etats membres des Communautés européennes, dans les conditions fixées ci-après.

Article 2

Dans le domaine de la circulation des personnes, les autorités de police et de douanes exercent, à partir du 15 juin 1985, en règle générale, une simple surveillance visuelle des véhicules de tourisme franchissant la frontière commune à vitesse réduite sans provoquer l'arrêt de ces véhicules.

Toutefois, elles peuvent procéder par sondage à des contrôles plus approfondis. Ceux-ci doivent être réalisés, si possible, sur des emplacements spéciaux de manière à ne pas interrompre la circulation des autres véhicules au passage de la frontière.

Article 3

En vue de faciliter la surveillance visuelle, les ressortissants des Etats membres des Communautés européennes se présentant à la frontière commune à bord d'un véhicule automobile peuvent apposer sur le pare-brise de ce véhicule un disque vert, d'au moins 8 centimètres de diamètre. Ce disque indique qu'ils sont en règle avec les prescriptions de police des frontières, ne transportent que des marchandises admises dans les limites des franchises et respectent la réglementation des changes.

Article 4

Les Parties s'efforcent de réduire au minimum le temps d'arrêt aux frontières communes dû au contrôle des transports professionnels de personnes par route.

Les Parties recherchent des solutions permettant de renoncer, avant le 1er janvier 1986, au contrôle systématique aux frontières communes de la feuille de route et des autorisations de transport pour les transports professionnels de personnes par route.

Article 5

Avant le 1er janvier 1986, des contrôles groupés seront mis en place dans des bureaux à contrôles nationaux juxtaposés, pour autant que cela n'ait pas été réalisé dans la pratique et dans la mesure où les installations le permettent. Ultérieurement il sera examiné s'il est possible d'introduire des points de contrôle groupés à d'autres postes-frontières, compte tenu des conditions locales.

Article 6

Sans préjudice de l'application d'arrangements plus favorables entre les Parties, celles-ci prennent les mesures nécessaires pour faciliter la circulation des ressortissants des Etats membres des Communautés européennes domiciliés dans les communes situées aux frontières communes, en vue de leur permettre de traverser ces frontières en dehors des points de passage autorisés et en dehors des heures d'ouverture des postes de contrôle.

Les intéressés ne peuvent bénéficier de ces avantages que s'ils ne transportent que des marchandises admises dans les limites des franchises autorisées et respectent la réglementation des changes.

Article 7

Les Parties s'efforcent de rapprocher dans les meilleurs délais leurs politiques dans le domaine des visas afin d'éviter les conséquences négatives que peut entraîner l'allègement des contrôles aux frontières communes en matière d'immigration et de sécurité. Elles prennent, si possible avant le 1er janvier 1986, les dispositions nécessaires en vue d'appliquer leurs procédures relatives à la délivrance des visas et à l'admission sur leur territoire en tenant compte de la nécessité d'assurer la protection de l'ensemble des territoires des cinq Etats contre l'immigration illégale et les activités qui pourraient porter atteinte à la sécurité.

Article 8

En vue de l'allègement des contrôles aux frontières communes et compte tenu des différences importantes existant entre les législations des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française, les Parties s'engagent à lutter énergiquement sur leur territoire contre le trafic illicite de stupéfiants et à coordonner efficacement leurs actions dans ce domaine.

Article 9

Les Parties renforcent la coopération entre leurs autorités douanières et de police, notamment dans la lutte contre la criminalité, en particulier le trafic illicite de stupéfiants et d'armes, contre l'entrée et le séjour irréguliers de personnes et contre la fraude fiscale et douanière et la contrebande. A cette fin, et dans le respect de leurs législations internes, les Parties s'efforcent d'améliorer l'échange d'informations et de le renforcer en ce qui concerne les renseignements susceptibles de présenter un intérêt pour les autres Parties dans la lutte contre la criminalité.

Les Parties renforcent dans le cadre de leurs législations nationales l'assistance mutuelle contre les mouvements irréguliers de capitaux.

Article 10

En vue d'assurer la coopération prévue dans les articles 6, 7, 8 et 9, des réunions entre les autorités compétentes des Parties auront lieu à intervalles réguliers.

Article 11

Dans le domaine du transport transfrontalier de marchandises par routes, les Parties renoncent, à partir du 1er juillet 1985, à exercer systématiquement aux frontières communes les contrôles suivants :

- le contrôle des temps de conduite et de repos (règlement CEE n° 543/69 du Conseil en date du 25 mars 1969, relatif à l'harmonisation de certaines dispositions en matière sociale dans le domaine des transports par route et AETR) ;
- le contrôle des poids et dimensions des véhicules utilitaires ; cette disposition n'empêche pas l'introduction de systèmes de pesage automatiques en vue d'un contrôle de poids par sondage ;
- les contrôles relatifs à l'état technique des véhicules.

Des dispositions seront prises en vue d'éviter les doubles contrôles à l'intérieur du territoire des Parties.



Article 12

A partir du 1er juillet 1985, le contrôle des documents justifiant l'exécution des transports effectués sans autorisation ou placés hors contingent en application des dispositions communautaires ou bilatérales est remplacé aux frontières communes par un contrôle par sondage. Les véhicules exécutant des transports relevant de ces régimes se signalent au passage de la frontière par l'apposition d'un symbole optique. Les autorités compétentes des Parties déterminent d'un commun accord les caractéristiques techniques de ce symbole optique.

Article 13

Les Parties s'efforcent d'harmoniser avant le 1er janvier 1986 les régimes d'autorisation de transport routier professionnel en vigueur entre elles pour la circulation transfrontalière, en ayant pour objectif la simplification, l'allègement et la possibilité de substituer aux "autorisations au voyage" des "autorisations à temps" avec contrôle visuel au passage des frontières communes.

Les modalités de transformation des autorisations au voyage en autorisations à temps seront convenues bilatéralement, en tenant compte des besoins de transport routier des différents pays concernés.

Article 14

Les Parties recherchent des solutions permettant de réduire aux frontières communes les temps d'attente des transports ferroviaires dus à l'exécution des formalités aux frontières.

Article 15

Les Parties recommandent à leurs sociétés ferroviaires respectives :

- d'adapter les procédures techniques afin de réduire au minimum le temps d'arrêt aux frontières communes ;
- de mettre tout en oeuvre pour appliquer à certains transports de marchandises par chemin de fer à définir par les sociétés ferroviaires, un système particulier d'acheminement permettant le franchissement rapide des frontières communes sans arrêts notables (trains de marchandises à temps d'arrêt raccourcis aux frontières).

Article 16

Les Parties procèdent à l'harmonisation des heures et dates d'ouverture des postes de douane en trafic fluvial aux frontières communes.

TITRE IIMESURES APPLICABLES A LONG TERMEArticle 17

En matière de circulation des personnes, les Parties chercheront à supprimer les contrôles aux frontières communes et à les transférer à leurs frontières externes. A cette fin, elles s'efforceront préalablement d'harmoniser, si besoin est, les dispositions législatives et réglementaires relatives aux interdictions et restrictions qui fondent les contrôles et de prendre des mesures complémentaires pour la sauvegarde de la sécurité et pour faire obstacle à l'immigration illégale de ressortissants d'Etats non membres des Communautés européennes.

Article 18

Les Parties engageront des discussions notamment sur les questions suivantes, tout en tenant compte des résultats des mesures prises à court terme :

- a) élaboration d'arrangements concernant la coopération policière en matière de prévention de la délinquance et de recherche ;
- b) examen des difficultés éventuelles dans l'application des accords d'entraide judiciaire internationale et d'extradition pour dégager les solutions les mieux adaptées en vue d'améliorer la coopération entre les Parties dans ces domaines ;
- c) recherche des moyens permettant la lutte en commun contre la criminalité, entre autres par l'étude d'un aménagement éventuel d'un droit de poursuite pour les policiers en tenant compte des moyens de communication existants et de l'entraide judiciaire internationale.

Article 19

Les Parties rechercheront l'harmonisation des législations et réglementations notamment :

- en matière de stupéfiants,
- en matière d'armes et d'explosifs,
- en ce qui concerne la déclaration des voyageurs dans les hôtels.

Article 20

Les Parties s'efforceront de réaliser l'harmonisation de leurs politiques en matière de visa ainsi que des conditions d'entrée sur leurs territoires. Pour autant que cela sera nécessaire, elles prépareront également l'harmonisation de leurs réglementations relatives à certains aspects du droit des étrangers en ce qui concerne des ressortissants des Etats non membres des Communautés européennes.

Article 21

Les Parties prendront des initiatives communes au sein des Communautés européennes :

- a) afin d'arriver à une augmentation des franchises accordées aux voyageurs ;
- b) afin d'éliminer dans le cadre des franchises communautaires les restrictions qui pourraient subsister à l'entrée des Etats membres pour les marchandises dont la possession n'est pas interdite à leurs nationaux.

Les Parties prendront des initiatives au sein des Communautés européennes afin d'obtenir la perception harmonisée dans le pays de départ de la TVA pour les prestations de transport touristique à l'intérieur des Communautés européennes.

Article 22

Les Parties s'efforceront tant entre elles qu'au sein des Communautés européennes :

- d'augmenter la franchise pour le carburant afin que celle-ci corresponde au contenu normal des réservoirs des autobus et autocars (600 l),
- de rapprocher les taux d'imposition du carburant diesel et d'augmenter les franchises pour le contenu normal des réservoirs des camions

Article 23

Les Parties s'efforceront, également dans le domaine du transport des marchandises, de réduire, aux bureaux à contrôles nationaux juxtaposés, les temps d'attente et le nombre de points d'arrêt.

Article 24

Dans le domaine de la circulation des marchandises, les Parties chercheront les moyens de transférer aux frontières externes ou à l'intérieur de leur territoire les contrôles actuellement effectués aux frontières communes.

A cette fin elles prendront si besoin est des initiatives communes entre elles et au sein des Communautés européennes afin d'harmoniser les dispositions qui fondent les contrôles des marchandises aux frontières communes. Elles veilleront à ce que ces mesures ne portent pas atteinte à la sauvegarde nécessaire de la santé des personnes, des animaux et des végétaux.

Article 25

Les Parties développeront leur coopération en vue de faciliter le dédouanement des marchandises franchissant une frontière commune grâce à un échange systématique et automatisé des données nécessaires saisies à l'aide du Document unique.

Article 26

Les Parties examineront de quelle façon les impôts indirects (TVA et droits d'accise) peuvent être harmonisés dans le cadre des Communautés européennes. A cette fin elles soutiendront les initiatives entreprises par les Communautés européennes.

Article 27

Les Parties étudieront si, sur la base de la réciprocité, les limitations des franchises accordées aux frontières communes aux frontaliers telles qu'elles sont autorisées par le droit communautaire peuvent être supprimées.

Article 28

Toute conclusion par voie bilatérale ou multilatérale d'arrangements similaires au présent Accord avec des Etats non parties sera précédée d'une consultation entre les Parties.

Article 29

Le présent Accord s'appliquera également au Land de Berlin, sauf déclaration contraire faite par le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne aux Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux et au Gouvernement de la République française dans les trois mois qui suivront l'entrée en vigueur du présent Accord.

Article 30

Les mesures prévues au présent Accord qui ne sont pas applicables dès son entrée en vigueur seront appliquées avant le 1er janvier 1986 en ce qui concerne les mesures prévues au Titre Ier et si possible avant le 1er janvier 1990 en ce qui concerne les mesures prévues au Titre II, à moins que d'autres délais n'aient été fixés dans le présent Accord.

Article 31

Le présent Accord s'applique sous réserve des dispositions des articles 5 et 6, 8 à 16 de l'Accord conclu à Sarrebruck le 13 juillet 1984 entre la République fédérale d'Allemagne et la République française.

Article 32

Le présent Accord est signé sans réserve de ratification ou d'approbation, ou sous réserve de ratification ou d'approbation, suivie de ratification ou d'approbation.

Le présent Accord sera appliqué à titre provisoire à compter du jour suivant celui de sa signature.

Le présent Accord entrera en vigueur trente jours après le dépôt du dernier instrument de ratification ou d'approbation.

Article 33

Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg est dépositaire du présent Accord. Il en remettra une copie certifiée conforme à chacun des Gouvernements des autres Etats signataires.

ZU URKUND DESSEN haben die unterzeichneten Bevollmächtigten ihre Unterschriften unter dieses Übereinkommen gesetzt.

EN FOI DE QUOI, les représentants des Gouvernements dûment habilités à cet effet ont signé le présent Accord.

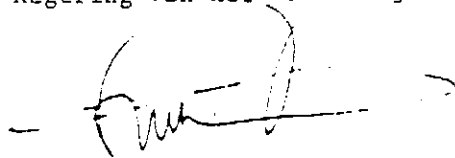
TEN BLIJKE WAARVAN de daartoe naar behoren gemachtigde vertegenwoordigers van de Regeringen dit Akkoord hebben ondertekend.

GESCHEHEN ZU SCHENGEN (Grossherzogtum Luxemburg) am vierzehnten Juni neunzehnhundertfünfundachtzig in deutscher, französischer und niederländischer Sprache abgefasst, wobei jeder Wortlaut gleichermassen verbindlich ist.

FAIT à SCHENGEN (Grand-Duché de Luxembourg), le quatorze juin mil neuf cent quatre-vingt-cinq, les textes du présent Accord en langues allemande, française et néerlandaise, faisant également foi.

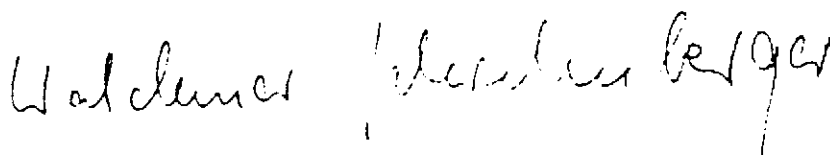
GEDAAN te SCHENGEN (Groothertogdom Luxemburg), de veertiende juni negentienhonderdvijfentachtig, zijnde te teksten van dit Akkoord in de Duitse, de Franse en de Nederlandse taal gelijkelijk authentiek.

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique  
Voor de Regering van het Koninkrijk België



P. DE KEERSMAEKER  
Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes  
Staatssecretaris voor Europese Zaken

Für die Regierung der Bundesrepublik Deutschland



Prof. Dr. W. SCHRECKENBERGER  
Staatssekretär im Bundeskanzleramt



Pour le Gouvernement de la République française

C. LALUMIERE  
Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes

*C. Lalumière*

*Sans réserve de ratification*

Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg

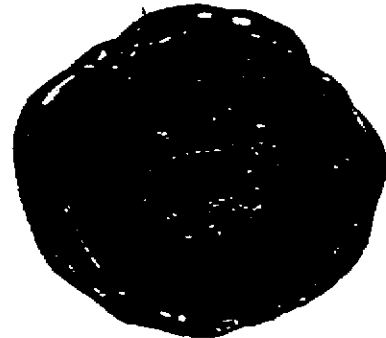
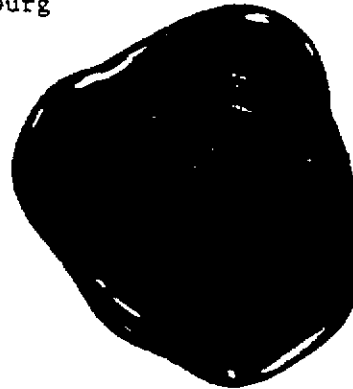
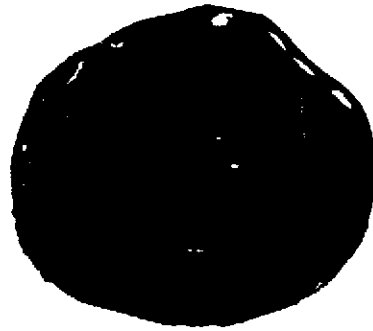
R. GOEBBELS  
Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères

*R. Goebbels*

Voor de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden

*W.F. van Eekelen* *zonder reserve d'approbation*

W.F. van EEKELEN  
Staatssecretaris van Buitenlandse Zaken



Οι κυβερνήσεις του Βασιλείου του Βελγίου, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας, της Γαλλικής Δημοκρατίας, του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου και του Βασιλείου των Κάτω Χωρών,

εφεξής καλούμενες "τα Μέρη",

έχοντας επίγνωση του γεγονότος ότι η όλο και στενότερη ένωση των λαών των κρατών μελών των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων πρέπει να βρει την έκφρασή της στην ελεύθερη διέλευση των εσωτερικών συνόρων από όλους τους υπηκόους των κρατών μελών και στην ελεύθερη κυκλοφορία των εμπορευμάτων και των υπηρεσιών,

θέλοντας να ενισχύσουν την αλληλεγγύη μεταξύ των λαών τους με την άρση των εμποδίων που παρακωλύουν την ελεύθερη κυκλοφορία στα κοινά σύνορα μεταξύ των κρατών της Οικονομικής Ένωσης του Μπενελούξ, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας,

λαμβάνοντας υπόψη την πρόοδο που έχει ήδη σημειωθεί στα πλαίσια των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων για την εξασφάλιση της ελεύθερης κυκλοφορίας των προσώπων, των προϊόντων και των υπηρεσιών,

εμπνεόμενοι από την θέληση να επιτύχουν την κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα κατά την κυκλοφορία των υπηκόων των κρατών μελών των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων και να διευκολύνουν την κυκλοφορία των εμπορευμάτων και των υπηρεσιών,

εκτιμώντας ότι για την εφαρμογή της παρούσας Συμφωνίας μπορεί να χρειστούν νομοθετικά μέτρα τα οποία θα πρέπει να υποβληθούν στα Εθνικά Κοινοβούλια με βάση τους συνταγματικούς κανόνες των υπογραφόντων κρατών,

έχοντας υπόψη :

τη δήλωση του Ευρωπαϊκού Συμβουλίου του Φονταινμπλώ της 25ης-26ης Ιουνίου 1984 σχετικά με την κατάργηση στα εσωτερικά σύνορα των αστυνομικών και τελωνειακών διατυπώσεων για την κυκλοφορία των προσώπων και των εμπορευμάτων,

τη Συμφωνία που συνήφθη στο Sarrebruck στις 13 Ιουλίου 1984 μεταξύ της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας,

τα συμπεράσματα της από 31 Μαΐου 1984 συνεδριάσεως στο Neustadt/Aisch των Υπουργών Μεταφορών των κρατών του Μπενελούξ και της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας,

το υπόμνημα των Κυβερνήσεων των κρατών της Οικονομικής Ένωσης του Μπενελούξ της 12ης Δεκεμβρίου 1984 το οποίο υποβλήθηκε στις κυβερνήσεις της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας,

συμφώνησαν τα εξής :



ΤΙΤΛΟΣ Ι  
ΒΡΑΧΥΠΡΟΘΕΣΜΑ ΜΕΤΡΑ

Άρθρο 1

Από την έναρξη ισχύος της παρούσας Συμφωνίας και μέχρι την ολική κατάργηση κάθε ελέγχου, οι διατυπώσεις στα κοινά σύνορα μεταξύ των κρατών της Οικονομικής Ένωσης του Μπενελούξ, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας θα διεξάγονται, όσον αφορά τους υπηκόους των κρατών μελών των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων, με τις κατωτέρω προϋποθέσεις.

Άρθρο 2

Στον τομέα της κυκλοφορίας των προσώπων οι αστυνομικές και τελωνειακές αρχές ασκούν από τις 15 Ιουνίου 1985, κατά κανόνα, απλό οπτικό έλεγχο των τουριστικών οχημάτων, τα οποία διέρχονται τα κοινά σύνορα με μειωμένη ταχύτητα, χωρίς να τα σταματούν.

Μπορούν πάντως να διεξάγουν, δειγματοληπτικά, σχολαστικότερο έλεγχο. Οι έλεγχοι αυτοί πραγματοποιούνται, εφόσον είναι δυνατόν, σε ειδικούς χώρους, ώστε να μη διακόπτεται η κυκλοφορία των λοιπών οχημάτων που διέρχονται τα σύνορα.

Άρθρο 3

Για να διευκολύνεται ο οπτικός έλεγχος, οι υπήκοοι των κρατών μελών των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων που σκοπεύουν να διέλθουν τα κοινά σύνορα με αυτοκίνητο μπορούν να επικολλούν στο παρμπρίζ του εν λόγω αυτοκινήτου ένα πράσινο σήμα διαμέτρου τουλάχιστον 8 εκατοστών. Το σήμα αυτό σημαίνει ότι έχουν συμμορφωθεί με τις διατάξεις της αστυνομίας των συνόρων, ότι μεταφέρουν μόνο επιτρεπόμενα εμπορεύματα εντός των ορίων των ατελειών, και ότι τηρούν το σύνολο των κανόνων περί συναλλαγματος.

Άρθρο 4

Τα Μέρη καταβάλουν κάθε προσπάθεια να περιορίσουν στο ελάχιστο το χρόνο στάσης στα κοινά σύνορα για λόγους ελέγχου των επαγγελματικών επιβατικών οχημάτων.

Τα Μέρη θα αναζητήσουν λύσεις για την κατάργηση, πριν από την 1η Ιανουαρίου 1986, του συστηματικού ελέγχου στα κοινά σύνορα του δηλωτικού μεταφοράς επιβατών φύλλου πορείας και των αδειών μεταφοράς για τις επαγγελματικές οδικές επιβατικές μεταφορές.

Άρθρο 5

Πριν από την 1η Ιανουαρίου 1986, θα καθιερωθούν κοινói έλεγχοι στους εκπέρωθεν των συνόρων ευρισκόμενους συνοριακούς σταθμούς, εφόσον αυτό δεν έχει ήδη γίνει στην πράξη και στο βηθμό που το επιτρέπουν οι εγκαταστάσεις. Θα εξετασθεί, αργότερα αν είναι δυνατόν να καθιερωθούν σημεία κοινών ελέγχων σε άλλους μεθοριακούς σταθμούς, εφόσον το επιτρέπουν οι τοπικές συνθήκες.

Άρθρο 6

Με την επιφύλαξη της εφαρμογής πιο ευνοϊκών ρυθμίσεων μεταξύ τους, τα Μέρη θα λάβουν τα απαραίτητα μέτρα για τη διευκόλυνση της κυκλοφορίας των υπηκόων των κρατών μελών των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων που κατοικούν σε δήμους ή κοινότητες ευρισκόμενους πλησίον των κοινών συνόρων, με σκοπό να μπορούν να διέρχονται τα σύνορα αυτά και από άλλα σημεία εκτός από τα εγκεκριμένα σημεία διέλευσης και σε άλλες ώρες εκτός από τις ώρες λειτουργίας των μεθοριακών σταθμών ελέγχου.

Οι ενδιαφερόμενοι θα απολαύουν των εν λόγω πλεονεκτημάτων μόνον εφόσον μεταφέρουν επηρεπόμενα εμπορεύματα εντός των ορίων των εγκεκριμένων ατελειών και εφόσον τηρούν το σύνολο των κανόνων περί συναλλάγματος.

Άρθρο 7

Τα Μέρη θα καταβάλλουν κάθε προσπάθεια να συντονίσουν το συντομότερο δυνατό τις πολιτικές τους στον τομέα των θεωρήσεων για να αποφευχθούν οι αρνητικές συνέπειες που θα μπορούσε να έχει η ελάφρυνση των ελέγχων στα κοινά σύνορα όσον αφορά τη μετανάστευση και την ασφάλεια. Λαμβάνουν, πριν από την 1η Ιανουαρίου 1986, ει δυνατόν, τα απαραίτητα μέτρα για να εφαρμόσουν τις διαδικασίες τους σχετικά με τη χορήγηση των θεωρήσεων και την είσοδο προσώπων στο έδαφός τους, λαμβάνοντας υπόψη ότι υπάρχει ανάγκη προστασίας του συνόλου των εδαφών των πέντε κρατών κατά της παράνομης μετανάστευσης και των δραστηριοτήτων που θα μπορούσαν να θέσουν σε κίνδυνο την ασφάλεια.

Άρθρο 8

Ενόψει της ελαφρύνσεως των ελέγχων στα κοινά σύνορα και λαμβανομένων υπόψη των σημαντικών διαφορών μεταξύ των νομοθεσιών των κρατών της Οικονομικής Ένωσης του Μπενελούξ, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας, τα κράτη μέλη αναλαμβάνουν να καταπολεμήσουν ενεργά στο έδαφός τους το λαθρεμπόριο ναρκωτικών και να συντονίσουν αποτελεσματικά τις δράσεις τους σε αυτόν τον τομέα.

Άρθρο 9

Τα Μέρη θα ενισχύσουν τη συνεργασία μεταξύ των τελωνειακών και αστυνομικών τους αρχών, κυρίως όσον αφορά την καταπολέμηση της εγκληματικότητας, ειδικότερα δε της παράνομης διακίνησης όπλων και ναρκωτικών, της παράνομης εισόδου και διαμονής προσώπων και της φορολογικής και τελωνειακής απάτης και του λαθρεμπορίου. Για το σκοπό αυτό και εντός των πλαισίων των εθνικών τους νομοθεσιών, τα Μέρη καταβάλλουν προσπάθειες για τη βελτίωση της ανταλλαγής πληροφοριών και για την ενίσχυσή της προκειμένου για πληροφορίες που θα μπορούσαν να φανούν χρήσιμες στα υπόλοιπα Μέρη στον αγώνα τους κατά της εγκληματικότητας.

Τα Μέρη θα ενισχύσουν, στα πλαίσια των εθνικών τους νομοθεσιών, την αμοιβαία συνδρομή κατά της κινήσεως κεφαλαίων που πραγματοποιείται κατά παράβαση των σχετικών κανόνων.

Άρθρο 10

Για να εξασφαλισθεί η προβλεπόμενη στα άρθρα 6, 7, 8 και 9 συνεργασία, θα πραγματοποιούνται τακτικά συνεδριάσεις των αρμοδίων αρχών των Μερών.

Άρθρο 11

Στα πλαίσια της διασυνοριακής οδικής μεταφοράς εμπορευμάτων, τα Μέρη θα πύσουν από 1ης Ιουλίου 1985, να ασκούν συστηματικά στα κοινά σύνορα τους ακόλουθους ελέγχους :

- τον έλεγχο των χρόνων οδήγησης και ανσπαύσεως (κανονισμός (ΕΟΚ) αριθ. 543/69 του Συμβουλίου της 25ης Μαρτίου 1969, περί εναρμόνισης ορισμένων κοινωνικών διατάξεων που αφορούν τις οδικές μεταφορές και της ΑΕΤΑ),
- τον έλεγχο του βάρους και των διαστάσεων των επαγγελματικών οχημάτων· η διάταξη αυτή δεν εμποδίζει την εισαγωγή αυτόματων συστημάτων ζυγίσματος με σκοπό το δειγματοληπτικό έλεγχο του βάρους,
- τους τεχνικούς ελέγχους των οχημάτων.

Θα ληφθούν μέτρα προς αποφυγή των διπλών ελέγχων στο εσωτερικό των συμβαλλομένων Μερών.

Άρθρο 12

Από την 1η Ιουλίου 1985, ο έλεγχος των εγγράφων που δικαιολογούν την εκτέλεση των μεταφορών που πραγματοποιούνται χωρίς έγκριση ή τίθενται εκτός ποσόστωσης σύμφωνα με τις κοινοτικές ή διμερείς διαιτήσεις αντικαθίσταται στα κοινά σύνορα από δεγματοληπτικό έλεγχο. Τα οχήματα που εκτελούν μεταφορές οι οποίες υπάγονται σε αυτά τα καθεστώτα θα αναγνωρίζονται κατά τη διέλευση των συνόρων χάρη στην επικόλληση εμφανούς σήματος. Οι αρμόδιες αρχές των Μερών καθορίζουν βάσει κοινής συμφωνίας τα τεχνικά χαρακτηριστικά αυτού του εμφανούς σήματος.

Άρθρο 13

Τα Μέρη θα καταβάλουν κάθε προσπάθεια να εναρμονίσουν, πριν από την 1η Ιανουαρίου 1986 τα καθεστώτα παραχής άδειας για τις επαγγελματικές οδικές μεταφορές τα οποία ισχύουν μεταξύ τους για τη διασυνοριακή κυκλοφορία, με σκοπό την απλούστευση και την ελάφρυνσή τους και τη δυνατότητα να αντικατασταθούν οι "άδειες συγκεκριμένου ταξιδιού" από τις "άδειες ορισμένου χρόνου" με οπτικό έλεγχο κατά τη διέλευση των κοινών συνόρων.

Οι διαδικασίες μετατροπής των αδειών συγκεκριμένου ταξιδιού σε άδειες ορισμένου χρόνου θα συμφωνηθούν διμερώς, λαμβάνοντας υπόψη τις ανάγκες των οδικών μεταφορών των διαφόρων ενδιαφερομένων χωρών.

Άρθρο 14

Τα Μέρη θα αναζητήσουν λύσεις που να επιτρέψουν τη μείωση, στα κοινά σύνορα, του χρόνου αναμονής των σιδηροδρομικών μεταφορών λόγω των συνοριακών διατυπώσεων.

Άρθρο 15

Τα Μέρη θα συστήσουν στις οικείες σιδηροδρομικές τους εταιρίες :

- να αναπροσαρμόσουν τις τεχνικές διαδικασίες ώστε να περιοριστεί στο ελάχιστο ο χρόνος στάσης στα κοινά σύνορα,
- να ληφθεί κάθε δυνατό μέτρο για να εφαρμοστεί σε ορισμένες σιδηροδρομικές μεταφορές εμπορευμάτων, που θα καθοριστούν από τις σιδηροδρομικές εταιρίες, ειδικό σύστημα που να επιτρέπει την ταχεία διέλευση των κοινών συνόρων χωρίς σημαντικές στάσεις (τραίνα για τη μεταφορά εμπορευμάτων με σύντομες στάσεις στα σύνορα).

Άρθρο 16

Τα Μέρη θα εναρμονίσουν τις ώρες και τις ημερομηνίες λειτουργίας των τελωνειακών σταθμών που ελέγχουν την ποτάμια κυκλοφορία στα κοινά σύνορα.

ΠΤΑΟΣ II  
ΜΑΚΡΟΠΡΟΘΕΣΜΑ ΜΕΤΡΑΆρθρο 17

Όσον αφορά την κυκλοφορία των προσώπων, τα Μέρη θα προσπαθήσουν να καταργήσουν τους ελέγχους στα κοινά σύνορα και να τους μετατοπίσουν στα εξωτερικά τους σύνορα. Για το σκοπό αυτό, θα καταβάλουν προηγουμένως κάθε προσπάθεια να εναρμονίσουν, εφόσον παρίσταται ανάγκη, τις νομοθετικές και κανονιστικές διατάξεις που αφορούν τις απαγορεύσεις και τους περιορισμούς στους οδούς βασίζονται οι έλεγχοι και να λάβουν συμπληρωματικά μέτρα για τη διαφύλαξη της ασφάλειας και για την παρεμπόδιση της παράνομης μετανάστευσης υπηκόων κρατών που δεν είναι μέλη των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων.

Άρθρο 18

Τα Μέρη θα αρχίσουν διαβουλεύσεις κυρίως για τα ακόλουθα θέματα, λαμβάνοντας πάντοτε υπόψη τα αποτελέσματα των βραχυπρόθεσμων μέτρων :

- α) επεξεργασία διακανονισμών για την συνεργασία των αστυνομικών αρχών όσον αφορά την πρόληψη της εγκληματικότητας και την έρευνα.
- β) εξέταση των ενδεχόμενων δυσκολιών στην εφαρμογή των συμφωνιών διεθνούς δικαστικής συνδρομής και έκδοσης για να ευρεθούν οι πλέον κατάλληλες λύσεις για τη βελτίωση της συνεργασίας μεταξύ των Μερών σε αυτούς τους τομείς.
- γ) αναζήτηση των μέσων που θα επιτρέψουν την κοινή καταπολέμηση της εγκληματικότητας, μεταξύ άλλων με τη μελέτη της ενδεχόμενης καθιέρωσης για τους αστυνομικούς του δικαιώματος συνέχισης της καταδίωξης και πέραν των συνόρων, λαμβάνοντας υπόψη τα υπάρχοντα μέσα επικοινωνίας και τη διεθνή δικαστική συνδρομή.

Άρθρο 19

Τα Μέρη θα επιδιώξουν την εγαρμύνηση των νομοθετικών και κανονιστικών τους διατάξεων, και ιδίως :

- στον τομέα των ναρκωτικών,
- στον τομέα των όπλων και των εκρηκτικών υλών,
- όσον αφορά τη δήλωση των στοιχείων ταυτότητας των ταξιδιωτών στα ξενοδοχεία.

Άρθρο 20

Τα Μέρη θα καταβάλουν κάθε προσπάθεια για την εναρμόνιση των πολιτικών τους στον τομέα των θεωρήσεων καθώς και των προϋποθέσεων εισόδου στο έδαφός τους. Θα προετοιμάσουν επίσης, εφόσον απαιτείται, την εναρμόνιση των κανόνων τους σχετικά με ορισμένα θέματα της νομοθεσίας περί αλλοδαπών όσον αφορά τους υπηκόους κρατών μη μελών των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων.

Άρθρο 21

Τα Μέρη θα αναλάβουν από κοινού πρωτοβουλίες στα πλαίσια των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων :

- α) για να επιτύχουν την αύξηση των ατελειών που παραχωρούνται στους ταξιδιώτες,
- β) για να καταργήσουν, στα πλαίσια των κοινοτικών ατελειών, τους περιορισμούς που ενδεχομένως εξακολουθούν να υφίστανται κατά την είσοδο στα κράτη μέλη για τα εμπορεύματα τα οποία επιτρέπεται να έχουν στην κατοχή τους οι υπήκοοι των κρατών αυτών.

Τα Μέρη θα αναλάβουν πρωτοβουλίες στα πλαίσια των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων για να επιτύχουν την εναρμονισμένη είσπραξη, στη χώρα αναχώρησης, του ΦΠΑ που επιβάλλεται για τις παροχές υπηρεσιών τουριστικών μεταφορών στο εσωτερικό των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων.

Άρθρο 22

Τα Μέρη θα καταβάλλουν προσπάθειες, τόσο μεταξύ τους όσο και στα πλαίσια των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων :

- για να αυξήσουν την ατέλεια για τα καύσιμα, ούτως ώστε να αντιστοιχεί στο κανονικό περιεχόμενο των δεξαμενών καυσίμου των λεωφορείων και τουριστικών οχημάτων (500 l),
- για να προσεγγίσουν τους φορολογικούς συντελεστές του καυσίμου ντίζελ και να αυξήσουν τις ατέλειες για το κανονικό περιεχόμενο των δεξαμενών καυσίμου των φορτηγών.

Άρθρο 23

Τα Μέρη θα καταβάλουν επίσης κάθε προσπάθεια, στον τομέα της μεταφοράς των εμπορευμάτων για να μειώσουν, στους εκατέρωθεν των συνόρων ειρυσκόμενους συνηρικουίς σταθμίου, τον χρόνο αναμονής και τον αριθμίο των σημείων στάσης.

Άρθρο 24

Στον τομέα της κυκλοφορίας των εμπορευμάτων, τα Μέρη θα αναζητήσουν τα μέσα που θα τους επτρέψουν να μεταφέρουν στα εξωτερικά σύνορα ή στο εσωτερικό του εδάφους τους τους ελέγχους που τώρα διεξάγονται στα κοινά σύνορα.

Για το σκοπό αυτό θα αναλάβουν, εφόσον απαιτείται, κοινές πρωτοβουλίες μεταξύ τους, καθώς και στα πλαίσια των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων, με σκοπό να αναρμονίσουν τις διατάξεις στις οποίες βασίζονται οι έλεγχοι των εμπορευμάτων στα κοινά σύνορα. Θα μεριμνήσουν ώστε τα μέτρα αυτά να μη θίξουν την αναγκαία διαφύλαξη της υγείας των προσώπων, των ζώων και των φυτών.

Άρθρο 25

Τα Μέρη θα αναπτύξουν τη συνεργασία τους με σκοπό να διευκολύνουν τον τελωνισμό των εμπορευμάτων κατά τη διέλευση κοινών συνόρων χάρη στη συστηματική και αυτόματη ανταλλαγή των απαραίτητων στοιχείων που περιέχονται στο Ενιαίο Έγγραφο.

Άρθρο 26

Τα Μέρη θα εξετάσουν με ποιό τρόπο οι έμμεσοι φόροι (ΦΠΑ και ειδικί φόροι κατανάλωσης) θα μπορούσαν να αναρμονιστούν στα πλαίσια των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων. Για το σκοπό αυτό θα υποστηρίξουν κάθε πρωτοβουλία που θα αναλάβουν οι Ευρωπαϊκές Κοινοότητες.

Άρθρο 27

Τα Μέρη θα μελετήσουν κατά πόσον μπορούν να καταργηθούν, σε αμοιβαία βάση, οι περιορισμοί των στείων που χορηγούνται στα κοινά σύνορα στους κατοίκους των προσωεθόριων περιοχών, έτσι όπως προβλέπονται βάσει του κοινοτικού δικαίου.

Άρθρο 28

Πριν από την σύναψη οποιωνδήποτε διμερών ή πολυμερών διακανονισμών παρομοίων προς την παρούσα Συμφωνία με κράτη τα οποία δεν αποτελούν συμβαλλόμενα μέρη της εν λόγω Συμφωνίας, θα πρέπει να προηγηθεί διαβούλευση μεταξύ των Μερών.

Άρθρο 29

Η παρούσα Συμφωνία θα ισχύει και στο Land του Βερολίνου, εκτός αν γίνει αντίθετη δήλωση από την κυβέρνηση της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας προς τις κυβερνήσεις των κρατών της Οικονομικής Ένωσης του Μπενελούξ και στην κυβέρνηση της Γαλλικής Δημοκρατίας εντός των πρώτων τριών μηνών από την έναρξη ισχύος της παρούσας Συμφωνίας.

Άρθρο 30

Τα μέτρα που προβλέπονται στην παρούσα Συμφωνία τα οποία δεν θα ισχύουν αμέσως μετά την έναρξη ισχύος της, θα εφαρμοστούν πριν από την 1η Ιανουαρίου 1986 όσον αφορά τα μέτρα του Τίτλου I και, ει δυνατόν, πριν από την 1η Ιανουαρίου 1990 όσον αφορά τα μέτρα του Τίτλου II, εκτός αν στην παρούσα Συμφωνία προβλέπονται άλλες προθεσμίες.

Άρθρο 31

Η παρούσα Συμφωνία εφαρμόζεται με την επιφύλαξη των άρθρων 5 και 6, 8 έως 16 της Συμφωνίας που έχει συναφθεί στο Sarrebruck στις 13 Ιουλίου 1964 μεταξύ της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας.

Άρθρο 32

Η παρούσα Συμφωνία υπογράφεται χωρίς επιφύλαξη κύρωσης ή έγκρισης, ή με επιφύλαξη κύρωσης ή έγκρισης, ακολουθούμενη από κύρωση ή έγκριση.

Η παρούσα Συμφωνία τίθεται προσωρινά σε ισχύ από την επόμενη ημέρα της υπογραφής της.

Η παρούσα Συμφωνία θα αρχίσει να ισχύει τριάντα ημέρες μετά από την κατάθεση του τελευταίου εγγράφου επικύρωσης ή έγκρισης.

Άρθρο 33

Η Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου είναι θεματοφύλακας της παρούσας Συμφωνίας. Διαβιβάζει επικυρωμένο ακριβές αντίγραφο σε κάθε μία από τις κυβερνήσεις των λοιπών υπογράφοντων κρατών.



Σε πίστωση των ανωτέρω, οι αντιπρόσωποι των Κυβερνήσεων δεόντως εξουσιοδοτημένοι υπέγραψαν την παρούσα Συμφωνία.

Έγινε στο Σένγκεν (Μεγάλο Δουκάτο του Λουξεμβούργου), στις δεκατέσσερις Ιουνίου χίλια εννιακόσια ογδόντα πέντε, τα δε κείμενα της παρούσης Συμφωνίας στη γερμανική, γαλλική και ολλανδική γλώσσα, είναι εξ ίσου αυθεντικά.

Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου του Βελγίου

P. DE KEERSMAEKER  
Υφυπουργός Κοινοτικών Υποθέσεων

Για την Κυβέρνηση της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας

Καθ. Δρ. W. SCHRECKENBERGER  
Υφυπουργός Εξωτερικών

Για την Κυβέρνηση της Γαλλικής Δημοκρατίας

C. LALUMIERE  
Υφυπουργός Ευρωπαϊκών Υποθέσεων

Για την Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου

R. GOEBBELS  
Υφυπουργός Εξωτερικών

Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου των Κάτω Χωρών

W.F. van EEKELEN  
Υφυπουργός Εξωτερικών

Le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas, ci-après dénommés les Parties Contractantes,

se fondant sur l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes,

ayant décidé d'accomplir la volonté exprimée dans cet accord de parvenir à la suppression des contrôles aux frontières communes dans la circulation des personnes et d'y faciliter le transport et la circulation des marchandises,

considérant que le Traité instituant les Communautés européennes, complété par l'Acte Unique européen, prévoit que le marché intérieur comporte un espace sans frontières intérieures,

considérant que le but poursuivi par les Parties Contractantes coïncide avec cet objectif, sans préjuger des mesures qui seront prises en application des dispositions du Traité,

considérant que l'accomplissement de cette volonté appelle une série de mesures appropriées et une étroite coopération entre les Parties Contractantes,

sont convenus de ce qui suit :

## TITRE PREMIER

## Définitions

## Article premier

Au sens de la présente Convention, on entend par :

Frontières intérieures	les frontières communes terrestres des Parties Contractantes, ainsi que leurs aéroports pour les vols intérieurs et leurs ports maritimes pour les liaisons régulières de transbordeurs qui sont en provenance ou à destination exclusives d'autres ports sur les territoires des Parties Contractantes, sans faire escale dans des ports en dehors de ces territoires ;
Frontières extérieures	les frontières terrestres et maritimes, ainsi que les aéroports et ports maritimes des Parties Contractantes, pour autant qu'ils ne sont pas frontières intérieures ;
Vol intérieur	tout vol qui est en provenance ou à destination exclusives des territoires des Parties Contractantes sans atterrissage sur le territoire d'un Etat tiers ;
Etat tiers	tout Etat autre que les Parties Contractantes ;
Etranger	toute personne autre que les ressortissants des Etats membres des Communautés européennes ;
Etranger signalé aux fins de non-admission	tout étranger signalé aux fins de non-admission dans le Système d'Information Schengen conformément aux dispositions de l'article 96 ;
Point de passage frontalier	tout point de passage autorisé par les autorités compétentes pour le franchissement des frontières extérieures ;
Contrôle frontalier	le contrôle aux frontières qui, indépendamment de tout autre motif, se fonde sur la seule intention de franchir la frontière ;

Transporteur	toute personne physique ou morale qui assure, à titre professionnel, le transport de personnes par voie aérienne, maritime ou terrestre ;
Titre de séjour	toute autorisation de quelque nature que ce soit délivrée par une Partie Contractante donnant droit au séjour sur son territoire. N'entre pas dans cette définition l'admission temporaire au séjour sur le territoire d'une Partie Contractante en vue du traitement d'une demande d'asile ou d'une demande de titre de séjour ;
Demande d'asile	toute demande présentée par écrit, oralement ou autrement par un étranger à la frontière extérieure ou sur le territoire d'une Partie Contractante en vue d'obtenir sa reconnaissance en qualité de réfugié conformément à la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, telle qu'amendée par le Protocole de New York du 31 janvier 1967 et de bénéficier en cette qualité d'un droit de séjour ;
Demandeur d'asile	tout étranger qui a présenté une demande d'asile au sens de la présente Convention sur laquelle il n'a pas encore été statué définitivement ;
Traitement d'une demande d'asile	l'ensemble des procédures d'examen, de décision et des mesures prises en application de décisions définitives relatives à une demande d'asile, à l'exclusion de la détermination de la Partie Contractante responsable du traitement de la demande d'asile en vertu des dispositions de la présente Convention.

## T I T R E I I

Suppression des contrôles aux frontières intérieures  
et circulation des personnes

## C H A P I T R E P R E M I E R

## Franchissement des frontières intérieures

## Article 2

1. Les frontières intérieures peuvent être franchies en tout lieu sans qu'un contrôle des personnes soit effectué.

2. Toutefois, lorsque l'ordre public ou la sécurité nationale l'exigent, une Partie Contractante peut, après consultation des autres Parties Contractantes, décider que, durant une période limitée, des contrôles frontaliers nationaux adaptés à la situation seront effectués aux frontières intérieures. Si l'ordre public ou la sécurité nationale exigent une action immédiate, la Partie Contractante concernée prend les mesures nécessaires et en informe le plus rapidement possible les autres Parties Contractantes.

3. La suppression du contrôle des personnes aux frontières intérieures ne porte atteinte ni aux dispositions de l'article 22, ni à l'exercice des compétences de police par les autorités compétentes en vertu de la législation de chaque Partie Contractante sur l'ensemble de son territoire, ni aux obligations de détention, de port et de présentation de titres et documents prévues par sa législation.

4. Les contrôles des marchandises sont effectués conformément aux dispositions pertinentes de la présente Convention.

## C H A P I T R E 2

## Franchissement des frontières extérieures

## Article 3

1. Les frontières extérieures ne peuvent en principe être franchies qu'aux points de passage frontaliers et durant les heures d'ouverture fixées. Des dispositions plus détaillées ainsi que les exceptions et les modalités du petit trafic frontalier, de même que les règles applicables à des catégories particulières de trafic maritime telles que la navigation de plaisance ou la pêche côtière, sont arrêtées par le Comité Exécutif.

2. Les Parties Contractantes s'engagent à instaurer des sanctions à l'encontre du franchissement non autorisé des frontières extérieures en dehors des points de passage frontaliers et des heures d'ouverture fixées.

#### Article 4

1. Les Parties Contractantes garantissent qu'à partir de 1993, les passagers d'un vol en provenance d'Etats tiers, qui embarquent sur des vols intérieurs, seront au préalable soumis, à l'entrée, à un contrôle de personnes ainsi qu'à un contrôle des bagages à main dans l'aéroport d'arrivée du vol extérieur. Les passagers d'un vol intérieur qui embarquent sur un vol à destination d'Etats tiers, seront au préalable soumis, à la sortie, à un contrôle de personnes et à un contrôle des bagages à main dans l'aéroport de départ du vol extérieur.

2. Les Parties Contractantes prennent les mesures nécessaires afin que les contrôles puissent s'effectuer conformément aux dispositions du paragraphe 1.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 n'affectent pas le contrôle des bagages enregistrés ; ce contrôle est effectué respectivement dans l'aéroport de destination finale ou dans l'aéroport de départ initial.

4. Jusqu'à la date prévue au paragraphe 1, les aéroports sont considérés, par dérogation à la définition des frontières intérieures, comme des frontières extérieures pour les vols intérieurs.

#### Article 5

1. Pour un séjour n'excédant pas trois mois, l'entrée sur les territoires des Parties Contractantes peut être accordée à l'étranger qui remplit les conditions ci-après :

- a. posséder un document ou des documents valables permettant le franchissement de la frontière, déterminés par le Comité Exécutif ;
- b. être en possession d'un visa valable si celui-ci est requis ;
- c. présenter le cas échéant les documents justifiant de l'objet et des conditions du séjour envisagé et disposer des moyens de subsistance suffisants, tant pour la durée du séjour envisagé que pour le retour dans le pays de provenance ou le transit vers un Etat tiers dans lequel son admission est garantie, ou être en mesure d'acquiescer légalement ces moyens ;
- d. ne pas être signalé aux fins de non-admission ;
- e. ne pas être considéré comme pouvant compromettre l'ordre public, la sécurité nationale ou les relations internationales de l'une des Parties Contractantes.

2. La Partie Contractante compétente pour la délivrance de ce visa est en principe celle de la destination principale. Si celle-ci ne peut être déterminée, la délivrance du visa incombe en principe au poste diplomatique ou consulaire de la Partie Contractante de première entrée.

3. Le Comité Exécutif précise les modalités d'application et notamment les critères de détermination de la destination principale.

#### Article 13

1. Aucun visa ne peut être apposé dans un document de voyage si celui-ci est périmé.

2. La durée de validité du document de voyage doit être supérieure à celle du visa, compte tenu du délai d'utilisation de celui-ci. Elle doit permettre le retour de l'étranger dans son pays d'origine ou son entrée dans un pays tiers.

#### Article 14

1. Aucun visa ne peut être apposé dans un document de voyage si celui-ci n'est valable pour aucune des Parties Contractantes. Si le document de voyage n'est valable que pour une ou plusieurs Parties Contractantes, le visa à apposer sera limité à cette ou à ces Parties Contractantes.

2. Dans le cas où le document de voyage n'est pas reconnu comme valable par une ou plusieurs des Parties Contractantes, le visa peut être délivré sous la forme d'une autorisation tenant lieu de visa.

#### Article 15

En principe, les visas mentionnés à l'article 10 ne peuvent être délivrés que si l'étranger satisfait aux conditions d'entrée fixées à l'article 5 paragraphe 1, points a, c, d et e.

#### Article 16

Si une Partie Contractante estime nécessaire de déroger, pour l'un des motifs énumérés à l'article 5 paragraphe 2, au principe défini à l'article 15, en délivrant un visa à un étranger qui ne remplit pas l'ensemble des conditions d'entrée visées à l'article 5 paragraphe 1, la validité de ce visa sera limitée au territoire de cette Partie Contractante qui devra en avvertir les autres Parties Contractantes.

3. Les autorités compétentes surveillent par unités mobiles les intervalles des frontières extérieures entre les points de passage frontaliers ; il en est de même pour les points de passage frontaliers en dehors de leurs heures normales d'ouverture. Ce contrôle est effectué de manière à ne pas inciter les personnes à éviter le contrôle aux points de passage. Les modalités de la surveillance sont fixées, le cas échéant, par le Comité Exécutif.

4. Les Parties Contractantes s'engagent à mettre en place des effectifs appropriés et en nombre suffisant en vue de l'exercice du contrôle et de la surveillance des frontières extérieures.

5. Un niveau équivalent de contrôle est exercé aux frontières extérieures.

#### Article 7

Les Parties Contractantes se prêteront assistance et assureront une coopération étroite et permanente en vue d'une exécution efficace des contrôles et surveillances. Elles procéderont notamment à un échange de toutes les informations pertinentes et importantes, à l'exclusion des données nominatives à caractère individuel, sauf dispositions contraires de la présente Convention, à une harmonisation, dans la mesure du possible, des instructions données aux services chargés des contrôles et à la promotion d'une formation et d'un recyclage uniformes du personnel affecté aux contrôles. Cette coopération peut prendre la forme d'un échange de fonctionnaires de liaison.

#### Article 8

Le Comité Exécutif prend les décisions nécessaires relatives aux modalités pratiques d'application du contrôle et de la surveillance des frontières.

### C H A P I T R E 3

#### Visas

##### Section 1

#### Visas pour les séjours d'une courte durée

#### Article 9

1. Les Parties Contractantes s'engagent à adopter une politique commune en ce qui concerne la circulation des personnes et notamment le régime des visas. A cette fin, elles se prêtent mutuellement assistance. Les Parties Contractantes s'engagent à poursuivre d'un commun accord l'harmonisation de leur politique en matière de visas.



2. S'agissant des Etats tiers dont les ressortissants sont soumis à un régime de visa commun à toutes les Parties Contractantes au moment de la signature de la présente Convention ou après celle-ci, ce régime de visa ne pourra être modifié que d'un commun accord entre toutes les Parties Contractantes. Une Partie Contractante peut déroger exceptionnellement au régime commun de visa à l'égard d'un Etat tiers, pour des motifs impérieux relevant de la politique nationale, qui exigent une décision urgente. Elle devra préalablement consulter les autres Parties Contractantes et, dans sa décision, tenir compte de leurs intérêts ainsi que des conséquences de cette décision.

#### Article 10

1. Il est institué un visa uniforme valable pour le territoire de l'ensemble des Parties Contractantes. Ce visa, dont la durée de validité est régie par l'article 11, peut être délivré pour un séjour de trois mois au maximum.

2. Jusqu'à l'instauration d'un tel visa, les Parties Contractantes reconnaîtront leurs visas nationaux respectifs, pour autant que leur délivrance s'effectue sur la base des conditions et critères communs déterminés dans le cadre des dispositions pertinentes du présent Chapitre.

3. Par dérogation aux dispositions des paragraphes 1 et 2, chaque Partie Contractante se réserve le droit de restreindre la validité territoriale du visa selon les modalités communes déterminées dans le cadre des dispositions pertinentes du présent Chapitre.

#### Article 11

1. Le visa institué à l'article 10 peut être :

- a. un visa de voyage valable pour une ou plusieurs entrées, sans que ni la durée d'un séjour ininterrompu, ni la durée totale des séjours successifs puissent excéder trois mois par semestre, à compter de la date de la première entrée ;
- b. un visa de transit qui permet à son titulaire de transiter une, deux ou exceptionnellement plusieurs fois par les territoires des Parties Contractantes pour se rendre sur le territoire d'un Etat tiers, sans que la durée d'un transit puisse dépasser cinq jours.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne font pas obstacle à ce que, au cours du semestre considéré, une Partie Contractante délivre en cas de besoin, un nouveau visa dont la validité sera limitée à son territoire.

#### Article 12

1. Le visa uniforme institué à l'article 10 paragraphe 1 est délivré par les autorités diplomatiques et consulaires des Parties Contractantes et, le cas échéant, par les autorités des Parties Contractantes désignées dans le cadre de l'article 17.

2. L'entrée sur les territoires des Parties Contractantes doit être refusée à l'étranger qui ne remplit pas l'ensemble de ces conditions, sauf si une Partie Contractante estime nécessaire de déroger à ce principe pour des motifs humanitaires ou d'intérêt national ou en raison d'obligations internationales. En ce cas, l'admission sera limitée au territoire de la Partie Contractante concernée qui devra en avertir les autres Parties Contractantes.

Ces règles ne font pas obstacle à l'application des dispositions particulières relatives au droit d'asile ni de celles de l'article 18.

3. Est admis en transit l'étranger titulaire d'une autorisation de séjour ou d'un visa de retour délivrés par l'une des Parties Contractantes ou, si nécessaire, de ces deux documents, sauf s'il figure sur la liste de signalement nationale de la Partie Contractante aux frontières extérieures de laquelle il se présente.

#### Article 6

1. La circulation transfrontalière aux frontières extérieures est soumise au contrôle des autorités compétentes. Le contrôle est effectué selon des principes uniformes, dans le cadre des compétences nationales et de la législation nationale, en tenant compte des intérêts de toutes les Parties Contractantes et pour les territoires des Parties Contractantes.

2. Les principes uniformes mentionnés au paragraphe 1 sont les suivants :

- a. Le contrôle des personnes comprend non seulement la vérification des documents de voyage et des autres conditions d'entrée, de séjour, de travail et de sortie, mais encore la recherche et la prévention de menaces pour la sécurité nationale et l'ordre public des Parties Contractantes. Ce contrôle porte aussi sur les véhicules et les objets en possession des personnes franchissant la frontière. Il est effectué par chaque Partie Contractante en conformité avec sa législation, notamment pour la fouille.
- b. Toutes les personnes doivent faire l'objet au moins d'un contrôle permettant l'établissement de leur identité à partir de la production ou de la présentation des documents de voyage.
- c. A l'entrée, les étrangers doivent être soumis à un contrôle approfondi, au sens des dispositions du point a.
- d. A la sortie, il est procédé au contrôle requis dans l'intérêt de toutes les Parties Contractantes en vertu du droit des étrangers et pour les besoins de la recherche et de la prévention de menaces pour la sécurité nationale et l'ordre public des Parties Contractantes. Ce contrôle est exercé dans tous les cas à l'égard des étrangers.
- e. Si de tels contrôles ne peuvent être effectués en raison de circonstances particulières, des priorités devront être fixées. A cet égard, le contrôle de la circulation à l'entrée a, en principe, priorité sur le contrôle à la sortie.

3. Lorsque le départ volontaire d'un tel étranger n'est pas effectué ou lorsqu'il peut être présumé que ce départ n'aura pas lieu ou si le départ immédiat de l'étranger s'impose pour des motifs relevant de la sécurité nationale ou de l'ordre public, l'étranger doit être éloigné du territoire de la Partie Contractante sur lequel il a été appréhendé, dans les conditions prévues par le droit national de cette Partie Contractante. Si l'application de ce droit ne permet pas l'éloignement, la Partie Contractante concernée peut admettre l'intéressé au séjour sur son territoire.

4. L'éloignement peut être réalisé du territoire de cet Etat vers le pays d'origine de cette personne ou tout autre Etat dans lequel son admission est possible, notamment en application des dispositions pertinentes des accords de réadmission conclus par les Parties Contractantes.

5. Les dispositions du paragraphe 4 ne font pas obstacle aux dispositions nationales relatives au droit d'asile ni à l'application de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, telle qu'amendée par le Protocole de New York du 31 janvier 1967 ni aux dispositions du paragraphe 2 du présent article et de l'article 33 paragraphe 1 de la présente Convention.

#### Article 24

Sous réserve de la définition par le Comité Exécutif des critères et modalités pratiques appropriés, les Parties Contractantes compensent entre elles les déséquilibres financiers qui peuvent résulter de l'obligation d'éloignement prévue à l'article 23 lorsque cet éloignement ne peut se réaliser aux frais de l'étranger.

### CHAPITRE 5

#### Titres de séjour et signalement aux fins de non-admission

#### Article 25

1. Lorsqu'une Partie Contractante envisage de délivrer un titre de séjour à un étranger qui est signalé aux fins de non-admission, elle consulte au préalable la Partie Contractante signalante et prend en compte les intérêts de celle-ci ; le titre de séjour ne sera délivré que pour des motifs sérieux, notamment d'ordre humanitaire ou résultant d'obligations internationales.

Si le titre de séjour est délivré, la Partie Contractante signalante procède au retrait du signalement, mais peut cependant inscrire cet étranger sur sa liste nationale de signalement.

## C H A P I T R E 4

## Conditions de circulation des étrangers

## Article 19

1. Les étrangers titulaires d'un visa uniforme qui sont entrés régulièrement sur le territoire de l'une des Parties Contractantes peuvent circuler librement sur le territoire de l'ensemble des Parties Contractantes pendant la durée de validité du visa, pour autant qu'ils remplissent les conditions d'entrée visées à l'article 5, paragraphe 1, points a, c, d et e.

2. Jusqu'à l'instauration du visa uniforme, les étrangers titulaires d'un visa délivré par une des Parties Contractantes, qui sont entrés régulièrement sur le territoire de l'une d'elles, peuvent circuler librement sur le territoire de l'ensemble des Parties Contractantes pendant la durée de validité du visa et au maximum pendant trois mois à compter de la date de la première entrée, pour autant qu'ils remplissent les conditions d'entrée visées à l'article 5, paragraphe 1, points a, c, d et e.

3. Les paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas aux visas dont la validité fait l'objet d'une limitation territoriale conformément aux dispositions du Chapitre 3 du présent Titre.

4. Les dispositions du présent article s'appliquent sans préjudice des dispositions de l'article 22.

## Article 20

1. Les étrangers non soumis à l'obligation de visa peuvent circuler librement sur les territoires des Parties Contractantes pendant une durée maximale de trois mois au cours d'une période de six mois à compter de la date de première entrée, pour autant qu'ils remplissent les conditions d'entrée visées à l'article 5, paragraphe 1, points a, c, d et e.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne font pas obstacle au droit de chaque Partie Contractante de prolonger au-delà de trois mois le séjour d'un étranger sur son territoire dans des circonstances exceptionnelles ou par application des dispositions d'un accord bilatéral conclu antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente Convention.

3. Les dispositions du présent article s'appliquent sans préjudice des dispositions de l'article 22.

## Article 21

1. Les étrangers titulaires d'un titre de séjour délivré par une des Parties Contractantes peuvent, sous le couvert de ce titre ainsi que d'un document de voyage, ces documents étant en cours de validité, circuler librement pendant une période de trois mois au maximum sur le territoire des autres Parties Contractantes, pour autant qu'ils remplissent les conditions d'entrée visées à l'article 5, paragraphe 1, points a, c et e et qu'ils ne figurent pas sur la liste de signalement nationale de la Partie Contractante concernée.

2. Le paragraphe 1 s'applique également aux étrangers titulaires d'une autorisation provisoire de séjour, délivrée par l'une des Parties Contractantes et d'un document de voyage délivré par cette Partie Contractante.

3. Les Parties Contractantes communiquent au Comité Exécutif la liste des documents qu'ils délivrent valant titre de séjour ou autorisation provisoire de séjour et document de voyage au sens du présent article.

4. Les dispositions du présent article s'appliquent sans préjudice des dispositions de l'article 22.

## Article 22

1. Les étrangers entrés régulièrement sur le territoire d'une des Parties Contractantes sont tenus de se déclarer, dans les conditions fixées par chaque Partie Contractante, aux autorités compétentes de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle ils pénètrent. Cette déclaration peut être souscrite au choix de chaque Partie Contractante, soit à l'entrée, soit, dans un délai de trois jours ouvrables à partir de l'entrée, à l'intérieur du territoire de la Partie Contractante sur lequel ils pénètrent.

2. Les étrangers résidant sur le territoire de l'une des Parties Contractantes et qui se rendent sur le territoire d'une autre Partie Contractante sont astreints à l'obligation de déclaration visée au paragraphe 1.

3. Chaque Partie Contractante arrête les exceptions aux dispositions des paragraphes 1 et 2 et les communique au Comité Exécutif.

## Article 23

1. L'étranger qui ne remplit pas ou ne remplit plus les conditions de court séjour applicables sur le territoire de l'une des Parties Contractantes doit en principe quitter sans délai les territoires des Parties Contractantes.

2. L'étranger qui dispose d'un titre de séjour ou d'une autorisation de séjour provisoire en cours de validité délivrés par une autre Partie Contractante, doit se rendre sans délai sur le territoire de cette Partie Contractante.

## Article 17

1. Le Comité Exécutif arrête des règles communes pour l'examen des demandes de visa, veille à leur application correcte et les adapte aux nouvelles situations et circonstances.
2. Le Comité Exécutif précise en outre les cas dans lesquels la délivrance d'un visa est subordonnée à la consultation de l'autorité centrale de la Partie Contractante saisie, ainsi que, le cas échéant, des autorités centrales des autres Parties Contractantes.
3. Le Comité Exécutif prend en outre les décisions nécessaires concernant les points suivants :
  - a. les documents de voyage qui peuvent être revêtus d'un visa ;
  - b. les instances chargées de la délivrance des visas ;
  - c. les conditions de délivrance de visas à la frontière ;
  - d. la forme, le contenu, la durée de validité des visas et les droits à percevoir pour leur délivrance ;
  - e. les conditions de prolongation et de refus des visas mentionnés aux points c et d, dans le respect des intérêts de l'ensemble des Parties Contractantes ;
  - f. les modalités de limitation de la validité territoriale des visas ;
  - g. les principes d'élaboration d'une liste commune des étrangers signalés aux fins de non-admission, sans préjudice de l'article 96.

## Section 2

## Visas pour des séjours de longue durée

## Article 18

Les visas pour un séjour de plus de trois mois sont des visas nationaux délivrés par l'une des Parties Contractantes selon sa propre législation. Un tel visa permet à son titulaire de transiter par le territoire des autres Parties Contractantes en vue de se rendre sur le territoire de la Partie Contractante qui a délivré le visa, sauf s'il ne satisfait pas aux conditions d'entrée visées à l'article 5, paragraphe 1, points a., d. et e. ou s'il figure sur la liste de signalement nationale de la Partie Contractante par le territoire de laquelle le transit est souhaité.

- e. Si le demandeur d'asile est entré sur les territoires des Parties Contractantes sans être en possession d'un ou de plusieurs documents permettant le franchissement de la frontière, déterminés par le Comité Exécutif, la Partie Contractante par les frontières extérieures de laquelle le demandeur d'asile a pénétré sur les territoires des Parties Contractantes est responsable.
- f. Si un étranger dont une demande d'asile est déjà en cours de traitement par une des Parties Contractantes, introduit une nouvelle demande, la Partie Contractante responsable est celle auprès de laquelle la demande est en cours de traitement.
- g. Si un étranger, dont une demande d'asile antérieure a fait l'objet d'une décision définitive par une des Parties Contractantes, introduit une nouvelle demande, la Partie Contractante responsable est celle qui a traité la demande antérieure, si le demandeur n'a pas quitté les territoires des Parties Contractantes.
2. Si une Partie Contractante s'est chargée du traitement d'une demande d'asile en application de l'article 29 paragraphe 4, la Partie Contractante responsable en vertu du présent article, paragraphe 1, est libérée de ses obligations.
3. Si la Partie Contractante responsable ne peut être désignée sur la base des critères définis aux paragraphes 1 et 2, la Partie Contractante auprès de laquelle la demande d'asile a été présentée est responsable.

#### Article 31

1. Les Parties Contractantes s'efforceront de déterminer au plus vite laquelle d'entre elles est responsable du traitement d'une demande d'asile.
2. Si une demande d'asile est adressée à une Partie Contractante non responsable en vertu de l'article 30 par un étranger qui séjourne sur son territoire, cette Partie Contractante peut demander à la Partie Contractante responsable de prendre en charge le demandeur d'asile, en vue d'assurer le traitement de sa demande d'asile.
3. La Partie Contractante responsable est tenue de prendre en charge le demandeur d'asile visé au paragraphe 2, si la requête est effectuée dans un délai de six mois à compter du dépôt de la demande d'asile. Si la requête n'a pas été effectuée dans ce délai, la Partie Contractante auprès de laquelle la demande d'asile a été introduite est responsable du traitement de la demande.

#### Article 32

La Partie Contractante responsable du traitement de la demande d'asile assure celui-ci conformément à son droit national.

## Article 27

1. Les Parties Contractantes s'engagent à instaurer des sanctions appropriées à l'encontre de quiconque aide ou tente d'aider, à des fins lucratives, un étranger à pénétrer ou à séjourner sur le territoire d'une Partie Contractante en violation de la législation de cette Partie Contractante relative à l'entrée et au séjour des étrangers.

2. Si une Partie Contractante est informée de faits mentionnés au paragraphe 1 qui constituent une violation de la législation d'une autre Partie Contractante, elle en informe cette dernière.

3. La Partie Contractante qui demande à une autre Partie Contractante de poursuivre, en raison de la violation de sa propre législation, des faits mentionnés au paragraphe 1, devra justifier par une dénonciation officielle ou par une attestation des autorités compétentes, des dispositions législatives qui ont été violées.

## C H A P I T R E 7

## Responsabilité pour le traitement de demandes d'asile

## Article 28

Les Parties Contractantes réaffirment leurs obligations aux termes de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés telle qu'amendée par le Protocole de New-York du 31 janvier 1967, sans aucune restriction géographique du champ d'application de ces textes, et leur engagement de coopérer avec les services du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés pour l'application de ces instruments.

## Article 29

1. Les Parties Contractantes s'engagent à assurer le traitement de toute demande d'asile déposée par un étranger sur le territoire de l'une d'elles.

2. Cette obligation n'entraîne pas pour une Partie Contractante celle d'autoriser dans tous les cas le demandeur d'asile à pénétrer ou à séjourner sur son territoire.

Toute Partie Contractante conserve le droit de refouler ou d'éloigner, sur la base de ses dispositions nationales et en conformité avec ses engagements internationaux, un demandeur d'asile vers un Etat tiers.

3. Quelle que soit la Partie Contractante à laquelle l'étranger adresse sa demande d'asile, une seule Partie Contractante est responsable du traitement de la demande. Elle est déterminée selon les critères définis à l'article 30.



4. Nonobstant le paragraphe 3, toute Partie Contractante conserve le droit, pour des raisons particulières tenant notamment au droit national, d'assurer le traitement d'une demande d'asile même si la responsabilité au sens de la présente Convention incombe à une autre Partie Contractante.

#### Article 30

1. La Partie Contractante responsable du traitement d'une demande d'asile est déterminée comme suit :

- a. Si une Partie Contractante a délivré au demandeur d'asile un visa de quelque nature qu'il soit ou un titre de séjour, elle est responsable du traitement de la demande. Si le visa a été délivré sur autorisation d'une autre Partie Contractante, la Partie Contractante qui a donné l'autorisation est responsable.
- b. Si plusieurs Parties Contractantes ont délivré au demandeur d'asile un visa de quelque nature qu'il soit ou un titre de séjour, la Partie Contractante responsable est celle qui a délivré le visa ou le titre de séjour dont l'échéance est la plus lointaine.
- c. Aussi longtemps que le demandeur d'asile n'a pas quitté les territoires des Parties Contractantes, la responsabilité définie selon les points a. et b. subsiste même si la durée de validité du visa de quelque nature que ce soit ou du titre de séjour est périmée. Si le demandeur d'asile a quitté les territoires des Parties Contractantes après la délivrance du visa ou du titre de séjour, ces documents fondent la responsabilité selon les points a. et b., sauf si entre temps ils sont périmés en vertu des dispositions nationales.
- d. Si le demandeur d'asile est dispensé de l'obligation du visa par les Parties Contractantes, la Partie Contractante par les frontières extérieures de laquelle le demandeur d'asile a pénétré sur les territoires des Parties Contractantes est responsable.

Tant que l'harmonisation des politiques de visa n'est pas encore complètement réalisée et si le demandeur d'asile est dispensé de l'obligation du visa par certaines Parties Contractantes seulement, la Partie Contractante par la frontière extérieure de laquelle le demandeur d'asile a pénétré sur les territoires des Parties Contractantes au bénéfice d'une dispense de visa est responsable sous réserve des dispositions des points a., b. et c.

Si la demande d'asile est présentée à une Partie Contractante qui a délivré au demandeur un visa de transit - que le demandeur ait franchi ou non le contrôle des passeports - et si le visa de transit a été délivré après que le pays de transit s'est assuré auprès des autorités consulaires ou diplomatiques de la Partie Contractante de destination que le demandeur d'asile répond aux conditions d'entrée dans la Partie Contractante de destination, la Partie Contractante de destination est responsable pour le traitement de la demande.

2. Lorsqu'il apparaît qu'un étranger titulaire d'un titre de séjour en cours de validité délivré par l'une des Parties Contractantes est signalé aux fins de non-admission, la Partie Contractante signalante consulte la Partie qui a délivré le titre de séjour afin de déterminer s'il y a des motifs suffisants pour retirer le titre de séjour.

Si le titre de séjour n'est pas retiré, la Partie Contractante signalante procède au retrait du signalement, mais peut cependant inscrire cet étranger sur sa liste nationale de signalement.

## CHAPTER 6

### Mesures d'accompagnement

#### Article 26

1. Sous réserve des engagements qui découlent de leur adhésion à la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, telle qu'amendée par le Protocole de New York du 31 janvier 1967, les Parties Contractantes s'engagent à introduire dans leur législation nationale les règles suivantes :

- a. Si l'entrée sur le territoire d'une des Parties Contractantes est refusée à un étranger, le transporteur qui l'a amené à la frontière extérieure par voie aérienne, maritime ou terrestre est tenu de le reprendre en charge sans délai. À la requête des autorités de surveillance de la frontière, il doit ramener l'étranger dans l'Etat tiers à partir duquel il a été transporté, dans l'Etat tiers qui a délivré le document de voyage avec lequel il a voyagé ou dans tout autre Etat tiers où son admission est garantie.
- b. Le transporteur est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires pour s'assurer que l'étranger transporté par voie aérienne ou maritime est en possession des documents de voyage requis pour l'entrée sur les territoires des Parties Contractantes.

2. Les Parties Contractantes s'engagent, sous réserve des engagements qui découlent de leur adhésion à la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, telle qu'amendée par le Protocole de New York du 31 janvier 1967 et dans le respect de leur droit constitutionnel, à instaurer des sanctions à l'encontre des transporteurs qui acheminent par voie aérienne ou maritime d'un Etat tiers vers leur territoire, des étrangers qui ne sont pas en possession des documents de voyage requis.

3. Les dispositions du paragraphe 1 point b et du paragraphe 2 s'appliquent aux transporteurs de groupes assurant des liaisons routières internationales par autocar, à l'exception du trafic frontalier.

## Article 33

1. Lorsque le demandeur d'asile se trouve irrégulièrement sur le territoire d'une autre Partie Contractante pendant la durée de la procédure d'asile, la Partie Contractante responsable est tenue de le reprendre.
2. Le paragraphe 1 n'est pas applicable lorsque l'autre Partie Contractante a délivré au demandeur d'asile un titre de séjour ayant une validité supérieure ou égale à un an. Dans ce cas, la responsabilité du traitement de la demande est transférée à l'autre Partie Contractante.

## Article 34

1. La Partie Contractante responsable est tenue de reprendre l'étranger dont la demande d'asile a été définitivement rejetée et qui s'est rendu sur le territoire d'une autre Partie Contractante sans être autorisé à y séjourner.
2. Toutefois, le paragraphe 1 n'est pas applicable lorsque la Partie Contractante responsable avait assuré l'éloignement de l'étranger hors des territoires des Parties Contractantes.

## Article 35

1. La Partie Contractante qui a reconnu à un étranger le statut de réfugié et lui a accordé le droit de séjour est tenue d'assumer, à condition que les intéressés en soient d'accord, la responsabilité du traitement de la demande d'asile d'un membre de sa famille.
2. Le membre de la famille mentionné au paragraphe 1 est le conjoint ou l'enfant célibataire de moins de dix-huit ans du réfugié ou, si le réfugié est un enfant célibataire de moins de dix-huit ans, son père ou sa mère.

## Article 36

Toute Partie Contractante responsable du traitement de la demande d'asile peut, pour des raisons humanitaires, fondées notamment sur des motifs familiaux ou culturels, demander à une autre Partie Contractante de reprendre cette responsabilité pour autant que l'intéressé le souhaite. La Partie Contractante sollicitée apprécie si elle peut accéder à cette requête.

## Article 37

1. Les autorités compétentes des Parties Contractantes se communiquent mutuellement aussitôt que possible les informations au sujet :
  - a. des réglementations ou mesures nouvelles prises dans le domaine du droit d'asile ou du traitement des demandeurs d'asile au plus tard lors de leur entrée en vigueur ;
  - b. des données statistiques concernant les arrivées mensuelles de demandeurs d'asile en indiquant les principaux pays de provenance, et les décisions consécutives à des demandes d'asile, dans la mesure où elles sont disponibles ;

- c. de l'émergence ou l'accroissement significatif de certains groupes de demandeurs d'asile et les renseignements détenus à ce sujet ;
- d. des décisions fondamentales dans le domaine du droit d'asile.

2. Les Parties Contractantes garantissent en outre une coopération étroite dans le recueil d'informations sur la situation dans les pays de provenance des demandeurs d'asile aux fins de parvenir à une évaluation commune.

3. Toute indication donnée par une Partie Contractante concernant le traitement confidentiel des informations qu'elle communique doit être respectée par les autres Parties Contractantes.

#### Article 38

1. Chaque Partie Contractante transmet à toute autre Partie Contractante qui en fait la demande les données qu'elle détient au sujet d'un demandeur d'asile qui sont nécessaires pour

- déterminer la Partie Contractante responsable du traitement de la demande d'asile ;
- le traitement de la demande d'asile ;
- la mise en oeuvre des obligations découlant du présent Chapitre.

2. Ces données peuvent porter exclusivement sur

- a. l'identité (nom et prénom, le cas échéant nom antérieur, surnoms ou pseudonymes, date et lieu de naissance, nationalités actuelle et antérieure du demandeur d'asile et, le cas échéant, des membres de sa famille) ;
- b. les documents d'identité et de voyage (référence, durée de validité, dates de délivrance, autorité ayant effectué la délivrance, lieu de délivrance, etc.) ;
- c. les autres éléments nécessaires pour établir l'identité du demandeur ;
- d. les lieux de séjour et les itinéraires de voyages ;
- e. les titres de séjour ou les visas délivrés par une Partie Contractante ;
- f. le lieu où la demande d'asile a été déposée ;
- g. le cas échéant, la date de présentation d'une demande d'asile antérieure, la date de présentation de la demande actuelle, l'état d'avancement de la procédure, la teneur de la décision prise.

3. En outre, une Partie Contractante peut demander à une autre Partie Contractante de lui communiquer les motifs invoqués par le demandeur d'asile, à l'appui de sa demande et le cas échéant, les motifs de la décision prise le concernant. La Partie Contractante sollicitée apprécie si elle peut donner suite à la requête qui lui est présentée. En tout état de cause la communication de ces renseignements est subordonnée au consentement du demandeur d'asile.

4. L'échange de données se fait sur demande d'une Partie Contractante et ne peut avoir lieu qu'entre les autorités dont la désignation est communiquée par chaque Partie Contractante au Comité Exécutif.

5. Les données échangées ne peuvent être utilisées qu'aux fins prévues au paragraphe 1. Ces données ne peuvent être communiquées qu'aux autorités et juridictions chargées

- de déterminer la Partie Contractante responsable du traitement de la demande d'asile ;
- du traitement de la demande d'asile ;
- de la mise en oeuvre des obligations découlant du présent Chapitre.

6. La Partie Contractante qui transmet les données veille à leur exactitude et à leur actualité.

S'il apparaît que cette Partie Contractante a fourni des données inexactes ou qui n'auraient pas dû être transmises, les Parties Contractantes destinataires en sont informées sans délai. Elles sont tenues de rectifier ces informations ou de les faire disparaître.

7. Un demandeur d'asile a le droit de se faire communiquer, sur demande, les informations échangées le concernant, aussi longtemps qu'elles sont disponibles.

S'il constate que ces informations sont inexactes ou n'auraient pas dû être transmises il a le droit d'en exiger la rectification ou la disparition. Les corrections sont effectuées dans les conditions prévues au paragraphe 6.

8. Dans chaque Partie Contractante concernée, la transmission et la réception des informations échangées sont consignées.

9. Les données transmises sont conservées pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire aux fins pour lesquelles elles ont été échangées. La nécessité de leur conservation doit être examinée au moment approprié par la Partie Contractante concernée.

10. En tout état de cause les données transmises bénéficient au moins de la même protection que celle prévue par le droit de la Partie Contractante destinataire pour des informations de nature similaire.

11. Si les données ne sont pas traitées automatiquement, mais d'une autre façon, chaque Partie Contractante devra prendre des mesures appropriées pour assurer le respect du présent article par des moyens de contrôle effectifs. Si une Partie Contractante dispose d'un service du type de celui mentionné au paragraphe 12, elle peut charger ce service d'assurer ces tâches de contrôle.

12. Si une ou plusieurs Parties Contractantes souhaitent informatiser le traitement de tout ou partie des données mentionnées aux paragraphes 2 et 3, l'informatisation n'est autorisée que si les Parties Contractantes concernées ont adopté une législation applicable à ce traitement mettant en oeuvre les principes de la Convention du Conseil de l'Europe du 28 janvier 1981 pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel et si elles ont confié à une instance nationale appropriée le contrôle indépendant du traitement et de l'exploitation des données transmises conformément à la présente Convention.

## TITRE III

## Police et sécurité

## CHAPITRE PREMIER

## Coopération policière

## Article 39

1. Les Parties Contractantes s'engagent à ce que leurs services de police s'accordent, dans le respect de la législation nationale et dans les limites de leurs compétences, l'assistance aux fins de la prévention et de la recherche de faits punissables, pour autant que le droit national ne réserve pas la demande aux autorités judiciaires et que la demande ou son exécution n'implique pas l'application de mesures de contrainte par la Partie Contractante requise. Lorsque les autorités de police requises ne sont pas compétentes pour exécuter une demande, elles la transmettent aux autorités compétentes.

2. Les informations écrites qui sont fournies par la Partie Contractante requise en vertu de la disposition du paragraphe 1 ne peuvent être utilisées par la Partie Contractante requérante aux fins d'apporter la preuve des faits incriminés qu'avec l'accord des autorités judiciaires compétentes de la Partie Contractante requise.

3. Les demandes d'assistance visées au paragraphe 1 et les réponses à ces demandes peuvent être échangées entre les organes centraux chargés, par chaque Partie Contractante, de la coopération policière internationale. Lorsque la demande ne peut être faite en temps utile par la voie susvisée, elle peut être adressée par les autorités de police de la Partie Contractante requérante directement aux autorités compétentes de la Partie requise et celles-ci peuvent y répondre directement. Dans ces cas, l'autorité de police requérante avise dans les meilleurs délais l'organe central chargé, dans la Partie Contractante requise, de la coopération policière internationale, de sa demande directe.

4. Dans les régions frontalières, la coopération peut être réglée par des arrangements entre les Ministres compétents des Parties Contractantes.

5. Les dispositions du présent article ne font pas obstacle aux accords bilatéraux plus complets présents et futurs entre Parties Contractantes ayant une frontière commune. Les Parties Contractantes s'informent mutuellement de ces accords.

## Article 40

1. Les agents d'une des Parties Contractantes qui, dans le cadre d'une enquête judiciaire, observent dans leur pays une personne présumée avoir participé à un fait punissable pouvant donner lieu à extradition, sont autorisés à continuer cette observation sur le territoire d'une autre Partie Contractante lorsque celle-ci a autorisé l'observation transfrontalière sur la base d'une demande d'entraide judiciaire présentée au préalable. L'autorisation peut être assortie de conditions.

Sur demande, l'observation sera confiée aux agents de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle elle est effectuée.

La demande d'entraide judiciaire mentionnée à l'alinéa 1 doit être adressée à une autorité désignée par chacune des Parties Contractantes et compétente pour accorder ou transmettre l'autorisation demandée.

2. Lorsque, pour des raisons particulièrement urgentes, l'autorisation préalable de l'autre Partie Contractante ne peut être demandée, les agents observateurs sont autorisés à continuer au-delà de la frontière l'observation d'une personne présumée avoir commis des faits punissables énumérés au paragraphe 7, dans les conditions ci-après :

- a. Le franchissement de la frontière sera communiqué immédiatement durant l'observation à l'autorité de la Partie Contractante désignée au paragraphe 5, sur le territoire de laquelle l'observation continue ;
- b. Une demande d'entraide judiciaire présentée conformément au paragraphe 1 et exposant les motifs justifiant le franchissement de la frontière, sans autorisation préalable, sera transmise sans délai.

L'observation sera arrêtée dès que la Partie Contractante sur le territoire de laquelle elle a lieu le demande, suite à la communication visée au point a. ou à la demande visée au point b., ou si l'autorisation n'est pas obtenue cinq heures après le franchissement de la frontière.

3. L'observation visée aux paragraphes 1 et 2 ne peut être exercée qu'aux conditions générales suivantes :

- a. Les agents observateurs doivent se conformer aux dispositions du présent article et au droit de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle ils opèrent ; ils doivent obtempérer aux injonctions des autorités localement compétentes.
- b. Sous réserve des situations prévues au paragraphe 2, les agents se munissent durant l'observation d'un document attestant que l'autorisation a été accordée.
- c. Les agents observateurs devront être en mesure de justifier à tout moment de leur qualité officielle.

- d. Les agents observateurs peuvent exporter leur arme de service pendant l'observation, sauf décision contraire expresse de la Partie requise ; son utilisation est interdite sauf en cas de légitime défense.
  - e. L'entrée dans les domiciles et les lieux non accessibles au public est interdite.
  - f. Les agents observateurs ne peuvent ni interpellier ni arrêter la personne observée.
  - g. Toute opération fera l'objet d'un rapport aux autorités de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle elle est intervenue ; la comparution personnelle des agents observateurs peut être requise.
  - h. Les autorités de la Partie Contractante dont les agents observateurs sont originaires apportent, lorsqu'il est demandé par les autorités de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle l'observation a eu lieu, leur concours à l'enquête consécutive à l'opération à laquelle ils ont participé y compris aux procédures judiciaires.
4. Les agents visés aux paragraphes 1 et 2 sont :
- en ce qui concerne le Royaume de Belgique : les membres de la police judiciaire près les Parquets, de la gendarmerie et de la police communale, ainsi que, dans les conditions fixées par accords bilatéraux appropriés visés au paragraphe 6, en ce qui concerne leurs attributions touchant au trafic illicite de stupéfiants et substances psychotropes, au trafic d'armes et d'explosifs, et au transport illicite de déchets toxiques et nuisibles, les agents des douanes ;
  - en ce qui concerne la République fédérale d'Allemagne : les agents des Polizeien des Bundes und der Länder ainsi que, pour les seuls domaines du trafic illicite de stupéfiants et substances psychotropes et du trafic d'armes, les agents du Zollfahndungsdienst (service de recherches douanières) en leur qualité d'agents auxiliaires du ministère public ;
  - en ce qui concerne la République française : les officiers et agents de police judiciaire de la police nationale et de la gendarmerie nationale, ainsi que, dans les conditions fixées par accords bilatéraux appropriés visés au paragraphe 6, en ce qui concerne leurs attributions touchant au trafic illicite de stupéfiants et substances psychotropes, au trafic d'armes et d'explosifs, et au transport illicite de déchets toxiques et nuisibles, les agents des douanes ;
  - en ce qui concerne le Grand-Duché de Luxembourg : les agents de la gendarmerie et de la police, ainsi que, dans les conditions fixées par accords bilatéraux appropriés visés au paragraphe 6, en ce qui concerne leurs attributions touchant au trafic illicite de stupéfiants et substances psychotropes, au trafic d'armes et d'explosifs, et au transport illicite de déchets toxiques et nuisibles, les agents des douanes ;



- en ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas : les agents de la Rijkspolitie et de la Gemeentepolitie, ainsi que, dans les conditions fixées par accords bilatéraux appropriés visés au paragraphe 6, en ce qui concerne leurs attributions touchant au trafic illicite de stupéfiants et substances psychotropes, au trafic d'armes et d'explosifs et au transport illicite de déchets toxiques et nuisibles, les agents du service fiscal de renseignements et de recherche compétents en matière de droits d'entrée et accises.

5. L'autorité visée aux paragraphes 1 et 2 est :

- en ce qui concerne le Royaume de Belgique : le Commissariat général de la Police judiciaire ;
- en ce qui concerne la République fédérale d'Allemagne : le Bundeskriminalamt ;
- en ce qui concerne la République française : la Direction centrale de la Police judiciaire ;
- en ce qui concerne le Grand-Duché de Luxembourg : le Procureur général d'Etat ;
- en ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas : le Landelijk Officier van Justitie compétent pour l'observation transfrontalière.

6. Les Parties Contractantes peuvent, sur le plan bilatéral étendre le champ d'application du présent article et adopter des dispositions supplémentaires en exécution de cet article.

7. L'observation telle que visée au paragraphe 2 ne peut avoir lieu que pour l'un des faits punissables suivants :

- assassinat,
- meurtre,
- viol,
- incendie volontaire,
- fausse monnaie,
- vol et recel aggravés,
- extorsion,
- enlèvement et prise d'otage,
- trafic d'êtres humains,
- trafic illicite de stupéfiants et substances psychotropes,
- infractions aux dispositions légales en matière d'armes et explosifs,
- destruction par explosifs,
- transport illicite de déchets toxiques et nuisibles.

## Article 41

1. Les agents d'une des Parties Contractantes qui, dans leur pays, suivent une personne prise en flagrant délit de commission d'une des infractions visées au paragraphe 4 ou de participation à l'une desdites infractions, sont autorisés à continuer la poursuite sans autorisation préalable sur le territoire d'une autre Partie Contractante lorsque les autorités compétentes de l'autre Partie Contractante n'ont pu être averties préalablement de l'entrée sur ce territoire, en raison de l'urgence particulière, par un des moyens de communication prévus à l'article 44, ou que ces autorités n'ont pu se rendre sur place à temps pour reprendre la poursuite.

Il en est de même lorsque la personne poursuivie, se trouvant en état d'arrestation provisoire ou purgeant une peine privative de liberté, s'est évadée.

Au plus tard au moment du franchissement de la frontière, les agents poursuivants font appel aux autorités compétentes de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle la poursuite a lieu. La poursuite sera arrêtée dès que la Partie Contractante sur le territoire de laquelle la poursuite doit avoir lieu, le demande. A la demande des agents poursuivants, les autorités localement compétentes appréhenderont la personne poursuivie pour établir son identité ou procéder à son arrestation.

2. La poursuite est exercée selon l'une des modalités suivantes, qui est définie par la déclaration prévue au paragraphe 9 :

- a. Les agents poursuivants ne disposent pas du droit d'interpellation.
- b. Si aucune demande d'interrompre la poursuite n'est formulée et que les autorités localement compétentes ne peuvent intervenir assez rapidement, les agents poursuivants pourront interpellier la personne poursuivie, jusqu'à ce que les agents de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle la poursuite a lieu, qui devront être informés sans délai, puissent établir son identité ou procéder à son arrestation.

3. La poursuite est exercée conformément aux paragraphes 1 et 2 selon l'une des modalités suivantes, qui est définie par la déclaration prévue au paragraphe 9 :

- a. dans une zone ou pendant une durée à compter du franchissement de la frontière qui seront déterminées dans la déclaration ;
- b. sans limitation dans l'espace ou dans le temps.

4. Dans une déclaration visée au paragraphe 9, les Parties Contractantes définissent les infractions visées au paragraphe 1 selon l'une des modalités suivantes :

## a. Les infractions suivantes :

- assassinat,
- meurtre,
- viol,
- incendie volontaire,
- fausse monnaie,
- vol et recel aggravés,
- extorsion,
- enlèvement et prise d'otage,
- trafic d'êtres humains,
- trafic illicite de stupéfiants et substances psychotropes,
- infractions aux dispositions légales en matière d'armes et explosifs,
- destruction par explosifs,
- transport illicite de déchets toxiques et nuisibles,
- délit de fuite à la suite d'un accident ayant entraîné la mort ou des blessures graves.

## b. Les infractions pouvant donner lieu à extradition.

## 5. La poursuite ne peut s'exercer qu'aux conditions générales suivantes :

- a. Les agents poursuivants doivent se conformer aux dispositions du présent article et au droit de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle ils opèrent ; ils doivent obtempérer aux injonctions des autorités localement compétentes.
- b. La poursuite se fait uniquement par les frontières terrestres.
- c. L'entrée dans les domiciles et les lieux non accessibles au public est interdite.
- d. Les agents poursuivants sont aisément identifiables, soit par le port d'un uniforme, soit par un brassard ou par des dispositifs accessoires placés sur le véhicule ; l'usage de tenue civile combiné avec l'utilisation de véhicules banalisés sans l'identification précitée est interdit ; les agents poursuivants doivent être en mesure de justifier en tout temps de leur qualité officielle.
- e. Les agents poursuivants peuvent emporter leur arme de service ; son utilisation est interdite sauf en cas de légitime défense.
- f. Aux fins d'être conduite devant les autorités localement compétentes, la personne poursuivie, une fois appréhendée comme prévu au paragraphe 2 point b., ne pourra subir qu'une fouille de sécurité ; des menottes pourront être utilisées au cours de son transfert ; les objets en possession de la personne poursuivie pourront être saisis.
- g. Après chaque opération mentionnée aux paragraphes 1, 2 et 3, les agents poursuivants se présentent devant les autorités localement compétentes de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle ils ont opéré et rendent compte de leur mission ; à la demande de ces autorités, ils sont tenus de rester à disposition jusqu'à ce que les circonstances de leur action aient été suffisamment éclaircies ; cette condition s'applique même lorsque la poursuite n'a pas conduit à l'arrestation de la personne poursuivie.

h. Les autorités de la Partie Contractante dont les agents poursuivants sont originaires apportent, lorsqu'il est demandé par les autorités de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle la poursuite a eu lieu, leur concours à l'enquête consécutive à l'opération à laquelle ils ont participé y compris aux procédures judiciaires.

é. Une personne qui, à la suite de l'action prévue au paragraphe 2, a été arrêtée par les autorités localement compétentes, peut, quelle que soit sa nationalité, être retenue aux fins d'audition. Les règles pertinentes du droit national sont applicables par analogie.

Si cette personne n'a pas la nationalité de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle elle a été arrêtée, elle sera mise en liberté au plus tard six heures après l'arrestation, les heures entre minuit et neuf heures non comptées, à moins que les autorités localement compétentes aient reçu au préalable une demande d'arrestation provisoire aux fins d'extradition sous quelque forme que ce soit.

7. Les agents visés aux paragraphes précédents sont :

- en ce qui concerne le Royaume de Belgique : les membres de la police judiciaire près les parquets, de la gendarmerie et de la police communale, ainsi que, dans les conditions fixées par accords bilatéraux appropriés visés au paragraphe 10, en ce qui concerne leurs attributions touchant au trafic illicite de stupéfiants et substances psychotropes, au trafic d'armes et d'explosifs, et au transport illicite de déchets toxiques et nuisibles, les agents des douanes ;
- en ce qui concerne la République fédérale d'Allemagne : les Polizeien des Bundes und der Länder ainsi que, pour les seuls domaines du trafic illicite de stupéfiants et substances psychotropes et du trafic d'armes, les agents du Zollfahndungsdienst (service de recherches douanières) en leur qualité d'agents auxiliaires du ministère public ;
- en ce qui concerne la République française : les officiers et agents de police judiciaire de la police nationale et de la gendarmerie nationale, ainsi que, dans les conditions fixées par accords bilatéraux appropriés visés au paragraphe 10, en ce qui concerne leurs attributions touchant au trafic illicite de stupéfiants et substances psychotropes, au trafic d'armes et d'explosifs, et au transport illicite de déchets toxiques et nuisibles, les agents des douanes ;
- en ce qui concerne le Grand-Duché de Luxembourg : les agents de la gendarmerie et de la police, ainsi que, dans les conditions fixées par accords bilatéraux appropriés visés au paragraphe 10, en ce qui concerne leurs attributions touchant au trafic illicite de stupéfiants et substances psychotropes, au trafic d'armes et d'explosifs, et au transport illicite de déchets toxiques et nuisibles, les agents des douanes ;

en ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas : les fonctionnaires de la Rijkspolitie et de la Gemeentepolitie, ainsi que, dans les conditions fixées par accords bilatéraux appropriés visés au paragraphe 10, en ce qui concerne leurs attributions touchant au trafic illicite de stupéfiants et substances psychotropes, au trafic d'armes et d'explosifs et au transport illicite de déchets toxiques et nuisibles, les fonctionnaires du service fiscal de renseignements et de recherche compétents en matière de droits d'entrée et accises.

8. Le présent article ne porte pas atteinte, pour les Parties Contractantes concernées, à l'article 27 du Traité Benelux d'extradition et d'entraide judiciaire en matière pénale du 27 juin 1962 tel que modifié par le Protocole du 11 mai 1974.

9. Au moment de la signature de la présente Convention, chaque Partie Contractante fait une déclaration dans laquelle elle définit, sur la base des dispositions des paragraphes 2, 3 et 4, les modalités d'exercice de la poursuite sur son territoire pour chacune des Parties Contractantes avec laquelle elle a une frontière commune.

Une Partie Contractante peut à tout moment remplacer sa déclaration par une autre à condition qu'elle ne restreigne pas la portée de la précédente.

Chaque déclaration est faite après concertation avec chacune des Parties Contractantes concernées et dans un esprit d'équivalence des régimes applicables de part et d'autre des frontières intérieures.

10. Les Parties Contractantes peuvent, sur le plan bilatéral étendre le champ d'application du paragraphe 1 et adopter des dispositions supplémentaires en exécution du présent article.

#### Article 42

Au cours des opérations visées aux articles 40 et 41, les agents en mission sur le territoire d'une autre Partie Contractante seront assimilés aux agents de celle-ci en ce qui concerne les infractions dont ils seraient victimes ou qu'ils commettraient.

#### Article 43

1. Lorsque, conformément aux articles 40 et 41 de la présente Convention, les agents d'une Partie Contractante se trouvent en mission sur le territoire d'une autre Partie Contractante, la première Partie Contractante est responsable des dommages qu'ils causent pendant le déroulement de la mission, conformément au droit de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle ils opèrent.

2. La Partie Contractante sur le territoire de laquelle les dommages visés au paragraphe 1 sont causés assume la réparation de ces dommages dans les conditions applicables aux dommages causés par ses propres agents.

3. La Partie Contractante dont les agents ont causé des dommages à quiconque sur le territoire d'une autre Partie Contractante rembourse intégralement à cette dernière les sommes qu'elle a versées aux victimes ou à leurs ayants-droit.

4. Sans préjudice de l'exercice de ses droits à l'égard des tiers et à l'exception de la disposition du paragraphe 3, chacune des Parties Contractantes renoncera, dans le cas prévu au paragraphe 1, à demander le remboursement du montant des dommages qu'elle a subis à une autre Partie Contractante.

#### Article 44

1. Conformément aux conventions internationales pertinentes et en tenant compte des circonstances locales et des possibilités techniques, les Parties Contractantes créent, notamment dans les régions frontalières, des lignes téléphoniques, radio, télex et autres liaisons directes aux fins de faciliter la coopération policière et douanière, notamment pour la transmission d'informations en temps utile dans le cadre de l'observation et de la poursuite transfrontalières.

2. En plus de ces mesures à prendre à court terme, elles examineront notamment les possibilités ci-après :

- a. l'échange de matériels ou l'affectation de fonctionnaires de liaison munis du matériel radio approprié ;
- b. l'élargissement des bandes de fréquences utilisées dans les zones frontalières ;
- c. la mise en place d'une liaison commune aux services de police et des douanes opérant dans ces mêmes zones ;
- d. la coordination de leurs programmes d'achat d'équipements de communication, en vue d'aboutir à la mise en place de systèmes de communication normalisés et compatibles.

#### Article 45

1. Les Parties Contractantes s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour garantir que :

- a. le chef d'un établissement d'hébergement ou son préposé veillent à ce que les étrangers hébergés, y inclus les ressortissants des autres Parties Contractantes ainsi que d'autres Etats membres des Communautés européennes, à l'exclusion des conjoints ou mineurs les accompagnant ou des membres des groupes de voyage, remplissent et signent personnellement les fiches de déclaration et à ce qu'ils justifient de leur identité par la production d'un document d'identité valable ;

b. les fiches de déclaration ainsi remplies seront conservées pour les autorités compétentes ou seront transmises à celles-ci, pour autant que ces autorités le jugent nécessaire pour la prévention de menaces, pour des poursuites pénales ou pour éclaircir le sort de personnes disparues ou victimes d'accidents, sauf si le droit national en dispose autrement.

2. La disposition du paragraphe 1 s'applique par analogie aux personnes qui logent en des lieux quelconques faisant l'objet d'une exploitation par des loueurs professionnels notamment dans des tentes, des caravanes et des bateaux.

#### Article 46

1. Dans des cas particuliers, chaque Partie Contractante peut, dans le respect de sa législation nationale et sans y être invitée, communiquer à la Partie Contractante concernée des informations qui peuvent être importantes pour celle-ci aux fins de l'assistance pour la répression d'infractions futures, de la prévention d'infractions ou de la prévention de menaces pour l'ordre et la sécurité publics.

2. Les informations sont échangées, sans préjudice du régime de la coopération dans les régions frontalières visé à l'article 39 paragraphe 4, par l'intermédiaire d'une instance centrale à désigner. Dans des cas particulièrement urgents, l'échange d'informations au sens du présent article peut s'effectuer directement entre les autorités de police concernées, sauf dispositions nationales contraires. L'instance centrale en est avisée dans les meilleurs délais.

#### Article 47

1. Les Parties Contractantes peuvent conclure des accords bilatéraux permettant le détachement, pour une durée déterminée ou indéterminée, de fonctionnaires de liaison d'une Partie Contractante auprès de services de police de l'autre Partie Contractante.

2. Le détachement de fonctionnaires de liaison pour une durée déterminée ou indéterminée a pour but de promouvoir et d'accélérer la coopération entre les Parties Contractantes, notamment en accordant l'assistance

- a. sous la forme d'échange d'informations aux fins de la lutte tant préventive que répressive contre la criminalité ;
- b. dans l'exécution de demandes d'entraide policière et judiciaire en matière pénale ;
- c. pour les besoins de l'exercice des missions des autorités chargées de la surveillance des frontières extérieures.

3. Les fonctionnaires de liaison ont une mission d'avis et d'assistance. Ils ne sont pas compétents pour l'exécution autonome de mesures de police. Ils fournissent des informations et exécutent leurs missions dans le cadre des instructions qui leur sont données par la Partie Contractante d'origine et par la Partie Contractante auprès de laquelle ils sont détachés. Ils font régulièrement rapport au chef du service de police auprès duquel ils sont détachés.

4. Les Parties Contractantes peuvent convenir dans un cadre bilatéral ou multilatéral que les fonctionnaires de liaison d'une Partie Contractante détachés auprès d'Etats tiers représentent également les intérêts d'une ou de plusieurs autres Parties Contractantes. En vertu de tels accords, les fonctionnaires de liaison détachés auprès d'Etats tiers fournissent des informations à d'autres Parties Contractantes, sur demande ou de leur propre initiative, et accomplissent, dans les limites de leurs compétences, des missions pour le compte de ces Parties. Les Parties Contractantes s'informent mutuellement de leurs intentions relatives au détachement de fonctionnaires de liaison dans des Etats tiers.

## C H A P I T R E 2

### Entraide judiciaire en matière pénale

#### Article 48

1. Les dispositions du présent Chapitre visent à compléter la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959 ainsi que, dans les relations entre les Parties Contractantes membres de l'Union économique Benelux, le Chapitre II du Traité Benelux d'extradition et d'entraide judiciaire en matière pénale du 27 juin 1962 tel qu'il est modifié par le Protocole du 11 mai 1974 et à faciliter l'application desdits accords.

2. Le paragraphe 1 n'affecte pas l'application des dispositions plus larges des accords bilatéraux en vigueur entre les Parties Contractantes.

#### Article 49

L'entraide judiciaire est également accordée

- a. dans des procédures pour des faits qui sont punissables selon le droit national d'une des deux Parties Contractantes ou des deux Parties Contractantes au titre d'infractions aux règlements poursuivies par des autorités administratives dont la décision peut donner lieu à un recours devant une juridiction compétente notamment en matière pénale ;



- b. dans des procédures d'indemnisation pour des mesures de poursuites ou des condamnations injustifiées ;
- c. dans les procédures de grâce ;
- d. dans les actions civiles jointes aux actions pénales, tant que la juridiction répressive n'a pas encore définitivement statué sur l'action pénale ;
- e. pour la notification de communications judiciaires relatives à l'exécution d'une peine ou mesure de sûreté, de la perception d'une amende ou du paiement de frais de procédure ;
- f. pour des mesures relatives à la suspension du prononcé ou au sursis à l'exécution d'une peine ou mesure de sûreté, à la mise en liberté conditionnelle, à l'ajournement de l'exécution ou à l'interruption de l'exécution d'une peine ou mesure de sûreté.

## Article 50

1. Les Parties Contractantes s'engagent à s'accorder, conformément à la Convention et au traité visés à l'article 48, l'entraide judiciaire pour les infractions aux dispositions légales et réglementaires en matière d'accises, de taxe à la valeur ajoutée et de douanes. Par dispositions en matière de douanes on entend les règles énoncées à l'article 1 de la Convention du 7 septembre 1967 entre la Belgique, la République fédérale d'Allemagne, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas concernant l'assistance mutuelle entre administrations douanières, ainsi qu'à l'article 2 du règlement du Conseil 1468/81/CEE du 19 mai 1981.
2. Les demandes basées sur la fraude aux droits d'accises ne peuvent pas être refusées au motif que le pays requis ne prélève pas d'accises sur les marchandises visées dans la demande.
3. La Partie Contractante requérante ne transmettra et n'utilisera les informations ou pièces à conviction obtenues de la Partie Contractante requise pour les instructions, poursuites ou procédures autres que celles mentionnées dans la demande, sans l'assentiment préalable de la Partie Contractante requise.
4. L'entraide judiciaire prévue au présent article peut être refusée lorsque le montant présumé des droits trop peu perçus ou éludés représente une valeur qui n'excède pas 25.000 ECU, ou que la valeur présumée des marchandises exportées ou importées sans autorisation représente une valeur qui n'excède pas 100.000 ECU, à moins que l'affaire, en raison de ses circonstances ou de la personne du prévenu, ne soit considérée comme très grave par la Partie Contractante requérante.
5. Les dispositions du présent article s'appliquent également quand l'entraide judiciaire demandée a trait aux faits passibles uniquement d'une amende pour infraction aux règlements poursuivie par des autorités administratives et lorsque la demande d'entraide judiciaire émane d'une autorité judiciaire.

## Article 51

Les Parties Contractantes ne subordonnent pas la recevabilité de commissions rogatoires aux fins de perquisition et de saisie à des conditions autres que celles ci-après :

- a) Le fait qui a donné lieu à la commission rogatoire est punissable selon le droit des deux Parties Contractantes d'une peine privative de liberté ou d'une mesure de sûreté restreignant la liberté d'un maximum d'au moins 6 mois, ou punissable selon le droit d'une des deux Parties Contractantes d'une sanction équivalente et selon le droit de l'autre Partie Contractante au titre d'infraction aux règlements poursuivie par des autorités administratives dont la décision peut donner lieu à un recours devant une juridiction compétente notamment en matière pénale.
- b) L'exécution de la commission rogatoire est compatible avec le droit de la Partie Contractante requise.

## Article 52

1. Chacune des Parties Contractantes peut adresser les pièces de procédure directement par la voie postale aux personnes qui se trouvent sur le territoire d'une autre Partie Contractante. Les Parties Contractantes communiquent au Comité Exécutif une liste des pièces pouvant être transmises par cette voie.

2. Lorsqu'il y a des raisons de penser que le destinataire ne comprend pas la langue dans laquelle la pièce est rédigée, cette pièce - ou au moins les passages importants de celle-ci - doit être traduite dans la ou une des langues de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle le destinataire se trouve. Si l'autorité qui envoie la pièce sait que le destinataire ne connaît qu'une autre langue, la pièce - ou au moins les passages importants de celle-ci - doit être traduite dans cette autre langue.

3. L'expert ou le témoin qui n'aura pas déféré à une citation à comparaître transmise par voie postale, ne pourra être soumis, alors même que cette citation contiendrait des injonctions, à aucune sanction ou mesure de contrainte, à moins qu'il ne se rende par la suite de son plein gré sur le territoire de la Partie requérante et qu'il n'y soit régulièrement cité à nouveau. L'autorité qui envoie les citations à comparaître par voie postale veille à ce que celles-ci ne comportent aucune injonction. Cette disposition ne porte pas préjudice à l'article 34 du Traité Benelux d'extradition et d'entraide judiciaire en matière pénale du 27 juin 1962 tel qu'il est modifié par le Protocole du 11 mai 1974.

4. Si le fait à la base de la demande d'entraide judiciaire est punissable selon le droit des deux Parties Contractantes au titre d'infraction aux règlements poursuivie par des autorités administratives dont la décision peut donner lieu à un recours devant une juridiction compétente notamment en matière pénale, pour l'envoi des pièces de procédure il faut en principe procéder conformément au paragraphe 1.

5. Nonobstant la disposition du paragraphe 1, l'envoi de pièces de procédure peut s'effectuer par l'intermédiaire des autorités judiciaires de la Partie Contractante requise, lorsque l'adresse du destinataire est inconnue ou que la Partie Contractante requérante exige une notification à personne.

## Article 53

1. Les demandes d'entraide judiciaire peuvent être faites directement entre les autorités judiciaires et renvoyées par la même voie.

2. Le paragraphe 1 ne porte pas préjudice à la faculté de l'envoi et du renvoi des demandes de Ministère de la Justice à Ministère de la Justice ou par l'intermédiaire des bureaux centraux nationaux de l'Organisation Internationale de Police Criminelle.

3. Les demandes de transfèrement temporaire ou de transit de personnes qui sont en état d'arrestation provisoire ou de détention ou qui sont l'objet d'une mesure privative de liberté, et l'échange périodique ou occasionnel de données relatives au casier judiciaire doivent se faire par l'intermédiaire des Ministères de la Justice.

4. Au sens de la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959, on entend par le Ministère de la Justice, pour la République fédérale d'Allemagne, le Ministre fédéral de la Justice et les Ministres ou Sénateurs de la Justice des Etats fédérés.

5. Les dénonciations aux fins de poursuites pour des infractions à la législation relative au temps de conduite et de repos, effectuées conformément à l'article 21 de la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959 ou à l'article 42 du Traité Benelux d'extradition et d'entraide judiciaire en matière pénale du 27 juin 1962 tel qu'il est modifié par le Protocole du 11 mai 1974, peuvent être adressées par les autorités judiciaires de la Partie Contractante requérante directement aux autorités judiciaires de la Partie Contractante requise.

## C H A P I T R E 3

## Application du principe Ne bis in idem

## Article 54

Une personne qui a été définitivement jugée par une Partie Contractante ne peut, pour les mêmes faits, être poursuivie par une autre Partie Contractante, à condition que, en cas de condamnation, la sanction ait été subie ou soit actuellement en cours d'exécution ou ne puisse plus être exécutée selon les lois de la Partie Contractante de condamnation.

## Article 55

1. Une Partie Contractante peut, au moment de la ratification, de l'acceptation ou de l'approbation de la présente Convention, déclarer qu'elle n'est pas liée par l'article 54 dans l'un ou plusieurs des cas suivants :

- a. lorsque les faits visés par le jugement étranger ont eu lieu soit en tout, soit en partie sur son territoire ; dans ce dernier cas, cette exception ne s'applique cependant pas si ces faits ont eu lieu en partie sur le territoire de la Partie Contractante où le jugement a été rendu ;
  - b. lorsque les faits visés par le jugement étranger constituent une infraction contre la sûreté de l'Etat ou d'autres intérêts également essentiels de cette Partie Contractante ;
  - c. lorsque les faits visés par le jugement étranger ont été commis par un fonctionnaire de cette Partie Contractante en violation des obligations de sa charge.
2. Une Partie Contractante qui a fait une déclaration concernant l'exception mentionnée au paragraphe 1 point b. précisera les catégories d'infractions auxquelles cette exception peut s'appliquer.
3. Une Partie Contractante pourra, à tout moment, reciter une telle déclaration relative à l'une ou plusieurs des exceptions mentionnées au paragraphe 1.
4. Les exceptions qui ont fait l'objet d'une déclaration au titre du paragraphe 1 ne s'appliquent pas lorsque la Partie Contractante concernée a, pour les mêmes faits, demandé la poursuite à l'autre Partie Contractante ou accordé l'extradition de la personne concernée.

#### Article 56

Si une nouvelle poursuite est intentée par une Partie Contractante contre une personne qui a été définitivement jugée pour les mêmes faits par une autre Partie Contractante, toute période de privation de liberté subie sur le territoire de cette dernière Partie Contractante en raison de ces faits doit être déduite de la sanction qui sera éventuellement prononcée. Il sera également tenu compte, dans la mesure où les législations nationales le permettent, des sanctions autres que celles privatives de liberté qui ont déjà été subies.

#### Article 57

1. Lorsqu'une personne est accusée d'une infraction par une Partie Contractante et que les autorités compétentes de cette Partie Contractante ont des raisons de croire que l'accusation concerne les mêmes faits que ceux pour lesquels elle a déjà été définitivement jugée par une autre Partie Contractante, ces autorités demanderont, si elles l'estiment nécessaire, les renseignements pertinents aux autorités compétentes de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle une décision a déjà été rendue.
2. Les informations demandées seront données aussitôt que possible et seront prises en considération pour la suite à réserver à la procédure en cours.
3. Chaque Partie Contractante désignera, au moment de la ratification, de l'acceptation ou de l'approbation de la présente Convention, les autorités qui seront habilitées à demander et à recevoir les informations prévues au présent article.

## Article 58

Les dispositions précédentes ne font pas obstacle à l'application de dispositions nationales plus larges concernant l'effet "ne bis in idem" attaché aux décisions judiciaires prises à l'étranger.

## C H A P I T R E 4

## Extradition

## Article 59

1. Les dispositions du présent Chapitre visent à compléter la Convention européenne d'extradition du 13 septembre 1957, ainsi que, dans les relations entre les Parties Contractantes membres de l'Union économique Benelux, le Chapitre I du Traité Benelux d'extradition et d'entraide judiciaire en matière pénale du 27 juin 1962 tel qu'il est modifié par le Protocole du 11 mai 1974 et à faciliter l'application desdits accords.

2. Le paragraphe 1 n'affecte pas l'application des dispositions plus larges des accords bilatéraux en vigueur entre des Parties Contractantes.

## Article 60

Dans les relations entre deux Parties Contractantes, dont une n'est pas Partie à la Convention européenne d'extradition du 13 septembre 1957, les dispositions de ladite Convention sont applicables, compte tenu des réserves et déclarations déposées soit lors de la ratification de ladite Convention soit, pour les Parties Contractantes qui ne sont pas Parties à la Convention, lors de la ratification, l'approbation ou l'acceptation de la présente Convention.

## Article 61

La République française s'engage à extradier, à la demande de l'une des Parties Contractantes, les personnes poursuivies pour des faits punis par la législation française d'une peine ou mesure de sûreté privative de liberté d'un maximum d'au moins deux ans et par la loi de la Partie Contractante requérante d'une peine ou mesure de sûreté privative de liberté d'un maximum d'au moins un an.

## Article 62

1. En ce qui concerne l'interruption de la prescription, seules sont applicables les dispositions de la Partie Contractante requérante.

2. Une amnistie prononcée par la Partie Contractante requise ne fait pas obstacle à l'extradition sauf si l'infraction relève de la juridiction de cette Partie Contractante.

3. L'absence d'une plainte ou d'un avis officiel autorisant les poursuites, qui ne sont nécessaires qu'en vertu de la législation de la Partie Contractante requise, ne porte pas atteinte à l'obligation d'extrader.

#### Article 63

Les Parties Contractantes s'engagent, conformément à la Convention et au Traité cités à l'article 59, à extraditer entre elles les personnes qui sont poursuivies par les autorités judiciaires de la Partie Contractante requérante pour l'une des infractions visées à l'article 50 paragraphe 1 ou recherchées par celles-ci aux fins de l'exécution d'une peine ou d'une mesure de sûreté prononcées pour une telle infraction.

#### Article 64

Un signalement dans le Système d'Information Schengen, effectué conformément à l'article 95, a le même effet qu'une demande d'arrestation provisoire au sens de l'article 15 de la Convention européenne d'extradition du 13 septembre 1957, ou de l'article 15 du Traité Benelux d'extradition et d'entraide judiciaire en matière pénale du 27 juin 1962 tel qu'il est modifié par le Protocole du 11 mai 1974.

#### Article 65

1. Sans préjudice de la faculté de recourir à la voie diplomatique, les demandes d'extradition et de transit sont adressées par le Ministère compétent de la Partie Contractante requérante au Ministère compétent de la Partie Contractante requise.

2. Les ministères compétents sont :

- en ce qui concerne le Royaume de Belgique : le Ministère de la Justice ;
- en ce qui concerne la République fédérale d'Allemagne : le Ministère fédéral de la Justice et les Ministres ou Sénateurs de la Justice des Etats fédérés ;
- en ce qui concerne la République française : le Ministère des Affaires étrangères ;
- en ce qui concerne le Grand-Duché de Luxembourg : le Ministère de la Justice ;
- en ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas : le Ministère de la Justice.

## Article 66

1. Si l'extradition d'une personne réclamée n'est pas manifestement interdite en vertu du droit de la Partie Contractante requise, cette Partie Contractante peut autoriser l'extradition sans procédure formelle d'extradition, à condition que la personne réclamée y consente par procès-verbal établi devant un membre du pouvoir judiciaire et après audition par celui-ci, pour l'informer de son droit à une procédure formelle d'extradition. La personne réclamée peut se faire assister d'un avocat au cours de son audition.

2. Dans le cas d'une extradition en vertu du paragraphe 1, la personne réclamée qui déclare explicitement renoncer à la protection que lui confère le principe de la spécialité, ne peut révoquer cette déclaration.

## C H A P I T R E 5

## Transmission de l'exécution des jugements répressifs

## Article 67

Les dispositions ci-après visent à compléter la Convention du Conseil de l'Europe du 21 mars 1983 sur le transfèrement des personnes condamnées, entre les Parties Contractantes qui sont Parties à ladite Convention.

## Article 68

1. La Partie Contractante sur le territoire de laquelle une peine privative de liberté ou une mesure de sûreté restreignant la liberté a été prononcée par jugement passé en force de chose jugée à l'égard d'un ressortissant d'une autre Partie Contractante, qui s'est soustrait, en s'enfuyant vers son pays, à l'exécution de cette peine ou mesure de sûreté, peut demander à cette dernière Partie Contractante, si la personne évadée est trouvée sur son territoire, de reprendre l'exécution de la peine ou de la mesure de sûreté.

2. Dans l'attente des pièces étayant la demande de reprise de l'exécution de la peine ou de la mesure de sûreté ou de la partie de la peine qui reste à purger, et de la décision à prendre sur cette demande, la Partie Contractante requise peut, à la demande de la Partie Contractante requérante, placer la personne condamnée en garde à vue ou prendre d'autres mesures pour garantir sa présence sur le territoire de la Partie Contractante requise.

## Article 69

La transmission de l'exécution en vertu de l'article 68 n'est pas subordonnée au consentement de la personne à l'encontre de laquelle la peine ou la mesure de sûreté a été prononcée. Les autres dispositions de la Convention du Conseil de l'Europe sur le transfèrement des personnes condamnées du 21 mars 1983 sont applicables par analogie.

## C H A P I T R E 6

## Stupéfiants

## Article 70

1. Les Parties Contractantes créent un groupe de travail permanent chargé d'examiner des problèmes communs concernant la répression de la criminalité en matière de stupéfiants et d'élaborer le cas échéant des propositions aux fins d'améliorer, si besoin est, les aspects pratiques et techniques de la coopération entre les Parties Contractantes. Le groupe de travail soumet ses propositions au Comité Exécutif.

2. Le groupe de travail visé au paragraphe 1, dont les membres sont désignés par les instances nationales compétentes, comprendra notamment des représentants des services chargés des missions de police et des douanes.

## Article 71

1. Les Parties Contractantes s'engagent, en ce qui concerne la cession directe ou indirecte de stupéfiants et de substances psychotropes de quelque nature que ce soit, y compris le cannabis, ainsi que la détention de ces produits et substances aux fins de cession ou d'exportation, à prendre, en conformité avec les Conventions existantes des Nations Unies (\*), toutes mesures nécessaires à la prévention et à la répression du trafic illicite des stupéfiants et des substances psychotropes.

2. Les Parties Contractantes s'engagent à prévenir et à réprimer par des mesures administratives et pénales l'exportation illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, y compris le cannabis, ainsi que la cession, la fourniture et la remise desdits produits et substances, sans préjudice des dispositions pertinentes des articles 74, 75 et 76.

3. En vue de lutter contre l'importation illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, y compris le cannabis, les Parties Contractantes renforceront les contrôles de la circulation des personnes et des marchandises ainsi que des moyens de transport aux frontières extérieures. Ces mesures seront précisées par le Groupe de travail prévu à l'article 70. Ce groupe de travail prendra notamment en considération le déplacement d'une partie du personnel de la police et des douanes libéré aux frontières intérieures, ainsi que le recours à des méthodes modernes de détection de drogue et à des chiens-droque.

---

(\*) Convention Unique sur les Stupéfiants de 1961 dans la version modifiée par le Protocole de 1972 portant Amendement de la Convention Unique sur les Stupéfiants de 1961 ; la Convention de 1971 sur les Substances Psychotropes ; la Convention des Nations Unies du 20 décembre 1988 relative au Trafic Illicite des Stupéfiants et des Substances Psychotropes.



4. En vue d'assurer le respect des dispositions du présent article, les Parties Contractantes surveilleront spécifiquement les lieux notoirement utilisés pour le trafic de drogue.

5. En ce qui concerne la lutte contre la demande illicite de stupéfiants et substances psychotropes de quelque nature que ce soit, y compris le cannabis, les Parties Contractantes feront tout ce qui est en leur pouvoir pour prévenir et lutter contre les effets négatifs de cette demande illicite. Les mesures prises à cette fin relèvent de la responsabilité de chaque Partie Contractante.

#### Article 72

Conformément à leur Constitution et à leur ordre juridique national, les Parties Contractantes garantissent que des dispositions légales seront prises pour permettre la saisie et la confiscation des produits du trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes.

#### Article 73

1. Conformément à leur Constitution et à leur ordre juridique national, les Parties Contractantes s'engagent à prendre des mesures aux fins de permettre les livraisons surveillées dans le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes.

2. La décision de recourir à des livraisons surveillées sera prise dans chaque cas d'espèce sur la base d'une autorisation préalable de chaque Partie Contractante concernée.

3. Chaque Partie Contractante garde la direction et le contrôle de l'opération sur son territoire et est habilitée à intervenir.

#### Article 74

En ce qui concerne le commerce légal de stupéfiants et substances psychotropes, les Parties Contractantes conviennent que les contrôles découlant des Conventions des Nations Unies énumérées à l'article 71 et effectués aux frontières intérieures soient transférés autant que possible à l'intérieur du pays.

#### Article 75

1. En ce qui concerne la circulation des voyageurs à destination des territoires des Parties Contractantes ou sur ces territoires, les personnes peuvent transporter les stupéfiants et substances psychotropes nécessaires dans le cadre d'un traitement médical, si elles produisent lors de tout contrôle un certificat délivré ou authentifié par une autorité compétente de l'Etat de résidence.

2. Le Comité Exécutif arrête la forme et le contenu du certificat visé au paragraphe 1 et délivré par une des Parties Contractantes, et notamment les données relatives à la nature et la quantité des produits et substances et à la durée du voyage.

3. Les Parties Contractantes s'informent mutuellement des autorités compétentes pour la délivrance ou l'authentification du certificat visé au paragraphe 2.

#### Article 76

1. Les Parties Contractantes arrêteront, si nécessaire et conformément à leurs usages médicaux, éthiques et pratiques, les mesures appropriées pour le contrôle des stupéfiants et substances psychotropes qui sont soumis sur le territoire d'une ou de plusieurs Parties Contractantes à des contrôles plus rigoureux que sur leur territoire, afin de ne pas compromettre l'efficacité de ces contrôles.

2. Le paragraphe 1 s'applique également aux substances qui sont fréquemment utilisées pour la fabrication de stupéfiants et substances psychotropes.

3. Les Parties Contractantes s'informeront mutuellement des mesures prises aux fins de la mise en oeuvre de la surveillance du commerce légal des substances visées aux paragraphes 1 et 2.

4. Les problèmes rencontrés à cet égard seront évoqués régulièrement au sein du Comité Exécutif.

### CHAPITRE 7

#### Armes à feu et munitions

#### Article 77

1. Les Parties Contractantes s'engagent à adapter aux dispositions du présent Chapitre, leurs dispositions législatives, réglementaires et administratives nationales relatives à l'acquisition, à la détention, au commerce et à la remise d'armes à feu et de munitions.

2. Le présent Chapitre concerne l'acquisition, la détention, le commerce et la remise d'armes à feu et de munitions par des personnes physiques et morales ; il ne concerne pas la livraison aux autorités centrales et territoriales, aux forces armées et à la police, ni l'acquisition et la détention par celles-ci, ni la fabrication d'armes à feu et de munitions par des entreprises publiques.

## Article 78

1. Dans le cadre du présent Chapitre, les armes à feu sont classées comme suit :
  - a. les armes prohibées,
  - b. les armes soumises à autorisation,
  - c. les armes soumises à déclaration.
2. Le mécanisme de fermeture, le magasin et le canon des armes à feu sont soumis par analogie aux dispositions applicables à l'objet dont ils font ou sont destinés à faire partie.
3. Sont considérées comme armes courtes au sens de la présente Convention, les armes à feu dont le canon ne dépasse pas 30 cm ou dont la longueur totale ne dépasse pas 60 cm; sont des armes longues, toutes les autres armes à feu.

## Article 79

1. La liste des armes à feu et munitions prohibées comprend les objets suivants :
  - a. les armes à feu normalement utilisées comme armes à feu de guerre ;
  - b. les armes à feu automatiques, même si elles ne sont pas de guerre ;
  - c. les armes à feu camouflées sous la forme d'un autre objet ;
  - d. les munitions aux balles perforantes, explosives ou incendiaires ainsi que les projectiles pour ces munitions ;
  - e. les munitions pour les pistolets et revolvers avec des projectiles dum-dum ou à pointes creuses ainsi que les projectiles pour ces munitions.
2. Les autorités compétentes peuvent, dans des cas particuliers, accorder des autorisations pour les armes à feu et munitions citées au paragraphe 1 si la sécurité et l'ordre publics ne s'y opposent pas.

## Article 80

1. La liste des armes à feu dont l'acquisition et la détention sont soumises à autorisation, comprend au moins les armes à feu suivantes si elles ne sont pas prohibées :
  - a. les armes à feu courtes semi-automatiques ou à répétition ;
  - b. les armes à feu courtes à un coup, à percussion centrale ;

- c. les armes à feu courtes à un coup à percussion annulaire d'une longueur totale inférieure à 28 cm ;
- d. les armes à feu longues semi-automatiques dont le magasin et la chambre peuvent contenir plus de trois cartouches ;
- e. les armes à feu longues à répétition et semi-automatiques à canon lisse dont le canon ne dépasse pas 60 cm ;
- f. les armes à feu civiles semi-automatiques qui ont l'apparence d'une arme à feu automatique de guerre.

2. La liste des armes à feu soumises à autorisation ne comprend pas :

- a. les armes d'avertissement, lacrymogènes ou d'alarme, à condition que l'impossibilité de transformation par un outillage courant en armes permettant le tir de munitions à balles soit garantie par des moyens techniques et que le tir d'une substance irritante ne provoque pas des lésions irréversibles sur les personnes ;
- b. les armes à feu longues semi-automatiques dont le magasin et la chambre ne peuvent pas contenir plus de trois cartouches sans être rechargés, à condition que le chargeur soit inamovible ou qu'il soit garanti que ces armes ne puissent être transformées par un outillage courant en armes dont le magasin et la chambre peuvent contenir plus de trois cartouches.

#### Article 81

La liste des armes à feu soumises à déclaration comprend, si ces armes ne sont ni prohibées ni soumises à autorisation :

- a. les armes à feu longues à répétition ;
- b. les armes à feu longues à un coup à un ou plusieurs canons rayés ;
- c. les armes à feu courtes, à un coup à percussion annulaire d'une longueur totale supérieure à 28 cm ;
- d. les armes énumérées à l'article 80, paragraphe 2, point b.

#### Article 82

Les listes des armes visées aux articles 79, 80 et 81 ne comprennent pas :

- a. les armes à feu dont le modèle ou dont l'année de fabrication sont - sauf exception - antérieurs au 1 janvier 1970 sous réserve qu'elles ne puissent tirer des munitions destinées à des armes prohibées ou soumises à autorisation ;

- b. les reproductions d'armes mentionnées au point a. à condition qu'elles ne permettent pas l'utilisation d'une cartouche à étui métallique ;
- c. les armes à feu rendues inaptées au tir de toutes munitions par l'application de procédés techniques garantis par le poinçon d'un organisme officiel ou reconnu par un tel organisme.

## Article 83

Une autorisation d'acquisition et de détention d'une arme à feu visée à l'article 80 ne peut être délivrée que :

- a. si l'intéressé a dix-huit ans révolus, sauf dérogations pour la pratique de la chasse ou du sport ;
- b. si l'intéressé n'est pas inapte à acquérir ou à détenir une arme à feu en raison d'une maladie mentale ou de toute autre incapacité mentale ou physique ;
- c. si l'intéressé n'a pas été condamné pour une infraction ou s'il n'y a pas d'autres indices laissant supposer qu'il est dangereux pour la sécurité ou l'ordre public ;
- d. si le motif invoqué par l'intéressé pour l'acquisition ou la détention d'armes à feu peut être considéré comme valable.

## Article 84

1. La déclaration pour les armes mentionnées à l'article 81 est consignée sur un registre tenu par les personnes visées à l'article 85.
2. Lorsqu'une arme est cédée par une personne non visée à l'article 85, la déclaration doit en être faite selon des modalités à déterminer par chaque Partie Contractante.
3. Les déclarations visées au présent article doivent comporter les indications nécessaires pour identifier les personnes et les armes concernées.

## Article 85

1. Les Parties Contractantes s'engagent à soumettre à une obligation d'autorisation les personnes qui fabriquent des armes à feu soumises à autorisation et celles qui en font le commerce, et à une obligation de déclaration les personnes qui fabriquent des armes à feu soumises à déclaration et celles qui en font le commerce. L'autorisation pour les armes à feu soumises à autorisation couvre également les armes à feu soumises à déclaration. Les Parties Contractantes soumettent les personnes qui fabriquent des armes et celles qui en font le commerce à une surveillance qui garantit un contrôle effectif.

2. Les Parties Contractantes s'engagent à adopter des dispositions pour que, au minimum, toutes les armes à feu soient pourvues durablement d'un numéro d'ordre permettant leur identification et portent la marque du fabricant.

3. Les Parties Contractantes prévoient l'obligation pour les fabricants et les marchands d'enregistrer toutes les armes à feu soumises à autorisation et à déclaration ; les registres doivent permettre de déterminer rapidement la nature des armes à feu, leur origine et leur acquéreur.

4. Pour les armes à feu soumises à autorisation en vertu des articles 79 et 80, les Parties Contractantes s'engagent à adopter des dispositions pour que le numéro d'identification et la marque apposée sur l'arme à feu soient repris sur l'autorisation délivrée à son détenteur.

#### Article 86

1. Les Parties Contractantes s'engagent à adopter des dispositions interdisant aux détenteurs légitimes d'armes à feu soumises à autorisation ou à déclaration de remettre ces armes à des personnes qui ne sont pas en possession d'une autorisation d'acquisition ou d'un certificat de déclaration.

2. Les Parties Contractantes peuvent autoriser la remise temporaire de ces armes selon des modalités qu'elles déterminent.

#### Article 87

1. Les Parties Contractantes introduisent dans leur législation nationale des dispositions permettant le retrait de l'autorisation lorsque le titulaire ne satisfait plus aux conditions de délivrance prévues à l'article 83.

2. Les Parties Contractantes s'engagent à prendre des mesures adéquates qui comprennent notamment la saisie de l'arme à feu et le retrait de l'autorisation, et à prévoir des sanctions appropriées à la violation des dispositions législatives et réglementaires applicables aux armes à feu. Les sanctions pourront prévoir la confiscation des armes à feu.

#### Article 88

1. Les personnes titulaires d'une autorisation d'acquisition d'une arme à feu sont dispensées d'autorisation pour l'acquisition de munitions destinées à cette arme.

2. L'acquisition de munitions par des personnes non titulaires d'une autorisation d'acquisition d'armes est soumise au régime applicable à l'arme à laquelle ces munitions sont destinées. L'autorisation peut être délivrée pour une seule ou toutes les catégories de munitions.

## Article 89

Les listes des armes à feu prohibées, soumises à autorisation et à déclaration peuvent être modifiées ou complétées par le Comité Exécutif pour tenir compte de l'évolution technique et économique ainsi que de la sûreté de l'Etat.

## Article 90

Les Parties Contractantes ont la faculté d'adopter des lois ou dispositions plus strictes concernant le régime des armes à feu et des munitions.

## Article 91

1. Les Parties Contractantes conviennent, sur la base de la Convention européenne du 28 juin 1978 sur le contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes à feu par des particuliers, de créer, dans le cadre de leurs législations nationales, un échange de renseignements concernant l'acquisition d'armes à feu par des personnes - simples particuliers ou armuriers détaillants - qui résident habituellement ou qui sont établis sur le territoire d'une autre Partie Contractante. Est considérée comme armurier détaillant toute personne dont l'activité professionnelle consiste, en tout ou en partie, dans le commerce au détail d'armes à feu.

2. L'échange de renseignements porte :

- a. entre deux Parties Contractantes qui ont ratifié la Convention citée au paragraphe 1, sur les armes à feu reprises en annexe 1, partie A, n° 1, lettres a. à h. de ladite Convention ;
- b. entre deux Parties Contractantes dont l'une au moins n'a pas ratifié la Convention citée au paragraphe 1, sur les armes soumises par chacune des Parties Contractantes à un régime d'autorisation ou de déclaration.

3. Les renseignements concernant l'acquisition d'armes à feu seront communiqués sans retard et comporteront les données suivantes :

a. la date de l'acquisition et l'identité de l'acquéreur, à savoir :

- s'il s'agit d'une personne physique : les nom, prénoms, date et lieu de naissance, adresse et numéro de passeport ou de carte d'identité, ainsi que la date de la délivrance et indication de l'autorité qui les a délivrés, armurier ou non ;
- s'il s'agit d'une personne morale : la dénomination ou la raison sociale et le siège social, ainsi que les nom, prénoms, date et lieu de naissance, adresse et numéro de passeport ou de carte d'identité de la personne habilitée à représenter la personne morale ;

b. le modèle, le numéro de fabrication, le calibre et les autres caractéristiques de l'arme à feu concernée ainsi que le numéro d'identification.

4. Chaque Partie Contractante désigne une autorité nationale qui envoie et reçoit les renseignements visés aux paragraphes 2 et 3 et communique sans délai aux autres Parties Contractantes toute modification survenant dans la désignation de cette autorité.

5. L'autorité désignée par chaque Partie Contractante peut transmettre les informations qui lui ont été communiquées aux services de police locaux compétents et aux autorités de surveillance de la frontière aux fins de prévention ou de poursuite de faits punissables et d'infractions aux règlements.

## T I T R E I V

## Système d'Information Schengen

## C H A P I T R E P R E M I E R

## Création du Système d'Information Schengen

## Article 92

1. Les Parties Contractantes créent et entretiennent un système d'information commun dénommé ci-après Système d'Information Schengen, composé d'une partie nationale auprès de chacune des Parties Contractantes et d'une fonction de support technique. Le Système d'Information Schengen permet aux autorités désignées par les Parties Contractantes, grâce à une procédure d'interrogation automatisée, de disposer de signalements de personnes et d'objets, à l'occasion de contrôles de frontière et vérifications et autres contrôles de police et de douanes exercés à l'intérieur du pays conformément au droit national ainsi que, pour la seule catégorie de signalement visée à l'article 96, aux fins de la procédure de délivrance de visas, de la délivrance des titres de séjour et de l'administration des étrangers dans le cadre de l'application des dispositions sur la circulation des personnes de la présente Convention.

2. Chaque Partie Contractante crée et entretient, pour son compte et à ses risques, sa partie nationale du Système d'Information Schengen, dont le fichier de données est rendu matériellement identique aux fichiers de données de la partie nationale de chacune des autres Parties Contractantes par le recours à la fonction de support technique. Afin de permettre une transmission rapide et efficace des données comme visée au paragraphe 3, chaque Partie Contractante se conforme, lors de la création de sa partie nationale, aux protocoles et procédures établis en commun pour la fonction de support technique par les Parties Contractantes. Le fichier de données de chaque partie nationale servira à l'interrogation automatisée sur le territoire de chacune des Parties Contractantes. L'interrogation de fichiers de données des parties nationales d'autres Parties Contractantes ne sera pas possible.

3. Les Parties Contractantes créent et entretiennent, pour compte commun et en assumant les risques en commun, la fonction de support technique du Système d'Information Schengen, dont la responsabilité est assumée par la République française ; cette fonction de support technique est installée à Strasbourg. La fonction de support technique comprend un fichier de données assurant l'identité des fichiers de données des parties nationales par la transmission en ligne d'informations. Dans le fichier de données de la fonction de support technique figureront les signalements de personnes et d'objets, pour autant que ceux-ci concernent toutes les Parties Contractantes. Le fichier de la fonction de support technique ne contient pas d'autres données, hormis celles mentionnées au présent paragraphe et à l'article 113 paragraphe 2.



## C H A P I T R E 2

## Exploitation et utilisation du Système d'Information Schengen

## Article 93

Le Système d'Information Schengen a pour objet, conformément aux dispositions de la présente Convention, de préserver l'ordre et la sécurité publics y compris la sûreté de l'Etat, et l'application des dispositions sur la circulation des personnes de la présente Convention, sur les territoires des Parties Contractantes à l'aide des informations transmises par ce système.

## Article 94

1. Le Système d'Information Schengen comporte exclusivement les catégories de données qui sont fournies par chacune des Parties Contractantes et qui sont nécessaires aux fins prévues aux articles 95 à 100. La Partie Contractante signalante vérifie si l'importance du cas justifie l'intégration du signalement dans le Système d'Information Schengen.

2. Les catégories de données sont les suivantes :

- a. les personnes signalées,
- b. les objets visés à l'article 100 et les véhicules visés à l'article 99.

3. Pour les personnes, les éléments intégrés sont au maximum les suivants :

- a. les nom et prénom, les alias éventuellement enregistrés séparément ;
- b. les signes physiques particuliers, objectifs et inaltérables ;
- c. la première lettre du deuxième prénom ;
- d. la date et le lieu de naissance ;
- e. le sexe ;
- f. la nationalité ;
- g. l'indication que les personnes concernées sont armées ;
- h. l'indication que les personnes concernées sont violentes ;
- i. le motif du signalement ;
- j. la conduite à tenir.

D'autres mentions, notamment les données qui sont énumérées à l'article 6, première phrase de la Convention du Conseil de l'Europe du 28 janvier 1981 pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, ne sont pas autorisées.

4. Dans la mesure où une Partie Contractante estime qu'un signalement conformément aux articles 95, 97 ou 99 n'est pas compatible avec son droit national, ses obligations internationales ou des intérêts nationaux essentiels, elle peut faire assortir à posteriori ce signalement dans le fichier de la partie nationale du Système d'Information Schengen d'une indication visant à ce que l'exécution de la conduite à tenir n'ait pas lieu sur son territoire au motif du signalement. Des consultations doivent avoir lieu à ce sujet avec les autres Parties Contractantes. Si la Partie Contractante signalante ne retire pas le signalement, le signalement reste de pleine application pour les autres Parties Contractantes.

## Article 95

1. Les données relatives aux personnes recherchées pour l'arrestation aux fins d'extradition, sont intégrées à la demande de l'autorité judiciaire de la Partie Contractante requérante.

2. Préalablement au signalement, la Partie Contractante signalante vérifie si l'arrestation est autorisée par le droit national des Parties Contractantes requises. Si la Partie Contractante signalante a des doutes, elle doit consulter les autres Parties Contractantes concernées.

La Partie Contractante signalante envoie aux Parties Contractantes requises en même temps que le signalement par la voie la plus rapide les informations essentielles ci-après concernant l'affaire :

- a. l'autorité dont émane la demande d'arrestation ;
- b. l'existence d'un mandat d'arrêt ou d'un acte ayant la même force, ou d'un jugement exécutoire ;
- c. la nature et la qualification légale de l'infraction ;
- d. la description des circonstances de la commission de l'infraction, y compris le moment, le lieu et le degré de participation à l'infraction de la personne signalée ;
- e. dans la mesure du possible, les conséquences de l'infraction.

3. Une Partie Contractante requise peut faire assortir le signalement dans le fichier de la partie nationale du Système d'Information Schengen d'une indication visant à interdire, jusqu'à l'effacement de ladite indication, l'arrestation au motif du signalement. L'indication est à effacer au plus tard vingt-quatre heures après l'intégration du signalement, à moins que cette Partie Contractante ne refuse l'arrestation demandée pour des raisons juridiques ou pour des raisons spéciales d'opportunité. Dans la mesure où, dans des cas particulièrement exceptionnels, la complexité des faits à l'origine du signalement le justifie, le délai précité peut être prolongé jusqu'à une semaine. Sans préjudice d'une indication ou d'une décision de refus, les autres Parties Contractantes peuvent exécuter l'arrestation demandée par le signalement.

4. Si, pour des raisons particulièrement urgentes, une Partie Contractante demande une recherche immédiate, la Partie requise examine, si elle peut renoncer à l'indication. La Partie Contractante requise prend les dispositions nécessaires afin que la conduite à tenir puisse être exécutée sans délai si le signalement est valide.

5. S'il n'est pas possible de procéder à l'arrestation parce qu'un examen n'est pas encore terminé ou en raison d'une décision de refus d'une Partie Contractante requise, cette dernière doit traiter le signalement comme étant un signalement aux fins de communication du lieu de séjour.

6. Les Parties Contractantes requises exécutent la conduite à tenir demandée par le signalement en conformité avec les Conventions d'extradition en vigueur et le droit national. Elles ne sont pas tenues d'exécuter la conduite à tenir demandée dans la mesure où il s'agit d'un de leurs ressortissants, sans préjudice de la possibilité de procéder à l'arrestation conformément au droit national.

## Article 96

1. Les données relatives aux étrangers qui sont signalés aux fins de non-admission sont intégrées sur la base d'un signalement national résultant de décisions prises, dans le respect des règles de procédure prévues par la législation nationale, par les autorités administratives ou les juridictions compétentes.

2. Les décisions peuvent être fondées sur la menace pour l'ordre public ou la sécurité et sûreté nationales que peut constituer la présence d'un étranger sur le territoire national.

Tel peut être notamment le cas :

- a. d'un étranger qui a été condamné pour une infraction passible d'une peine privative de liberté d'au moins un an.
- b. d'un étranger à l'égard duquel il existe des raisons sérieuses de croire qu'il a commis des faits punissables graves, y inclus ceux visés à l'article 71, ou à l'égard duquel il existe des indices réels qu'il envisage de commettre de tels faits sur le territoire d'une Partie Contractante.

3. Les décisions peuvent être également fondées sur le fait que l'étranger a fait l'objet d'une mesure d'éloignement, de renvoi ou d'expulsion non rapportée ni suspendue comportant ou assortie d'une interdiction d'entrée, ou, le cas échéant, de séjour, fondée sur le non-respect des réglementations nationales relatives à l'entrée ou au séjour des étrangers.

## Article 97

Les données relatives aux personnes disparues ou aux personnes qui, dans l'intérêt de leur propre protection ou pour la prévention de menaces, doivent être placées provisoirement en sécurité à la demande de l'autorité compétente ou de l'autorité judiciaire compétente de la Partie signalante, sont intégrées afin que les autorités de police communiquent le lieu de séjour à la Partie signalante ou puissent placer la personne en sécurité aux fins de les empêcher de poursuivre leur voyage, si la législation nationale l'autorise. Cela s'applique particulièrement aux mineurs et aux personnes qui doivent être internées sur décision d'une autorité compétente. La communication est subordonnée au consentement de la personne disparue, si celle-ci est majeure.

## Article 98

1. Les données relatives aux témoins, aux personnes citées à comparaître devant les autorités judiciaires dans le cadre d'une procédure pénale afin de répondre de faits pour lesquels elles font l'objet de poursuites, ou aux personnes qui doivent faire l'objet d'une notification d'un jugement répressif ou d'une demande de se présenter pour subir une peine privative de liberté, sont intégrées, à la demande des autorités judiciaires compétentes, aux fins de la communication du lieu de séjour ou du domicile.

2. Les renseignements demandés seront communiqués à la Partie requérante en conformité avec la législation nationale et avec les Conventions en vigueur relatives à l'entraide judiciaire en matière pénale.

#### Article 99

1. Les données relatives aux personnes ou aux véhicules sont intégrées, dans le respect du droit national de la Partie Contractante signalante, aux fins de surveillance discrète ou de contrôle spécifique, conformément au paragraphe 5.

2. Un tel signalement peut être effectué pour la répression d'infractions pénales et pour la prévention de menaces pour la sécurité publique :

- a. lorsqu'il existe des indices réels faisant présumer que la personne concernée envisage de commettre ou commet des faits punissables nombreux et extrêmement graves, ou
- b. lorsque l'appréciation globale de l'intéressé, en particulier sur la base des faits punissables commis jusqu'alors, permet de supposer qu'il commettra également à l'avenir des faits punissables extrêmement graves.

3. En outre, le signalement peut être effectué conformément au droit national, à la demande des instances compétentes pour la sûreté de l'Etat, lorsque des indices concrets permettent de supposer que les informations visées au paragraphe 4 sont nécessaires à la prévention d'une menace grave émanant de l'intéressé ou d'autres menaces graves pour la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat. La Partie Contractante signalante est tenue de consulter préalablement les autres Parties Contractantes.

4. Dans le cadre de la surveillance discrète, les informations ci-après peuvent en tout ou en partie, être recueillies et transmises à l'autorité signalante, à l'occasion de contrôles de frontière ou d'autres contrôles de police et des douanes exercés à l'intérieur du pays :

- a. le fait que la personne signalée ou le véhicule signalé a été trouvé ;
- b. le lieu, le moment ou le motif de la vérification ;
- c. l'itinéraire et la destination du voyage ;
- d. les personnes qui accompagnent l'intéressé ou les occupants ;
- e. le véhicule utilisé ;
- f. les objets transportés ;
- g. les circonstances dans lesquelles la personne ou le véhicule a été trouvé.

Lors de la collecte de ces informations, il convient de veiller à ne pas mettre en péril le caractère discret de la surveillance.

5. Dans le cadre du contrôle spécifique mentionné au paragraphe 1, les personnes, les véhicules et les objets transportés peuvent être fouillés conformément au droit national, pour réaliser la finalité visée aux paragraphes 2 et 3. Si le contrôle spécifique n'est pas autorisé selon la loi d'une Partie Contractante, il se trouve automatiquement converti, pour cette Partie Contractante, en surveillance discrète.

6. Une Partie Contractante requise peut faire assortir le signalement dans le fichier de la partie nationale du Système d'Information Schengen d'une indication visant à interdire, jusqu'à l'effacement de ladite indication, l'exécution de la conduite à tenir en application du signalement aux fins de surveillance discrète ou de contrôle spécifique. L'indication est à effacer au plus tard vingt-quatre heures après l'intégration du signalement, à moins que cette Partie Contractante ne refuse la conduite demandée pour des raisons juridiques ou pour des raisons spéciales d'opportunité. Sans préjudice d'une indication ou d'une décision de refus, les autres Parties Contractantes peuvent exécuter la conduite demandée par le signalement.

#### Article 100

1. Les données relatives aux objets recherchés aux fins de saisie ou de preuves dans une procédure pénale sont intégrées dans le Système d'Information Schengen.

2. Si une interrogation fait apparaître l'existence d'un signalement pour un objet trouvé, l'autorité qui l'a constaté se met en rapport avec l'autorité signalante afin de convenir des mesures nécessaires. A cette fin, des données à caractère personnel peuvent aussi être transmises conformément à la présente Convention. Les mesures à prendre par la Partie Contractante qui a trouvé l'objet devront être conformes à son droit national.

3. Les catégories d'objets désignées ci-après sont intégrées :

- a. les véhicules à moteur d'une cylindrée supérieure à 50 cc. volés, détournés ou égarés ;
- b. les remorques et caravanes d'un poids à vide supérieur à 750 kg volées, détournées ou égarées ;
- c. les armes à feu volées, détournées ou égarées ;
- d. les documents vierges volés, détournés ou égarés ;
- e. les documents d'identité délivrés (passeports, cartes d'identité, permis de conduire) volés, détournés ou égarés ;
- f. les billets de banque (billets enregistrés).

#### Article 101

1. L'accès aux données intégrées dans le Système d'Information Schengen ainsi que le droit de les interroger directement sont réservés exclusivement aux instances qui sont compétentes pour

- a. les contrôles frontaliers ;
- b. les autres vérifications de police et de douanes exercées à l'intérieur du pays ainsi que la coordination de celles-ci.

2. En outre, l'accès aux données intégrées conformément à l'article 96 ainsi que le droit de les interroger directement peuvent être exercés par les instances qui sont compétentes pour la délivrance des visas, les instances centrales qui sont compétentes pour l'examen des demandes de visas ainsi que les autorités qui sont compétentes pour la délivrance des titres de séjour et de l'administration des étrangers dans le cadre de l'application des dispositions sur la circulation des personnes de la présente Convention. L'accès aux données est régi par le droit national de chaque Partie Contractante.

3. Les utilisateurs ne peuvent interroger que les données qui sont nécessaires à l'accomplissement de leurs missions.

4. Chacune des Parties Contractantes communique au Comité Exécutif la liste des autorités compétentes, qui sont autorisées à interroger directement les données intégrées dans le Système d'Information Schengen. Cette liste indique pour chaque autorité les données qu'elle peut interroger et pour quelles missions.

### C H A P I T R E 3

#### Protection des données à caractère personnel et sécurité des données dans le cadre du Système d'Information Schengen

##### Article 102

1. Les Parties Contractantes ne peuvent utiliser les données prévues aux articles 95 à 100 qu'aux fins énoncées pour chacun des signalements visés à ces articles.

2. Les données ne peuvent être dupliquées qu'à des fins techniques, pour autant que cette duplication soit nécessaire pour l'interrogation directe par les autorités visées à l'article 101. Les signalements d'autres Parties Contractantes ne peuvent être copiés de la partie nationale du Système d'Information Schengen dans d'autres fichiers de données nationaux.

3. Dans le cadre des signalements prévus aux articles 95 à 100 de la présente Convention, toute dérogation au paragraphe 1, pour passer d'un type de signalement à un autre, doit être justifiée par la nécessité de la prévention d'une menace grave imminente pour l'ordre et la sécurité publics, pour des raisons graves de sûreté de l'Etat ou aux fins de la prévention d'un fait punissable grave. A cet effet, l'autorisation préalable de la Partie Contractante signalante doit être obtenue.

4. Les données ne pourront pas être utilisées à des fins administratives. Par dérogation, les données intégrées conformément à l'article 96 ne pourront être utilisées, conformément au droit national de chacune des Parties Contractantes, qu'aux fins découlant de l'article 101 paragraphe 2.

5. Toute utilisation de données non conforme aux paragraphes 1 à 4 sera considérée comme détournement de finalité au regard du droit national de chaque Partie Contractante.

## Article 103

Chaque Partie Contractante veille à ce qu'en moyenne toute dixième transmission de données à caractère personnel soit enregistrée dans la partie nationale du Système d'Information Schengen par l'instance gestionnaire du fichier, aux fins du contrôle de l'admissibilité de l'interrogation. L'enregistrement ne peut être utilisé qu'à cette fin et est effacé après six mois.

## Article 104

1. Le droit national de la Partie Contractante signalante s'applique au signalement, sauf conditions plus exigeantes prévues par la présente Convention.

2. Pour autant que la présente Convention ne prévoit pas de dispositions particulières, le droit de chaque Partie Contractante est applicable aux données intégrées dans la partie nationale du Système d'Information Schengen.

3. Pour autant que la présente Convention ne prévoit pas de dispositions particulières concernant l'exécution de la conduite à tenir demandée par le signalement, le droit national de la Partie Contractante requise qui exécute la conduite à tenir est applicable. Dans la mesure où la présente Convention prévoit des dispositions particulières concernant l'exécution de la conduite à tenir demandée par le signalement, les compétences en matière de conduite à tenir sont régies par le droit national de la Partie Contractante requise. Si la conduite à tenir demandée ne peut pas être exécutée, la Partie Contractante requise en informe la Partie Contractante signalante sans délai.

## Article 105

La Partie Contractante signalante est responsable de l'exactitude, de l'actualité, ainsi que de la licéité de l'intégration des données dans le Système d'Information Schengen.

## Article 106

1. Seule la Partie Contractante signalante est autorisée à modifier, à compléter, à rectifier ou à effacer les données qu'elle a introduites.

2. Si une des Parties Contractantes qui n'a pas fait le signalement dispose d'indices faisant présumer qu'une donnée est entachée d'erreur de droit ou de fait, elle en avise dans les meilleurs délais la Partie Contractante signalante qui doit obligatoirement vérifier la communication et, si nécessaire, corriger ou effacer la donnée sans délai.

3. Si les Parties Contractantes ne peuvent parvenir à un accord, la Partie Contractante qui n'est pas à l'origine du signalement soumet le cas pour avis à l'autorité de contrôle commune visée à l'article 115 paragraphe 1.

## Article 107

Lorsqu'une personne a déjà fait l'objet d'un signalement dans le Système d'Information Schengen, la Partie Contractante qui introduit un nouveau signalement s'accorde avec la Partie Contractante qui a introduit le premier signalement sur l'intégration des signalements. A cette fin, les Parties Contractantes peuvent également arrêter des dispositions générales.

## Article 108

1. Chacune des Parties Contractantes désigne une instance qui a la compétence centrale pour la partie nationale du Système d'Information Schengen.
2. Chacune des Parties Contractantes effectue ses signalements par l'intermédiaire de cette instance.
3. Ladite instance est responsable du bon fonctionnement de la partie nationale du Système d'Information Schengen et prend les mesures propres à assurer le respect des dispositions de la présente Convention.
4. Les Parties Contractantes s'informent mutuellement par l'intermédiaire du dépositaire de l'instance visée au paragraphe 1.

## Article 109

1. Le droit de toute personne d'accéder aux données la concernant qui sont intégrées dans le Système d'Information Schengen, s'exerce dans le respect du droit de la Partie Contractante auprès de laquelle elle le fait valoir. Si le droit national le prévoit, l'autorité nationale de contrôle prévue à l'article 114 paragraphe 1 décide si des informations sont communiquées et selon quelles modalités. Une Partie Contractante qui n'a pas effectué le signalement ne peut communiquer des informations concernant ces données que si elle a donné préalablement à la Partie Contractante signalante l'occasion de prendre position.
2. La communication de l'information à la personne concernée est refusée si elle peut nuire à l'exécution de la tâche légale consignée dans le signalement, ou pour la protection des droits et libertés d'autrui. Elle est refusée dans tous les cas durant la période de signalement aux fins de surveillance discrète.

## Article 110

Toute personne peut faire rectifier des données entachées d'erreur de fait la concernant ou faire effacer des données entachées d'erreur de droit la concernant.



## Article 111

1. Toute personne peut saisir, sur le territoire de chaque Partie Contractante, la juridiction ou l'autorité compétentes en vertu du droit national, d'une action notamment en rectification, en effacement, en information ou en indemnisation en raison d'un signalement la concernant.

2. Les Parties Contractantes s'engagent mutuellement à exécuter les décisions définitives prises par les juridictions ou autorités visées au paragraphe 1, sans préjudice des dispositions de l'article 116.

## Article 112

1. Les données à caractère personnel intégrées dans le Système d'Information Schengen aux fins de la recherche de personnes, ne sont conservées que pendant la durée nécessaire aux fins auxquelles elles ont été fournies. Au plus tard trois ans après leur intégration, la nécessité de leur conservation doit être examinée par la Partie Contractante signalante. Ce délai est d'un an pour les signalements visés à l'article 99.

2. Chacune des Parties Contractantes fixe le cas échéant des délais d'examen plus courts conformément à son droit national.

3. La fonction de support technique du système d'Information Schengen signale automatiquement aux Parties Contractantes l'effacement programmé dans le système, moyennant un préavis d'un mois.

4. La Partie Contractante signalante peut, dans le délai d'examen, décider de maintenir le signalement si ce maintien est nécessaire aux fins qui sont à la base du signalement. Le prolongement du signalement doit être communiqué à la fonction de support technique. Les dispositions du paragraphe 1 sont applicables au signalement prolongé.

## Article 113

1. Les données autres que celles visées à l'article 112 sont conservées au maximum pendant dix ans, les données relatives aux documents d'identité délivrés et aux billets de banque enregistrés au maximum pendant cinq ans et celles relatives aux véhicules à moteur, remorques et caravanes au maximum pendant trois ans.

2. Les données effacées sont encore conservées durant une année dans la fonction de support technique. Durant cette période, elles ne peuvent être consultées que pour le contrôle a posteriori de leur exactitude et de la licéité de leur intégration. Ensuite, elles devront être détruites.

## Article 114

1. Chaque Partie Contractante désigne une autorité de contrôle chargée, dans le respect du droit national, d'exercer un contrôle indépendant du fichier de la partie nationale du Système d'Information Schengen et de vérifier que le traitement et l'utilisation des données intégrées dans le Système d'Information Schengen ne sont pas attentatoires aux droits de la personne concernée. A cet effet l'autorité de contrôle a accès au fichier de la partie nationale du Système d'Information Schengen.

2. Toute personne a le droit de demander aux autorités de contrôle de vérifier les données la concernant intégrées dans le Système d'Information Schengen ainsi que l'utilisation qui est faite de ces données. Ce droit est régi par le droit national de la Partie Contractante auprès de laquelle la demande est introduite. Si les données ont été intégrées par une autre Partie Contractante, le contrôle se réalise en étroite coordination avec l'autorité de contrôle de cette Partie Contractante.

## Article 115

1. Il est créé une autorité de contrôle commune chargée du contrôle de la fonction de support technique du Système d'Information Schengen. Cette autorité se compose de deux représentants de chaque autorité nationale de contrôle. Chaque Partie Contractante dispose d'une voix délibérative. Le contrôle est exercé conformément aux dispositions de la présente Convention, de la Convention du Conseil de l'Europe du 28 janvier 1981 pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel en tenant compte de la Recommandation R (87) 15 du 17 septembre 1987 du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe visant à réglementer l'utilisation des données à caractère personnel dans le secteur de la police et conformément au droit national de la Partie Contractante responsable de la fonction de support technique.

2. A l'égard de la fonction de support technique du Système d'Information Schengen, l'autorité de contrôle commune a pour mission de vérifier la bonne exécution des dispositions de la présente Convention. A cet effet, elle a accès à la fonction de support technique.

3. L'autorité de contrôle commune est également compétente pour analyser les difficultés d'application ou d'interprétation pouvant survenir lors de l'exploitation du Système d'Information Schengen, pour étudier les problèmes pouvant se poser lors de l'exercice du contrôle indépendant effectué par les autorités de contrôle nationales des Parties Contractantes ou à l'occasion de l'exercice du droit d'accès au système, ainsi que pour élaborer des propositions harmonisées en vue de trouver des solutions communes aux problèmes existants.

4. Les rapports établis par l'autorité de contrôle commune sont transmis aux instances auxquelles les autorités de contrôle nationales transmettent leurs rapports.

## Article 116

1. Toute Partie Contractante est responsable, conformément à son droit national, de tout dommage causé à une personne du fait de l'exploitation du fichier national du Système d'Information Schengen. Il en est également ainsi lorsque les dommages ont été causés par la Partie Contractante signalante, celle-ci ayant intégré des données entachées d'erreur de droit ou de fait.

2. Si la Partie Contractante contre laquelle une action est intentée n'est pas la Partie Contractante signalante, cette dernière est tenue au remboursement, sur requête, des sommes versées à titre d'indemnisation, à moins que les données n'aient été utilisées par la Partie Contractante requise en violation de la présente Convention.

## Article 117

1. En ce qui concerne le traitement automatisé de données à caractère personnel qui sont transmises en application du présent Titre, chaque Partie Contractante prendra au plus tard au moment de l'entrée en vigueur de la présente Convention les dispositions nationales nécessaires aux fins de réaliser un niveau de protection des données à caractère personnel qui soit au moins égal à celui découlant des principes de la Convention du Conseil de l'Europe du 29 janvier 1981 pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, et dans le respect de la Recommandation R (97) 15 du 17 septembre 1987 du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe visant à réglementer l'utilisation des données à caractère personnel dans le secteur de la police.

2. La transmission de données à caractère personnel prévue par le présent Titre ne pourra avoir lieu que lorsque les dispositions de protection des données à caractère personnel prévues au paragraphe 1 seront entrées en vigueur sur le territoire des Parties Contractantes concernées par la transmission.

## Article 118

1. Chacune des Parties Contractantes s'engage à prendre, pour la partie nationale du Système d'Information Schengen, les mesures qui sont propres :

- a. à empêcher toute personne non autorisée d'accéder aux installations utilisées pour le traitement de données à caractère personnel (contrôle à l'entrée des installations) ;
- b. à empêcher que des supports de données ne puissent être lus, copiés, modifiés ou éloignés par une personne non autorisée (contrôle des supports de données) ;
- c. à empêcher l'introduction non autorisée dans le fichier ainsi que toute prise de connaissance, modification ou effacement non autorisés de données à caractère personnel intégrées (contrôle de l'intégration) ;
- d. à empêcher que des systèmes de traitement automatisé de données ne puissent être utilisés par des personnes non autorisées à l'aide d'installations de transmission de données (contrôle de l'utilisation) ;

- e. à garantir que, pour l'utilisation d'un système de traitement automatisé de données, les personnes autorisées ne puissent accéder qu'aux données relevant de leur compétence (contrôle de l'accès) ;
- f. à garantir qu'il puisse être vérifié et constaté à quelles instances des données à caractère personnel peuvent être transmises par des installations de transmission de données (contrôle de la transmission) ;
- g. à garantir qu'il puisse être vérifié et constaté a posteriori quelles données à caractère personnel ont été introduites dans les systèmes de traitement automatisé de données, à quel moment et par quelle personne elles y ont été introduites (contrôle de l'introduction) ;
- h. à empêcher que, lors de la transmission de données à caractère personnel ainsi que lors du transport de supports de données, les données ne puissent être lues, copiées, modifiées ou effacées de façon non autorisée (contrôle du transport).

2. Chaque Partie Contractante doit prendre des mesures particulières en vue d'assurer la sécurité des données lors de la transmission de données à des services situés en-dehors des territoires des Parties Contractantes. Ces mesures doivent être communiquées à l'autorité de contrôle commune.

3. Chaque Partie Contractante ne peut désigner pour le traitement de données de sa partie nationale du Système d'Information Schengen que des personnes spécialement qualifiées et soumises à un contrôle de sécurité.

4. La Partie Contractante responsable de la fonction de support technique du Système d'Information Schengen prend pour ce dernier les mesures prévues aux paragraphes 1 à 3.

#### C H A P I T R E 4

##### Répartition des coûts du Système d'Information Schengen

##### Article 119

1. Les coûts d'installation et d'utilisation de la fonction de support technique visée à l'article 92 paragraphe 3 y compris les coûts de câblages pour la liaison des parties nationales du Système d'Information Schengen avec la fonction de support technique sont supportés en commun par les Parties Contractantes. La quote-part de chaque Partie Contractante est déterminée sur la base du taux de chaque Partie Contractante à l'assiette uniforme de la taxe à la valeur ajoutée au sens de l'article 2 alinéa 1 lettre c de la Décision du Conseil des Communautés européennes du 24 juin 1988 relative au système des ressources propres des Communautés.

2. Les coûts d'installation et d'utilisation de la partie nationale du Système d'Information Schengen sont supportés individuellement par chaque Partie Contractante.

## T I T R E V

## Transport et circulation des marchandises

## Article 120

1. Les Parties Contractantes veilleront en commun à ce que leurs dispositions législatives, réglementaires ou administratives n'entravent pas, de manière non justifiée, la circulation des marchandises aux frontières intérieures.
2. Les Parties Contractantes facilitent la circulation des marchandises aux frontières intérieures en effectuant les formalités liées à des interdictions et restrictions lors du dédouanement des marchandises pour la mise à la consommation. Au choix de l'intéressé, ce dédouanement peut être effectué soit à l'intérieur du pays soit à la frontière intérieure. Les Parties Contractantes s'efforceront de promouvoir le dédouanement à l'intérieur du pays.
3. Dans la mesure où les allègements visés au paragraphe 2 ne peuvent être réalisés en tout ou en partie dans certains domaines, les Parties Contractantes s'efforceront d'en réaliser les conditions entre elles ou dans le cadre des Communautés européennes.

Le présent paragraphe s'applique notamment au contrôle du respect des réglementations relatives aux autorisations de transport et aux contrôles techniques concernant les moyens de transport, aux contrôles vétérinaires et de police vétérinaire, aux contrôles sanitaires vétérinaires, aux contrôles phytosanitaires ainsi qu'aux contrôles relatifs aux transports de marchandises dangereuses et de déchets.

4. Les Parties Contractantes s'efforceront d'harmoniser les formalités relatives à la circulation des marchandises aux frontières extérieures et d'en contrôler le respect selon des principes uniformes. A cette fin les Parties Contractantes collaboreront étroitement au sein du Comité Exécutif, dans le cadre des Communautés européennes et dans d'autres enceintes internationales.

## Article 121

1. Les Parties Contractantes renoncent, dans le respect du droit communautaire, aux contrôles et à la présentation des certificats phytosanitaires prévus par le droit communautaire pour certains végétaux et produits végétaux.

Le Comité Exécutif arrête la liste des végétaux et produits végétaux auxquels s'applique la simplification prévue à la première phrase. Il peut modifier cette liste et fixe la date d'entrée en vigueur de la modification. Les Parties Contractantes s'informent mutuellement des mesures prises.

2. En cas de danger d'introduction ou de propagation d'organismes nuisibles, une Partie Contractante peut demander la réinstauration temporaire des mesures de contrôle prescrites par le droit communautaire, et les appliquer. Elle en avisera immédiatement les autres Parties Contractantes par écrit en motivant sa décision.

3. Le certificat phytosanitaire peut continuer à être utilisé en tant que certificat requis en vertu de la loi relative à la protection des espèces.

4. Sur demande, l'autorité compétente délivre un certificat phytosanitaire lorsque l'envoi est destiné en tout ou en partie à la réexportation, et ce, dans la mesure où les exigences phytosanitaires sont respectées pour les végétaux ou produits végétaux concernés.

#### Article 122

1. Les Parties Contractantes renforcent leur coopération en vue d'assurer la sécurité du transport de marchandises dangereuses, et s'engagent à harmoniser les dispositions nationales prises en application des Conventions internationales en vigueur. De plus, elles s'engagent notamment aux fins de maintenir le niveau de sécurité actuel à :

- a. harmoniser les exigences en matière de qualification professionnelle des chauffeurs ;
- b. harmoniser les modalités et l'intensité des contrôles effectués au cours du transport et dans les entreprises ;
- c. harmoniser la qualification des infractions et les dispositions légales relatives aux sanctions applicables ;
- d. assurer un échange permanent d'informations ainsi que des expériences acquises en relation avec les mesures mises en oeuvre et les contrôles effectués.

2. Les Parties Contractantes renforcent leur coopération en vue d'effectuer les contrôles du transfert par les frontières intérieures de déchets dangereux et non dangereux.

A cette fin, elles s'efforcent d'adopter une position commune en ce qui concerne la modification des directives communautaires relatives au contrôle et à la gestion du transfert de déchets dangereux et pour l'établissement d'actes communautaires relatifs aux déchets non dangereux, dans le but de créer une infrastructure d'élimination suffisante et d'établir des normes d'élimination harmonisées à un niveau élevé.

Dans l'attente d'une réglementation communautaire relative aux déchets non dangereux, les contrôles du transfert de ces déchets s'effectueront sur la base d'une procédure spéciale permettant de contrôler le transfert à destination lors du traitement.

Les dispositions du paragraphe 1, 2ème phrase sont également applicables au présent paragraphe.

#### Article 123

1. Les Parties Contractantes prennent l'engagement de se concerter aux fins d'abolir entre elles l'obligation, actuellement en vigueur, de produire une licence à l'exportation des produits et technologies stratégiques industriels, et si besoin en est, de remplacer ladite licence par une procédure souple, pour autant que le pays de première destination et de destination finale est une Partie Contractante.

Sous réserve de ces concertations, et afin de garantir l'efficacité des contrôles qui s'avèreraient nécessaires, les Parties Contractantes s'efforceront, en coopérant étroitement par un mécanisme de coordination, de procéder aux échanges d'informations utiles compte tenu de la réglementation nationale.

2. En ce qui concerne les produits autres que les produits et technologies stratégiques industriels visés au paragraphe 1, les Parties Contractantes s'efforceront de faire effectuer les formalités d'exportation à l'intérieur du pays d'une part, et d'harmoniser leurs procédures de contrôle d'autre part.

3. Dans le cadre des objectifs définis aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus, les Parties Contractantes engageront des consultations avec les autres partenaires intéressés.

#### Article 124

Le nombre et l'intensité des contrôles des marchandises dans la circulation des voyageurs aux frontières intérieures sont ramenés au niveau le plus bas possible. La poursuite de leur réduction et leur suppression définitive dépendent du relèvement progressif des franchises voyageurs et de l'évolution future des prescriptions applicables à la circulation transfrontalière des voyageurs.

#### Article 125

1. Les Parties Contractantes concluent des arrangements sur le détachement de fonctionnaires de liaison de leurs administrations douanières.

2. Le détachement de fonctionnaires de liaison a pour but de promouvoir et d'accélérer la coopération entre les Parties Contractantes en général, notamment dans le cadre des Conventions existantes et des actes communautaires sur l'assistance mutuelle.

3. Les fonctionnaires de liaison assurent des fonctions consultatives et d'assistance. Ils ne sont pas habilités à prendre de leur propre initiative des mesures d'administration douanière. Ils fournissent des informations et remplissent leurs missions dans le cadre des instructions qui leur sont données par la Partie Contractante d'origine.

## T I T R E V I

## Protection des données à caractère personnel

## Article 126

1. En ce qui concerne le traitement automatisé de données à caractère personnel qui sont transmises en application de la présente Convention, chaque Partie Contractante prendra au plus tard au moment de l'entrée en vigueur de la présente Convention les dispositions nationales nécessaires aux fins de réaliser un niveau de protection des données à caractère personnel qui soit au moins égal à celui découlant des principes de la Convention du Conseil de l'Europe du 28 janvier 1981 pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel.

2. La transmission de données à caractère personnel prévue par la présente Convention ne pourra avoir lieu que lorsque les dispositions de protection des données à caractère personnel prévues au paragraphe 1 seront entrées en vigueur sur le territoire des Parties Contractantes concernées par la transmission.

3. En outre, en ce qui concerne le traitement automatisé de données à caractère personnel transmises en application de la présente Convention, les dispositions ci-après s'appliquent :

- a. les données ne peuvent être utilisées par la Partie Contractante destinataire qu'aux seules fins pour lesquelles la présente Convention prévoit la transmission de telles données ; l'utilisation des données à d'autres fins n'est possible qu'après autorisation préalable de la Partie Contractante qui transmet les données et dans le respect de la législation de la Partie Contractante destinataire ; l'autorisation peut être accordée pour autant que le droit national de la Partie Contractante qui transmet les données le permet ;
- b. les données ne peuvent être utilisées que par les autorités judiciaires, les services et instances qui assurent une tâche ou remplissent une fonction dans le cadre des fins visées au point a. ;
- c. la Partie Contractante qui transmet les données est tenue de veiller à l'exactitude de celles-ci ; si elle constate, soit de sa propre initiative soit suite à une demande de la personne concernée, que des données incorrectes ou qui n'auraient pas dû être transmises ont été fournies, la ou les Parties Contractantes destinataires doivent en être informées sans délai ; cette dernière ou ces dernières sont tenues de procéder à la correction ou à la destruction des données, ou de mentionner que ces données sont incorrectes ou n'auraient pas dû être transmises ;
- d. une Partie Contractante ne peut invoquer le fait qu'une autre Partie Contractante ait transmis des données incorrectes pour se décharger de la responsabilité qui lui incombe conformément à son droit national, à l'égard d'une personne lésée ; si la Partie Contractante destinataire est tenue à réparation en raison de l'utilisation de données incorrectes transmises, la Partie Contractante qui a transmis les données rembourse intégralement les sommes versées en réparation par la Partie Contractante destinataire ;



e. la transmission et la réception de données à caractère personnel doivent être enregistrées dans le fichier d'où elles proviennent et dans le fichier dans lequel elles sont intégrées ;

f. l'autorité de contrôle commune visée à l'article 115 peut, à la demande d'une des Parties Contractantes, émettre un avis sur les difficultés d'application et d'interprétation du présent article.

4. Le présent article ne s'applique pas à la transmission de données prévue au Titre II, Chapitre 7 et au Titre IV. Le paragraphe 3 ne s'applique pas à la transmission de données prévue au Titre III, Chapitres 2, 3, 4 et 5.

#### Article 127

1. Lorsque des données à caractère personnel sont transmises à une autre Partie Contractante en application des dispositions de la présente Convention, les dispositions de l'article 126 s'appliquent à la transmission des données provenant d'un fichier non automatisé et à leur intégration dans un fichier non automatisé.

2. Lorsque, dans des cas autres que ceux régis par l'article 126 paragraphe 1, ou par le paragraphe 1 du présent article, des données à caractère personnel sont transmises à une autre Partie Contractante en application de la présente Convention, l'article 126 paragraphe 3 à l'exception du point e. est applicable. En outre, les dispositions ci-après s'appliquent :

a. la transmission et la réception de données à caractère personnel sont enregistrées par écrit ; cette obligation ne s'applique pas lorsqu'il n'est pas nécessaire, pour leur utilisation, d'enregistrer les données, en particulier lorsque les données ne sont pas utilisées ou ne sont utilisées que très brièvement ;

b. la Partie Contractante destinataire garantit pour l'utilisation des données transmises un niveau de protection au moins égal à celui que son droit prévoit pour une utilisation de données de nature similaire ;

c. l'accès aux données et les conditions auxquelles il est accordé sont régis par le droit national de la Partie Contractante à laquelle la personne concernée présente sa demande.

3. Le présent article ne s'applique pas à la transmission de données prévue au Titre II, Chapitre 7, au Titre III, Chapitres 2, 3, 4 et 5 et au Titre IV.

#### Article 128

1. La transmission de données à caractère personnel prévue par la présente Convention ne pourra avoir lieu que lorsque les Parties Contractantes concernées par la transmission auront chargé une autorité de contrôle nationale d'exercer un contrôle indépendant sur le respect des dispositions des articles 126 et 127 et des dispositions prises pour leur application, pour le traitement de données à caractère personnel dans des fichiers.

2. Dans la mesure où une Partie Contractante a chargé, conformément à son droit national, une autorité de contrôle d'exercer, dans un ou plusieurs domaines, un contrôle indépendant sur le respect de dispositions en matière de protection des données à caractère personnel non intégrées dans un fichier, cette Partie Contractante charge cette même autorité de surveiller le respect des dispositions du présent Titre dans les domaines en question.

3. Le présent article ne s'applique pas à la transmission de données prévue au Titre II, Chapitre 7 et au Titre III, Chapitres 2, 3, 4, et 6.

#### Article 129

En ce qui concerne la transmission de données à caractère personnel en application du Titre III, Chapitre 1, les Parties Contractantes s'engagent, sans préjudice des dispositions des articles 126 et 127, à réaliser un niveau de protection des données à caractère personnel qui respecte les principes de la Recommandation N (87) 15 du 17 septembre 1987 du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe visant à réglementer l'utilisation des données à caractère personnel dans le secteur de la police. En outre, en ce qui concerne la transmission en application de l'article 46, les dispositions ci-après s'appliquent :

- a. Les données ne peuvent être utilisées par la Partie Contractante destinataire qu'aux seules fins indiquées par la Partie Contractante qui les fournit et dans le respect des conditions imposées par cette Partie Contractante ;
- b. les données ne peuvent être transmises qu'aux seuls services et autorités de police ; la communication des données à d'autres services ne pourra avoir lieu qu'après autorisation préalable de la Partie Contractante qui les fournit ;
- c. sur demande, la Partie Contractante destinataire informe la Partie Contractante qui transmet les données de l'usage qui en a été fait et des résultats obtenus sur la base des données transmises.

#### Article 130

Si des données à caractère personnel sont transmises par l'intermédiaire d'un fonctionnaire de liaison visé à l'article 47 ou à l'article 125, les dispositions du présent Titre ne s'appliquent que lorsque ce fonctionnaire de liaison transmet ces données à la Partie Contractante qui l'a détaché sur le territoire de l'autre Partie Contractante.

## TITRE VII

## Comité Exécutif

## Article 131

1. Un Comité Exécutif est institué pour l'application de la présente Convention.
2. Sans préjudice des compétences particulières qui lui sont attribuées par la présente Convention, le Comité Exécutif a pour mission générale de veiller à l'application correcte de la présente Convention.

## Article 132

1. Chacune des Parties Contractantes dispose d'un siège au sein du Comité Exécutif. Les Parties Contractantes sont représentées au sein du Comité par un Ministre responsable de la mise en oeuvre de la présente Convention ; il peut se faire assister par les experts nécessaires qui pourront participer aux délibérations.
2. Le Comité Exécutif statue à l'unanimité. Il règle son fonctionnement ; à cet égard, il peut prévoir une procédure écrite pour la prise de décisions.
3. A la demande du représentant d'une Partie Contractante, la décision définitive concernant un projet sur lequel le Comité Exécutif a statué peut être reportée à deux mois au maximum après la présentation du projet.
4. Le Comité Exécutif peut créer, en vue de la préparation des décisions ou pour d'autres travaux, des Groupes de travail composés de représentants des administrations des Parties Contractantes.

## Article 133

Le Comité Exécutif se réunit alternativement sur le territoire de chacune des Parties Contractantes. Il se réunit aussi souvent que le nécessitera la bonne exécution de ses tâches.

## T I T R E V I I I

## Dispositions finales

## Article 134

Les dispositions de la présente Convention ne sont applicables que dans la mesure où elles sont compatibles avec le droit communautaire.

## Article 135

Les dispositions de la présente Convention s'appliquent sous réserve des dispositions de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés telle qu'amendée par le Protocole de New York du 31 janvier 1967.

## Article 136

1. Une Partie Contractante qui envisage de mener avec un Etat tiers des négociations relatives aux contrôles frontaliers en informe en temps utile les autres Parties Contractantes.

2. Aucune Partie Contractante ne conclura avec un ou plusieurs Etats tiers des accords portant simplification ou suppression des contrôles aux frontières, sans l'accord préalable des autres Parties Contractantes, sous réserve du droit des Etats membres des Communautés européennes de conclure en commun de tels accords.

3. Les dispositions du paragraphe 2 ne s'appliquent pas aux accords portant sur le petit trafic frontalier dès lors que ces accords respectent les exceptions et modalités établies en vertu de l'article 3, paragraphe 1.

## Article 137

La présente Convention ne peut faire l'objet de réserves, à l'exception de celles mentionnées à l'article 60.

## Article 138

Les dispositions de la présente Convention ne s'appliqueront, pour la République française, qu'au territoire européen de la République française.

Les dispositions de la présente Convention ne s'appliqueront, pour le Royaume des Pays-Bas, qu'au territoire du Royaume situé en Europe.

## Article 139

1. La présente Convention sera soumise à ratification, approbation ou acceptation. Les instruments de ratification, d'approbation ou d'acceptation seront déposés auprès du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg ; celui-ci notifie le dépôt à toutes les Parties Contractantes.
2. La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit le dépôt du dernier instrument de ratification, d'approbation ou d'acceptation. Les dispositions relatives à la création, aux activités et aux compétences du Comité Exécutif s'appliquent dès l'entrée en vigueur de la présente Convention. Les autres dispositions s'appliquent à compter du premier jour du troisième mois suivant l'entrée en vigueur de la présente Convention.
3. Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg notifie la date de l'entrée en vigueur à toutes les Parties Contractantes.

## Article 140

1. Tout Etat membre des Communautés Européennes peut devenir Partie à la présente Convention. L'adhésion fait l'objet d'un accord entre cet Etat et les Parties Contractantes.
2. Cet accord est soumis à ratification, approbation ou acceptation, par l'Etat adhérent et chacune des Parties Contractantes. Il entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit le dépôt du dernier instrument de ratification, d'approbation ou d'acceptation.

## Article 141

1. Toute Partie Contractante peut faire parvenir au depositaire une proposition tendant à modifier la présente Convention. Le depositaire transmet cette proposition aux autres Parties Contractantes. A la demande d'une Partie Contractante, les Parties Contractantes réexaminent les dispositions de la présente Convention si, à leur avis, une situation constitue un changement de caractère fondamental des conditions existant lors de l'entrée en vigueur de la présente Convention.
2. Les Parties Contractantes arrêtent d'un commun accord les modifications à la présente Convention.
3. Les modifications entrent en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date de dépôt du dernier instrument de ratification, d'approbation ou d'acceptation.

## Article 142

1. Lorsque des conventions sont conclues entre les Etats membres des Communautés Européennes en vue de la réalisation d'un espace sans frontières intérieures, les Parties Contractantes conviennent des conditions dans lesquelles les dispositions de la présente Convention sont remplacées ou modifiées en fonction des dispositions correspondantes desdites conventions.

Les Parties Contractantes tiennent compte, à cet effet, de ce que les dispositions de la présente Convention peuvent prévoir une coopération plus poussée que celle qui résulte des dispositions desdites conventions.

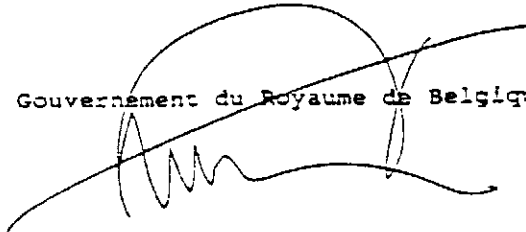
Les dispositions qui sont contraires à celles convenues entre les Etats membres des Communautés européennes sont adaptées en tout état de cause.

2. Les modifications à la présente Convention qui sont jugées nécessaires par les Parties Contractantes sont soumises à ratification, approbation ou acceptation. La disposition de l'article 141 paragraphe 3 est applicable, étant entendu que les modifications n'entreront pas en vigueur avant l'entrée en vigueur desdites conventions entre les Etats membres des Communautés européennes.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont apposé leurs signatures au bas de la présente Convention.

Fait à Schengen, le dix-neuf juin mil neuf cent quatre-vingt-dix, dans les langues allemande, française et néerlandaise, les trois textes faisant également foi, en un exemplaire original qui sera déposé dans les archives du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, qui remettra une copie certifiée conforme à chacune des Parties Contractantes.

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique



Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne



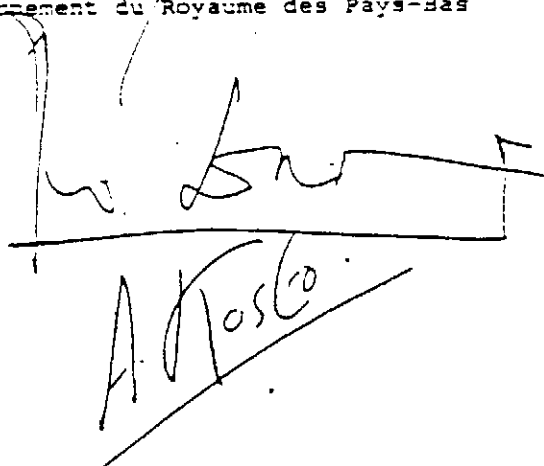
Pour le Gouvernement de la République française



Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg



Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas



A. Mosler

## A C T E F I N A L

Au moment de la signature de la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française, relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, les Parties Contractantes ont adopté les déclarations suivantes :

1. Déclaration commune concernant l'article 139

Les Etats signataires s'informent mutuellement, dès avant l'entrée en vigueur de la Convention, de toutes les circonstances qui revêtent une importance pour les matières visées par la Convention et pour la mise en vigueur de celle-ci.

La Convention ne sera mise en vigueur que lorsque les conditions préalables à l'application de la Convention seront remplies dans les Etats signataires et que les contrôles aux frontières extérieures seront effectifs.

2. Déclaration commune concernant l'article 4

Les Parties Contractantes s'engagent à tout mettre en oeuvre afin de respecter ce délai simultanément et de prévenir tout déficit de sécurité. Avant le 31 décembre 1992, le Comité Exécutif examinera quels progrès auront été réalisés. Le Royaume des Pays-Bas souligne que des difficultés de délai ne sont pas à exclure dans un aéroport déterminé, sans qu'elles ne suscitent pour autant des lacunes de sécurité. Les autres Parties Contractantes tiendront compte de cette situation, sans qu'il ne puisse en découler des difficultés pour le marché intérieur.

En cas de difficultés, le Comité Exécutif examinera les meilleures conditions d'application simultanée de ces mesures dans les aéroports.

3. Déclaration commune concernant l'article 71 paragraphe 2

Pour autant qu'une Partie Contractante déroge au principe visé à l'article 71 paragraphe 2 dans le cadre de sa politique nationale de prévention et de traitement de la dépendance à l'égard des stupéfiants et des substances psychotropes, toutes les Parties Contractantes prennent les mesures administratives et pénales nécessaires afin de prévenir et de réprimer l'importation et l'exportation illicites desdits produits et substances notamment vers le territoire des autres Parties Contractantes.

## 4. Déclaration commune concernant l'article 121

Les Parties Contractantes renoncent, dans le respect du droit communautaire, aux contrôles et à la présentation des certificats phytosanitaires prévus par le droit communautaire pour les végétaux et produits de végétaux

- a. énumérés sous le numéro 1, ou
- b. énumérés sous les numéros 2 à 6 et qui sont originaires de l'une des Parties Contractantes

## 1. Fleurs coupées et parties de plantes pour ornementation de :

Castanea  
Chrysanthemum  
Dendranthema  
Dianthus  
Gladiolus  
Gypsophila  
Prunus  
Quercus  
Rosa  
Salix  
Syringa  
Vitis

## 2. Fruits frais de :

Citrus  
Cydonia  
Malus  
Prunus  
Pyrus

## 3. Bois de :

Castanea  
Quercus

## 4. Milieu de culture constitué en tout ou en partie de terre ou de matières organiques solides telles que parties de végétaux, tourbe et écorces avec humus, sans être toutefois constitués en totalité de tourbe.

## 5. Semences

## 6. Végétaux vivants mentionnés ci-après et figurant sous le code NC énuméré ci-après de la nomenclature douanière publiée au Journal officiel des Communautés européennes du 7.9.1987.



<u>Code NC</u>	<u>Désignation</u>
0601 20 30	Bulbes, oignons, tubercules, racines tubéreuses et rhizomes, en végétation ou en fleur : orchidées, jacinthes, narcisses, tulipes
0601 20 90	Bulbes, oignons, tubercules, racines tubéreuses et rhizomes, en végétation ou en fleur : autres
0602 30 10	Rhododendron simsii (Azalea indica)
0602 99 51	Plantes de plein air : plantes vivaces
0602 99 59	Plantes de plein air : autres
0602 99 91	Plantes d'intérieur : plantes à fleurs en boutons ou en fleur, à l'exception des cactées
0602 99 99	Plantes d'intérieur : autres

5. Déclaration commune concernant les politiques nationales en matière d'asile

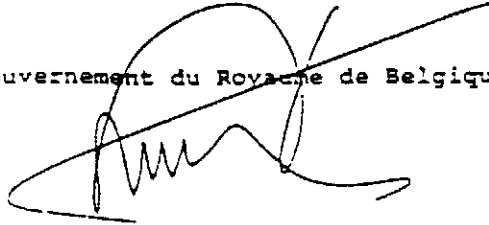
Les Parties Contractantes procéderont à un inventaire des politiques nationales en matière d'asile, en vue d'en rechercher l'harmonisation.

6. Déclaration commune concernant l'article 132

Les Parties Contractantes informent leurs parlements nationaux de la mise en oeuvre de la présente Convention.

Fait à Schengen, le dix-neuf juin mil neuf cent quatre-vingt-dix, dans les langues allemande, française et néerlandaise, les trois textes faisant également foi, en un exemplaire original qui sera déposé dans les archives du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, qui remettra une copie certifiée conforme à chacune des Parties Contractantes.

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique



Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne



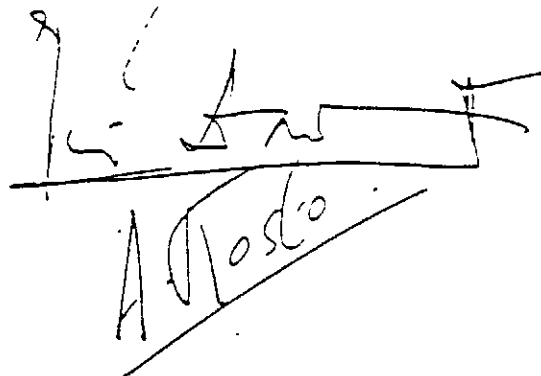
Pour le Gouvernement de la République française



Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg



Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas



A. Bosko

## Procès-verbal

En complément de l'Acte Final de la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union Economique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, les Parties Contractantes ont adopté la déclaration commune suivante et pris note des déclarations unilatérales ci-après, faites en rapport avec ladite Convention :

## I. Déclaration concernant le champ d'application

Les Parties Contractantes constatent : après l'unification des deux Etats allemands, le champ d'application, en droit international, de la Convention s'étendra aussi au territoire actuel de la République démocratique allemande.

## II. Déclarations de la République fédérale d'Allemagne concernant l'interprétation de la Convention

## 1. La Convention est conclue dans la perspective de l'unification des deux Etats allemands.

La République démocratique allemande n'est pas un pays étranger par rapport à la République fédérale d'Allemagne.

L'article 136 n'est pas applicable dans les relations entre la République fédérale d'Allemagne et la République démocratique allemande.

## 2. La présente Convention ne porte pas atteinte au régime convenu dans l'échange de lettres germano-autrichien du 20 août 1984 comportant un allègement des contrôles aux frontières communes pour les ressortissants des deux Etats. Ce régime devra cependant être appliqué compte tenu des impératifs de sécurité et d'immigration des Parties Contractantes de Schengen, de sorte que ces facilités se limitent en pratique aux ressortissants autrichiens.

## III. Déclaration du Royaume de Belgique concernant l'article 67

La procédure qui sera appliquée sur le plan interne pour la reprise de l'exécution d'un jugement étranger ne sera pas celle qui est prévue par la loi belge relative au transfèrement inter-étatique des personnes condamnées, mais une procédure spéciale qui sera déterminée lors de la ratification de la présente Convention.

fait à Schengen, le dix-neuf juin mil neuf cent quatre-vingt-dix, dans les langues allemande, française et néerlandaise, les trois textes faisant également foi, en un exemplaire original qui sera déposé dans les archives du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, qui remettra une copie certifiée conforme à chacune des Parties Contractantes.

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique

Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne

Pour le Gouvernement de la République française

Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas

## D E C L A R A T I O N      C O M M U N E

des Ministres et Secrétaires d'Etat

réunis à Schengen le 19 juin 1990

Les Gouvernements des Parties Contractantes de l'Accord de Schengen entameront ou poursuivront des discussions notamment dans les domaines suivants :

- amélioration et simplification de la pratique en matière d'extradition ;
- amélioration de la coopération en ce qui concerne les poursuites contre les infractions en matière de circulation routière ;
- régime de la reconnaissance réciproque des déchéances du droit de conduire des véhicules à moteur ;
- possibilité d'exécution réciproque des peines d'amendes ;
- établissement de règles concernant la transmission réciproque des poursuites pénales, y compris la possibilité du transfèrement de la personne prévenue vers son pays d'origine ;
- établissement de règles concernant le rapatriement de mineurs qui ont été soustraits illicitement à l'autorité de la personne chargée d'exercer l'autorité parentale ;
- poursuite de la simplification des contrôles dans la circulation commerciale des marchandises.

Fait à Schengen, le dix-neuf juin mil neuf cent quatre-vingt-dix, dans les langues allemande, française et néerlandaise, les trois textes faisant également foi, en un exemplaire original qui sera déposé auprès du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, qui remettra une copie certifiée conforme à chacune des Parties Contractantes.

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique

Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne

Pour le Gouvernement de la République française

Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas

A. H. S. K.

## DECLARATION DES MINISTRES ET SECRETAIRES D'ETAT

Le 19 juin 1990, des représentants des Gouvernements du Royaume de Belgique, de la République fédérale d'Allemagne, de la République française, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas ont signé à Schengen la Convention d'application de l'Accord signé à Schengen le 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes.

A l'occasion de cette signature, ils ont fait la déclaration suivante :

- Les Parties Contractantes estiment que la Convention constitue une étape importante en vue de la réalisation d'un espace sans frontières intérieures et s'en inspirent pour la poursuite des travaux des Etats membres des Communautés européennes.
- Les Ministres et Secrétaires d'Etat, compte tenu des risques en matière de sécurité et d'immigration clandestine, soulignent la nécessité de mettre en place un contrôle efficace aux frontières extérieures selon les principes uniformes prévus à l'article 6. Les Parties Contractantes devront notamment promouvoir l'harmonisation des méthodes de travail pour le contrôle et la surveillance des frontières en vue de la mise en oeuvre de ces principes uniformes.

Le Comité Exécutif examinera par ailleurs toutes les mesures utiles à la mise en place d'un contrôle uniforme et efficace aux frontières extérieures, ainsi que leur application concrète. Ces mesures comprennent les mesures permettant d'attester les conditions d'entrée d'un étranger sur le territoire des Parties Contractantes, l'application des mêmes modalités de refus d'entrée, l'élaboration d'un manuel commun pour les fonctionnaires chargés de la surveillance des frontières et la promotion d'un niveau équivalent de contrôle aux frontières extérieures par des échanges et des visites de travail communes.

A l'occasion de cette signature, ils ont confirmé par ailleurs la décision du Groupe central de Négociation de créer un groupe de travail qui est chargé

- d'informer, dès avant l'entrée en vigueur de la Convention, le Groupe central de Négociation de toutes les circonstances qui revêtent une importance pour les matières visées par la Convention et pour la mise en vigueur de celle-ci, notamment des progrès réalisés en ce qui concerne l'harmonisation des dispositions légales dans le cadre de l'unification des deux Etats allemands,
- de se concerter sur les effets éventuels de cette harmonisation et de ces circonstances sur la mise en oeuvre de la Convention,
- d'élaborer des mesures concrètes dans la perspective de la circulation des étrangers exemptés de l'obligation du visa dès avant l'entrée en vigueur de la Convention et de présenter des propositions aux fins de l'harmonisation des modalités du contrôle des personnes aux futures frontières extérieures.

Das Königreich Belgien, die Bundesrepublik Deutschland, die Französische Republik, das Großherzogtum Luxemburg und das Königreich der Niederlande, nachfolgend Vertragsparteien genannt -

aufbauend auf dem am 14. Juni 1985 in Schengen geschlossenen Übereinkommen über den schrittweisen Abbau der Kontrollen an den gemeinsamen Grenzen,

entschlossen, das in diesem Übereinkommen zum Ausdruck gebrachte Bestreben der Abschaffung der Kontrollen des Personenverkehrs an den gemeinsamen Grenzen und der Erleichterung des Transports und des Warenverkehrs zu verwirklichen,

in der Erwägung, daß der Vertrag zur Gründung der Europäischen Gemeinschaften, ergänzt durch die Einheitliche Europäische Akte, vorsieht, daß der Binnenmarkt einen Raum ohne Binnengrenzen umfaßt,

in der Erwägung, daß der durch die Vertragsparteien angestrebte Zweck mit diesem Ziel übereinstimmt, unbeschadet der Maßnahmen, die zur Anwendung der Bestimmungen dieses Vertrages getroffen werden,

in der Erwägung, daß die Verwirklichung dieses Zieles eine Reihe von geeigneten Maßnahmen und eine enge Zusammenarbeit der Vertragsparteien erfordert -

haben folgendes vereinbart:



## T I T E L I

## Begriffsbestimmungen

## Artikel 1

Im Sinne dieses Übereinkommens bedeutet:

- Binnengrenzen:** die gemeinsamen Landgrenzen der Vertragsparteien sowie ihre Flughäfen für die Binnenflüge und ihre Seehäfen für die regelmäßigen Fährverbindungen ausschließlich von und nach dem Gebiet der Vertragsparteien ohne Fahrtunterbrechung in außerhalb des Gebiets gelegenen Häfen;
- Außengrenzen:** die Land- und Seegrenzen sowie die Flug- und Seehäfen der Vertragsparteien, soweit sie nicht Binnengrenzen sind;
- Binnenflug:** ein Flug ausschließlich von und nach dem Gebiet der Vertragsparteien, ohne Landung auf dem Gebiet eines Drittstaates;
- Drittstaat:** ein Staat, der nicht Vertragspartei ist;
- Drittausländer:** eine Person, die nicht Staatsangehöriger eines der Mitgliedstaaten der Europäischen Gemeinschaften ist;
- Zur Einreiseverweigerung ausgeschriebener Drittausländer:** ein Drittausländer, der gemäß Artikel 96 zur Einreiseverweigerung in dem Schengener Informationssystem ausgeschrieben ist;
- Grenzübergangsstelle:** ein von den zuständigen Behörden für das Überschreiten der Außengrenzen zugelassener Übergang;
- Grenzkontrolle:** an den Grenzen vorgenommene Kontrolle, die unabhängig von jedem anderen Anlaß ausschließlich aufgrund des beabsichtigten Grenzübertritts durchgeführt wird;

- Beförderungsunternehmer:** natürliche oder juristische Person, die gewerblich die Beförderung von Personen auf dem Luft-, See- oder Landweg durchführt;
- Aufenthaltstitel:** jede von einer Vertragspartei ausgestellte Erlaubnis gleich welcher Art, die zum Aufenthalt in deren Hoheitsgebiet berechtigt. Hierzu zählen nicht die befristete Zulassung zum Aufenthalt im Hoheitsgebiet einer der Vertragsparteien im Hinblick auf die Behandlung eines Asylbegehrens oder eines Antrags auf eine Aufenthaltserlaubnis;
- Asylbegehren:** jeder an der Außengrenze oder im Gebiet einer Vertragspartei in Europa schriftlich, mündlich oder auf andere Weise geäußerte Wunsch eines Drittausländers mit dem Ziel, den Flüchtlingsstatus nach der Genfer Konvention vom 28. Juli 1951 über den Flüchtlingsstatus in der Fassung des Protokolls vom 31. Januar 1967 zu erlangen und als solcher ein Aufenthaltsrecht zu genießen;
- Asylbegehrender:** ein Drittausländer, der ein Asylbegehren im Sinne dieses Übereinkommens gestellt hat, über das noch nicht abschließend entschieden ist;
- Behandlung eines Asylbegehrens:** alle Verfahren zur Prüfung und Entscheidung von Asylbegehren sowie alle in Ausführung der endgültigen Entscheidungen getroffenen Maßnahmen, mit Ausnahme der Bestimmung der Vertragspartei, die aufgrund dieses Übereinkommens für die Behandlung des Asylbegehrens zuständig ist.

## T I T E L II

## Abachaffung der Kontrollen an den Binnengrenzen und Personenverkehr

## K A P I T E L 1

## Überschreiten der Binnengrenzen

## Artikel 2

(1) Die Binnengrenzen dürfen an jeder Stelle ohne Personenkontrollen überschritten werden.

(2) Wenn die öffentliche Ordnung oder die nationale Sicherheit es indessen erfordern, kann eine Vertragspartei nach Konsultation der anderen Vertragsparteien beschließen, daß für einen begrenzten Zeitraum an den Binnengrenzen den Umständen entsprechende nationale Grenzkontrollen durchgeführt werden. Verlangen die öffentliche Ordnung oder die nationale Sicherheit ein sofortiges Handeln, so ergreift die betroffene Vertragspartei die erforderlichen Maßnahmen und unterrichtet darüber möglichst frühzeitig die anderen Vertragsparteien.

(3) Die Anwendung von Artikel 20 und die Ausübung der Polizeibefugnisse durch die nach Maßgabe des nationalen Rechts zuständigen Behörden einer Vertragspartei in dem gesamten Hoheitsgebiet dieser Vertragspartei sowie die im Recht dieser Vertragspartei vorgesehenen Verpflichtungen über den Besitz, das Mitführen und das Vorzeigen von Urkunden und Bescheinigungen bleiben von der Abschaffung der Personenkontrollen an den Binnengrenzen unberührt.

(4) Die Warenkontrollen werden nach Maßgabe der einschlägigen Bestimmungen dieses Übereinkommens durchgeführt.

## K A P I T E L 2

## Überschreiten der Außengrenzen

## Artikel 3

(1) Die Außengrenzen dürfen grundsätzlich nur an den Grenzübergangsstellen und während der festgesetzten Verkehrsstunden überschritten werden. Das Nähere sowie die Ausnahmen und die Modalitäten des kleinen Grenzverkehrs und die Vorschriften für bestimmte Sonderkategorien des Seeverkehrs, wie die Vergnügungsschifffahrt und die Küstenfischerei, legt der Exekutivausschuß fest.

(2) Die Vertragsparteien verpflichten sich, das unbefugte Überschreiten der Außengrenzen außerhalb der zugelassenen Grenzübergangsstellen und der festgesetzten Verkehrsstunden mit Sanktionen zu belegen.

#### Artikel 4

(1) Die Vertragsparteien gewährleisten, daß von 1993 an die Reisenden von Flügen aus Drittstaaten, die in Binnenflüge umsteigen, vorher einer Personenkontrolle sowie einer Kontrolle des von ihnen mitgeführten Handgepäcks bei der Einreise im Ankunftsflughafen des Drittlandfluges unterzogen werden. Die Reisenden eines Binnenfluges, die auf einen Flug in ein Drittland umsteigen, unterliegen zuvor den entsprechenden Kontrollen bei der Ausreise im Ausgangsflughafen des Drittlandfluges.

(2) Die Vertragsparteien treffen die erforderlichen Maßnahmen, damit die Kontrollen entsprechend den Vorschriften des Absatzes 1 erfolgen können.

(3) Die Kontrolle des aufgegebenen Reisegepäcks bleibt von den Bestimmungen der Absätze 1 und 2 unberührt; sie findet jeweils im endgültigen Zielflughafen oder im ursprünglichen Abgangsflughafen statt.

(4) Bis zu dem in Absatz 1 vorgesehenen Datum sind die Flughäfen für Binnenflüge in Abweichung von der Definition der Binnengrenzen als Außengrenzen anzusehen.

#### Artikel 5

(1) Für einen Aufenthalt von bis zu drei Monaten kann einem Drittausländer die Einreise in das Hoheitsgebiet der Vertragsparteien gestattet werden, wenn er die nachstehenden Voraussetzungen erfüllt:

- a) Er muß im Besitz eines oder mehrerer gültiger Grenzübertrittspapiere sein, die von dem Exekutiv Ausschuss bestimmt werden.
- b) Er muß, soweit erforderlich, im Besitz eines gültigen Sichtvermerks sein.
- c) Er muß gegebenenfalls die Dokumente vorzeigen, die seinen Aufenthaltsweg und die Umstände seines Aufenthalts belegen, und über ausreichende Mittel zur Bestreitung des Lebensunterhalts sowohl für die Dauer des Aufenthalts als auch für die Rückreise in den Herkunftsstaat oder für die Durchreise in einen Drittstaat, in dem seine Zulassung gewährleistet ist, verfügen oder in der Lage sein, diese Mittel auf legale Weise zu erwerben.
- d) Er darf nicht zur Einreiseverweigerung ausgeschrieben sein.
- e) Er darf keine Gefahr für die öffentliche Ordnung, die nationale Sicherheit oder die internationalen Beziehungen einer der Vertragsparteien darstellen.

(2) Einem Drittausländer, der nicht alle diese Voraussetzungen erfüllt, muß die Einreise in das Hoheitsgebiet der Vertragsparteien verweigert werden, es sei denn, eine Vertragspartei hält es aus humanitären Gründen oder Gründen des nationalen Interesses oder aufgrund internationaler Verpflichtungen für erforderlich, von diesem Grundsatz abzuweichen. In diesen Fällen wird die Zulassung auf das Hoheitsgebiet der betreffenden Vertragspartei beschränkt, die die übrigen Vertragsparteien darüber unterrichten muß.

Die besonderen Bestimmungen des Asylrechts und des Artikels 18 bleiben unberührt.

(3) Einem Drittausländer, der über eine von einer der Vertragsparteien ausgestellte Aufenthaltserlaubnis, einen von einer der Vertragsparteien ausgestellten Rückreisestichtvermerk oder erforderlichenfalls beide Dokumente verfügt, ist die Durchreise zu gestatten, es sei denn, daß er auf der nationalen Ausschreibungsliste der Vertragspartei steht, an deren Außengrenzen er die Einreise begehrt.

#### Artikel 6

(1) Der grenzüberschreitende Verkehr an den Außengrenzen unterliegt der Kontrolle durch die zuständigen Behörden. Diese wird nach einheitlichen Grundsätzen, in nationaler Zuständigkeit, nach Maßgabe des nationalen Rechts und unter Berücksichtigung der Interessen aller Vertragsparteien für das Hoheitsgebiet der Vertragsparteien durchgeführt.

(2) Die einheitlichen Grundsätzen nach Absatz 1 sind:

- a) Die Personenkontrolle umfaßt nicht nur die Überprüfung der Grenzübertrittspapiere und der anderen Voraussetzungen für die Einreise, den Aufenthalt, die Arbeitsaufnahme und die Ausreise, sondern auch die fahndungstechnische Überprüfung sowie die Abwehr von Gefahren für die nationale Sicherheit und die öffentliche Ordnung der Vertragsparteien. Die Kontrollen beziehen sich auch auf die Fahrzeuge der die Grenze überschreitenden Personen und die von ihnen mitgeführten Sachen. Sie werden von jeder Vertragspartei nach Maßgabe ihres nationalen Rechts, insbesondere in bezug auf die Durchsuchung, durchgeführt.
- b) Alle Personen sind zumindest einer solchen Kontrolle zu unterziehen, die die Feststellung ihrer Identität anhand der vorgelegten oder vorgezeigten Reisepapiere ermöglicht.
- c) Drittausländer unterliegen bei der Einreise einer eingehenden Kontrolle im Sinne des Buchstaben a.
- d) Bei der Ausreise finden die Kontrollen statt, die im Interesse aller Vertragsparteien aufgrund des Ausländerrechts und für Zwecke der Fahndung und Abwehr von Gefahren für die nationale Sicherheit und die öffentliche Ordnung der Vertragsparteien geboten sind. Diese Kontrollen erfolgen in jedem Falle bei Drittausländern.
- e) Können solche Kontrollen wegen besonderer Umstände nicht durchgeführt werden, sind Schwerpunkte zu setzen. Dabei hat die Kontrolle des Einreiseverkehrs grundsätzlich Vorrang vor der Kontrolle des Ausreiseverkehrs.

- (3) Die zuständigen Behörden überwachen die Außengrenzen außerhalb der Grenzübergangsstellen, die Grenzübergangsstellen außerhalb der für sie festgesetzten Verkehrsstunden durch Streifen. Diese Überwachung ist in einer Weise durchzuführen, daß kein Anreiz für eine Umgehung der Kontrollen an den Grenzübergangsstellen entsteht. Die Überwachungsmodalitäten sind gegebenenfalls von dem Exekutivausschuß festzulegen.
- (4) Die Vertragsparteien verpflichten sich, geeignete Kräfte in ausreichender Zahl für die Durchführung der Kontrollen und die Überwachung der Außengrenzen zur Verfügung zu stellen.
- (5) Für die Kontrollen an den Außengrenzen gilt ein gleichmäßiger Überwachungsstandard.

## Artikel 7

Zur wirksamen Durchführung der Kontroll- und Überwachungsaufgaben unterstützen die Vertragsparteien einander und pflegen eine enge und ständige Zusammenarbeit. Sie tauschen insbesondere alle wichtigen einschlägigen Informationen mit Ausnahme der personenbezogenen Daten aus, es sei denn, dieses Übereinkommen enthält anderslautende Bestimmungen, stimmen möglichst die an die nachgeordneten Dienststellen ergehenden Weisungen ab und wirken auf eine einheitliche Aus- und Fortbildung des Kontrollpersonals hin. Diese Zusammenarbeit kann in Form eines Austausches von Verbindungsbeamten erfolgen.

## Artikel 8

Der Exekutivausschuß trifft die erforderlichen Entscheidungen über die praktischen Einzelheiten der Durchführung der Kontrollen und der Überwachung der Grenzen.

## K A P I T E L 3

## Sichtvermerke

## Abschnitt 1

## Sichtvermerke für einen kurzfristigen Aufenthalt

## Artikel 9

- (1) Die Vertragsparteien verpflichten sich, eine gemeinsame Politik hinsichtlich des Personenverkehrs, insbesondere in bezug auf die Sichtvermerksregelung zu verfolgen. Hierzu unterstützen sie sich gegenseitig. Die Vertragsparteien verpflichten sich, ihre Sichtvermerkspolitik im Einvernehmen weiter zu harmonisieren.

(2) Gegenüber den Drittstaaten, für deren Staatsangehörige alle Vertragsparteien zum Zeitpunkt der Unterzeichnung dieses Übereinkommens eine gemeinsame Sichtvermerksregelung haben oder später im Einvernehmen einführen, kann diese Sichtvermerksregelung nur im Einvernehmen aller Vertragsparteien geändert werden. Wenn herausragende Gründe der nationalen Politik eine dringende Entscheidung erfordern, kann eine Vertragspartei ausnahmsweise von der gemeinsamen Sichtvermerksregelung gegenüber einem Drittstaat abweichen. Sie hat dabei die übrigen Vertragsparteien vorab zu konsultieren und ihre Interessen bei der Entscheidung und den sich hieraus ergebenden Folgen zu berücksichtigen.

#### Artikel 10

(1) Es wird ein einheitlicher Sichtvermerk eingeführt, der für das Hoheitsgebiet aller Vertragsparteien gültig ist. Dieser Sichtvermerk, dessen Gültigkeitsdauer in Artikel 11 geregelt wird, kann für einen Aufenthalt von bis zu drei Monaten erteilt werden.

(2) Bis zur Schaffung eines solchen Sichtvermerks erkennen die Vertragsparteien die jeweiligen nationalen Sichtvermerke an, soweit diese auf der Grundlage der in im Rahmen der einschlägigen Bestimmungen dieses Kapitels festgelegten gemeinsamen Voraussetzungen und Kriterien erteilt werden.

(3) In Abweichung von den Absätzen 1 und 2 behält sich jede Vertragspartei das Recht vor, die Gültigkeit des Sichtvermerks auf der Grundlage der im Rahmen der einschlägigen Bestimmungen dieses Kapitels festgelegten gemeinsamen Modalitäten räumlich zu beschränken.

#### Artikel 11

(1) Der in Artikel 10 eingeführte Sichtvermerk kann sein:

- a) Ein für eine oder mehrere Einreisen gültiger Sichtvermerk, wobei weder die Dauer eines ununterbrochenen Aufenthalts noch die Gesamtdauer der aufeinander folgenden Aufenthalte vom Datum der ersten Einreise an gerechnet mehr als drei Monate pro Halbjahr betragen dürfen;
- b) ein Durchreisesehtvermerk, der seinen Inhaber berechtigt, ein, zwei oder ausnahmsweise mehrere Male durch das Hoheitsgebiet der Vertragsparteien zu reisen, um sich in das Hoheitsgebiet eines Drittstaates zu begeben, wobei die Dauer einer Durchreise fünf Tage nicht überschreiten darf.

(2) Absatz 1 hindert eine Vertragspartei nicht, im Bedarfsfall innerhalb des betreffenden Halbjahres einen weiteren Sichtvermerk zu erteilen, der räumlich auf ihr Hoheitsgebiet beschränkt ist.

#### Artikel 12

(1) Der in Artikel 10 Absatz 1 eingeführte einheitliche Sichtvermerk wird von den diplomatischen und konsularischen Vertretungen und gegebenenfalls von den gemäß Artikel 17 festgelegten Behörden der Vertragsparteien erteilt.

(2) Für die Erteilung dieses Sichtvermerks ist grundsätzlich die Vertragspartei, zuständig, in deren Hoheitsgebiet das Hauptreiseziel liegt. Kann dieses Ziel nicht bestimmt werden, so obliegt die Ausstellung des Sichtvermerks grundsätzlich der diplomatischen oder konsularischen Vertretung der Vertragspartei der ersten Einreise.

(3) Der Exekutivausschuß legt die Anwendungsmodalitäten und insbesondere die Kriterien zur Bestimmung des Hauptreiseziels fest.

#### Artikel 13

(1) Es darf kein Sichtvermerk in einem abgelaufenen Reisedokument erteilt werden.

(2) Die Gültigkeitsdauer des Reisedokuments muß die des Sichtvermerks überschreiten, wobei die Frist für die Benutzung des Sichtvermerks zu berücksichtigen ist. Sie muß die Rückreise des Drittausländers in seinen Herkunftsstaat oder seine Einreise in einen Drittstaat zulassen.

#### Artikel 14

(1) Es darf kein Sichtvermerk in einem Reisedokument erteilt werden, wenn dieses für keine der Vertragsparteien gültig ist. Ist das Reisedokument lediglich für eine oder mehrere Vertragsparteien gültig, so ist der erteilte Sichtvermerk auf diese Vertragspartei oder diese Vertragsparteien zu beschränken.

(2) Wird das Reisedokument von einer oder mehreren Vertragsparteien nicht als gültig anerkannt, so kann ein Sichtvermerk in Form einer Genehmigung, die als Sichtvermerk gilt, erteilt werden.

#### Artikel 15

Grundsätzlich dürfen Sichtvermerke nach Artikel 10 nur einem Drittausländer erteilt werden, der die in Artikel 5 Absatz 1 Buchstaben a, c, d und e aufgeführten Einreisevoraussetzungen erfüllt.

#### Artikel 16

Hält eine Vertragspartei es für notwendig, aus einem der in Artikel 5 Absatz 2 genannten Gründe von dem in Artikel 15 festgeschriebenen Grundsatz abzuweichen und einem Drittausländer, der nicht sämtliche in Artikel 5 Absatz 1 vorgesehenen Einreisevoraussetzungen erfüllt, einen Sichtvermerk zu erteilen, wird die räumliche Gültigkeit dieses Sichtvermerks auf das Hoheitsgebiet dieser Vertragspartei, die die anderen Vertragsparteien davon benachrichtigen muß, beschränkt.



## Artikel 17

(1) Der Exekutivausschuß legt gemeinsame Regelungen für die Prüfung der Sichtvermerksanträge fest, achtet auf deren richtige Anwendung und paßt sie an neue Situationen und Umstände an.

(2) Der Exekutivausschuß legt darüber hinaus die Fälle fest, in denen die Erteilung eines Sichtvermerks von der Konsultation der zentralen Behörde der betroffenen Vertragspartei und gegebenenfalls von der Konsultation der zentralen Behörden der anderen Vertragsparteien abhängig ist.

(3) Der Exekutivausschuß trifft ferner die erforderlichen Entscheidungen in bezug auf die nachstehenden Punkte:

- a) Sichtvermerksfähige Reisedokumente;
- b) für die Sichtvermerkserteilung zuständige Instanzen;
- c) Voraussetzungen für die Sichtvermerkserteilung an der Grenze;
- d) Form, Inhalt, Gültigkeitsdauer der Sichtvermerke und für ihre Ausstellung einzuziehende Gebühren;
- e) Voraussetzungen für die Verlängerung und Verweigerung der nach Buchstabe c und d erteilten Sichtvermerke unter Berücksichtigung der Interessen aller Vertragsparteien;
- f) Modalitäten der räumlichen Beschränkung des Sichtvermerks;
- g) Grundsätze für die Erstellung einer gemeinsamen Liste von zur Einreiseverweigerung ausgeschriebenen Drittausländern, unbeschadet des Artikels 96.

## Abschnitt 2

## Sichtvermerke für einen längerfristigen Aufenthalt

## Artikel 18

Die Sichtvermerke für einen Aufenthalt von mehr als drei Monaten sind nationale Sichtvermerke, die von jeder Vertragspartei nach Maßgabe ihres nationalen Rechts erteilt werden. Ein solcher Sichtvermerk berechtigt den Inhaber, durch das Hoheitsgebiet der anderen Vertragsparteien zu reisen, um sich in das Hoheitsgebiet der Vertragspartei zu begeben, die den Sichtvermerk ausgestellt hat, es sei denn, er erfüllt die in Artikel 5 Absatz 1 Buchstaben a, d und e aufgeführten Einreisevoraussetzungen nicht oder er steht auf der nationalen Ausschreibungsliste der Vertragspartei, durch deren Hoheitsgebiet die Durchreise begehrt wird.

## Κ Α Π Ι Τ Ε Λ 4

## Voraussetzungen für den Reiseverkehr von Drittausländern

## Artikel 19

(1) Drittausländer, die Inhaber eines einheitlichen Sichtvermerks sind und rechtmäßig in das Hoheitsgebiet einer der Vertragsparteien eingereist sind, können sich während der Gültigkeitsdauer des Sichtvermerks und soweit sie die in Artikel 5 Absatz 1 Buchstaben a, c, d und e aufgeführten Einreisevoraussetzungen erfüllen, frei in dem Hoheitsgebiet aller Vertragsparteien bewegen.

(2) Bis zur Schaffung des einheitlichen Sichtvermerks können sich Drittausländer, die Inhaber eines von einer dieser Vertragsparteien ausgestellten Sichtvermerks sind und rechtmäßig in das Hoheitsgebiet einer dieser Vertragsparteien eingereist sind, während der Gültigkeitsdauer des Sichtvermerks, jedoch höchstens bis zu drei Monaten vom Datum der ersten Einreise an und soweit sie die in Artikel 5 Absatz 1 Buchstaben a, c, d und e aufgeführten Einreisevoraussetzungen erfüllen, frei in dem Hoheitsgebiet aller Vertragsparteien bewegen.

(3) Absätze 1 und 2 finden keine Anwendung auf Sichtvermerke, deren Gültigkeit nach Maßgabe der Bestimmungen des Kapitels 3 dieses Titels räumlich beschränkt ist.

(4) Die Bestimmungen dieses Artikels gelten unbeschadet des Artikels 22.

## Artikel 20

(1) Sichtvermerksfreie Drittausländer können sich in dem Hoheitsgebiet der Vertragsparteien frei bewegen, höchstens jedoch drei Monate innerhalb einer Frist von sechs Monaten von dem Datum der ersten Einreise an und soweit sie die in Artikel 5 Absatz 1 Buchstaben a, c, d und e aufgeführten Einreisevoraussetzungen erfüllen.

(2) Absatz 1 berührt nicht das Recht jeder Vertragspartei, den Aufenthalt eines Drittausländers in ihrem Hoheitsgebiet in Ausnahmefällen oder in Anwendung der Bestimmungen eines bilateralen Abkommens, das bereits vor dem Inkrafttreten dieses Übereinkommens zustandegekommen ist, über drei Monate hinaus zu verlängern.

(3) Die Bestimmungen dieses Artikels gelten unbeschadet des Artikels 22.

## Artikel 21

(1) Drittausländer, die Inhaber eines gültigen, von einer der Vertragsparteien ausgestellten Aufenthaltstitels sind, können sich aufgrund dieses Dokuments und eines gültigen Reisedokuments höchstens bis zu drei Monaten frei im Hoheitsgebiet der anderen Vertragsparteien bewegen, soweit sie die in Artikel 5 Absatz 1 Buchstaben a, c und e aufgeführten Einreisevoraussetzungen erfüllen und nicht auf der nationalen Ausschreibungsliste der betroffenen Vertragspartei stehen.

(2) Das gleiche gilt für Drittausländer, die Inhaber eines von einer der Vertragsparteien ausgestellten vorläufigen Aufenthaltstitels und eines von dieser Vertragspartei ausgestellten Reisedokuments sind.

(3) Die Vertragsparteien übermitteln dem Exekutivausschuß die Liste der Dokumente, die sie als Aufenthaltserlaubnis oder vorläufigen Aufenthaltstitel und als Reisedokument im Sinne dieses Artikels ausstellen.

(4) Die Bestimmungen dieses Artikels gelten unbeschadet des Artikels 20.

## Artikel 22

(1) Drittausländer, die rechtmäßig in das Hoheitsgebiet einer der Vertragsparteien eingereist sind, sind verpflichtet, unter den Voraussetzungen, die von jeder Vertragspartei festgelegt werden, sich bei den zuständigen Behörden der Vertragspartei zu melden, in deren Hoheitsgebiet sie einreisen. Die Anzeige kann nach Wahl jeder Vertragspartei entweder bei der Einreise oder, innerhalb einer Frist von drei Arbeitstagen von dem Einreisedatum an, im Landesinnern erfolgen.

(2) Drittausländer, die im Hoheitsgebiet einer Vertragspartei ansässig sind und sich in das Hoheitsgebiet einer anderen Vertragspartei begeben, unterliegen der Meldepflicht nach Absatz 1.

(3) Die Ausnahmen von Absatz 1 und 2 werden von jeder Vertragspartei festgelegt und dem Exekutivausschuß mitgeteilt.

## Artikel 23

(1) Der Drittausländer, der die im Hoheitsgebiet einer der Vertragsparteien geltenden Voraussetzungen für einen kurzen Aufenthalt nicht oder nicht mehr erfüllt, hat grundsätzlich unverzüglich das Hoheitsgebiet der Vertragsparteien zu verlassen.

(2) Verfügt der Drittausländer über eine von einer anderen Vertragspartei ausgestellte gültige Aufenthaltserlaubnis oder über einen von einer anderen Vertragspartei ausgestellten vorläufigen Aufenthaltstitel, so hat er sich unverzüglich in das Hoheitsgebiet dieser Vertragspartei zu begeben.

(3) Soweit die freiwillige Ausreise eines solchen Drittausländers nicht erfolgt oder angenommen werden kann, daß diese Ausreise nicht erfolgen wird, oder soweit die sofortige Ausreise des Drittausländers aus Gründen der nationalen Sicherheit oder der öffentlichen Ordnung geboten ist, muß der Drittausländer nach Maßgabe des nationalen Rechts aus dem Hoheitsgebiet der Vertragspartei abgeschoben werden, in dem er aufgegriffen wurde. Ist die Abschiebung nach nationalem Recht nicht zulässig, so kann die betroffene Vertragspartei dem Drittausländer den Aufenthalt in ihrem Hoheitsgebiet gestatten.

(4) Der betroffene Drittausländer kann in seinen Herkunftsstaat oder in einen anderen Staat, in dem seine Zulassung insbesondere nach Maßgabe der einschlägigen Bestimmungen der zwischen den Vertragsparteien geschlossenen Rückübernahmeabkommen möglich ist, abgeschoben werden.

(5) Die nationalen asylrechtlichen Bestimmungen, die Bestimmungen der Genfer Konvention vom 28. Juli 1951 über den Flüchtlingsstatus in der Fassung des Protokolls von New York vom 31. Januar 1967, sowie Absatz 2 dieses Artikels und Artikel 33 Absatz 1 dieses Übereinkommens bleiben von den Bestimmungen des Absatzes 4 unberührt.

#### Artikel 24

Vorbehaltlich der durch den Exekutivausschuß zu bestimmenden geeigneten praktischen Kriterien und Modalitäten gleichen die Vertragsparteien die finanziellen Ungleichgewichte, die infolge der in Artikel 23 vorgesehenen Abschiebungsverpflichtung entstehen, untereinander aus, wenn diese Abschiebung nicht auf Kosten des Drittausländers vorgenommen werden kann.

### K A P I T E L 5

#### Aufenthaltstitel und Ausschreibung zur Einreiseverweigerung

#### Artikel 25

(1) Beabsichtigt eine Vertragspartei, einem zur Einreiseverweigerung ausgeschriebenen Drittausländer einen Aufenthaltstitel zu erteilen, so konsultiert sie vorab die ausschreibende Vertragspartei und berücksichtigt deren Interessen; der Aufenthaltstitel wird nur bei Vorliegen von gewichtigen Gründen erteilt, insbesondere wegen humanitärer Erwägungen oder infolge internationaler Verpflichtungen.

Wird der Aufenthaltstitel erteilt, so zieht die ausschreibende Vertragspartei die Ausschreibung zurück, wobei es ihr unbenommen bleibt, den betroffenen Drittausländer in die nationale Ausschreibungsliste aufzunehmen.

(2) Stellt sich heraus, daß der Drittausländer, der über einen von einer der Vertragsparteien erteilten gültigen Aufenthaltstitel verfügt, zum Zwecke der Einreiseverweigerung ausgeschrieben ist, konsultiert die ausschreibende Vertragspartei die Vertragspartei, die den Aufenthaltstitel erteilt hat, um zu prüfen, ob ausreichende Gründe für die Einziehung des Aufenthaltstitels vorliegen.

Wird der Aufenthaltstitel nicht eingezogen, so zieht die ausschreibende Vertragspartei die Ausschreibung zurück, wobei es ihr unbenommen bleibt, den betroffenen Drittausländer in die nationale Ausschreibungsliste aufzunehmen.

## K A P I T E L 6

### Weitere Maßnahmen

#### Artikel 26

(1) Vorbehaltlich der Verpflichtungen, die sich aus der Genfer Konvention vom 28. Juli 1951 über den Flüchtlingsstatus in der Fassung des Protokolls von New York vom 31. Januar 1967 ergeben, verpflichten sich die Vertragsparteien, die nachstehenden Regelungen in ihre nationalen Rechtsvorschriften aufzunehmen:

a) Wird einem Drittausländer die Einreise in das Hoheitsgebiet einer der Vertragsparteien verweigert, so ist der Beförderungsunternehmer, der ihn auf dem Luft-, See- oder Landweg bis an die Außengrenze gebracht hat, verpflichtet, ihn unverzüglich zurückzunehmen. Auf Verlangen der Grenzüberwachungsbehörden hat der Beförderungsunternehmer den Drittausländer in den Drittstaat, aus dem er befördert wurde, in den Drittstaat, der das Reisedokument ausgestellt hat, mit dem er gereist ist, oder in jeden anderen Drittstaat, in dem seine Zulassung gewährleistet ist, zu verbringen.

b) Der Beförderungsunternehmer ist verpflichtet, alle erforderlichen Maßnahmen zu treffen, um sich zu vergewissern, daß der auf dem Luft- oder Seeweg beförderte Drittausländer über die für die Einreise in das Hoheitsgebiet der Vertragsparteien erforderlichen Reisedokumente verfügt.

(2) Vorbehaltlich der Verpflichtungen, die sich aus der Genfer Konvention vom 28. Juli 1951 über den Flüchtlingsstatus in der Fassung des Protokolls von New York vom 31. Januar 1967 ergeben, verpflichten sich die Vertragsparteien, unter Berücksichtigung ihres Verfassungsrechts Sanktionen gegen Beförderungsunternehmer einzuführen, die Drittausländer, welche nicht über die erforderlichen Reisedokumente verfügen, auf dem Luft- oder Seeweg aus einem Drittstaat in ihr Hoheitsgebiet verbringen.

(3) Die Absätze 1 Buchstabe b und 2 finden auf Beförderungsunternehmer Anwendung, die im internationalen Linienverkehr Gruppen von Personen in Autobussen befördern, mit Ausnahme des Grenzverkehrs.

## Artikel 27

(1) Die Vertragsparteien verpflichten sich, angemessene Sanktionen gegen jede Person vorzusehen, die zu Erwerbszwecken einem Drittausländer hilft oder zu helfen versucht, in das Hoheitsgebiet einer der Vertragsparteien unter Verletzung ihrer Rechtsvorschriften in bezug auf die Einreise und den Aufenthalt von Drittausländern einzureisen oder sich dort aufzuhalten.

(2) Erlangt eine Vertragspartei Kenntnis von Handlungen nach Absatz 1, die das Recht einer anderen Vertragspartei verletzen, unterrichtet sie diese davon.

(3) Die Vertragspartei, die wegen Verletzung ihres eigenen Rechts eine andere Vertragspartei ersucht, Handlungen nach Absatz 1 zu verfolgen, muß durch eine amtliche Anzeige oder durch eine Bescheinigung der zuständigen Behörden begründen, welche ihrer Rechtsbestimmungen verletzt worden sind.

## Κ Α Π Ι Τ Ε Λ 7

## Zuständigkeit für die Behandlung von Asylbegehren

## Artikel 28

Die Vertragsparteien bekräftigen ihre Verpflichtungen aus der Genfer Konvention vom 28. Juli 1951 über den Flüchtlingsstatus in der Fassung des Protokolls von New York vom 31. Januar 1967, wobei die Anwendung dieser Instrumente keiner geographischen Beschränkung unterliegt, sowie ihre Zusage, mit den Dienststellen des Hohen Flüchtlingskommissars der Vereinten Nationen bei der Anwendung dieser Instrumente zusammenzuarbeiten.

## Artikel 29

(1) Die Vertragsparteien verpflichten sich, jedes Asylbegehren, das von einem Drittausländer in dem Hoheitsgebiet einer der Vertragsparteien gestellt wird, zu behandeln.

(2) Diese Verpflichtung führt nicht dazu, daß in allen Fällen dem Asylbegehrenden die Einreise in das Hoheitsgebiet der betreffenden Vertragspartei gewährt werden muß oder er sich dort aufhalten kann.

Jede Vertragspartei behält sich das Recht vor, einen Asylbegehrenden nach Maßgabe ihres nationalen Rechts und unter Berücksichtigung ihrer internationalen Verpflichtungen in einen Drittstaat zurück- oder auszuweisen.

(3) Unabhängig davon, an welche Vertragspartei der Drittausländer sein Asylbegehren richtet, ist nur eine einzige Vertragspartei für die Behandlung des Asylbegehrens zuständig. Diese Vertragspartei wird nach den in Artikel 30 niedergelegten Kriterien bestimmt.

(4) Unbeschadet des Absatzes 3 behält jede Vertragspartei das Recht, bei Vorliegen besonderer Gründe, insbesondere des nationalen Rechts, ein Asylbegehren auch dann zu behandeln, wenn die Zuständigkeit aufgrund dieses Übereinkommens bei einer anderen Vertragspartei liegt.

\*Artikel 30

(1) Die für die Behandlung eines Asylbegehrens zuständige Vertragspartei wird folgendermaßen bestimmt:

- a) Hat eine Vertragspartei dem Asylbegehrenden einen Sichtvermerk gleich welcher Art oder eine Aufenthaltserlaubnis erteilt, so ist diese Vertragspartei für die Behandlung des Asylbegehrens zuständig. Ist der Sichtvermerk aufgrund einer Genehmigung einer anderen Vertragspartei ausgestellt worden, so ist die Vertragspartei zuständig, die die Genehmigung erteilt hat.
- b) Haben mehrere Vertragsparteien dem Asylbegehrenden einen Sichtvermerk gleich welcher Art oder eine Aufenthaltserlaubnis erteilt, so ist die Vertragspartei zuständig, deren Sichtvermerk oder Aufenthaltserlaubnis zuletzt erteilt wurde.
- c) Solange ein Asylbegehrender das Hoheitsgebiet der Vertragsparteien nicht verlassen hat, bleibt die nach den Buchstaben a und b begründete Zuständigkeit auch dann bestehen, wenn die Gültigkeitsdauer des Sichtvermerks gleich welcher Art oder der Aufenthaltserlaubnis abgelaufen ist. Hat der Asylbegehrende nach Erteilung des Sichtvermerks oder der Aufenthaltserlaubnis das Hoheitsgebiet der Vertragsparteien verlassen, so begründen diese Dokumente eine Zuständigkeit nach den Buchstaben a und b, es sei denn, es zeigt sich, daß sie inzwischen aufgrund des nationalen Rechts ungültig geworden sind.
- d) Ist der Asylbegehrende durch die Vertragsparteien von der Sichtvermerkspflicht befreit, so ist die Vertragspartei zuständig, über deren Außengrenze der Asylbegehrende in das Hoheitsgebiet der Vertragsparteien eingereist ist.

Solange die Sichtvermerkspolitik noch nicht völlig harmonisiert ist und der Asylbegehrende nur durch bestimmte Vertragsparteien von der Sichtvermerkspflicht befreit ist, ist die Vertragspartei, über deren Außengrenze der Asylbegehrende sichtvermerksfrei in das Hoheitsgebiet der Vertragsparteien eingereist ist, unbeschadet der Buchstaben a bis c zuständig.

Wird das Asylbegehren an eine Vertragspartei gerichtet, die dem Asylbegehrenden einen Durchreisesehtvermerk erteilt hat - unabhängig davon, ob dieser die Paßkontrolle passiert hat oder nicht -, und wurde dieser Durchreisesehtvermerk erteilt, nachdem sich der Durchreisestaat bei den konsularischen oder diplomatischen Vertretungen der Bestimmungsvertragspartei vergewissert hat, daß der Asylbegehrende die Voraussetzungen für die Einreise in den Bestimmungsstaat erfüllt, ist die Bestimmungsvertragspartei für die Behandlung des Asylbegehrens zuständig.

- e) Ist der Asylbegehrende in das Hoheitsgebiet der Vertragsparteien eingereist, ohne im Besitz eines oder mehrerer gültiger Grenzübertrittspapiere zu sein, die von dem Exekutivausschuß bestimmt werden, so ist die Vertragspartei zuständig, über deren Außengrenze der Asylbegehrende eingereist ist.
- f) Stellt ein Drittausländer, dessen Asylbegehren bereits von einer Vertragspartei behandelt wird, ein weiteres Asylbegehren, so ist die Vertragspartei zuständig, bei der das Asylverfahren anhängig ist.
- g) Stellt ein Drittausländer, dessen früheres Asylbegehren von einer der Vertragsparteien bereits abschließend behandelt worden ist, ein neues Asylbegehren, so ist die Vertragspartei, bei der das frühere Asylbegehren behandelt worden ist, zuständig, wenn der Asylbegehrende das Hoheitsgebiet der Vertragsparteien nicht verlassen hat.

(2) Hat eine Vertragspartei die Behandlung eines Asylbegehrens nach Artikel 29 Absatz 4 übernommen, so ist die aufgrund des Absatzes 1 dieses Artikels zuständige Vertragspartei von ihrer Verpflichtung befreit.

(3) Kann die zuständige Vertragspartei nicht aufgrund der in den Absätzen 1 und 2 aufgeführten Kriterien bestimmt werden, ist die Vertragspartei zuständig, in deren Hoheitsgebiet das Asylbegehren gestellt worden ist.

#### Artikel 31

(1) Die Vertragsparteien sind bestrebt, möglichst schnell zu klären, welche von ihnen für die Behandlung eines Asylbegehrens zuständig ist.

(2) Wird ein Asylbegehren an eine Vertragspartei gerichtet, die aufgrund des Artikels 30 nicht zuständig ist, und hält der Drittausländer sich in deren Hoheitsgebiet auf, so kann diese Vertragspartei die zuständige Vertragspartei ersuchen, den Asylbegehrenden zur Behandlung des Asylbegehrens zu übernehmen.

(3) Die zuständige Vertragspartei ist verpflichtet, den Asylbegehrenden nach Absatz 2 zu übernehmen, wenn das Ersuchen innerhalb von sechs Monaten nach Stellung des Asylbegehrens erfolgt. Erfolgt das Ersuchen nicht innerhalb dieser Frist, ist die Vertragspartei, an die das Asylbegehren gerichtet worden ist, für die Behandlung des Asylbegehrens zuständig.

#### Artikel 32

Die Behandlung des Asylbegehrens erfolgt nach Maßgabe des nationalen Rechts der zuständigen Vertragspartei.



## Artikel 33

(1) Hält der Asylbegehrende sich während der Dauer des Asylverfahrens unrechtmäßig im Hoheitsgebiet einer anderen Vertragspartei auf, so ist die zuständige Vertragspartei zur Rückübernahme verpflichtet.

(2) Absatz 1 findet keine Anwendung, wenn die andere Vertragspartei dem Asylbegehrenden eine Aufenthaltserlaubnis mit einer Gültigkeitsdauer von einem Jahr oder länger erteilt hat. In diesem Fall geht die Zuständigkeit für die Prüfung des Asylbegehrens auf die andere Vertragspartei über.

## Artikel 34

(1) Die zuständige Vertragspartei ist verpflichtet, einen Drittausländer, dessen Asylbegehren endgültig negativ abgeschlossen ist und der sich in das Hoheitsgebiet einer anderen Vertragspartei begeben hat, ohne dort zum Aufenthalt berechtigt zu sein, zurückzunehmen.

(2) Absatz 1 findet keine Anwendung, wenn die zuständige Vertragspartei die Ausweisung des Drittausländers aus dem Hoheitsgebiet der Vertragsparteien durchgesetzt hatte.

## Artikel 35

(1) Die Vertragspartei, die einem Drittausländer den Flüchtlingsstatus zuerkennt und den Aufenthalt gewährt hat, ist verpflichtet, sofern die Betroffenen dem zustimmen, die Zuständigkeit für die Behandlung des Asylbegehrens eines Familienangehörigen zu übernehmen.

(2) Als Familienangehörige nach Absatz 1 gelten der Ehegatte oder das ledige Kind unter achtzehn Jahren des Flüchtlings, oder, wenn der Flüchtling ein lediges Kind unter achtzehn Jahren ist, dessen Vater oder Mutter.

## Artikel 36

Jede für die Behandlung des Asylbegehrens zuständige Vertragspartei kann bei Vorliegen humanitärer, insbesondere familiärer oder kultureller Gründe eine andere Vertragspartei um die Übernahme der Zuständigkeit bitten, sofern der Asylbegehrende dies wünscht. Es liegt im Ermessen der ersuchten Vertragspartei, ob sie diesem Ersuchen stattgibt.

## Artikel 37

(1) Die zuständigen Behörden der Vertragsparteien unterrichten sich gegenseitig möglichst frühzeitig über

- a) neue Regelungen oder Maßnahmen auf dem Gebiet des Asylrechts oder der Behandlung von Asylbegehrenden, spätestens mit deren Inkrafttreten;
- b) statistische Daten über den monatlichen Zugang von Asylbegehrenden unter Angabe der Hauptherkunftsstaaten und die in bezug auf Asylbegehren ergangenen Entscheidungen, soweit sie vorhanden sind;
- c) Auftreten oder eine erhebliche Zunahme bestimmter Gruppen von Asylbegehrenden und die hierzu vorliegenden Erkenntnisse;
- d) grundlegende Entscheidungen auf dem Gebiet des Asylrechts.

(2) Die Vertragsparteien gewährleisten darüber hinaus eine enge Zusammenarbeit bei der Informationsgewinnung über die Lage in den Herkunftsstaaten der Asylbegehrenden mit dem Ziel einer gemeinsamen Beurteilung.

(3) Hinweise einer Vertragspartei zur vertraulichen Behandlung der von ihr erteilten Informationen sind von den anderen Vertragsparteien zu beachten.

#### Artikel 36

(1) Jede Vertragspartei übermittelt jeder anderen Vertragspartei auf deren Ersuchen vorliegende Daten zu einzelnen Asylbegehrenden, die erforderlich sind, um:

- die für die Behandlung des Asylbegehrens zuständige Vertragspartei zu bestimmen;
- die Behandlung des Asylbegehrens vorzunehmen;
- den Verpflichtungen aus diesem Kapitel nachkommen zu können.

(2) Diese Daten beziehen sich ausschließlich auf:

- a) Identität (Name, Vorname, gegebenenfalls früherer Name, Beinamen oder Decknamen, Geburtsdatum, Geburtsort, derzeitige und frühere Staatsangehörigkeit des Asylbegehrenden und, gegebenenfalls, seiner Familienangehörigen).
- b) Ausweispapiere und Reisepapiere (Nummer, Gültigkeitsdauer, Ort und Datum der Ausstellung, ausstellende Behörde, usw.);
- c) sonstige zur Identifizierung erforderlichen Angaben;
- d) die Aufenthaltsorte und Reisewege;
- e) die von einer Vertragspartei erteilten Aufenthaltstitel oder Sichtvermerke;
- f) Ort der Einreichung des Asylbegehrens;
- g) gegebenenfalls das Datum der Einreichung eines früheren Asylbegehrens, das Datum der Einreichung des gegenwärtigen Asylbegehrens, den Verfahrensstand und gegebenenfalls den Entscheidungstermin.

(3) Außerdem kann eine Vertragspartei eine andere Vertragspartei ersuchen, ihr die Gründe, die der Asylbegehrende zur Unterstützung seines Begehrens angeführt hat, und gegebenenfalls die ihn betreffenden Entscheidungsgründe mitzuteilen. Die ersuchte Vertragspartei beurteilt, ob sie diesem Ersuchen Folge leisten kann. Die Übermittlung dieser Daten ist in jedem Fall von der Einverständniserklärung des Asylbegehrenden abhängig.

(4) Der Datenaustausch erfolgt auf Antrag einer Vertragspartei und kann nur zwischen den Behörden stattfinden, die von jeder Vertragspartei dem Exekutivausschuß mitgeteilt werden.

(5) Die übermittelten Daten dürfen nur für die in Absatz 1 vorgesehenen Zwecke genutzt werden. Diese Daten dürfen nur den Behörden und Gerichten übermittelt werden, die beauftragt sind:

- die für die Behandlung des Asylbegehrens zuständige Vertragspartei zu bestimmen;
- die Behandlung des Asylbegehrens vorzunehmen;
- die Verpflichtungen aus diesem Kapitel durchzuführen.

(6) Die übermittelnde Vertragspartei achtet auf die Richtigkeit und die Aktualität der Daten.

Stellt sich heraus, daß diese Vertragspartei unrichtige Daten oder Daten, die nicht hätten übermittelt werden dürfen, übermittelt hat, so werden die Bestimmungsvertragsparteien unverzüglich davon unterrichtet. Diese sind verpflichtet, die Daten zu berichtigen oder zu vernichten.

(7) Der Asylbegehrende hat das Recht, daß ihm auf seinen Antrag die seine Person betreffenden Daten mitgeteilt werden, so lange diese verfügbar sind.

Stellt er fest, daß diese Daten unrichtig sind oder sie nicht hätten übermittelt werden dürfen, so hat er das Recht, deren Berichtigung oder Vernichtung zu verlangen. Die Ausübung dieses Rechts erfolgt nach Maßgabe des Absatzes 6.

(8) Jede Vertragspartei ist verpflichtet, die Übermittlung und den Empfang von personenbezogenen Daten aktenkundig zu machen.

(9) Diese Daten werden nur so lange aufbewahrt, wie dies zur Erreichung des Übermittlungszweckes erforderlich ist. Die Erforderlichkeit der Aufbewahrung ist von der betroffenen Vertragspartei zum geeigneten Zeitpunkt zu prüfen.

(10) Die übermittelten Daten genießen auf jeden Fall zumindest den Schutz, der aufgrund des Rechts der empfangenden Vertragspartei für Daten gleicher Art gilt.

(11) Werden die Daten nicht automatisch, sondern auf eine sonstige Weise verarbeitet, so treffen die Vertragsparteien die geeigneten Maßnahmen, um die Einhaltung der Vorschriften dieses Artikels durch eine wirksame Kontrolle zu gewährleisten. Hat eine Vertragspartei eine Kontrollstelle der in Absatz 12 erwähnten Art, kann sie ihr die Kontrolle übertragen.

(12) Wünschen eine oder mehrere Vertragsparteien die in den Absätzen 2 und 3 aufgeführten Daten ganz oder teilweise zu speichern, so ist dies nur zulässig, soweit die betreffenden Vertragsparteien Rechtsvorschriften für diese Datenverarbeitung erlassen haben, die die Verwirklichung der Grundsätze des Übereinkommens des Europarates über den Schutz des Menschen bei der automatischen Verarbeitung personenbezogener Daten vom 28. Januar 1981 gewährleisten und sie ein geeignetes Gremium mit der unabhängigen Kontrolle der Verarbeitung und Verwendung der nach diesem Übereinkommen übermittelten Daten beauftragt haben.

### T I T E L III

#### Polizei und Sicherheit

#### K A P I T E L 1

#### Polizeiliche Zusammenarbeit

#### Artikel 39

(1) Die Vertragsparteien verpflichten sich, daß ihre Polizeidienste sich untereinander nach Maßgabe des nationalen Rechts und ihrer jeweiligen Zuständigkeit im Interesse der vorbeugenden Bekämpfung und der Aufklärung von strafbaren Handlungen Hilfe leisten, sofern ein Ersuchen oder dessen Erledigung nach nationalem Recht nicht den Justizbehörden vorbehalten ist und die Erledigung des Ersuchens die Ergreifung von Zwangsmaßnahmen durch die ersuchte Vertragspartei nicht erfordert. Ist die ersuchte Polizeibehörde für die Erledigung nicht zuständig, so leitet sie das Ersuchen an die zuständige Behörde weiter.

(2) Schriftliche Informationen, die von der ersuchten Vertragspartei nach Absatz 1 übermittelt werden, können nur mit Zustimmung der zuständigen Justizbehörde dieser Vertragspartei von der ersuchenden Vertragspartei als Beweismittel in einem Strafverfahren benutzt werden.

(3) Ersuchen um Hilfe nach Absatz 1 und die Antworten können zwischen den von den Vertragsparteien mit der grenzüberschreitenden polizeilichen Zusammenarbeit beauftragten zentralen Stellen übermittelt und auf demselben Weg zurückgesandt werden. In Fällen, in denen das Ersuchen nicht rechtzeitig über diesen Geschäftsweg gestellt werden kann, können Ersuchen von den Polizeibehörden der ersuchenden Vertragspartei unmittelbar den zuständigen Behörden der ersuchten Vertragspartei übermittelt und von diesen unmittelbar beantwortet werden. In diesen Fällen unterrichtet die ersuchende Polizeibehörde unverzüglich die von der ersuchten Vertragspartei mit der grenzüberschreitenden polizeilichen Zusammenarbeit beauftragte zentrale Stelle über das direkte Ersuchen.

(4) Die Zusammenarbeit in den Grenzgebieten kann in Vereinbarungen zwischen den zuständigen Ministern der Vertragsparteien geregelt werden.

(5) Weitergehende bestehende und künftige bilaterale Abkommen zwischen zwei Vertragsparteien, die eine gemeinsame Grenze haben, bleiben von den Bestimmungen dieses Artikels unberührt. Die Vertragsparteien unterrichten einander über diese Abkommen.

## Artikel 40

(1) Beamte einer Vertragspartei, die im Rahmen eines Ermittlungsverfahrens in ihrem Land eine Person observieren, die im Verdacht steht, an einer auslieferungsfähigen Straftat beteiligt zu sein, sind befugt, die Observation auf dem Hoheitsgebiet einer anderen Vertragspartei fortzusetzen, wenn diese der grenzüberschreitenden Observation auf der Grundlage eines zuvor gestellten Rechtshilfeersuchens zugestimmt hat. Die Zustimmung kann mit Auflagen verbunden werden.

Auf Verlangen ist die Observation an die Beamten der Vertragspartei, auf deren Hoheitsgebiet die Observation stattfindet, zu übergeben.

Das Rechtshilfeersuchen nach Satz 1 ist an die durch jede der Vertragsparteien bezeichnete Behörde zu richten, die befugt ist, die erbetene Zustimmung zu erteilen oder zu übermitteln.

(2) Kann wegen der besonderen Dringlichkeit der Angelegenheit eine vorherige Zustimmung der anderen Vertragspartei nicht beantragt werden, dürfen die Beamten die Observation einer Person, die im Verdacht steht, an einer der in Absatz 7 aufgeführten Straftaten beteiligt zu sein, unter folgenden Voraussetzungen über die Grenze hinweg fortsetzen :

- a) Der Grenzüberschritt ist noch während der Observation unverzüglich der in Absatz 5 bezeichneten Behörde der Vertragspartei, auf deren Hoheitsgebiet die Observation fortgesetzt werden soll, mitzuteilen.
- b) Ein Rechtshilfeersuchen nach Absatz 1, in dem auch die Gründe dargelegt werden, die einen Grenzüberschritt ohne vorherige Zustimmung rechtfertigen, ist unverzüglich nachzureichen.

Die Observation ist einzustellen, sobald die Vertragspartei, auf deren Hoheitsgebiet die Observation stattfindet, aufgrund der Mitteilung nach Buchstabe a oder des Ersuchens nach Buchstabe b dies verlangt oder wenn die Zustimmung nicht fünf Stunden nach Grenzüberschritt vorliegt.

(3) Die Observation nach den Absätzen 1 und 2 ist ausschließlich unter den nachstehenden allgemeinen Voraussetzungen zulässig:

- a) Die observierenden Beamten sind an die Bestimmungen dieses Artikels und das Recht der Vertragspartei, auf deren Hoheitsgebiet sie auftreten, gebunden; sie haben Anordnungen der örtlich zuständigen Behörden zu befolgen.
- b) Vorbehaltlich der Fälle des Absatzes 2 führen die Beamten während der Observation ein Dokument mit sich, aus dem sich ergibt, daß die Zustimmung erteilt worden ist.
- c) Die observierenden Beamten müssen in der Lage sein, jederzeit ihre amtliche Funktion nachzuweisen.

- d) Die observierenden Beamten dürfen während der Observation ihre Dienstwaffe mit sich führen, es sei denn, die ersuchte Vertragspartei hat dem ausdrücklich widersprochen; der Gebrauch ist mit Ausnahme des Falles der Notwehr nicht zulässig.
- e) Das Betreten von Wohnungen und öffentlich nicht zugänglichen Grundstücken ist nicht zulässig.
- f) Die observierenden Beamten sind nicht befugt, die zu observierende Person anzuhalten oder festzunehmen.
- g) Über jede Operation wird den Behörden der Vertragspartei, auf deren Hoheitsgebiet die Operation stattgefunden hat, Bericht erstattet; dabei kann das persönliche Erscheinen der observierenden Beamten gefordert werden.
- h) Die Behörden der Vertragspartei, aus deren Hoheitsgebiet die observierenden Beamten kommen, unterstützen auf Ersuchen die nachträglichen Ermittlungen einschließlich gerichtlicher Verfahren der Vertragspartei, auf deren Hoheitsgebiet eingeschritten wurde.

(4) Die in den Absätzen 1 und 2 genannten Beamten sind :

für das Königreich Belgien: Die Beamten der Kriminalpolizei bei den Staatsanwaltschaften, der Gendarmerie und der Gemeindepolizei sowie, unter den in geeigneten bilateralen Vereinbarungen nach Absatz 6 festgelegten Bedingungen in bezug auf ihre Befugnisse im Bereich des unerlaubten Verkehrs mit Betäubungsmitteln und im Bereich des unerlaubten Handels mit Waffen und Sprengstoffen und des unerlaubten Verkehrs mit giftigen und schädlichen Abfällen, die Zollbeamten;

für die Bundesrepublik Deutschland: Die Beamten der Polizeien des Bundes und der Länder sowie, beschränkt auf den Bereich des unerlaubten Verkehrs mit Betäubungsmitteln und des unerlaubten Handels mit Waffen, die Beamten des Zollfahndungsdienstes als Hilfsbeamte der Staatsanwaltschaft ;

für die Französische Republik: Die Beamten und die Hilfsbeamten der kriminalpolizeilichen Abteilungen der Nationalen Polizei und der Nationalen Gendarmerie sowie, unter den in geeigneten bilateralen Vereinbarungen nach Absatz 6 festgelegten Bedingungen in bezug auf ihre Befugnisse im Bereich des unerlaubten Verkehrs mit Betäubungsmitteln und im Bereich des unerlaubten Handels mit Waffen und Sprengstoffen und des unerlaubten Verkehrs mit giftigen und schädlichen Abfällen, die Zollbeamten;

für das Großherzogtum Luxemburg : Die Beamten der Gendarmerie und der Polizei, sowie, unter den in geeigneten bilateralen Vereinbarungen nach Absatz 6 festgelegten Bedingungen in bezug auf ihre Befugnisse im Bereich des unerlaubten Verkehrs mit Betäubungsmitteln, im Bereich des unerlaubten Handels mit Waffen und Sprengstoffen und im Bereich des unerlaubten Verkehrs mit giftigen und schädlichen Abfällen, die Zollbeamten;

für das Königreich der Niederlande : Die Beamten der Reichspolizei und der Gemeindepolizei, sowie, unter den in geeigneten bilateralen Vereinbarungen nach Absatz 6 festgelegten Bedingungen in bezug auf ihre Befugnisse im Bereich des unerlaubten Verkehrs mit Betäubungsmitteln und im Bereich des unerlaubten Handels mit Waffen und Sprengstoffen und des unerlaubten Verkehrs mit giftigen und schädlichen Abfällen, die Beamten des fiskalischen Nachrichten- und Fahndungsdienstes, die im Bereich der Einfuhrzölle und Verbrauchsteuern zuständig sind;

(5) Die in den Absätzen 1 und 2 genannte Behörde ist :

für das Königreich Belgien : Das Generalkommissariat der Kriminalpolizei;

für die Bundesrepublik Deutschland : Das Bundeskriminalamt;

für die Französische Republik : Die Zentralkommission der Kriminalpolizei;

für das Großherzogtum Luxemburg : Der Generalstaatsanwalt;

für das Königreich der Niederlande : Der landesweit zuständige Staatsanwalt für grenzüberschreitende Observation.

(6) Die Vertragsparteien können im Wege bilateraler Vereinbarungen den Anwendungsbereich dieses Artikels erweitern und zusätzliche Regelungen zu seiner Durchführung treffen.

(7) Eine Observation nach Absatz 2 ist nur zulässig, wenn eine der nachstehenden Straftaten zugrunde liegt:

- Mord,
- Totschlag,
- Vergewaltigung,
- Vorsätzliche Brandstiftung,
- Fälschmünzerei,
- Schwerer Diebstahl, Hehlerei und Raub,
- Erpressung,
- Entführung und Geiselnahme,
- Menschenhandel,
- Unerlaubter Verkehr mit Betäubungsmitteln,
- Verstoß gegen die gesetzlichen Vorschriften über Waffen und Sprengstoffe,
- Vernichtung durch Sprengstoffe,
- Unerlaubter Verkehr mit giftigen und schädlichen Abfällen.

## Artikel 41

(1) Beamte einer Vertragspartei, die in ihrem Land eine Person verfolgen, die auf frischer Tat bei der Begehung von oder der Teilnahme an einer Straftat nach Absatz 4 betroffen wird, sind befugt, die Verfolgung auf dem Hoheitsgebiet einer anderen Vertragspartei ohne deren vorherige Zustimmung fortzusetzen, wenn die zuständigen Behörden der anderen Vertragspartei wegen der besonderen Dringlichkeit der Angelegenheit nicht zuvor mit einem der in Artikel 44 vorgesehenen Kommunikationsmittel unterrichtet werden konnten oder nicht rechtzeitig zur Stelle sind, um die Verfolgung zu übernehmen.

Gleiches gilt, wenn die verfolgte Person sich in Untersuchungshaft oder Strafhaft befand und aus der Haft geflohen ist.

Spätestens beim Grenzübertritt nehmen die nacheilenden Beamten Kontakt mit der zuständigen Behörde des Gebietsstaates auf. Die Verfolgung ist einzustellen, sobald die Vertragspartei, auf deren Hoheitsgebiet die Verfolgung stattfinden soll, dies verlangt. Auf Ersuchen der nacheilenden Beamten ergreifen die örtlich zuständigen Behörden die betroffene Person, um ihre Identität festzustellen oder die Festnahme vorzunehmen.

(2) Die Nacheile wird gemäß einer der nachfolgenden Modalitäten ausgeübt, die in der Erklärung nach Absatz 9 festgelegt werden:

- a) Die nacheilenden Beamten haben kein Festhalterecht.
- b) Wenn kein Einstellungsverlangen vorliegt und die örtlichen Behörden nicht rechtzeitig herangezogen werden können, dürfen die nacheilenden Beamten die Person festhalten, bis die Beamten des Gebietsstaates, die unverzüglich zu unterrichten sind, die Identitätsfeststellung oder die Festnahme vornehmen.

(3) Die in den Absätzen 1 und 2 vorgesehene Nacheile wird gemäß einer der nachfolgenden Modalitäten ausgeübt, die in der Erklärung nach Absatz 9 festgelegt werden:

- a) Innerhalb eines in der Erklärung bestimmten Gebietes oder während einer darin bestimmten Zeit vom Überschreiten der Grenze an;
- b) ohne räumliche oder zeitliche Begrenzung.

(4) In der Erklärung nach Absatz 9 legen die Vertragsparteien die in Absatz 1 vorgesehenen Straftaten gemäß einer der nachfolgenden Modalitäten fest:



## a) Straftatenkatalog:

- Mord,
- Totschlag,
- Vergewaltigung,
- Vorsätzliche Brandstiftung,
- Falschmünzerei,
- Schwerer Diebstahl, Hehlerei und Raub,
- Erpressung,
- Entführung und Geiselnahme,
- Menschenhandel,
- Unerlaubter Verkehr mit Betäubungsmitteln,
- Verstoß gegen die gesetzlichen Vorschriften über Waffen und Sprengstoffe,
- Vernichtung durch Sprengstoffe
- Unerlaubter Verkehr mit giftigen und schädlichen Abfällen,
- Unerlaubtes Entfernen nach einem Unfall mit schwerer Körperverletzung oder Todesfolge;

## b) die auslieferungsfähigen Straftaten.

(5) Die Nacheile darf nur unter folgenden allgemeinen Voraussetzungen ausgeübt werden:

- a) Die nacheilenden Beamten sind an die Bestimmungen dieses Artikels und das Recht der Vertragspartei, auf deren Hoheitsgebiet sie auftreten, gebunden; sie haben Anordnungen der örtlich zuständigen Behörden zu befolgen.
- b) Die Nacheile findet lediglich über die Landgrenzen statt.
- c) Das Betreten von Wohnungen und öffentlich nicht zugänglichen Grundstücken ist nicht zulässig.
- d) Die nacheilenden Beamten müssen als solche eindeutig erkennbar sein, entweder durch eine Uniform, eine Armbinde oder durch an dem Fahrzeug angebrachte Zusatzeinrichtungen; das Tragen von Zivilkleidung unter Benutzung eines getarnten Polizeifahrzeuges ohne die vorgenannte Kennzeichnung ist nicht zulässig; die nacheilenden Beamten müssen jederzeit in der Lage sein, ihre amtliche Funktion nachzuweisen.
- e) Die nacheilenden Beamten dürfen ihre Dienstwaffe mit sich führen; der Gebrauch ist mit Ausnahme des Falles der Notwehr nicht zulässig.
- f) Die nach Absatz 2 Buchstabe b ergriffene Person darf im Hinblick auf ihre Vorführung vor die örtlichen Behörden lediglich einer Sicherheitsdurchsuchung unterzogen werden; es dürfen ihr während der Beförderung Handschellen angelegt werden; die von der verfolgten Person mitgeführten Gegenstände dürfen sichergestellt werden.
- g) Die nacheilenden Beamten melden sich nach jedem Einschreiten gemäß den Absätzen 1, 2 und 3 bei den örtlich zuständigen Behörden der Vertragspartei, auf deren Hoheitsgebiet sie gehandelt haben und erstatten Bericht; auf Ersuchen dieser Behörden sind sie verpflichtet, sich bis zur Klärung des Sachverhalts bereitzuhalten; gleiches gilt auch, wenn die verfolgte Person nicht festgenommen werden konnte.

b) Die Behörden der Vertragspartei, aus deren Hoheitsgebiet die nachteiligen Beamten kommen, unterstützen auf Ersuchen die nachträglichen Ermittlungen einschließlich gerichtlicher Verfahren der Vertragspartei, auf deren Hoheitsgebiet eingeschritten wurde.

(6) Die Person, die gemäß Absatz 2 durch die örtlich zuständigen Behörden festgenommen wurde, kann ungeachtet ihrer Staatsangehörigkeit zum Zwecke der Vernehmung festgehalten werden. Die einschlägigen Bestimmungen des nationalen Rechts finden sinngemäß Anwendung.

Hat die Person nicht die Staatsangehörigkeit der Vertragspartei, in deren Hoheitsgebiet sie aufgegriffen wurde, wird sie spätestens sechs Stunden nach ihrer Ergreifung freigelassen, wobei die Stunden zwischen Mitternacht und neun Uhr nicht mitzählen, es sei denn, die örtlich zuständigen Behörden erhalten vor Ablauf dieser Frist ein Ersuchen gleich in welcher Form um vorläufige Festnahme zum Zwecke der Auslieferung.

(7) Die in den Absätzen 1 bis 6 genannten Beamten sind :

Für das Königreich Belgien: Die Beamten der Kriminalpolizei bei den Staatsanwaltschaften, der Gendarmerie und der Gemeindepolizei sowie, unter den in geeigneten bilateralen Vereinbarungen nach Absatz 10 festgelegten Bedingungen in bezug auf ihre Befugnisse im Bereich des unerlaubten Verkehrs mit Betäubungsmitteln und im Bereich des unerlaubten Handels mit Waffen und Sprengstoffen und des unerlaubten Verkehrs mit giftigen und schädlichen Abfällen, die Zollbeamten;

für die Bundesrepublik Deutschland : Die Beamten der Polizeien des Bundes und der Länder sowie, beschränkt auf den Bereich des unerlaubten Verkehrs mit Betäubungsmitteln und des unerlaubten Handels mit Waffen, die Beamten des Zollfahndungsdienstes als Hilfsbeamte der Staatsanwaltschaft;

für die Französische Republik: Die Beamten und die Hilfsbeamten der kriminalpolizeilichen Abteilungen der Nationalen Polizei und der Nationalen Gendarmerie sowie, unter den in geeigneten bilateralen Vereinbarungen nach Absatz 10 festgelegten Bedingungen in bezug auf ihre Befugnisse im Bereich des unerlaubten Verkehrs mit Betäubungsmitteln und im Bereich des unerlaubten Handels mit Waffen und Sprengstoffen und des unerlaubten Verkehrs mit giftigen und schädlichen Abfällen, die Zollbeamten;

für das Großherzogtum Luxemburg: Die Beamten der Gendarmerie und der Polizei, sowie, unter den in geeigneten bilateralen Vereinbarungen nach Absatz 10 festgelegten Bedingungen in bezug auf ihre Befugnisse im Bereich des unerlaubten Verkehrs mit Betäubungsmitteln, im Bereich des unerlaubten Handels mit Waffen und Sprengstoffen und im Bereich des unerlaubten Verkehrs mit giftigen und schädlichen Abfällen, die Zollbeamten;

für das Königreich der Niederlande : Die Beamten der Reichspolizei und der Gemeindepolizei sowie, unter den in geeigneten bilateralen Vereinbarungen nach Absatz 10 festgelegten Bedingungen in bezug auf ihre Befugnisse im Bereich des unerlaubten Verkehrs mit Betäubungsmitteln und im Bereich des unerlaubten Handels mit Waffen und Sprengstoffen und des unerlaubten Verkehrs mit giftigen und schädlichen Abfällen, die Beamten des fiskalischen Nachrichten- und Fahndungsdienstes, die im Bereich der Einfuhrzölle und Verbrauchsteuern zuständig sind.

(8) Für die betreffenden Vertragsparteien bleibt Artikel 27 des Benelux-Übereinkommens über Auslieferung und Rechtshilfe in Strafsachen vom 27. Juni 1962 in der Fassung des Protokolls vom 11. Mai 1974 unberührt.

(9) Bei der Unterzeichnung dieses Übereinkommens gibt jede Vertragspartei eine Erklärung ab, in der sie bezüglich jeder Vertragspartei, mit der sie eine gemeinsame Grenze hat, die Modalitäten der Ausübung des Nacheilrechts in ihrem Hoheitsgebiet nach Maßgabe der Absätze 2, 3 und 4 festlegt.

Jede Vertragspartei kann zu jedem Zeitpunkt ihre Erklärung durch eine andere Erklärung ersetzen, soweit diese nicht die Tragweite der früheren Erklärung einschränkt.

Jeder Erklärung geht eine vorherige Abstimmung mit allen betroffenen Vertragsparteien voraus, wobei die Gleichwertigkeit der auf beiden Seiten der Binnengrenzen geltenden Regelungen angestrebt wird.

(10) Die Vertragsparteien können im Wege bilateraler Vereinbarungen den Anwendungsbereich des Absatzes 1 erweitern und zusätzliche Regelungen zur Durchführung dieses Artikels treffen.

#### Artikel 42

Während eines Einschreitens nach Maßgabe der Artikel 40 und 41 werden die Beamten, die im Hoheitsgebiet einer anderen Vertragspartei eine Aufgabe erfüllen, den Beamten dieser Vertragspartei in bezug auf die Straftaten, denen diese Beamten zum Opfer fallen oder die sie begehen würden, gleichgestellt.

#### Artikel 43

(1) Wenn Beamte einer Vertragspartei nach den Artikeln 40 und 41 dieses Übereinkommens auf dem Hoheitsgebiet einer anderen Vertragspartei einschreiten, haftet die erste Vertragspartei nach Maßgabe des nationalen Rechts dieser anderen Vertragspartei für den durch die Beamten bei diesem Einschreiten dort verursachten Schaden.

(2) Die Vertragspartei, auf deren Hoheitsgebiet der in Absatz 1 genannte Schaden verursacht wird, verpflichtet sich, diesen Schaden so zu ersetzen, wie sie ihn ersetzen müßte, wenn ihre eigenen Beamten ihn verursacht hätten.

(3) Die Vertragspartei, deren Beamte den Schaden auf dem Hoheitsgebiet einer anderen Vertragspartei verursacht haben, erstattet dieser anderen Vertragspartei den Gesamtbetrag des Schadensersatzes, den diese an die Geschädigten oder ihre Rechtsnachfolger geleistet hat.

(4) Vorbehaltlich der Ausübung ihrer Rechte gegenüber Dritten und außer der Bestimmung des Absatzes 3 verzichtet jede Vertragspartei in dem Fall des Absatzes 1 darauf, den Betrag des erlittenen Schadens anderen Vertragsparteien gegenüber geltend zu machen.

#### Artikel 44

(1) Die Vertragsparteien schaffen nach Maßgabe der entsprechenden internationalen Verträge und unter Berücksichtigung der örtlichen Gegebenheiten und der technischen Möglichkeiten - insbesondere in den Grenzregionen - direkte Telefon-, Funk-, Telex- und andere Verbindungen zum Zwecke der Erleichterung der polizeilichen und zollrechtlichen Zusammenarbeit, insbesondere im Hinblick auf die rechtzeitige Übermittlung von Informationen im Zusammenhang mit der grenzüberschreitenden Observation und Nacheile.

(2) Über diese Sofortmaßnahmen hinaus werden sie insbesondere die nachstehenden Möglichkeiten prüfen:

- a) Austausch von Material oder Entsendung von Verbindungsbeamten, die über geeignete Funkgeräte verfügen;
- b) Erweiterung der in den Grenzregionen benutzten Frequenzbänder;
- c) Einrichtung einer gemeinsamen Verbindung zwischen den in derselben Region tätigen Polizei- und Zolldienststellen;
- d) Koordinierung ihrer Programme für den Erwerb von Kommunikationsgeräten mit dem Ziel der Einrichtung geeigneter und kompatibler Kommunikationssysteme.

#### Artikel 45

(1) Die Vertragsparteien verpflichten sich, die erforderlichen Maßnahmen zu ergreifen, um sicherzustellen, daß

- a) der Leiter einer Beherbergungsstätte oder seine Beauftragten darauf hinwirken, daß beherbergte Ausländer, einschließlich der Angehörigen anderer Vertragsparteien, sowie anderer Mitgliedstaaten der Europäischen Gemeinschaften, soweit es sich nicht um mitreisende Ehegatten und minderjährige Kinder sowie Teilnehmer von Reisegesellschaften handelt, Meldevordrucke eigenhändig ausfüllen und unterschreiben und sich dabei gegenüber dem Leiter der Beherbergungsstätte oder seinem Beauftragten durch Vorlage eines gültigen Identitätsdokuments ausweisen;

b) die nach Buchstabe a ausgefüllten Meldevordrucke für die zuständigen Behörden bereitgehalten oder diesen übermittelt werden, wenn dies nach deren Feststellung für Zwecke der Gefahrenabwehr, der Strafverfolgung oder der Aufklärung des Schicksals von Vermissten oder Unfallopfern erforderlich ist, soweit im nationalen Recht nichts anderes geregelt ist.

(2) Absatz 1 findet sinngemäß Anwendung, wenn Personen auf Plätzen, die geschäftsmäßig überlassen werden, insbesondere in Zelten, Wohnwagen und Wasserfahrzeugen übernachten.

#### Artikel 46

(1) Jede Vertragspartei kann nach Maßgabe ihres nationalen Rechts ohne Ersuchen im Einzelfall der jeweils betroffenen Vertragspartei Informationen mitteilen, die für den Empfänger zur Unterstützung bei der Bekämpfung zukünftiger Straftaten, zur Verhütung einer Straftat oder zur Abwehr von Gefahren für die öffentliche Sicherheit und Ordnung von Bedeutung sein können.

(2) Der Informationsaustausch wird unbeschadet der Regelung zur Zusammenarbeit in den Grenzgebieten in Artikel 39 Absatz 4 über eine zu benennende zentrale Stelle abgewickelt. In besonders eilbedürftigen Fällen kann der Informationsaustausch im Sinne dieses Artikels unmittelbar zwischen den betroffenen Polizeibehörden erfolgen, vorbehaltlich abweichender Regelungen im nationalen Recht. Die zentrale Stelle wird hiervon so bald wie möglich in Kenntnis gesetzt.

#### Artikel 47

(1) Die Vertragsparteien können bilaterale Absprachen über die befristete oder unbefristete Entsendung von Verbindungsbeamten einer Vertragspartei zu Polizeidienststellen einer anderen Vertragspartei treffen.

(2) Die unbefristete oder befristete Entsendung von Verbindungsbeamten hat zum Ziel, die Zusammenarbeit zwischen den Vertragsparteien zu fördern und zu beschleunigen, insbesondere durch

- a) Unterstützung des Informationsaustausches zur präventiven und repressiven Verbrechensbekämpfung ;
- b) Unterstützung bei polizeilicher und justitieller Rechtshilfe in Strafsachen;
- c) Unterstützung der grenzüberwachenden Behörden an den Außengrenzen.

(3) Die Verbindungsbeamten werden beratend und unterstützend tätig. Sie sind nicht zur selbständigen Durchführung von polizeilichen Maßnahmen berechtigt. Sie erteilen Informationen und erledigen ihre Aufträge im Rahmen der ihnen von der entsendenden Vertragspartei und der Vertragspartei, in die sie entsandt worden sind, erteilten Weisungen. Sie berichten regelmäßig an den Leiter des Polizeidienstes, zu dem sie entsandt sind.

(4) Die Vertragsparteien können bilateral oder multilateral vereinbaren, daß die in Drittstaaten tätigen Verbindungsbeamten bei ihrer Tätigkeit auch die Interessen einer oder mehrerer anderer Vertragsparteien mitwahrnehmen. Nach Maßgabe dieser Absprachen übermitteln die in Drittstaaten entsandten Verbindungsbeamten den anderen Vertragsparteien auf deren Ersuchen oder selbständig Informationen und erledigen Aufträge im Rahmen ihrer Zuständigkeit. Die Vertragsparteien informieren sich gegenseitig, in welche Drittstaaten sie Verbindungsbeamte zu entsenden beabsichtigen.

## K A P I T E L 2

### Rechtshilfe in Strafsachen

#### Artikel 48

(1) Die Bestimmungen dieses Kapitels sollen das Europäische Übereinkommen über Rechtshilfe in Strafsachen vom 20. April 1959 ergänzen und seine Anwendung erleichtern. In den Beziehungen zwischen den Vertragsparteien, die der Benelux-Wirtschaftsunion angehören, gilt Satz 1 sinngemäß für Kapitel II des Benelux-Übereinkommens über Auslieferung und Rechtshilfe in Strafsachen vom 27. Juni 1962 in der Fassung des Protokolls vom 11. Mai 1974.

(2) Die zwischen den Vertragsparteien geltenden weitergehenden Bestimmungen aufgrund bilateraler Abkommen bleiben unberührt.

#### Artikel 49

Rechtshilfe wird auch geleistet

- a) in Verfahren wegen Handlungen, die nach dem nationalen Recht einer oder beider Vertragsparteien als Zuwiderhandlungen gegen Ordnungsvorschriften durch Behörden geahndet werden, gegen deren Entscheidung ein auch in Strafsachen zuständiges Gericht angerufen werden kann ;

- b) in Verfahren über Ansprüche auf Entschädigung für Strafverfolgungsmaßnahmen und ungerechtfertigte Verurteilungen ;
- c) in Gnadensachen ;
- d) in Zivilsachen, die mit einer Strafklage verbunden sind, solange das Strafgericht noch nicht endgültig über die Strafklage entschieden hat ;
- e) bei der Zustellung von Urkunden bezüglich der Vollstreckung einer Strafe oder einer Maßregel der Sicherung und Besserung, der Einziehung einer Geldbuße oder der Zahlung der Gerichtskosten;
- f) bei Maßnahmen betreffend die Aussetzung des Ausspruchs oder der Vollstreckung einer Strafe oder Maßregel der Sicherung und Besserung, die bedingte Entlassung, den Aufschub des Vollstreckungsbeginns einer Strafe oder Maßregel der Sicherung und Besserung oder die Unterbrechung der Vollstreckung.

## Artikel 50

(1) Die Vertragsparteien verpflichten sich, Rechtshilfe nach Maßgabe der in Artikel 48 erwähnten Übereinkommen zu leisten wegen Verstößen gegen die gesetzlichen Bestimmungen und Vorschriften im Bereich der Verbrauchsteuern, der Mehrwertsteuern und des Zolls. Als Zollgesetze gelten die in Artikel 2 des Übereinkommens zwischen Belgien, der Bundesrepublik Deutschland, Frankreich, Italien, Luxemburg und den Niederlanden über die gegenseitige Unterstützung ihrer Zollverwaltungen vom 7. September 1967 aufgeführten Vorschriften sowie die in Artikel 2 der Verordnung (EWG) Nr. 1468/81 des Rates vom 19. Mai 1981 aufgeführten Vorschriften.

(2) Ersuchen in Verfahren wegen des Verdachts der Hinterziehung von Verbrauchsteuern dürfen nicht mit der Begründung abgelehnt werden, daß von der ersuchten Vertragspartei Verbrauchsteuern auf die in dem Ersuchen genannten Waren nicht erhoben werden.

(3) Die ersuchende Vertragspartei übermittelt und verwendet von der ersuchten Vertragspartei erhaltene Informationen oder Beweismittel für andere als in dem Ersuchen bezeichnete Ermittlungen, Strafverfolgungen oder Verfahren nur mit vorheriger Zustimmung der ersuchten Vertragspartei.

(4) Rechtshilfe im Sinne dieses Artikels kann verweigert werden, wenn der verkürzte oder erschlichene Betrag 25.000,- ECU oder der Wert der unerlaubt ein- oder ausgeführten Waren 100.000,- ECU voraussichtlich nicht übersteigt, es sei denn, die Tat wird wegen ihrer Art oder wegen der Person des Täters von der ersuchenden Vertragspartei als sehr schwerwiegend betrachtet.

(5) Die Vorschriften dieses Artikels finden auch Anwendung, wenn die erbetene Rechtshilfe sich erstreckt auf Handlungen, die nur mit einer Geldbuße geahndet werden (Ordnungswidrigkeiten) und das Ersuchen von einer Justizbehörde gestellt wird.

## Artikel 51

Die Vertragsparteien unterwerfen die Erledigung von Rechtshilfeersuchen um Durchsichtung und Beschlagnahme keinen weitergehenden Bedingungen als denen, daß

- a) die dem Rechtshilfeersuchen zugrunde liegende Tat nach dem Recht beider Vertragsparteien mit einer Freiheitsstrafe oder die Freiheit beschränkende Maßregel der Sicherung und Besserung im Höchstmaß von mindestens sechs Monaten bedroht ist, oder nach dem Recht einer der beiden Vertragsparteien mit einer Sanktion des gleichen Höchstmaßes bedroht ist und nach dem Recht der anderen Vertragspartei als Zuwiderhandlung gegen Ordnungsvorschriften durch Behörden geahndet wird, gegen deren Entscheidung ein auch in Strafsachen zuständiges Gericht angerufen werden kann;
- b) die Erledigung des Rechtshilfeersuchens im übrigen mit dem Recht der ersuchten Vertragspartei vereinbar ist.

## Artikel 52

(1) Jede Vertragspartei kann Personen, die sich im Hoheitsgebiet einer anderen Vertragspartei aufhalten, gerichtliche Urkunden unmittelbar durch die Post übersenden. Eine Liste der Urkunden, die auf diesem Wege übersandt werden dürfen, wird dem Exekutivausschuß von den Vertragsparteien zugeleitet.

(2) Wenn Anhaltspunkte dafür vorliegen, daß der Zustellungsempfänger der Sprache, in der die Urkunde abgefaßt ist, unkundig ist, ist die Urkunde - oder zumindest die wesentlichen Passagen - in die Sprache oder in eine der Sprachen der Vertragspartei, in deren Hoheitsgebiet der Empfänger sich aufhält, zu übersetzen. Wenn der zustellenden Behörde bekannt ist, daß der Empfänger nur einer anderen Sprache kundig ist, ist die Urkunde - oder zumindest die wesentlichen Passagen - in diese andere Sprache zu übersetzen.

(3) Der Zeuge oder Sachverständige, dem eine Vorladung auf postalischem Wege übermittelt worden ist und der dieser nicht Folge leistet, darf selbst dann, wenn die Vorladung Zwangsandrohungen enthält, nicht bestraft oder einer Zwangsmaßnahme unterworfen werden, sofern er sich nicht später freiwillig in das Hoheitsgebiet der ersuchenden Vertragspartei begibt und dort erneut ordnungsgemäß vorgeladen wird. Die zustellende Behörde achtet darauf, daß auf postalischem Wege übersandte Vorladungen keine Zwangsandrohungen enthalten. Artikel 34 des Benelux-Übereinkommens über Auslieferung und Rechtshilfe in Strafsachen vom 27. Juni 1962 in der Fassung des Protokolls vom 11. Mai 1974 wird hiervon nicht berührt.

(4) Liegt dem Rechtshilfeersuchen eine Handlung zugrunde, die sowohl nach dem Recht der ersuchten als auch nach dem Recht der ersuchenden Vertragspartei als Zuwiderhandlung gegen Ordnungsvorschriften durch Behörden geahndet wird, gegen deren Entscheidung ein auch in Strafsachen zuständiges Gericht angerufen werden kann, so ist bei der Zustellung von Urkunden grundsätzlich nach Absatz 1 zu verfahren.

(5) Unbeschadet des Absatzes 1 kann die Zustellung von gerichtlichen Urkunden durch Übermittlung der Justizbehörde der ersuchten Vertragspartei vorgenommen werden, wenn die Anschrift des Empfängers unbekannt ist oder die ersuchende Vertragspartei eine förmliche Zustellung fordert.



## Artikel 53

(1) Die Rechtshilfeersuchen und die entsprechenden Antworten können unmittelbar von Justizbehörde zu Justizbehörde übermittelt werden.

(2) Absatz 1 läßt die Möglichkeit unberührt, daß Ersuchen durch die Justizministerien oder über die nationalen Zentralbüros der Internationalen Kriminalpolizeilichen Organisation gestellt oder beantwortet werden.

(3) Für Ersuchen um vorübergehende Überstellung oder Durchbeförderung von Personen, die sich in Untersuchungs- oder Strafhaft befinden, oder aufgrund der Anordnung einer die Freiheit beschränkenden Maßregel der Sicherung und Besserung untergebracht sind sowie für den regelmäßigen oder gelegentlichen Informationsaustausch aus den Justizdokumentationen ist der justizministerielle Geschäftsweg einzuhalten.

(4) Justizministerien im Sinne des Europäischen Übereinkommens über Rechtshilfe in Strafsachen vom 20. April 1959 sind für die Bundesrepublik Deutschland der Bundesminister der Justiz und die Justizminister/-senatoren der Länder.

(5) Anzeigen zum Zwecke der Strafverfolgung nach Artikel 31 des Europäischen Übereinkommens über Rechtshilfe in Strafsachen vom 20. April 1959 oder Artikel 42 des Benelux-Übereinkommens über Auslieferung und Rechtshilfe in Strafsachen vom 27. Juni 1962 in der Fassung des Protokolls vom 11. Mai 1974 wegen Zuwiderhandlungen gegen die Lenk- und Ruhezeitvorschriften können durch die Justizbehörden der ersuchenden Vertragspartei unmittelbar an die Justizbehörde der ersuchten Vertragspartei gesandt werden.

## K A P I T E L 3

## Verbot der Doppelbestrafung

## Artikel 54

Wer durch eine Vertragspartei rechtskräftig abgeurteilt worden ist, darf durch eine andere Vertragspartei wegen derselben Tat nicht verfolgt werden, vorausgesetzt, daß im Fall einer Verurteilung die Sanktion bereits vollstreckt worden ist, gerade vollstreckt wird oder nach dem Recht des Urteilsstaats nicht mehr vollstreckt werden kann.

## Artikel 55

(1) Eine Vertragspartei kann bei der Ratifikation, der Annahme oder der Genehmigung dieses Übereinkommens erklären, daß sie in einem oder mehreren der folgenden Fälle nicht durch Artikel 54 gebunden ist:

- a) Wenn die Tat, die dem ausländischen Urteil zugrunde lag, ganz oder teilweise in ihrem Hoheitsgebiet begangen wurde; im letzteren Fall gilt diese Ausnahme jedoch nicht, wenn diese Tat teilweise im Hoheitsgebiet der Vertragspartei begangen wurde, in dem das Urteil ergangen ist;
  - b) wenn die Tat, die dem ausländischen Urteil zugrunde lag, eine gegen die Sicherheit des Staates oder andere gleichermaßen wesentliche Interessen dieser Vertragspartei gerichtete Straftat darstellt;
  - c) wenn die Tat, die dem ausländischen Urteil zugrunde lag, von einem Bediensteten dieser Vertragspartei unter Verletzung seiner Amtspflichten begangen wurde.
- (2) Eine Vertragspartei, die eine solche Erklärung betreffend eine der in Absatz 1 Buchstabe b genannten Ausnahmen abgibt, bezeichnet die Arten von Straftaten, auf die solche Ausnahmen Anwendung finden können.
- (3) Eine Vertragspartei kann eine solche Erklärung betreffend eine oder mehrere in Absatz 1 genannten Ausnahmen jederzeit zurücknehmen.
- (4) Ausnahmen, die Gegenstand einer Erklärung nach Absatz 1 waren, finden keine Anwendung, wenn die betreffende Vertragspartei die andere Vertragspartei wegen derselben Tat um Verfolgung ersucht oder die Auslieferung des Betroffenen bewilligt hat.

## Artikel 55

Wird durch eine Vertragspartei eine erneute Verfolgung gegen eine Person eingeleitet, die bereits durch eine andere Vertragspartei wegen derselben Tat rechtskräftig abgeurteilt wurde, so wird jede in dem Hoheitsgebiet der zuletzt genannten Vertragspartei wegen dieser Tat erlittene Freiheitsentziehung auf eine etwa zu verhängende Sanktion angerechnet. Soweit das nationale Recht dies erlaubt, werden andere als freiheitsentziehende Sanktionen ebenfalls berücksichtigt, sofern sie bereits vollstreckt wurden.

## Artikel 57

- (1) Ist eine Person im Hoheitsgebiet einer Vertragspartei wegen einer Straftat angeschuldigt und haben die zuständigen Behörden dieser Vertragspartei Grund zu der Annahme, daß die Anschuldigung dieselbe Tat betrifft, deretwegen der Betreffende im Hoheitsgebiet einer anderen Vertragspartei bereits rechtskräftig abgeurteilt wurde, so ersuchen sie, sofern sie es für erforderlich halten, die zuständigen Behörden der Vertragspartei, in deren Hoheitsgebiet die Entscheidung ergangen ist, um sachdienliche Auskünfte.
- (2) Die erbetenen Auskünfte werden sobald wie möglich erteilt und sind bei der Entscheidung über eine Fortsetzung des Verfahrens zu berücksichtigen.
- (3) Jede Vertragspartei gibt bei der Ratifikation, der Annahme oder der Genehmigung dieses Übereinkommens die Behörden an, die befugt sind, um Auskünfte nach diesem Artikel zu ersuchen und solche entgegenzunehmen.

## Artikel 58

Die vorstehenden Bestimmungen stehen der Anwendung weitergehender Bestimmungen des nationalen Rechts über die Geltung des Verbots der Doppelbestrafung in bezug auf ausländische Justizentscheidungen nicht entgegen.

## Κ Α Π Ι Τ Ε Λ 4

## Auslieferung

## Artikel 59

(1) Die Bestimmungen dieses Kapitels sollen das Europäische Auslieferungsübereinkommen vom 13. September 1957 ergänzen und seine Anwendung erleichtern. In den Beziehungen zwischen den Vertragsparteien, die der Benelux-Wirtschaftsunion angehören, gilt Satz 1 sinngemäß für Kapitel I des Benelux-Übereinkommens über Auslieferung und Rechtshilfe in Strafsachen vom 27. Juni 1962 in der Fassung des Protokolls vom 11. Mai 1974.

(2) Die zwischen den Vertragsparteien geltenden weitergehenden Bestimmungen aufgrund bilateraler Abkommen bleiben unberührt.

## Artikel 60

Zwischen zwei Vertragsparteien, von denen eine keine Partei des Europäischen Auslieferungsübereinkommens vom 13. September 1957 ist, finden die Bestimmungen jenes Übereinkommens unter Berücksichtigung der Vorbehalte und Erklärungen Anwendung, die entweder bei der Ratifikation jenes Übereinkommens, oder - für Vertragsparteien, die keine Partei des Auslieferungsübereinkommens sind - bei der Ratifikation, Annahme oder Genehmigung dieses Übereinkommens gemacht werden.

## Artikel 61

Die Französische Republik verpflichtet sich, auf Ersuchen einer anderen Vertragspartei die Personen zum Zwecke der Strafverfolgung auszuliefern, die wegen Handlungen verfolgt werden, die nach französischem Recht mit einer Freiheitsstrafe oder einer die Freiheit beschränkenden Maßregel der Sicherung und Besserung im Höchstmaß von mindestens zwei Jahren und nach dem Recht der ersuchenden Vertragspartei mit einer solchen von mindestens einem Jahr bedroht sind.

## Artikel 62

(1) Für die Unterbrechung der Verjährung sind allein die Vorschriften der ersuchenden Vertragspartei maßgebend.

(2) Eine durch die ersuchte Vertragspartei erlassene Amnestie steht der Auslieferung nicht entgegen, es sei denn, daß die strafbare Handlung der Gerichtsbarkeit der ersuchten Vertragspartei unterliegt.

(3) Die Verpflichtung zur Auslieferung wird durch das Fehlen eines Strafantrages oder einer Ermächtigung, die nur nach dem Recht der ersuchten Vertragspartei erforderlich sind, nicht berührt.

#### Artikel 63

Die Vertragsparteien verpflichten sich, nach Maßgabe der in Artikel 59 erwähnten Übereinkommen die Personen auszuliefern, die durch die Justizbehörden der ersuchenden Vertragspartei im Zusammenhang mit einer strafbaren Handlung nach Artikel 50 Absatz 1 verfolgt werden oder zur Vollstreckung einer aufgrund einer solchen Handlung verhängten Strafe oder Maßnahme gesucht werden.

#### Artikel 64

Eine Ausschreibung im Schengener Informationssystem nach Artikel 95 ist einem Ersuchen um vorläufige Festnahme im Sinne des Artikels 16 des Europäischen Auslieferungsübereinkommens vom 13. September 1957 oder des Artikels 15 des Benelux-Übereinkommens über Auslieferung und Rechtshilfe in Strafsachen vom 27. Juni 1962 in der Fassung des Protokolls vom 11. Mai 1974 gleichgestellt.

#### Artikel 65

(1) Unbeschadet der Möglichkeit der Benutzung des diplomatischen Geschäftsweges werden Ersuchen um Auslieferung und Durchbeförderung von dem zuständigen Ministerium der ersuchenden Vertragspartei an das zuständige Ministerium der ersuchten Vertragspartei gerichtet.

(2) Die zuständigen Ministerien sind:

für das Königreich Belgien: Das Ministerium der Justiz;

für die Bundesrepublik Deutschland: Der Bundesminister der Justiz und die Justizminister/-senatoren der Länder;

für die Französische Republik: Das Außenministerium;

für das Großherzogtum Luxemburg: Das Ministerium der Justiz;

für das Königreich der Niederlande: Das Ministerium der Justiz.

## Artikel 66

(1) Erscheint die Auslieferung eines Verfolgten nach dem Recht der ersuchten Vertragspartei nicht offensichtlich unzulässig und stimmt der Verfolgte seiner Auslieferung nach persönlicher Belehrung über sein Recht auf Durchführung eines förmlichen Auslieferungsverfahrens zu Protokoll eines Richters oder zuständigen Beamten zu, so kann die ersuchte Vertragspartei die Auslieferung bewilligen, ohne ein förmliches Auslieferungsverfahren durchzuführen. Der Verfolgte hat das Recht, sich während der Belehrung von einem Rechtsanwalt unterstützen zu lassen.

(2) Im Falle einer Auslieferung nach Absatz 1 kann der Verfolgte, der ausdrücklich erklärt hat, auf den ihm aufgrund des Spezialitätsgrundsatzes zustehenden Schutz zu verzichten, diese Erklärung nicht widerrufen.

## K A P I T E L 5

## Übertragung der Vollstreckung von Strafurteilen

## Artikel 67

Für die Vertragsparteien, die dem Übereinkommen des Europarates vom 21. März 1983 über die Überstellung verurteilter Personen beigetreten sind, gilt die nachstehende Regelung als Ergänzung jenes Übereinkommens.

## Artikel 68

(1) Eine Vertragspartei, in deren Hoheitsgebiet ein Staatsangehöriger einer anderen Vertragspartei rechtskräftig zu einer Freiheitsstrafe oder einer die Freiheit beschränkenden Maßregel der Sicherung und Besserung verurteilt wurde, kann, wenn der Betroffene sich durch Flucht in sein eigenes Land der Vollstreckung oder der weiteren Vollstreckung der Strafe oder Maßregel entzogen hat, ein Ersuchen um Übernahme der Vollstreckung an die Vertragspartei, in deren Hoheitsgebiet der Flüchtige angetroffen wird, richten.

(2) Die ersuchte Vertragspartei kann auf Ersuchen der ersuchenden Vertragspartei in Erwartung der Schriftstücke, die das Ersuchen um Übernahme der Vollstreckung der Strafe oder der Maßnahme oder des Restes der Strafe begründen und der dazu zu treffenden Entscheidung, den Verurteilten in Gewahrsam nehmen oder andere Maßnahmen zur Gewährleistung seiner Anwesenheit in dem Hoheitsgebiet der ersuchten Vertragspartei treffen.

## Artikel 69

Die Übertragung der Strafvollstreckung nach Maßgabe des Artikels 68 bedarf nicht der Zustimmung der Person, gegen die eine Strafe oder eine Maßnahme verhängt wurde. Die anderen Bestimmungen des Übereinkommens des Europarates über die Überstellung verurteilter Personen vom 21. März 1983 finden sinngemäß Anwendung.

## Κ Α Π Ι Τ Ε Λ 6

## Betäubungsmittel

## Artikel 70

(1) Die Vertragsparteien bilden eine ständige Arbeitsgruppe, die die Aufgabe hat, gemeinschaftliche Probleme in bezug auf die Bekämpfung der Betäubungsmittelkriminalität zu untersuchen und gegebenenfalls Vorschläge zur notwendigen Verbesserung der praktischen und technischen Aspekte der Zusammenarbeit zwischen den Vertragsparteien zu machen. Die Arbeitsgruppe legt ihre Vorschläge dem Exekutivausschuß vor.

(2) Die Arbeitsgruppe nach Absatz 1, deren Mitglieder von den zuständigen nationalen Instanzen benannt werden, ist insbesondere aus Vertretern der für Aufgaben der Polizei und des Zolls zuständigen Behörden zusammengesetzt.

## Artikel 71

(1) Die Vertragsparteien verpflichten sich, in bezug auf die unmittelbare oder mittelbare Abgabe von Suchtstoffen und psychotropen Stoffen aller Art einschließlich Cannabis und den Besitz dieser Stoffe zum Zwecke der Abgabe oder Ausfuhr unter Berücksichtigung der bestehenden Übereinkommen der Vereinten Nationen (\*) alle notwendigen Maßnahmen zu treffen, die zur Unterbindung des unerlaubten Handels mit Betäubungsmitteln erforderlich sind.

(2) Unbeschadet der Artikel 74, 75 und 76 verpflichten sich die Vertragsparteien, die unerlaubte Ausfuhr von Betäubungsmitteln aller Art einschließlich Cannabis-Produkten sowie den Verkauf, die Verschaffung und die Abgabe dieser Mittel mit verwaltungsrechtlichen und strafrechtlichen Mitteln zu unterbinden.

(3) Zur Bekämpfung der unerlaubten Einfuhr von Suchtstoffen und psychotropen Stoffen aller Art einschließlich Cannabis verstärken die Vertragsparteien die Kontrollen des Personen- und des Warenverkehrs sowie der Transportmittel an den Außengrenzen. Einzelheiten werden durch die in Artikel 70 genannte Arbeitsgruppe festgelegt. Sie wird dabei insbesondere die Verlagerung eines Teils der an den Binnengrenzen freiwerdenden Kräfte der Polizei und des Zolls sowie den Einsatz moderner Rauschgift-detektionmethoden und von Rauschgiftspühhunden in Betracht ziehen.

---

(\*) Einheitsübereinkommen von 1961 in der durch das Protokoll von 1972 zur Änderung des Einheitsübereinkommens von 1961 geänderten Fassung; Übereinkommen von 1971 über psychotrope Stoffe; Übereinkommen der Vereinten Nationen vom 20. Dezember 1988 über den unerlaubten Verkehr mit Suchtstoffen und psychotropen Stoffen.

(4) Die Vertragsparteien werden zur Einhaltung der Bestimmungen dieses Artikels Örtlichkeiten, an denen erfahrungsgemäß Rauschgifthandel betrieben wird, gezielt überwachen.

(5) Hinsichtlich der Eindämmung der unerlaubten Nachfrage nach Suchtstoffen und psychotropen Stoffen aller Art einschließlich Cannabis werden die Vertragsparteien ihr Möglichstes tun, den negativen Folgen dieser unerlaubten Nachfrage vorzubeugen und entgegenzuwirken. Die Maßnahmen dazu liegen im Verantwortungsbereich der einzelnen Vertragsparteien.

#### Artikel 72

Die Vertragsparteien werden im Rahmen ihrer Verfassung und ihrer Rechtsordnung gewährleisten, daß nationale gesetzliche Bestimmungen geschaffen werden, die die Sicherstellung und den Verfall von Vermögensgewinnen aus dem unerlaubten Betäubungsmittelhandel ermöglichen.

#### Artikel 73

(1) Die Vertragsparteien werden im Rahmen ihrer Verfassung und ihrer Rechtsordnung ermöglichen, daß die kontrollierte Lieferung bei dem unerlaubten Handel mit Betäubungsmitteln angewandt werden kann.

(2) Die Entscheidung zur Anordnung der kontrollierten Lieferung wird in jedem Einzelfall auf der Grundlage der Vorwegbewilligung der betroffenen Vertragsparteien getroffen.

(3) Die Herrschaft und die Befugnis zum Einschreiten liegt bei den Behörden der Vertragspartei, auf deren Hoheitsgebiet die Operation durchgeführt wird.

#### Artikel 74

In bezug auf den legalen Verkehr mit Suchtstoffen und psychotropen Stoffen vereinbaren die Vertragsparteien, die Kontrollen, die vor der Abschaffung der Grenzkontrollen an den Binnengrenzen gemäß den einschlägigen Verpflichtungen nach den in Artikel 71 aufgeführten Übereinkommen der Vereinten Nationen durchgeführt wurden, soweit wie möglich in das Binnenland zu verlegen.

#### Artikel 75

(1) Im Reiseverkehr in das Hoheitsgebiet der Vertragsparteien oder innerhalb desselben dürfen Personen, die im Rahmen einer ärztlichen Behandlung benötigten Betäubungsmittel mit sich führen, wenn sie eine von einer zuständigen Behörde ihres Aufenthaltsstaates ausgestellte oder beglaubigte Bescheinigung bei einer Kontrolle vorweisen.

(2) Die Form und der Inhalt der Bescheinigung nach Absatz 1, soweit sie von einer der Vertragsparteien ausgestellt wird, insbesondere die Angaben bezüglich der Art, der Menge und der Reisedauer werden von dem Exekutivausschuß festgelegt.

(3) Die Vertragsparteien unterrichten sich darüber, welche Behörden für die Ausstellung oder Beglaubigung der Bescheinigung nach Absatz 2 zuständig sind.

#### Artikel 76

(1) Die Vertragsparteien treffen soweit erforderlich unter Berücksichtigung ihrer ärztlichen, ethischen und praktischen Gepflogenheiten die geeigneten Maßnahmen für die Kontrolle von Suchtstoffen und psychotropen Stoffen, die im Hoheitsgebiet einer oder mehrerer Vertragsparteien strengeren Kontrollen als in ihrem eigenen Hoheitsgebiet unterliegen, damit die Wirksamkeit dieser strengeren Kontrollen nicht beeinträchtigt wird.

(2) Absatz 1 gilt auch für Stoffe, die häufig bei der Herstellung von Suchtstoffen oder psychotropen Stoffen Verwendung finden.

(3) Die Vertragsparteien informieren sich gegenseitig über ihre Maßnahmen zur Durchführung der Überwachung des legalen Verkehrs mit den in den Absätzen 1 und 2 genannten Stoffen.

(4) Der Exekutivausschuß berät regelmäßig über die hierbei auftretenden Probleme.

### K A P I T E L 7

#### Feuerwaffen und Munition

#### Artikel 77

(1) Die Vertragsparteien verpflichten sich, die nationalen Gesetze, Verordnungen und sonstigen Vorschriften über den Erwerb, den Besitz, den Vertrieb und das Überlassen von Feuerwaffen und Munition den Bestimmungen dieses Kapitels anzupassen.

(2) Dieses Kapitel gilt für den Erwerb, den Besitz, den Vertrieb und das Überlassen von Feuerwaffen und Munition durch natürliche und juristische Personen; es gilt nicht für die Lieferung an sowie den Erwerb und Besitz durch staatliche Dienststellen und Gebietskörperschaften, die Streitkräfte und die Polizei, ferner nicht für die Herstellung durch staatliche Unternehmen.



## Artikel 78

(1) Die Feuerwaffen werden im Rahmen dieses Kapitels wie folgt klassifiziert:

- a) verbotene Waffen,
- b) erlaubnispflichtige Waffen,
- c) meldepflichtige Waffen.

(2) Auf Verschuß, Patronenlager und Lauf der Feuerwaffen sind die Vorschriften entsprechend anzuwenden, die für den Gegenstand gelten, dessen Bestandteil sie sind oder werden sollen.

(3) Als Kurz Waffen im Sinne dieses Übereinkommens gelten Feuerwaffen, deren Lauf nicht länger als 30 cm ist oder deren Gesamtlänge 60 cm nicht überschreitet; Langwaffen sind alle anderen Feuerwaffen.

## Artikel 79

(1) In die Liste der verbotenen Feuerwaffen und Munition sind die folgenden Gegenstände aufzunehmen:

- a) Feuerwaffen, die üblicherweise als Kriegsschußwaffen verwendet werden;
- b) vollautomatische Feuerwaffen, auch wenn sie keine Kriegsschußwaffen sind;
- c) Feuerwaffen, die einen anderen Gegenstand vortäuschen;
- d) panzerbrechende Munition, Munition mit Spreng- und Brandsätzen sowie Geschosse für diese Munition;
- e) Pistolen- und Revolvermunition mit Dumdum-Geschossen oder Hohlspitzgeschossen sowie Geschosse für diese Munition.

(2) Die zuständigen Behörden können in Einzelfällen für die in Absatz 1 aufgeführten Feuerwaffen und Munition eine Erlaubnis erteilen, wenn Gründe der öffentlichen Sicherheit und Ordnung dem nicht entgegenstehen.

## Artikel 80

(1) In die Liste der Feuerwaffen, für deren Erwerb und Besitz eine Erlaubnis erforderlich ist, sind mindestens folgende Feuerwaffen aufzunehmen, soweit sie nicht verboten sind:

- a) Halbautomatische Kurz-Feuerwaffen und kurze Repetier-Feuerwaffen;
- b) kurze Einzellader-Feuerwaffen mit Zentralfeuerzündung;

- c) kurze Einzellader-Feuerwaffen mit Randfeuerzündung mit einer Gesamtlänge von weniger als 28 cm;
- d) halbautomatische Lang-Feuerwaffen, deren Magazin und Patronenlager mehr als drei Patronen aufnehmen kann ;
- e) lange Repetier-Feuerwaffen und halbautomatische Feuerwaffen mit glattem Lauf, deren Lauf nicht länger als 60 cm ist;
- f) zivile halbautomatische Feuerwaffen, die wie vollautomatische Kriegswaffen aussehen.

(2) In die Liste der erlaubnispflichtigen Feuerwaffen sind nicht aufzunehmen:

- a) Schreckschuß-, Reizstoff- und Signalwaffen, sofern bei diesen Waffen durch technische Maßnahmen sichergestellt ist, daß sie mit allgemein gebräuchlichen Werkzeugen nicht zu Waffen zum Verschießen fester Körper umgebaut werden können und das Verschießen eines Reizstoffes keine dauernden körperlichen Schädigungen zufügen kann;
- b) halbautomatische Lang-Feuerwaffen, deren Magazin und Patronenlager nicht mehr als drei Patronen aufnehmen kann, ohne daß sie neu geladen werden, und unter der Bedingung, daß das Magazin unauswechselbar ist, oder soweit sichergestellt ist, daß sie mit allgemein gebräuchlichen Werkzeugen nicht umgebaut werden können zu Waffen, deren Magazin und Patronenlager mehr als drei Patronen aufnehmen kann.

#### Artikel 81

In die Liste der meldepflichtigen Feuerwaffen sind, sofern diese Waffen weder verboten noch erlaubnispflichtig sind, aufzunehmen:

- a) Lange Repetier-Feuerwaffen;
- b) lange Einzellader-Feuerwaffen mit gezogenem Lauf oder gezogenen Läufern;
- c) kurze Einzellader-Feuerwaffen mit Randfeuerzündung mit einer Gesamtlänge von mehr als 28 cm;
- d) die in Artikel 80 Absatz 2 Buchstabe b aufgeführten Feuerwaffen.

#### Artikel 82

Die Listen der in den Artikeln 79, 80 und 81 aufgeführten Feuerwaffen umfassen folgende Gegenstände nicht:

- a) Feuerwaffen, deren Modell vor dem 1. Januar 1870 entwickelt worden ist oder die vor diesem Zeitpunkt hergestellt worden sind - vorbehaltlich Ausnahmen - wenn in ihnen keine Munition geladen werden kann, die für verbotene oder erlaubnispflichtige Feuerwaffen bestimmt ist;

- b) Reproduktionen von Waffen nach Buchstabe a, sofern daraus keine Patronen mit Metallhülsen verschossen werden können;
- c) Feuerwaffen, die durch Anwendung technischer Verfahren zum Abschuß jeglicher Munition unbrauchbar gemacht worden sind, und die das Prüfzeichen einer offiziellen Dienststelle tragen oder von einer solchen Dienststelle anerkannt worden sind.

## Artikel 83

Eine Erlaubnis zum Erwerb und Besitz einer Feuerwaffe nach Artikel 80 darf einer Person nur erteilt werden,

- a) wenn sie das achtzehnte Lebensjahr vollendet hat, von Ausnahmen für Jagd- oder Sportzwecke abgesehen;
- b) wenn sie nicht wegen einer Geisteskrankheit oder anderer geistiger oder körperlicher Mängel unfähig ist, eine Feuerwaffe zu erwerben oder zu besitzen;
- c) wenn sie nicht wegen einer Straftat verurteilt wurde oder wenn nicht andere Anhaltspunkte dafür vorliegen, daß sie eine Gefahr für die öffentliche Sicherheit oder Ordnung darstellt;
- d) wenn der für den Erwerb oder Besitz einer Feuerwaffe angeführte Grund als triftig anzusehen ist.

## Artikel 84

(1) Die Meldung für Waffen nach Artikel 81 wird in ein von den in Artikel 85 bezeichneten Personen geführtes Register eingetragen.

(2) Wenn die Waffe durch eine Person überlassen wird, die nicht in Artikel 85 bezeichnet ist, muß dies nach den von jeder Vertragspartei festzulegenden Modalitäten gemeldet werden.

(3) Die in diesem Artikel genannte Meldung muß die für die Identifizierung der betroffenen Personen und Waffen erforderlichen Angaben enthalten.

## Artikel 85

(1) Die Vertragsparteien verpflichten sich, Hersteller und Händler von erlaubnispflichtigen Feuerwaffen einer Erlaubnispflicht, Hersteller und Händler von meldepflichtigen Feuerwaffen einer Meldepflicht zu unterwerfen. Die Erlaubnis für erlaubnispflichtige Feuerwaffen umfaßt auch die meldepflichtigen Feuerwaffen. Die Vertragsparteien unterziehen die Waffenhersteller und Waffenhändler einer Überwachung, die eine wirksame Kontrolle gewährleistet.

(2) Die Vertragsparteien verpflichten sich, Vorschriften zu erlassen, wonach alle Feuerwaffen mindestens mit einer dauerhaften fortlaufenden Identifizierungsnummer und der Marke des Herstellers gekennzeichnet sind.

(3) Die Vertragsparteien verpflichten Hersteller und Händler, alle erlaubnis- und meldepflichtigen Feuerwaffen zu registrieren; die Register müssen es ermöglichen, die Art der Feuerwaffen, ihre Herkunft und die Erwerber der Waffen schnell zu ermitteln.

(4) Die Vertragsparteien verpflichten sich, in bezug auf Erlaubnisse nach Artikel 79 und 80 Vorschriften zu erlassen, wonach die Identifizierungsnummer und die Kennzeichnung der Feuerwaffen in die ihrem Besitzer ausgestellte Erlaubnisurkunde eingetragen werden.

#### Artikel 86

(1) Die Vertragsparteien verpflichten sich, Vorschriften zu erlassen, aufgrund deren es den rechtmäßigen Besitzern von erlaubnispflichtigen oder meldepflichtigen Feuerwaffen verboten ist, diese Personen zu überlassen, die nicht im Besitz einer Erwerbserlaubnis oder einer Anmeldebestätigung sind.

(2) Die Vertragsparteien können das vorübergehende Überlassen an Personen nach den von ihnen festzulegenden Modalitäten erlauben.

#### Artikel 87

(1) Die Vertragsparteien führen in ihr nationales Recht ein System ein, welches die Rücknahme der Erlaubnisse bei Personen ermöglicht, die nicht mehr die Voraussetzungen für die Erstellung der Erlaubnisse nach Artikel 23 erfüllen.

(2) Die Vertragsparteien verpflichten sich, geeignete Vorschriften, einschließlich der Beschlagnahme der Feuerwaffen und der Rücknahme der Erlaubnis zu erlassen, sowie die Verletzung der Gesetze oder sonstiger Vorschriften über Feuerwaffen mit geeigneten Sanktionen zu belegen. Dabei kann die Einziehung der Feuerwaffen vorgesehen werden.

#### Artikel 88

(1) Die Personen, die eine Erlaubnis zum Erwerb einer Feuerwaffe besitzen, benötigen keine Erlaubnis zum Erwerb von Munition für diese Waffen.

(2) Der Erwerb von Munition durch Personen, die nicht im Besitze einer Erlaubnis zum Waffenerwerb sind, unterliegt der entsprechenden Regelung der Waffe, für die sie bestimmt ist. Die Erlaubnis kann für eine Munitionsart oder für alle Munitionsarten ausgestellt werden.

## Artikel 89

Die Listen der verbotenen, erlaubnispflichtigen und meldepflichtigen Feuerwaffen können geändert oder ergänzt werden, um die technische, wirtschaftliche und sicherheitspolitische Entwicklung zu berücksichtigen. Der Exekutivausschuß kann die Listen ändern oder ergänzen.

## Artikel 90

Die Vertragsparteien sind befugt, strengere Gesetze und Vorschriften in bezug auf Feuerwaffen und Munition zu erlassen.

## Artikel 91

(1) Die Vertragsparteien schaffen auf der Grundlage des Europäischen Übereinkommens vom 28. Juni 1978 über die Kontrolle des Erwerbs und des Besitzes von Schusswaffen durch Einzelpersonen nach Maßgabe ihres nationalen Rechts einen Informationsaustausch über den Erwerb von Feuerwaffen durch Personen, Privatpersonen oder Waffenhändler im Einzelhandel, die sich gewöhnlich in dem Hoheitsgebiet einer anderen Vertragspartei aufhalten oder dort ihren Sitz haben. Unter Einzelhändler ist jede Person zu verstehen, deren Erwerbstätigkeit insgesamt oder zum Teil in dem Einzelhandel von Feuerwaffen besteht.

(2) Der Informationsaustausch erstreckt sich :

- a) Zwischen zwei Vertragsparteien, die das in Absatz 1 genannte Übereinkommen ratifiziert haben, auf die Feuerwaffen, die in Anlage 1 Teil A Nummer 1 Buchstaben a bis h des genannten Übereinkommens aufgeführt sind ;
- b) zwischen zwei Vertragsparteien, von denen mindestens eine das in Absatz 1 genannte Übereinkommen nicht ratifiziert hat, auf die Waffen, die in dem Hoheitsgebiet jeder einzelnen Vertragspartei erlaubnis- oder meldepflichtig sind.

(3) Die Informationen über den Erwerb von Feuerwaffen müssen so schnell wie möglich übermittelt werden und die folgenden Angaben enthalten:

- a) Das Datum des Erwerbs und die Identität des Erwerbers, nämlich,
  - wenn es sich um eine natürliche Person handelt : Name, Vorname, Datum und Ort der Geburt, Anschrift und Paß- oder Personalausweisnummer sowie Ausstellungsdatum und Angabe der ausstellenden Behörde, Waffenhändler oder nicht ;
  - wenn es sich um eine juristische Person handelt: Firma und Sitz sowie Name, Vorname, Datum und Ort der Geburt, Anschrift und Paß- oder Personalausweisnummer der Person, die zur Vertretung der juristischen Person berechtigt ist ;
- b) Modell, Herstellungsnummer, Kaliber und die anderen Merkmale der betreffenden Feuerwaffe sowie die Identifizierungsnummer.

(4) Jede Vertragspartei benennt eine nationale Behörde, die die in den Absätzen 2 und 3 erwähnten Informationen übermittelt und empfängt und setzt die anderen Vertragsparteien unverzüglich über jede Änderung der bezeichneten Behörde in Kenntnis.

(5) Die von jeder Vertragspartei benannte Behörde kann die erhaltenen Informationen den zuständigen örtlichen Polizeidienststellen und den Grenzüberwachungsbehörden zum Zwecke der Verhütung oder Verfolgung von Straftaten und Ordnungswidrigkeiten übermitteln.

## T I T E L I V

### Schengener Informationssystem

#### K A P I T E L 1

##### Einrichtung des Schengener Informationssystems

###### Artikel 92

(1) Die Vertragsparteien errichten und unterhalten ein gemeinsames Informationssystem, nachstehend das Schengener Informationssystem genannt, das aus einem nationalen Teil bei jeder Vertragspartei und einer technischen Unterstützungseinheit besteht. Durch das Schengener Informationssystem werden Ausschreibungen, die der Suche nach Personen und Sachen dienen, den durch die Vertragsparteien bezeichneten Behörden bei nach Maßgabe des nationalen Rechts durchgeführten Grenzkontrollen, sonstigen polizeilichen und zollrechtlichen Überprüfungen im Inland sowie, beschränkt auf die Ausschreibungskategorie nach Artikel 96 für Zwecke des Sichtvermerksverfahrens sowie der Erteilung der Aufenthaltstitel und der Handhabung des Ausländerrechts im Rahmen der Anwendung dieses Übereinkommens im Bereich des Personenverkehrs zum Abruf im automatisierten Verfahren bereit gehalten.

(2) Jede Vertragspartei errichtet und unterhält in eigener Verantwortung und auf eigene Kosten ihren nationalen Teil des Schengener Informationssystems, dessen Bestand durch Nutzung der technischen Unterstützungseinheit inhaltlich identisch ist mit dem Bestand des nationalen Teiles jeder anderen Vertragspartei. Im Hinblick auf die schnelle und zweckmäßige Übermittlung der Informationen nach Absatz 3 berücksichtigt jede Vertragspartei bei der Errichtung ihres nationalen Teils die durch die Vertragsparteien gemeinsam festgelegten Protokolle und Verfahren in bezug auf die technische Unterstützungseinheit. Der Bestand jedes nationalen Teils dient innerhalb des Hoheitsgebietes der jeweiligen Vertragsparteien zum Abruf im automatisierten Verfahren. Ein Abruf aus dem Bestand des nationalen Teiles einer anderen Vertragspartei erfolgt nicht.

(3) Die Vertragsparteien errichten und unterhalten in gemeinsamer Verantwortung und auf gemeinsame Kosten die technische Unterstützungseinheit des Schengener Informationssystems. Die Französische Republik ist zuständig für diese Unterstützungseinheit; sie wird eingerichtet in Straßburg. Die technische Unterstützungseinheit umfaßt einen Bestand, der der On-Line-Übermittlung der Informationen an die nationalen Bestände dient, wodurch gewährleistet wird, daß die nationalen Bestände identisch bleiben. In den Bestand der technischen Unterstützungseinheit werden Ausschreibungen von Personen und Sachen aufgenommen, soweit sie sich auf alle Vertragsparteien beziehen. Der Bestand der technischen Unterstützungseinheit umfaßt, abgesehen von den Daten nach diesem Absatz und nach Artikel 113 Absatz 2, keine weiteren Daten.

## Κ Α Π Ι Τ Ε Λ Ο

## Betrieb und Nutzung des Schengener Informationssystems

## Artikel 93

Das Schengener Informationssystem hat nach Maßgabe der Bestimmungen dieses Übereinkommens zum Ziel, in dem Hoheitsgebiet der Vertragsparteien anhand der aus diesem System erteilten Informationen die öffentliche Sicherheit und Ordnung einschließlich der Sicherheit des Staates und die Anwendung der Bestimmungen dieses Übereinkommens im Bereich des Personenverkehrs zu gewährleisten.

## Artikel 94

(1) Das Schengener Informationssystem enthält ausschließlich die durch jede der Vertragsparteien gelieferten Kategorien von Daten, die für die in den Artikeln 95 bis 100 vorgesehenen Zwecke erforderlich sind. Die ausschreibende Vertragspartei prüft, ob die Bedeutung des Falles eine Aufnahme der Ausschreibung in das Schengener Informationssystem rechtfertigt.

(2) Die Datenkategorien sind:

- a) Die ausgeschriebenen Personen;
- b) die in Artikel 100 aufgeführten Sachen und die in Artikel 99 aufgeführten Fahrzeuge.

(3) In bezug auf Personen werden höchstens die folgenden Angaben mitgeteilt:

- a) Name und Vorname, gegebenenfalls Aliasname in einem neuen Datensatz;
- b) besondere unveränderliche physische Merkmale;
- c) erster Buchstabe des zweiten Vornamens;
- d) Geburtsort und -datum;
- e) Geschlecht;
- f) Staatsangehörigkeit;
- g) der personenbezogene Hinweis "bewaffnet";
- h) der personenbezogene Hinweis "gewalttätig";
- i) Ausschreibungsgrund;
- j) zu ergreifende Maßnahme.

Andere Angaben, insbesondere die Daten, die in Artikel 6 Satz 1 des Übereinkommens des Europarates vom 28. Januar 1981 zum Schutz des Menschen bei der automatischen Verarbeitung personenbezogener Daten erwähnt sind, sind nicht zulässig.

(4) Sofern eine Vertragspartei eine Ausschreibung nach Artikel 95, 97 oder 99 für nicht vereinbar hält mit ihrem nationalen Recht, mit internationalen Verpflichtungen oder wesentlichen nationalen Interessen, kann sie nachträglich die Ausschreibung in dem Bestand ihres nationalen Teils des Schengener Informationssystems so kennzeichnen lassen, daß die Maßnahme in ihrem Hoheitsgebiet nicht aufgrund der Ausschreibung vollzogen wird. Mit den anderen Vertragsparteien müssen hierüber Konsultationen geführt werden. Wenn die ausschreibende Vertragspartei die Ausschreibung nicht zurückzieht, bleibt die Ausschreibung für die anderen Vertragsparteien nach wie vor gültig.

## Artikel 95

(1) Daten in bezug auf Personen, um deren Festnahme mit dem Ziel der Auslieferung ersucht wird, werden auf Antrag der Justizbehörde der ersuchenden Vertragspartei aufgenommen.

(2) Vor der Ausschreibung prüft die ausschreibende Vertragspartei, ob die Festnahme nach dem Recht der ersuchten Vertragsparteien zulässig ist. Sollte die ausschreibende Vertragspartei Zweifel haben, ist sie verpflichtet, die betroffenen Vertragsparteien zu konsultieren.

Die ausschreibende Vertragspartei teilt den ersuchten Vertragsparteien gleichzeitig mit der Ausschreibung auf möglichst schnellem Wege folgende für den zugrunde liegenden Sachverhalt wesentliche Informationen mit:

- a) die um die Festnahme ersuchende Behörde;
- b) das Bestehen eines Haftbefehls oder einer Urkunde mit gleicher Rechtswirkung oder eines rechtskräftigen Urteils;
- c) die Art und die rechtliche Würdigung der strafbaren Handlung;
- d) die Beschreibung der Umstände, unter denen die Straftat begangen wurde; einschließlich der Zeit, des Orts und der Art der Täterschaft;
- e) soweit möglich die Folgen der Straftat.

(3) Eine ersuchte Vertragspartei kann die Ausschreibung in dem Bestand ihres nationalen Teils des Schengener Informationssystems so kennzeichnen lassen, daß bis zur Löschung der Kennzeichnung keine Festnahme aufgrund der Ausschreibung erfolgen darf. Die Kennzeichnung ist spätestens vierundzwanzig Stunden nach der Speicherung der Ausschreibung zu löschen, es sei denn, die betreffende Vertragspartei lehnt die erbetene Festnahme aus Rechtsgründen oder besonderen Opportunitätsabwägungen ab. Sofern in besonderen Ausnahmefällen die Komplexität des Sachverhalts dies erfordert, kann die genannte Frist auf eine Woche verlängert werden. Ungeachtet einer Kennzeichnung oder einer ablehnenden Entscheidung bleiben die anderen Vertragsparteien befugt, die mit der Ausschreibung erbetene Festnahme zu vollziehen.

(4) Ersucht eine Vertragspartei wegen besonderer Eilbedürftigkeit um eine Sofortfahndung, prüft die ersuchte Vertragspartei, ob sie auf die Kennzeichnung verzichten kann. Die ersuchte Vertragspartei trifft die erforderlichen Vorkehrungen, damit die erbetene Maßnahme für den Fall, daß die Ausschreibung gebilligt wird, unverzüglich vollzogen werden kann.

(5) Ist eine Festnahme wegen einer noch nicht abgeschlossenen Prüfung oder wegen einer ablehnenden Entscheidung einer ersuchten Vertragspartei nicht möglich, so ist von dieser Vertragspartei die Ausschreibung als Ausschreibung zur Aufenthaltsermittlung zu behandeln.

(6) Die ersuchten Vertragsparteien treffen die aufgrund der Ausschreibung erbetenen Maßnahmen auf der Grundlage der geltenden Auslieferungsübereinkommen und nach Maßgabe des nationalen Rechts. Unbeschadet der Möglichkeit, den Betroffenen nach Maßgabe des nationalen Rechts festzunehmen, sind sie nicht verpflichtet, die Maßnahme zu vollziehen, wenn ein eigener Staatsangehöriger betroffen ist.



## Artikel 96

(1) Die Daten bezüglich Drittausländern, die zur Einreiseverweigerung ausgeschrieben sind, werden aufgrund einer nationalen Ausschreibung gespeichert, die auf Entscheidungen der zuständigen Verwaltungsbehörden und Gerichte beruht, wobei die Verfahrensregeln des nationalen Rechts zu beachten sind.

(2) Die Entscheidungen können auf die Gefahr für die öffentliche Sicherheit und Ordnung oder die nationale Sicherheit, die die Anwesenheit eines Drittausländers auf dem Hoheitsgebiet der Vertragspartei bedeutet, gestützt werden.

Dies kann insbesondere der Fall sein

- a) bei einem Drittausländer, der wegen einer Straftat verurteilt worden ist, die mit Freiheitsstrafe von mindestens einem Jahr bedroht ist;
- b) bei einem Drittausländer, gegen den ein begründeter Verdacht besteht, daß er schwere Straftaten, einschließlich solcher im Sinne von Artikel 71 begangen hat, oder gegen den konkrete Hinweise bestehen, daß er solche Taten in dem Hoheitsgebiet einer Vertragspartei plant.

(3) Die Entscheidungen können ebenso darauf beruhen, daß der Drittausländer ausgewiesen, zurückgewiesen oder abgeschoben worden ist, wobei die Maßnahme nicht aufgeschoben oder aufgegeben worden sein darf, ein Verbot der Einreise oder des Aufenthalts enthalten oder davon begleitet sein muß und auf der Nichtbeachtung des nationalen Rechts über die Einreise oder den Aufenthalt von Ausländern beruhen muß.

## Artikel 97

Daten in bezug auf Vermißte oder Personen, die im Interesse ihres eigenen Schutzes oder zur Gefahrenabwehr auf Ersuchen der zuständigen Behörde oder des zuständigen Gerichts der ausschreibenden Vertragspartei vorläufig in Gewahrsam genommen werden müssen, werden aufgenommen, damit die Polizeibehörden den Aufenthalt der ausschreibenden Vertragspartei mitteilen oder die Person in Gewahrsam nennen können, um deren Weiterreise zu verhindern, soweit es das nationale Recht erlaubt. Dies gilt insbesondere für Minderjährige und Personen, die aufgrund einer Anordnung einer zuständigen Stelle zwangweise untergebracht werden müssen. Bei volljährigen Vermißten bedarf die Mitteilung der Einwilligung des Betroffenen.

## Artikel 98

(1) Daten in bezug auf Zeugen sowie auf Personen, die im Rahmen eines Strafverfahrens wegen Taten vor Gericht erscheinen müssen, deretwegen sie verfolgt werden oder Personen, denen ein Strafurteil oder die Ladung zum Antritt einer Freiheitsentziehung zugestellt werden muß, werden auf Ersuchen der zuständigen Justizbehörden im Hinblick auf die Mitteilung des Wohnsitzes oder des Aufenthalts aufgenommen.

(2) Die erbetenen Informationen werden der ersuchenden Vertragspartei nach Maßgabe des nationalen Rechts und der geltenden Übereinkommen über Rechtshilfe in Strafsachen mitgeteilt.

#### Artikel 99

(1) Daten in bezug auf Personen oder Fahrzeuge werden nach Maßgabe des nationalen Rechts der ausschreibenden Vertragspartei zur verdeckten Registrierung oder zur gezielten Kontrolle gemäß Absatz 5 aufgenommen.

(2) Eine Ausschreibung dieser Art ist zulässig zur Strafverfolgung und zur Abwehr von Gefahren für die öffentliche Sicherheit, wenn

- a) konkrete Anhaltspunkte dafür vorliegen, daß der Betroffene in erheblichem Umfang außergewöhnlich schwere Straftaten plant oder begeht, oder
- b) die Gesamtbeurteilung des Betroffenen, insbesondere aufgrund der bisher von ihm begangenen Straftaten, erwarten läßt, daß er auch künftig außergewöhnlich schwere Straftaten begehen wird.

(3) Die Ausschreibung ist ferner, soweit das nationale Recht es erlaubt, auf Veranlassung der für die Sicherheit des Staates zuständigen Stellen zulässig, wenn tatsächliche Anhaltspunkte dafür vorliegen, daß die in Absatz 4 bezeichneten Informationen zur Abwehr einer von dem Betroffenen ausgehenden erheblichen Gefährdung oder anderer erheblicher Gefahren für die innere oder äußere Sicherheit des Staates erforderlich sind. Die ausschreibende Vertragspartei ist verpflichtet, vorab die anderen Vertragsparteien zu konsultieren.

(4) Aufgrund der verdeckten Registrierung können anlässlich von Grenzkontrollen und sonstigen polizeilichen und zollrechtlichen Überprüfungen im Binnenland die nachstehenden Informationen ganz oder teilweise eingeholt und der ausschreibenden Stelle übermittelt werden:

- a) Antreffen der ausgeschriebenen Person oder des ausgeschriebenen Fahrzeugs,
- b) Ort, Zeit oder Anlaß der Überprüfung,
- c) Reiseweg und Reiseziel,
- d) Begleitpersonen oder Insassen,
- e) benutztes Fahrzeug,
- f) mitgeführte Sachen,
- g) Umstände des Antreffens der Person oder des Fahrzeugs.

Bei der Erhebung dieser Daten ist darauf zu achten, daß der verdeckte Charakter der Maßnahme nicht gefährdet wird.

(5) Bei der in Absatz 1 genannten gezielten Kontrolle können nach Maßgabe des nationalen Rechts zur Erreichung der in den Absätzen 2 und 3 genannten Zwecke die Person, das Fahrzeug oder die mitgeführten Gegenstände durchsucht werden. Soweit nach dem Recht einer Vertragspartei die gezielte Kontrolle nicht zulässig ist, wird diese Maßnahme für diese Vertragspartei automatisch in eine verdeckte Registrierung umgesetzt.

(6) Eine ersuchte Vertragspartei kann die Ausschreibung in dem Bestand ihres nationalen Teils des Schengener Informationssystems so kennzeichnen lassen, daß bis zur Löschung der Kennzeichnung keine Maßnahme aufgrund der Ausschreibung zur verdeckten Registrierung oder zur gezielten Kontrolle vollzogen wird. Die Kennzeichnung ist spätestens vierundzwanzig Stunden nach der Speicherung der Ausschreibung zu löschen, es sei denn, die betreffende Vertragspartei lehnt die erbetene Maßnahme aus Rechtsgründen oder besonderen Opportunitätserwägungen ab. Ungeachtet einer Kennzeichnung oder einer ablehnenden Entscheidung bleiben die anderen Vertragsparteien befugt, die mit der Ausschreibung erbetene Maßnahme zu vollziehen.

#### Artikel 100

(1) Daten in Bezug auf Sachen, die zur Sicherstellung oder Beweissicherung im Strafverfahren gesucht werden, werden in das Schengener Informationssystem aufgenommen.

(2) Ergibt eine Abfrage, daß eine Sachfahndungsnotierung besteht, so setzt sich die aufgreifende mit der ausschreibenden Stelle in Verbindung, um erforderliche Maßnahmen abzustimmen. Zu diesem Zweck können nach Maßgabe dieses Übereinkommens auch personenbezogene Daten übermittelt werden. Maßnahmen der aufgreifenden Vertragspartei werden nach Maßgabe ihres nationalen Rechts vollzogen.

(3) Es werden folgende Kategorien von Sachen einbezogen:

- a) gestohlene, unterschlagene oder sonst abhandengekommene Kraftfahrzeuge mit einem Hubraum von mehr als 50 cm<sup>3</sup>;
- b) gestohlene, unterschlagene oder sonst abhandengekommene Anhänger und Wohnwagen mit einem Leergewicht von mehr als 750 kg;
- c) gestohlene, unterschlagene oder sonst abhandengekommene Feuerwaffen;
- d) gestohlene, unterschlagene oder sonst abhandengekommene Blankodokumente;
- e) gestohlene, unterschlagene oder sonst abhandengekommene ausgefüllte Identitätspapiere (Pässe, Identitätskarten, Führerscheine);
- f) Banknoten (Registriergeld).

#### Artikel 101

(1) Zugriff auf die im Schengener Informationssystem gespeicherten Daten mit dem Recht, diese unmittelbar abzurufen, erhalten ausschließlich Stellen, die zuständig sind für:

- a) Grenzkontrollen,
- b) sonstige polizeiliche und zollrechtliche Überprüfungen im Inland sowie deren Koordinierung.

(2) Zugriff auf die nach Artikel 96 gespeicherten Daten mit dem Recht, diese unmittelbar abzurufen, erhalten außerdem die für die Sichtvermerkerteilung zuständigen Stellen, die zentralen Behörden, die für die Behandlung der Sichtvermerkisanträge zuständig sind sowie die für die Erteilung von Aufenthaltstiteln und die für die Handhabung der ausländerrechtlichen Bestimmungen dieses Übereinkommens im Bereich des Personenverkehrs zuständigen Behörden. Der Zugriff auf die Daten erfolgt nach Maßgabe des nationalen Rechts der Vertragsparteien.

(3) Die Benutzer dürfen nur die Daten abrufen, die zur Erfüllung ihrer Aufgaben erforderlich sind.

(4) Jede Vertragspartei übermittelt dem Exekutivausschuß die Liste der zuständigen Behörden, die berechtigt sind, die im Schengener Informationssystem gespeicherten Daten unmittelbar abzufragen, wobei für jede Behörde angegeben wird, welche Daten für welche Aufgaben sie abrufen darf.

### K A P I T E L 3

#### Datenschutz und Datensicherung im Schengener Informationssystem

##### Artikel 102

(1) Die Vertragsparteien dürfen die in den Artikeln 95 bis 100 genannten Daten nur für die der jeweiligen Ausschreibung entsprechenden Zwecke nutzen.

(2) Die Daten dürfen nur zu technischen Zwecken vervielfältigt werden, soweit dies zum unmittelbaren Abruf durch die in Artikel 101 genannten Stellen erforderlich ist. Ausschreibungen von anderen Vertragsparteien dürfen nicht aus dem Bestand des nationalen Teils des Schengener Informationssystems in andere nationale Datenbestände übernommen werden.

(3) Hinsichtlich der Ausschreibungen nach Artikel 95 bis 100 dieses Übereinkommens ist eine Abweichung von Absatz 1, durch die eine Ausschreibungskategorie durch eine andere ersetzt wird, nur zulässig, soweit dies zur Abwehr einer schwerwiegenden und unmittelbar bevorstehenden Gefahr für die öffentliche Sicherheit und Ordnung oder aus schwerwiegenden Gründen der Sicherheit des Staates oder zur Verhütung einer Straftat mit erheblicher Bedeutung erforderlich ist. Hierüber ist die vorherige Zustimmung der ausschreibenden Vertragspartei einzuholen.

(4) Die Daten dürfen nicht zu Verwaltungszwecken genutzt werden. Hiervon abweichend dürfen die nach Artikel 96 gespeicherten Daten nach Maßgabe des nationalen Rechts jeder Vertragspartei nur für die sich aus Artikel 101 Absatz 2 ergebenden Zwecke genutzt werden.

(5) Jede Nutzung der Daten, die den Absätzen 1 bis 4 nicht entspricht, wird nach dem nationalen Recht der Vertragspartei als Zweckentfremdung bewertet.

## Artikel 103

Jede Vertragspartei gewährleistet, daß durchschnittlich jede zehnte Übermittlung von personenbezogenen Daten durch die datenführende Stelle im nationalen Teil des Schengener Informationssystems protokolliert wird zur Kontrolle der Zulässigkeit der Abrufe. Die Aufzeichnung darf nur hierfür verwendet werden und wird nach sechs Monaten gelöscht.

## Artikel 104

(1) Das nationale Recht der ausschreibenden Vertragspartei findet auf die Ausschreibung Anwendung, es sei denn, dieses Übereinkommen enthält engere Voraussetzungen für die Ausschreibung.

(2) Soweit dieses Übereinkommen keine besondere Regelung enthält, findet das nationale Recht der jeweiligen Vertragspartei auf die in ihrem nationalen Teil des Schengener Informationssystems gespeicherten Daten Anwendung.

(3) Soweit dieses Übereinkommen keine besondere Regelung über die Durchführung der mit der Ausschreibung erbetenen Maßnahme enthält, findet das nationale Recht der ersuchten Vertragspartei, die die Maßnahme durchführt, Anwendung. Soweit dieses Übereinkommen besondere Regelungen über die Durchführung der mit der Ausschreibung erbetenen Maßnahme enthält, werden die Befugnisse durch das nationale Recht der ersuchten Vertragspartei begrenzt. Soweit die erbetene Maßnahme nicht durchgeführt werden kann, unterrichtet die ersuchte Vertragspartei die ausschreibende Vertragspartei unverzüglich.

## Artikel 105

Die ausschreibende Vertragspartei ist für die Richtigkeit und Aktualität der Daten sowie die Rechtmäßigkeit der Speicherung im Schengener Informationssystem verantwortlich.

## Artikel 106

(1) Die Änderung, Ergänzung, Berichtigung oder Löschung der Daten darf nur durch die ausschreibende Vertragspartei vorgenommen werden.

(2) Hat eine Vertragspartei, die selber die Ausschreibung nicht veranlaßt hat, Anhaltspunkte dafür, daß Daten unrichtig sind oder unrechtmäßig gespeichert worden sind, so teilt sie dies umgehend der ausschreibenden Vertragspartei mit, die verpflichtet ist, diese Mitteilung unverzüglich zu prüfen und erforderlichenfalls die Daten unverzüglich zu berichtigen oder zu löschen.

(3) Falls die Vertragsparteien sich nicht einigen können, unterbreitet die Vertragspartei, die die Ausschreibung nicht veranlaßt hat, der in Artikel 115 Absatz 1 vorgesehenen gemeinsamen Kontrollinstanz den Fall zur Stellungnahme.

## Artikel 107

Wurde in bezug auf eine Person bereits eine Ausschreibung in das Schengener Informationssystem aufgenommen, so stimmt sich die Vertragspartei, die eine weitere Ausschreibung vornimmt, mit der Vertragspartei, die die erste Ausschreibung vorgenommen hat, über die Speicherung der Ausschreibungen ab. Hierzu können die Vertragsparteien auch generelle Regelungen treffen.

## Artikel 108

(1) Jede Vertragspartei bestimmt eine Stelle, die als Zentrale für den nationalen Teil des Schengener Informationssystems zuständig ist.

(2) Jede Vertragspartei nimmt ihre Ausschreibungen über diese Stelle vor.

(3) Diese Stelle ist für das reibungslose Funktionieren des nationalen Teiles des Schengener Informationssystems verantwortlich und trifft die erforderlichen Maßnahmen für die Einhaltung der Bestimmungen dieses Übereinkommens.

(4) Die Vertragsparteien teilen einander über den Verwahrer die nach Absatz 1 bestimmte Stelle mit.

## Artikel 109

(1) Das Recht jeder Person, über die zu ihrer Person im Schengener Informationssystem gespeicherten Daten Auskunft zu erhalten, richtet sich nach dem nationalen Recht der Vertragspartei, in deren Hoheitsgebiet das Auskunftsrecht beansprucht wird. Soweit das nationale Recht dies vorsieht, entscheidet die in Artikel 114 Absatz 1 vorgesehene nationale Kontrollinstanz, ob und in welcher Weise Auskunft erteilt wird. Eine Vertragspartei, die selber die Ausschreibung nicht vorgenommen hat, darf Auskunft zu diesen Daten nur erteilen, wenn sie vorher der ausschreibenden Vertragspartei Gelegenheit zur Stellungnahme gegeben hat.

(2) Die Auskunftserteilung an den Betroffenen unterbleibt, wenn dies zur Durchführung einer rechtmäßigen Aufgabe im Zusammenhang mit der Ausschreibung oder zum Schutz der Rechte und Freiheiten Dritter unerlässlich ist. Sie unterbleibt immer während der Ausschreibung zur verdeckten Registrierung.

## Artikel 110

Jeder hat das Recht, auf seine Person bezogene unrichtige Daten berichtigen oder unrechtmäßig gespeicherte Daten löschen zu lassen.

## Artikel 111

(1) Jeder hat das Recht, im Hoheitsgebiet jeder Vertragspartei eine Klage wegen einer seine Person betreffenden Ausschreibung insbesondere auf Berichtigung, Löschung, Auskunftserteilung oder Schadensersatz vor dem nach nationalem Recht zuständigen Gericht oder der zuständigen Behörde zu erheben.

(2) Unbeschadet des Artikels 116 verpflichten sich die Vertragsparteien, unanfechtbare Entscheidungen der Gerichte oder Behörden nach Absatz 1 zu vollziehen.

## Artikel 112

(1) Die zur Personenfindung in dem Schengen-Informationssystem aufgenommenen personenbezogenen Daten werden nicht länger als für den verfolgten Zweck erforderlich gespeichert. Spätestens drei Jahre nach ihrer Einspeicherung ist die Erforderlichkeit der weiteren Speicherung von der ausschreibenden Vertragspartei zu prüfen. Für die Ausschreibung gemäß Artikel 99 beträgt diese Frist ein Jahr.

(2) Jede ausschreibende Vertragspartei bestimmt gegebenenfalls kürzere Prüffristen nach Maßgabe ihres nationalen Rechts.

(3) Die technische Unterstützungseinheit des Schengen-Informationssystems weist die ausschreibende Vertragspartei mit einem Vorlauf von einem Monat automatisch auf die im System programmierte Löschung hin.

(4) Die ausschreibende Vertragspartei kann innerhalb der Prüffrist beschließen, die Ausschreibung noch beizubehalten, wenn dies für den der Ausschreibung zugrunde liegenden Zweck erforderlich ist. Eine Verlängerung der Ausschreibung ist in die technische Unterstützungseinheit einzugeben. Absatz 1 gilt entsprechend.

## Artikel 113

(1) Andere Daten als in Artikel 112 werden nicht länger als zehn Jahre, Daten in Bezug auf ausgestellte Identitätspapiere und Registrierungsdaten nicht länger als fünf Jahre und Daten in Bezug auf Kraftfahrzeuge, Anhänger und Wohnwagen nicht länger als drei Jahre nach der Aufnahme gespeichert.

(2) Gedächtnisdaten werden noch ein Jahr in der technischen Unterstützungseinheit gespeichert. Sie dürfen in dieser Zeit jedoch lediglich genutzt werden, um nachträglich ihre Richtigkeit oder die Rechtmäßigkeit der Speicherung zu prüfen. Danach sind sie zu vernichten.

## Artikel 114

(1) Jede Vertragspartei bezeichnet eine Kontrollinstanz, deren Aufgabe darin besteht, nach Maßgabe des jeweiligen nationalen Rechts den Bestand des nationalen Teils des Schengener Informationssystems unabhängig zu überwachen und zu prüfen, ob durch Verarbeitung und Nutzung der im Schengener Informationssystem gespeicherten Daten die Rechte des Betroffenen nicht verletzt werden. Diese Kontrollinstanz hat hierfür Zugriff auf den Bestand des nationalen Teils des Schengener Informationssystems.

(2) Jeder hat das Recht, die Kontrollinstanzen zu ersuchen, die zu seiner Person im Schengener Informationssystem gespeicherten Daten sowie deren Nutzung zu überprüfen. Dieses Recht wird nach Maßgabe des nationalen Rechts der Vertragspartei, an die das Ersuchen gerichtet wird, ausgeübt. Wurden die Daten durch eine andere Vertragspartei eingegeben, so erfolgt die Kontrolle in enger Abstimmung mit der Kontrollinstanz dieser Vertragspartei.

## Artikel 115

(1) Zur Überwachung der technischen Unterstützungseinheit des Schengener Informationssystems wird eine gemeinsame Kontrollinstanz eingerichtet, die sich aus je zwei Vertretern der jeweiligen nationalen Kontrollinstanzen zusammensetzt. Jede Vertragspartei hat bei Abstimmungen eine Stimme. Die Kontrolle richtet sich nach den Bestimmungen dieses Übereinkommens, des Übereinkommens des Europarates vom 28. Januar 1981 zum Schutz des Menschen bei der automatischen Verarbeitung personenbezogener Daten, der Empfehlung R (87) 15 des Ministerausschusses des Europarates über die Nutzung personenbezogener Daten im Polizeibereich vom 17. September 1987 und nach dem nationalen Recht der für die technische Unterstützungseinheit zuständigen Vertragspartei.

(2) In bezug auf die technische Unterstützungseinheit hat die gemeinsame Kontrollinstanz die Aufgabe, die richtige Anwendung der Bestimmungen dieses Übereinkommens zu überprüfen. Sie hat hierfür Zugriff auf den zentralen Bestand.

(3) Die gemeinsame Kontrollinstanz ist auch zuständig für die Prüfung der Anwendungs- oder Auslegungsfragen im Zusammenhang mit dem Funktionieren des Schengener Informationssystems, für die Prüfung von Fragen im Zusammenhang mit den von den nationalen Kontrollinstanzen unabhängig vorgenommenen Kontrollen oder mit der Ausübung des Auskunftsrechtes sowie für die Erarbeitung harmonisierter Vorschläge im Hinblick auf gemeinsame Lösungen für die bestehenden Fragen.

(4) Die von der gemeinsamen Kontrollinstanz erstellten Berichte werden an die Stellen übermittelt, an die die nationalen Kontrollinstanzen ihre Berichte übermitteln.



## Artikel 116

(1) Wird jemand bei dem Betrieb eines nationalen Bestandes des Schengener Informationssystems geschädigt, haftet ihm hierfür jede Vertragspartei nach Maßgabe ihres nationalen Rechts. Dies gilt auch, wenn der Schaden durch die ausschreibende Vertragspartei verursacht worden ist, weil diese die Daten unrichtig eingegeben hat oder die Speicherung unrechtmäßig war.

(2) Ist die in Anspruch genommene Vertragspartei nicht die ausschreibende Vertragspartei, hat Letztere den geleisteten Ersatz auf Anforderung zu erstatten, es sei denn, von der ersuchten Vertragspartei wurden die Daten vertragswidrig genutzt.

## Artikel 117

(1) Jede Vertragspartei trifft spätestens bis zum Inkrafttreten dieses Übereinkommens in ihrem nationalen Recht in bezug auf die automatische Verarbeitung personenbezogener Daten im Rahmen der Anwendung dieses Titels die erforderlichen Maßnahmen zur Gewährleistung eines Datenschutzniveaus, der zumindest dem entspricht, der sich aus der Verwirklichung der Grundsätze des Übereinkommens des Europarates über den Schutz des Menschen bei der automatischen Verarbeitung personenbezogener Daten vom 18. Januar 1981 ergibt, und beachtet dabei die Empfehlung R (87) 15 des Ministerausschusses des Europarates über die Nutzung personenbezogener Daten im Polizeibereich vom 17. September 1987.

(2) Die in diesem Titel vorgesehenen Übermittlungen personenbezogener Daten dürfen erst beginnen, wenn in dem Hoheitsgebiet der an der Übermittlung beteiligten Vertragsparteien die nach Absatz 1 gebotenen datenschutzrechtlichen Regelungen in Kraft getreten sind.

## Artikel 118

(1) Jede Vertragspartei verpflichtet sich, für ihren nationalen Teil des Schengener Informationssystems Maßnahmen zu treffen, die geeignet sind:

- a) Unbefugten den Zugang zu Datenverarbeitungsanlagen, mit denen personenbezogene Daten verarbeitet werden, zu verwehren (Zugangskontrolle);
- b) zu verhindern, daß Datenträger unbefugt gelesen, kopiert, verändert oder entfernt werden können (Datenträgerkontrolle);
- c) die unbefugte Eingabe in den Speicher sowie die unbefugte Kenntnisnahme, Veränderung oder Löschung gespeicherter personenbezogener Daten zu verhindern (Speicherkontrolle);
- d) zu verhindern, daß automatisierte Datenverarbeitungssysteme mit Hilfe von Einrichtungen zur Datenübertragung von Unbefugten genutzt werden können (Benutzerkontrolle);

- e) zu gewährleisten, daß die zur Benutzung eines automatisierten Datenverarbeitungssystems Berechtigten ausschließlich auf die ihrer Zugriffsberechtigung unterliegenden Daten zugreifen können (Zugriffskontrolle);
- f) zu gewährleisten, daß überprüft und festgestellt werden kann, an welche Stellen personenbezogene Daten durch Einrichtungen zur Datenübertragung übermittelt werden können (Übermittlungskontrolle);
- g) zu gewährleisten, daß nachträglich überprüft und festgestellt werden kann, welche personenbezogenen Daten zu welcher Zeit und von wem in automatisierte Datenverarbeitungssysteme eingegeben worden sind (Eingabekontrolle);
- h) zu verhindern, daß bei der Übertragung personenbezogener Daten sowie beim Transport von Datenträgern die Daten unbefugt gelesen, kopiert, verändert oder gelöscht werden können (Transportkontrolle).

(2) Jede Vertragspartei hat für die Übermittlung von Daten an Stellen außerhalb des Hoheitsgebietes der Vertragsparteien besondere Vorkehrungen zur Datensicherung zu treffen. Diese sind der gemeinsamen Kontrollinstanz mitzuteilen.

(3) Jede Vertragspartei darf mit der Datenverarbeitung in ihrem nationalen Teil des Schengener Informationssystems nur Personen beauftragen, die besonders geschult und einer Sicherheitsüberprüfung unterzogen worden sind.

(4) Für die technische Unterstützungseinheit des Schengener Informationssystems trifft die hierfür zuständige Vertragspartei die in den Absätzen 1 bis 3 genannten Maßnahmen.

#### K A P I T E L 4

##### Verteilung der Kosten des Schengener Informationssystems

##### Artikel 119

(1) Die Kosten für die Einrichtung und den Betrieb der technischen Unterstützungseinheit nach Artikel 92 Absatz 3 einschließlich der Leitungskosten für die Verbindung der nationalen Teile des Schengener Informationssystems mit der technischen Unterstützungseinheit werden von den Vertragsparteien gemeinsam getragen. Der zu leistende Kostenanteil richtet sich nach dem Anteil einer jeden Vertragspartei an der einheitlichen Mehrwertsteuer-Bemessungsgrundlage im Sinne des Artikels 2 Absatz 1 Buchstabe c des Beschlusses des Rates der Europäischen Gemeinschaften über das System der Eigenmittel der Gemeinschaften vom 24. Juni 1988.

(2) Die Kosten für die Einrichtung und den Betrieb ihres nationalen Teils des Schengener Informationssystems trägt jede Vertragspartei selbst.

## T I T E L V

## Transport und Warenverkehr

## Artikel 120

(1) Die Vertragsparteien achten darauf, daß keine ihrer Rechts- oder Verwaltungsvorschriften den Warenverkehr über die Binnengrenzen in unvermeidbarer Weise behindern.

(2) Die Vertragsparteien erleichtern den Warenverkehr über die Binnengrenzen dadurch, daß sie mit Verboten und Beschränkungen verbundene Förmlichkeiten bei der Abfertigung der Waren zum abgabenrechtlich freien Verkehr durchführen. Diese Abfertigung findet nach Wahl des Beteiligten entweder im Binnenland oder an der Binnengrenze statt. Die Vertragsparteien bemühen sich, die Abfertigung im Binnenland zu fördern.

(3) Soweit die nach Absatz 2 vorgesehenen Erleichterungen in bestimmten Bereichen ganz oder teilweise noch nicht verwirklicht werden können, bemühen sich die Vertragsparteien weiterhin, untereinander oder im Rahmen der Europäischen Gemeinschaften dafür die Voraussetzungen zu schaffen.

Dieser Absatz findet insbesondere auf die Kontrolle der verkehrsgewerberechtlichen Genehmigung und der verkehrstechnischen Bestimmungen, des Tierschutz- und des Tierseuchenrechts sowie des Fleischnygienerechts, des Pflanzenschutzrechts sowie des Transports gefährlicher Güter und Abfälle Anwendung.

(4) Die Vertragsparteien bemühen sich weiterhin, die Förmlichkeiten für den Warenverkehr über die Außengrenze untereinander anzugleichen und deren Einhaltung nach einheitlichen Grundsätzen zu kontrollieren. Zu diesem Zweck arbeiten sie im Exekutivausschuß, im Rahmen der Europäischen Gemeinschaften und in anderen internationalen Gremien eng zusammen.

## Artikel 121

(1) Die Vertragsparteien verzichten in Übereinstimmung mit dem Gemeinschaftsrecht für bestimmte Pflanzen oder Pflanzenerzeugnisse auf die nach Gemeinschaftsrecht vorgesehenen phytosanitären Untersuchungen und die Vorlage von Pflanzengesundheitszeugnissen.

Der Exekutivausschuß bestimmt die Liste der Pflanzen oder Pflanzenerzeugnisse, für die die Erleichterungen des Satzes 1 gelten. Er kann sie ändern und bestimmt den Zeitpunkt, zu dem diese Änderungen in Kraft treten sollen. Die Vertragsparteien teilen sich gegenseitig die getroffenen Maßnahmen mit.

(2) Eine Vertragspartei kann bei Gefahr der Einschleppung oder Ausbreitung von Schadorganismen die vorübergehende Wiedereinführung der gemeinschaftsrechtlich vorgeschriebenen Kontrollmaßnahmen verlangen und selbst durchführen. Sie teilt dies unverzüglich schriftlich den anderen Vertragsparteien unter Angabe der Gründe mit.

(3) Für nach Artenschutzrecht notwendige Bescheinigungen kann das Pflanzengesundheitszeugnis weiterhin verwendet werden.

(4) Auf Antrag stellt die zuständige Behörde ein Pflanzengesundheitszeugnis aus, wenn die Sendung ganz oder teilweise für die Wiederausfuhr bestimmt ist, soweit die Pflanzen oder pflanzlichen Erzeugnisse die phytosanitären Anforderungen erfüllen.

#### Artikel 122

(1) Die Vertragsparteien verstärken ihre Zusammenarbeit im Hinblick auf die Sicherheit des Transports gefährlicher Güter und verpflichten sich, die nationalen Bestimmungen zur Durchführung der geltenden internationalen Übereinkommen zu harmonisieren. Darüber hinaus verpflichten sie sich, insbesondere im Hinblick auf die Beibehaltung des derteiligen Sicherheitsniveaus zur

- a) Harmonisierung der Anforderungen bezüglich der fachlichen Eignung von Fahrzeugführern;
- b) Harmonisierung der Modalitäten und der Intensität der Kontrollen während des Transports und in den Unternehmen;
- c) Harmonisierung der Straf- und Ordnungswidrigkeitstatbestände sowie der gesetzlichen Bestimmungen über den Straf- und Bußgeldrahmen;
- d) Schaffung eines ständigen Informations- und Erfahrungsaustausches über durchgeführte Maßnahmen und Kontrollen.

(2) Die Vertragsparteien verstärken die Zusammenarbeit im Hinblick auf die Überwachung der binnengrenzüberschreitenden Verbringung von gefährlichen und nicht gefährlichen Abfällen.

Dazu bemühen sie sich, bei der Novellierung der Richtlinien der Europäischen Gemeinschaften über die Überwachung und die administrative Behandlung der Verbringung gefährlicher Abfälle und bei der Erarbeitung von Rechtsakten der Europäischen Gemeinschaften über nicht gefährliche Abfälle einen einheitlichen Standpunkt mit dem Ziel der Schaffung einer ausreichenden Entsorgungsinfrastruktur und der Festlegung harmonisierter Entsorgungsstandards auf hohem Niveau zu vertreten.

In Erwartung einer gemeinschaftlichen Regelung über nicht gefährliche Abfälle wird deren Verbringung durch die Anwendung eines besonderen Verfahrens überwacht, wodurch die Verbringung am Bestimmungsort bei der Abfertigung kontrolliert werden kann.

Die Bestimmungen des Absatzes 1 Satz 2 finden Anwendung.

#### Artikel 123

(1) Die Vertragsparteien verpflichten sich, Beratungen zu führen mit dem Ziel, die derzeit geltende Genehmigungspflicht für die Ausfuhr von strategischen Industriewaren und Technologien in ihren Beziehungen zueinander abzuschaffen und gegebenenfalls durch ein flexibles Verfahren zu ersetzen, unter der Voraussetzung, daß Bestimmungs- und Endverbleibsländ Vertragsparteien sind.

Vorbehaltlich dieser Beratungen bemühen sich die Vertragsparteien, im Hinblick auf die erforderlichen Kontrollen eng zusammenzuarbeiten, nach Maßgabe des nationalen Rechts Informationen auszutauschen und die dazu erforderliche Koordination, einschließlich Einrichtung eines Koordinierungsmechanismus, vorzunehmen.

(2) Die Vertragsparteien bemühen sich, in bezug auf andere Waren als die strategischen Industriewaren und Technologien nach Absatz 1 einerseits die Ausfuhrformalitäten im Binnenland abwickeln zu lassen und andererseits ihre Kontrollverfahren zu harmonisieren.

(3) Im Rahmen der Ziele nach den Absätzen 1 und 2 konsultieren die Vertragsparteien die übrigen interessierten Partnerstaaten.

#### Artikel 124

Zahl und Intensität von Kontrollen der im Reiseverkehr über die Binnengrenzen mitgeführten Waren werden auf eine möglichst niedrige Ebene vermindert. Ihre weitere Verminderung und schließliche Abschaffung ist von der schrittweisen Anhebung der Reisefreigrenzen und von der weiteren Entwicklung bei den für den grenzüberschreitenden Reiseverkehr geltenden Vorschriften abhängig.

#### Artikel 125

(1) Die Vertragsparteien treffen Absprachen über die gegenseitige Entsendung von Verbindungsbeamten ihrer Zollverwaltungen.

(2) Die Entsendung von Verbindungsbeamten hat zum Ziel, die Zusammenarbeit zwischen den Vertragsparteien allgemein und insbesondere im Rahmen der bestehenden Übereinkommen und der Rechtsakte der Europäischen Gemeinschaften über die gegenseitige Unterstützung zu fördern und zu beschleunigen.

(3) Die Verbindungsbeamten werden beratend und unterstützend tätig. Sie sind nicht zur selbständigen Durchführung von zollamtlichen Maßnahmen berechtigt. Sie erteilen Informationen und erledigen ihre Aufträge im Rahmen der ihnen von der entsendenden Vertragspartei erteilten Weisungen.

## T I T E L V I

## Datenschutz

## Artikel 126

(1) Jede Vertragspartei trifft spätestens bis zum Inkrafttreten dieses Übereinkommens in ihrem nationalen Recht in bezug auf die automatische Verarbeitung personenbezogener Daten, die nach diesem Übereinkommen übermittelt werden, die erforderlichen Maßnahmen zur Gewährleistung eines Datenschutzstandards, der zumindest dem entspricht, der sich aus der Verwirklichung der Grundsätze des Übereinkommens des Europarates über den Schutz des Menschen bei der automatischen Verarbeitung personenbezogener Daten vom 28. Januar 1981 ergibt.

(2) Die in diesem Übereinkommen vorgesehene Übermittlung personenbezogener Daten darf erst beginnen, wenn in dem Hoheitsgebiet der an der Übermittlung beteiligten Vertragsparteien die nach Absatz 1 gebotenen datenschutzrechtlichen Regelungen in Kraft getreten sind.

(3) In bezug auf die automatische Verarbeitung personenbezogener Daten, die nach diesem Übereinkommen übermittelt werden, gelten außerdem folgende Bestimmungen:

- a) Eine Nutzung der personenbezogenen Daten durch die empfangende Vertragspartei ist ausschließlich zu den Zwecken zulässig, zu denen die Übermittlung solcher Daten in diesem Übereinkommen vorgesehen ist; eine Nutzung zu anderen Zwecken ist nur nach vorheriger Zustimmung der Übermittelnden Vertragspartei und nur nach Maßgabe des Rechts der empfangenden Vertragspartei zulässig. Die Zustimmung darf erteilt werden, soweit das nationale Recht der Übermittelnden Vertragspartei dies zuläßt.
- b) Die Übermittelten personenbezogenen Daten dürfen ausschließlich durch die Behörden und Gerichte genutzt werden, die für eine Aufgabe im Rahmen der Zwecke nach Buchstabe a) zuständig sind.
- c) Die Übermittelnde Vertragspartei ist verpflichtet, auf die Richtigkeit der personenbezogenen Daten zu achten; erweist sich, von Amts wegen oder aufgrund eines Antrags des Betroffenen, daß unrichtige Daten oder Daten, die nicht hätten übermittelt werden dürfen, übermittelt worden sind, so ist dies der empfangenden Vertragspartei oder den empfangenden Vertragsparteien unverzüglich mitzuteilen. Diese ist beziehungsweise diese sind verpflichtet, die Berichtigung oder Vernichtung vorzunehmen, oder zu vermerken, daß die Daten unrichtig sind oder unrechtmäßig übermittelt wurden.
- d) Im Rahmen ihrer Haftung nach Maßgabe des nationalen Rechts kann eine Vertragspartei sich im Verhältnis zu dem Geschädigten zu ihrer Entlastung nicht darauf berufen, daß eine andere Vertragspartei unrichtige Daten übermittelt hat. Leistet die empfangende Vertragspartei Schadensersatz wegen eines Schadens, der durch die Nutzung von unrichtig übermittelten Daten verursacht wurde, so erstattet die übermittelnde Vertragspartei der empfangenden Vertragspartei den Gesamtbetrag des geleisteten Ersatzes.

- e) Die Übermittlung und der Empfang personenbezogener Daten sind in der Datei, aus der sie übermittelt werden und in der Datei, in der sie gespeichert werden, festzuhalten.
- f) Die gemeinsame Kontrollinstanz nach Artikel 115 ist zuständig, auf Ersuchen einer Vertragspartei ein Gutachten über die Anwendungs- und Auslegungsschwierigkeiten abzugeben, die sich bei der Anwendung dieses Artikels ergeben.
- (4) Dieser Artikel findet auf die Übermittlung personenbezogener Daten nach Maßgabe des Titels II Kapitel 7 und des Titels IV keine Anwendung. Absatz 3 findet keine Anwendung auf die Übermittlung personenbezogener Daten nach Maßgabe des Titels III Kapitel 2, 3, 4 und 5.

## Artikel 127

(1) Werden aufgrund dieses Übereinkommens einer anderen Vertragspartei personenbezogene Daten übermittelt, so findet auf die Übermittlung dieser Daten aus einer nicht-automatisierten Datei und ihre Aufnahme in eine solche Datei Artikel 116 sinngemäß Anwendung.

(2) Werden in anderen als den in Artikel 116 Absatz 1 oder in Absatz 1 dieses Artikels genannten Fällen einer anderen Vertragspartei personenbezogene Daten übermittelt, so gilt Artikel 116 Absatz 3 mit Ausnahme von Buchstabe e. Außerdem gelten folgende Bestimmungen:

- a) Die Übermittlung und der Empfang personenbezogener Daten werden aktenkundig gemacht. Diese Verpflichtung entfällt, soweit es für die Verwendung der Daten nicht erforderlich ist, sie aktenkundig zu machen, insbesondere weil die Daten nicht oder nur kurzfristig verwendet werden.
- b) Die Verwendung der übermittelten Daten genießt auf dem Hoheitsgebiet der empfangenden Vertragspartei zumindest den Schutz, der aufgrund des Rechts dieser Vertragspartei für eine Verwendung von Daten gleicher Art gilt.
- c) Die Entscheidung darüber, ob und unter welchen Bedingungen auf Antrag des Betroffenen über die auf seine Person bezogenen übermittelten Daten Auskunft erteilt wird, richtet sich nach dem Recht der Vertragspartei, bei der der Antrag gestellt wird.

(3) Dieser Artikel findet auf die Übermittlung personenbezogener Daten nach Maßgabe des Titels II Kapitel 7, des Titels III Kapitel 2, 3, 4 und 5 und des Titels IV keine Anwendung.

## Artikel 128

(1) Die in diesem Übereinkommen vorgesehenen Übermittlungen personenbezogener Daten dürfen erst beginnen, wenn die an der Übermittlung beteiligten Vertragsparteien einer nationalen Kontrollinstanz die Aufgabe übertragen haben, auf unabhängige Weise die Einhaltung der Artikel 126 und 127 sowie der Rechtsvorschriften zur Anwendung dieser Bestimmungen in Bezug auf die Verarbeitung personenbezogener Daten in Dateien zu überwachen.

(2) Hat eine Vertragspartei nach Maßgabe ihres nationalen Rechts eine Kontrollinstanz mit der Aufgabe eingerichtet, in einem oder mehreren Sachbereichen die Einhaltung von datenschutzrechtlichen Bestimmungen in bezug auf nicht in Dateien gespeicherte Daten auf unabhängige Weise zu überwachen, so überträgt diese Vertragspartei dieser Kontrollinstanz die Aufgabe, in diesen Sachbereichen auch die Einhaltung der Regelungen dieses Titels zu überwachen.

(3) Dieser Artikel findet auf die Übermittlung personenbezogener Daten nach Maßgabe des Titels II Kapitel 7 und des Titels III Kapitel 2, 3, 4 und 5 keine Anwendung.

#### Artikel 129

In bezug auf die Übermittlung personenbezogener Daten nach Titel III Kapitel 1 verpflichten sich die Vertragsparteien, unbeschadet der Artikel 126 und 127, einen Datenschutzstandard zu verwirklichen, wobei die Grundsätze der Empfehlung R (97) 15<sup>7</sup> des Ministerausschusses des Europarates über die Nutzung personenbezogener Daten im Polizeibereich vom 17. September 1987 beachtet werden. Darüber hinaus finden auf die Übermittlung nach Maßgabe des Artikels 46 die folgenden Bestimmungen Anwendung:

- a) Eine Nutzung dieser Daten durch die empfangende Vertragspartei ist ausschließlich zu den durch die übermittelnde Vertragspartei angegebenen Zwecken und unter den durch diese Vertragspartei vorgeschriebenen Bedingungen zulässig.
- b) Die Daten dürfen ausschließlich an Polizeidienststellen und Polizeibehörden übermittelt werden. Die weitere Übermittlung an andere Stellen darf nur mit vorheriger Zustimmung der übermittelnden Vertragspartei erfolgen.
- c) Der Empfänger unterrichtet die übermittelnde Vertragspartei auf Ersuchen über die Verwendung der übermittelten Daten und über die dadurch erzielten Ergebnisse.

#### Artikel 130

Erfolgt die Übermittlung personenbezogener Daten über einen in Artikel 47 oder in Artikel 126 vorgesehenen Verbindungsbeamten, so finden die Bestimmungen dieses Titels erst Anwendung, wenn der Verbindungsbeamte sie der Vertragspartei weitergegeben hat, die ihn in das Hoheitsgebiet der anderen Vertragspartei entsandt hat.



## T I T E L V I I

## Exekutivausschuß

## Artikel 131

(1) Im Hinblick auf die Anwendung dieses Übereinkommens richten die Vertragsparteien einen Exekutivausschuß ein.

(2) Unbeschadet der besonderen Befugnisse, mit denen er aufgrund dieses Übereinkommens ausgestattet ist, hat der Exekutivausschuß als allgemeine Aufgabe, auf die richtige Anwendung dieses Übereinkommens zu achten.

## Artikel 132

(1) Jede Vertragspartei hat einen Sitz im Exekutivausschuß. Die Vertragsparteien sind in dem Exekutivausschuß durch einen für die Durchführung dieses Übereinkommens zuständigen Minister vertreten; dieser kann sich soweit erforderlich durch Sachverständige unterstützen lassen, die an den Verhandlungen teilnehmen dürfen.

(2) Der Exekutivausschuß faßt seine Beschlüsse einstimmig. Er legt seine Arbeitsmethode fest; dabei kann ein schriftliches Verfahren für die Beschlußfassung vorgesehen werden.

(3) Auf Ersuchen eines Vertreters einer Vertragspartei kann die endgültige Entscheidung über einen Beschlüßentwurf bis spätestens zwei Monate nach der Vorlage dieses Entwurfs vertagt werden.

(4) Der Exekutivausschuß ist berechtigt, im Hinblick auf die Vorbereitung der Beschlußfassung oder auf andere Tätigkeiten Arbeitsgruppen einzusetzen, die aus Vertretern der Verwaltungen der Vertragsparteien zusammengesetzt sind.

## Artikel 133

Der Exekutivausschuß tritt abwechselnd im Hoheitsgebiet jeder der Vertragsparteien zusammen. Sitzungen werden anberaumt, so oft dies für die Erfüllung seiner Aufgaben erforderlich ist.

## T I T E L V I I I

## Schlußbestimmungen

## Artikel 134

Die Bestimmungen dieses Übereinkommens sind nur anwendbar, soweit sie mit dem Gemeinschaftsrecht vereinbar sind.

## Artikel 135

Die Bestimmungen dieses Übereinkommens gelten vorbehaltlich der Bestimmungen der Genfer Konvention vom 28. Juli 1951 über den Flüchtlingsstatus in der Fassung des Protokolls von New York vom 31. Januar 1967.

## Artikel 136

(1) Erwägt eine Vertragspartei, mit einem Drittstaat Verhandlungen zu führen, die die Grenzkontrollen betreffen, so unterrichtet sie rechtzeitig die anderen Vertragsparteien.

(2) Vorbehaltlich des Rechts der Mitgliedstaaten der Europäischen Gemeinschaften, gemeinsam solche Übereinkommen zu schließen, werden die Vertragsparteien ohne vorherige Zustimmung der anderen Vertragsparteien keine zwei- oder mehrseitigen Vereinbarungen über die Erleichterung oder den Abbau der Grenzkontrollen mit Drittstaaten schließen.

(3) Absatz 2 findet keine Anwendung auf Übereinkommen über den kleinen Grenzverkehr, sofern diese Übereinkommen die Ausnahmen und Modalitäten nach Artikel 3 Absatz 1 beachten.

## Artikel 137

Vorbehalte zu diesem Übereinkommen sind mit Ausnahme der in Artikel 60 erwähnten nicht zulässig.

## Artikel 138

Die Bestimmungen dieses Übereinkommens gelten für die Französische Republik nur für das europäische Hoheitsgebiet der Französischen Republik.

Die Bestimmungen dieses Übereinkommens gelten für das Königreich der Niederlande nur für das Hoheitsgebiet des Reichs in Europa.

## Artikel 139

(1) Dieses Übereinkommen bedarf der Ratifikation, Annahme oder Genehmigung. Die Ratifikations-, Annahme- oder Genehmigungsurkunden werden bei der Regierung des Großherzogtums Luxemburg hinterlegt; diese notifiziert die Hinterlegung allen Vertragsparteien.

(2) Dieses Übereinkommen tritt am ersten Tag des zweiten Monats nach Hinterlegung der letzten Ratifikations-, Annahme- oder Genehmigungsurkunde in Kraft. Die Bestimmungen in bezug auf die Einrichtung, die Tätigkeiten und die Befugnisse des Exekutivausschusses finden vom Inkrafttreten des Übereinkommens an Anwendung. Die übrigen Bestimmungen finden vom ersten Tag des dritten Monats nach Inkrafttreten des Übereinkommens an Anwendung.

(3) Die Regierung des Großherzogtums Luxemburg notifiziert allen Vertragsparteien das Datum des Inkrafttretens.

## Artikel 140

(1) Jeder Mitgliedstaat der Europäischen Gemeinschaften kann diesem Übereinkommen beitreten. Der Beitritt wird in einem Übereinkommen zwischen diesem Staat und den Vertragsparteien geregelt.

(2) Dieses Übereinkommen bedarf der Ratifikation, Annahme oder Genehmigung durch den beitretenden Staat und jede Vertragspartei. Es tritt in Kraft am ersten Tag des zweiten Monats nach Hinterlegung der letzten Ratifikations-, Annahme- oder Genehmigungsurkunde.

## Artikel 141

(1) Jede Vertragspartei kann dem Verwalter einen Vorschlag zur Änderung dieses Übereinkommens übermitteln. Der Verwalter übermittelt diesen Vorschlag an die anderen Vertragsparteien. Auf Antrag einer Vertragspartei überprüfen die Vertragsparteien die Bestimmungen dieses Übereinkommens, wenn nach ihrer Auffassung eine Änderung grundlegenden Charakters in den zur Zeit des Inkrafttretens des Übereinkommens bestehenden Verhältnissen entstanden ist.

(2) Die Vertragsparteien legen die Änderungen dieses Übereinkommens einvernehmlich fest.

(3) Die Änderungen treten in Kraft am ersten Tag des zweiten Monats nach Hinterlegung der letzten Ratifikations-, Annahme- oder Genehmigungsurkunde.

## Artikel 142

(1) Werden zwischen den Mitgliedstaaten der Europäischen Gemeinschaften Übereinkommen im Hinblick auf die Verwirklichung eines Raumes ohne Binnengrenzen geschlossen, so vereinbaren die Vertragsparteien, unter welchen Voraussetzungen die Bestimmungen dieses Übereinkommens unter Berücksichtigung der entsprechenden Bestimmungen der erwähnten Übereinkommen ersetzt oder geändert werden müssen.

Die Vertragsparteien berücksichtigen dabei, daß die Bestimmungen dieses Übereinkommens eine weitergehende Zusammenarbeit vorsehen können als die Bestimmungen der erwähnten Übereinkommen.

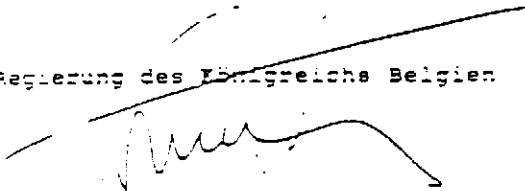
Die Bestimmungen, die zu den Bestimmungen der zwischen den Mitgliedstaaten der Europäischen Gemeinschaften geschlossenen Übereinkommen in Widerspruch stehen, werden auf jeden Fall angepaßt.

(2) Die Änderungen dieses Übereinkommens, die von den Vertragsparteien für erforderlich gehalten werden, bedürfen der Ratifikation, Annahme oder Genehmigung durch die Vertragsparteien. Artikel 141 Absatz 3 findet Anwendung mit der Maßgabe, daß die Änderungen nicht vor Inkrafttreten des betreffenden Übereinkommens zwischen den Mitgliedstaaten der Europäischen Gemeinschaften in Kraft treten.

zu Urkund dessen haben die hierzu gehörig befugten Unterzeichneten dieses Übereinkommen unterschrieben.

Geschehen zu Schengen, am neunzehnten Juni neunzehnhundertneunzig, in deutscher, französischer und niederländischer Sprache, wobei jeder Wortlaut gleichermaßen verbindlich ist, in einer Urschrift, die bei der Regierung des Großherzogtums Luxemburg hinterlegt wird ; diese übermittelt jeder Vertragspartei eine beglaubigte Abschrift.

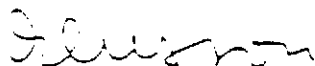
Für die Regierung des Königreichs Belgien



Für die Regierung der Bundesrepublik Deutschland



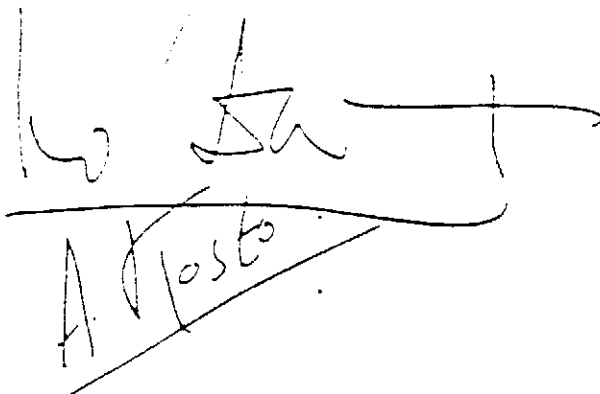
Für die Regierung der Französischen Republik



Für die Regierung des Großherzogtums Luxemburg



Für die Regierung des Königreichs der Niederlande



## S C H L U S S A K T E

Bei der Unterzeichnung des Übereinkommens zur Durchführung des Übereinkommens von Schengen vom 14. Juni 1985 zwischen den Regierungen der Staaten der Benelux-Wirtschaftsunion, der Bundesrepublik Deutschland und der Französischen Republik betreffend den schrittweisen Abbau der Kontrollen an den Gemeinsamen Grenzen haben die Vertragsparteien die folgenden Erklärungen angenommen:

## 1) Gemeinsame Erklärung zu Artikel 139

Die Unterzeichnerstaaten unterrichten sich schon vor Inkrafttreten des Übereinkommens über alle Umstände, die für die Vertragsmaterie des Übereinkommens und seine Inkraftsetzung von Bedeutung sind.

Das Übereinkommen wird erst in Kraft gesetzt, wenn die Voraussetzungen der Anwendung des Übereinkommens bei den Unterzeichnerstaaten gegeben sind und die Kontrollen an den Außengrenzen tatsächlich durchgeführt werden.

## 2) Gemeinsame Erklärung zu Artikel 4

Die Vertragsparteien verpflichten sich, alles zu tun, um gleichzeitig diesen Termin einzuhalten und kein Sicherheitsdefizit entstehen zu lassen. Vor dem 31. Dezember 1992 wird im Exekutivausschuß geprüft werden, welche Fortschritte verwirklicht worden sind. Das Königreich der Niederlande weist darauf hin, daß Termenschwierigkeiten bei einem bestimmten Flughafen nicht auszuschließen sind, ohne daß hieraus Sicherheitslücken entstehen. Die anderen Vertragsparteien werden dies berücksichtigen, ohne daß sich hieraus Schwierigkeiten für den Binnenmarkt ergeben dürfen.

Im Fall von Schwierigkeiten wird der Exekutivausschuß prüfen, wie eine gleichzeitige Einführung am besten verwirklicht werden kann.

## 3) Gemeinsame Erklärung zu Artikel 71 Absatz 2

Soweit eine Vertragspartei im Rahmen ihrer nationalen Politik zur Vorbeugung und Behandlung der Abhängigkeit von Suchtstoffen und psychotropen Stoffen von dem in Artikel 71 Absatz 2 festgeschriebenen Grundsatz abweicht, treffen alle Vertragsparteien die erforderlichen strafrechtlichen und verwaltungsrechtlichen Maßnahmen, um die unerlaubte Ein- und Ausfuhr dieser Stoffe, insbesondere in das Hoheitsgebiet der anderen Vertragsparteien, zu unterbinden.

## 4) Gemeinsame Erklärung zu Artikel 121

In Übereinstimmung mit dem Gemeinschaftsrecht verzichten die Vertragsparteien auf die nach Gemeinschaftsrecht vorgesehenen Untersuchungen und die Vorlage von Pflanzengesundheitszeugnissen für die Pflanzen oder Pflanzenerzeugnisse, die

- a) unter Nummer 1 aufgeführt sind oder
- b) unter Nummer 2 bis 6 aufgeführt sind und ihren Ursprung in einem der Vertragsstaaten haben.

## 1. Schnittblumen und Pflanzenteile zu Zierzwecken von :

Castanea  
Chrysanthemum  
Dendranthema  
Dianthus  
Gladiolus  
Gypsophila  
Prunus  
Quercus  
Rosa  
Salix  
Syringa  
Vitis

## 2. Frische Früchte von :

Citrus  
Cydonia  
Malus  
Prunus  
Pyrus

## 3. Holz von :

Castanea  
Quercus

4. Nährsubstrat, das ganz oder teilweise aus Erde oder einem festen organischen Stoff besteht, wie Pflanzenteile, Torf und Rinde mit Humus, die jedoch nicht nur aus Torf bestehen.

## 5. Saatgut

6. Lebende Pflanzen, wie nachstehend aufgeführt und aufgenommen in den GN-Kode der Zollnomenklatur, veröffentlicht in dem Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften vom 7. September 1987.

<u>GN-Kode</u>	<u>Beschreibung</u>
0601 20 30	Bulben, Zwiebeln, Knollen, Wurzelknollen und Wurzelstöcke, im Wachstum oder in Blüte, Orchideen, Hyazinthen, Narzissen und Tulpen
0601 20 90	Bulben, Zwiebeln, Knollen, Wurzelknollen und Wurzelstöcke, im Wachstum oder in Blüte : andere
0602 30 10	Rhododendron simsii (Azalea indica)
0602 99 51	Freilandpflanzen : Freilandstauden
0602 99 59	Freilandpflanzen : andere
0602 99 91	Zimmerpflanzen : Blütenpflanzen mit Knospen oder Blüten; ausgenommen Kakteen
0602 99 99	Zimmerpflanzen : andere

5) Gemeinsame Erklärung in bezug auf die nationale Politik im Asylbereich

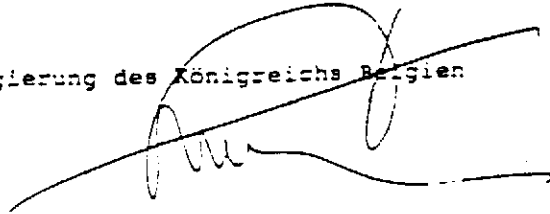
Die Vertragsparteien werden eine Bestandsaufnahme ihrer nationalen Politik im Bereich des Asyls vornehmen im Hinblick auf das Bestreben einer Harmonisierung.

6) Gemeinsame Erklärung zu Artikel 132


Die Vertragsparteien unterrichten ihre nationalen Parlamente über die Anwendung dieses Übereinkommens.

Geschehen zu Schengen, am neunzehnten Juni neunzehnhundertneunzig. in deutscher, französischer und niederländischer Sprache, wobei jeder Wortlaut gleichermaßen verbindlich ist, in einer Urschrift, die bei der Regierung des Großherzogtums Luxemburg hinterlegt wird ; diese übermittelt jeder Vertragspartei eine beglaubigte Abschrift.

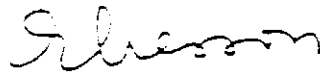
Für die Regierung des Königreichs Belgien



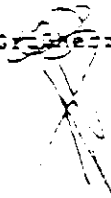
Für die Regierung der Bundesrepublik Deutschland



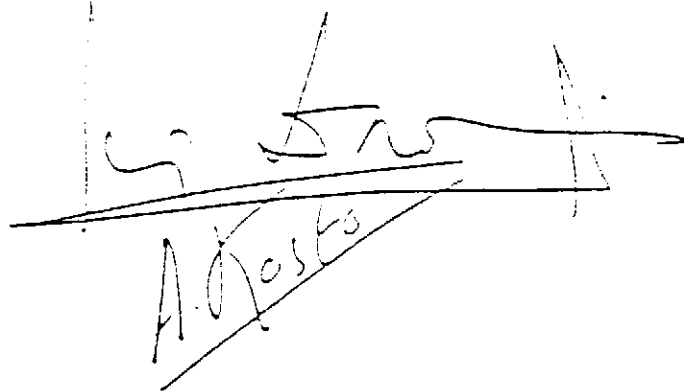
Für die Regierung der Französischen Republik



Für die Regierung des Großherzogtums Luxemburg



Für die Regierung des Königreichs der Niederlande



A. G. G. G.



## Protokoll

In Ergänzung der Schlußakte zu dem Übereinkommen zur Durchführung des Übereinkommens von Schengen vom 14. Juni 1985 zwischen den Regierungen der Staaten der Benelux-Wirtschaftsunion, der Bundesrepublik Deutschland und der Französischen Republik betreffend den schrittweisen Abbau der Kontrollen an den gemeinsamen Grenzen haben die Vertragsparteien die folgende gemeinsame Erklärung abgegeben und die folgenden einseitigen Erklärungen entgegengenommen, die in bezug auf dieses Übereinkommen abgegeben wurden :

## I. Erklärung in bezug auf den Geltungsbereich

Die Vertragsparteien stellen fest: Nach der Vereinigung der beiden deutschen Staaten wird sich die völkerrechtliche Bindungswirkung des Übereinkommens auch auf das derzeitige Gebiet der Deutschen Demokratischen Republik erstrecken.

## II. Erklärungen der Bundesrepublik Deutschland zur Auslegung des Übereinkommens

1. Das Übereinkommen wird in der Perspektive der Vereinigung der beiden deutschen Staaten geschlossen.

Die Deutsche Demokratische Republik ist im Verhältnis zur Bundesrepublik Deutschland nicht Ausland.

Artikel 136 findet keine Anwendung auf das Verhältnis der Bundesrepublik Deutschland zur Deutschen Demokratischen Republik.

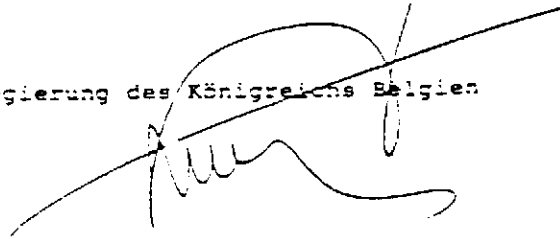
2. Die im deutsch-österreichischen Briefwechsel vom 20. August 1984 getroffene Regelung über Kontroll erleichterungen an den gemeinsamen Grenzen für die Staatsangehörigen beider Staaten bleibt durch diesen Staatsvertrag unberührt, muß aber im Interesse der Sicherheitslage und der Einwanderungsrisiken der Schengener Vertragsparteien so vollzogen werden, daß sich die Vergünstigungen in der Praxis auf österreichische Staatsangehörige beschränken.

## III. Erklärung des Königreichs Belgien zu Artikel 67

Hinsichtlich der Übertragung der Vollstreckung von Strafurteilen wird auf nationaler Ebene nicht das Verfahren angewandt, das nach belgischem Recht für die zwischenstaatliche Überstellung von verurteilten Personen vorgesehen ist, sondern ein Sonderverfahren, das bei der Ratifikation dieses Übereinkommens festgelegt wird.

Geschehen zu Schengen, am neunzehnten Juni neunzehnhundertneunzig, in deutscher, französischer und niederländischer Sprache, wobei jeder Wortlaut gleichermaßen verbindlich ist, in einer Urschrift, die bei der Regierung des Großherzogtums Luxemburg hinterlegt wird ; diese übermittelt jeder Vertragspartei eine beglaubigte Abschrift.

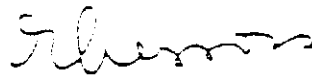
Für die Regierung des Königreichs Belgien



Für die Regierung der Bundesrepublik Deutschland



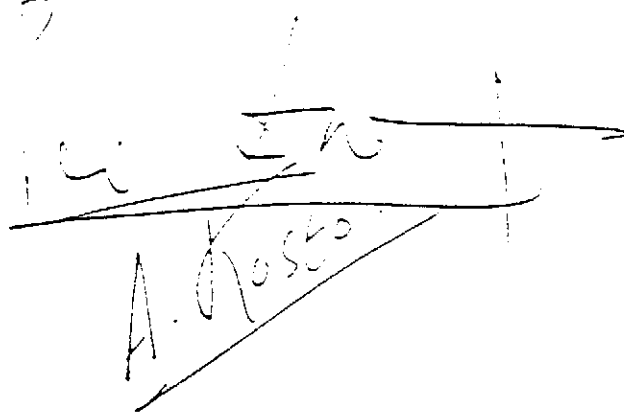
Für die Regierung der Französischen Republik



Für die Regierung des Großherzogtums Luxemburg



Für die Regierung des Königreichs der Niederlande



A. Koster

## G E M E I N S A M E E R K L Ä R U N G

der in Schengen am 19. Juni 1990 zusammengekommenen

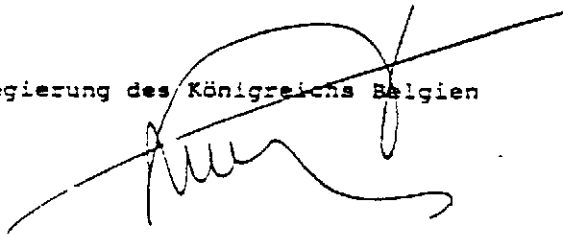
Minister und Staatssekretäre:

Die Regierungen der Vertragsparteien des Schengener Übereinkommens werden insbesondere über folgende Punkte Besprechungen einleiten oder fortsetzen:

- Verbesserung und Erleichterung der Auslieferungspraxis;
- Verbesserung der Zusammenarbeit bei der Verfolgung von Verkehrsordnungswidrigkeiten;
- Erarbeitung von Regeln für die gegenseitige Anerkennung der Entziehung der Fahrerlaubnis;
- Möglichkeit der gegenseitigen Vollstreckung von Geldstrafen und Geldbußen;
- Erarbeitung von Regeln über die gegenseitige Übertragung der Strafverfolgung einschließlich der Möglichkeit der Überstellung des Verdächtigen in sein Herkunftsland;
- Erarbeitung von Regeln über die Rückführung von Minderjährigen, die widerrechtlich der Aufsicht der mit der elterlichen Gewalt betrauten Personen entzogen wurden;
- Weitere Erleichterungen der Kontrollen im gewerblichen Warenverkehr.

Geschehen zu Schengen, am neunzehnten Juni neunzehnhundertneunzig, in deutscher, französischer und niederländischer Sprache, wobei jeder Wortlaut gleichermaßen verbindlich ist, in einer Urschrift, die bei der Regierung des Großherzogtums Luxemburg hinterlegt wird ; diese übermittelt jeder Vertragspartei eine beglaubigte Abschrift.

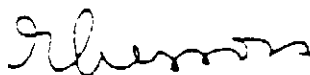
Für die Regierung des Königreichs Belgien



Für die Regierung der Bundesrepublik Deutschland



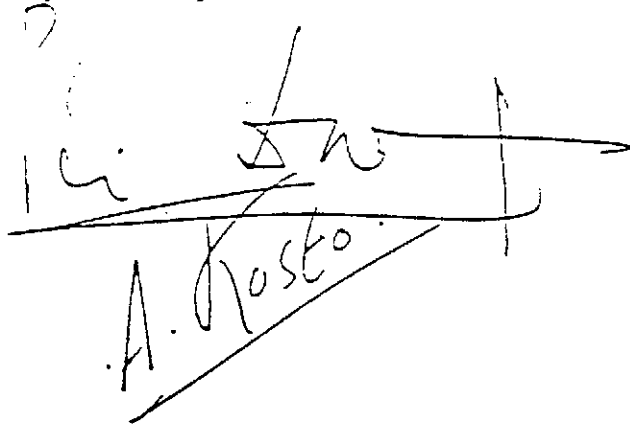
Für die Regierung der Französischen Republik



Für die Regierung des Großherzogtums Luxemburg



Für die Regierung des Königreichs der Niederlande



A. Koster

## ERKLÄRUNG DER MINISTER UND STAATSSSEKRETÄRE

Am 19. Juni 1990 haben die Vertreter der Regierungen des Königreichs Belgien, der Bundesrepublik Deutschland, der Französischen Republik, des Großherzogtums Luxemburg und des Königreichs der Niederlande in Schengen, im Großherzogtum Luxemburg, das Übereinkommen zur Durchführung des Übereinkommens von Schengen vom 14. Juni 1985 zwischen den Regierungen der Staaten der Benelux-Wirtschaftsunion, der Bundesrepublik Deutschland und der Französischen Republik betreffend den schrittweisen Abbau der Kontrollen an den gemeinsamen Grenzen unterzeichnet.

Aus Anlaß dieser Unterzeichnung haben sie folgende Erklärungen abgegeben:

- Die Vertragsparteien sind der Auffassung, daß das Übereinkommen einen wichtigen Schritt auf dem Wege zur Verwirklichung eines Raumes ohne Binnengrenzen darstellt und nehmen dies zum Ansatz für die weiteren Tätigkeiten im Rahmen der Mitgliedstaaten der Europäischen Gemeinschaften.
- Angesichts der Risiken im Bereich der Sicherheit und der illegalen Einwanderung betonen die Minister und Staatssekretäre die Notwendigkeit einer wirksamen Außengrenzkontrolle entsprechend den in Artikel 6 vorgesehenen einheitlichen Grundsätzen. Im Hinblick auf die Verwirklichung dieser einheitlichen Grundsätze werden die Vertragsparteien insbesondere auf die Harmonisierung der Arbeitsmethoden bei der Grenzkontrolle und -überwachung hinwirken.

Darüber hinaus prüft der Exekutivausschuß alle im Hinblick auf die Gestaltung dieser Außengrenzkontrolle zweckdienlichen Maßnahmen und deren konkrete Umsetzung; zu diesen Maßnahmen gehören Maßnahmen zur Nachvollziehung der Umstände, unter denen ein Drittausländer in das Hoheitsgebiet der Vertragsparteien eingereist ist, Maßnahmen zur Angleichung der Kriterien bei der Einreiseverweigerung, zur Erarbeitung eines gemeinsamen Handbuchs für die mit der Grenzüberwachung beauftragten Beamten und zur Förderung eines gleichmäßigen Kontrollstandards an den Außengrenzen durch Austausch und gemeinsame Arbeitsbesuche.

Aus Anlaß der Unterzeichnung haben sie ferner den Beschluß der Zentralen Verhandlungsgruppe, eine Arbeitsgruppe mit folgendem Mandat einzusetzen, bestätigt:

- Die Zentrale Verhandlungsgruppe schon vor dem Inkrafttreten des Übereinkommens über alle Umstände, die für die Vertragsmaterie des Übereinkommens und seine Inkraftsetzung von Bedeutung sind, insbesondere über die Fortschritte der Harmonisierung der rechtlichen Bestimmungen bei der Vereinigung der beiden deutschen Staaten, zu unterrichten.
- Die eventuellen Auswirkungen dieser Harmonisierung und dieser Umstände auf die Umsetzung des Übereinkommens zu beraten.
- Mit Blick auf die visa-freie Einreise von Drittausländern bereits vor Inkrafttreten des Übereinkommens konkrete Maßnahmen und Vorschläge zur Harmonisierung der Modalitäten der Personenkontrolle an den zukünftigen Außengrenzen auszuarbeiten.

**ΣΥΜΒΑΣΗ  
ΕΦΑΡΜΟΓΗΣ ΤΗΣ ΣΥΜΦΩΝΙΑΣ ΣΕΝΓΚΕΝ  
ΤΗΣ 14 ΙΟΥΝΙΟΥ 1985  
ΜΕΤΑΞΥ ΤΩΝ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΝ ΤΩΝ ΚΡΑΤΩΝ  
ΤΗΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΗΣ ΕΝΩΣΕΩΣ ΤΟΥ ΜΠΕΝΕΛΟΥΞ  
ΤΗΣ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ ΤΗΣ  
ΓΕΡΜΑΝΙΑΣ ΚΑΙ ΤΗΣ ΓΑΛΛΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ  
ΓΙΑ ΤΗ ΣΤΑΔΙΑΚΗ ΚΑΤΑΡΓΗΣΗ ΤΩΝ ΕΛΕΓΧΩΝ  
ΣΤΑ ΚΟΙΝΑ ΣΥΝΟΡΑ**

Το Βασίλειο του Βελγίου, η Ομοσπονδιακή Δημοκρατία της Γερμανίας, η Γαλλική Δημοκρατία, το Μεγάλο Δουκάτο του Λουξεμβούργου και το Βασίλειο των Κάτω Χωρών, στο εξής καλούμενα τα Συμβαλλόμενα Μέρη,

βασιζόμενα στη συμφωνία Σένγκεν της 14ης Ιουνίου 1985 σχετικά με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα,

έχοντας αποφασίσει να πραγματοποιήσουν τον διατυπωθέντα στην εν λόγω Συμφωνία στόχο της καταργήσεως των ελέγχων στα κοινά σύνορα ως προς την κυκλοφορία των προσώπων και της διευκολύνσεως της μεταφοράς και της διακινήσεως των εμπορευμάτων,

εκτιμώντας ότι η ιδρυτική Συνθήκη των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων, όπως συμπληρώθηκε με την Ενιαία Ευρωπαϊκή Πράξη, προβλέπει ότι η εσωτερική αγορά περιλαμβάνει ένα χώρο χωρίς εσωτερικά σύνορα,

εκτιμώντας ότι ο επιδιωκόμενος από τα Συμβαλλόμενα Μέρη σκοπός συμπίπτει με αυτόν τον στόχο, υπό την επιφύλαξη των μέτρων που θα ληφθούν σε εφαρμογή των διατάξεων της Συνθήκης,

εκτιμώντας ότι η εκπλήρωση αυτού του στόχου απαιτεί μία σειρά πρόσφορων μέσων και στενή συνεργασία μεταξύ των Συμβαλλόμενων Μερών,

συμφώνησαν τα ακόλουθα:

## ΤΙΤΛΟΣ Ι

## ΟΡΙΣΜΟΙ

## Άρθρο 1

Κατά την έννοια της παρούσης Συμβάσεως, νοούνται ως :

**Εσωτερικά σύνορα :**

Τα κοινά χερσαία σύνορα των Συμβαλλόμενων Μερών καθώς επίσης τα αεροδρόμιά τους για τις εσωτερικές πτήσεις και τα θαλάσσια λιμάνια τους για τις τακτικές γραμμές των πλοίων διαμετακομίσεως, προερχόμενων ή κατευθυνόμενων αποκλειστικώς από άλλα λιμάνια στο εδάφος των Συμβαλλόμενων Μερών χωρίς να καταπλεύσουν σε λιμάνια εκτός του εδάφους τους.

**Εξωτερικά σύνορα :**

Τα χερσαία και θαλάσσια σύνορα καθώς επίσης τα αεροδρόμια και τα θαλάσσια λιμάνια των Συμβαλλόμενων Μερών, εφόσον δεν αποτελούν εσωτερικά σύνορα.

**Εσωτερική πτήση :**

Πτήση προερχόμενη ή προοριζόμενη αποκλειστικώς σε εδάφη των Συμβαλλόμενων Μερών χωρίς προσγείωση στο έδαφος ενός τρίτου κράτους.

**Τρίτο κράτος :**

Κράτος, το οποίο δεν είναι Συμβαλλόμενο Μέρος.

**Αλλοδαπός :**

Πρόσωπο, το οποίο δεν είναι υπήκοος Κράτους Μέλους των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων.

**Αλλοδαπός καταχωρηθείς με σκοπό την απαγόρευση εισόδου :**

Αλλοδαπός, ο οποίος κατά τις διατάξεις του άρθρου 96 έχει καταχωρηθεί στο Σύστημα Πληροφοριών Σένγκεν με σκοπό την απαγόρευση εισόδου.

### Σημείο συνοριακής διελεύσεως :

Σημείο διελεύσεως στο οποίο επιτρέπουν οι αρμόδιες αρχές τη διέλευση των εξωτερικών συνόρων.

### Συνοριακός έλεγχος :

Ο έλεγχος στα σύνορα, ο οποίος - ανεξάρτητα από κάθε άλλη αιτία - διενεργείται μόνο στο πρόσωπο που προτίθεται να διέλθει τα σύνορα.

### Μεταφορέας :

Φυσικό ή νομικό πρόσωπο, το οποίο αναλαμβάνει κατ' επάγγελμά τη μεταφορά προσώπων μέσω εναέριας, θαλάσσιας ή χερσαίας οδού.

### Τίτλος διαμονής :

Κάθε άδεια οποιασδήποτε μορφής, η οποία χορηγείται από ένα Συμβαλλόμενο Μέρος και παρέχει δικαίωμα διαμονής στην επικράτεια του. Δεν περιλαμβάνει ο ορισμός αυτός την προσωρινή άδεια διαμονής στην επικράτεια ενός Συμβαλλόμενου Μέρους ενόψει της εξετάσεως αιτήσεως παροχής ασύλου ή αιτήσεως τίτλου διαμονής.

### Αίτηση ασύλου :

Κάθε έγγραφη, προφορική ή κατ' άλλον τρόπο αίτηση, η οποία υποβάλλεται από αλλοδαπό στα εξωτερικά σύνορα ή στην επικράτεια ενός Συμβαλλόμενου Μέρους, προκειμένου να αναγνωρισθεί ως πρόσφυγας σύμφωνα με τη Σύμβαση της Γενεύης της 28ης Ιουλίου 1951 σχετικά με το καθεστώς των προσφύγων, όπως τροποποιήθηκε από το Πρωτόκολλο της Νέας Υόρκης της 31ης Ιανουαρίου 1967, με την ιδιότητα δε του πρόσφυγα να τύχει δικαιώματος διαμονής.

### Αιτών άσυλο :

Αλλοδαπός, ο οποίος έχει υποβάλει αίτηση παροχής ασύλου κατά την έννοια της παρούσης Συμβάσεως και επ' αυτής δεν έχει ληφθεί ακόμη οριστική απόφαση.

### Εξέταση αιτήσεως παροχής ασύλου :

Όλες οι διαδικασίες ελέγχου και αποφάσεως σε αίτηση παροχής ασύλου καθώς επίσης το σύνολο των μέτρων που πρέπει να ληφθούν προς εκτέλεση οριστικών αποφάσεων, με εξαίρεση τον καθορισμό του Συμβαλλόμενου Μέρους, το οποίο βάσει της παρούσης Συμβάσεως είναι αρμόδιο για την εξέταση της αιτήσεως παροχής ασύλου.



## ΤΙΤΛΟΣ ΙΙ

Κατάργηση των ελέγχων στα εσωτερικά σύνορα  
και κυκλοφορία των προσώπων

## ΚΕΦΑΛΑΙΟ 1

Διέλευση των εσωτερικών συνόρων

## Άρθρο 2

1. Η διέλευση των εσωτερικών συνόρων μπορεί να γίνει σε οποιοδήποτε σημείο, χωρίς να πραγματοποιηθεί έλεγχος προσώπων.
2. Ένα Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεί, εν τούτοις, μετά από διαβούλευση με τα άλλα Συμβαλλόμενα Μέρη, όταν το επιβάλλει η δημόσια τάξη ή η εθνική ασφάλεια, να αποφασίσει ότι για περιορισμένη χρονική περίοδο θα πραγματοποιηθούν στα εσωτερικά του σύνορα εθνικοί συνοριακοί έλεγχοι προσαρμοσμένοι στην κατάσταση. Αν η δημόσια τάξη ή η εθνική ασφάλεια απαιτούν μια άμεση ενέργεια, το ενδιαφερόμενο Συμβαλλόμενο Μέρος λάμβάνει τα απαραίτητα μέτρα και πληροφορεί σχετικά, το ταχύτερο δυνατό, τα άλλα Συμβαλλόμενα Μέρη.
3. Η κατάργηση του ελέγχου των προσώπων στα εσωτερικά σύνορα δεν επηρεάζει ούτε τις διατάξεις του άρθρου 22 ούτε την άσκηση των αστυνομικών αρμοδιοτήτων εκ μέρους των αρμόδιων αρχών στο σύνολο της επικράτειας κάθε Συμβαλλόμενου Μέρους δυνάμει της νομοθεσίας του, ούτε τις υποχρεώσεις κατοχής, μεταφοράς και επιδείξεως τίτλων και εγγράφων, που προβλέπονται από τη νομοθεσία του.
4. Οι έλεγχοι των εμπορευμάτων διενεργούνται σύμφωνα με τις αντίστοιχες διατάξεις της παρούσης Συμβάσεως.

## Κ Ε Φ Α Λ Α Ι Ο 2

## Διέλευση των εξωτερικών συνόρων

## Άρθρο 3

1. Κατά κανόνα η διέλευση των εξωτερικών συνόρων μπορεί να πραγματοποιηθεί μόνο στα σημεία συνοριακής διελεύσεως κατά τη διάρκεια των καθορισμένων ωρών κυκλοφορίας. Οι ειδικότερες διατάξεις και οι εξαιρέσεις, ο τρόπος διεξαγωγής της μικρής διασυνοριακής κυκλοφορίας καθώς επίσης και οι κανόνες που εφαρμόζονται σε ειδικές κατηγορίες θαλάσσιας κυκλοφορίας, όπως η ναυσιπλοΐα αναψυχής ή η παράκτια αλιεία, αποφασίζονται από την Εκτελεστική Επιτροπή.

2. Συμβαλλόμενα Μέρη αναλαμβάνουν την υποχρέωση να επιβάλουν κυρώσεις για τη διέλευση των εξωτερικών συνόρων, η οποία γίνεται χωρίς άδεια, εκτός των σημείων συνοριακής διελεύσεως και των καθορισμένων ωρών κυκλοφορίας.

## Άρθρο 4

1. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη εγγυώνται ότι από το 1993 οι ταξιδιώτες πτήσεως προερχόμενης από τρίτα Κράτη, που επιβιβάζονται σε πτήσεις εσωτερικού θα υπόκεινται προηγουμένως κατά την είσοδο στο αεροδρόμιο αφίξεως της εξωτερικής πτήσεως, σε έλεγχο προσώπων και έλεγχο χειραποσκευών. Οι ταξιδιώτες εσωτερικής πτήσεως που επιβιβάζονται με προορισμό τρίτα Κράτη, θα υπόκεινται προηγουμένως, κατά την έξοδο, σε έλεγχο προσώπων και σε έλεγχο χειραποσκευών στο αεροδρόμιο αναχωρήσεως της εξωτερικής πτήσεως.

2. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη λαμβάνουν τα απαραίτητα μέτρα, ώστε οι έλεγχοι να μπορούν να πραγματοποιούνται σύμφωνα με τις διατάξεις της παραγράφου 1.

3. Οι διατάξεις των παραγράφων 1 και 2 δεν επηρεάζουν τον έλεγχο των αποσκευών που έχουν παραδοθεί. Ο έλεγχος αυτός πραγματοποιείται αντίστοιχα στο αεροδρόμιο τελικού προορισμού ή στο αεροδρόμιο της αρχικής αναχωρήσεως.

4. Μέχρι την προβλεπόμενη στην παράγραφο 1 ημερομηνία τα αεροδρόμια θεωρούνται, κατά παρέκκλιση από τον ορισμό των εσωτερικών συνόρων, ως εξωτερικά σύνορα σχετικά με τις πτήσεις εσωτερικού.

## Άρθρο 5

1. Μπορεί να επιτραπεί η είσοδος στα εδάφη των Συμβαλλόμενων Μερών, για διαμονή που δεν υπερβαίνει τους τρεις μήνες, στον αλλοδαπό που εκπληρώνει τις ακόλουθες προϋποθέσεις :

α. Είναι κάτοχος έγκυρου εγγράφου ή εγγράφων, επιτρεπόντων τη διέλευση των συνόρων, καθοριζομένων από την Εκτελεστική Επιτροπή.

β. Είναι κάτοχος έγκυρης θεωρήσεως, αν αυτή απαιτείται.

γ. Προσκομίζει οποιαδήποτε έγγραφα που δικαιολογούν τον σκοπό και καθορίζουν τις προϋποθέσεις της προβλεπόμενης διαμονής, διαθέτει δε τα επαρκή μέσα διαβίωσης, τόσο για τη διάρκεια της προβλεπόμενης διαμονής του όσο και για την επιστροφή στη χώρα προελεύσεώς του ή τη διέλευση προς τρίτο κράτος στο οποίο είναι εξασφαλισμένη η είσοδός του ή είναι σε θέση να αποκτήσει νομίμως τα μέσα διαβίωσής του.

δ. Δεν έχει καταχωρηθεί με σκοπό την απαγόρευση εισόδου.

ε. Δεν θεωρείται ότι μπορεί να διαταράξει την δημόσια τάξη, την εθνική ασφάλεια ή τις διεθνείς σχέσεις ενός από τα Συμβαλλόμενα Μέρη.

2. Η είσοδος στα εδάφη των Συμβαλλόμενων Μερών πρέπει να απαγορεύεται στον αλλοδαπό που δεν εκπληρώνει τις προϋποθέσεις αυτές στο σύνολό τους, εκτός αν ένα Συμβαλλόμενο Μέρος κρίνει απαραίτητο να παρεκκλίνει από την αρχή αυτή για λόγους ανθρωπιστικούς ή εθνικού συμφέροντος ή λόγω διεθνών υποχρεώσεων. Στην περίπτωση αυτή, η είσοδος θα περιορίζεται στο έδαφος του ενδιαφερόμενου Συμβαλλόμενου Μέρους, το οποίο πρέπει να ειδοποιήσει σχετικά τα άλλα Συμβαλλόμενα Μέρη.

Οι κανόνες αυτοί δεν θίγουν την εφαρμογή των ειδικών διατάξεων περί δικαιώματος παροχής ασύλου ούτε των διατάξεων του άρθρου 18.

3. Επιτρέπεται η διέλευση αλλοδαπού που είναι κάτοχος άδειας διαμονής ή θεωρήσεως επιστροφής που έχει χορηγήσει ένα Συμβαλλόμενο Μέρος ή αν είναι απαραίτητο, και των δύο αυτών εγγράφων, εκτός και αν έχει καταχωρηθεί στον εθνικό κατάλογο του Συμβαλλόμενου Μέρους στα εξωτερικά σύνορα του οποίου παρουσιάζεται.

## Άρθρο 6

1. Η διασυνοριακή κυκλοφορία στα εξωτερικά σύνορα υπόκειται στον έλεγχο των αρμόδιων αρχών. Ο έλεγχος πραγματοποιείται, σύμφωνα με ομοιόμορφα κριτήρια από τις αρμόδιες εθνικές αρχές στο πλαίσιο της εθνικής δικαιοδοσίας, σύμφωνα με το εθνικό δίκαιο και λαμβάνοντας υπόψη τα συμφέροντα όλων των Συμβαλλόμενων Μερών στο σύνολο της επικράτειας των τελευταίων.

2. Τα ομοιόμορφα κριτήρια που αναφέρονται στην παράγραφο 1 είναι τα ακόλουθα :

α. Ο έλεγχος των προσώπων περιλαμβάνει όχι μόνο την εξακρίβωση των ταξιδιωτικών εγγράφων και των άλλων προϋποθέσεων εισόδου, διαμονής, εργασίας και εξόδου, αλλά επίσης την έρευνα και την αποτροπή των απειλών κατά της εθνικής ασφαλείας και της δημόσιας τάξεως των Συμβαλλόμενων Μερών. Ο έλεγχος αυτός αφορά επίσης τα οχήματα και τα αντικείμενα, τα οποία βρίσκονται στην κατοχή των προσώπων που διασχίζουν τα σύνορα. Πραγματοποιείται από κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος, σύμφωνα με το εθνικό του δίκαιο, ιδίως ως προς τη διενέργεια έρευνας.

β. Όλα τα πρόσωπα πρέπει να υποβάλλονται τουλάχιστον σε ένα έλεγχο, ο οποίος επιτρέπει την εξακρίβωση της ταυτότητάς τους με την προσκόμιση ή επίδειξη ταξιδιωτικών εγγράφων.

γ. Κατά την είσοδο, οι αλλοδαποί πρέπει να υποβάλλονται σε πλήρη έλεγχο, σύμφωνα με τις διατάξεις της περιπτώσεως α.

δ. Κατά την έξοδο, ο απαιτούμενος έλεγχος πραγματοποιείται για το συμφέρον όλων των Συμβαλλόμενων Μερών δυνάμει της νομοθεσίας περί αλλοδαπών και με σκοπό την έρευνα και την αποτροπή απειλών κατά της εθνικής ασφαλείας και της δημόσιας τάξεως των Συμβαλλόμενων Μερών. Ο έλεγχος αυτός πραγματοποιείται σε κάθε περίπτωση σε όλους τους αλλοδαπούς.

ε. Αν λόγω ειδικών περιστάσεων δεν μπορούν να πραγματοποιηθούν αυτοί οι έλεγχοι, πρέπει να καθορίζονται προτεραιότητες. Για τον σκοπό αυτόν, ο έλεγχος της κυκλοφορίας κατά την είσοδο έχει κατά κανόνα προτεραιότητα έναντι του ελέγχου κατά την έξοδο.

3. Οι αρμόδιες αρχές επιτηρούν με κινητές μονάδες τα ενδιάμεσα διαστήματα των εξωτερικών συνόρων μεταξύ των συνοριακών σημείων διελεύσεως. Το ίδιο ισχύει και για τα σημεία διελεύσεως των συνόρων, εκτός των κανονικών ωρών κυκλοφορίας. Ο έλεγχος αυτός πραγματοποιείται κατά τρόπον ώστε να μην προτρέπει τα πρόσωπα στην αποφυγή του ελέγχου στα σημεία διελεύσεως. Οι

τρόποι της επιτηρήσεως καθορίζονται, κατά περίπτωση, από την Εκτελεστική Επιτροπή.

4. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη αναλαμβάνουν την υποχρέωση να διαθέτουν προσωπικό κατάλληλο και επαρκές για την άσκηση του ελέγχου και της επιτηρήσεως των εξωτερικών συνόρων.

5. Στα εξωτερικά σύνορα ασκείται έλεγχος αντίστοιχου επιπέδου.

#### Άρθρο 7

Τα Συμβαλλόμενα Μέρη παρέχουν συνδρομή και διασφαλίζουν στενή και διαρκή συνεργασία με σκοπό την αποτελεσματική άσκηση ελέγχων και επιτηρήσεων. Ανταλλάσσουν κυρίως κάθε είδους σχετικές και σημαντικές πληροφορίες, με εξαίρεση τα δεδομένα προσωπικού χαρακτήρα, πλήν αντίθετων διατάξεων της παρούσης Συμβάσεως, σε μία εναρμόνιση, κατά το μέτρο του δυνατού, των οδηγιών που έχουν δοθεί στις υπηρεσίες, οι οποίες είναι επιφορτισμένες με τους ελέγχους και την παροχή εκπαιδεύσεως και επιμορφώσεως στο προσωπικό που εκτελεί καθήκοντα σε υπηρεσίες ελέγχων. Η συνεργασία αυτή μπορεί να λάβει μορφή ανταλλαγής υπαλλήλων - συνδέσμων.

#### Άρθρο 8

Η Εκτελεστική Επιτροπή λαμβάνει τις αναγκαίες αποφάσεις σχετικά με τους πρακτικούς τρόπους εφαρμογής των ελέγχων και της επιτηρήσεως των συνόρων.

### Κ Ε Φ Α Λ Α Ι Ο 3

#### Θεωρήσεις

##### Τμήμα 1

#### Θεωρήσεις για διαμονή σύντομης διάρκειας

#### Άρθρο 9

1. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη αναλαμβάνουν την υποχρέωση να ακολουθήσουν κοινή πολιτική, για την κυκλοφορία των προσώπων και ειδικά το καθεστώς των θεωρήσεων. Προς τον σκοπό αυτόν, παρέχουν αμοιβαία

συνδρομή. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη αναλαμβάνουν την υποχρέωση να επιδιώξουν, με κοινή συμφωνία, εναρμόνιση της πολιτικής τους ως προς τις θεωρήσεις.

2. Έναντι τρίτων χωρών, οι υπήκοοι των οποίων υπόκεινται, κατά την υπογραφή της παρούσης Συμβάσεως ή κατόπιν αυτής, σε καθεστώς κοινής θεωρήσεως για όλα τα Συμβαλλόμενα Μέρη, το καθεστώς αυτό μπορεί να μεταβληθεί μόνο με κοινή συμφωνία όλων των Συμβαλλόμενων Μερών. Ένα Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεί σε εξαιρετική περίπτωση να παρεκκλίνει από το κοινό καθεστώς θεωρήσεων έναντι τρίτου κράτους για σπουδαίους λόγους εθνικής πολιτικής οι οποίοι επιβάλλουν επείγουσα απόφαση. Οφείλει, προηγουμένως να διαβουλευθεί με τα άλλα Συμβαλλόμενα Μέρη και στην απόφασή του να λάβει υπόψη τα συμφέροντά τους καθώς και τις επιπτώσεις αυτής της αποφάσεως.

#### Άρθρο 10

1. Καθιερώνεται ομοιόμορφη θεώρηση, ισχύουσα στην επικράτεια του συνόλου των Συμβαλλόμενων Μερών. Η θεώρηση αυτή, η διάρκεια ισχύος της οποίας ρυθμίζεται από το άρθρο 11, μπορεί να χορηγηθεί για διαμονή τριών μηνών κατ' ανώτατο όριο.

2. Μέχρι την καθιέρωση της θεωρήσεως αυτής, τα Συμβαλλόμενα Μέρη αναγνωρίζουν τις αντίστοιχες εθνικές τους θεωρήσεις, εφόσον η χορήγησή τους πραγματοποιείται βάσει των κοινών όρων και κριτηρίων που καθορίζουν οι σχετικές διατάξεις του παρόντος κεφαλαίου.

3. Κατά παρέκκλιση από τις διατάξεις των παραγράφων 1 και 2, κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος επιφυλλάσσεται του δικαιώματος να περιορίζει την εδαφική ισχύ της θεωρήσεως, σύμφωνα με τους κοινούς κανόνες που ορίζονται στο πλαίσιο των σχετικών διατάξεων του παρόντος κεφαλαίου.

#### Άρθρο 11

1. Η θεώρηση που καθιερώνεται στο άρθρο 10 μπορεί να είναι :

α. Θεώρηση ταξιδιού ισχύουσα για μία ή περισσότερες εισόδους, χωρίς ούτε η διάρκεια συνεχούς διαμονής ούτε η συνολική διάρκεια των διαδοχικών διαμονών να μπορεί να υπερβεί τους τρεις μήνες ανά εξάμηνο, από την ημερομηνία της πρώτης εισόδου.

β. Θεώρηση διελεύσεως που επιτρέπει στον κάτοχό της να διέλθει μία, δύο ή κατ' εξαίρεση περισσότερες φορές από τα εδάφη των Συμβαλλόμενων Μερών

για να μεταβεί στην επικράτεια ενός τρίτου Κράτους, χωρίς η διάρκεια διελεύσεως να μπορεί να υπερβεί τις πέντε ημέρες.

2. Οι διατάξεις της παραγράφου 1 δεν επηρεάζουν ένα Συμβαλλόμενο Μέρος να χορηγήσει, σε περίπτωση ανάγκης, μία νέα θεώρηση κατά την διάρκεια του υπό εξέταση εξαμήνου, η ισχύς της οποίας θα περιορίζεται στην επικράτειά του.

#### Άρθρο 12

1. Η ομοίομορφη θεώρηση που καθιερώνει το άρθρο 10 παράγραφος 1, χορηγείται από τις διπλωματικές και προξενικές αρχές των Συμβαλλόμενων Μερών και, αν συντρέχει περίπτωση, από τις αρχές των Συμβαλλόμενων Μερών που ορίζονται στο πλαίσιο του άρθρου 17.

2. Αρμόδιο Συμβαλλόμενο Μέρος για τη χορήγηση αυτής της θεωρήσεως είναι, κατά κανόνα, αυτό του κύριου προορισμού. Αν ο προορισμός αυτός δεν μπορεί να καθορισθεί, η χορήγηση της θεωρήσεως ανήκει, κατά κανόνα, στο διπλωματικό ή προξενικό γραφείο του Συμβαλλόμενου Μέρους της πρώτης εισόδου.

3. Η Εκτελεστική Επιτροπή ορίζει τους τρόπους εφαρμογής και ιδίως τα κριτήρια καθορισμού του κύριου προορισμού.

#### Άρθρο 13

1. Δεν μπορεί να τεθεί θεώρηση σε ταξιδιωτικό έγγραφο, του οποίου η ισχύς έχει λήξει.

2. Η διάρκεια ισχύος του ταξιδιωτικού εγγράφου πρέπει να υπερβαίνει τη διάρκεια ισχύος της θεωρήσεως, λαμβάνοντας υπόψη την προθεσμία χρησιμοποίησής της. Πρέπει να επιτρέπει την επιστροφή του αλλοδαπού στη χώρα καταγωγής του ή την είσοδό του σε τρίτη χώρα.

#### Άρθρο 14

1. Δεν μπορεί να τεθεί θεώρηση σε ταξιδιωτικό έγγραφο, το οποίο δεν ισχύει για άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος. Αν το ταξιδιωτικό έγγραφο ισχύει μόνο για ένα ή περισσότερα Συμβαλλόμενα Μέρη, η σχετική θεώρηση περιορίζεται σε αυτό ή αυτά τα Συμβαλλόμενα Μέρη.

2. Σε περίπτωση που η ισχύς του ταξιδιωτικού εγγράφου δεν αναγνωρίζεται από ένα ή περισσότερα Συμβαλλόμενα Μέρη, η θεώρηση μπορεί να χορηγηθεί υπό μορφήν αδειάς, η οποία επέχει θέση θεωρήσεως.

#### Άρθρο 15

Οι θεωρήσεις που αναφέρονται στο άρθρο 10 χορηγούνται, κατά κανόνα, μόνον αν ο αλλοδαπός εκπληρώνει τις προϋποθέσεις εισόδου που ορίζει το άρθρο 5, παράγραφος 1, περιπτώσεις α, γ, δ και ε.

#### Άρθρο 16

Αν ένα Συμβαλλόμενο Μέρος κρίνει αναγκαίο να παρεκκλίνει για έναν από τους λόγους που απαριθμούνται στο άρθρο 5, παράγραφος 2, από την αρχή που ορίζει το άρθρο 15, χορηγώντας θεώρηση σε αλλοδαπό που δεν εκπληρώνει το σύνολο των προϋποθέσεων εισόδου του άρθρου 5, παράγραφος 1, η ισχύς αυτής της θεωρήσεως περιορίζεται στην επικράτεια του Συμβαλλόμενου αυτού Μέρους, το οποίο οφείλει να ενημερώσει σχετικά τα άλλα Συμβαλλόμενα Μέρη.

#### Άρθρο 17

1. Η Εκτελεστική Επιτροπή καθιερώνει κοινούς κανόνες για την εξέταση των αιτήσεων θεωρήσεων, μεριμνά για την ορθή εφαρμογή τους και τους προσαρμόζει στις νέες καταστάσεις και περιστάσεις.

2. Επιπλέον, η Εκτελεστική Επιτροπή ορίζει τις περιπτώσεις κατά τις οποίες η χορήγηση θεωρήσεως υπόκειται σε διαβούλευση με την κεντρική αρχή του ενδιαφερόμενου Συμβαλλόμενου Μέρους καθώς και, αν συντρέχει περίπτωση, με τις κεντρικές αρχές των άλλων Συμβαλλόμενων Μερών.

3. Εκτελεστική Επιτροπή λαμβάνει, επιπλέον, τις απαραίτητες αποφάσεις για τα ακόλουθα σημεία :

α. Τα ταξιδιωτικά έγγραφα, τα οποία επιδέχονται θεώρηση.

β. Τις αρμόδιες αρχές για την χορήγηση θεωρήσεων.

γ. Τις προϋποθέσεις χορηγήσεως θεωρήσεων στα σύνορα.



δ. Τη μορφή, το περιεχόμενο, τη διάρκεια ισχύος των θεωρήσεων και τα τέλη που εισπράττονται για τη χορήγησή τους.

ε. Τις προϋποθέσεις παρατάσεως και αρνήσεως χορηγήσεως των θεωρήσεων που αναφέρονται στις περιπτώσεις γ και δ, λαμβάνοντας υπόψη τα συμφέροντα του συνόλου των Συμβαλλόμενων Μερών

στ. Τους τρόπους περιορισμού της εδαφικής ισχύος των θεωρήσεων

ζ. Τις αρχές επεξεργασίας κοινού καταλόγου αλλοδαπών που έχουν καταχωρηθεί με σκοπό την απαγόρευση εισόδου, υπό την επιφύλαξη του άρθρου 96.

## Τμήμα 2

### Θεωρήσεις για διαμονή μακράς διάρκειας

#### Άρθρο 18

Οι θεωρήσεις για διαμονή άνω των τριών μηνών είναι εθνικές θεωρήσεις που χορηγούνται από ένα από τα Συμβαλλόμενα Μέρη, σύμφωνα με το εθνικό τους δικαίο. Παρόμοια θεώρηση επιτρέπεται στον κάτοχο της να διέλθει από το έδαφος των άλλων Συμβαλλόμενων Μερών για να μεταβεί στο έδαφος του Συμβαλλόμενου Μέρους που χορήγησε τη θεώρηση, εκτός αν δεν εκπληρώνει τις προϋποθέσεις εισόδου του άρθρου 5, παράγραφος 1, περιπτώσεις α, δ και ε ή έχει καταχωρηθεί στον εθνικό κατάλογο του Συμβαλλόμενου Μέρους από την επικράτεια του οποίου επιθυμεί να διέλθει.

## ΚΕΦΑΛΑΙΟ 4

### Όροι κυκλοφορίας των αλλοδαπών

#### Άρθρο 19

1. Αλλοδαποί κάτοχοι ομοιόμορφης θεωρήσεως, οι οποίοι εισέρχονται νόμιμα στο έδαφος ενός από τα Συμβαλλόμενα Μέρη, μπορούν να κυκλοφορούν ελεύθερα στην επικράτεια του συνόλου των Συμβαλλόμενων Μερών κατά τη διάρκεια ισχύος της θεωρήσεως, εφόσον εκπληρώνουν τις προϋποθέσεις εισόδου του άρθρου 5, παράγραφος 1, περιπτώσεις α, γ, δ και ε.

2. Μέχρι την καθιέρωση της ομοιόμορφης θεωρήσεως, οι αλλοδαποί κάτοχοι θεωρήσεως που έχει χορηγηθεί από ένα Συμβαλλόμενο Μέρος, οι οποίοι έχουν εισέλθει νόμιμα στο έδαφος του τελευταίου, μπορούν να κυκλοφορούν ελεύθερα στην επικράτεια του συνόλου των Συμβαλλόμενων Μερών κατά τη διάρκεια ισχύος της θεωρήσεως και κατ' ανώτατο όριο επί τρεις μήνες από την ημερομηνία της πρώτης εισόδου, εφόσον εκπληρώνουν τους όρους εισόδου του άρθρου 5, παράγραφος 1, περιπτώσεις α, γ, δ και ε.

3. Οι παράγραφοι 1 και 2 δεν εφαρμόζονται στις θεωρήσεις περιορισμένης εδαφικής ισχύος, σύμφωνα με τις διατάξεις του Κεφαλαίου 3 του παρόντος Τίτλου.

4. Οι διατάξεις του παρόντος άρθρου εφαρμόζονται με την επιφύλαξη των διατάξεων του άρθρου 22.

#### Άρθρο 20

1. Αλλοδαποί που δεν υπόκεινται στην υποχρέωση θεωρήσεως μπορούν να κυκλοφορούν ελεύθερα στην επικράτεια των Συμβαλλόμενων Μερών επί τρεις μήνες κατ' ανώτατο όριο κατά τη διάρκεια περιόδου έξι μηνών από την ημερομηνία της πρώτης εισόδου, εφόσον εκπληρώνουν τους όρους εισόδου του άρθρου 5, παράγραφος 1, περιπτώσεις α, γ, δ και ε.

2. Οι διατάξεις της παραγράφου 1 δεν επηρεάζουν το δικαίωμα κάθε Συμβαλλόμενου Μέρους να παρατείνει την παραμονή αλλοδαπού στην επικράτειά του πέραν των τριών μηνών σε εξαιρετικές περιπτώσεις ή κατ' εφαρμογήν των διατάξεων διμερούς συμφωνίας, η οποία έχει συνασθεί πριν από την έναρξη ισχύος της παρούσης Συμβάσεως.

3. Οι διατάξεις του παρόντος άρθρου εφαρμόζονται με την επιφύλαξη των διατάξεων του άρθρου 22.

#### Άρθρο 21

1. Αλλοδαποί κάτοχοι τίτλου διαμονής που έχει χορηγηθεί από ένα Συμβαλλόμενο Μέρος μπορούν βάσει του τίτλου αυτού καθώς και ενός ταξιδιωτικού εγγράφου, η ισχύς των οποίων δεν έχει λήξει, να κυκλοφορούν ελεύθερα επί τρεις μήνες κατ' ανώτατο όριο, στην επικράτεια των άλλων Συμβαλλόμενων Μερών, εφόσον εκπληρώνουν τις προϋποθέσεις εισόδου του άρθρου 5, παράγραφος 1, περιπτώσεις α, γ και ε και δεν έχουν καταχωρηθεί στον εθνικό κατάλογο του ενδιαφερομένου Συμβαλλόμενου Μέρους.

2. Η παράγραφος 1 εφαρμόζεται επίσης σε αλλοδαπούς κατόχους προσωρινής αδειάς διαμονής που έχει χορηγηθεί από ένα Συμβαλλόμενο Μέρος και ενός ταξιδιωτικού εγγράφου που έχει εκδοθεί από το ίδιο Συμβαλλόμενο Μέρος.
3. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη ανακοινώνουν στην Εκτελεστική Επιτροπή τον κατάλογο των εγγράφων που χορηγούν, τα οποία επέχουν θέση τίτλου διαμονής ή αδειάς προσωρινής διαμονής και ταξιδιωτικού εγγράφου κατά την έννοια του παρόντος άρθρου.
4. Οι διατάξεις του παρόντος άρθρου εφαρμόζονται με την επιφύλαξη των διατάξεων του άρθρου 22.

#### Άρθρο 22

1. Αλλοδαποί εισερχόμενοι νόμιμα στο έδαφος ενός από τα Συμβαλλόμενα Μέρη υποχρεούνται να δηλώνουν την παρουσία τους στις αρμόδιες αρχές του Συμβαλλόμενου Μέρους στο έδαφος του οποίου εισέρχονται υπό τους όρους που το τελευταίο έχει ορίσει. Η δήλωση αυτή μπορεί να υποβάλλεται, όπως έχει επιλέξει κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος, είτε κατά την είσοδο είτε εντός προθεσμίας τριών εργάσιμων ημερών από την είσοδο στο εσωτερικό της χώρας του Συμβαλλόμενου Μέρους.
2. Αλλοδαποί, οι οποίοι διαμένουν στο έδαφος ενός από τα Συμβαλλόμενα Μέρη και μεταβαίνουν στο έδαφος άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους, υπόκεινται στην υποχρέωση δηλώσεως της παραγράφου 1.
3. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος καθιερώνει τις εξαιρέσεις στις διατάξεις των παραγράφων 1 και 2 και τις ανακοινώνει στην Εκτελεστική Επιτροπή.

#### Άρθρο 23

1. Αλλοδαπός, ο οποίος δεν εκπληρώνει ή δεν εκπληρώνει πλέον, τις προϋποθέσεις σύντομης διαμονής που ισχύουν στην επικράτεια ενός Συμβαλλόμενου Μέρους, πρέπει κατά κανόνα να εγκαταλείψει χωρίς υπαίτια καθυστέρηση τα εδάφη των Συμβαλλόμενων Μερών.
2. Αλλοδαπός, ο οποίος διαθέτει τίτλο διαμονής ή προσωρινή άδεια διαμονής που ισχύουν και έχουν χορηγηθεί από ένα άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος, πρέπει να μεταβεί χωρίς υπαίτια καθυστέρηση στο έδαφος του Συμβαλλόμενου Μέρους.

3. Όταν η αναχώρηση αλλοδαπού, ο οποίος εμπίπτει στις ανωτέρω περιπτώσεις δεν πραγματοποιείται με τη βούλησή του ή όταν μπορεί να θεωρηθεί ότι η αναχώρηση αυτή δεν θα επακολουθήσει, ή αν η άμεση αναχώρηση του αλλοδαπού επιβάλλεται για λόγους που ανάγονται στην εθνική ασφάλεια ή δημόσια τάξη, ο αλλοδαπός πρέπει να απομακρύνεται από το έδαφος του Συμβαλλόμενου Μέρους στο οποίο έχει συλληφθεί υπό τους όρους που προβλέπει το εθνικό δίκαιο του τελευταίου. Αν το εθνικό δίκαιο δεν επιτρέπει την απομάκρυνση, το ενδιαφερόμενο Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεί να επιτρέψει στον αλλοδαπό, την διαμονή στην επικράτειά του.

4. Η απομάκρυνση του προσώπου αυτού από το έδαφος του ενδιαφερόμενου κράτους, μπορεί να γίνει προς την χώρα προελεύσεώς του ή προς κάθε άλλο κράτος στο οποίο είναι δυνατή η είσοδός του, κατ' εφαρμογήν κυρίως των σχετικών διατάξεων των συμφωνιών επανεισδοχής που έχουν συναφθεί μεταξύ των Συμβαλλόμενων Μερών.

5. Οι διατάξεις της παραγράφου 4 δεν επηρεάζουν την εφαρμογή των εθνικών διατάξεων σχετικά με το δικαίωμα παροχής ασύλου ούτε την εφαρμογή της Συμβάσεως της Γενεύης της 28ης Ιουλίου 1951 περί του καθεστώτος των προσφύγων, όπως τροποποιήθηκε από το Πρωτόκολλο της Νέας Υόρκης της 31ης Ιανουαρίου 1967, ούτε των διατάξεων της παραγράφου 2 του παρόντος άρθρου και του άρθρου 33, παράγραφος 1 της παρούσης Συμβάσεως.

#### Άρθρο 24

Υπό την επιφύλαξη εκ μέρους της Εκτελεστικής Επιτροπής του καθορισμού των κατάλληλων κριτηρίων και πρακτικών τρόπων εφαρμογής, τα Συμβαλλόμενα Μέρη συμφηφίζουν μεταξύ τους τις άνισες οικονομικές επιβαρύνσεις που μπορούν να προκύψουν από την υποχρέωση απομακρύνσεως του άρθρου 23, όταν η απομάκρυνση αυτή δεν μπορεί να πραγματοποιηθεί με έξοδα του αλλοδαπού.

## ΚΕΦΑΛΑΙΟ 5

Τίτλοι διαμονής και καταχώρηση για την απαγόρευση εισόδου

#### Άρθρο 25

1. Όταν ένα Συμβαλλόμενο Μέρος σκοπεύει να χορηγήσει τίτλο διαμονής σε αλλοδαπό που έχει καταχωρηθεί με σκοπό την απαγόρευση εισόδου.

προβαίνει σε διαβούλευση με το καταχωρούν Συμβαλλόμενο Μέρος και λαμβάνει υπόψη τα συμφέροντά του. Ο τίτλος διαμονής χορηγείται μόνο για σοβαρούς λόγους, κυρίως ανθρωπιστικούς ή απορρέοντες από διεθνείς υποχρεώσεις.

Αν ο τίτλος διαμονής χορηγηθεί, το καταχωρούν Συμβαλλόμενο Μέρος προβαίνει στην ανάκληση της καταχωρήσεως, αλλά ωστόσο μπορεί να καταχωρήσει τον αλλοδαπό αυτό στον εθνικό κατάλογο.

2. Όταν προκύπτει ότι αλλοδαπός, κάτοχος ενός ισχύοντος τίτλου διαμονής καταχωρείται με σκοπό την απαγόρευση εισόδου, το Συμβαλλόμενο Μέρος διαβουλεύεται με το Μέρος που χορήγησε τον τίτλο διαμονής, για να διαπιστωθεί αν είναι επαρκείς οι λόγοι για ανάκληση του τίτλου διαμονής.

Αν ο τίτλος διαμονής δεν ανακληθεί, το καταχωρούν Συμβαλλόμενο Μέρος προβαίνει στην ανάκληση της καταχωρήσεως, αλλά ωστόσο μπορεί να καταχωρήσει τον αλλοδαπό αυτό στον εθνικό του κατάλογο.

## Κ Ε Φ Α Λ Α Ι Ο 6

### Πρόσθετα μέτρα

#### Άρθρο 26

1. Υπό την επιφύλαξη των υποχρεώσεων που απορρέουν από την προσχώρησή τους στη Σύμβαση της Γενεύης της 28ης Ιουλίου 1951 σχετικά με το καθεστώς προστασίας των προσφύγων, όπως τροποποιήθηκε από το Πρωτόκολλο της Νέας Υόρκης της 31ης Ιανουαρίου 1967, τα Συμβαλλόμενα Μέρη αναλαμβάνουν την υποχρέωση να εισαγάγουν στην εθνική τους νομοθεσία τους ακόλουθους κανόνες :

α. Αν απαγορευθεί η είσοδος στο έδαφος ενός από τα Συμβαλλόμενα Μέρη σε αλλοδαπό, ο μεταφορέας που τον μετέφερε με εναέρια, θαλάσσια ή χερσαία συγκοινωνία στα εξωτερικά σύνορα υποχρεούται να τον επαναπροωθήσει και πάλι χωρίς υπαίτια καθυστέρηση. Κατόπιν αιτήσεως των αρχών επιτηρήσεως των συνόρων οφείλει να επαναφέρει τον αλλοδαπό στο τρίτο κράτος από το οποίο τον μετέφερε, στο τρίτο κράτος που χορήγησε το ταξιδιωτικό έγγραφο με το οποίο μετακινήθηκε ή σε κάθε άλλο τρίτο κράτος στο οποίο είναι εξασφαλισμένη η είσοδός του.

β. Ο μεταφορέας υποχρεούται να λάβει όλα τα απαραίτητα μέτρα για να βεβαιωθεί ότι ο αλλοδαπός που μεταφέρεται με εναέρια ή θαλάσσια συγκοινωνία είναι κάτοχος των ταξιδιωτικών εγγράφων που απαιτούνται για την είσοδό του στην επικράτεια των Συμβαλλόμενων Μερών.

2. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη υποχρεούνται, υπό την επιφύλαξη των υποχρεώσεων που απορρέουν από την προσχώρησή τους στη Σύμβαση της Γενεύης της 28ης Ιουλίου 1951 σχετικά με το καθεστώς προστασίας των προσφύγων, όπως έχει τροποποιηθεί από το Πρωτόκολλο της Νέας Υόρκης της 31ης Ιανουαρίου 1967 και λαμβάνοντας υπόψη τούς συνταγματικούς κανόνες τους, να εισαγάγουν κυρώσεις κατά των μεταφορέων που προωθούν από ένα τρίτο κράτος προς το έδαφός τους με εναέρια ή θαλάσσια συγκοινωνία αλλοδαπούς που δεν είναι κάτοχοι των απαιτούμενων ταξιδιωτικών εγγράφων.

3. Οι διατάξεις της παραγράφου 1 περίπτωση β και της παραγράφου 2 εφαρμόζονται στους μεταφορείς ομάδων που εξασφαλίζουν διεθνείς οδικές συνδέσεις με λεωφορεία με εξαίρεση τη συνοριακή κυκλοφορία.

#### Άρθρο 27

1. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη αναλαμβάνουν την υποχρέωση να εισαγάγουν τις κατάλληλες κυρώσεις κατά οποιουδήποτε ο οποίος για κερδοσκοπικούς λόγους παρέχει βοήθεια ή επιχειρεί να βοηθήσει αλλοδαπό να εισέλθει ή να διαμείνει στο έδαφος ενός από τα Συμβαλλόμενα Μέρη, κατά παράβαση της νομοθεσίας του Συμβαλλόμενου αυτού Μέρους σχετικά με την είσοδο και διαμονή αλλοδαπών.

2. Αν ένα Συμβαλλόμενο Μέρος ενημερωθεί για τις πράξεις της παραγράφου 1, οι οποίες συνιστούν παράβαση της νομοθεσίας ενός άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους, πληροφορεί σχετικά το τελευταίο.

3. Το Συμβαλλόμενο Μέρος, το οποίο ζητεί από άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος να ασκήσει δίωξη λόγω παραβάσεως της νομοθεσίας του για τις πράξεις της παραγράφου 1, πρέπει να αιτιολογήσει με υπηρεσιακή καταγγελία ή βεβαίωση των αρμόδιων αρχών τις διατάξεις του νόμου που παραβιάστηκαν.

## Κ Ε Φ Α Λ Α Ι Ο 7

## Αρμοδιότητα για την εξέταση των αιτήσεων παροχής ασύλου

## Άρθρο 28

Τα Συμβαλλόμενα Μέρη επαναβεβαιώνουν τις υποχρεώσεις τους από τη Σύμβαση της Γενεύης της 28ης Ιουλίου 1951 περί του καθεστώτος των προσφύγων, όπως τροποποιήθηκε από το Πρωτόκολλο της Νέας Υόρκης της 31ης Ιανουαρίου 1967, χωρίς κανένα γεωγραφικό περιορισμό του πεδίου εφαρμογής των κειμένων αυτών καθώς και την υποχρέωσή τους να συνεργασθούν με τις υπηρεσίες του Υπατού Αρμοστή των Ηνωμένων Εθνών για τους πρόσφυγες σχετικά με την εφαρμογή των ενλόγω νομικών μέσων.

## Άρθρο 29

1. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη αναλαμβάνουν την υποχρέωση να εξετάσουν κάθε αίτηση παροχής ασύλου που κατατίθεται από έναν αλλοδαπό στο έδαφος ενός από αυτά
2. Η υποχρέωση αυτή δεν συνεπάγεται ότι ένα Συμβαλλόμενο Μέρος επιτρέπει πάντοτε στον αιτούντα άσυλο την είσοδο ή τη διαμονή στην επικράτειά του.

Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος βάσει του εθνικού του δικαίου και σύμφωνα με τις διεθνείς υποχρεώσεις του, διατηρεί το δικαίωμα να επαναπροωθήσει ή να απομακρύνει τον αιτούντα άσυλο προς ένα τρίτο κράτος.

3. Ανεξάρτητα από το Συμβαλλόμενο μέρος στο οποίο ο αλλοδαπός απευθύνει την αίτηση παροχής ασύλου, ένα μόνο Συμβαλλόμενο Μέρος είναι αρμόδιο για την εξέταση της αιτήσεώς του. Το Συμβαλλόμενο αυτό Μέρος καθορίζεται σύμφωνα με τα κριτήρια που ορίζονται στο άρθρο 30.

4. Με την επιφύλαξη της παραγράφου 3, κάθε Συμβαλλόμενο μέρος διατηρεί το δικαίωμα - για ιδιαίτερους λόγους που ανάγονται ιδίως στο εθνικό του δίκαιο - να εξετάσει μία αίτηση παροχής ασύλου, έστω και αν η ευθύνη, κατά την έννοια της παρούσης Συμβάσεως, ανήκει σε άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος.

## Άρθρο 30

1. Το Συμβαλλόμενο Μέρος που είναι αρμόδιο για την εξέταση αιτήσεως παροχής ασύλου ορίζεται ως εξής :

α. Αν ένα Συμβαλλόμενο μέρος χορήγησε στον αιτούντα άσυλο οποιασδήποτε μορφής θεώρηση ή τίτλο διαμονής, είναι αρμόδιο για την εξέταση της αιτήσεως. Άν η θεώρηση χορηγήθηκε κατόπιν αδείας άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους, αρμόδιο είναι το Συμβαλλόμενο Μέρος που χορήγησε την άδεια.

β. Αν περισσότερα Συμβαλλόμενα Μέρη χορήγησαν στον αιτούντα άσυλο οποιασδήποτε μορφής θεώρηση ή τίτλο διαμονής, αρμόδιο είναι το Συμβαλλόμενο Μέρος που χορήγησε τη θεώρηση ή τον τίτλο διαμονής με τη μακρότερη διάρκεια ισχύος.

γ. Εφόσον ο αιτών άσυλο δεν εγκατέλειψε την επικράτεια των Συμβαλλόμενων Μερών, η αρμοδιότητα που ορίζεται στις περιπτώσεις α και β υφίσταται, έστω και αν η διάρκεια ισχύος της οποιασδήποτε φύσεως θεωρήσεως ή του τίτλου διαμονής έχει λήξει. Αν ο αιτών άσυλο εγκατέλειψε την επικράτεια των Συμβαλλόμενων Μερών μετά τη χορήγηση της θεωρήσεως ή του τίτλου διαμονής, τα έγγραφα αυτά θεμελιώνουν την αρμοδιότητα σύμφωνα με τις περιπτώσεις α και β, εκτός αν στο μεταξύ έληξε η ισχύς τους δυνάμει του εθνικού δικαίου.

δ. Αν ο αιτών άσυλο δεν υποχρεούται σε καθεστώς θεωρήσεως από τα Συμβαλλόμενα Μέρη, αρμόδιο είναι το Συμβαλλόμενο Μέρος από τα εξωτερικά σύνορα του οποίου εισήλθε ο αιτών άσυλο στο έδαφος των Συμβαλλόμενων Μερών.

Στο χρονικό διάστημα κατά το οποίο δεν έχει εναρμονισθεί πλήρως η πολιτική θεωρήσεων και αν ο αιτών άσυλο δεν υπόκειται σε καθεστώς θεωρήσεως από ορισμένα μόνο Συμβαλλόμενα Μέρη, αρμόδιο, υπό την επιφύλαξη των διατάξεων των περιπτώσεων α, β και γ, είναι το Συμβαλλόμενο Μέρος από τα εξωτερικά σύνορα του οποίου εισήλθε ο αιτών άσυλο στα εδάφη των Συμβαλλόμενων Μερών με το ευεργέτημα εξαιρέσεως από την υποχρέωση θεωρήσεως.

Αν η αίτηση παροχής ασύλου υποβάλλεται σε ένα Συμβαλλόμενο Μέρος, το οποίο χορήγησε στον αιτούντα θεώρηση διελεύσεως - ασχέτως άν ο αιτών διήλθε ή όχι από τον έλεγχο διαβατηρίων - και άν η θεώρηση διελεύσεως χορηγήθηκε αφότου, η χώρα διελεύσεως βεβαιώθηκε από τις προξενικές ή διπλωματικές αρχές του Συμβαλλόμενου Μέρους προορισμού ότι ο αιτών άσυλο ανταποκρίνεται στις προϋποθέσεις εισόδου στο έδαφός της, αρμόδιο για την εξέταση της αιτήσεως είναι το Συμβαλλόμενο Μέρος προορισμού.



ε. Αν ο αιτών άσυλο εισήλθε στα εδάφη των Συμβαλλόμενων Μερών χωρίς να κατέχει ένα ή περισσότερα έγγραφα που επιτρέπουν τη διέλευση των συνόρων, όπως έχει καθορισθεί από την Εκτελεστική Επιτροπή, αρμόδιο είναι το Συμβαλλόμενο Μέρος από τα εξωτερικά σύνορα του οποίου εισήλθε ο αιτών άσυλο στα εδάφη των Συμβαλλόμενων Μερών.

στ. Αν ένας αλλοδαπός, του οποίου η αίτηση ασύλου εξετάζεται ήδη από ένα Συμβαλλόμενο Μέρος, υποβάλει αίτηση, αρμόδιο είναι το Συμβαλλόμενο Μέρος στο οποίο η αίτησή του είναι υπό εξέταση.

ζ. Αν ένας αλλοδαπός, ως προς τον οποίο σε μία προηγούμενη αίτηση ασύλου από ένα Συμβαλλόμενο Μέρος έχει εκδοθεί οριστική απόφαση, υποβάλει νέα αίτηση, αρμόδιο είναι το Συμβαλλόμενο Μέρος που εξέτασε την προηγούμενη αίτηση αν ο αιτών δεν εγκατέλειψε τα εδάφη των Συμβαλλόμενων Μερών.

2. Αν ένα Συμβαλλόμενο Μέρος έχει επιληφθεί της εξετάσεως αιτήσεως παροχής ασύλου κατ' εφαρμογήν του άρθρου 29, παράγραφος 4, το αρμόδιο Συμβαλλόμενο Μέρος δυνάμει της παραγράφου 1 του παρόντος άρθρου απαλλάσσεται των υποχρεώσεών του.

3. Αν το αρμόδιο Συμβαλλόμενο Μέρος δεν μπορεί να καθορισθεί βάσει των κριτηρίων των παραγράφων 1 και 2, αρμόδιο είναι το Συμβαλλόμενο Μέρος στο οποίο έχει υποβληθεί η αίτηση παροχής ασύλου.

### Άρθρο 31

1. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη καταβάλλουν κάθε προσπάθεια για να προσδιορίσουν, το συντομότερο δυνατόν, το Συμβαλλόμενο Μέρος, το οποίο είναι αρμόδιο για την εξέταση μια αιτήσεως παροχής ασύλου.

2. Αν αίτηση παροχής ασύλου απευθύνεται σε αναρμόδιο Συμβαλλόμενο Μέρος από αλλοδαπό που διαμένει στην επικράτειά του το τελευταίο μπορεί να ζητήσει από το αρμόδιο Συμβαλλόμενο Μέρος να αναλάβει τον αιτούντα άσυλο, προκειμένου να εξετάσει την αίτησή του για την παροχή ασύλου.

3. Το αρμόδιο Συμβαλλόμενο Μέρος υποχρεούται να αναλάβει τον αιτούντα άσυλο που αναφέρεται στην παράγραφο 2, αν το αίτημά του υποβληθεί σε προθεσμία έξι μηνών από τον χρόνο καταθέσεως της αιτήσεως παροχής ασύλου. Αν το αίτημα δεν υποβάλλεται στην παραπάνω προθεσμία, αρμόδιο για την εξέταση της αιτήσεως παροχής ασύλου είναι το Συμβαλλόμενο Μέρος στο οποίο είχε υποβληθεί.

## Άρθρο 32

Η εξέταση της αιτήσεως παροχής ασύλου διενεργείται σύμφωνα με το εθνικό δίκαιο του αρμόδιου Συμβαλλόμενου Μέρους.

## Άρθρο 33

1. Όταν ο αιτών άσυλο κατά τη διάρκεια της διαδικασίας παροχής ασύλου, βρίσκεται παρανόμως στην επικράτεια ενός άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους, το αρμόδιο Συμβαλλόμενο Μέρος υποχρεούται να τον αναλάβει.
2. Η παράγραφος 1 δεν εφαρμόζεται, όταν το άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος έχει χορηγήσει στον αιτούντα άσυλο τίτλο διαμονής με ισχύ ανώτερη ή ίση του ενός έτους. Στην περίπτωση αυτή η αρμοδιότητα για την εξέταση της αιτήσεως μεταβιβάζεται στο άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος.

## Άρθρο 34

1. Το αρμόδιο Συμβαλλόμενο Μέρος υποχρεούται να αναλάβει τον αλλοδαπό, του οποίου η αίτηση παροχής ασύλου έχει απορριφθεί οριστικώς και ο οποίος έχει μεταβεί στο έδαφος άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους, χωρίς να έχει δικαίωμα διαμονής.
2. Η παράγραφος 1 δεν εφαρμόζεται, όταν το αρμόδιο Συμβαλλόμενο Μέρος είχε απομακρύνει τον αλλοδαπό εκτός του εδάφους των Συμβαλλόμενων Μερών.

## Άρθρο 35

1. Το Συμβαλλόμενο Μέρος, το οποίο αναγνώρισε σε αλλοδαπό το καθεστώς του πρόσφυγα και του χορήγησε δικαίωμα διαμονής, καθίσταται υποχρεωτικώς αρμόδιο για την εξέταση της αιτήσεως παροχής ασύλου ενός μέλους της οικογενείας του, με την προϋπόθεση ότι οι ενδιαφερόμενοι συμφωνούν.
2. Το αναφερόμενο στην παράγραφο 1 μέλος της οικογενείας είναι ο σύζυγος ή το άγαμο τέκνο του πρόσφυγα, ηλικίας κάτω των δέκα οκτώ ετών, ή αν ο πρόσφυγας είναι άγαμο τέκνο κάτω των δέκα οκτώ ετών, ο πατέρας ή η μητέρα του.

## Άρθρο 36

Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος το οποίο είναι αρμόδιο για την εξέταση αιτήσεως παροχής ασύλου, μπορεί, για ανθρωπιστικούς λόγους που στηρίζονται ιδίως σε οικογενειακές ή πολιτιστικές αιτίες, να ζητήσει από άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος να καταστεί αρμόδιο, εφόσον εκφράζει τη σχετική βούληση ο ενδιαφερόμενος. Το Συμβαλλόμενο Μέρος προς το οποίο υποβάλλεται το σχετικό αίτημα σταθμίζει, αν το αίτημα αυτό μπορεί να ικανοποιηθεί.

## Άρθρο 37

1. Οι αρμόδιες αρχές των Συμβαλλόμενων Μερών ανταλλάσσουν μεταξύ τους, το ταχύτερο δυνατόν, τις πληροφορίες σχετικά με :

α. Νέους κανονισμούς ή μέτρα που λαμβάνονται στον τομέα του δικαιώματος παροχής ασύλου ή τη μεταχείριση των αιτούντων άσυλο, το αργότερο, κατά την έναρξη ισχύος τους.

β. Στατιστικά δεδομένα που αφορούν τις μηνιαίες αφίξεις αιτούντων άσυλο με την ένδειξη των κυριότερων χωρών προελεύσεως καθώς και τις συναφείς αποφάσεις στις αιτήσεις παροχής ασύλου, εφόσον αυτά είναι διαθέσιμα.

γ. Εμφάνιση ή σημαντική αύξηση ορισμένων ομάδων που έχουν υποβάλει αίτηση καθώς και τις σχετικές πληροφορίες προς τούτο.

δ. Θεμελιώδεις αποφάσεις στον τομέα του δικαιώματος παροχής ασύλου.

2. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη διασφαλίζουν, επιπλέον, στενή συνεργασία ως προς τη συλλογή πληροφοριών για την κατάσταση στις χώρες προελεύσεως των αιτούντων άσυλο με σκοπό μία κοινή εκτίμηση.

3. Κάθε ένδειξη ενός Συμβαλλόμενου Μέρους σχετικά με την εμπιστευτική εξέταση πληροφοριών που αυτό ανακοινώνει πρέπει να δεσμεύει τα άλλα Συμβαλλόμενα Μέρη.

## Άρθρο 38

1 Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος διαβιβάζει σε κάθε άλλο Μέρος που υποβάλει σχετική αίτηση τα δεδομένα που διαθέτει για τον αιτούντα άσυλο, τα οποία είναι απαραίτητα για :

- τον καθορισμό του Συμβαλλόμενου Μέρους, το οποίο είναι αρμόδιο για την

- εξέταση της αιτήσεως παροχής ασύλου,
- την εξέταση της αιτήσεως παροχής ασύλου,
- εκπλήρωση των υποχρεώσεων που απορρέουν από το παρόν κεφάλαιο.

2. Τα δεδομένα αυτά μπορούν να αφορούν αποκλειστικά :

α. Την ταυτότητα (όνομα και επώνυμο, ενδεχομένως προηγούμενο όνομα, προσωνυμίες ή ψευδώνυμο, χρόνο και τόπο γεννήσεως, παρούσα και προηγούμενη ιθαγένεια του αιτούντος άσυλο και, κατά περίπτωση, των μελών της οικογενείας του).

β. Τα έγγραφα ταυτότητας και τα ταξιδιωτικά έγγραφα (αριθμό, διάρκεια ισχύος, τόπο και ημερομηνία εκδόσεως, εκδούσα αρχή κλπ.).

γ. Τα λοιπά στοιχεία, τα αναγκαία για την εξακρίβωση της ταυτότητας του αιτούντος.

δ. Τους τόπους διαμονής και τις διαδρομές των ταξιδίων.

ε. Τους τίτλους διαμονής ή τις θεωρήσεις που έχουν χορηγηθεί από ένα Συμβαλλόμενο Μέρος .

στ. Τον τόπο υποβολής της αιτήσεως παροχής ασύλου.

ζ. Την ημερομηνία υποβολής προγενέστερης αιτήσεως παροχής ασύλου, αν συντρέχει περίπτωση, την ημερομηνία υποβολής της παρούσης αιτήσεως, το διαδικαστικό στάδιο, το περιεχόμενο της αποφάσεως.

3. Ένα Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεί επιπλέον, να ζητήσει από ένα άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος να του γνωστοποιήσει τους λόγους, τους οποίους επικαλέστηκε ο αιτών άσυλο προς υποστήριξη της αιτήσεώς του και αν συντρέχει περίπτωση, την αιτιολογία της ληφθείσης αποφάσεως που τον αφορά. Το Συμβαλλόμενο Μέρος στο οποίο υποβλήθηκε το σχετικό αίτημα εκτιμά, αν μπορεί να το εξετάσει περαιτέρω. Η διαβίβαση αυτή των πληροφοριών εξαρτάται σε κάθε περίπτωση από τη συναίνεση του αιτούντος άσυλο.

4. Η ανταλλαγή δεδομένων πραγματοποιείται κατόπιν σχετικής αιτήσεως Συμβαλλόμενου Μέρους και μόνο μεταξύ των αρχών που κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος έχει υποδείξει στην Εκτελεστική Επιτροπή.

5. Τα διαβιβαζόμενα δεδομένα μπορούν να χρησιμοποιηθούν μόνο για τους προβλεπόμενους στην παράγραφο 1 σκοπούς. Τα δεδομένα αυτά μπορούν να

διαβιβάζονται μόνο στις διοικητικές αρχές και τα δικαστήρια που έχουν επιληφθεί:

- για τον καθορισμό του Συμβαλλόμενου Μέρους που είναι αρμόδιο για την εξέταση της αιτήσεως παροχής ασύλου,
- για την εξέταση της αιτήσεως παροχής ασύλου,
- για τις υποχρεώσεις που απορρέουν από το παρόν κεφάλαιο.

6. Το Συμβαλλόμενο Μέρος που διαβιβάζει τα δεδομένα μεριμνά, ώστε αυτά να είναι ενημερωμένα και ακριβή.

Αν διαπιστωθεί ότι το Συμβαλλόμενο Μέρος έχει διαβιβάσει ανακριβή δεδομένα ή στοιχεία που δεν πρέπει να διαβιβασθούν, τα Συμβαλλόμενα Μέρη - αποδέκτες ενημερώνονται σχετικά χωρίς υπαίτια καθυστέρηση. Τα τελευταία υποχρεούνται να διορθώσουν αυτές τις πληροφορίες ή να τις διαγράψουν.

7. Ο αιτών άσυλο έχει δικαίωμα, κατόπιν αιτήσεώς του, να του ανακοινωθούν οι ανταλλαγίσιμες πληροφορίες που τον αφορούν, εφόσον είναι διαθέσιμες.

Αν διαπιστώσει ότι οι πληροφορίες αυτές είναι ανακριβείς ή ότι δεν θα έπρεπε να έχουν διαβιβασθεί, έχει το δικαίωμα να απαιτήσει την διόρθωση ή διαγραφή τους. Οι διορθώσεις πραγματοποιούνται με τις προϋποθέσεις της παραγράφου 6.

8. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος υποχρεούται να ενημερώνει το αρχείο του σχετικά με τη διαβίβαση και τη λήψη δεδομένων προσωπικού χαρακτήρα.

9. Τα δεδομένα αυτά διατηρούνται για χρονικό διάστημα που δεν υπερβαίνει εκείνο το οποίο είναι απαραίτητο για τους σκοπούς, για τους οποίους έχουν ανταλλαγή. Η ανάγκη διατηρήσεώς τους πρέπει να εξετάζεται έγκαιρα από το ενδιαφερόμενο Συμβαλλόμενο Μέρος.

10. Τα διαβιβαζόμενα δεδομένα απολαμβάνουν, σε κάθε περίπτωση, της ίδιας τουλάχιστον προστασίας με εκείνη που προβλέπεται στο δίκαιο του Συμβαλλόμενου Μέρους για πληροφορίες παρόμοιας μορφής.

11. Αν τα δεδομένα αυτά δεν τύχουν αυτόματης επεξεργασίας, κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος πρέπει να λάβει τα κατάλληλα μέτρα για την εξασφάλιση της εφαρμογής του παρόντος άρθρου με αποτελεσματικά μέσα ελέγχου. Αν Συμβαλλόμενο Μέρος διαθέτει υπηρεσία του ίδιου τύπου που προβλέπεται στην παράγραφο 12, μπορεί να της αναθέσει καθήκοντα ελέγχου.

12. Αν ένα ή περισσότερα Συμβαλλόμενα Μέρη σκοπεύουν να καταχωρήσουν σε αρχείο προς επεξεργασία - ενόλω ή εν μέρει - τις πληροφορίες που

αναφέρονται στις παραγράφους 2 και 3, η καταχώρηση αυτή επιτρέπεται μόνον, εφόσον τα ενδιαφερόμενα Συμβαλλόμενα Μέρη, αφενός έχουν καθιερώσει νομοθεσία σχετική με την επεξεργασία δεδομένων, η οποία αναγνωρίζει τις αρχές της Συμβάσεως του Συμβουλίου της Ευρώπης της 28ης Ιανουαρίου 1981 για την προστασία των ατόμων από την αυτοματοποιημένη επεξεργασία πληροφοριών προσωπικού χαρακτήρα, αφετέρου έχουν αναθέσει σε αρμόδια εθνική αρχή τον ανεξάρτητο έλεγχο της επεξεργασίας και χρήσεως δεδομένων που διαβιβάζονται σύμφωνα με την παρούσα Σύμβαση.

### ΤΙΤΛΟΣ ΙΙΙ

#### Αστυνομία και ασφάλεια

#### Κεφάλαιο 1

#### Αστυνομική Συνεργασία

#### Άρθρο 39

1. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη αναλαμβάνουν την υποχρέωση όπως οι αστυνομικές υπηρεσίες τους, σύμφωνα με την εθνική νομοθεσία και στα όρια των αρμοδιοτήτων τους, παρέχουν συνδρομή με σκοπό την πρόληψη και τη διερεύνηση αξιόποινων πράξεων, εφόσον κατά το εθνικό δίκαιο οι δικαστικές αρχές είναι αρμόδιες για την αίτηση ή την εκτέλεσή της και αυτές δεν επισύρουν τη λήψη μέτρων καταναγκασμού εκ μέρους του Συμβαλλόμενου Μέρους στο οποίο αυτή έχει απευθυνθεί. Όταν οι αστυνομικές αρχές προς τις οποίες η αίτηση έχει υποβληθεί είναι αναρμόδιες προς εκτέλεσή της, διαβιβάζουν αυτή στις αρμόδιες αρχές.

2. Οι έγγραφες πληροφορίες που παρέχονται από το Συμβαλλόμενο Μέρος προς το οποίο η αίτηση έχει απευθυνθεί βάσει της διατάξεως της παραγράφου 1, μπορούν να χρησιμοποιηθούν από το αιτούν Συμβαλλόμενο Μέρος ως αποδεικτικά μέσα σε ποινική διαδικασία μόνο με τη συναίνεση των αρμόδιων δικαστικών αρχών του Συμβαλλόμενου Μέρους, προς το οποίο έχει απευθυνθεί η αίτηση.

3. Οι αιτήσεις συνδρομής της παραγράφου 1 και οι απαντήσεις σ' αυτές μπορούν να ανταλλάσσονται μεταξύ των εντεταλμένων κεντρικών οργάνων της διεθνούς αστυνομικής συνεργασίας κάθε Συμβαλλόμενου Μέρους. Όταν η αίτηση δεν μπορεί να υποβληθεί εγκαίρως μέσω της ανωτέρω οδού, οι αστυνομικές αρχές του αιτούντος Συμβαλλόμενου Μέρους έχουν τη δυνατότητα

να τη διαβιβάζουν απευθείας στις αρμόδιες αρχές του Συμβαλλόμενου Μέρους προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση και οι τελευταίες μπορούν να απαντήσουν επίσης απευθείας. Στις περιπτώσεις αυτές, η αιτούσα αστυνομική αρχή ενημερώνει χωρίς υπαίτια καθυστέρηση σχετικά με την απευθείας αίτησή της το εντεταλμένο κεντρικό όργανο της διεθνούς αστυνομικής συνεργασίας του Συμβαλλόμενου Μέρους προς το οποίο έχει απευθυνθεί.

4. Στις παραμεθόριες περιοχές η συνεργασία μπορεί να ρυθμίζεται με συμφωνίες μεταξύ των αρμόδιων Υπουργών των Συμβαλλόμενων Μερών.

5. Ισχύουσες και μελλοντικές ευρύτερες διμερείς συμφωνίες μεταξύ δύο Συμβαλλόμενων Μερών που έχουν κοινά σύνορα, δεν επηρεάζονται από τις διατάξεις του παρόντος άρθρου. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη ενημερώνονται για τις συμφωνίες αυτές.

#### Άρθρο 40

1. Τα όργανα ενός Συμβαλλόμενου Μέρους, τα οποία στο πλαίσιο δικαστικής έρευνας παρακολουθούν στην επικράτειά τους πρόσωπο φερόμενο με αποχρώσεις ενδείξεις να έχει συμμετάσχει σε αξιόποινη πράξη που επισύρει έκδοση, εξουσιοδοτούνται να συνεχίσουν την παρακολούθηση στο έδαφος ενός άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους, αν το τελευταίο έχει συναινέσει στη διασυνοριακή παρακολούθηση βάσει αιτήσεως δικαστικής συνδρομής, η οποία έχει υποβληθεί προηγουμένως. Η συναίνεση μπορεί να εξαρτηθεί από όρους. Κατόπιν αιτήσεως, η παρακολούθηση ανατίθεται στα όργανα του Συμβαλλόμενου Μέρους στο έδαφος του οποίου αυτή πραγματοποιείται.

Η αίτηση δικαστικής συνδρομής που αναφέρεται στο εδάφιο 1 πρέπει να απευθύνεται στην αρχή, η οποία έχει ορισθεί από κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος και είναι αρμόδια για την παροχή ή τη διαβίβαση της αιτούμενης συναίνεσεως.

2. Όταν, για λόγους ιδιαίτερας επείγοντες, δεν μπορεί να ζητηθεί η προηγούμενη συναίνεση του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους, τα όργανα παρακολούθησεως εξουσιοδοτούνται να συνεχίσουν την παρακολούθηση πέραν των συνόρων για πρόσωπο φερόμενο με αποχρώσεις ενδείξεις να έχει τελέσει μία από τις αξιόποινες πράξεις που απαριθμούνται στην παράγραφο 7, υπό τις ακόλουθες προϋποθέσεις :

α. Η διέλευση των συνόρων κατά τη διάρκεια της παρακολούθησεως ανακοινώνεται χωρίς υπαίτια καθυστέρηση στην αρχή, που ορίζεται στην παράγραφο 5, του Συμβαλλόμενου Μέρους στο έδαφος του οποίου συνεχίζεται η παρακολούθηση.

β. Αίτηση δικαστικής συνδρομής υποβαλλόμενη σύμφωνα με την παράγραφο 1 και στην οποία εκτίθενται οι λόγοι που δικαιολογούν τη διεύλευση των συνόρων χωρίς προηγούμενη συναίνεση, διαβιβάζεται χωρίς υπαίτια καθυστέρηση.

Η παρακολούθηση παύει, αφότου το Συμβαλλόμενο Μέρος στο έδαφος του οποίου αυτή πραγματοποιείται λόγω της ανακοινώσεως της περιπτώσεως α ή της αιτήσεως της περιπτώσεως β ή αν η συναίνεση δεν έχει δοθεί πέντε ώρες μετά τη διεύλευση των συνόρων .

3. Η παρακολούθηση, σύμφωνα με τις παραγράφους 1 και 2, επιτρέπεται μόνον υπό τις ακόλουθες γενικές προϋποθέσεις :

α. Τα όργανα παρακολουθήσεως πρέπει να συμμορφώνονται με τις διατάξεις του παρόντος άρθρου και με το δίκαιο του Συμβαλλόμενου Μέρους στο έδαφος του οποίου, ενεργούν. Πρέπει ακόμη να υπακούουν στις εντολές των κατά τόπον αρμόδιων αρχών.

β. Με την επιφύλαξη των περιπτώσεων της παραγράφου 2, τα όργανα εφοδιάζονται κατά τη διάρκεια της παρακολουθήσεως με έγγραφο, το οποίο βεβαιώνει ότι η συναίνεση έχει δοθεί.

γ. Τα όργανα παρακολουθήσεως πρέπει σε οποιαδήποτε χρονική στιγμή να μπορούν να αποδεικνύουν την υπηρεσιακή τους ιδιότητα.

δ. Τα όργανα παρακολουθήσεως μπορούν κατά τη διάρκεια της παρακολουθήσεως να φέρουν το υπηρεσιακό τους όπλο, εκτός ρητής αντίθετης αποφάσεως του Συμβαλλόμενου Μέρους προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση. Η χρήση του απαγορεύεται, με εξαίρεση τις περιπτώσεις νόμιμης άμυνας.

ε. Η είσοδος σε κατοικίες και σε χώρους μη επιτρεπόμενους στο κοινό απαγορεύεται.

στ. Τα όργανα παρακολουθήσεως δεν εξουσιοδοτούνται να προβαίνουν ούτε σε σύλληψη ούτε σε κράτηση του υπό παρακολούθηση προσώπου.

ζ. Για κάθε επιχείρηση γίνεται αναφορά στις αρχές του Συμβαλλόμενου Μέρους στο έδαφος του οποίου έχει πραγματοποιηθεί. Η προσωπική εμφάνιση των οργάνων παρακολουθήσεως, μπορεί να κριθεί αναγκαία.

η. Οι αρχές του Συμβαλλόμενου Μέρους, από το οποίο προέρχονται τα όργανα παρακολουθήσεως συνδράμουν, κατόπιν αιτήσεως των αρχών του Συμβαλλόμενου Μέρους στο έδαφος του οποίου η παρακολούθηση έχει πραγματοποιηθεί, στην έρευνα μετά την επιχείρηση, συμπεριλαμβανομένης και της δικαστικής διαδικασίας.



4 Τα όργανα που αναφέρονται στις παραγράφους 1 και 2 είναι :

- Ως προς το Βασίλειο του Βελγίου : τα μέλη της δικαστικής αστυνομίας των εισαγγελιών, της χωροφυλακής και της δημοτικής αστυνομίας καθώς επίσης οι τελωνειακοί υπάλληλοι, υπό τους όρους που προβλέπουν οι ισχύουσες διμερείς συμφωνίες, σύμφωνα με την παράγραφο 6, σε σχέση με τις αρμοδιότητές τους στους τομείς της παράνομης διακινήσεως ναρκωτικών και ψυχότροπων ουσιών, της εμπορίας όπλων και εκρηκτικών καθώς και της παράνομης μεταφοράς τοξικών και βλαπτικών αποβλήτων.

- Ως προς την Ομοσπονδιακή Δημοκρατία της Γερμανίας : τα όργανα της ομοσπονδιακής αστυνομίας και των Κρατιδίων καθώς επίσης οι τελωνειακοί υπάλληλοι (υπηρεσία τελωνειακών ερευνών) ως όργανα συνδρομής της εισαγγελίας για τους τομείς αποκλειστικώς, αφενός της παράνομης διακινήσεως ναρκωτικών και ψυχότροπων ουσιών, αφετέρου της εμπορίας όπλων.

- Ως προς την Γαλλική Δημοκρατία : οι αξιωματικοί και τα όργανα της δικαστικής αστυνομίας, η οποία αποτελεί τμήμα της εθνικής αστυνομίας και της εθνικής χωροφυλακής καθώς επίσης οι τελωνειακοί υπάλληλοι, υπό τους όρους που προβλέπουν οι ισχύουσες διμερείς συμφωνίες, σύμφωνα με την παράγραφο 6, σε σχέση με τις αρμοδιότητές τους στους τομείς της παράνομης διακινήσεως ναρκωτικών και ψυχότροπων ουσιών, της εμπορίας όπλων και εκρηκτικών καθώς και της παράνομης μεταφοράς τοξικών και βλαπτικών αποβλήτων.

- Ως προς το Μεγάλο Δουκάτο του Λουξεμβούργου : τα όργανα της χωροφυλακής και της αστυνομίας καθώς επίσης οι τελωνειακοί υπάλληλοι, υπό τους όρους που προβλέπουν οι ισχύουσες διμερείς συμφωνίες, σύμφωνα με την παράγραφο 6, σε σχέση με τις αρμοδιότητές τους στους τομείς της παράνομης διακινήσεως ναρκωτικών και ψυχότροπων ουσιών, της εμπορίας όπλων και εκρηκτικών καθώς και της παράνομης μεταφοράς τοξικών και βλαπτικών αποβλήτων.

- Ως προς το Βασίλειο των Κάτω Χωρών : τα όργανα της βασιλικής και της δημοτικής αστυνομίας καθώς επίσης οι εφοριακοί υπάλληλοι της υπηρεσίας πληροφοριών και ερευνών που είναι αρμόδιοι για τα τέλη εισαγωγής και τους φόρους καταναλώσεως, υπό τους όρους που προβλέπουν οι ισχύουσες διμερείς συμφωνίες, σύμφωνα με την παράγραφο 6, σε σχέση με τις αρμοδιότητές τους στους τομείς της παράνομης διακινήσεως ναρκωτικών και ψυχότροπων ουσιών, της εμπορίας όπλων και εκρηκτικών καθώς και της παράνομης μεταφοράς τοξικών και βλαπτικών αποβλήτων.

5. Η αρχή που αναφέρεται στις παραγράφους 1 και 2 είναι :

- Ως προς το Βασίλειο του Βελγίου : Η Γενική Διεύθυνση της Δικαστικής Αστυνομίας (Commissariat giniral de la Police Judiciaire).
- Ως προς την Ομοσπονδιακή Δημοκρατία της Γερμανίας : η Ομοσπονδιακή Υπηρεσία Διώξεως του Εγκλήματος (Bundeskriminalamt).
- Ως προς την Γαλλική Δημοκρατία : η Κεντρική Διεύθυνση της Δικαστικής Αστυνομίας ( Direction Centrale de la Police Judiciaire).
- Ως προς το Μεγάλο Δουκάτο του Λουξεμβούργου : ο Γενικός Εισαγγελέας Εφετών (Procureur giniral d' Etat).
- Ως προς το Βασίλειο των Κάτω Χωρών : ο αρμόδιος Γενικός Εισαγγελέας για τη διασυνοριακή παρακολούθηση (Lendelijk Officier van Justitie)

6. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη μπορούν σε διμερές επίπεδο να διευρύνουν το πεδίο εφαρμογής του παρόντος άρθρου και να καθιερώσουν συμπληρωματικές διατάξεις προς εκτέλεσή του.

7. Η παρακολούθηση που αναφέρεται στην παράγραφο 2 επιτρέπεται μόνο για τις ακόλουθες αξιόποινες πράξεις :

- Ανθρωποκτονία με πρόθεση υπό επιβαρυντικές περιστάσεις
- Ανθρωποκτονία με πρόθεση
- Βιασμό
- Εμπρησμό με πρόθεση
- Παραχάραξη
- Διακεκριμένη κλοπή και επιβαρυντική περίπτωση αποδοχής και διαθέσεως προϊόντων εγκλήματος
- Εκβίαση
- Απαγωγή και ομηρεία
- Σωματεμπορία
- Παράνομη διακίνηση ναρκωτικών και ψυχότροπων ουσιών
- Παραβάσεις του Ν. περί όπλων και εκρηκτικών

- Παραβάσεις σχετικές με τις εκρηκτικές ύλες, έκρηξη και διακεκριμένη περίπτωση φθοράς με χρήση εκρηκτικών υλών
- Παράνομη μεταφορά τοξικών και βλαπτικών αποβλήτων.

#### Άρθρο 41

1. Τα όργανα ενός Συμβαλλόμενου Μέρους, τα οποία στην επικράτειά τους καταδιώκουν πρόσωπο που καταλήφθηκε να διαπράττει επ' αυτοφώρω ή να συμμετέχει σε αξιόποινη πράξη αναφερόμενη στην παράγραφο 4, εξουσιοδοτούνται να συνεχίσουν την καταδίωξη στο έδαφος ενός άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους χωρίς προηγούμενη συναίνεση, όταν οι αρμόδιες αρχές του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους λόγω του κατεπείγοντος χαρακτήρα της υποθέσεως είτε δεν μπόρεσαν εκ των προτέρων να ειδοποιηθούν σχετικά με την είσοδο στο έδαφός τους, με ένα από τα μέσα επικοινωνίας που προβλέπονται στο άρθρο 44, είτε να μεταβούν επί τόπου για να αναλάβουν την καταδίωξη.

Ομοίως ισχύει, όταν το καταδιωκόμενο πρόσωπο που τελεί υπό προσωρινή κράτηση ή εκτίει ποινή στερητική της ελευθερίας, έχει αποδράσει.

Το αργότερο μέχρι τη στιγμή διελεύσεως των συνόρων τα όργανα καταδίωξεως επικοινωνούν με τις αρμόδιες αρχές του Συμβαλλόμενου Μέρους στο έδαφος του οποίου πραγματοποιείται η καταδίωξη. Η καταδίωξη παύει, αφότου το ζητήσει το Συμβαλλόμενο Μέρος στο έδαφος του οποίου πρέπει να πραγματοποιηθεί. Κατόπιν αιτήσεως των καταδιωκτικών οργάνων οι κατά τόπον αρμόδιες αρχές θα προβούν στην εξακρίβωση της ταυτότητας ή τη σύλληψη του καταδιωκόμενου προσώπου.

2. Η καταδίωξη επιχειρείται με έναν από τους ακόλουθους τρόπους που ορίζονται στη δήλωση της παραγράφου 9 :

α. Τα καταδιωκτικά όργανα δεν έχουν δικαίωμα κρατήσεως του καταδιωκόμενου.

β. Αν δεν υποβληθεί αίτηση διακοπής της καταδίωξεως και οι κατά τόπον αρμόδιες αρχές αδυνατούν να παρέμβουν εγκαίρως, τα καταδιωκτικά όργανα μπορούν να προβούν στην κράτηση του καταδιωκόμενου προσώπου μέχρις ότου ειδοποιηθούν, χωρίς υπαίτια καθυστέρηση, τα όργανα του Συμβαλλόμενου Μέρους στο έδαφος του οποίου πραγματοποιείται η καταδίωξη και επιπλέον, στην εξακρίβωση της ταυτότητος ή τη σύλληψή του.

3. Η καταδίωξη επιχειρείται σύμφωνα με τις παραγράφους 1 και 2 με έναν από τους ακόλουθους τρόπους που ορίζονται στη δήλωση της παραγράφου 9 :

α. Εντός χώρου ή κατά τη διάρκεια χρονικής περιόδου από τη στιγμή διελεύσεως των συνόρων, που θα καθορισθούν στη δήλωση.

β. Χωρίς τοπικό ή χρονικό περιορισμό.

4. Στη δήλωση της παραγράφου 9, τα Συμβαλλόμενα Μέρη ορίζουν τις αξιόποινες πράξεις που προβλέπει η παράγραφος 1 με έναν από τους ακόλουθους τρόπους.

α. Κατάλογος αξιόποινων πράξεων :

- Ανθρωποκτονία με πρόθεση υπό επιβαρυντικές περιστάσεις
- Ανθρωποκτονία με πρόθεση
- Βιασμός
- Εμπρησμός με πρόθεση
- Παραχάραξη
- Διακεκριμένη κλοπή και επιβαρυντική περίπτωση αποδοχής και διαθέσεως προϊόντων εγκλήματος
- Εκβίαση
- Απαγωγή και ομηρεία
- Σωματεμπορία
- Παράνομη διακίνηση ναρκωτικών και ψυχοτρόπων ουσιών
- Παραβάσεις του Ν. περί όπλων και εκρηκτικών
- Παραβάσεις σχετικές με τις εκρηκτικές ύλες, έκρηξη και διακεκριμένη περίπτωση φθοράς με χρήση εκρηκτικών υλών
- Παράνομη μεταφορά τοξικών και βλαπτικών αποβλήτων

- Εγκατάλειψη παθόντος κατόπιν αυτοκινητικού ατυχήματος επιφέροντος τον θάνατο ή τη βαρεία σωματική βλάβη του.
- β. Αξιοποινες πράξεις που επισύρουν την έκδοση.
5. Η καταδίωξη μπορεί να επιχειρείται μόνον κατά τις ακόλουθες γενικές προϋποθέσεις :
- α. Τα καταδιωκτικά όργανα συμμορφώνονται με τις διατάξεις του παρόντος άρθρου και το δίκαιο του Συμβαλλόμενου Μέρους στο έδαφος του οποίου ενεργούν. Υπακούουν στις εντολές των κατά τόπον αρμοδίων αρχών.
- β. Η καταδίωξη λαμβάνει χώρα αποκλειστικώς μέσω των χερσαίων συνόρων.
- γ. Η είσοδος σε κατοικίες και σε χώρους μη επιτρεπόμενους στο καινό απαγορεύεται.
- δ. Τα καταδιωκτικά όργανα πρέπει να αναγνωρίζονται ευχερώς είτε από τη στολή τους είτε από περιβραχιόνιο είτε από πρόσθετες ενδείξεις επί του οχήματός τους. Η πολιτική περιβολή με τη χρήση συμβατικού αστυνομικού οχήματος χωρίς τις προαναφερόμενες διακρίσεις δεν επιτρέπεται. Τα ως άνω όργανα πρέπει σε οποιαδήποτε χρονική στιγμή να μπορούν να αποδεικνύουν την υπηρεσιακή τους ιδιότητα.
- ε. Τα καταδιωκτικά όργανα μπορούν να φέρουν το υπηρεσιακό τους όπλο. Η χρήση του απαγορεύεται, με εξαίρεση τις περιπτώσεις νόμιμης άμυνας.
- στ. Το καταδιωκόμενο πρόσωπο, που κρατείται σύμφωνα με την παράγραφο 2, περίπτωση β, προκειμένου να οδηγηθεί ενώπιον των αρμόδιων κατά τόπον αρχών υποβάλλεται μόνο σε έρευνα ασφαλείας. Κατά τη μεταφορά του μπορούν να χρησιμοποιηθούν χειροπέδες. Τα αντικείμενα που βρίσκονται στην κατοχή του καταδιωκόμενου προσώπου μπορούν να κατασχεθούν.
- ζ. Μετά από κάθε επιχείρηση μνημονευόμενη στις παραγράφους 1, 2 και 3, τα καταδιωκτικά όργανα εμφανίζονται ενώπιον των αρμόδιων κατά τόπον αρχών του Συμβαλλόμενου Μέρους στο έδαφος του οποίου ενήργησαν και προβαίνουν σε αναφορά σχετικά με την αποστολή τους. Κατόπιν αιτήσεως των αρχών αυτών υποχρεούνται να παραμείνουν στη διάθεσή τους μέχρι την πλήρη επεξήγηση των περιστάσεων δράσεώς τους. Η ίδια προϋπόθεση ισχύει ακόμη και αν το καταδιωκόμενο πρόσωπο δεν κατέστη δυνατό να συλληφθεί.
- η. Οι αρχές του Συμβαλλόμενου Μέρους, από το οποίο προέρχονται τα καταδιωκτικά όργανα, παρέχουν συνδρομή, αν ζητηθεί από τις αρχές του Συμβαλλόμενου Μέρους στο έδαφος του οποίου η καταδίωξη

πραγματοποιήθηκε, στην έρευνα μετά την επιχείρηση, συμπεριλαμβανομένης και της ποινικής διαδικασίας.

6. Το πρόσωπο, το οποίο σύμφωνα με την παράγραφο 2 έχει συλληφθεί από τις αρμόδιες κατά τόπον αρχές, μπορεί ανεξαρτήτως της ιθαγενείας του να κρατηθεί για προανάκριση. Οι αντίστοιχοι κανόνες του εθνικού δικαίου εφαρμόζονται αναλογικώς.

Αν το πρόσωπο αυτό δεν έχει την ιθαγένεια του Συμβαλλόμενου Μέρους στο έδαφος του οποίου έχει συλληφθεί, αφήνεται ελεύθερο το αργότερο έξι ώρες μετά τη σύλληψη, χωρίς τον υπολογισμό των ωρών μεταξύ μεσονυκτίου και ενάτης ώρας, εκτός και αν οι αρμόδιες κατά τόπον αρχές πριν από την παρέλευση της προθεσμίας αυτής λάβουν αίτηση προσωρινής κρατήσεως, οποιασδήποτε μορφής, με σκοπό την έκδοση.

7. Τα όργανα των προηγούμενων παραγράφων είναι :

- Ως προς το Βασίλειο του Βελγίου : τα μέλη της δικαστικής αστυνομίας των εισαγγελιών, της χωροφυλακής και της δημοτικής αστυνομίας καθώς επίσης οι τελωνειακοί υπάλληλοι, υπό τους όρους που προβλέπουν οι ισχύουσες διμερείς συμφωνίες, σύμφωνα με την παράγραφο 10 σε σχέση με τις αρμοδιότητές τους στους τομείς της παράνομης διακινήσεως ναρκωτικών και ψυχότροπων ουσιών, της εμπορίας όπλων και εκρηκτικών καθώς και της παράνομης μεταφοράς τοξικών και βλαπτικών αποβλήτων.

- Ως προς την Ομοσπονδιακή Δημοκρατία της Γερμανίας : τα όργανα της ομοσπονδιακής αστυνομίας και των Κρατιδίων καθώς επίσης οι τελωνειακοί υπάλληλοι (υπηρεσία τελωνειακών ερευνών ) ως όργανα συνδρομής της εισαγγελίας για τους τομείς αποκλειστικώς, αφενός της παράνομης διακινήσεως ναρκωτικών και ψυχότροπων ουσιών, αφετέρου της εμπορίας όπλων.

- Ως προς τη Γαλλική Δημοκρατία : οι αξιωματικοί και τα όργανα της δικαστικής αστυνομίας, η οποία αποτελεί τμήμα της εθνικής αστυνομίας και της εθνικής χωροφυλακής καθώς επίσης οι τελωνειακοί υπάλληλοι, υπό τους όρους που προβλέπουν οι ισχύουσες διμερείς συμφωνίες, σύμφωνα με την παράγραφο 10 σε σχέση με τις αρμοδιότητές τους στους τομείς της παράνομης διακινήσεως ναρκωτικών και ψυχότροπων ουσιών, της εμπορίας όπλων και εκρηκτικών καθώς και της παράνομης μεταφοράς τοξικών και βλαπτικών αποβλήτων.

- Ως προς το Μεγάλο Δουκάτο του Λουξεμβούργου : τα όργανα της χωροφυλακής και της αστυνομίας καθώς επίσης οι τελωνειακοί υπάλληλοι, υπό τους όρους που προβλέπουν οι ισχύουσες διμερείς συμφωνίες, σύμφωνα με την παράγραφο 10 σε σχέση με τις αρμοδιότητές τους στους τομείς της παράνομης διακινήσεως ναρκωτικών και ψυχότροπων ουσιών, της εμπορίας όπλων και

εκρηκτικών καθώς και της παράνομης μεταφοράς τοξικών και βλαπτικών αποβλήτων.

- Ως προς το Βασίλειο των Κάτω Χωρών : τα όργανα της βασιλικής και της δημοτικής αστυνομίας καθώς επίσης οι εφοριακοί υπάλληλοι της υπηρεσίας πληροφοριών και ερευνών που είναι αρμόδιοι για τα τέλη εισαγωγής και τους φόρους καταναλώσεως, υπό τους όρους που προβλέπουν οι ισχύουσες διμερείς συμφωνίες, σύμφωνα με την παράγραφο 10 σε σχέση με τις αρμοδιότητές τους στους τομείς της παράνομης διακινήσεως ναρκωτικών και ψυχότροπων ουσιών, της εμπορίας όπλων και εκρηκτικών καθώς και της παράνομης μεταφοράς τοξικών και βλαπτικών αποβλήτων.

8. Για τα ενδιαφερόμενα Συμβαλλόμενα Μέρη το παρόν άρθρο δεν θίγει το άρθρο 27 της Συνθήκης Βενελυx περί εκδόσεως και δικαστικής συνδρομής σε ποινικές υποθέσεις της 27ης Ιουνίου 1962, όπως τροποποιήθηκε από το Πρωτόκολλο της 11ης Μαΐου 1974.

9. Κατά την υπογραφή της παρούσης Συμβάσεως κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος καταθέτει δήλωση στην οποία βάσει των διατάξεων των παραγράφων 2, 3 και 4 ορίζει τους τρόπους ασκήσεως της καταδιώξεως στο έδαφός του για κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος, με το οποίο έχει κοινά σύνορα.

Ένα Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεί οποτεδήποτε να αντικαταστήσει τη δήλωσή του με άλλη, υπό την προϋπόθεση ότι δεν περιορίζεται η έκταση εφαρμογής της προηγούμενης. Κάθε δήλωση κατατίθεται μετά από προηγούμενη διαβούλευση με κάθε ενδιαφερόμενο Συμβαλλόμενο Μέρος, αποβλέποντας στην ισοδυναμία των ρυθμίσεων που ισχύουν στις δύο πλευρές των εσωτερικών συνόρων.

10. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη μπορούν σε διμερές επίπεδο να διευρύνουν το πεδίο εφαρμογής της παραγράφου 1 και να καθιερώσουν συμπληρωματικές διατάξεις προς εκτέλεσή του.

#### Άρθρο 42

Κατά τη διάρκεια των επιχειρήσεων που αναφέρονται στα άρθρα 40 και 41 τα όργανα που εκπληρώνουν υπηρεσιακό καθήκον στο έδαφος άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους εξομοιώνονται με τα όργανα του τελευταίου ως προς τις αξιόποινες πράξεις για τις οποίες θα ήταν παθόντες ή φυσικοί αυτουργοί.

## Άρθρο 43

1. Όταν, σύμφωνα με τα άρθρα 40 και 41 της παρούσης Συμβάσεως, τα όργανα ενός Συμβαλλόμενου Μέρους εκπληρώνουν υπηρεσιακό καθήκον στο έδαφος άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους, ευθύνεται το πρώτο Συμβαλλόμενο Μέρος κατά το εθνικό δίκαιο του τελευταίου Συμβαλλόμενου Μέρους για τις ζημιές που τα ανωτέρω όργανα προξενούν κατά την εκπλήρωση των καθηκόντων τους.
2. Το Συμβαλλόμενο Μέρος στο έδαφος του οποίου προξενούνται οι ζημιές που αναφέρονται στην παράγραφο 1 υποχρεούται στην αποκατάσταση των ζημιών αυτών, όπως θα έπρεπε να τις αποκαταστήσει, αν είχαν προκληθεί από τα δικά του όργανα.
3. Το Συμβαλλόμενο Μέρος, τα όργανα του οποίου έχουν προξενήσει ζημιές στο έδαφος άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους, καταβάλλει πλήρως στο τελευταίο το συνολικό ποσό της αποζημιώσεως που αυτό κατέβαλε στους παθόντες ή τους καθολικούς και ειδικούς διαδόχους τους.
4. Με την επιφύλαξη ασκήσεως των δικαιωμάτων του έναντι των τρίτων και κατ'εξαίρεση της διατάξεως της παραγράφου 3, κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος παραιτείται στην περίπτωση της παραγράφου 1, από το δικαίωμα να αξιώσει έναντι άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους το ποσό για τις ζημιές που υπέστη.

## Άρθρο 44

1. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη, σύμφωνα με τις σχετικές διεθνείς συμβάσεις και λαμβάνοντας υπόψη τις τοπικές συνθήκες καθώς και τις τεχνικές δυνατότητες, δημιουργούν - ιδίως στις παραμεθόριες περιοχές - άμεσες συνδέσεις τηλεφώνου, ασυρμάτου, τέλεξ και άλλες συνδέσεις, προκειμένου να διευκολυνθεί η αστυνομική και η τελωνειακή συνεργασία, κυρίως για την έγκαιρη διαβίβαση πληροφοριών στο πλαίσιο της διασυνοριακής παρακολουθήσεως και καταδιώξεως.
2. Πέραν των ανωτέρω βραχυπρόθεσμων μέτρων, διερευνούν τις ακόλουθες ιδίως δυνατότητες :
  - α. Την ανταλλαγή υλικού ή την απόσπαση υπαλλήλων - συνδέσμων, οι οποίοι θα διαθέτουν τον κατάλληλο ραδιοτηλεφωνικό εξοπλισμό.
  - β. Τη διεύρυνση των ομάδων συχνοτήτων που χρησιμοποιούνται στις παραμεθόριες περιοχές.



γ. Τη δημιουργία κοινής συνδέσεως μεταξύ αστυνομικών και τελωνειακών υπηρεσιών που δρουν στις ίδιες περιοχές.

δ. Το συντονισμό των προγραμμάτων τους για την αγορά επικοινωνιακών μέσων, με σκοπό την εγκατάσταση τυποποιημένων και συμβατών συστημάτων επικοινωνίας.

#### Άρθρο 45

1. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη αναλαμβάνουν την υποχρέωση να λάβουν τα απαραίτητα μέτρα για να διασφαλισθεί ότι :

α. Ο διευθυντής ξενοδοχειακής επιχειρήσεως ή οι αντιπρόσωποί του μεριμνούν, όπως οι φιλοξενούμενοι αλλοδαποί, συμπεριλαμβανομένων όσων έχουν ιθαγένεια άλλων Συμβαλλόμενων Μερών καθώς και άλλων Κρατών Μελών των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων, εφόσον δεν πρόκειται για συζύγους ή ανηλίκους που συνταξιδεύουν με αυτούς ή μέλη ταξιδιωτικών γραφείων, συμπληρώνουν και υπογράφουν ιδιοχείρως τα έντυπα δηλώσεως της παραπάνω ξενοδοχειακής επιχειρήσεως καθώς επίσης να αποδεικνύουν στον διευθυντή της εν λόγω ξενοδοχειακής επιχειρήσεως ή τους αντιπροσώπους του την ταυτότητά τους με την επίδειξη έγκυρης εγγράφου ταυτότητας.

β. Τα συμπληρωθέντα έντυπα δηλώσεως φυλάσσονται για τις αρμόδιες αρχές ή διαβιβάζονται σ' αυτές, εφόσον οι τελευταίες το κρίνουν απαραίτητο για την πρόληψη απειλών, για την άσκηση ποινικής διώξεως ή για τη διαφώτισή τους ως προς την τύχη προσώπων που έχουν εξαφανισθεί ή παθόντων ατυχημάτων, εκτός αν το εθνικό δίκαιο προβλέπει διαφορετική ρύθμιση.

2. Η διάταξη της παραγράφου 1 εφαρμόζεται αναλογικώς για τα πρόσωπα που διανυκτερεύουν σε ορισμένους χώρους που εκμισθώνονται κατ' επάγγελμα, ιδίως σε αντίσκηνα, τροχόσπιτα και πλωτά μέσα.

#### Άρθρο 46

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεί, σύμφωνα με το εθνικό του δίκαιο, χωρίς αίτηση σε ιδιαίτερες περιπτώσεις, να ανακοινώνει στο ενδιαφερόμενο Συμβαλλόμενο Μέρος πληροφορίες, οι οποίες μπορούν να είναι σημαντικές για το τελευταίο ως προς τη συνδρομή για την καταστολή αξιόποινων πράξεων των οποίων η τέλεση είναι σφόδρα πιθανή, την πρόληψη άδικων πράξεων ή την αποτροπή απειλών για τη δημόσια τάξη και ασφάλεια.

2. Η ανταλλαγή πληροφοριών, υπό την επιφύλαξη της ρυθμίσεως για συνεργασία στις παραμεθόριες περιοχές στο άρθρο 39 παράγραφος 4, λαμβάνει χώρα μέσω μιας κεντρικής υπηρεσίας που θα καθορισθεί. Σε ιδιαίτερες επείγουσες περιπτώσεις η ανταλλαγή πληροφοριών, κατά την έννοια του άρθρου αυτού, μπορεί να πραγματοποιηθεί απευθείας μεταξύ των ενδιαφερόμενων αστυνομικών αρχών, εκτός αν υπάρχει αντίθετη ρύθμιση στο εθνικό δίκαιο. Η κεντρική υπηρεσία ενημερώνεται σχετικά το ταχύτερο δυνατόν.

#### Άρθρο 47

1. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη μπορούν να συνάψουν διμερείς συμφωνίες που επιτρέπουν την απόσπαση, για ορισμένο ή αόριστο χρόνο, υπαλλήλων - συνδέσμων ενός Συμβαλλόμενου Μέρους στις αστυνομικές υπηρεσίες ενός άλλου.

2. Η απόσπαση υπαλλήλων - συνδέσμων για ορισμένο ή αόριστο χρόνο αποσκοπεί στην προώθηση και επιτάχυνση της συνεργασίας μεταξύ των Συμβαλλόμενων Μερών, ιδίως παρέχοντας συνδρομή :

α. Υπό τη μορφή ανταλλαγής πληροφοριών για την καταπολέμηση, προληπτικώς και κατασταλτικώς, της εγκληματικότητας.

β. Στην εκτέλεση των αιτήσεων αστυνομικής και δικαστικής συνδρομής σε ποινικές υποθέσεις.

γ. Για τις ανάγκες εκπληρώσεως της αποστολής των αρχών που έχουν επιφορτισθεί με την επιτήρηση των εξωτερικών συνόρων.

3. Οι υπάλληλοι - σύνδεσμοι περιορίζονται σε καθήκοντα γνωμοδοτήσεως και συνδρομής. Δεν νομιμοποιούνται σε αυτοτελή εκτέλεση αστυνομικών μέτρων. Παρέχουν πληροφορίες και εκπληρώνουν την αποστολή τους στο πλαίσιο των οδηγιών που έχουν λάβει τόσο από το Συμβαλλόμενο Μέρος από το οποίο προέρχονται όσο και από το Συμβαλλόμενο Μέρος στο οποίο έχουν αποσπασθεί.

Υποβάλλουν τακτικώς εκθέσεις στον Διευθυντή της αστυνομικής υπηρεσίας, όπου έχουν αποσπασθεί.

4. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη μπορούν να συμφωνήσουν σε διμερές ή πολυμερές επίπεδο ότι οι υπάλληλοι - σύνδεσμοι ενός από αυτά που έχουν αποσπασθεί σε τρίτα κράτη εκπροσωπούν εκ παραλλήλου τα συμφέροντα ενός ή περισσότερων άλλων Συμβαλλόμενων Μερών. Βάσει αυτών των συμφωνιών οι υπάλληλοι - σύνδεσμοι που έχουν αποσπασθεί σε τρίτα κράτη παρέχουν πληροφορίες σε άλλα Συμβαλλόμενα Μέρη είτε κατόπιν αιτήσεως είτε από δική

τους πρωτοβουλία και εκπληρώνουν - στα όρια των αρμοδιοτήτων τους - καθήκοντα για λογαριασμό των Μερών αυτών. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη ενημερώνονται μεταξύ τους ως προς τους σχεδιασμούς τους που σχετίζονται με την απόσπαση υπαλλήλων - συνδέσμων σε τρίτα κράτη.

## ΚΕΦΑΛΑΙΟ 2

### Δικαστική συνδρομή σε ποινικές υποθέσεις

#### Άρθρο 48

1. Οι διατάξεις του παρόντος Κεφαλαίου αποβλέπουν στη συμπλήρωση και τη διευκόλυνση εφαρμογής της Ευρωπαϊκής Συμβάσεως Δικαστικής Συνδρομής σε ποινικές υποθέσεις της 20ης Απριλίου 1959. Στις σχέσεις μεταξύ των Συμβαλλόμενων

Μερών που είναι και μέλη της οικονομικής Ενώσεως Benelux ισχύει ομοίως το εδάφιο 1 αναφορικά με το Κεφάλαιο II της Συνθήκης Benelux περί εκδόσεως και δικαστικής συνδρομής σε ποινικές υποθέσεις της 27ης Ιουνίου 1962, όπως τροποποιήθηκε από το Πρωτόκολλο της 11ης Μαΐου 1974.

2. Η παράγραφος 1 δεν επηρεάζει την εφαρμογή ευρύτερων διατάξεων που ισχύουν μεταξύ των μελών με βάση διμερείς συμφωνίες.

#### Άρθρο 49

Η δικαστική συνδρομή επιτρέπεται επίσης:

α. Σε διαδικασίες για πράξεις, οι οποίες σύμφωνα με το εθνικό δίκαιο ενός ή και των δύο Συμβαλλόμενων Μερών τιμωρούνται ως παραβάσεις τάξεως από διοικητικά όργανα, των οποίων η απόφαση μπορεί να προσβληθεί με ένδικο μέσο ενώπιον ιδίως ποινικού δικαστηρίου.

β. Σε διαδικασίες αποζημιώσεως για μέτρα ποινικής διώξεως ή αβάσιμης καταδίκης.

γ. Σε διαδικασίες για την απονομή χάριτος.

δ. Σε αστικές υποθέσεις που σχετίζονται με ποινική δίωξη, εφόσον το ποινικό δικαστήριο δεν έχει ακόμη αποφασίσει οριστικά επί της ποινικής διώξεως.

ε. Για την επίδοση των διαδικαστικών εγγράφων σχετικά με την εκτέλεση μιάς ποινής ή ενός μέτρου ασφαλείας, της εισπράξεως προστίμου ή της καταβολής των δικαστικών εξόδων.

στ. Για τα μέτρα που σχετίζονται με την αναστολή επιβολής ή εκτελέσεως ποινής ή μέτρου ασφαλείας, την υφ' όρον απόλυση, την προσωρινή αναστολή ενάρξεως εκτίσεως ή τη διακοπή εκτίσεως ποινής ή μέτρου ασφαλείας.

#### Άρθρο 50

1. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη αναλαμβάνουν την υποχρέωση παροχής δικαστικής συνδρομής, κατά τα ρυθμιζόμενα από τις συμβάσεις που αναφέρονται στο άρθρο 48, για περιπτώσεις παραβιάσεως των διατάξεων εν γένει περί φόρων καταναλώσεως, φόρων προστιθέμενης αξίας και τελωνειακών δασμών. Ως τελωνειακές διατάξεις εννοούνται αυτές που αναφέρονται στο άρθρο 2 της Συμβάσεως μεταξύ Βελγίου, Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας, Γαλλίας, Ιταλίας, Λουξεμβούργου και Ολλανδίας περί αμοιβαίας τελωνειακής συνδρομής της 7ης Σεπτεμβρίου 1967 καθώς και αυτές που αναφέρονται στο άρθρο 2 του κανονισμού του Συμβουλίου 1468/81/ΕΟΚ της 19ης Μαΐου 1981.

2. Αιτήσεις δικαστικής συνδρομής για περιπτώσεις κατηγορίας απάτης περί τους φόρους καταναλώσεως δεν επιτρέπεται να απορρίπτονται με την αιτιολογία ότι το κράτος στο οποίο υποβάλλεται η αίτηση δεν επιβάλλει φόρους καταναλώσεως επί των εμπορευμάτων που αναφέρονται στην αίτηση.

3. Το εκζητούν Συμβαλλόμενο Μέρος δεν θα διαβιβάσει ή χρησιμοποιήσει πληροφορίες ή αποδεικτικά στοιχεία που έλαβε από το Συμβαλλόμενο Μέρος προς το οποίο κατευθύνεται η αίτηση για ανακριτικές, διωκτικές ή διαδικαστικές πράξεις άλλες από αυτές που περιγράφονται στην αίτηση συνδρομής, χωρίς την προηγούμενη συγκατάθεση του Συμβαλλόμενου Μέρους προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση.

4. Η προβλεπόμενη από το παρόν άρθρο αίτηση δικαστικής συνδρομής μπορεί να απορριφθεί, όταν το ποσό που υπήρξε αντικείμενο μή καταβολής ή εξαπατήσεως δεν υπερβαίνει το ποσό των 25.000 ECU ή η αξία των εμπορευμάτων που εισήχθησαν ή εξήχθησαν χωρίς άδεια δεν υπερβαίνει το ποσό των 100.000 ECU, εκτός αν η πράξη λόγω του είδους της ή του προσώπου του δράστη χαρακτηρισθεί ως πολύ σοβαρή από το εκζητούν Συμβαλλόμενο Μέρος.

5. Οι διατάξεις του παρόντος άρθρου εφαρμόζονται και στις περιπτώσεις όπου η αίτηση δικαστικής συνδρομής αναφέρεται σε πράξεις που τιμωρούνται με πρόστιμο(παραβάσεις τάξεως ) και η αίτηση υποβάλλεται από δικαστική αρχή.

#### Άρθρο 51

1. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη δεν μπορούν να εξαρτήσουν το παραδεκτό αιτήσεων δικαστικής συνδρομής για έρευνα ή κατάσχεση από άλλους όρους εκτός από τους ακόλουθους :

α. Η πράξη που αποτελεί αντικείμενο της αιτήσεως δικαστικής συνδρομής να τιμωρείται κατά το δίκαιο και των δύο Συμβαλλόμενων Μερών με ποινή στερητική της ελευθερίας ή μέτρο ασφαλείας περιοριστικό της ελευθερίας, το ανώτατο όριο των οποίων να είναι τουλάχιστον έξι μήνες ή να τιμωρείται κατά το δίκαιο ενός από τα Συμβαλλόμενα Μέρη με ισοδύναμες κυρώσεις και κατά το δίκαιο του άλλου Μέρους να τιμωρείται ως παράβαση τάξεως από διοικητική αρχή, η απόφαση της οποίας να μπορεί να προσβληθεί ενώπιον ιδίως ποινικού δικαστηρίου.

β. Η εκτέλεση της αιτήσεως δικαστικής συνδρομής να μην αντιτίθεται στο δίκαιο του Συμβαλλόμενου Μέρους προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση.

#### Άρθρο 52

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεί να απευθύνει τα έγγραφα της διαδικασίας απευθείας μέσω ταχυδρομείου σε πρόσωπα που βρίσκονται στο έδαφος ενός άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη γνωστοποιούν στην Εκτελεστική Επιτροπή κατάλογο των εγγράφων που μπορούν να διαβιβασθούν μέσω αυτής της οδού.

2. Αν υπάρχουν ενδείξεις ότι ο παραλήπτης δεν γνωρίζει τη γλώσσα στην οποία έχει συνταχθεί το έγγραφο, πρέπει το έγγραφο - τουλάχιστον στα βασικά του μέρη - να μεταφρασθεί στη γλώσσα ή σε μία από τις γλώσσες του Συμβαλλόμενου Μέρους, στο έδαφος του οποίου βρίσκεται ο παραλήπτης. Αν στην αρχή που αποστέλλει το έγγραφο είναι γνωστό ότι ο παραλήπτης γνωρίζει μόνο μία άλλη γλώσσα, τότε το έγγραφο - ή τα σημαντικότερα μέρη του - πρέπει να μεταφρασθούν στη γλώσσα αυτή.

3. Ο πραγματογνώμων ή ο μάρτυρας, ο οποίος δεν συμμορφώνεται σε κλήτευση που του εστάλη μέσω ταχυδρομείου, δεν επιτρέπεται να τιμωρηθεί, ακόμη και αν η κλήτευση περιέχει μέτρα καταναγκασμού, εκτός αν αργότερα

μεταβεί οικειοθελώς στο έδαφος του εκζητούντος Μέρους και εκεί κλητευθεί εκ νέου νόμιμα. Η αρχή που αποστέλλει τις κλητεύσεις μέσω ταχυδρομείου επιμελείται ώστε να μην εμπεριέχουν μέτρα καταναγκασμού. Η διάταξη αυτή δεν επηρεάζει το άρθρο 34 της Συνθήκης Benelux περί εκδόσεως και δικαστικής συνδρομής σε ποινικές υποθέσεις της 27ης Ιουνίου 1962, όπως έχει τροποποιηθεί από το Πρωτόκολλο της 11ης Μαΐου 1974.

4. Αν η πράξη για την οποία ζητείται η δικαστική συνδρομή τιμωρείται κατά το δίκαιο τόσο του εκζητούντος όσο και του Συμβαλλόμενου Μέρους στο οποίο απευθύνεται η αίτηση διοικητικά ως παράβαση τάξεως που είναι δυνατό να εκκληθεί ενώπιον ποινικού δικαστηρίου, τότε η κοινοποίηση εγγράφων λαμβάνει κατά κανόνα χώρα σύμφωνα με την παράγραφο 1.

5. Ανεξάρτητα από την παράγραφο 1, η κοινοποίηση διαδικαστικών εγγράφων μπορεί να λάβει χώρα και μέσω της δικαστικής αρχής του κράτους στο οποίο απευθύνεται η αίτηση, όταν η διεύθυνση του παραλήπτη είναι άγνωστη ή το εκζητούν κράτος απαιτεί προσωπική επίδοση.

#### Άρθρο 53

1. Οι αιτήσεις δικαστικής συνδρομής και οι σχετικές απαντήσεις μπορούν να διαβιβάζονται απευθείας μεταξύ των δικαστικών αρχών.

2. Η παράγραφος 1 δεν επηρεάζει τη δυνατότητα υποβολής αιτήσεων μεταξύ των Υπουργείων Δικαιοσύνης ή μέσω των εθνικών κεντρικών γραφείων της Διεθνούς Αστυνομικής Οργανώσεως Διώξεως Εγκλήματος.

3. Οι αιτήσεις προσωρινής μεταφοράς ή διαμεταγωγής προσώπων που τελούν υπό καθεστώς προσωρινής κρατήσεως ή φυλακίσεως ή στα οποία έχει επιβληθεί στερητικό της ελευθερίας μέτρο ασφαλείας καθώς και η τακτική ή περιστασιακή ανταλλαγή πληροφοριών από δικαστικά αρχεία πρέπει να γίνεται μέσω των Υπουργείων Δικαιοσύνης.

4. Κατά την Ευρωπαϊκή Σύμβαση δικαστικής συνδρομής σε ποινικές υποθέσεις της 20ης Απριλίου 1959 ως Υπουργείο Δικαιοσύνης σχετικά με την Ομοσπονδιακή Δημοκρατία της Γερμανίας εννοείται ο Ομοσπονδιακός Υπουργός Δικαιοσύνης και οι Υπουργοί ή οι Γερουσιαστές Δικαιοσύνης των Ομόσπονδων Κρατιδίων.

5. Μηνύσεις ή καταγγελίες με σκοπό την ποινική δίωξη σύμφωνα με το άρθρο 21 της Ευρωπαϊκής Συμβάσεως δικαστικής συνδρομής σε ποινικές υποθέσεις της 20ης Απριλίου 1959 ή σύμφωνα με το άρθρο 42 της Συνθήκης Benelux για έκδοση και δικαστική συνδρομή σε ποινικά θέματα της 27ης Ιουνίου 1962, όπως

έχει τροποποιηθεί από το Πρωτόκολλο της 11ης Μαΐου 1974 λόγω παραβάσεως των διατάξεων περί οδηγίσεως και αναπαύσεως, μπορούν να διαβιβάζονται απευθείας από τις δικαστικές αρχές του εκζητούντος στις δικαστικές αρχές του κράτους στο οποίο απευθύνεται η αίτηση. -

### ΚΕΦΑΛΑΙΟ 3

#### Εφαρμογή της αρχής *Ne bis in idem*

##### Άρθρο 54

Όποιος δικάσθηκε τελεσίδικα από ένα Συμβαλλόμενο Μέρος δεν μπορεί να διωχθεί από ένα άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος για τα ίδια πραγματικά περιστατικά, υπό τον όρο όμως ότι, σε περίπτωση καταδίκης, η ποινή έχει εκτιθεί ή εκτίεται ή δεν μπορεί πλέον να εκτιθεί σύμφωνα με τους νόμους του Συμβαλλόμενου Μέρους που επέβαλε την καταδίκη.

##### Άρθρο 55

1. Ένα Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεί, κατά τον χρόνο της κυρώσεως, αποδοχής ή εγκρίσεως της παρούσης Συμβάσεως, να δηλώσει ότι δεν δεσμεύεται από το άρθρο 54 σε μία ή περισσότερες από τις ακόλουθες περιπτώσεις :

α. Όταν τα πραγματικά περιστατικά, τα οποία έλαβε υπόψη της η αλλοδαπή δικαστική απόφαση, έλαβαν χώρα είτε εν όλω είτε εν μέρει στο έδαφός του, στην τελευταία όμως αυτή περίπτωση η εξαίρεση αυτή δεν εφαρμόζεται, αν τα πραγματικά αυτά περιστατικά τελέσθηκαν εν μέρει στο έδαφος του Συμβαλλόμενου Μέρους, όπου εκδόθηκε η δικαστική απόφαση.

β. Όταν τα πραγματικά περιστατικά τα οποία έλαβε υπόψη η αλλοδαπή δικαστική απόφαση, συνιστούν αξιόποινη πράξη κατά της ασφαλείας του κράτους ή εναντίον άλλων εξίσου ουσιαστικών συμφερόντων αυτού του Συμβαλλόμενου Μέρους.

γ. Όταν τα πραγματικά περιστατικά τα οποία έλαβε υπόψη αλλοδαπή δικαστική απόφαση διαπράχθηκαν από δημόσιο υπάλληλο αυτού του Συμβαλλόμενου Μέρους κατά παράβαση των υπηρεσιακών του καθηκόντων.

2. Συμβαλλόμενο Μέρος, το οποίο προέβη στη δήλωση εξαιρέσεως που προβλέπεται στην παράγραφο 1, εδάφιο β, προσδιορίζει τις κατηγορίες των αξιόποινων πράξεων επί των οποίων μπορεί να εφαρμοσθεί η εξαίρεση αυτή.
3. Συμβαλλόμενο Μέρος έχει τη δυνατότητα οποτεδήποτε να ανακαλεί μία τέτοια δήλωση σχετική με μία ή περισσότερες από τις εξαιρέσεις που αναφέρονται στην παράγραφο 1.
4. Οι εξαιρέσεις, οι οποίες αποτελούν αντικείμενο δηλώσεως με βάση την παράγραφο 1, δεν εφαρμόζονται, όταν το ενδιαφερόμενο Συμβαλλόμενο Μέρος έχει ζητήσει από το άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος την ποινική δίωξη για τα ίδια πραγματικά περιστατικά ή συναίνεσε στην έκδοση του ενλόγω προσώπου.

#### Άρθρο 56

Αν ασκήθηκε νέα ποινική δίωξη από ένα Συμβαλλόμενο Μέρος εναντίον προσώπου, το οποίο καταδικάσθηκε τελεσίδικα για τα ίδια πραγματικά περιστατικά από ένα άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος, ο χρόνος στέρησης της ελευθερίας που εκτίθηκε στο έδαφος του τελευταίου αυτού Συμβαλλόμενου Μέρους εξαιτίας αυτών των πραγματικών περιστατικών πρέπει να αφαιρείται από την κύρωση που ενδεχομένως θα επιβληθεί. Εφόσον το εθνικό δίκαιο το επιτρέπει, λαμβάνονται υπόψη οι οποιεσδήποτε άλλες κυρώσεις πέραν των στερητικών της ελευθερίας ποινών.

#### Άρθρο 57

1. Όταν ένα πρόσωπο κατηγορείται για μία αξιόποινή πράξη από ένα Συμβαλλόμενο Μέρος και οι αρμόδιες αρχές αυτού του Μέρους έχουν λόγους να πιστεύουν ότι η κατηγορία αφορά τα ίδια πραγματικά περιστατικά, για τα οποία δικάσθηκε ήδη τελεσίδικα από ένα άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος, οι αρχές αυτές θα ζητήσουν, αν το θεωρούν αναγκαίο, τις σχετικές πληροφορίες από τις αρμόδιες αρχές του Συμβαλλόμενου Μέρους στο έδαφος του οποίου έχει ήδη εκδοθεί μία απόφαση.
2. Οι αιτούμενες πληροφορίες θα χορηγούνται όσο το δυνατόν συντομότερα και λαμβάνονται υπόψη περαιτέρω κατά την εκκρεμή διαδικασία.
3. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος υποδεικνύει κατά τον χρόνο της κυρώσεως, αποδοχής ή εγκρίσεως της παρούσης Συμβάσεως τις αρχές, οι οποίες είναι επιφορτισμένες να ζητούν και να δέχονται τις πληροφορίες που προβλέπει το παρόν άρθρο.



## Άρθρο 58

Οι προηγούμενες διατάξεις δεν εμποδίζουν την εφαρμογή ευρύτερων εθνικών διατάξεων που αφορούν την εφαρμογή της αρχής "Ne bis in idem" σε σχέση με δικαστικές αποφάσεις που έχουν εκδοθεί στο εξωτερικό.

## ΚΕΦΑΛΑΙΟ 4

## Έκδοση

## Άρθρο 59

1. Οι διατάξεις του παρόντος Κεφαλαίου αποβλέπουν στη συμπλήρωση και τη διευκόλυνση εφαρμογής της Ευρωπαϊκής Συμβάσεως Εκδόσεως της 13ης Σεπτεμβρίου 1957. Στις σχέσεις μεταξύ των Συμβαλλόμενων Μερών που είναι και μέλη της Οικονομικής Ενώσεως Benelux ισχύει ομοίως το Κεφάλαιο I της Συνθήκης Benelux περί εκδόσεως και δικαστικής συνδρομής σε ποινικές υποθέσεις της 27ης Ιουνίου 1962, όπως έχει τροποποιηθεί από το Πρωτόκολλο της 11ης Μαΐου 1974.
2. Η παράγραφος 1 δεν επηρεάζει την εφαρμογή ευρύτερων διατάξεων που ισχύουν με βάση διμερείς συμφωνίες μεταξύ των Συμβαλλόμενων Μερών.

## Άρθρο 60

Στις σχέσεις μεταξύ δύο Συμβαλλόμενων Μερών, από τα οποία το ένα δεν είναι μέρος της Ευρωπαϊκής Συμβάσεως Εκδόσεως της 13ης Σεπτεμβρίου 1957, εφαρμόζονται οι διατάξεις της Συμβάσεως αυτής, λαμβανομένων υπόψη των επιφυλάξεων και των δηλώσεων που κατατέθηκαν είτε κατά την κύρωση της εν λόγω Συμβάσεως είτε - για τα Συμβαλλόμενα Μέρη που δεν είναι μέλη της Συμβάσεως - κατά την κύρωση, έγκριση ή αποδοχή της παρούσης Συμβάσεως.

## Άρθρο 61

Η Γαλλική Δημοκρατία υποχρεούται, κατόπιν αιτήσεως ενός άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους, να εκδώσει τα πρόσωπα που διώκονται ποινικώς για

αξιόποινες πράξεις, οι οποίες τιμωρούνται από τη γαλλική νομοθεσία με ποινή ή μέτρο ασφαλείας στερητικό της ελευθερίας τουλάχιστον δύο ετών καθώς και από το δίκαιο του εκζητούντος Συμβαλλόμενου Μέρους με ποινή ή μέτρο ασφαλείας στερητικό της ελευθερίας τουλάχιστον ενός έτους.

#### Άρθρο 62

1. Ως προς τη διακοπή της παραγράφης εφαρμόζονται αποκλειστικά οι διατάξεις του εκζητούντος Συμβαλλόμενου Μέρους.
2. Αμνηστία χορηγούμενη από το Συμβαλλόμενο Μέρος, στο οποίο απευθύνεται η αίτηση δεν εμποδίζει την έκδοσή, εκτός αν η αξιόποινη πράξη υπάγεται στη δικαιοδοσία του ενλόγω Συμβαλλόμενου Μέρους.
3. Η έλλειψη μηνύσεως ή επίσημης αδείας που επιτρέπει την ποινική δίωξη, οι οποίες είναι απαραίτητες μόνο με βάση τη νομοθεσία του Συμβαλλόμενου Μέρους, στο οποίο απευθύνεται η αίτηση, δεν θίγει την υποχρέωση προς έκδοση.

#### Άρθρο 63

Τα Συμβαλλόμενα Μέρη αναλαμβάνουν την υποχρέωση, σύμφωνα με τη Σύμβαση και τη Συνθήκη που μνημονεύθηκαν στο άρθρο 59, να εκδίδουν μεταξύ τους τα πρόσωπα που διώκονται ποινικώς από τις δικαστικές αρχές του εκζητούντος Συμβαλλόμενου Μέρους για μία από τις αξιόποινες πράξεις του άρθρου 50, παράγραφος 1 ή εκζητούνται για τις τελευταίες με σκοπό την εκτέλεση ποινής ή μέτρου ασφαλείας που έχει επιβληθεί για μία τέτοια αξιόποινη πράξη.

#### Άρθρο 64

Καταχώρηση στο Σύστημα Πληροφοριών Σένγκεν πραγματοποιούμενη σύμφωνα με το άρθρο 95, έχει το ίδιο αποτέλεσμα με μία αίτηση προσωρινής συλλήψεως υπό την έννοια του άρθρου 16 της Ευρωπαϊκής Συμβάσεως Εκδόσεως της 13ης Σεπτεμβρίου 1957 ή του άρθρου 15 της Συνθήκης Benelux για την έκδοση και τη δικαστική συνδρομή σε ποινικές υποθέσεις της 27ης Ιουνίου 1962, όπως έχει τροποποιηθεί από το Πρωτόκολλο της 11ης Μαΐου 1974.

## Άρθρο 65

1. Με την επιφύλαξη της δυνατότητας προσφυγής μέσω της διπλωματικής οδού οι αιτήσεις εκδόσεως και διαμεταγωγής απευθύνονται από το αρμόδιο Υπουργείο του εκζητούμενου Συμβαλλόμενου Μέρους στο αρμόδιο Υπουργείο του Συμβαλλόμενου Μέρους στο οποίο απευθύνεται η αίτηση.

2. Αρμόδια Υπουργεία είναι :

- Για το Βασίλειο του Βελγίου : το Υπουργείο Δικαιοσύνης
- Για την Ομοσπονδιακή Δημοκρατία της Γερμανίας : το Ομοσπονδιακό Υπουργείο Δικαιοσύνης και οι Υπουργοί ή Γερουσιαστές Δικαιοσύνης των Ομόσπονδων Κρατιδίων.
- Για τη Γαλλική Δημοκρατία : το Υπουργείο Εξωτερικών
- Για το Μεγάλο Δουκάτο του Λουξεμβούργου : το Υπουργείο Δικαιοσύνης.
- Για το Βασίλειο των Κάτω Χωρών : το Υπουργείο Δικαιοσύνης

## Άρθρο 66

1. Αν η έκδοση ενός εκζητούμενου προσώπου δεν απαγορεύεται ρητώς βάσει του δικαίου του Συμβαλλόμενου Μέρους στο οποίο απευθύνεται η αίτηση, το εν λόγω Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεί να επιτρέψει την έκδοση χωρίς την τήρηση της τυπικής διαδικασίας εκδόσεως, υπό τον όρο ότι το εκζητούμενο πρόσωπο συναινεί με έκθεση που συντάσσεται ενώπιον δικαστή και μετά από ακρόαση από τον τελευταίο, ώστε να τον πληροφορήσει σχετικά με το δικαίωμά του για τυπική διαδικασία εκδόσεως. Το εκζητούμενο πρόσωπο μπορεί να παρίσταται με δικηγόρο κατά τη διάρκεια της ακροάσεώς του.

2. Στην περίπτωση εκδόσεως βάσει της παραγράφου 1, το εκζητούμενο πρόσωπο που δηλώνει ρητώς παραίτηση της προστασίας, την οποία του παρέχει η αρχή της ειδικότητας, δεν μπορεί να ανακαλέσει τη δήλωση αυτή.

## ΚΕΦΑΛΑΙΟ 5

## Διαβίβαση της εκτελέσεως ποινικών αποφάσεων

## Άρθρο 67

Για τα Συμβαλλόμενα Μέρη που προσχώρησαν στη Σύμβαση του Συμβουλίου της Ευρώπης της 21ης Μαρτίου 1983 για τη μεταφορά καταδίκων ισχύουν συμπληρωματικά οι ακόλουθες διατάξεις.

## Άρθρο 68

1. Ένα Συμβαλλόμενο Μέρος στο έδαφος του οποίου υπήκοος ενός άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους καταδικάσθηκε τελεσίδικα σε ποινή περιοριστική της ελευθερίας ή σε μέτρο ασφαλείας, μπορεί άν το εν λόγω πρόσωπο προσπαθήσει να αποφύγει την έναρξη ή τη συνέχιση εκτελέσεως της ποινής ή του μέτρου ασφαλείας καταφεύγοντας στην πατρίδα του, να απευθύνει αίτηση προς το κράτος στο έδαφος του οποίου βρίσκεται ο φυγόδικος, να αναλάβει την εκτέλεση της ποινής ή του μέτρου ασφαλείας.
2. Εν αναμονή των εγγράφων που θεμελιώνουν την αίτηση αναλήψεως της εκτελέσεως της ποινής ή των μέτρων ασφαλείας ή του μέρους της ποινής που δεν έχει εκτιθεί ακόμη και της εκδόσεως της σχετικής αποφάσεως, το Συμβαλλόμενο Μέρος στο οποίο απευθύνεται η αίτηση μπορεί μετά από αίτηση του εκζητούντος Μέρους, να διατάξει την προσωρινή κράτηση του καταδίκου ή να λάβει άλλα μέτρα για τη διασφάλιση της διαμονής του στο έδαφος του κράτους, στο οποίο απευθύνεται η αίτηση.

## Άρθρο 69

Η μεταβίβαση της εκτελέσεως της ποινής κατά το άρθρο 68 δεν προϋποθέτει τη συναίνεση του προσώπου που καταδικάσθηκε σε ποινή ή μέτρο ασφαλείας. Οι άλλες διατάξεις της Συμβάσεως του Συμβουλίου της Ευρώπης της 21ης Μαρτίου 1983 σχετικά με τη μεταφορά των καταδίκων εφαρμόζονται ανάλογα

## ΚΕΦΑΛΑΙΟ 6

## ΝΑΡΚΩΤΙΚΑ

## Άρθρο 70

1. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη συγκροτούν μόνιμη ομάδα εργασίας επιφορτισμένη με την εξέταση των κοινών προβλημάτων που αφορούν την καταστολή της εγκληματικότητας στον τομέα των ναρκωτικών καθώς και την επεξεργασία, ενδεχομένως, προτάσεων προκειμένου να βελτιωθούν, αν παραστεί ανάγκη, οι πρακτικές και τεχνικές πλευρές της συνεργασίας μεταξύ των Συμβαλλόμενων Μερών. Η ομάδα εργασίας υποβάλλει τις προτάσεις της στην Εκτελεστική Επιτροπή.
2. Η ομάδα εργασίας που αναφέρεται στην παράγραφο 1, της οποίας τα μέλη ορίζονται από τις αρμόδιες εθνικές αρχές, περιλαμβάνει, ιδίως, αντιπροσώπους των αρμόδιων αστυνομικών και τελωνειακών αρχών.

## Άρθρο 71

1. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη αναλαμβάνουν την υποχρέωση, ως προς την άμεση ή έμμεση διάθεση ναρκωτικών και ψυχότροπων ουσιών οποιασδήποτε μορφής, συμπεριλαμβανομένης και της ινδικής καννάβεως καθώς και την κατοχή των εν λόγω προϊόντων και ουσιών με σκοπό τη διάθεση ή την εξαγωγή τους, να λάβουν, σε συμφωνία με τις ισχύουσες Συμβάσεις των Ηνωμένων Εθνών<sup>1</sup> όλα τα αναγκαία μέτρα για την πρόληψη και την καταστολή της παράνομης διακίνησης ναρκωτικών και ψυχοτρόπων ουσιών.
2. Με την επιφύλαξη των διατάξεων των άρθρων 74, 75 και 76, τα Συμβαλλόμενα Μέρη αναλαμβάνουν την υποχρέωση να προβαίνουν σε πρόληψη και καταστολή της παράνομης εξαγωγής, με διοικητικά και ποινικά μέτρα, ναρκωτικών και ψυχοτρόπων ουσιών, συμπεριλαμβανομένης και της

---

<sup>1</sup> \*Ενιαία Σύμβαση του 1961 για τα ναρκωτικά, όπως έχει τροποποιηθεί από το Πρωτόκολλο του 1972 περί τροποποίησης της Ενιαίας Συμβάσεως του 1961 για τα ναρκωτικά. Σύμβαση του 1971 για τις ψυχότροπες ουσίες. Σύμβαση των Ηνωμένων Εθνών της 20ής Δεκεμβρίου 1988 σχετικά με την παράνομη διακίνηση ναρκωτικών και ψυχοτρόπων ουσιών.

ινδικής καννάβευς, καθώς και της πωλήσεως, της προμηθείας και της διαθέσεως των εν λόγω προϊόντων και ουσιών.

3. Για την καταπολέμηση της παράνομης εισαγωγής ναρκωτικών και ψυχότροπων ουσιών, συμπεριλαμβανομένης και της ινδικής καννάβευς, τα Συμβαλλόμενα Μέρη ενισχύουν τους ελέγχους της κυκλοφορίας προσώπων και εμπορευμάτων καθώς και των μέσων μεταφοράς στα εξωτερικά σύνορα. Τα μέτρα αυτά καθορίζονται από την ομάδα εργασίας του άρθρου 70. Η εν λόγω ομάδα εργασίας λαμβάνει υπόψη, ιδίως, τη μετάθεση ενός μέρους των αστυνομικών και τελωνειακών δυνάμεων, που αποδεσμεύονται από τα εσωτερικά σύνορα, καθώς και την προσφυγή σε σύγχρονες μεθόδους ανιχνεύσεως ναρκωτικών και σε ειδικά για το σκοπό αυτό εκπαιδευμένους σκύλους.

4. Για την τήρηση των διατάξεων του παρόντος άρθρου, τα Συμβαλλόμενα Μέρη εποπτεύουν, ειδικώς τα μέρη για τα οποία είναι γνωστό ότι χρησιμοποιούνται για τη διακίνηση των ναρκωτικών.

5. Για την καταπολέμηση της παράνομης ζητήσεως ναρκωτικών και ψυχότροπων ουσιών οποιασδήποτε μορφής, συμπεριλαμβανομένης και της ινδικής καννάβευς, τα Συμβαλλόμενα Μέρη λαμβάνουν κάθε δυνατό μέτρο για την πρόληψη και καταστολή των αρνητικών επιπτώσεων της παράνομης αυτής ζητήσεως. Τα ανωτέρω μέτρα ανάγονται στον τομέα ευθύνης κάθε Συμβαλλόμενου Μέρους.

#### Άρθρο 72

Σύμφωνα με το Σύνταγμά τους και την εθνική νομοθεσία τους, τα Συμβαλλόμενα Μέρη εγγυώνται ότι θα ληφθούν εθνικές νομοθετικές διατάξεις, ώστε να γίνει δυνατή η κατάσχεση και η δήμευση των προϊόντων της παράνομης διακινήσεως ναρκωτικών και ψυχότροπων ουσιών.

#### Άρθρο 73

1. Σύμφωνα με το Σύνταγμά τους και την εθνική νομοθεσία τους, τα Συμβαλλόμενα Μέρη αναλαμβάνουν την υποχρέωση να λάβουν μέτρα για να γίνουν δυνατές οι ελεγχόμενες παραδόσεις στην παράνομη διακίνηση ναρκωτικών και ψυχότροπων ουσιών.

2. Η απόφαση προσφυγής σε ελεγχόμενες παραδόσεις λαμβάνεται σε κάθε συγκεκριμένη περίπτωση βάσει της εκ των προτέρων εγκρίσεως κάθε ενδιαφερόμενου Συμβαλλόμενου Μέρους.

3. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος διατηρεί τη διεύθυνση και τον έλεγχο της επιχειρήσεως στην επικράτειά του και έχει εξουσία προς παρέμβαση.

#### Άρθρο 74

Για το νόμιμο εμπόριο ναρκωτικών και ψυχότροπων ουσιών, τα Συμβαλλόμενα Μέρη συμφωνούν ότι οι έλεγχοι που απορρέουν από τις Συμβάσεις των Ηνωμένων Εθνών που αναφέρονται στο άρθρο 71 και πραγματοποιούνται στα εσωτερικά σύνορα, μεταφέρονται στο μέτρο του δυνατού, στο εσωτερικό της χώρας.

#### Άρθρο 75

1. Για την κυκλοφορία ταξιδιωτών με προορισμό την επικράτεια ή εντός της επικρατείας των Συμβαλλόμενων Μερών, τα πρόσωπα μπορούν να μεταφέρονται αναγκαία ναρκωτικά και ψυχότροπες ουσίες στο πλαίσιο θεραπευτικής αγωγής, μόνον εφόσον επιδεικνύουν σε κάθε έλεγχο πιστοποιητικό που εκδόθηκε ή επικυρώθηκε από αρμόδια προς το σκοπό αυτόν υπηρεσία του κράτους διαμονής.
2. Η Εκτελεστική Επιτροπή αποφασίζει για τη μορφή και το περιεχόμενο του πιστοποιητικού της παράγραφου 1, το οποίο χορηγείται από τα Συμβαλλόμενα Μέρη και ειδικότερα για τις πληροφορίες που αφορούν τη φύση και την ποσότητα των προϊόντων και των ουσιών καθώς και τη διάρκεια του ταξιδιού. -
3. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη ενημερώνονται αμοιβαίως για τις αρχές που είναι αρμόδιες για την έκδοση ή την επικύρωση του πιστοποιητικού της παραγράφου 2.

#### Άρθρο 76

1. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη αποφασίζουν, εφόσον είναι αναγκαίο και σύμφωνα με τις ιατρικές τους συνήθειες, τα ιατρικά τους ήθη και την ιατρική τους πρακτική τα κατάλληλα μέτρα για τον έλεγχο των ναρκωτικών και ψυχότροπων ουσιών, τα οποία υποβάλλονται στην επικράτεια ενός ή περισσότερων από τα Συμβαλλόμενα Μέρη, σε ελέγχους αυστηρότερους εκείνων της δικής τους επικρατείας, ώστε να μην θιγεί η αποτελεσματικότητα των ελέγχων αυτών.

2. Η παράγραφος 1 εφαρμόζεται επίσης και για τις ουσίες που χρησιμοποιούνται συχνά για την παρασκευή ναρκωτικών και ψυχοτρόπων ουσιών.
3. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη ενημερώνονται αμοιβαίως για τα μέτρα που λαμβάνουν προς υλοποίηση της εποπτείας του νόμιμου εμπορίου των ουσιών των παραγράφων 1 και 2.
4. Τα προβλήματα που ανακύπτουν ως προς αυτά, συζητούνται τακτικά στην Εκτελεστική Επιτροπή.

## ΚΕΦΑΛΑΙΟ 7

### Πυροβόλα όπλα και πυρομαχικά

#### Άρθρο 77

1. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη αναλαμβάνουν την υποχρέωση να προσαρμόσουν στις διατάξεις του παρόντος Κεφαλαίου τις νομοθετικές, κανονιστικές και διοικητικές εθνικές τους διατάξεις σχετικά με την κτήση, την κατοχή, την εμπορία και την παράδοση πυροβόλων όπλων και πυρομαχικών.
2. Το παρόν Κεφάλαιο αφορά την κτήση, την κατοχή, την εμπορία και την παράδοση πυροβόλων όπλων και πυρομαχικών από φυσικά και νομικά πρόσωπα. Δεν ισχύει για παραδότηση όπλων προς τις κεντρικές και περιφερειακές αρχές, τις ένοπλες δυνάμεις και την αστυνομία, ούτε την κτήση και την κατοχή όπλων από τις εν λόγω αρχές ούτε την κατασκευή πυροβόλων όπλων και πυρομαχικών από δημόσιες επιχειρήσεις.

#### Άρθρο 78

1. Στο πλαίσιο του παρόντος κεφαλαίου, τα πυροβόλα όπλα κατατάσσονται ως εξής :
  - α. Απαγορευμένα όπλα.
  - β. Όπλα για τα οποία απαιτείται άδεια
  - γ. Όπλα για τα οποία απαιτείται δήλωση.



2. Ο μηχανισμός του κλειστρου, ο γεμιστήρας και η κάννη των πυροβόλων όπλων υπόκεινται κατ' αναλογία, στις διατάξεις που ισχύουν για το όπλο του οποίου αποτελούν τμήμα ή για το οποίο προορίζονται.

3. Κατά την έννοια της παρούσης Συμβάσεως, ως βραχύκαννα όπλα νοούνται τα πυροβόλα όπλα των οποίων το μήκος της κάννης δεν υπερβαίνει τα 30 εκ. ή των οποίων το ολικό μήκος δεν υπερβαίνει τα 60 εκ. Ως μακρύκαννα όπλα νοούνται όλα τα άλλα πυροβόλα όπλα.

#### Άρθρο 79

1. Ο κατάλογος των απαγορευμένων πυροβόλων όπλων και πυρομαχικών περιλαμβάνει τα ακόλουθα αντικείμενα :

α. Τα πυροβόλα όπλα που χρησιμοποιούνται συνήθως ως πολεμικά, πυροβόλα όπλα

β. Τα αυτόματα πυροβόλα όπλα, ακόμη και αν δεν είναι πολεμικά.

γ. Τα πυροβόλα όπλα παραλλαγμένα με τη μορφή άλλου αντικειμένου.

δ. Τα πυρομαχικά με διατρητικές, εκρηκτικές ή εμπρηστικές σφαίρες καθώς και τα βλήματα για τα πυρομαχικά αυτά.

ε. Τα πυρομαχικά για πιστόλια και περίστροφα με βλήματα dum - dum ή κοίλου γεμίσματος καθώς και τα βλήματα για τα πυρομαχικά αυτά.

2. Οι αρμόδιες αρχές μπορούν, σε ειδικές περιπτώσεις, να χορηγούν άδειες για τα πυροβόλα όπλα και τα πυρομαχικά της παραγράφου 1, αν τούτο δεν αντιβαίνει στη δημόσια τάξη και ασφάλεια.

#### Άρθρο 80

1. Ο κατάλογος των πυροβόλων όπλων για την κτήση και την κατοχή των οποίων απαιτείται άδεια περιλαμβάνει τουλάχιστον τα ακόλουθα πυροβόλα όπλα, εφόσον αυτά δεν είναι απαγορευμένα :

α. Τα βραχύκαννα ημιαυτόματα ή επαναληπτικά πυροβόλα όπλα.

β. Τα βραχύκαννα πυροβόλα όπλα μιάς βολής με κεντρική επίκρουση.

γ. Τα βραχύκαννα πυροβόλα όπλα μιάς βολής με δακτυλιοειδή επίκρουση, συνολικού μήκους μικρότερου από 28 εκ.

δ. Τα μακρύκαννα-ημιαυτόματα πυροβόλα όπλα των οποίων ο γεμιστήρας και η θαλάμη μπορούν να φέρουν περισσότερα από τρία φυσίγγια.

ε. Τα μακρύκαννα επαναληπτικά και ημιαυτόματα πυροβόλα όπλα με λεία κάννη, το μήκος της οποίας δεν υπερβαίνει τα 60 εκ.

στ. Τα ημιαυτόματα μη πολεμικά πυροβόλα όπλα που έχουν τη μορφή αυτόματου πολεμικού πυροβόλου όπλου.

2. Ο κατάλογος των πυροβόλων όπλων για τα οποία απαιτείται άδεια, δεν περιλαμβάνει :

α. Όπλα προοριζόμενα να δίνουν σήμα προειδοποιήσεως, να εκτοξεύουν δακρυγόνα ή να δίνουν σήμα συναγερμού υπό τον όρο ότι με τεχνικά μέσα εξασφαλίζεται ότι δεν είναι δυνατή η μετατροπή τους με κοινά εργαλεία σε όπλα κατάλληλα για την εκτόξευση πυρομαχικών με σφαίρες και ότι η εκτόξευση μιας ερεθιστικής ουσίας δεν προκαλεί ανεπανόρθωτες σωματικές βλάβες σε πρόσωπα.

β. Τα μακρύκαννα ημιαυτόματα πυροβόλα όπλα των οποίων ο γεμιστήρας και η θαλάμη δεν μπορούν να περιέχουν περισσότερα από τρία φυσίγγια χωρίς να επαναγεμίζονται, υπό τον όρον ότι ο γεμιστήρας είναι σταθερός ή διασφαλίζεται ότι τα εν λόγω όπλα δεν μπορούν να μετατραπούν με κοινά εργαλεία σε όπλα των οποίων ο γεμιστήρας και η θαλάμη μπορούν να περιέχουν περισσότερα από τρία φυσίγγια.

#### Άρθρο 81

Στον κατάλογο των πυροβόλων όπλων για τα οποία απαιτείται δήλωση περιλαμβάνονται, εφόσον τα όπλα αυτά δεν είναι απαγορευμένα ούτε υπόκεινται σε άδεια:

α. Τα μακρύκαννα επαναληπτικά πυροβόλα όπλα.

β. Τα μακρύκαννα πυροβόλα όπλα μιάς βολής με μία ή περισσότερες κάννες με ραβδώσεις.

γ. Τα βραχύκαννα πυροβόλα όπλα, μιάς βολής με δακτυλιοειδή επίκρουση, συνολικού μήκους ανώτερου από 28 εκ.

δ. Τα όπλα που αναφέρονται στο άρθρο 80, παράγραφος 2, περίπτωση β.

#### Άρθρο 82

Οι κατάλογοι των όπλων των άρθρων 79, 80 και 81 δεν περιλαμβάνουν :

α. Τα πυροβόλα όπλα των οποίων ο τύπος ή το έτος κατασκευής είναι - πλήν εξαιρέσεων - προγενέστερα της 1ης Ιανουαρίου 1870, υπό τον όρο ότι αυτά δεν μπορούν να δεχθούν πυρομαχικά που προορίζονται για όπλα απαγορευμένα ή για τα οποία απαιτείται άδεια.

β. Τις αναπαραγωγές όπλων της περιπτώσεως α. υπό τον όρο ότι δεν είναι δυνατή η χρησιμοποίηση φυσιγγίου με μεταλλικό περίβλημα.

γ. Τα πυροβόλα όπλα που έχουν καταστεί ακατάλληλα για χρήση με οποιαδήποτε πυρομαχικά, με την εφαρμογή τεχνικών μεθόδων εγγυημένων από έναν επίσημο οργανισμό με τη χάραξη του ειδικού προς τούτο σήματος ή αναγνωρισμένων από ένα τέτοιο οργανισμό.

#### Άρθρο 83

Η άδεια κτήσεως και κατοχής πυροβόλου όπλου του άρθρου 80, χορηγείται μόνο :

α. Αν ο ενδιαφερόμενος έχει συμπληρώσει το δέκατο όγδοο έτος της ηλικίας του, πλήν παρεκκλίσεων για κυνηγετικές ή αθλητικές δραστηριότητες.

β. Αν ο ενδιαφερόμενος δεν είναι ανίκανος για την κτήση ή την κατοχή ενός πυροβόλου όπλου εξαιτίας διανοητικής ασθένειας ή οποιαδήποτε άλλης διανοητικής ή φυσικής ανικανότητας.

γ. Αν ο ενδιαφερόμενος δεν έχει καταδικασθεί για αξιόποινη πράξη ή από άλλες ενδείξεις δεν φέρεται ότι είναι επικίνδυνος για τη δημόσια τάξη και ασφάλεια.

δ. Αν ο λόγος που προβάλλεται από τον ενδιαφερόμενο για την κτήση ή την κατοχή πυροβόλου όπλου μπορεί να θεωρηθεί ως βάσιμος.

#### Άρθρο 84

1. Η δήλωση για τα όπλα του άρθρου 81 καταχωρείται σε κατάλογο που τηρείται από τα πρόσωπα του άρθρου 85.

2. Όταν ένα όπλο χορηγείται από πρόσωπο μη αναφερόμενο στο άρθρο 85, η σχετική δήλωση πρέπει να γίνεται σύμφωνα με διαδικασίες που καθορίζονται από κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος.
3. Οι δηλώσεις του παρόντος άρθρου πρέπει να περιλαμβάνουν τα απαραίτητα στοιχεία για την αναγνώριση των προσώπων και των όπλων στα οποία αναφέρονται.

#### Άρθρο 85

1. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη υποχρεούνται να υποβάλλουν σε υποχρωτική έκδοση αδειάς τους κατασκευαστές και τους εμπόρους πυροβόλων όπλων για τα οποία απαιτείται η έκδοση αδειάς. Υποχρεούνται επίσης να υποβάλλουν σε υποχρεωτική δήλωση τους κατασκευαστές και τους εμπόρους πυροβόλων όπλων για τα οποία απαιτείται δήλωση. Η έκδοση αδειάς για τα πυροβόλα όπλα για τα οποία απαιτείται άδεια καλύπτει επίσης και τα πυροβόλα όπλα για τα οποία απαιτείται δήλωση. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη εποπτεύουν τους κατασκευαστές και τους εμπόρους πυροβόλων όπλων κατά τρόπον ώστε να εξασφαλίζεται αποτελεσματικός έλεγχος.
2. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη αναλαμβάνουν την υποχρέωση να θεσπίσουν διατάξεις, προκειμένου, ως ελάχιστο μέτρο, όλα τα πυροβόλα όπλα να εφοδιάζονται μόνιμα με αριθμό σειράς ο οποίος θα καθιστά δυνατή την αναγνώρισή τους, καθώς και με το σήμα του κατασκευαστή.
3. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη προβλέπουν την υποχρέωση για τους κατασκευαστές και τους εμπόρους πυροβόλων όπλων να καταχωρούν όλα τα όπλα για τα οποία απαιτείται άδεια και δήλωση. Τα μητρώα καταχώρησης πρέπει να καθιστούν δυνατόν τον άμεσο προσδιορισμό του χαρακτήρα των πυροβόλων όπλων, της προελεύσεως και του αγοραστή τους.
4. Για τα πυροβόλα όπλα για τα οποία απαιτείται άδεια σύμφωνα με τα άρθρα 79 και 80, τα Συμβαλλόμενα Μέρη αναλαμβάνουν την υποχρέωση να θεσπίσουν διατάξεις προκειμένου ο αριθμός αναγνώρισεως και το σήμα του κατασκευαστή που αναγράφονται στα όπλα να επαναλαμβάνονται και στην άδεια που χορηγείται στον κάτοχό τους.

#### Άρθρο 86

1. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη αναλαμβάνουν την υποχρέωση να θεσπίσουν διατάξεις με τις οποίες να απαγορεύεται στους νόμιμους κατόχους πυροβόλων όπλων για τα οποία απαιτείται άδεια ή δήλωση να τα παραχωρούν σε πρόσωπα

που δεν διαθέτουν άδεια για την κτήση όπλου ή πιστοποιητικό δηλώσεως όπλου.

2. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη μπορούν να επιτρέπουν την προσωρινή παραχώρηση των εν λόγω όπλων, σύμφωνα με διαδικασίες που αυτά καθορίζουν.

#### Άρθρο 87

1. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη εισάγουν στο εθνικό τους δίκαιο διατάξεις, οι οποίες επιτρέπουν την αφαίρεση της αδειας, στις περιπτώσεις που ο δικαιούχος δεν ικανοποιεί πλέον τους όρους χορηγήσεως του άρθρου 83.

2. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη αναλαμβάνουν την υποχρέωση να λαμβάνουν επαρκή μέτρα που περιλαμβάνουν, ειδικότερα, την κατάσχεση του πυροβόλου όπλου και την αφαίρεση της αδειας και να προβλέπουν τις κατάλληλες κυρώσεις για τις περιπτώσεις παραβιάσεως των νομοθετικών και κανονιστικών διατάξεων που ισχύουν για τα πυροβόλα όπλα. Οι κυρώσεις μπορούν να προβλέπουν και την κατάσχεση των πυροβόλων όπλων.

#### Άρθρο 88

1. Οι δικαιούχοι αδειας κτήσεως πυροβόλου όπλου απαλλάσσονται από την υποχρέωση αδειας ή την κτήση πυρομαχικών προοριζόμενων για το όπλο αυτό.

2. Η κτήση πυρομαχικών από πρόσωπα που δεν είναι δικαιούχοι αδειας κτήσεως όπλων υπόκειται στο καθεστώς που ισχύει για το όπλο για το οποίο προορίζονται τα πυρομαχικά αυτά. Η άδεια μπορεί να χορηγείται για μόνο μία ή όλες τις κατηγορίες πυρομαχικών.

#### Άρθρο 89

Οι καταστάσεις των απαγορευμένων πυροβόλων όπλων, για τα οποία απαιτείται άδεια και δήλωση, μπορούν να τροποποιούνται ή να συμπληρώνονται από την Εκτελεστική Επιτροπή, ώστε να λαμβάνονται υπόψη η τεχνική και οικονομική εξέλιξη καθώς και η κρατική ασφάλεια.

## Άρθρο 90

Τα Συμβαλλόμενα Μέρη έχουν την δυνατότητα να θεσπίσουν αυστηρότερους νόμους ή διατάξεις, ως προς το καθεστώς των πυροβόλων όπλων και των πυρομαχικών.

## Άρθρο 91

1. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη συμφωνούν, βάσει της Ευρωπαϊκής Συμβάσεως της 28ης Ιουνίου 1978 για τον έλεγχο της κτήσεως και της κατοχής πυροβόλων όπλων από ιδιώτες, να δημιουργήσουν στο πλαίσιο του εθνικού τους δικαίου, ένα σύστημα ανταλλαγής πληροφοριών, ως προς την κτήση πυροβόλων όπλων από πρόσωπα, απλούς ιδιώτες ή οπλοπώλες λιανικής πωλήσεως - που συνήθως διαμένουν ή έχουν κατοικία στην επικράτεια ενός άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους. Ως οπλοπώλης λιανικής πωλήσεως θεωρείται κάθε πρόσωπο του οποίου η επαγγελματική δραστηριότητα συνίσταται εν όλω ή εν μέρει, στο λιανικό εμπόριο πυροβόλων όπλων.

2. Η ανταλλαγή πληροφοριών αφορά :

α. Μεταξύ δύο Συμβαλλόμενων Μερών που έχουν κυρώσει τη Σύμβαση της παραγράφου 1, τα πυροβόλα όπλα που περιλαμβάνονται στο παράρτημα 1, μέρος Α, αριθμός 1, περίπτωση α έως η της εν λόγω Συμβάσεως,

β. Μεταξύ δύο Συμβαλλόμενων Μερών από τα οποία τουλάχιστον ένα δεν έχει κυρώσει τη Σύμβαση της παραγράφου 1, τα όπλα που κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος υποβάλλει σε καθεστώς αδείας ή δηλώσεως.

3. Οι πληροφορίες που αναφέρονται στην κτήση πυροβόλων όπλων διαβιβάζονται χωρίς καθυστέρηση και περιλαμβάνουν τα ακόλουθα στοιχεία :

α. Την ημερομηνία κτήσεως και τα στοιχεία ταυτότητος του αποκτώντος, δηλαδή

- Αν πρόκειται για φυσικό πρόσωπο : επώνυμο, όνομα (τα), ημερομηνία και τόπο γεννήσεως, διεύθυνση και αριθμό διαβατηρίου ή ταυτότητας καθώς και την ημερομηνία παραδόσεως και μνεία της εκδόσεως αρχής είτε πρόκειται για οπλοπώλη είτε όχι.

- Αν πρόκειται για νομικό πρόσωπο : όνομα ή εμπορική επωνυμία και έδρα καθώς και επώνυμο, όνομα(τα), ημερομηνία και τόπο γεννήσεως, διεύθυνση και αριθμό διαβατηρίου ή ταυτότητας του νόμιμου εκπροσώπου του νομικού προσώπου.

β. Τον τύπο, τον αριθμό κατασκευής, το διαμέτρημα και τα άλλα χαρακτηριστικά του πυροβόλου όπλου καθώς και τον αριθμό αναγνωρίσεως.

4. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος ορίζει μία εθνική αρχή που αποστέλλει και λαμβάνει τις πληροφορίες των παραγράφων 2 και 3 και ανακοινώνει χωρίς υπαίτια καθυστέρηση στα άλλα Συμβαλλόμενα Μέρη κάθε τροποποίηση σχετικά με τον ορισμό της εν λόγω αρχής.

5. Η οριζόμενη από κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος αρχή μπορεί να διαβιβάζει τις πληροφορίες που της ανακοινώθηκαν στις αρμόδιες τοπικές αστυνομικές αρχές και στις αρχές εποπτείας των συνόρων, προκειμένου να προληφθούν ή να διωχθούν αξιόποινες πράξεις και παραβάσεις των κανονισμών.

## ΤΙΤΛΟΣ IV

### Σύστημα Πληροφοριών Σένγκεν

#### ΚΕΦΑΛΑΙΟ 1

#### Εγκατάσταση του Συστήματος Πληροφοριών Σένγκεν

##### Άρθρο 92

1. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη εγκαθιστούν και διατηρούν ένα κοινό σύστημα πληροφοριών, το οποίο εφεξής θα αποκαλείται Σύστημα Πληροφοριών Σένγκεν απαρτιζόμενο από ένα εθνικό τμήμα σε κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος και από μία τεχνική υπηρεσία υποστηρίξεως. Το Σύστημα Πληροφοριών Σένγκεν επιτρέπει στις αρχές που έχουν ορίσθει από τα Συμβαλλόμενα Μέρη μέσω μιας αυτοματοποιημένης διαδικασίας αναζητήσεως να διαθέτουν καταχωρήσεις προσώπων και αντικειμένων κατά τη διενέργεια συνοριακών ελέγχων και εξακριβώσεων καθώς και άλλων αστυνομικών και τελωνειακών ερευνών στο εσωτερικό της χώρας σύμφωνα με το εθνικό δίκαιο. Επίσης για μόνη την κατηγορία του άρθρου 96 να διαθέτουν καταχωρήσεις για τις ανάγκες της διαδικασίας χορηγήσεως θεωρήσεων, τίτλων διαμονής και ρυθμίσεως των δικαιωμάτων των αλλοδαπών στο πλαίσιο εφαρμογής των διατάξεων της παρούσης Συμβάσεως για την κυκλοφορία των προσώπων.

2. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος εγκαθιστά και διατηρεί για λογαριασμό του και με δική του ευθύνη το εθνικό του τμήμα του Συστήματος Πληροφοριών Σένγκεν, του οποίου το αρχείο δεδομένων με τη συμβολή της τεχνικής υπηρεσίας υποστηρίξεως ταυτίζεται ως προς το περιεχόμενο με το εθνικό τμήμα κάθε

άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους. Για να καταστεί δυνατή η ταχεία και επαρκής διαβίβαση δεδομένων σύμφωνα με την παράγραφο 3, κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος, κατά την εγκατάσταση του εθνικού του τμήματος λαμβάνει υπόψη τα πρωτόκολλα και τις διαδικασίες που έχουν καθιερωθεί από κοινού από τα Συμβαλλόμενα Μέρη για τη λειτουργία της τεχνικής υπηρεσίας υποστηρίξεως. Το αρχείο δεδομένων κάθε εθνικού τμήματος χρησιμεύει για την αυτοματοποιημένη αναζήτηση δεδομένων στην επικράτεια κάθε Συμβαλλόμενου Μέρους. Αναζήτηση αρχείων δεδομένων του εθνικού τμήματος ενός άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους δεν είναι δυνατή.

3. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη εγκαθιστούν και διατηρούν για λογαριασμό όλων και με κοινή ευθύνη την τεχνική υπηρεσία υποστηρίξεως του Συστήματος Πληροφοριών Σένγκεν. Η Γαλλική Δημοκρατία είναι υπεύθυνη για την ενλόγω υπηρεσία υποστηρίξεως, η οποία εγκαθίσταται στο Στρασβούργο. Αυτή περιλαμβάνει ένα αρχείο δεδομένων, το οποίο μέσω της διαβίβασης πληροφοριών επί του δικτύου (on line) διασφαλίζει την ομοιότητα των αρχείων δεδομένων των εθνικών τμημάτων. Στο αρχείο δεδομένων της τεχνικής υπηρεσίας υποστηρίξεως περιέχονται καταχωρήσεις προσώπων και αντικειμένων, εφόσον αυτές αφορούν όλα τα Συμβαλλόμενα Μέρη. Το ίδιο αρχείο δεν περιλαμβάνει άλλα δεδομένα, με εξαίρεση αυτά που αναφέρονται στην παρούσα παράγραφος και στο άρθρο 113 παράγραφος 2.

## ΚΕΦΑΛΑΙΟ 2

### Λειτουργία και χρήση του Συστήματος Πληροφοριών Σένγκεν

#### Άρθρο 93

Το Σύστημα Πληροφοριών Σένγκεν σύμφωνα με τις διατάξεις της παρούσης Συμβάσεως, αποσκοπεί στην προστασία της δημόσιας τάξεως και ασφαλείας, συμπεριλαμβανομένης της ασφαλείας του Κράτους καθώς επίσης στην εφαρμογή των διατάξεων της εν λόγω Συμβάσεως για την κυκλοφορία των προσώπων στην επικράτεια των Συμβαλλόμενων Μερών με τις διαβιβαζόμενες πληροφορίες μέσω του συστήματος αυτού.

#### Άρθρο 94

1. Το Σύστημα Πληροφοριών Σένγκεν περιέχει αποκλειστικώς τις κατηγορίες δεδομένων, τα οποία παρέχονται από κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος και είναι αναγκαία για τους σκοπούς που προβλέπουν τα άρθρα 95 έως 100. Το



Συμβαλλόμενο Μέρος που καταχωρεί τις πληροφορίες διερευνά αν η σπουδαιότητα της συγκεκριμένης περιπτώσεως δικαιολογεί την καταχώρηση στο Σύστημα Πληροφοριών Σένγκεν.

2. Οι κατηγορίες δεδομένων είναι :

α. Τα καταχωρούμενα πρόσωπα.

β. Τα αντικείμενα που αναφέρονται στο άρθρο 100 και τα οχήματα που μνημονεύονται στο άρθρο 99.

3. Ως προς τα πρόσωπα εισάγονται κατ' ανώτατο όριο τα ακόλουθα στοιχεία:

α. Το επώνυμο και το όνομα, κατά περίπτωση καταγράφεται και το ψευδώνυμο.

β. Τα ιδιαίτερα αναλλοίωτα φυσικά χαρακτηριστικά.

γ. Το πρώτο γράμμα του δευτέρου ονόματος.

δ. Η ημερομηνία και ο τόπος γεννήσεως.

ε. Το φύλο.

στ. Η ιθαγένεια.

ζ. Η ένδειξη ότι τα εν λόγω πρόσωπα οπλοφορούν.

η. Η ένδειξη ότι τα εν λόγω πρόσωπα έχουν προβεί σε πράξεις παράνομης βίας.

θ. Ο λόγος της καταχώρησεως.

ι. Τα μέτρα που πρέπει να ληφθούν.

Δεν επιτρέπονται άλλα στοιχεία, ιδίως τα δεδομένα που μνημονεύονται στο άρθρο 6, πρώτο εδάφιο της Συμβάσεως του Συμβουλίου της Ευρώπης της 28ης Ιανουαρίου 1981 για την προστασία του ατόμου από την αυτοματοποιημένη επεξεργασία πληροφοριών προσωπικού χαρακτήρα.

4. Εφόσον ένα Συμβαλλόμενο Μέρος εκτιμά ότι μία καταχώρηση, σύμφωνα με τα άρθρα 95,97 ή 99 αντίκειται στο εθνικό του δίκαιο, τις διεθνείς υποχρεώσεις του ή τα ουσιώδη εθνικά του συμφέροντα, μπορεί να συνοδεύσει εκ των υστέρων αυτήν την καταχώρηση στο αρχείο του εθνικού τμήματος του Συστήματος Πληροφοριών Σένγκεν με την ένδειξη ότι τα μέτρα που πρέπει να

ληφθούν δεν θα εκτελεσθούν στην επικράτειά του βάσει της καταχώρησεως. Για το ζήτημα αυτό πρέπει να διεξάγονται διαβουλεύσεις με τα άλλα Συμβαλλόμενα Μέρη. Αν το καταχωρούν Συμβαλλόμενο Μέρος δεν αποσύρει την καταχώρηση, αυτή είναι έγκυρη για τα άλλα Συμβαλλόμενα Μέρη.

#### Άρθρο 95

1. Τα δεδομένα σχετικά με τα πρόσωπα των οποίων ζητείται η σύλληψη κατόπιν σχετικού εντάλματος ή άλλης πράξεως ανάλογης ισχύος ή καταδικαστικής αποφάσεως με σκοπό την έκδοση, καταχωρούνται κατόπιν αιτήσεως της δικαστικής αρχής του αιτούντος Συμβαλλόμενου Μέρους.

2. Πριν από την καταχώρηση, το Συμβαλλόμενο Μέρος που προβαίνει σ' αυτήν ελέγχει αν η σύλληψη επιτρέπεται από το εθνικό δίκαιο των Συμβαλλόμενων Μερών προς τα οποία απευθύνεται η αίτηση. Αν το ίδιο Συμβαλλόμενο Μέρος διατηρεί επιφυλάξεις ως προς τα ανωτέρω πρέπει να διαβουλευθεί με τα άλλα ενδιαφερόμενα Συμβαλλόμενα Μέρη.

Το καταχωρούν Συμβαλλόμενο Μέρος ανακοινώνει στα Συμβαλλόμενα Μέρη προς τα οποία απευθύνεται η αίτηση συγχρόνως με την καταχώρηση μέσω της ταχύτερης δυνατής οδού, τις ακόλουθες ουσιώδεις πληροφορίες για την υπόθεση :

- α. Την αρχή από την οποία προέρχεται η αίτηση συλλήψεως.
- β. Την ύπαρξη εντάλματος συλλήψεως ή πράξεως ανάλογης ισχύος ή καταδικαστικής αποφάσεως.
- γ. Τη φύση και τον νομικό χαρακτηρισμό της αξιόποινης πράξεως.
- δ. Την περιγραφή των περιστάσεων τελέσεως της αξιόποινης πράξεως, συμπεριλαμβανομένων του χρόνου, του τόπου και του βαθμού συμμετοχής στην πράξη αυτή του καταχωρούμενου προσώπου.
- ε. Στο μέτρο του δυνατού τις συνέπειες της αξιόποινης πράξεως.

3. Ένα Συμβαλλόμενο Μέρος προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση μπορεί να σημειώσει την καταχώρηση στο αρχείο του εθνικού τμήματος του Συστήματος Πληροφοριών Σένγκεν με την ένδειξη ότι μέχρι τη διαγραφή της δεν μπορεί να προβεί σε σύλληψη βάσει της καταχώρησεως. Η ένδειξη αυτή πρέπει να διαγραφεί το

αργότερο είκοσι τέσσερις ώρες μετά την καταχώρηση, σε αρχείο εκτός και αν το εν λόγω Συμβαλλόμενο Μέρος αρνείται την αιτηθείσα σύλληψη για νομικούς ή

για ειδικούς λόγους σκοπιμότητας. Εφόσον, σε ιδιαίτερος εξαιρετικές περιπτώσεις, η πολυπλοκότητα των πραγματικών περιστατικών στα οποία στηρίχθηκε η καταχώρηση το απαιτεί, η προαναφερόμενη προθεσμία μπορεί να παραταθεί κατά μία εβδομάδα. Με την επιφύλαξη ενδείξεως ή απορριπτικής αποφάσεως τα άλλα Συμβαλλόμενα Μέρη μπορούν να προβούν στην αιτηθείσα σύλληψη βάσει της καταχωρήσεως.

4. Αν, για ιδιαίτερος επείγοντες λόγους, ένα Συμβαλλόμενο Μέρος ζητήσει μία άμεση έρευνα, το Μέρος προς το οποίο απευθύνεται, διερευνά τη δυνατότητα παραιτήσεως από την ένδειξη. Το Συμβαλλόμενο Μέρος προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση προβαίνει στις αναγκαίες ενέργειες, προκειμένου τα μέτρα που πρέπει να ληφθούν, να μπορούν να εκτελεσθούν χωρίς υπαίτια καθυστέρηση, αν η καταχώρησή είναι έγκυρη.

5. Αν δεν είναι δυνατή η σύλληψη είτε λόγω μη ολοκλήρωσεως μιας σχετικής έρευνας είτε λόγω απορριπτικής αποφάσεως του Συμβαλλόμενου Μέρους προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση, το τελευταίο πρέπει να εκλάβει την καταχώρηση ως καταχώρηση με σκοπό τη γνωστοποίηση του τόπου διαμονής.

6. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη προς τα οποία απευθύνεται η αίτηση λαμβάνουν τα αιτούμενα μέτρα βάσει της καταχωρήσεως, σύμφωνα με τις ισχύουσες συμβάσεις εκδόσεως και το εθνικό δίκαιο. Δεν υποχρεούνται να λάβουν τα αιτούμενα μέτρα αν πρόκειται για υπήκοό τους, με την επιφύλαξη της δυνατότητας να προβούν στη σύλληψη, σύμφωνα με το εθνικό δίκαιο.

#### Άρθρο 96

1. Τα δεδομένα σχετικά με τους αλλοδαπούς που καταχωρούνται με σκοπό την απαγόρευση εισόδου, καταχωρούνται σε αρχείο βάσει μίας εθνικής καταχωρήσεως, η οποία έχει έρεισμα στις αποφάσεις των αρμόδιων διοικητικών αρχών και δικαστηρίων, σύμφωνα με τους διαδικαστικούς κανόνες της εθνικής νομοθεσίας.

2. Οι αποφάσεις μπορούν να έχουν ως αιτιολογία την απειλή της δημόσιας τάξεως και ασφαλείας καθώς και της εθνικής ασφαλείας που ενδέχεται να συνιστά η παρουσία ενός αλλοδαπού επί του εθνικού εδάφους.

Αυτή μπορεί, κυρίως, να είναι η περίπτωση :

α. Αλλοδαπού, ο οποίος έχει καταδικασθεί για αξιόποινη πράξη επισύρουσα ποινή στερητική της ελευθερίας τουλάχιστον ενός έτους.

β. Αλλοδαπού, εις βάρος του οποίου υπάρχουν αποχρώσεις ενδείξεις ότι διέπραξε σοβαρές αξιόποινες πράξεις, συμπεριλαμβανομένων και όσων

αναφέρονται στο άρθρο 71 ή εις βάρος του οποίου υπάρχουν συγκεκριμένες ενδείξεις ότι έχει προβεί σε προπαρασκευαστικές ενέργειες τέτοιων αξιόποινων πράξεων επί του εδάφους ενός Συμβαλλόμενου Μέρους.

3. Οι αποφάσεις μπορούν επίσης να έχουν αιτιολογία ότι εις βάρος του αλλοδαπού έχει επιβληθεί το μέτρο της απομακρύνσεως, αποπομπής ή απελάσεως, το οποίο δεν αναβλήθηκε ούτε ανεστάλη και περιέχει ως παρεπόμενη κύρωση την απαγόρευση εισόδου ή διαμονής, στηριζόμενη στη μη τήρηση του εθνικού δικαίου ως προς την είσοδο ή τη διαμονή των αλλοδαπών.

#### Άρθρο 97

Δεδομένα σχετικά με πρόσωπα που έχουν εξαφανισθεί ή με πρόσωπα, τα οποία χάριν της δικής τους προστασίας ή για την αποτροπή απειλών, κατόπιν αιτήσεως της αρμόδια αρχής ή της αρμόδιας δικαστικής αρχής του καταχωρούμενου Μέρους, πρέπει να τεθούν υπό προσωρινή επιτήρηση, καταχωρούνται, προκειμένου οι αστυνομικές αρχές να ανακοινώσουν τον τόπο διαμονής τους στο καταχωρούν Μέρος ή να μπορέσουν να επιτηρήσουν το πρόσωπο με σκοπο να παρακωλύσουν την συνέχιση του ταξιδιού του, εφόσον το επιτρέπει το εθνικό δίκαιο. Τα ανωτέρω ισχύουν ιδιαιτέρως για τους ανηλίκους και για τα πρόσωπα, τα οποία πρέπει να εγκλεισθούν σε ίδρυμα κατόπιν αποφάσεως της αρμόδιας αρχής. Η ανακοίνωση προϋποθέτει τη συναίνεση του προσώπου που έχει εξαφανισθεί, άν αυτό είναι ενήλικο.

#### Άρθρο 98

1. Δεδομένα σχετικά με μάρτυρες, με πρόσωπα που κλητεύονται προς εμφάνιση ενώπιον των δικαστικών αρχών στο πλαίσιο ποινικής διαδικασίας για πράξεις ως προς τις οποίες έχει ασκηθεί εις βάρος τους ποινική δίωξη, ή με πρόσωπα στα οποία πρέπει να επιδοθεί καταδικαστική απόφαση ή κλήση προς έκτιση ποινής στερητικής της ελευθερίας, καταχωρούνται, κατόπιν αιτήσεως των αρμόδιων δικαστικών αρχών με σκοπό την ανακοίνωση του τόπου διαμονής ή της κατοικίας

2. Οι πληροφορίες που έχουν ζητηθεί θα ανακοινωθούν στο αιτούν Μέρος, σύμφωνα με το εθνικό δίκαιο και τις ισχύουσες συμβάσεις ως προς τη δικαστική συνδρομή σε ποινικές υποθέσεις.

## Άρθρο 99

1. Δεδομένα σχετικά με πρόσωπα ή με οχήματα καταχωρούνται σύμφωνα με το εθνικό δίκαιο του καταχωρούντος Συμβαλλόμενου Μέρους με σκοπό τη διακριτική παρακολούθηση ή τον ειδικό έλεγχο που αναφέρει η παράγραφος 5.
2. Καταχώρηση τέτοιας φύσεως μπορεί να πραγματοποιηθεί για την καταστολή αξιόποινων πράξεων και την αποτροπή απειλών κατά της δημόσιας ασφαλείας, όταν :
  - α. Υπάρχουν συγκεκριμένες και αποχρώσες ενδείξεις ότι το ενδιαφερόμενο πρόσωπο προβαίνει σε προπαρασκευαστικές ενέργειες για την τέλεση περισσότερων ή ιδιαιτέρως σοβαρών αξιόποινων πράξεων ή διαπράττει τέτοιες πράξεις.
  - β. Από τη συνολική εκτίμηση του ενδιαφερομένου, ειδικότερα βάσει των αξιόποινων πράξεων που αυτός έχει διαπράξει μέχρι τη συγκεκριμένη χρονική στιγμή, καθίσταται σφόδρα πιθανή η εκ μέρους του τέλεση ιδιαιτέρως σοβαρών αξιόποινων πράξεων.
3. Επιπρόσθετα, η καταχώρηση μπορεί να πραγματοποιηθεί, εφόσον επιτρέπεται από το εθνικό δίκαιο, κατόπιν αιτήσεως των αρμόδιων οργάνων για την ασφάλεια του Κράτους, όταν υπάρχουν συγκεκριμένες ενδείξεις ότι οι πληροφορίες, που αναφέρει η παράγραφος 4, είναι αναγκαίες για την αποτροπή σοβαρής απειλής προερχομένης από τον ενδιαφερόμενο ή άλλων σοβαρών απειλών κατά της εσωτερικής και εξωτερικής ασφαλείας του Κράτους. Το καταχωρούν Συμβαλλόμενο Μέρος υποχρεούται προηγουμένως να διαβουλευθεί με τα άλλα Συμβαλλόμενα Μέρη.
4. Στο πλαίσιο της διακριτικής παρακολουθήσεως λόγω συνοριακών ελέγχων ή άλλων αστυνομικών και τελωνειακών ερευνών στο εσωτερικό της χώρας, οι ακόλουθες πληροφορίες μπορούν εν όλω ή εν μέρει να συγκεντρωθούν ή διαβιβασθούν στην καταχωρούσα αρχή :
  - α. Η ανεύρεση του καταχωρηθέντος προσώπου ή του καταχωρηθέντος οχήματος.
  - β. Ο τόπος, ο χρόνος ή η αιτία του ελέγχου.
  - γ. Η διαδρομή και ο προορισμός του ταξιδιού.
  - δ. Οι συνεπιβάτες ή οι κάτοχοι του οχήματος
  - ε. Το χρησιμοποιηθέν όχημα.

στ. Τα μεταφερόμενα αντικείμενα.

ζ. Οι περιστάσεις ανευρέσεως του προσώπου ή του οχήματος.

Κατά τη συλλογή των πληροφοριών αυτών πρέπει να λαμβάνεται μέριμνα για τη μη διακινδύνευση του διακριτικού χαρακτήρα της παρακολούθησής.

5. Στο πλαίσιο του ειδικού ελέγχου, που μνημονεύει η παράγραφος 1, τα πρόσωπα, τα

οχήματα και τα μεταφερόμενα αντικείμενα μπορούν να ερευνηθούν, σύμφωνα με το εθνικό δίκαιο, προκειμένου να πραγματοποιηθούν οι σκοποί που αναφέρουν οι παράγραφοι 2 και 3. Αν το δίκαιο ενός Συμβαλλόμενου Μέρους δεν επιτρέπει τον ειδικό έλεγχο, το μέτρο αυτό μετατρέπεται αμέσως για το ενλόγω Συμβαλλόμενο Μέρος σε διακριτική παρακολούθηση.

6. Ένα Συμβαλλόμενο Μέρος προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση μπορεί να σημειώσει στην καταχώρηση του αρχείου του εθνικού του τμήματος του Συστήματος Πληροφοριών Σένγκεν ένδειξη που σκοπεύει να απαγορεύσει, μέχρι τη διαγραφή της, την εκτέλεση των μέτρων που πρέπει να ληφθούν βάσει της καταχωρήσεως για τη διακριτική παρακολούθηση ή τον ειδικό έλεγχο. Η ένδειξη αυτή, πρέπει να διαγραφεί το αργότερο είκοσι τέσσερις ώρες μετά την καταχώρηση σε αρχείο εκτός και αν το ενλόγω Συμβαλλόμενο Μέρος αρνείται τα αιτηθέντα μέτρα για νομικούς ή ειδικούς λόγους σκοπιμότητας. Με την επιφύλαξη ενδείξεως ή απορριπτικής αποφάσεως, τα άλλα Συμβαλλόμενα Μέρη μπορούν να εκτελέσουν τα ως άνω μέτρα βάσει της καταχωρήσεως.

#### Άρθρο 100

1. Δεδομένα σχετικά με πράγματα, τα οποία αναζητούνται για κατάσχεση ή να χρησιμοποιηθούν ως αποδεικτικά μέσα σε ποινική διαδικασία, καταχωρούνται στο Σύστημα Πληροφοριών Σένγκεν.

2. Αν από μία αναζήτηση προκύψει ότι υπάρχει καταχώρηση για ανευρεθέν αντικείμενο, η αρχή που το διαπίστωσε επικοινωνεί με την καταχωρούσα αρχή για να συμφωνήσουν στη λήψη των αναγκαίων μέτρων. Για τον σκοπό αυτόν, σύμφωνα με τις διατάξεις της παρούσης Συμβάσεως, μπορούν να διαβιβάζονται και δεδομένα προσωπικού χαρακτήρα. Τα μέτρα που θα ληφθούν από το Συμβαλλόμενο Μέρος που έχει ανεύρει το αντικείμενο, πρέπει να είναι σύμφωνα με το εθνικό του δίκαιο.

3. Οι ακόλουθες κατηγορίες αντικειμένων καταχωρούνται :

- α. Μηχανοκίνητα οχήματα που έχουν κλαπεί, υπεξαίρεθεί ή απωλεσθεί με κύλινδρο ανώτερο των 50 cc.
- β. Ρυμουλκούμενα οχήματα και τροχόσπιτα που έχουν κλαπεί, υπεξαίρεθεί ή απωλεσθεί με βάρος, χωρίς φορτίο, ανώτερο των 750 κιλών.
- γ. Πυροβόλα όπλα που έχουν κλαπεί, υπεξαίρεθεί ή απωλεσθεί.
- δ. Ασυμπλήρωτα έγγραφα που έχουν κλαπεί, υπεξαίρεθεί ή απωλεσθεί.
- ε. Συμπληρωμένα έγγραφα ταυτότητας (διαβατήρια, δελτία ταυτότητας, άδειες οδήγησης ) που έχουν κλαπεί, υπεξαίρεθεί ή απωλεσθεί.
- στ. Τραπεζογραμμάτια (γραμμάτια που έχουν καταγραφεί με αριθμό σειράς ).

#### Άρθρο 101

1. Η πρόσβαση στα δεδομένα που έχουν καταχωρηθεί σε αρχείο του Συστήματος Πληροφοριών Σένγκεν με το δικαίωμα της απευθείας αναζητήσεώς τους επιφυλάσσονται αποκλειστικώς στα όργανα που είναι αρμόδια για :
  - α. Τους διασυνοριακούς ελέγχους.
  - β. Τις άλλες αστυνομικές και τελωνειακές έρευνες στο εσωτερικό της χώρας καθώς και τον συντονισμό τους.
2. Επιπρόσθετα, η πρόσβαση στα δεδομένα που έχουν καταχωρηθεί σε αρχείο σύμφωνα με το άρθρο 96, με δικαίωμα απευθείας αναζητήσεώς τους, επιτρέπεται στα όργανα που είναι αρμόδια για τη χορήγηση θεωρήσεων, τις κεντρικές αρχές που είναι αρμόδιες για την εξέταση των αιτήσεων για θεωρήσεις καθώς επίσης στις αρχές που είναι αρμόδιες για τη χορήγηση τίτλων διαμονής και τη ρύθμιση των δικαιωμάτων των αλλοδαπών στο πλαίσιο της εφαρμογής των διατάξεων της παρούσης Συμβάσεως για την κυκλοφορία των προσώπων. Η πρόσβαση στα δεδομένα ρυθμίζεται από το εθνικό δίκαιο κάθε Συμβαλλόμενου Μέρους.
3. Οι χρήστες πρέπει να αναζητούν μόνον τα δεδομένα που είναι απαραίτητα προς εκπλήρωση των καθηκόντων τους.
4. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος ανακοινώνει στην Εκτελεστική Επιτροπή τον κατάλογο των αρμόδιων αρχών, οι οποίες δικαιούνται να αναζητούν απευθείας τα δεδομένα που έχουν καταχωρηθεί στο Σύστημα Πληροφοριών Σένγκεν. Ο

κατάλογος αυτό αναφέρει τα δεδομένα τα οποία κάθε αρχή μπορεί να αναζητεί και τους σκοπούς της αναζητήσεως αυτής.

### ΚΕΦΑΛΑΙΟ 3

#### Προστασία δεδομένων προσωπικού χαρακτήρα και ασφάλεια δεδομένων στο πλαίσιο Συστήματος Πληροφοριών Σένγκεν

##### Άρθρο 102

1. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη μπορούν να χρησιμοποιούν τα δεδομένα που προβλέπονται στα άρθρα 95 ως 100, μόνον για τους αντίστοιχους σκοπούς της κάθε καταχωρήσεως που αναγράφονται σε κάθε μία από τις καταχωρήσεις που προβλέπονται στα άρθρα αυτά.
2. Τα δεδομένα μπορούν να αναπαράγονται μόνο για τεχνικούς σκοπούς και εφ' όσον η αναπαραγωγή αυτή είναι αναγκαία για την απ' ευθείας αναζήτηση από τις αρχές του άρθρου 101. Οι καταχωρήσεις των άλλων Συμβαλλόμενων Μερών δεν μπορούν να αντιγραφούν από το εθνικό τμήμα του Συστήματος Πληροφοριών Σένγκεν σε άλλα εθνικά αρχεία δεδομένων.
3. Στο πλαίσιο των καταχωρήσεων που προβλέπονται στα άρθρα 95 ως 100 της παρούσης Συμβάσεως κάθε παρέκκλιση από την παράγραφο 1 για την μετάβαση από ένα τύπο καταχωρήσεως σε άλλο, πρέπει να αιτιολογείται από την ανάγκη αποτροπής επικείμενης σοβαρής απειλής για τη δημόσια τάξη και ασφάλεια, για σοβαρούς λόγους ασφαλείας του κράτους ή για την πρόληψη σοβαρής αξιόποινης πράξεως. Για τον σκοπό αυτό πρέπει να ληφθεί προηγουμένως η συναίνεση του καταχωρούντος Συμβαλλόμενου Μέρους.
4. Τα δεδομένα δεν μπορούν να χρησιμοποιηθούν για διοικητικούς σκοπούς. Κατά παρέκκλιση, τα δεδομένα που έχουν καταχωρηθεί σε αρχείο σύμφωνα με το άρθρο 96 μπορούν να χρησιμοποιηθούν, σύμφωνα με το εθνικό δίκαιο κάθε Συμβαλλόμενου Μέρους, μόνον για τους σκοπούς που απορρέουν από το άρθρο 101 παράγραφος 2.
5. Κάθε χρήση δεδομένων αντίθετη στις παραγράφους 1 έως 4 θεωρείται σύμφωνα με το εθνικό δίκαιο κάθε Συμβαλλόμενου Μέρους ως παρέκκλιση του επιδιωκόμενου σκοπού.



## Άρθρο 103

Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος μεριμνά ώστε, κατά μέσον όρο, να καταχωρείται στο εθνικό τμήμα του Συστήματος Πληροφοριών Σένγκεν κάθε δέκατη διαβίβαση δεδομένων προσωπικού χαρακτήρα εκ μέρους της αρχής που διαχειρίζεται το αρχείο, με σκοπό τον έλεγχο του παραδεκτού της αναζητήσεως. Η καταχώρηση μπορεί να χρησιμοποιηθεί μόνο για τον σκοπό αυτό και διαγράφεται μετά την παρέλευση έξι μηνών.

## Άρθρο 104

1. Το εθνικό δίκαιο του καταχωρούντος Συμβαλλόμενου Μέρους εφαρμόζεται στην καταχώρηση, με την επιφύλαξη αυστηρότερων προϋποθέσεων προβλεπόμενων από την παρούσα Σύμβαση.
2. Εφόσον η παρούσα Σύμβαση δεν προβλέπει ειδικές διατάξεις, το δίκαιο κάθε Συμβαλλόμενου Μέρους εφαρμόζεται στα δεδομένα που καταχωρούνται στο εθνικό τμήμα του Συστήματος Πληροφοριών Σένγκεν.
3. Εφόσον η παρούσα Σύμβαση δεν προβλέπει ειδικές διατάξεις σχετικά με την εκτέλεση των μέτρων που πρέπει να ληφθούν και έχουν ζητηθεί με την καταχώρηση, εφαρμόζεται το εθνικό δίκαιο του Συμβαλλόμενου Μέρους στο οποίο απευθύνεται η αίτηση, το οποίο προβαίνει στην εκτέλεση των μέτρων που πρέπει να ληφθούν. Εφόσον η παρούσα Σύμβαση προβλέπει ειδικές διατάξεις σχετικά με την εκτέλεση των μέτρων που πρέπει να ληφθούν και έχουν ζητηθεί με την καταχώρηση, οι αρμοδιότητες ως προς τα μέτρα που πρέπει να ληφθούν ρυθμίζονται από το εθνικό δίκαιο του Συμβαλλόμενου Μέρους στο οποίο απευθύνεται η αίτηση. Αν τα αιτούμενα μέτρα που πρέπει να ληφθούν δεν μπορούν να εκτελεσθούν, το Συμβαλλόμενο Μέρος στο οποίο απευθύνεται η αίτηση ενημερώνει σχετικά χωρίς υπαίτια καθυστέρηση το καταχωρούν Συμβαλλόμενο Μέρος.

## Άρθρο 105

Το καταχωρούν Συμβαλλόμενο Μέρος είναι υπεύθυνο για την ακρίβεια, την ενημερότητα, καθώς και τη νομιμότητα της καταχωρήσεως των δεδομένων σε αρχείο στο Σύστημα Πληροφοριών Σένγκεν.

## Άρθρο 106

1. Μόνο το καταχωρούν Συμβαλλόμενο Μέρος επιτρέπεται να τροποποιεί, συμπληρώνει, διορθώνει ή να διαγράφει τα δεδομένα που εισήγαγε.
2. Αν ένα Συμβαλλόμενο Μέρος, το οποίο δεν έχει προβεί σε καταχώρηση διαθέτει ενδείξεις ότι δεδομένα που έχουν καταχωρηθεί σε αρχεία περιέχουν νομικό ή πραγματικό σφάλμα, ανακοινώνει το ταχύτερο δυνατόν το καταχωρούν Συμβαλλόμενο Μέρος, το οποίο πρέπει να επαληθεύσει υποχρεωτικά την ανακοίνωση και να διορθώσει, αν είναι αναγκαίο, ή να διαγράψει χωρίς υπαίτια καθυστέρηση τα δεδομένα.
3. Αν τα Συμβαλλόμενα Μέρη δεν μπορούν να καταλήξουν σε συμφωνία, το Συμβαλλόμενο Μέρος που δεν έχει προβεί σε καταχώρηση υποβάλλει τη συγκεκριμένη περίπτωση για γνωμοδότηση στην κοινή αρχή ελέγχου του άρθρου 115, παράγραφος 1.

## Άρθρο 107

Όταν ένα πρόσωπο έχει ήδη καταχωρηθεί στο Σύστημα Πληροφοριών Σένγκεν το Συμβαλλόμενο Μέρος που εισάγει νέα καταχώρηση συνεννοείται με το Συμβαλλόμενο Μέρος που εισήγαγε την αρχική καταχώρηση για την ένταξη σε αρχεία δεδομένων. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη μπορούν προς τον σκοπό αυτό να καθιερώσουν επίσης γενικές διατάξεις.

## Άρθρο 108

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος ορίζει μία αρχή η οποία ως κεντρική είναι αρμόδια για το εθνικό τμήμα του Συστήματος Πληροφοριών Σένγκεν.
2. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος πραγματοποιεί τις καταχωρήσεις του μέσω αυτής της αρχής.
3. Η εν λόγω αρχή είναι υπεύθυνη για την ορθή λειτουργία του εθνικού τμήματος του Συστήματος Πληροφοριών Σένγκεν και λαμβάνει τα απαιτούμενα μέτρα για την τήρηση των διατάξεων της παρούσης Συμβάσεως.
4. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη ενημερώνονται μεταξύ τους μέσω του θεματοφύλακα της αρχής της παραράφου 1.

## Άρθρο 109

1. Το δικαίωμα κάθε προσώπου να έχει πρόσβαση στα δεδομένα που το αφορούν και τα οποία είναι καταχωρημένα σε αρχείο στο Σύστημα Πληροφοριών Σένγκεν ασκείται σύμφωνα με το εθνικό δίκαιο του Συμβαλλόμενου Μέρους, στην επικράτεια του οποίου αυτός ασκεί το δικαίωμα προσβάσεως. Εφόσον προβλέπεται από το εθνικό δίκαιο, η εθνική αρχή ελέγχου του άρθρου 114, παράγραφος 1, αποφασίζει αν και με ποιά διαδικασία ανακοινώνονται οι πληροφορίες. Ένα Συμβαλλόμενο Μέρος το οποίο δεν έχει προβεί σε καταχώρηση, μπορεί να ανακοινώσει πληροφορίες σχετικές με αυτά τα δεδομένα μόνον αν παρέσχε προηγουμένως στο καταχωρούν Συμβαλλόμενο Μέρος τη δυνατότητα να διατυπώσει τη θέση του.

2. Η ανακοίνωση πληροφοριών προς τον ενδιαφερόμενο απορρίπτεται αν είναι ικανή να βλάψει την εκτέλεση του νόμιμου έργου σε συνάρτηση με την καταχώρηση ή για λόγους προστασίας των δικαιωμάτων και ελευθεριών τρίτων. Απορρίπτεται σε κάθε περίπτωση κατά τη διάρκεια της περιόδου καταχώρησεως με σκοπό τη διακριτική παρακολούθηση.

## Άρθρο 110

Κάθε πρόσωπο μπορεί να επιτύχει τη διόρθωση ή την διαγραφή δεδομένων που το αφορούν και περιέχουν πραγματικό ή νομικό σφάλμα.

## Άρθρο 111

1. Κάθε πρόσωπο δικαιούται στην επικράτεια κάθε Συμβαλλόμενου Μέρους λόγω καταχώρησεως, η οποία τον αφορά, να εγείρει αγωγή ενώπιον του αρμόδιου δικαστηρίου ή της αρμόδιας αρχής βάσει του εθνικού δικαίου, ιδίως για διόρθωση, διαγραφή, παροχή πληροφοριών ή αποζημίωση.

2. Με την επιφύλαξη του άρθρο 116, τα Συμβαλλόμενα Μέρη αναλαμβάνουν την υποχρέωση μεταξύ τους να εκτελέσουν τις οριστικές αποφάσεις των δικαστηρίων ή των αρχών της παραγράφου 1.

## Άρθρο 112

1. Τα δεδομένα προσωπικού χαρακτήρα που έχουν καταχωρηθεί στο Σύστημα Πληροφοριών Σένγκεν για την αναζήτηση προσώπων, διατηρούνται μόνον όσο χρονικό διάστημα είναι απαραίτητο για την επίτευξη του επιδιωκόμενου σκοπού. Το αργότερο τρία χρόνια μετά την καταχώρησή τους σε

αρχείο η αναγκαιότητα διατηρήσεώς τους πρέπει να εξετάζεται από το καταχωρούν Συμβαλλόμενο Μέρος. Για τις καταχωρήσεις του άρθρου 99 η προθεσμία αυτή διαρκεί ένα έτος.

2. Κάθε καταχωρούν Συμβαλλόμενο Μέρος ορίζει, αν συντρέχει περίπτωση, βραχύτερες προθεσμίες εξετάσεως, σύμφωνα με το εθνικό του δίκαιο.

3. Η τεχνική υπηρεσία υποστηρίξεως του Συστήματος Πληροφοριών Σένγκεν ανακοινώνει αυτομάτως στο καταχωρούν Συμβαλλόμενο Μέρος, με προειδοποίηση ενός μηνός, τη διαγραφή που έχει προγραμματισθεί στο σύστημα.

4. Το καταχωρούν Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεί, εντός της προθεσμίας εξετάσεως, να αποφασίσει την περαιτέρω διατήρηση της καταχώρεως, αν αυτή κρίνεται αναγκαία για τον σκοπό στον οποίο βασίζεται η καταχώρηση. Η παράταση της καταχώρεως πρέπει να ανακοινώνεται στην τεχνική υπηρεσία υποστηρίξεως. Οι διατάξεις της παραγράφου 1 εφαρμόζονται στην παραταθείσα καταχώρηση.

#### Άρθρο 113

1. Δεδομένα άλλα από τα αναφερόμενα στο άρθρο 112 διατηρούνται κατ' ανώτατο όριο για δέκα έτη, δεδομένα σχετικά με εκδοθέντα έγγραφα ταυτότητας και τραπεζογραμμάτια που έχουν καταγραφεί με αριθμό σειράς κατ' ανώτατο όριο για πέντε έτη και τα σχετικά με αυτοκίνητα, ρυμουλκούμενα και τροχόσπιτα κατ' ανώτατο όριο για τρία έτη.

2. Τα δεδομένα που διαγράφονται διατηρούνται επιπλέον για ένα έτος στην τεχνική υπηρεσία υποστηρίξεως. Κατά την περίοδο αυτή, μπορούν να χρησιμοποιηθούν μόνο για να ελεγχθεί εκ των υστέρων η ακρίβεια ή η νομιμότητα της καταχωρήσεώς τους σε αρχείο. Στη συνέχεια, πρέπει να καταστραφούν.

#### Άρθρο 114

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος ορίζει αρχή ελέγχου, η οποία είναι αρμόδια, σύμφωνα με το αντίστοιχο εθνικό δίκαιο να ασκεί ανεξάρτητο έλεγχο του αρχείου του εθνικού τμήματος του Συστήματος Πληροφοριών Σένγκεν και να διερευνά αν από την επεξεργασία και τη χρήση των δεδομένων που έχουν καταχωρηθεί στο Σύστημα Πληροφοριών Σένγκεν δεν προσβάλλονται τα δικαιώματα του ενδιαφερόμενου προσώπου. Για τον λόγο αυτόν, η αρχή ελέγχου έχει δικαίωμα προσβάσεως στο αρχείο του εθνικού τμήματος του Συστήματος Πληροφοριών Σένγκεν.

2. Κάθε πρόσωπο δικαιούται να ζητήσει από τις αρχές ελέγχου να διερευνήσουν τα δεδομένα που το αφορούν και έχουν καταχωρηθεί στο Σύστημα Πληροφοριών Σένγκεν καθώς και τη χρήση τους. Το δικαίωμα αυτό ασκείται σύμφωνα με το εθνικό δίκαιο του Συμβαλλόμενου Μέρους στο οποίο έχει υποβληθεί η αίτηση. Αν τα δεδομένα έχουν εισαχθεί από ένα άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος, ο έλεγχος πραγματοποιείται σε στενή συνεργασία με την αρχή ελέγχου του τελευταίου.

#### Άρθρο 115

1. Για τον έλεγχο της τεχνικής υπηρεσίας υποστηρίξεως του Συστήματος Πληροφοριών Σένγκεν δημιουργείται κοινή αρχή ελέγχου, η οποία συγκροτείται από δύο εκπροσώπους κάθε εθνικής αρχής ελέγχου. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος κατά τις διαβουλεύσεις διαθέτει μία ψήφο. Ο έλεγχος ασκείται σύμφωνα με τις διατάξεις της παρούσης Συμβάσεως, της Συμβάσεως του Συμβουλίου της Ευρώπης της 28ης Ιανουαρίου 1981 για την προστασία του ατόμου από την αυτοματοποιημένη επεξεργασία δεδομένων προσωπικού χαρακτήρα, λαμβάνοντας υπόψη της Σύσταση R (87) 15 της 17ης Σεπτεμβρίου 1987 της Επιτροπής Υπουργών του Συμβουλίου της Ευρώπης ως προς τη χρήση δεδομένων προσωπικού χαρακτήρα στον αστυνομικό τομέα και σύμφωνα με το εθνικό δίκαιο του Συμβαλλόμενου Μέρους, το οποίο είναι υπεύθυνο για την τεχνική υπηρεσία υποστηρίξεως.

2. Ως προς την τεχνική υπηρεσία υποστηρίξεως του Συστήματος Πληροφοριών Σένγκεν η κοινή αρχή ελέγχου έχει αποστολή να διερευνήσει την ορθή εφαρμογή των διατάξεων της παρούσης Συμβάσεως. Για τον σκοπό αυτό, έχει δικαίωμα προσβάσεως στην τεχνική υπηρεσία υποστηρίξεως.

3. Η κοινή αρχή ελέγχου είναι ακόμη αρμόδια για τη διερεύνηση των ζητημάτων εφαρμογής ή ερμηνείας που μπορούν να τεθούν κατά τη λειτουργία του Συστήματος Πληροφοριών Σένγκεν, τη μελέτη των προβλημάτων που μπορούν να ανακύψουν κατά τον επιχειρούμενο ανεξάρτητο έλεγχο από τις εθνικές αρχές ελέγχου των Συμβαλλόμενων Μερών ή την άσκηση του δικαιώματος προσβάσεως στο σύστημα καθώς επίσης για την επεξεργασία ομοιόμορφων προτάσεων, ώστε να εξερευθούν κοινές λύσεις στα υφιστάμενα προβλήματα.

4. Οι εκθέσεις της κοινής αρχής ελέγχου διαβιβάζονται στις αρχές προς τις οποίες οι εθνικές αρχές ελέγχου διαβιβάζουν τις εκθέσεις τους.

## Άρθρο 116

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος είναι υπεύθυνο, σύμφωνα με το εθνικό του δίκαιο, για κάθε ζημία που προξενείται εις βάρος προσώπου από τη λειτουργία του εθνικού αρχείου του Συστήματος Πληροφοριών Σένγκεν. Παρομοίως ισχύει, όταν η ζημία προξενήθηκε από το καταχωρούν Συμβαλλόμενο Μέρος, επειδή το τελευταίο καταχώρησε δεδομένα που περιέχουν νομικό ή πραγματικό σφάλμα.

2. Αν το Συμβαλλόμενο Μέρος κατά του οποίου έχει εγερθεί αγωγή δεν είναι το καταχωρούν Συμβαλλόμενο Μέρος, το τελευταίο, κατόπιν αιτήσεως υποχρεούται να αποδώσει όσα έχουν καταβληθεί ως αποζημίωση, εκτός αν τα δεδομένα χρησιμοποιήθηκαν από το Συμβαλλόμενο Μέρος στο οποίο απευθύνεται η αίτηση κατά παράβαση της παρούσης Συμβάσεως.

## Άρθρο 117

1. Ως προς την αυτοματοποιημένη επεξεργασία δεδομένων προσωπικού χαρακτήρα στο πλαίσιο εφαρμογής του Τίτλου αυτού κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος το αργότερο μέχρι την έναρξη ισχύος της παρούσης Συμβάσεως θεσπίζει τις αναγκαίες διατάξεις για την επίτευξη επιπέδου προστασίας, το οποίο είναι αντίστοιχο εκείνου που απορρέει από τις αρχές της Συμβάσεως του Συμβουλίου της Ευρώπης της 28ης Ιανουαρίου 1981 για την προστασία των ατόμων από την αυτοματοποιημένη επεξεργασία δεδομένων προσωπικού χαρακτήρα, λαμβάνοντας υπόψη τη Σύσταση R (87) 15 της 17ης Σεπτεμβρίου 1987 της Επιτροπής Υπουργών του Συμβουλίου της Ευρώπης σχετικά με τη χρήση δεδομένων προσωπικού χαρακτήρα στον αστυνομικό τομέα.

2. Η διαβίβαση δεδομένων προσωπικού χαρακτήρα που προβλέπει ο ανωτέρω Τίτλος μπορεί να πραγματοποιηθεί μόνον, όταν οι διατάξεις προστασίας δεδομένων προσωπικού χαρακτήρα της παραγράφου 1 τεθούν σε ισχύ στην επικράτεια των Συμβαλλόμενων Μερών που σχετίζονται με την εν λόγω διαβίβαση.

## Άρθρο 118

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος αναλαμβάνει την υποχρέωση στο εθνικό του τμήμα του Συστήματος Πληροφοριών Σένγκεν να λάβει μέτρα, τα οποία είναι πρόσφορα να:

α. Αποτρέψουν κάθε μη εξουσιοδοτημένο πρόσωπο να εισέλθει στις εγκαταστάσεις που χρησιμοποιούνται για την επεξεργασία δεδομένων προσωπικού χαρακτήρα (έλεγχος εισόδου).

β. Παρακωλύσουν την ανάγνωση, αντιγραφή, τροποποίηση ή απομάκρυνση των βάσεων δεδομένων από μη εξουσιοδοτημένο πρόσωπο (έλεγχος των βάσεων δεδομένων).

γ. Εμποδίσουν τη μη εξουσιοδοτημένη καταχώρηση σε αρχείο καθώς επίσης και κάθε μη εξουσιοδοτημένη γνωστοποίηση, τροποποίηση ή διαγραφή καταχωρημένων δεδομένων προσωπικού χαρακτήρα (έλεγχος καταχωρήσεως σε αρχείο).

δ. Καταστήσουν αδύνατη τη χρήση των συστημάτων αυτοματοποιημένης επεξεργασίας δεδομένων από μη εξουσιοδοτημένα πρόσωπα με την αρωγή εγκαταστάσεων διαβίβασης δεδομένων (έλεγχος χρήσεως).

ε. Διασφαλίσουν στα εξουσιοδοτημένα πρόσωπα, ως προς τη χρήση ενός συστήματος αυτοματοποιημένης επεξεργασίας δεδομένων, τη δυνατότητα προσβάσεως μόνον στα δεδομένα που ανάγονται στην αρμοδιότητά τους (έλεγχος προσβάσεως).

στ. Διασφαλίσουν τη δυνατότητα διερευνήσεως και διαπιστώσεως των αρχών εκείνων, στις οποίες δεδομένα προσωπικού χαρακτήρα μπορούν να διαβιβασθούν μέσω εγκαταστάσεων διαβίβασης δεδομένων (έλεγχος διαβίβασης).

ζ. Διασφαλίζουν τη δυνατότητα διερευνήσεως και διαπιστώσεως εκ των υστέρων του είδους των δεδομένων προσωπικού χαρακτήρα που έχουν εισαχθεί στο σύστημα αυτοματοποιημένης επεξεργασίας δεδομένων, του χρόνου και του προσώπου που τα εισήγαγε (έλεγχος εισαγωγής).

η. Εμποδίσουν τη δυνατότητα αναγνώσεως, αντιγραφής, τροποποιήσεως ή διαγραφής δεδομένων προσωπικού χαρακτήρα χωρίς εξουσιοδότηση κατά τη διαβίβασή του καθώς και κατά τη μεταφορά των βάσεων δεδομένων (έλεγχος μεταφοράς).

2. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος πρέπει να λάβει ιδιαίτερα μέτρα για την ασφάλεια των δεδομένων και τη διαβίβασή τους σε αρχές εκτός της επικρατείας των Συμβαλλόμενων Μερών. Τα μέτρα αυτά πρέπει να ανακοινωθούν στην κοινή αρχή ελέγχου.

3. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεί να διορίζει για την επεξεργασία δεδομένων του εθνικού του τμήματος του Συστήματος Πληροφοριών Σένγκεν

ειδικώς εκπαιδευμένα πρόσωπα, τα οποία επιπλέον έχουν υποβληθεί σε έλεγχο ασφαλείας.

4. Για την τεχνική υπηρεσία υποστηρίξεως του Συστήματος Πληροφοριών Σένγκεν το αρμόδιο Συμβαλλόμενο Μέρος λαμβάνει τα σχετικά μέτρα των παραγράφων 1 έως 3.

## ΚΕΦΑΛΑΙΟ 4

### Κατανομή των εξόδων του Συστήματος Πληροφοριών Σένγκεν

#### Άρθρο 119

1. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη φέρουν από κοινού τα έξοδα εγκαταστάσεως και χρήσεως της τεχνικής υπηρεσίας υποστηρίξεως του άρθρου 92, παράγραφος 3, συμπεριλαμβανομένων των εξόδων εγκαταστάσεως γραμμών για τη σύνδεση των εθνικών τμημάτων του Συστήματος Πληροφοριών Σένγκεν με την τεχνική υπηρεσία υποστηρίξεως. Το μερίδιο που αναλογεί σε κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος καθορίζεται βάσει του ποσοστού συμμετοχής κάθε Συμβαλλόμενου Μέρους στην κοινή βάση του φόρου προστιθέμενης αξίας, κατά την έννοια του άρθρου 2, παράγραφος 1, περίπτωση γ της αποφάσεως του Συμβουλίου των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων της 24ης Ιουνίου 1988 σχετικά με το σύστημα ιδίων πόρων των Κοινοτήτων.

2. Τα έξοδα εγκαταστάσεως και χρήσεως του εθνικού τμήματος του Συστήματος Πληροφοριών Σένγκεν φέρει ατομικώς κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος.

## ΤΙΤΛΟΣ V

### Μεταφορά και κυκλοφορία των εμπορευμάτων

#### Άρθρο 120

1. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη μεριμνούν από κοινού ώστε οι νομοθετικές, κανονιστικές ή διοικητικές διατάξεις τους να μην εμποδίζουν, χωρίς αιτιολογία την κυκλοφορία των εμπορευμάτων στα εσωτερικά σύνορα.



2. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη διευκολύνουν την κυκλοφορία των εμπορευμάτων στα εσωτερικά σύνορα, πραγματοποιώντας τις διατυπώσεις που συνδέονται με απαγορεύσεις και περιορισμούς κατά τον εκτελωνισμό των εμπορευμάτων για την θέση τους στην κατανάλωση. Ο εκτελωνισμός αυτός μπορεί, κατ' επιλογή του ενδιαφερομένου, να πραγματοποιείται είτε στο εσωτερικό της χώρας είτε στα εσωτερικά σύνορα. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη επιχειρούν την προώθηση του εκτελωνισμού στο εσωτερικό της χώρας.

3. Εφόσον οι ελαφρύνσεις στην παράγραφο 2 δεν μπορούν να πραγματοποιηθούν εν όλω ή εν μέρει σε ορισμένους τομείς, τα Συμβαλλόμενα Μέρη επιχειρούν να υλοποιήσουν τις προϋποθέσεις αυτές μεταξύ τους ή στο πλαίσιο των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων.

Η παρούσα παράγραφος εφαρμόζεται ιδίως στον έλεγχο της τήρησης των ρυθμίσεων ως προς τις άδειες μεταφοράς και τεχνικών ελέγχων των μεταφορικών μέσων, τους υγειονομικούς κτηνιατρικούς ελέγχους, τους φυτοϋγειονομικούς ελέγχους καθώς επίσης και τους ελέγχους σχετικά με τη μεταφορά επικίνδυνων εμπορευμάτων και αποβλήτων.

4. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη επιχειρούν να εναρμονίσουν τις διατυπώσεις σχετικά με την κυκλοφορία των εμπορευμάτων στα εξωτερικά σύνορα και να ελέγχουν την τήρησή τους σύμφωνα με ομοιόμορφες αρχές. Για το σκοπό αυτό τα Συμβαλλόμενα Μέρη συνεργάζονται στενώς στην Εκτελεστική Επιτροπή, στο πλαίσιο των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων και σε άλλους διεθνείς οργανισμούς.

#### Άρθρο 121

1. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη παραιτούνται, σύμφωνα με το κοινοτικό δίκαιο από τους ελέγχους και την υποβολή φυτοϋγειονομικών πιστοποιητικών που προβλέπονται από το κοινοτικό δίκαιο για ορισμένα φυτά και φυτικά προϊόντα.

Η Εκτελεστική Επιτροπή καταρτίζει τον κατάλογο των φυτών και των φυτικών προϊόντων στα οποία εφαρμόζεται η προβλεπόμενη στο πρώτο εδάφιο απλοποίηση. Μπορεί να τροποποιεί τον κατάλογο αυτόν και να καθορίζει την ημερομηνία ενάρξεως ισχύος της τροποποιήσεως. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη ενημερώνονται αμοιβαίως για τα λαμβανόμενα μέτρα.

2. Σε περίπτωση κινδύνου εισαγωγής ή εξαπλώσεως βλαβερών οργανισμών, ένα Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεί να ζητήσει την προσωρινή επαναφορά των μέτρων ελέγχου που προβλέπει το κοινοτικό δίκαιο και να τα εφαρμόσει. Ειδοποιεί αμέσως τα άλλα Συμβαλλόμενα Μέρη εγγράφως, αιτιολογώντας την απόφασή του.

3. Το φυτοϋγειονομικό πιστοποιητικό μπορεί να συνεχίσει να χρησιμοποιείται ως πιστοποιητικό απαιτούμενο δυνάμει του νόμου περί προστασίας των ειδών.
4. Κατόπιν αιτήσεως, η αρμόδια αρχή χορηγεί φυτοϋγειονομικό πιστοποιητικό όταν η αποστολή προορίζεται εν όλω ή εν μέρει προς επανεξαγωγή και τούτο στο μέτρο που τηρούνται οι φυτοϋγειονομικές απαιτήσεις για τα οικεία φυτά ή φυτικά προϊόντα.

#### Άρθρο 122

1. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη ενισχύουν τη συνέργασία τους προκειμένου να επιτύχουν την ασφάλεια της μεταφοράς επικίνδυνων εμπορευμάτων και αναλαμβάνουν την υποχρέωση να εναρμονίσουν τις εθνικές διατάξεις που έχουν εισαχθεί για την εφαρμογή των ισχυουσών διεθνών συμβάσεων. Επιπλέον, αναλαμβάνουν την υποχρέωση ιδίως να διατηρήσουν το σημερινό επίπεδο ασφαλείας με :

- α. Εναρμόνιση των απαιτήσεων σε θέματα επαγγελματικών προσόντων των οδηγών,
- β. Εναρμόνιση της διαδικασίας και της συχνότητας των πραγματοποιούμενων ελέγχων κατά τη μεταφορά και εντός των επιχειρήσεων.
- γ. Εναρμόνιση του χαρακτηρισμού των αξιόπαινων πράξεων και των νομικών διατάξεων των σχετικών με τις εφαρμοστέες κυρώσεις,
- δ. Διασφάλιση διαρκούς ανταλλαγής πληροφοριών και εμπειριών σε σχέση με τα ληφθέντα μέτρα και τους πραγματοποιούμενους ελέγχους.

2. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη ενισχύουν τη συνεργασία τους προκειμένου να πραγματοποιήσουν τους ελέγχους κατά τη μεταφορά των επικίνδυνων και μή αποβλήτων μέσω των εσωτερικών συνόρων.

Για τον λόγο αυτό επιχειρούν να υιοθετήσουν κοινή θέση, ως προς την τροποποίηση των κοινοτικών οδηγιών σχετικά με τον έλεγχο και τη διαχείριση της μεταφοράς επικίνδυνων αποβλήτων και για τη θέσπιση κοινοτικών πράξεων σχετικά με τα μή επικίνδυνα απόβλητα, προκειμένου να δημιουργηθεί μια επαρκής υποδομή αποκομιδής και να καθορισθούν υψηλού επιπέδου εναρμονισμένα πρότυπα αποκομιδής των αποβλήτων.

Εν αναμονή κοινοτικής ρυθμίσεως σχετικά με τα μή επικίνδυνα απόβλητα, οι έλεγχοι μεταφοράς αυτών των αποβλήτων πραγματοποιούνται βάσει ειδικής

διαδικασίας, η οποία επιτρέπει τον έλεγχο της μεταφοράς στον τόπο προορισμού κατά την επεξεργασία.

Οι διατάξεις της παραγράφου 1, εδάφιο 2 εφαρμόζονται στην παρούσα παράγραφο.

#### Άρθρο 123

1. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη αναλαμβάνουν την υποχρέωση να προβαίνουν σε διαβουλεύσεις με σκοπό να καταργήσουν στις σχέσεις μεταξύ τους την υποχρέωση καταθέσεως αδείας, που ισχύει επί του παρόντος, για την εξαγωγή στρατηγικών βιομηχανικών προϊόντων και τεχνολογιών, αν δε παραστεί ανάγκη, να αντικαταστήσουν την ενλόγω άδεια με μία ελαστική διαδικασία, υπό την προϋπόθεση ότι η χώρα του πρώτου και του τελικού προορισμού είναι Συμβαλλόμενο Μέρος.

Υπό την επιφύλαξη των διαβουλεύσεων αυτών και προκειμένου να διασφαλισθεί η αποτελεσματικότητα των αναγκαίων ελέγχων, τα Συμβαλλόμενα Μέρη επιχειρούν, συνεργαζόμενα στενώς μέσω ενός συντονιστικού μηχανισμού, να ανταλλάσσουν πληροφορίες, σύμφωνα με το εθνικό δίκαιο.

2. Ως προς τα άλλα προϊόντα εκτός των στρατηγικών βιομηχανικών αγαθών και τεχνολογιών της παραγράφου 1, τα Συμβαλλόμενα Μέρη επιχειρούν, αφενός να διεκπεραιώνονται οι διατυπώσεις εξαγωγής στο εσωτερικό της χώρας, αφετέρου να εναρμονίσουν τις διαδικασίες ελέγχου τους.

3. Στο πλαίσιο των σκοπών των παραγράφων 1 και 2, τα Συμβαλλόμενα Μέρη προβαίνουν σε διαβουλεύσεις με τους άλλους ενδιαφερόμενους εταίρους.

#### Άρθρο 124

Ο αριθμός και η συχνότητα των ελέγχων των μεταφερόμενων εμπορευμάτων κατά την κυκλοφορία των ταξιδιωτών στα εσωτερικά σύνορα μειώνονται στο κατώτερο δυνατό επίπεδο. Η συνέχιση της μειώσεώς τους και η οριστική κατάργησή τους εξαρτώνται από τη σταδιακή ανατίμηση των ταξιδιωτικών αφορολόγητων ορίων και τη μελλοντική εξέλιξη των ρυθμίσεων που ισχύουν στη διασυνοριακή κυκλοφορία των ταξιδιωτών.

## Άρθρο 125

1. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη καταρτίζουν συμφωνίες για την απόσπαση υπαλλήλων συνδέσμων των τελωνειακών υπηρεσιών τους.
2. Η απόσπαση υπαλλήλων - συνδέσμων αποσκοπεί στην προώθηση και επιτάχυνση της εν γένει συνεργασίας μεταξύ των Συμβαλλόμενων Μερών, ιδίως στο πλαίσιο των ισχυουσών Συμβάσεων και των κοινοτικών πράξεων για την αμοιβαία συνδρομή.
3. Οι υπάλληλοι - σύνδεσμοι ασκούν καθήκοντα συμβουλευτικού χαρακτήρα και συνδρομής. Δεν εξουσιοδοτούνται εξ ιδίας πρωτοβουλίας να λαμβάνουν τελωνειακά μέτρα. Παρέχουν πληροφορίες και εκπληρώνουν καθήκοντα στο πλαίσιο οδηγιών που τους δίδονται από το Συμβαλλόμενο Μέρος προελεύσεως.

## ΤΙΤΛΟΣ VI

## Προστασία δεδομένων προσωπικού χαρακτήρα

## Άρθρο 126

1. Ως προς την αυτοματοποιημένη επεξεργασία δεδομένων προσωπικού χαρακτήρα, τα οποία διαβιβάζονται κατ' εφαρμογήν της παρούσης Συμβάσεως, κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος θεσπίζει, το αργότερο μέχρι την έναρξη ισχύος της παρούσης Συμβάσεως, την αναγκαία εθνική νομοθεσία, ώστε να εξασφαλίσει ένα επίπεδο προστασίας δεδομένων προσωπικού χαρακτήρα, το οποίο θα είναι τουλάχιστον αντίστοιχο με εκείνο που απορρέει από τις αρχές της συμβάσεως του Συμβουλίου της Ευρώπης της 28ης Ιανουαρίου 1981 για την προστασία του ατόμου από την αυτοματοποιημένη επεξεργασία δεδομένων προσωπικού χαρακτήρα.
2. Η διαβίβαση δεδομένων προσωπικού χαρακτήρα που προβλέπει η παρούσα Σύμβαση δεν μπορεί να αρχίσει, παρά μόνον όταν οι διατάξεις για την προστασία δεδομένων προσωπικού χαρακτήρα που προβλέπονται στην παράγραφο 1 τεθούν σε ισχύ στην επικράτεια των Συμβαλλόμενων Μερών, τα οποία αφορά η διαβίβαση.
3. Σε σχέση με την αυτοματοποιημένη επεξεργασία δεδομένων προσωπικού χαρακτήρα, τα οποία διαβιβάζονται κατ' εφαρμογήν της παρούσης Συμβάσεως, εφαρμόζονται επίσης οι εξής διατάξεις :

- α. Τα δεδομένα μπορούν να χρησιμοποιηθούν από το Συμβαλλόμενο Μέρος που είναι ο αποδέκτης τους μόνο για τους σκοπούς για τους οποίους η παρούσα Σύμβαση προβλέπει τη διαβίβαση τέτοιων δεδομένων. Η χρησιμοποίηση δεδομένων για άλλους σκοπούς είναι δυνατή μόνον κατόπιν προηγούμενης αδειάς του Συμβαλλόμενου Μέρους που διαβιβάζει τα δεδομένα και σύμφωνα με το δίκαιο του Συμβαλλόμενου Μέρους που είναι αποδέκτης τους. Η άδεια μπορεί να χορηγηθεί, εφόσον το εθνικό δίκαιο του Συμβαλλόμενου Μέρους που διαβιβάζει τα δεδομένα το επιτρέπει.
- β. Τα δεδομένα μπορούν να χρησιμοποιηθούν μόνον από τις δικαστικές αρχές, τις υπηρεσίες και τις αρχές που ασκούν καθήκοντα ή εκπληρούν λειτουργήματα στο πλαίσιο των σκοπών που αναφέρονται στην περίπτωση α.
- γ. Το Συμβαλλόμενο Μέρος που διαβιβάζει τα δεδομένα υποχρεούται να μεριμνά για την ακρίβεια τους. Αν διαπιστώσει, είτε εξ ιδίας πρωτοβουλίας είτε κατόπιν αιτήσεως του ενδιαφερόμενου προσώπου ότι έχουν διαβιβασθεί δεδομένα ανακριβή ή δεδομένα που δεν έπρεπε να διαβιβασθούν, το ή τα Συμβαλλόμενα Μέρη που είναι αποδέκτες πρέπει να ενημερωθούν σχετικά χωρίς υπαίτια καθυστέρηση. Το τελευταίο αυτο ή τα τελευταία αυτά Μέρη υποχρεούνται να προβούν στη διόρθωση ή την καταστροφή των δεδομένων ή να αναφέρουν ότι αυτά τα δεδομένα είναι ανακριβή ή ότι δεν έπρεπε να διαβιβασθούν.
- δ. Ένα Συμβαλλόμενο Μέρος δεν μπορεί να επικαλεσθεί το γεγονός ότι ένα άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος διαβίβασε ανακριβή δεδομένα, προκειμένου να απαλλαγεί από την ευθύνη που το βαρύνει, σύμφωνα με το εθνικό του δίκαιο, έναντι του ζημιωθέντος. Αν το Συμβαλλόμενο Μέρος αποδέκτης υποχρεούται σε αποκατάσταση της ζημίας που προκλήθηκε λόγω χρησιμοποίησεως των διαβιβασθέντων ανακριβών δεδομένων, το Συμβαλλόμενο Μέρος το οποίο διαβίβασε τα δεδομένα, αποδίδει στο ακέραιο τα ποσά που κατέβαλε για αποκατάσταση της ζημίας το Συμβαλλόμενο Μέρος αποδέκτη.
- ε. Η διαβίβαση και η λήψη των δεδομένων προσωπικού χαρακτήρα πρέπει να καταχωρούνται στο αρχείο από το οποίο προέρχονται και στο αρχείο στο οποίο τηρούνται.
- στ. Η κοινή αρχή ελέγχου που προβλέπει το άρθρο 115 μπορεί, κατόπιν αιτήσεως ενός από τα Συμβαλλόμενα Μέρη, να γνωμοδοτήσει επί των δυσχερειών εφαρμογής και ερμηνείας του παρόντος άρθρου.
4. Το παρόν άρθρο δεν εφαρμόζεται στη διαβίβαση δεδομένων που προβλέπει ο Τίτλος II, Κεφάλαιο 7 και ο Τίτλος IV. Η παράγραφος 3 δεν εφαρμόζεται στη διαβίβαση δεδομένων που προβλέπει ο τίτλος III, Κεφάλαια 2, 3, 4 και 5.

## Άρθρο 127

1. Όταν δεδομένα προσωπικού χαρακτήρα διαβιβάζονται σε άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος κατ' εφαρμογήν των διατάξεων της παρούσης Συμβάσεως, οι διατάξεις του άρθρου 126 εφαρμόζονται στη διαβίβαση δεδομένων που προέρχονται από ένα μη αυτοματοποιημένο αρχείο και στην καταχώρησή τους σ' ένα μη αυτοματοποιημένο αρχείο.

2. Όταν, σε περιπτώσεις άλλες από εκείνες που ρυθμίζονται από το άρθρο 126 παράγραφος 1 ή από την παράγραφο 1 του παρόντος άρθρου, διαβιβάζονται δεδομένα προσωπικού χαρακτήρα σε άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος κατ' εφαρμογήν της παρούσης Συμβάσεως, εφαρμόζεται το άρθρο 126, παράγραφος 3, πλην της περιπτώσεως ε. Επιπλέον εφαρμόζονται και οι ακόλουθες διατάξεις :

α. Η διαβίβαση και η λήψη δεδομένων προσωπικού χαρακτήρα καταχωρούνται εγγράφως. Η υποχρέωση αυτή προς καταχώρηση των δεδομένων δεν ισχύει όταν δεν είναι αναγκαίο για τη χρησιμοποίησή τους, ιδίως επειδή τα δεδομένα δεν χρησιμοποιήθηκαν ή χρησιμοποιήθηκαν για πολύ σύντομο χρονικό διάστημα.

β. Η χρήση των δεδομένων που διαβιβάζονται απολαμβάνει, στην επικράτεια του Συμβαλλόμενου Μέρους που είναι αποδέκτης, προστασίας τουλάχιστον αντίστοιχης με εκείνη, η οποία σύμφωνα με το δίκαιο του Συμβαλλόμενου αυτού Μέρους, ισχύει για τη χρήση δεδομένων παρόμοιας φύσεως.

γ. Το δικαίωμα προσβάσεως στα δεδομένα και οι προϋποθέσεις υπό τις οποίες αυτό χορηγείται, ρυθμίζονται από το εθνικό δίκαιο του Συμβαλλόμενου Μέρους, στο οποίο το ενδιαφερόμενο πρόσωπο υποβάλλει την αίτησή του.

3. Το παρόν άρθρο δεν εφαρμόζεται στη διαβίβαση δεδομένων που προβλέπει ο Τίτλος II, Κεφάλαιο 7, ο Τίτλος III, Κεφάλαια 2,3,4 και 5 και ο Τίτλος IV.

## Άρθρο 128

1. Η διαβίβαση δεδομένων προσωπικού χαρακτήρα που προβλέπει η παρούσα Σύμβαση μπορεί να αρχίσει μόνον όταν τα Συμβαλλόμενα Μέρη που σχετίζονται με τη διαβίβαση, έχουν ορίσει μία εθνική αρχή ελέγχου αρμόδια να ασκεί ανεξάρτητο έλεγχο για την τήρηση των διατάξεων των άρθρων 126 και 127 και των διατάξεων που θεσπίζουν για την εφαρμογή τους, ως προς την επεξεργασία δεδομένων προσωπικού χαρακτήρα σε αρχεία.

2. Εφόσον ένα Συμβαλλόμενο Μέρος έχει ορίσει, σύμφωνα με το εθνικό του δίκαιο, αρχή ελέγχου αρμόδια να ασκεί, σε έναν ή περισσότερους τομείς, ανεξάρτητο έλεγχο για την τήρηση των διατάξεων που αναφέρονται στην προστασία των δεδομένων προσωπικού χαρακτήρα τα οποία δεν είναι καταχωρημένα σε ένα αρχείο, το Συμβαλλόμενο αυτό Μέρος αναθέτει στην ίδια αυτή αρχή να εποπτεύει την τήρηση των διατάξεων του παρόντος Τίτλου στους εν λόγω τομείς.

3. Το παρόν άρθρο δεν εφαρμόζεται στη διαβίβαση δεδομένων που προβλέπει ο Τίτλος II, Κεφάλαιο 7 και ο Τίτλος III, Κεφάλαιο 2,3,4 και 5.

#### Άρθρο 129

Ως προς την διαβίβαση δεδομένων προσωπικού χαρακτήρα κατ' εφαρμογήν του Τίτλου III, Κεφάλαιο 1, τα Συμβαλλόμενα Μέρη αναλαμβάνουν την υποχρέωση, με την επιφύλαξη των διατάξεων των άρθρων 126 και 127, να εξασφαλίσουν ένα επίπεδο προστασίας των δεδομένων προσωπικού χαρακτήρα σύμφωνα με τις αρχές της Συστάσεως R (87) 15 της 17ης Σεπτεμβρίου 1987 της Επιτροπής Υπουργών του Συμβουλίου της Ευρώπης περί της χρήσεως δεδομένων προσωπικού χαρακτήρα στον αστυνομικό τομέα. Επιπλέον, ως προς τη διαβίβαση, κατ' εφαρμογήν του άρθρου 46, εφαρμόζονται οι ακόλουθες διατάξεις :

α. Τα δεδομένα μπορούν να χρησιμοποιηθούν από το Συμβαλλόμενο Μέρος - αποδέκτη μόνο για τους σκοπούς που υπέδειξε το Συμβαλλόμενο Μέρος, το οποίο τα διαβίβασε και σύμφωνα με τους όρους που έθεσε το Συμβαλλόμενο αυτό Μέρος.

β. Τα δεδομένα μπορούν να διαβιβασθούν μόνο στις αστυνομικές υπηρεσίες και αρχές. Η διαβίβαση των δεδομένων σε άλλες υπηρεσίες μπορεί να γίνει μόνον κατόπιν προηγούμενης αδείας του Συμβαλλόμενου Μέρους που τα διαβιβάζει.

γ. Κατόπιν αιτήσεως, το Συμβαλλόμενο Μέρος - αποδέκτης πληροφορεί το Συμβαλλόμενο Μέρος, το οποίο διαβιβάζει τα δεδομένα, για τη χρήση που έγινε και για τα αποτελέσματα, τα οποία επήλθαν με βάση τα διαβιβασθέντα δεδομένα.

#### Άρθρο 130

Αν τα δεδομένα προσωπικού χαρακτήρα διαβιβάζονται μέσω ενός υπαλλήλου - συνδέσμου που προβλέπει το άρθρο 47 ή το άρθρο 125, οι διατάξεις του παρόντος Τίτλου εφαρμόζονται, μόνον όταν ο ανωτέρω υπάλληλος

- σύνδεσμος διαβιβάζει τα δεδομένα αυτά στο Συμβαλλόμενο Μέρος, το οποίο τον απέσπασε στο έδαφος του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους.

## ΤΙΤΛΟΣ VII

### Εκτελεστική Επιτροπή

#### Άρθρο 131

1. Συγκροτείται Εκτελεστική Επιτροπή για την εφαρμογή της παρούσης Συμβάσεως.
2. Με την επιφύλαξη των ειδικών αρμοδιοτήτων που της ανατίθενται από την παρούσα Σύμβαση, η Εκτελεστική Επιτροπή έχει ως γενική αποστολή να μεριμνά για την ορθή εφαρμογή της παρούσης Συμβάσεως.

#### Άρθρο 132

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος διαθέτει μία έδρα στην Εκτελεστική Επιτροπή. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη εκπροσωπούνται στην Επιτροπή από Υπουργό, αρμόδιο για την εκτέλεση της παρούσης Συμβάσεως. Ο Υπουργός μπορεί να επικουρείται από τους απαραίτητους εμπειρογνώμονες, οι οποίοι έχουν δικαίωμα συμμετοχής στις συνεδριάσεις.
2. Η Εκτελεστική Επιτροπή αποφασίζει με ομοφωνία. Ρυθμίζει τον τρόπο λειτουργίας της και προς το σκοπό αυτό μπορεί να προβλέψει γραπτή διαδικασία για τη λήψη αποφάσεων.
3. Κατόπιν αιτήσεως του εκπροσώπου ενός Συμβαλλόμενου Μέρους, η οριστική απόφαση σχετικά με σχέδιο αποφάσεως για το οποίο έχει αποφασίσει η Εκτελεστική Επιτροπή μπορεί να αναβληθεί για δύο μήνες κατ' ανώτατο όριο μετά την υποβολή του σχεδίου αυτού.
4. Ενόψει της προετοιμασίας των αποφάσεων ή άλλων εργασιών, η Εκτελεστική Επιτροπή μπορεί να συγκροτήσει ομάδες εργασίας που απαρτίζονται από εκπροσώπους των υπηρεσιών των Συμβαλλόμενων Μερών.



## Άρθρο 133

Η Εκτελεστική Επιτροπή συνέρχεται εναλλακτικώς στην επικράτεια κάθε Συμβαλλόμενου Μέρους. Συνέρχεται τόσο συχνά όσο είναι αναγκαίο για την εκπλήρωση των καθηκόντων της.

## ΤΙΤΛΟΣ VIII

## Τελικές διατάξεις

## Άρθρο 134

Οι διατάξεις της παρούσης Συμβάσεως εφαρμόζονται, εφόσον είναι σύμφωνες με το κοινοτικό δίκαιο.

## Άρθρο 135

Οι διατάξεις της παρούσης Συμβάσεως εφαρμόζονται, υπό την επιφύλαξη των διατάξεων της Συμβάσεως της Γενεύης της 28ης Ιουλίου 1951 περί του καθεστώτος των προσφύγων, όπως τροποποιήθηκε από το Πρωτόκολλο της Νέας Υόρκης της 31ης Ιανουαρίου 1967.

## Άρθρο 136

1. Συμβαλλόμενο Μέρος, το οποίο σκοπεύει να διεξάγει διαπραγματεύσεις με τρίτη χώρα για τους συνοριακούς ελέγχους, ενημερώνει εγκαίρως τα άλλα Συμβαλλόμενα Μέρη.
2. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη δεν συνάπτουν με μία ή περισσότερες τρίτες χώρες συμφωνία που επιφέρει απλοποίηση ή κατάργηση των ελέγχων στα σύνορα, χωρίς την προηγούμενη σύμφωνη γνώμη των άλλων Συμβαλλόμενων Μερών, με την επιφύλαξη του δικαιώματος των κρατών μελών των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων να συνάπτουν από κοινού τέτοιες συμφωνίες.
3. Οι διατάξεις της παραγράφου 2 δεν εφαρμόζονται στις συμφωνίες που αφορούν την μικρή διασυνοριακή κυκλοφορία, εφόσον οι συμφωνίες αυτές τηρούν τις εξαιρέσεις και τους όρους που έχουν καθορισθεί δυνάμει του άρθρου 3, παράγραφος 1.

## Άρθρο 137

Δέν επιτρέπονται στην παρούσα Σύμβαση επιφυλάξεις, με την εξαίρεση αυτών που αναφέρονται στο άρθρο 60.

## Άρθρο 138

Ως προς τη Γαλλική Δημοκρατία, οι διατάξεις της παρούσης Συμβάσεως εφαρμόζονται μόνο στο Ευρωπαϊκό έδαφός της.

Ως προς το Βασίλειο των Κάτω Χωρών, οι διατάξεις της παρούσης Συμβάσεως εφαρμόζονται μόνο στο έδαφος του, το οποίο που βρίσκεται στην Ευρώπη.

## Άρθρο 139

1. Η παρούσα Σύμβαση υπόκειται σε κύρωση, έγκριση ή αποδοχή. Τα έγγραφα επικυρώσεως, εγκρίσεως ή αποδοχής κατατίθενται στην κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου, η οποία γνωστοποιεί την κατάθεση αυτή σε όλα τα Συμβαλλόμενα Μέρη.

2. Η παρούσα Σύμβαση αρχίζει να ισχύει την πρώτη ημέρα του δεύτερου μηνός που ακολουθεί την κατάθεση του τελευταίου εγγράφου επικυρώσεως, εγκρίσεως ή αποδοχής. Οι σχετικές διατάξεις με τη συγκρότηση, τις δραστηριότητες και τις αρμοδιότητες της Εκτελεστικής Επιτροπής, εφαρμόζονται με την έναρξη ισχύος της παρούσης Συμβάσεως. Οι άλλες διατάξεις εφαρμόζονται από την πρώτη ημέρα του τρίτου μηνός που ακολουθεί την έναρξη ισχύος της παρούσης Συμβάσεως.

3. Η κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου γνωστοποιεί προς όλα τα Συμβαλλόμενα Μέρη την ημερομηνία ενάρξεως ισχύος.

## Άρθρο 140

1. Κάθε κράτος μέλος των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων μπορεί να γίνει Συμβαλλόμενο Μέρος της παρούσης Συμβάσεως. Η προσχώρηση αποτελεί αντικείμενο συμφωνίας μεταξύ του κράτους αυτού και των Συμβαλλόμενων Μερών.

2. Η συμφωνία αυτή υπόκειται σε κύρωση, έγκριση ή αποδοχή από το κράτος που προσχωρεί και από κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος Αρχίζει να ισχύει την

πρώτη ημέρα του δεύτερου μηνός που ακολουθεί την κατάθεση του τελευταίου εγγράφου επικυρώσεως, εγκρίσεως ή αποδοχής.

#### Άρθρο 141

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεί να καταθέσει στον θεματοφύλακα πρόταση τροποποίησης της παρούσης Συμβάσεως. Ο θεματοφύλακας διαβιβάζει την πρόταση αυτή στα άλλα Συμβαλλόμενα Μέρη. Κατόπιν αιτήσεως ενός Συμβαλλόμενου Μέρους, τα Συμβαλλόμενα Μέρη επανεξετάζουν τις διατάξεις της παρούσης Συμβάσεως άν, κατά τη γνώμη τους, έλαβε χώρα μία αλλαγή θεμελιώδους φύσεως των υφιστάμενων όρων κατά τον χρόνο έναρξης της ισχύος της παρούσης Συμβάσεως.
2. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη αποφασίζουν από κοινού τις τροποποιήσεις της παρούσης Συμβάσεως.
3. Οι τροποποιήσεις αρχίζουν να ισχύουν την πρώτη ημέρα του δεύτερου μηνός που ακολουθεί την κατάθεση του τελευταίου εγγράφου επικυρώσεως, εγκρίσεως ή αποδοχής

#### Άρθρο 142

1. Όταν συνάπτονται συμβάσεις μεταξύ των κρατών μελών των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων για την πραγματοποίηση ενός χώρου χωρίς εσωτερικά σύνορα, τα Συμβαλλόμενα Μέρη συμφωνούν για τους όρους υπό τους οποίους οι διατάξεις της παρούσης Συμβάσεως αντικαθίστανται ή τροποποιούνται σε συνάρτηση με τις αντίστοιχες διατάξεις των εν λόγω συμβάσεων.

Για τον σκοπό αυτόν τα Συμβαλλόμενα Μέρη λαμβάνουν υπόψη ότι οι διατάξεις της παρούσης Συμβάσεως μπορούν να προβλέπουν συνεργασία στενότερη από αυτήν που προκύπτει από τις διατάξεις των εν λόγω συμβάσεων.

Διατάξεις που είναι αντίθετες προς τις συμφωνηθείσες μεταξύ των κρατών μελών των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων προσαρμόζονται σε κάθε περίπτωση.

2. Οι τροποποιήσεις της παρούσης Συμβάσεως που κρίνονται αναγκαίες από τα Συμβαλλόμενα Μέρη υπόκεινται σε κύρωση, έγκριση ή αποδοχή. Η διάταξη του άρθρου 141, παράγραφος 3 εφαρμόζεται με την προϋπόθεση ότι οι τροποποιήσεις δεν θα αρχίσουν να ισχύουν πριν την έναρξη ισχύος των εν λόγω συμβάσεων μεταξύ των κρατών μελών των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων.

Σε πίστωση των ανωτέρω, οι υπογεγραμμένοι πληρεξούσιοι υπέγραψαν την παρούσα Σύμβαση.

Έγινε στο Σένγκεν, στις δεκαεννέα Ιουνίου χίλια εννιακόσια ενενήντα, σε ένα μόνο αντίτυπο, στη γερμανική, γαλλική και ολλανδική γλώσσα, τα δε τρία κείμενα είναι εξίσου αυθεντικά. Η Σύμβαση θα κατατεθεί στο αρχείο της κυβερνήσεως του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου, η οποία θα διαβιβάσει κεκυρωμένο αντίγραφο στην κυβέρνηση καθενός από τα Συμβαλλόμενα Μέρη.

Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου του Βελγίου

Για την Κυβέρνηση της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας

Για την Κυβέρνηση της Γαλλικής Δημοκρατίας

Για την Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου

Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου των Κάτω Χωρών.

## Τ Ε Λ Ι Κ Η Π Ρ Α Ξ Η

Κατά την υπογραφή της Συμβάσεως εφαρμογής της Συμφωνίας Σένγκεν της 14ης Ιουνίου 1985 μεταξύ των κυβερνήσεων των κρατών της Οικονομικής Ενώσεως Benelux, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας, σχετικά με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα, τα Συμβαλλόμενα Μέρη υιοθέτησαν τις ακόλουθες δηλώσεις :

### 1. Κοινή δήλωση σχετικά με το άρθρο 139

Τα υπογράφοντα κράτη ενημερώνονται αμοιβαίως, πριν ακόμη από την έναρξη ισχύος της Συμβάσεως, για όλες τις περιστάσεις που είναι σημαντικές για τα θέματα που προβλέπει η παρούσα Σύμβαση καθώς και για την έναρξη ισχύος της.

Η Σύμβαση τίθεται σε ισχύ όταν εκπληρωθούν στα υπογράφοντα κράτη οι προκαταρτικοί όροι εφαρμογής της Συμβάσεως και οι έλεγχοι στα εξωτερικά σύνορα καταστούν αποτελεσματικοί.

### 2. Κοινή δήλωση σχετικά με το άρθρο 4

Τα Συμβαλλόμενα Μέρη δεσμεύονται να πράξουν ότι είναι δυνατόν προκειμένου να τηρηθεί ταυτοχρόνως η προθεσμία αυτή και να προληφθεί κάθε έλλειμα ασφάλειας. Η Εκτελεστική Επιτροπή θα εξετάσει πριν την 31η Δεκεμβρίου 1992, την πραγματοποιηθείσα πρόοδο. Το Βασίλειο των Κάτω Χωρών υπογραμμίζει ότι δεν πρέπει να αποκλείονται δυσχέρειες ως προς την άφιξη κάποιου σε αεροδρόμιο, χωρίς όμως να επισυμβεί κενό ασφάλειας. Τα άλλα Συμβαλλόμενα Μέρη λαμβάνουν υπόψη την κατάσταση αυτή, χωρίς να είναι δυνατόν να προκύψουν εξ αυτού του λόγου δυσχέρειες για την εσωτερική αγορά.

Σε περίπτωση δυσχερειών, η Εκτελεστική Επιτροπή εξετάζει τις καλύτερες δυνατές συνθήκες ταυτόχρονης εφαρμογής των μέτρων αυτών στα αεροδρόμια.

3. Κοινή δήλωση σχετικά με το άρθρο 71, παράγραφος 2. Εφόσον Συμβαλλόμενο Μέρος παρεκκλίνει από την αρχή του άρθρου 71, παράγραφος 2, στο πλαίσιο της εθνικής του πολιτικής προλήψεως και αντιμετώπιση της εξάρτησεως από τα ναρκωτικά και τις ψυχότροπες ουσίες, όλα τα Συμβαλλόμενα Μέρη λαμβάνουν τα αναγκαία διοικητικά και ποινικά μέτρα για την πρόληψη και την καταστολή της παράνομης εισαγωγής και εξαγωγής των εν λόγω προϊόντων και ουσιών, ιδίως προς το έδαφος των άλλων Συμβαλλόμενων Μερών.

4. Κοινή δήλωση σχετικά με το άρθρο 121

Τα Συμβαλλόμενα Μέρη παραιτούνται, τηρουμένου του κοινοτικού δικαίου, από τους ελέγχους και την προσκόμιση των φυτοϋγειονομικών πιστοποιητικών που προβλέπονται από το κοινοτικό δίκαιο για τα φυτά και τα φυτικά προϊόντα.

α. που απαριθμούνται στο σημείο 1, ή

β. που απαριθμούνται στα σημεία 2 έως 6 και τα οποία έχουν την καταγωγή ενός από τα Συμβαλλόμενα Μέρη.

1. Κομμένα λουλούδια και τμήματα φυτών για τη διακόσμηση από :

Καστανιά  
Χρυσάνθεμα  
Δενδράνθεμα  
Δίανθο  
Γλαδιόλα  
Γυψόφυλλο  
Δαμάσκηνο  
Δρυ.  
Τριαντάφυλλο

Ιτέα  
Σύριγγα  
Άμπελο

## 2. Νωπά φρούτα :

Εσπεριδοειδή  
Κυδώνια  
Μήλα  
Δαμάσκηνα  
Αχλάδια

## 3. Ξύλο από :

Καστανιά  
Δρυ

4. Καλλιεργήσιμος χώρος που απαρτίζεται, εν όλω ή εν μέρει, από χώμα ή στερεές οργανικές ουσίες, όπως μέρη φυτών, γαιάνθρακες και φλοιοί με φυλλόχωμα, χωρίς ωστόσο να έχουν μεταβληθεί τελείως σε γαιάνθρακες.

## 5. Σπόροι

6. Ζώντα φυτά που αναφέρονται κατωτέρω και εμπίπτουν στον κωδικό ΣΟ της τελωνειακής ονοματολογίας που δημοσιεύθηκε στην Επίσημη Εφημερίδα των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων της 7.9.1987.

<u>Κωδικός ΣΟ</u>	<u>Περιγραφή</u>
0601 20 30	Βολβοί, κρεμμύδια, κόνδυλοι, βολβοειδείς ρίζες και ριζώματα, σε βλαστούς ή σε άνθηση : ορχιδέες, υάκινθοι, νάρκισσοι, τουλίπες
0601 20 90	Βολβοί, κρεμμύδια, κόνδυλοι, βολβοειδείς ρίζες και ριζώματα σε βλαστούς ή άνθη : άλλα
0602 30 10	<i>Rhododendron simsii</i> ( <i>Azalea indica</i> )
0602 99 51	Φυτά εξωτερικών χώρων : πολυετή φυτά
0602 99 59	Φυτά εξωτερικών χώρων : άλλα
0602 99 91	Φυτά εσωτερικών χώρων : Ανθοφόρα φυτά με μπουμπούκια ή άνθη με εξαίρεση τα κακτοειδή

0602 99 99 Φυτά εσωτερικών χώρων : άλλα

5. Κοινή ανακοίνωση σχετικά με τις εθνικές πολιτικές σε θέματα ασύλου

Τα Συμβαλλόμενα Μέρη προβαίνουν σε απογραφή των εθνικών πολιτικών σε θέματα ασύλου, προκειμένου να επιδιώξουν την εναρμόνισή τους.

6. Κοινή ανακοίνωση σχετικά με το άρθρο 132

Τα Συμβαλλόμενα Μέρη ενημερώνουν τα εθνικά τους κοινοβούλια σχετικά με την θέση σε ισχύ της παρούσης Συμβάσεως.

Η παρούσα Τελική Πράξη έγινε στο Σένγκεν στις δεκαεννέα Ιουνίου χίλια εννιακόσια εννεήντα, σε ένα μόνο αντίτυπο στη γερμανική, γαλλική και ολλανδική γλώσσα, τα δε τρία κείμενα είναι εξίσου αυθεντικά. Η Τελική Πράξη θα κατατεθεί στο αρχείο της κυβερνήσεως του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου, η οποία θα διαβιβάσει κεκυρωμένο αντίγραφο στην κυβέρνηση καθενός από τα Συμβαλλόμενα Μέρη.

Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου του Βελγίου

Για την Κυβέρνηση της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας

Για την Κυβέρνηση της Γαλλικής Δημοκρατίας

Για την Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου

Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου των Κάτω Χωρών.

## Π Ρ Α Κ Τ Ι Κ Ο

Συμπληρωματικά προς την Τελική Πράξη της Συμβάσεως Εφαρμογής της Συμφωνίας Σένγκεν της 14ης Ιουνίου 1985, μεταξύ των Κυβερνήσεων των Κρατών της Οικονομικής Ενώσεως BENELUX, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας σχετικά με την σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα, τα Συμβαλλόμενα Μέρη υιοθέτησαν την ακόλουθη κοινή δήλωση και έλαβαν υπόψη τις ακόλουθες μονομερείς δηλώσεις που έγιναν σχετικά με την εν λόγω Σύμβαση.

I. Δήλωση σχετικά με το πεδίο εφαρμογής

Τα Συμβαλλόμενα Μέρη διαπιστώνουν : Μετά την ένωση των δύο γερμανικών κρατών, το, κατά το διεθνές δίκαιο, πεδίο εφαρμογής της Συμβάσεως επεκτείνεται και στο σημερινό έδαφος της Λαϊκής Δημοκρατίας της Γερμανίας.

II Δηλώσεις της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας σχετικά με την ερμηνεία της Συμβάσεως.

1. Η Σύμβαση συνάπτεται με την προοπτική της ενώσεως των δύο γερμανικών κρατών .

Η Λαϊκή Δημοκρατία της Γερμανίας δεν αποτελεί ξένη χώρα σε σχέση προς την Ομοσπονδιακή Δημοκρατία της Γερμανίας.

Το άρθρο 136 δεν εφαρμόζεται στις σχέσεις μεταξύ της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Λαϊκής Δημοκρατίας της Γερμανίας.

2. Η παρούσα Σύμβαση δεν θίγει το καθεστώς που συμφωνήθηκε κατά την ανταλλαγή των γερμανο-αυστριακών επιστολών της 20ης Αυγούστου 1984, το οποίο περιέχει διευκόλυνση των ελέγχων στα καινά σύνορα για τους υπηκόους των δύο κρατών. Το καθεστώς αυτό θα πρέπει, ωστόσο, να εφαρμόζεται λαμβανομένων υπόψη των επιταγών ασφαλείας και ελέγχου της μετανάστευσης των Συμβαλλόμενων Μερών του Σένγκεν κατά τρόπον ώστε οι διευκολύνσεις αυτές να περιορίζονται στην πράξη, μόνο στους αυστριακούς υπηκόους.

III Δήλωση του Βασιλείου του Βελγίου σχετικά με το άρθρο 67.

Η διαδικασία που θα εφαρμοστεί σε εθνικό επίπεδο για την εκτέλεση μίας αλλοδαπής αποφάσεως δεν είναι η προβλεπόμενη από τη βελγική νομοθεσία σχετικά με την διακρατική μεταφορά καταδίκων, αλλά μία ειδική διαδικασία που θα καθοριστεί κατά την κύρωση της παρούσης Συμβάσεως.

Έγινε στο Σένγκεν, στις δεκαεννέα Ιουνίου χίλια εννιακόσια εννενήντα, σε ένα μόνο αντίτυπο στη γερμανική, γαλλική και ολλανδική γλώσσα, τα δε τρία κείμενα είναι εξίσου αυθεντικά. Το πρακτικό θα κατατεθεί στο αρχείο της κυβερνήσεως του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου, η οποία θα διαβιβάσει κεκρωμένο αντίγραφο στην κυβέρνηση καθενός από τα Συμβαλλόμενα Μέρη.

Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου του Βελγίου

Για την Κυβέρνηση της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας

Για την Κυβέρνηση της Γαλλικής Δημοκρατίας



Για την Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου

Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου των Κάτω Χωρών

## Κ Ο Ι Ν Η Δ Η Λ Ω Σ Η

των Υπουργών και Υφυπουργών

που συνεδρίασαν στο Σένγκεν στις 19 Ιουνίου 1990

Οι κυβερνήσεις των Συμβαλλόμενων Μερών της Συμφωνίας Σένγκεν θα αρχίσουν ή θα συνεχίσουν τις συζητήσεις στους ακόλουθους, ιδίως, τομείς :

- Βελτίωση και απλοποίηση της πρακτικής σε θέματα εκδόσεως.
- Βελτίωση της συνεργασίας ως προς τις διώξεις για παράβαση του Κώδικα Ικανότητας Οδικής Κυκλοφορίας.
- Καθεστώς αμοιβαίας αναγνωρίσεως της αφαιρέσεως της αδειάς οδηγού.
- Δυνατότητα αμοιβαίας εκτέλεσης χρηματικών ποινών και προστίμου.
- Καθιέρωση κανόνων σχετικά με την αμοιβαία διαβίβαση των ποινικών διώξεων.  
συμπεριλαμβανομένης της δυνατότητας μεταφοράς του κρατουμένου στη χώρα καταγωγής του.
- Καθιέρωση κανόνων σχετικά με τον επαναπατρισμό των ανηλίκων που αφαιρέθηκαν παρά τον νόμο από την εξουσία του προσώπου που ασκεί τη γονική μέριμνα.
- Περαιτέρω απλοποιήσεις των ελέγχων στην εμπορική κυκλοφορία των εμπορευμάτων.

Έγινε στο Σένγκεν, στις δεκαεννέα Ιουνίου χίλια εννιακόσια ενενήντα, σε ένα μόνο αντίτυπο στη γερμανική, γαλλική και ολλανδική γλώσσα, τα δε τρία κείμενα είναι εξίσου αυθεντικά . Η κοινή Δήλωση κατατίθεται στο αρχείο της κυβερνήσεως του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου, η οποία διαβιβάζει κεκρωμένο αντίγραφο στην κυβέρνηση καθενός από τα Συμβαλλόμενα Μέρη.

Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου του Βελγίου

Για την Κυβέρνηση της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας  
Για την Κυβέρνηση της Γαλλικής Δημοκρατίας

Για την Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου

Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου των Κάτω Χωρών

### ΔΗΛΩΣΗ ΤΩΝ ΥΠΟΥΡΓΩΝ ΚΑΙ ΥΦΥΠΟΥΡΓΩΝ

Την 19η Ιουνίου 1990 οι εκπρόσωποι των κυβερνήσεων του Βασιλείου του Βελγίου, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας, της Γαλλικής Δημοκρατίας, του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου και του Βασιλείου των Κάτω Χωρών υπέγραψαν στο Σένγκεν τη Σύμβαση Εφαρμογής της Συμφωνίας η οποία υπεγράφη στο Σένγκεν την 14η Ιουνίου 1985, μεταξύ των κυβερνήσεων των κρατών της Οικονομικής Ενώσεως BENELUX, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας, σχετικά με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα.

Με την ευκαιρία της υπογραφής αυτής έκαναν την εξής δήλωση :

Τα Συμβαλλόμενα Μέρη εκτιμούν ότι η Σύμβαση συνιστά ένα σημαντικό βήμα για την πραγματοποίηση ενός χώρου χωρίς εσωτερικά σύνορα και εμπνέονται από αυτή για τις περαιτέρω εργασίες των κρατών μελών των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων.

Οι Υπουργοί και Υφυπουργοί, λαμβάνοντας υπόψη τους κινδύνους στον τομέα της ασφάλειας και της παράνομης μετανάστευσης, υπογραμμίζουν την ανάγκη να θέσουν σε εφαρμογή αποτελεσματικούς ελέγχους στα εξωτερικά σύνορα, σύμφωνα με τις ομοιόμορφες αρχές που προβλέπονται στο άρθρο 6. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη πρέπει να προωθήσουν ιδίως την εναρμόνιση των μεθόδων εργασίας για τον έλεγχο και την επιτήρηση των συνόρων, ενόψει της θέσεως σε ισχύ αυτών των ομοιόμορφων αρχών.

Η Εκτελεστική Επιτροπή θα εξετάσει όλα τα απαραίτητα μέτρα για την θέση σε ισχύ ομοιόμορφων και αποτελεσματικών ελέγχων στα εξωτερικά σύνορα, καθώς και τη συγκεκριμένη εφαρμογή τους. Τα μέτρα αυτά περιλαμβάνουν τα μέτρα που επιτρέπουν τη διασφάλιση των όρων εισόδου ενός αλλοδαπού στο έδαφος των Συμβαλλόμενων Μερών, την εφαρμογή της ίδιας πρακτικής αρνήσεως εισόδου, την επεξεργασία ενός κοινού εγχειριδίου για τους υπαλλήλους που είναι επιφορτισμένοι με την επιτήρηση των συνόρων και την προώθηση ισοδύναμου επιπέδου ελέγχων στα εξωτερικά σύνορα με κοινές ανταλλαγές και επισκέψεις. Με την ευκαιρία της υπογραφής αυτής,

επιβεβαίωσαν εξάλλου την απόφαση της Κεντρικής ομάδας διαπραγματεύσεων για τη δημιουργία ομάδας εργασίας που είναι επιφορτισμένη:

- Να ενημερώνει πριν από την έναρξη ισχύος της Συμβάσεως την Κεντρική ομάδα διαπραγματεύσεων για όλες τις συνθήκες που θεωρούνται σημαντικές στους τομείς που προβλέπονται από τη Σύμβαση και για τη θέση σε ισχύ αυτής ιδίως για την πρόοδο που πραγματοποιείται, ως προς την εναρμόνιση των νομικών διατάξεων, στο πλαίσιο της ενοποίησης των δύο γερμανικών κρατών.
- Να διαβουλεύεται ως προς τα ενδεχόμενα αποτελέσματα της εναρμόνισης αυτής και των συνθηκών αυτών ενόψει της εφαρμογής της Συμβάσεως.
- Να επεξεργάζεται συγκεκριμένα μέτρα με την προοπτική της κυκλοφορίας αλλοδαπών που εξαιρούνται της υποχρεώσεως θεωρήσεως πριν από τη θέση σε ισχύ της Συμβάσεως και να παρουσιάζει προτάσεις με σκοπό την εναρμόνιση των τρόπων ελέγχου των προσώπων στα μελλοντικά εξωτερικά σύνορα.

#### PROTOCOLE D'ADHESION

du Gouvernement de la République italienne

à l'Accord

entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux,  
de la République fédérale d'Allemagne et de la République française  
relatif

à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes  
signé à Schengen le 14 juin 1985

Les Gouvernements du Royaume de Belgique, de la République fédérale d'Allemagne, de la République française, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas, Parties à l'Accord relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signé à Schengen le 14 juin 1985, ci-après dénommé "l'Accord", d'une part,

et le Gouvernement de la République italienne, d'autre part,

Considérant les progrès déjà réalisés au sein des Communautés européennes en vue d'assurer la libre circulation des personnes, des marchandises et des services,

Prénotant acte de ce que le Gouvernement de la République italienne partage la volonté de parvenir à la suppression des contrôles aux frontières communes dans la circulation des personnes et d'y faciliter le transport et la circulation des marchandises et des services,

sont convenus de ce qui suit :

## Article premier

Par le présent Protocole, la République italienne adhère à l'Accord.

## Article 2

A l'article premier de l'Accord, les mots "Etats de l'Union économique Benelux, la République fédérale d'Allemagne et la République française" sont remplacés par les mots "Etats de l'Union économique Benelux, la République fédérale d'Allemagne, la République française et la République italienne".

## Article 3

A l'article 8 de l'Accord, les mots "Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française" sont remplacés par les mots "Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne, de la République française et de la République italienne".

## Article 4

Le présent Protocole est signé sans réserve de ratification ou d'approbation ou sous réserve de ratification ou d'approbation.

Le présent Protocole sera appliqué à titre provisoire à compter du jour suivant sa signature. Il entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant le dépôt du dernier instrument de ratification ou d'approbation.

Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg est dépositaire du présent Protocole ; il en remet une copie certifiée conforme à chacun des autres Gouvernements signataires. Il leur notifie également la date d'entrée en vigueur.

## Article 5

Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg remet au Gouvernement de la République italienne une copie certifiée conforme de l'Accord en langues allemande, française et néerlandaise.

Le texte de l'Accord, établi en langue italienne, est annexé au présent Protocole et fait foi dans les mêmes conditions que les textes originaux de l'Accord établis en langues allemande, française et néerlandaise.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont apposé leurs signatures au bas du présent Protocole.

Fait à Paris, le vingt-sept novembre mil neuf cent quatre-vingt-dix en langues allemande, française, italienne et néerlandaise, les quatre textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique

Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne

Pour le Gouvernement de la République française

Pour le Gouvernement de la République italienne

Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas

**Déclaration commune concernant les mesures à court terme,  
prévues au Titre Ier de l'Accord entre les Gouvernements  
des Etats de l'Union économique du Benelux, de la République fédérale  
d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle  
des contrôles aux frontières communes, signé à Schengen le 14 juin 1985**

A l'occasion de la signature du Protocole d'adhésion du Gouvernement de la République italienne à l'Accord signé à Schengen le 14 juin 1985, les Parties Contractantes précisent que les mesures à court terme, prévues au Titre Ier dudit Accord, s'appliqueront entre les cinq Gouvernements signataires dudit Accord et le Gouvernement de la République italienne dans les mêmes conditions et selon les mêmes modalités qu'entre les cinq Gouvernements signataires dudit Accord.

**Déclaration commune  
concernant les transports de marchandises  
entre les Parties Contractantes transitant par des Etats tiers**

A l'occasion de la signature du Protocole d'adhésion du gouvernement de la République italienne à l'Accord signé à Schengen le 14 juin 1985, les Parties Contractantes, désireuses que soient facilités le transport des marchandises effectué entre les Parties Contractantes et transitant par un Etat tiers, ainsi que les contrôles du respect des réglementations relatives aux autorisations de transport et les contrôles techniques concernant les moyens de transport aux frontières, prennent acte de l'engagement du Gouvernement de la République italienne de mettre en oeuvre à cette fin les mesures administratives et d'organisation nécessaires, dans les plus brefs délais à compter de la signature du Protocole d'adhésion. Les arrêts et les coûts occasionnés par les contrôles et formalités opérés à ces frontières seront ramenés au niveau couramment pratiqué par les autres Parties Contractantes dans le cadre du droit communautaire.

ACCORD D'ADHESION  
DE LA REPUBLIQUE ITALIENNE

à la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985  
entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux,  
de la République fédérale d'Allemagne et de la République française  
relatif

à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes  
signée à Schengen le 19 juin 1990

Le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas, Parties à la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes signée à Schengen le 19 juin 1990, ci-après dénommée "la Convention de 1990", d'une part,

et la République italienne, d'autre part,

Eu égard à la signature du Protocole d'adhésion du Gouvernement de la République italienne à l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, intervenue à Paris le vingt-sept novembre mil neuf cent quatre-vingt-dix.

Se fondant sur l'article 140 de la Convention de 1990,

sont convenus de ce qui suit :

## Article premier

Par le présent Accord, la République italienne adhère à la Convention de 1990.

## Article 2

1. Les agents visés à l'article 40 paragraphe 4 de la Convention de 1990 sont, en ce qui concerne la République italienne : les officiers et agents de police judiciaire appartenant à la Polizia di Stato et à l'Arma dei Carabinieri, et en ce qui concerne leurs attributions touchant à la fausse monnaie, au trafic illicite de stupéfiants et substances psychotropes, au trafic d'armes et d'explosifs, et au transport illicite de déchets toxiques et nuisibles, les officiers et agents de police judiciaire appartenant à la Guardia di Finanza, ainsi que, dans les conditions fixées par accords bilatéraux appropriés visés à l'article 40 paragraphe 6 de la Convention de 1990, en ce qui concerne leurs attributions touchant au trafic illicite de stupéfiants et substances psychotropes, au trafic d'armes et d'explosifs, et au transport illicite de déchets toxiques et nuisibles, les agents des douanes.

2. L'autorité visée à l'article 40 paragraphe 5 de la Convention de 1990 est, en ce qui concerne la République italienne la Direction Centrale de la Police Criminelle du Ministère de l'Intérieur.

## Article 3

1. Les agents visés à l'article 41 paragraphe 7 de la Convention de 1990 sont, en ce qui concerne la République italienne : les officiers et agents de police judiciaire appartenant à la Polizia di Stato et à l'Arma dei Carabinieri, et, en ce qui concerne leurs attributions touchant à la fausse monnaie, au trafic illicite de stupéfiants et substances psychotropes, au trafic d'armes et d'explosifs, et au transport illicite de déchets toxiques et nuisibles, les officiers et agents de police judiciaire appartenant à la Guardia di Finanza, ainsi que, dans les conditions fixées par accords bilatéraux appropriés visés à l'article 41 paragraphe 10 de la Convention de 1990, en ce qui concerne leurs attributions touchant au trafic illicite de stupéfiants et substances psychotropes, au trafic d'armes et d'explosifs, et au transport illicite de déchets toxiques et nuisibles, les agents des douanes.



2. Au moment de la signature du présent Accord le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne font chacun une déclaration dans laquelle ils définissent, sur la base des dispositions des paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 41 de la Convention de 1990, les modalités d'exercice de la poursuite sur leur territoire.

#### Article 4

Le ministère compétent visé à l'article 65 paragraphe 2 de la Convention de 1990 est, en ce qui concerne la République italienne le Ministère de la Justice.

#### Article 5

1. Le présent Accord sera soumis à ratification, approbation ou acceptation. Les instruments de ratification, d'approbation ou d'acceptation seront déposés auprès du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg ; celui-ci notifie le dépôt à toutes les Parties Contractantes.

2. Le présent Accord entrera en vigueur le premier-jour du deuxième mois qui suit le dépôt du dernier instrument de ratification, d'approbation ou d'acceptation, et au plus tôt le jour de l'entrée en vigueur de la Convention de 1990.

3. Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg notifie la date de l'entrée en vigueur à chacune des Parties Contractantes.

#### Article 6

1. Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg remet au Gouvernement de la République italienne une copie certifiée conforme de la Convention de 1990 en langues allemande, française et néerlandaise.

2. Le texte de la Convention de 1990, établi en langue italienne, est annexé au présent Accord et fait foi dans les mêmes conditions que les textes originaux de la Convention de 1990 établis en langues allemande, française et néerlandaise.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont apposé leurs signatures au bas du présent Accord

Fait à Paris, le vingt-sept novembre mil neuf cent quatre-vingt-dix, en langues allemande, française, italienne et néerlandaise, les quatre textes faisant également foi, en un exemplaire original qui sera déposé dans les archives du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, qui remettra une copie certifiée conforme à chacune des Parties Contractantes.

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique

Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne

Pour le Gouvernement de la République française

Pour le Gouvernement de la République italienne

Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas

#### ACTE FINAL

I. Au moment de la signature de l'Accord d'adhésion de la République italienne à la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, la République italienne souscrit à l'Acte final, au Procès-verbal et à la Déclaration commune des Ministres et Secrétaires d'Etat signés au moment de la signature de la Convention de 1990.

Elle souscrit aux Déclarations communes et prend note des Déclarations unilatérales qu'ils contiennent.

Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg remet au Gouvernement de la République italienne une copie certifiée conforme de l'Acte final, du Procès-verbal et de la Déclaration commune des Ministres et Secrétaires d'Etat signés au moment de la signature de la Convention de 1990, en langues allemande, française et néerlandaise.

Les textes de l'Acte final, du Procès-verbal et de la Déclaration commune des Ministres et Secrétaires d'Etat signés au moment de la signature de la Convention de 1990, établis en langue italienne, sont annexés au présent Acte final et font foi dans les mêmes conditions que les textes originaux établis en langues allemande, française et néerlandaise.

II. Au moment de la signature de l'Accord d'adhésion de la République italienne à la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, les Parties Contractantes ont adopté les Déclarations suivantes :

1. Déclaration commune concernant l'article 5 de l'Accord d'adhésion.

Les Etats signataires s'informent mutuellement, dès avant l'entrée en vigueur de l'Accord d'adhésion, de toutes les circonstances qui revêtent une importance pour les matières visées par la Convention de 1990 et pour la mise en vigueur de l'Accord d'adhésion.

L'Accord d'adhésion ne sera mis en vigueur que lorsque les conditions préalables à l'application de la Convention de 1990 seront remplies dans tous les Etats signataires de l'Accord d'adhésion et que les contrôles aux frontières extérieures seront effectifs.

2. Déclaration commune concernant l'article 9 paragraphe 2 de la Convention de 1990.

Les Parties Contractantes précisent qu'au moment de la signature de l'Accord d'adhésion de la République italienne à la Convention de 1990, le régime commun de visa auquel se réfère l'article 9 paragraphe 2 de la Convention de 1990 s'entend du régime commun aux cinq Parties Signataires de ladite Convention appliqué à partir du 19 juin 1990.

3. Déclaration commune concernant la protection des données.

Les Parties Contractantes prennent acte de ce que le Gouvernement de la République italienne s'engage à prendre, avant la ratification de l'Accord d'adhésion à la Convention de 1990, toutes les initiatives nécessaires pour que la législation italienne soit complétée conformément à la Convention du Conseil de l'Europe du 28 janvier 1981 pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, et dans le respect de la Recommandation R (87) 15 du 17 septembre 1987 du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe visant à réglementer l'utilisation des données à caractère personnel dans le secteur de la police, afin de donner entière application aux dispositions des articles 117 et 126 de la Convention de 1990 et aux autres dispositions de ladite Convention relatives à la protection des données à caractère personnel, dans le but de parvenir à un niveau de protection compatible avec les dispositions pertinentes de la Convention de 1990.

Fait à Paris, le vingt-sept novembre mil neuf cent quatre-vingt-dix, en langues allemande, française, italienne et néerlandaise, les quatre textes faisant également foi, en un exemplaire original qui sera déposé dans les archives du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, qui remettra une copie certifiée conforme à chacune des Parties Contractantes.

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique

Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne

Pour le Gouvernement de la République française

Pour le Gouvernement de la République italienne

Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas

**Déclaration commune**  
**relative aux articles 2 et 3 de l'Accord d'adhésion**  
**de la République italienne à la Convention d'application**  
**de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985**

A l'occasion de la signature de l'Accord d'adhésion de la République italienne à la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes signée à Schengen le 19 juin 1990, les Parties Contractantes déclarent que les articles 2 paragraphe 1 et 3 paragraphe 1 dudit Accord ne portent pas atteinte aux compétences que la Guardia di Finanza tient de la loi italienne et exerce sur le territoire italien.

**DECLARATION DES MINISTRES ET SECRETAIRES D'ETAT**

Le vingt-sept novembre mil neuf cent quatre-vingt-dix, des représentants des Gouvernements du Royaume de Belgique, de la République fédérale d'Allemagne, de la République française, de la République italienne, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas ont signé à Paris l'Accord d'adhésion de la République italienne à la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990.

Ils ont pris acte de ce que le représentant du Gouvernement de la République italienne a déclaré s'associer à la déclaration faite à Schengen le 19 juin 1990 par les Ministres et Secrétaires d'Etat représentant les Gouvernements du Royaume de Belgique, de la République fédérale d'Allemagne, de la République française, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas et à la décision confirmée à la même date à l'occasion de la signature de la Convention d'application de l'Accord de Schengen.

**ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ ΠΡΟΣΧΩΡΗΣΕΩΣ**  
**της Κυβερνήσεως της Ιταλικής Δημοκρατίας**  
**στη Συμφωνία**  
**μεταξύ των Κυβερνήσεων της Οικονομικής Ένωσης Βελγίου,**  
**της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας**  
**σχετικά με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα**  
**η οποία υπεγράφη στο Σένγκεν την 14η Ιουνίου 1985**

Οι Κυβερνήσεις του Βασιλείου του Βελγίου, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας, της Γαλλικής Δημοκρατίας, του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου και του Βασιλείου των Κάτω Χωρών, Μέρη στη Συμφωνία σχετικά με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα, η οποία υπεγράφη στο Σένγκεν την 14η Ιουνίου 1985, εφεξής καλούμενη "η Συμφωνία", αφενός

και η Κυβέρνηση της Ιταλικής Δημοκρατίας, αφετέρου

Εκτιμώντας την ήδη πραγματοποιηθείσα πρόοδο στο πλαίσιο της Ευρωπαϊκής Ένωσης με σκοπό να διασφαλισθεί η ελεύθερη κυκλοφορία των προσώπων, των εμπορευμάτων και των υπηρεσιών,

Λαμβάνοντας υπόψη ότι η Κυβέρνηση της Ιταλικής Δημοκρατίας συμμερίζεται την επιθυμία να επιτευχθεί η κατάργηση των ελέγχων στα εσωτερικά σύνορα για την κυκλοφορία των προσώπων και να διευκολυνθεί η μεταφορά και η κυκλοφορία των εμπορευμάτων και των υπηρεσιών,

Συμφωνούν τα ακόλουθα:

## Άρθρο 1

Με το παρόν Πρωτόκολλο η Ιταλική Δημοκρατία προσχωρεί στη Συμφωνία.

## Άρθρο 2

Στο άρθρο 1 της Σύμφωνίας, οι λέξεις "κράτη της Οικονομικής Ένωσης Βελγίου, η Ομοσπονδιακή Δημοκρατία της Γερμανίας και η Γαλλική Δημοκρατία" αντικαθίστανται από τις λέξεις "κράτη της Οικονομικής Ένωσης Βελγίου, η Ομοσπονδιακή Δημοκρατία της Γερμανίας, η Γαλλική Δημοκρατία και η Ιταλική Δημοκρατία".

## Άρθρο 3

Στο άρθρο 8 της Συμφωνίας, οι λέξεις "κράτη της Οικονομικής Ένωσης Βελγίου, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας" αντικαθίστανται από τις λέξεις "κράτη της Οικονομικής Ένωσης Βελγίου, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας, της Γαλλικής Δημοκρατίας και της Ιταλικής Δημοκρατίας".

## Άρθρο 4

1. Το παρόν Πρωτόκολλο υπογράφεται άνευ επιφυλάξεως κυρώσεως ή εγκρίσεως ή με την επιφύλαξη της κυρώσεως ή της εγκρίσεως.
2. Το παρόν Πρωτόκολλο θα εφαρμοστεί προσωρινά από την ημέρα που ακολουθεί την υπογραφή του. Θα αρχίσει δε να ισχύει την πρώτη ημέρα του δεύτερου μηνός που ακολουθεί την κατάθεση του τελευταίου εγγράφου κύρωσης ή έγκρισης.
3. Θεματοφύλακας του παρόντος Πρωτοκόλλου είναι η Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου η οποία διαβιβάζει επικυρωμένο ακριβές αντίγραφο στην Κυβέρνηση των υπολοίπων υπογραφότων κρατών. Τους γνωστοποιεί επίσης την ημερομηνία ενάρξεως ισχύος.

## Άρθρο 5

Η Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου διαβιβάζει στην Κυβέρνηση της Ιταλικής Δημοκρατίας επικυρωμένο ακριβές αντίγραφο της Συμφωνίας στη γαλλική, γερμανική και ολλανδική γλώσσα.

Το κείμενο της Συμφωνίας, το οποίο συντάσσεται στην ιταλική γλώσσα επισυνάπτεται στο παρόν πρωτόκολλο και είναι αυθεντικό υπό τις ίδιες προϋποθέσεις με τα κείμενα της Συμφωνίας τα οποία συντάσσονται στη γαλλική, γερμανική και ολλανδική γλώσσα.

Εις πίστωση των ανωτέρω, οι κάτωθι πληρεξούσιοι δεόντως εξουσιοδοτημένοι προς τούτο, υπέγραψαν το παρόν Πρωτόκολλο.

Έγινε στο Παρίσι, στις είκοσι επτά Νοεμβρίου χίλια εννιακόσια ενενήντα στη γαλλική, γερμανική, ιταλική και ολλανδική γλώσσα, και τα τέσσερα κείμενα είναι εξίσου αυθεντικά.

Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου του Βελγίου

Για την Κυβέρνηση της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας

Για την Κυβέρνηση της Γαλλικής Δημοκρατίας

Για την Κυβέρνηση της Ιταλικής Δημοκρατίας

Για την Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου

Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου των Κάτω Χωρών



**Κοινή δήλωση για τα βραχυπρόθεσμα μέτρα που προβλέπονται  
στον Τίτλο Ι της Συμφωνίας μεταξύ των Κυβερνήσεων  
των κρατών της Οικονομικής Ένωσης Βενελυξ, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας  
της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας  
σχετικά με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα, η οποία  
υπεγράφη στο Σένγκεν την 14η Ιουνίου 1985**

Με την ευκαιρία της υπογραφής του Πρωτοκόλλου προσχώρησης της Κυβερνήσεως της Ιταλικής Δημοκρατίας στη Συμφωνία που υπεγράφη στο Σένγκεν στις 14 Ιουνίου 1985, τα Συμβαλλόμενα Μέρη διευκρινίζουν ότι τα βραχυπρόθεσμα μέτρα που προβλέπονται στον Τίτλο Ι της εν λόγω Συμφωνίας θα εφαρμοσθούν μεταξύ των πέντε Κυβερνήσεων που υπογράφουν τη Συμφωνία αυτή και της Κυβερνήσεως της Ιταλικής Δημοκρατίας υπό τους ίδιους όρους και κατά τον ίδιο τρόπο όπως μεταξύ των πέντε Κυβερνήσεων που υπογράφουν την εν λόγω Συμφωνία.

**Κοινή δήλωση  
για τις μεταφορές εμπορευμάτων  
μεταξύ των Συμβαλλομένων Μερών κατά τη διέλευση από τρίτες χώρες**

Με την ευκαιρία της υπογραφής του Πρωτοκόλλου προσχώρησης της Κυβερνήσεως της Ιταλικής Δημοκρατίας στη Συμφωνία που υπεγράφη στο Σένγκεν στις 14 Ιουνίου 1985, τα Συμβαλλόμενα Μέρη - επιθυμώντας να διευκολυνθεί η μεταφορά των εμπορευμάτων που διεξάγεται μεταξύ των Συμβαλλομένων Μερών και διέρχεται από τρίτες χώρες, καθώς και ο έλεγχος της τήρησης των κανονισμών για τις άδειες μεταφοράς και τους τεχνικούς ελέγχους των μεταφορικών μέσων στα σύνορα - λαμβάνουν γνώση της δέσμευσης της Κυβερνήσεως της Ιταλικής Δημοκρατίας να εφαρμόσει προς το σκοπό αυτό τα αναγκαία διοικητικά και οργανωτικά μέτρα το συντομότερο δυνατό από της υπογραφής του Πρωτοκόλλου προσχώρησης. Οι στάσεις και το κόστος που προκαλείται από τους ελέγχους και τις διατυπώσεις στα σύνορα θα κατέλθουν στο επίπεδο που συνήθως εφαρμόζεται από τα υπόλοιπα Συμβαλλόμενα Μέρη στο πλαίσιο του κοινοτικού δικαίου.

**ΣΥΜΦΩΝΙΑ ΠΡΟΣΧΩΡΗΣΕΩΣ ΤΗΣ ΙΤΑΛΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ**

στη Σύμβαση εφαρμογής της Συμφωνίας του Σένγκεν της 14ης Ιουνίου 1985 μεταξύ των Κυβερνήσεων των κρατών της Οικονομικής Ένωσης Benelux, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας σχετικά με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα η οποία υπεγράφη στο Σένγκεν την 19η Ιουνίου 1990

Το Βασίλειο του Βελγίου, η Ομοσπονδιακή Δημοκρατία της Γερμανίας, η Γαλλική Δημοκρατία, το Μεγάλο Δουκάτο του Λουξεμβούργου και το Βασίλειο των Κάτω Χωρών, Μέρη της Συμβάσεως εφαρμογής της Συμφωνίας του Σένγκεν της 14ης Ιουνίου 1985 μεταξύ των Κυβερνήσεων των κρατών της Οικονομικής Ένώσεως Μπενελούξ, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας σχετικά με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα η οποία υπεγράφη στο Σένγκεν την 19η Ιουνίου 1990, εφεξής καλούμενη "η Σύμβαση του 1990", αφενός

και η Ιταλική Δημοκρατία, αφετέρου,

Λαμβάνοντας υπόψη την υπογραφή του Πρωτοκόλλου προσχωρήσεως της Κυβερνήσεως της Ιταλικής Δημοκρατίας στη Συμφωνία του Σένγκεν της 14ης Ιουνίου 1985 μεταξύ των Κυβερνήσεων των κρατών της Οικονομικής Ένώσεως Μπενελούξ, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας σχετικά με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα, η οποία πραγματοποιήθηκε στο Παρίσι στις είκοσι επτά Νοεμβρίου χίλια εννιακόσια ενενήντα.

Βάσει του άρθρου 140 της Συμβάσεως του 1990,

συμφώνησαν τα ακόλουθα:

## Άρθρο 1

Με την παρούσα Συμφωνία η Ιταλική Δημοκρατία προσχωρεί στη Σύμβαση του 1990.

## Άρθρο 2

1. Τα όργανα που αναφέρονται στο άρθρο 40 παράγραφος 4 της Συμβάσεως του 1990, όσον αφορά την Ιταλική Δημοκρατία είναι : οι αξιωματικοί και τα όργανα της δικαστικής αστυνομίας που υπάγονται στην Polizia di Stato και στο Arma di Carabinieri, και σε ό,τι αφορά τις αρμοδιότητές των σε θέματα πλαστών νομισμάτων, παράνομης διακίνησης ναρκωτικών και ψυχοτρόπων ουσιών, εμπορίου όπλων και εκρηκτικών και παράνομης μεταφοράς τοξικών και βλαβερών αποβλήτων, οι αξιωματικοί και τα όργανα της δικαστικής αστυνομίας που υπάγονται στη Guardia di Finanza, καθώς και οι τελωνειακοί υπάλληλοι - υπό τις προϋποθέσεις που καθορίζονται με αντίστοιχες διμερείς συμφωνίες που αναφέρονται στο άρθρο 40.6 της Σύμβασης του 1990 - σε ό,τι αφορά τις αρμοδιότητές των για την παράνομη διακίνηση ναρκωτικών και ψυχοτρόπων ουσιών, εμπόριο όπλων και εκρηκτικών και παράνομη μεταφορά τοξικών και βλαβερών αποβλήτων.
2. Η αρχή που αναφέρεται στο άρθρο 40 παράγραφος 5 της Συμβάσεως του 1990, όσον αφορά την Ιταλική Δημοκρατία είναι η Κεντρική Διεύθυνση της Αστυνομίας Διώξεως Εγκλήματος του Υπουργείου Εσωτερικών.

## Άρθρο 3

1. Τα όργανα που αναφέρονται στο άρθρο 41 παράγραφος 7 της Συμβάσεως του 1990, όσον αφορά την Ιταλική Δημοκρατία είναι : οι αξιωματικοί και τα όργανα της δικαστικής αστυνομίας που υπάγονται στην Polizia di Stato και στο Arma di Carabinieri, και σε ό,τι αφορά τις αρμοδιότητές των σε θέματα πλαστών νομισμάτων, παράνομης διακίνησης ναρκωτικών και ψυχοτρόπων ουσιών, εμπορίου όπλων και εκρηκτικών και παράνομης μεταφοράς τοξικών και βλαβερών αποβλήτων, οι αξιωματικοί και τα όργανα της δικαστικής αστυνομίας που υπάγονται στη Guardia di Finanza, καθώς και οι τελωνειακοί υπάλληλοι - υπό τις προϋποθέσεις που καθορίζονται με αντίστοιχες διμερείς συμφωνίες που αναφέρονται στο άρθρο 41.10 της Σύμβασης του 1990 - σε ό,τι αφορά τις αρμοδιότητές των για την παράνομη διακίνηση ναρκωτικών και ψυχοτρόπων ουσιών, εμπόριο όπλων και εκρηκτικών και παράνομη μεταφορά τοξικών και βλαβερών αποβλήτων.

2. Κατά τη στιγμή της υπογραφής της παρούσης Συμφωνίας, η Κυβέρνηση της Γαλλικής Δημοκρατίας και η Κυβέρνηση της Ιταλικής Δημοκρατίας προβαίνουν η καθεμία σε δήλωση στην οποία καθορίζουν, βάσει των διατάξεων των παραγράφων 2, 3 και 4 του αρθ. 41 της Σύμβασης του 1990, τις λεπτομέρειες άσκησης της καταδίωξης στο έδαφός τους.

#### Άρθρο 4

Το αρμόδιο Υπουργείο που αναφέρεται στο άρθρο 65 παράγραφο 2 της Συμβάσεως του 1990, όσον αφορά την Ιταλική Δημοκρατία είναι το Υπουργείο Δικαιοσύνης.

#### Άρθρο 5

1. Η παρούσα Συμφωνία υπόκειται σε κύρωση, έγκριση ή αποδοχή. Τα έγγραφα επικυρώσεως, εγκρίσεως ή αποδοχής κατατίθενται στην Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου, η οποία ανακοινώνει την κατάθεση σε όλα τα Συμβαλλόμενα Μέρη.
2. Η παρούσα Συμφωνία αρχίζει να ισχύει την πρώτη ημέρα του δευτέρου μηνός που ακολουθεί την κατάθεση του τελευταίου εγγράφου επικυρώσεως, εγκρίσεως ή αποδοχής και το νωρίτερο την ημέρα έναρξης ισχύος της Σύμβασης του 1990.
3. Η Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου ανακοινώνει την ημερομηνία έναρξεως ισχύος σε καθένα από τα Συμβαλλόμενα Μέρη.

#### Άρθρο 6

1. Η Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου διαβιβάζει στην Κυβέρνηση της Ιταλικής Δημοκρατίας ακριβές και επικυρωμένο αντίγραφο της Συμβάσεως του 1990 στη γαλλική, γερμανική και ολλανδική γλώσσα.
2. Το κείμενο της Σύμβασης του 1990, το οποίο συντάσσεται στην ιταλική γλώσσα, επισυνάπτεται στην παρούσα Συμφωνία και είναι αυθεντικό υπό τις ίδιες προϋποθέσεις με τα κείμενα της Συμφωνίας του 1990, τα οποία συντάσσονται στη γαλλική, γερμανική και ολλανδική γλώσσα.

Εις πίστωση των ανωτέρω, οι κάτωθι πληρεξούσιοι δεόντως εξουσιοδοτημένοι προς τούτο, υπέγραψαν την παρούσα Συμφωνία.

Έγινε στο Παρίσι, στις είκοσι επτά Νοεμβρίου χίλια εννιακόσια ενενήντα στη γαλλική, γερμανική, ιταλική και ολλανδική γλώσσα, τα δε τέσσερα κείμενα είναι εξίσου αυθεντικά, σε ένα πρωτότυπο στο οποίο θα κατατεθεί στο αρχείο της Κυβερνήσεως του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου η οποία θα διαβιβάσει ακριβές και επικυρωμένο αντίγραφο σε κάθε συμβαλλόμενο μέρος.

Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου του Βελγίου

Για την Κυβέρνηση της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας

Για την Κυβέρνηση της Γαλλικής Δημοκρατίας

Για την Κυβέρνηση της Ιταλικής Δημοκρατίας

Για την Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου

Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου των Κάτω Χωρών

## ΤΕΛΙΚΗ ΠΡΑΞΗ

- I. Κατά την υπογραφή της Συμφωνίας προσχωρήσεως της Ιταλικής Δημοκρατίας στη Σύμβαση εφαρμογής της Συμφωνίας του Σένγκεν της 14ης Ιουνίου 1985 μεταξύ των Κυβερνήσεων των κρατών της Οικονομικής Ενώσεως Μπενελούξ, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας σχετικά με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα η οποία υπεγράφη στο Σένγκεν την 19η Ιουνίου 1990, η Ιταλική Δημοκρατία, προσυπογράφει την Τελική Πράξη, τα Πρακτικά και την Κοινή Δήλωση των Υπουργών και Υφυπουργών, που υπεγράφησαν κατά την υπογραφή της Συμβάσεως του 1990.

Προσυπογράφει τις κοινές Δηλώσεις και λαμβάνει υπόψη τις μονομερείς Δηλώσεις που περιλαμβάνονται στις ανωτέρω πράξεις.

Η Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου διαβιβάζει στην Κυβέρνηση της Ιταλικής Δημοκρατίας ακριβές και επικυρωμένο αντίγραφο της Τελικής Πράξεως, των Πρακτικών και της Κοινής Δήλωσης των Υπουργών και Υφυπουργών, που υπεγράφησαν κατά την υπογραφή της Συμβάσεως του 1990, στη γαλλική, γερμανική και ολλανδική γλώσσα.

Τα κείμενα της Τελικής Πράξεως, των Πρακτικών και της Κοινής Δήλωσης των Υπουργών και Υφυπουργών, που υπεγράφησαν κατά την υπογραφή της Συμβάσεως του 1990 και συντάχθηκαν στην ιταλική γλώσσα, επισυνάπτονται στην παρούσα Τελική Πράξη και είναι αυθεντικά υπό τις ίδιες προϋποθέσεις με τα αρχικά κείμενα, τα οποία συντάχθηκαν στη γαλλική, γερμανική και ολλανδική γλώσσα.

II. Κατά την υπογραφή της Συμφωνίας προσχωρήσεως της Ιταλικής Δημοκρατίας στη Σύμβαση εφαρμογής της Συμφωνίας του Σένγκεν της 14ης Ιουνίου 1985 μεταξύ των Κυβερνήσεων των κρατών της Οικονομικής Ενώσεως Μπενελούξ, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας σχετικά με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα, η οποία υπεγράφη στο Σένγκεν την 19η Ιουνίου 1990, τα Συμβαλλόμενα Μέρη υιοθέτησαν τις ακόλουθες Δηλώσεις:

1. Κοινή Δήλωση η οποία αφορά το άρθρο 5 της Συμφωνίας προσχωρήσεως.

Τα Συμβαλλόμενα Μέρη ενημερώνονται αμοιβαία, πριν από την έναρξη ισχύος της Συμφωνίας προσχωρήσεως, σχετικά με όλες τις περιστάσεις που είναι σημαντικές για τους τομείς που περιέχονται στη Σύμβαση του 1990 και για την θέση σε ισχύ της Συμφωνίας προσχωρήσεως.

Η παρούσα Συμφωνία προσχωρήσεως θα τεθεί σε ισχύ, μόνον όταν θα έχουν πληρωθεί σε όλα τα υπογράφοντα κράτη οι προαπαιτούμενοι όροι για την εφαρμογή της Συμβάσεως του 1990, οι δε έλεγχοι στα εξωτερικά σύνορα θα αποτελούν πραγματικότητα.

2. Κοινή Δήλωση σχετικά με το άρθρο 9 παράγραφο 2 της Σύμβασης του 1990.

Τα συμβαλλόμενα μέρη διευκρινίζουν ότι κατά την υπογραφή της Συμφωνίας προσχωρήσεως της Ιταλικής Δημοκρατίας στη Σύμβαση του 1990, το κοινό καθεστώς θεωρήσεων, στο οποίο αναφέρεται το άρθρο 9, παράγραφος 2 της Συμβάσεως του 1990, αντιστοιχεί προς το κοινό καθεστώς των πέντε υπογραφόντων Μερών της εν λόγω Συμβάσεως που εφαρμόζεται από την 19η Ιουνίου 1990.

## 3. Κοινή Δήλωση σχετικά με την προστασία των δεδομένων

Τα Συμβαλλόμενα Μέρη λαμβάνουν υπόψη ότι η Κυβέρνηση της Ιταλικής Δημοκρατίας δεσμεύεται να αναλάβει, πριν την επικύρωση της Συμφωνίας προσχώρησης στη Σύμβαση του 1990, όλες τις απαραίτητες πρωτοβουλίες προκειμένου η παλαιά νομοθεσία να συμπληρωθεί σύμφωνα με τη Σύμβαση του Συμβουλίου της Ευρώπης της 28ης Ιανουαρίου 1981 για την προστασία του ατόμου από την αυτοματοποιημένη επεξεργασία των δεδομένων προσωπικού χαρακτήρα, τηρώντας τη Σύσταση R (87) 15 της 17ης Σεπτεμβρίου 1987 της Επιτροπής των Υπουργών του Συμβουλίου της Ευρώπης για τη ρύθμιση της χρήσης των δεδομένων προσωπικού χαρακτήρα στον τομέα της αστυνομίας, με σκοπό την πλήρη εφαρμογή των διατάξεων των άρθρων 117 και 126 της Σύμβασης του 1990 και των λοιπών διατάξεων της εν λόγω Σύμβασης σχετικά με την προστασία δεδομένων προσωπικού χαρακτήρα ώστε να επιτευχθεί επίπεδο προστασίας που να συνάδει προς τις αντίστοιχες διατάξεις της Σύμβασης του 1990.

Έγινε στο Παρίσι, στις είκοσι επτά Νοεμβρίου χίλια εννιακόσια ενενήντα στη γαλλική, γερμανική, παλική και ολλανδική γλώσσα, τα δε τέσσερα κείμενα είναι εξίσου αυθεντικά, σε ένα πρωτότυπο στο οποίο θα κατατεθεί στο αρχείο της Κυβερνήσεως του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου η οποία θα διαβιβάσει ακριβές και επικυρωμένο αντίγραφο σε κάθε συμβαλλόμενο μέρος.

Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου του Βελγίου

Για την Κυβέρνηση της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας

Για την Κυβέρνηση της Γαλλικής Δημοκρατίας

Για την Κυβέρνηση της Ιταλικής Δημοκρατίας

Για την Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου

Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου των Κάτω Χωρών



## Κοινή Δήλωση

**Σχετικά με τα άρθρα 2 και 3 της Συμφωνίας Προσχώρησης  
της Ιταλικής Δημοκρατίας στη Σύμβαση εφαρμογής  
της Συμφωνίας Σένγκεν της 14ης Ιουνίου 1985**

Με την ευκαιρία της υπογραφής της Συμφωνίας προσχώρησης της Ιταλικής Δημοκρατίας στη Σύμβαση εφαρμογής της Συμφωνίας Σένγκεν της 14ης Ιουνίου 1985 μεταξύ των Κυβερνήσεων των κρατών της Οικονομικής Ενώσεως Μπενελούξ, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας σχετικά με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα η οποία υπεγράφη στο Σένγκεν την 19η Ιουνίου 1990, τα Συμβαλλόμενα Μέρη δηλώνουν ότι τα άρθρα 2 παράγραφος 1 και 3 παράγραφος 1 της εν λόγω Συμφωνίας δεν θίγουν τις αρμοδιότητες τις οποίες έχει λάβει από τον ιταλικό νόμο η Guardia di Finanza και τις οποίες ασκεί στο ιταλικό έδαφος.

## ΔΗΛΩΣΗ ΤΩΝ ΥΠΟΥΡΓΩΝ ΚΑΙ ΥΦΥΠΟΥΡΓΩΝ

Στις είκοσι επτά Νοεμβρίου χίλια εννιακόσια ενενήντα, εκπρόσωποι των Κυβερνήσεων του Βασιλείου του Βελγίου, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας, της Γαλλικής Δημοκρατίας, της Ιταλικής Δημοκρατίας, του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου και του Βασιλείου των Κάτω Χωρών, υπέγραψαν στο Παρίσι τη Σύμφωνία προσχωρήσεως της Ιταλικής Δημοκρατίας στη Σύμβαση εφαρμογής της Συμφωνίας του Σένγκεν της 14ης Ιουνίου 1985 μεταξύ των Κυβερνήσεων των κρατών της Οικονομικής Ενώσεως Μπενελούξ, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας σχετικά με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα, η οποία υπεγράφη στο Σένγκεν την 19η Ιουνίου 1990.

Έλαβαν γνώση του ότι ο εκπρόσωπος της Κυβερνήσεως της Ιταλικής Δημοκρατίας δήλωσε ότι συντάσσεται με τη δήλωση η οποία έγινε στο Σένγκεν την 19η Ιουνίου 1990 από τους Υπουργούς και Υφυπουργούς εκπροσώπους των Κυβερνήσεων του Βασιλείου του Βελγίου, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας, της Γαλλικής Δημοκρατίας, του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου και του Βασιλείου των Κάτω Χωρών, καθώς και με την απόφαση που επιβεβαιώθηκε την ίδια ημερομηνία, επ' ευκαιρία της υπογραφής της Συμβάσεως εφαρμογής της Συμφωνίας του Σένγκεν.

## PROTOCOLE D'ADHESION

du Gouvernement du Royaume d'Espagne

à l'Accord

entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux,  
de la République fédérale d'Allemagne et de la République française  
relatif

à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes  
signé à Schengen le 14 juin 1985, tel qu'amendé par le Protocole  
d'adhésion du Gouvernement de la République italienne  
signé à Paris le 27 novembre 1990

Les Gouvernements du Royaume de Belgique, de la République fédérale d'Allemagne,  
de la République française, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des  
Pays-Bas, Parties à l'Accord relatif à la suppression graduelle des contrôles  
aux frontières communes, signé à Schengen le 14 juin 1985, ci-après dénommé  
"l'Accord", ainsi que le Gouvernement de la République italienne qui a adhéré à  
l'Accord par le Protocole signé à Paris le 27 novembre 1990, d'une part,

et le Gouvernement du Royaume d'Espagne, d'autre part,

Considérant les progrès déjà réalisés au sein des Communautés européennes en vue  
d'assurer la libre circulation des personnes, des marchandises et des services,

Prenant acte de ce que le Gouvernement du Royaume d'Espagne partage la volonté de  
parvenir à la suppression des contrôles aux frontières communes dans la  
circulation des personnes et d'y faciliter le transport et la circulation des  
marchandises et des services,

sont convenus de ce qui suit :

## Article premier

Par le présent Protocole, le Royaume d'Espagne adhère à l'Accord tel qu'amendé  
par le Protocole d'adhésion du Gouvernement de la République italienne signé à  
Paris le 27 novembre 1990.

## Article 2

A l'article premier de l'Accord, les mots "le Royaume d'Espagne" sont ajoutés après les mots "la République fédérale d'Allemagne".

## Article 3

A l'article 8 de l'Accord, les mots "du Royaume d'Espagne" sont ajoutés après les mots " de la République fédérale d'Allemagne".

## Article 4

1. Le présent Protocole est signé sans réserve de ratification ou d'approbation ou sous réserve de ratification ou d'approbation.
2. Le présent Protocole sera appliqué à titre provisoire à compter du jour suivant sa signature. Il entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date à laquelle les cinq Etats signataires de l'Accord et le Royaume d'Espagne auront exprimé leur consentement à être liés par le présent Protocole. A l'égard de la République italienne, le présent Protocole entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date à laquelle elle aura exprimé son consentement à être liée par le présent Protocole, et au plus tôt à la date d'entrée en vigueur du présent Protocole entre les autres Parties Contractantes.
3. Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg est dépositaire du présent Protocole ; il en remet une copie certifiée conforme à chacun des autres Gouvernements signataires. Il leur notifie également la date d'entrée en vigueur.

## Article 5

Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg remet au Gouvernement du Royaume d'Espagne une copie certifiée conforme de l'Accord en langues allemande, française, italienne et néerlandaise.

Le texte de l'Accord, établi en langue espagnole, est annexé au présent Protocole et fait foi dans les mêmes conditions que les textes de l'Accord établis en langues allemande, française, italienne et néerlandaise.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont apposé leurs signatures au bas du présent Protocole.

Fait à Bonn, le vingt-cinq juin mil neuf cent quatre-vingt-onze, en langue allemande, espagnole, française, italienne et néerlandaise, les cinq textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique

Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne

Pour le Gouvernement du Royaume d'Espagne

Pour le Gouvernement de la République française

Pour le Gouvernement de la République italienne

Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas

Déclaration commune concernant les mesures à court terme,  
prévues au Titre Ier de l'Accord entre les Gouvernements  
des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale  
d'Allemagne et de la République française,  
relatif à la suppression graduelle des  
contrôles aux frontières communes signé à Schengen le 14 juin 1985,  
tel qu'amendé par le Protocole d'adhésion du Gouvernement de la  
République italienne signé à Paris le 27 novembre 1990

A l'occasion de la signature du Protocole d'adhésion du Gouvernement du Royaume d'Espagne à l'Accord signé à Schengen le 14 juin 1985, Accord auquel le Gouvernement de la République italienne a adhéré par le Protocole signé à Paris le 27 novembre 1990, les Parties Contractantes précisent que les mesures à court terme, prévues au Titre Ier dudit Accord, s'appliqueront entre les six Gouvernements liés par cet Accord et le Gouvernement du Royaume d'Espagne dans les mêmes conditions et selon les mêmes modalités qu'entre les six Gouvernements liés par cet Accord.

Déclaration du Gouvernement du Royaume d'Espagne  
concernant le Protocole d'adhésion du Gouvernement de la République portugaise

Au moment de la signature du présent Protocole, le Gouvernement du Royaume d'Espagne prend note du contenu du Protocole d'adhésion du Gouvernement de la République portugaise à l'Accord de Schengen et des déclarations annexées.

ACCORD D'ADHESION  
DU ROYAUME D'ESPAGNE

à la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985  
entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux,  
de la République fédérale d'Allemagne et de la République française  
relatif

à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes  
signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré  
la République italienne par l'Accord  
signé à Paris le 27 novembre 1990

Le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas, Parties à la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes signée à Schengen le 19 juin 1990, ci-après dénommée "la Convention de 1990", ainsi que la République italienne qui a adhéré à ladite Convention par l'Accord signé à Paris le 27 novembre 1990, d'une part,

et le Royaume d'Espagne, d'autre part,

Eu égard à la signature, intervenue à Bonn le vingt-cinq juin mil neuf cent quatre-vingt-onze, du Protocole d'adhésion du Gouvernement du Royaume d'Espagne à l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, tel qu'amendé par le Protocole d'adhésion du Gouvernement de la République italienne signé à Paris le 27 novembre 1990,

Se fondant sur l'article 140 de la Convention de 1990,

sont convenus de ce qui suit :

Article premier

Par le présent Accord, le Royaume d'Espagne adhère à la Convention de 1990.

## Article 2

1. Les agents visés à l'article 40 paragraphe 4 de la Convention de 1990 sont, en ce qui concerne le Royaume d'Espagne : les fonctionnaires du Cuerpo Nacional de Policía et du Cuerpo de la Guardia Civil dans l'exercice de leur fonction de police judiciaire, ainsi que, dans les conditions fixées par accords bilatéraux appropriés visés à l'article 40 paragraphe 6 de la Convention de 1990, en ce qui concerne leurs attributions touchant au trafic illicite de stupéfiants et substances psychotropes, au trafic d'armes et d'explosifs et au transport illicite de déchets toxiques et nuisibles, les fonctionnaires dépendant de l'Administration des douanes.

2. L'autorité visée à l'article 40 paragraphe 5 de la Convention de 1990 est, en ce qui concerne le Royaume d'Espagne : la Dirección General de la Policía.

## Article 3

1. Les agents visés à l'article 41 paragraphe 7 de la Convention de 1990 sont, en ce qui concerne le Royaume d'Espagne : les fonctionnaires du Cuerpo Nacional de Policía et du Cuerpo de la Guardia Civil dans l'exercice de leur fonction de police judiciaire, ainsi que, dans les conditions fixées par accords bilatéraux appropriés visés à l'article 41 paragraphe 10 de la Convention de 1990, en ce qui concerne leurs attributions touchant au trafic illicite de stupéfiants et substances psychotropes, au trafic d'armes et d'explosifs et au transport illicite de déchets toxiques et nuisibles, les fonctionnaires dépendant de l'Administration des douanes.

2. Au moment de la signature du présent Accord, le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume d'Espagne font chacun une déclaration dans laquelle ils définissent, sur la base des dispositions des paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 41 de la Convention de 1990, les modalités d'exercice de la poursuite sur leur territoire.



3. Au moment de la signature du présent Accord, le Gouvernement du Royaume d'Espagne fait, à l'égard du Gouvernement de la République portugaise, une déclaration dans laquelle il définit, sur la base des dispositions des paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 41 de la Convention de 1990, les modalités d'exercice de la poursuite sur son territoire.

#### Article 4

Le ministère compétent visé à l'article 65 paragraphe 2 de la Convention de 1990 est, en ce qui concerne le Royaume d'Espagne : le Ministère de la Justice.

#### Article 5

1. Le présent Accord sera soumis à ratification, approbation ou acceptation. Les instruments de ratification, d'approbation ou d'acceptation seront déposés auprès du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg ; celui-ci notifie le dépôt à toutes les Parties Contractantes.

2. Le présent Accord entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit le dépôt des instruments de ratification, d'approbation ou d'acceptation par les cinq Etats signataires de la Convention de 1990 et le Royaume d'Espagne, et au plus tôt le jour de l'entrée en vigueur de la Convention de 1990. A l'égard de la République italienne, le présent Accord entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit le dépôt de son instrument de ratification, d'approbation ou d'acceptation, et au plus tôt le jour de l'entrée en vigueur du présent Accord entre les autres Parties Contractantes.

3. Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg notifie la date de l'entrée en vigueur à chacune des Parties Contractantes.

#### Article 6

1. Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg remet au Gouvernement du Royaume d'Espagne une copie certifiée conforme de la Convention de 1990 en langues allemande, française, italienne et néerlandaise.

2. Le texte de la Convention de 1990, établi en langue espagnole, est annexé au présent Accord et fait foi dans les mêmes conditions que les textes de la Convention de 1990 établis en langues allemande, française, italienne et néerlandaise.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont apposé leurs signatures au bas du présent Accord.

Fait à Bonn, le vingt-cinq juin mil neuf cent quatre-vingt-onze, en langues allemande, espagnole, française, italienne et néerlandaise, les cinq textes faisant également foi, en un exemplaire original qui sera déposé dans les archives du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, qui remettra une copie certifiée conforme à chacune des Parties Contractantes.

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique

Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne

Pour le Gouvernement du Royaume d'Espagne

Pour le Gouvernement de la République française

Pour le Gouvernement de la République italienne

Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas

## ACTE FINAL

I. Au moment de la signature de l'Accord d'adhésion du Royaume d'Espagne à la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle la République italienne a adhéré par l'Accord d'adhésion signé à Paris le 27 novembre 1990, le Royaume d'Espagne souscrit à l'Acte final, au Procès-verbal et à la Déclaration commune des Ministres et Secrétaires d'Etat signés au moment de la signature de la Convention de 1990.

Le Royaume d'Espagne souscrit aux Déclarations communes et prend note des Déclarations unilatérales qu'ils contiennent.

Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg remet au Gouvernement du Royaume d'Espagne une copie certifiée conforme de l'Acte final, du Procès-verbal et de la Déclaration commune des Ministres et Secrétaires d'Etat signés au moment de la signature de la Convention de 1990, en langues allemande, française, italienne et néerlandaise.

Les textes de l'Acte final, du Procès-verbal et de la Déclaration commune des Ministres et Secrétaires d'Etat signés au moment de la signature de la Convention de 1990, établis en langue espagnole, sont annexés au présent Acte final et font foi dans les mêmes conditions que les textes établis en langues allemande, française, italienne et néerlandaise.

II. Au moment de la signature de l'Accord d'adhésion du Royaume d'Espagne à la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle la République italienne a adhéré par l'Accord signé à Paris le 27 novembre 1990, les Parties Contractantes ont adopté les Déclarations suivantes:

1. Déclaration commune concernant l'article 5 de l'Accord d'adhésion.

Les Etats signataires s'informent mutuellement, dès avant l'entrée en vigueur de l'Accord d'adhésion, de toutes les circonstances qui revêtent une importance pour les matières visées par la Convention de 1990 et pour la mise en vigueur de l'Accord d'adhésion.

Le présent Accord d'adhésion ne sera mis en vigueur entre les cinq Etats signataires de la Convention de 1990 et le Royaume d'Espagne que lorsque les conditions préalables à l'application de la Convention de 1990 seront remplies dans ces six Etats et que les contrôles aux frontières extérieures y seront effectifs. A l'égard de la République italienne, le présent Accord d'adhésion ne sera mis en vigueur que lorsque les conditions préalables à l'application de la Convention de 1990 seront remplies dans les Etats signataires dudit Accord et que les contrôles aux frontières extérieures y seront effectifs.

2. Déclaration commune concernant l'article 9 paragraphe 2 de la Convention de 1990.

Les Parties Contractantes précisent qu'au moment de la signature de l'Accord d'adhésion du Royaume d'Espagne à la Convention de 1990, le régime commun de visa auquel se réfère l'article 9 paragraphe 2 de la Convention de 1990 s'entend du régime commun aux Parties Signataires de ladite Convention appliqué à partir du 19 juin 1990.

Les Parties Contractantes prennent note de ce que le Gouvernement du Royaume d'Espagne s'engage à appliquer, au plus tard au moment de l'entrée en vigueur du présent Accord, le régime commun de visa dans les cas examinés en dernier lieu lors de la négociation d'adhésion à la Convention de 1990.

3. Déclaration commune concernant la protection des données.

Les Parties Contractantes prennent acte de ce que le Gouvernement du Royaume d'Espagne s'engage à prendre, avant la ratification de l'Accord d'adhésion à la Convention de 1990, toutes les initiatives nécessaires pour que la législation espagnole soit complétée conformément à la Convention du Conseil de l'Europe du 28 janvier 1981 pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, et dans le respect de la Recommandation R (87) 15 du 17 septembre 1987 du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe visant à réglementer l'utilisation des données à caractère personnel dans le secteur de la police, afin de donner entière application aux dispositions des articles 117 et 126 de la Convention de 1990 et aux autres dispositions de ladite Convention relatives à la protection des données à caractère personnel, dans le but de parvenir à un niveau de protection compatible avec les dispositions pertinentes de la Convention de 1990.

III. Les Parties Contractantes prennent acte des déclarations suivantes du Royaume d'Espagne :

1. Déclaration relative aux villes de Ceuta et Melilla.

- a. Les contrôles actuellement existants des marchandises et des voyageurs en provenance des villes de Ceuta ou de Melilla lors de leur entrée sur le territoire douanier de la Communauté Economique Européenne continueront à être exercés selon les dispositions du Protocole n° 2 de l'Acte d'adhésion de l'Espagne aux Communautés Européennes.
- b. Le régime spécifique d'exemption de visa en matière de petit trafic frontalier entre Ceuta et Melilla et les provinces marocaines de Tétouan et Nador continuera à être appliqué.
- c. Les ressortissants marocains ne résidant pas dans les provinces de Tétouan ou Nador et qui désirent entrer exclusivement sur le territoire des villes de Ceuta et Melilla continueront à être soumis à un régime d'exigence de visa. La validité de ces visas sera limitée à ces deux villes et ils pourront permettre plusieurs entrées et sorties ["visado limitado múltiple"], conformément aux dispositions des articles 10 paragraphe 3, et 11 paragraphe 1 a) de la Convention de 1990.
- d. Il sera tenu compte, dans l'application de ce régime, des intérêts des autres Parties Contractantes.
- e. En application de sa législation nationale et afin de vérifier si les passagers remplissent toujours les conditions énumérées à l'article 5 de la Convention de 1990, en vertu desquelles ils ont été autorisés à entrer sur le territoire national lors du contrôle des passeports à la frontière extérieure, l'Espagne maintiendra des contrôles (contrôles d'identité et des documents) sur les liaisons maritimes et aériennes en provenance de Ceuta et Melilla, qui ont pour unique destination un autre point du territoire espagnol.
- À cette même fin, l'Espagne maintiendra des contrôles sur les vols intérieurs et sur les liaisons régulières par transbordeur qui partent des villes de Ceuta et Melilla à destination d'un autre Etat partie à la Convention.

2. Déclaration relative à l'application de la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale et de la Convention européenne d'extradition.

Le Royaume d'Espagne s'engage à renoncer à faire usage de ses réserves et déclarations accompagnant la ratification de la Convention européenne d'extradition du 13 décembre 1957 et de la Convention européenne d'entraide judiciaire du 20 avril 1959 en tant qu'incompatibles avec la Convention de 1990.

3. Déclaration concernant l'article 121 de la Convention de 1990.

Le Gouvernement du Royaume d'Espagne déclare que, sauf à l'égard des fruits frais de citrus et des palmiers il appliquera, dès la signature de l'Accord d'adhésion à la Convention de 1990, les allègements phytosanitaires visés à l'article 121 de la Convention de 1990.

Le Gouvernement du Royaume d'Espagne déclare qu'il procédera, avant le 1er janvier 1992, à un "pest risk assessment" sur les fruits frais de citrus et les palmiers, qui, s'il révèle un danger d'introduction ou de propagation d'organismes nuisibles, pourra, le cas échéant, après l'entrée en vigueur dudit Accord d'adhésion du Royaume d'Espagne, motiver la dérogation telle que prévue à l'article 121 paragraphe 2 de la Convention de 1990.

4. Déclaration concernant l'Accord d'adhésion de la République portugaise à la Convention de 1990.

Au moment de la signature du présent Accord, le Royaume d'Espagne prend note du contenu de l'Accord d'adhésion de la République portugaise à la Convention de 1990 ainsi que de celui de l'Acte final et de la Déclaration qui y sont afférents.

Fait à Bonn, le vingt-cinq juin mil neuf cent quatre-vingt-onze, en langues allemande, espagnole, française, italienne et néerlandaise, les cinq textes faisant également foi, en un exemplaire original qui sera déposé dans les archives du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, qui remettra une copie certifiée conforme à chacune des Parties Contractantes.

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique

Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne

Pour le Gouvernement du Royaume d'Espagne

Pour le Gouvernement de la République française

Pour le Gouvernement de la République italienne

Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas



## DECLARATION DES MINISTRES ET SECRETAIRES D'ETAT

Le vingt-cinq juin mil neuf cent quatre-vingt-onze, les représentants des Gouvernements du Royaume de Belgique, de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume d'Espagne, de la République française, de la République italienne, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas ont signé à Bonn l'Accord d'adhésion du Royaume d'Espagne à la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré la République italienne par l'Accord signé à Paris le 27 novembre 1990.

Ils ont pris acte de ce que le représentant du Gouvernement du Royaume d'Espagne a déclaré s'associer à la déclaration faite à Schengen le 19 juin 1990 par les Ministres et Secrétaires d'Etat représentant les Gouvernements du Royaume de Belgique, de la République fédérale d'Allemagne, de la République française, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas et à la décision confirmée à la même date à l'occasion de la signature de la Convention d'application de l'Accord de Schengen, déclaration et décision auxquelles s'est associé le Gouvernement de la République italienne.

**ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ ΠΡΟΣΧΩΡΗΣΕΩΣ**  
**της Κυβερνήσεως του Βασιλείου της Ισπανίας**  
**στη Συμφωνία**  
**μεταξύ των Κυβερνήσεων των κρατών της Οικονομικής Ενώσεως Μπενελούξ,**  
**της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας**  
**σχετικά**  
**με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα**  
**η οποία υπεγράφη στο Σένγκεν την 14η Ιουνίου 1985, όπως τροποποιήθηκε**  
**από το Πρωτόκολλο σχετικά με την προσχώρηση της Κυβέρνησης της Ιταλικής**  
**Δημοκρατίας που υπεγράφη στο Παρίσι την 27η Νοεμβρίου 1990**

Οι Κυβερνήσεις του Βασιλείου του Βελγίου, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας, της Γαλλικής Δημοκρατίας, του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου και του Βασιλείου των Κάτω Χωρών, συμβαλλόμενα μέρη της Συμφωνίας σχετικά με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα, η οποία υπεγράφη στο Σένγκεν την 14η Ιουνίου 1985, στο εξής καλούμενη "η Συμφωνία", καθώς και η Κυβέρνηση της Ιταλικής Δημοκρατίας η οποία προσεχώρησε στη Συμφωνία με το Πρωτόκολλο το οποίο υπεγράφη στο Παρίσι την 27η Νοεμβρίου 1990, αφενός,

και η Κυβέρνηση του Βασιλείου της Ισπανίας, αφετέρου,

Έχοντας υπόψη την ήδη πραγματοποιηθείσα πρόοδο στο πλαίσιο των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων με σκοπό να διασφαλισθεί η ελεύθερη κυκλοφορία προσώπων, εμπορευμάτων και υπηρεσιών,

Λαμβάνοντας υπόψη ότι η Κυβέρνηση του Βασιλείου της Ισπανίας συμμερίζεται την επιθυμία να προχωρήσει στην κατάργηση των ελέγχων στα εσωτερικά σύνορα για την κυκλοφορία προσώπων και να διευκολύνει την μεταφορά και κυκλοφορία εμπορευμάτων και υπηρεσιών,

Συμφωνούν τα ακόλουθα:

Άρθρο 1

Με το παρόν Πρωτόκολλο το Βασίλειο της Ισπανίας προσχωρεί στη Συμφωνία όπως τροποποιήθηκε από το Πρωτόκολλο σχετικά με την προσχώρηση της Ιταλικής Δημοκρατίας το οποίο υπεγράφη στο Παρίσι την 27η Νοεμβρίου 1990.

## Άρθρο 2

Στο άρθρο 1 της Συμφωνίας, οι λέξεις "του Βασιλείου της Ισπανίας" προστίθενται μετά από τις λέξεις "της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας".

## Άρθρο 3

Στο άρθρο 8 της Συμφωνίας, οι λέξεις "του Βασιλείου της Ισπανίας" προστίθενται μετά από τις λέξεις "της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας".

## Άρθρο 4

1. Το παρόν Πρωτόκολλο υπογράφεται άνευ επιφυλάξεως κυρώσεως ή εγκρίσεως ή με την επιφύλαξη της κυρώσεως ή της εγκρίσεως.
2. Το παρόν Πρωτόκολλο θα εφαρμοστεί προσωρινά από την ημέρα που ακολουθεί την υπογραφή του. Το παρόν Πρωτόκολλο αρχίζει να ισχύει την πρώτη ημέρα του δευτέρου μηνός που ακολουθεί την ημερομηνία κατά την οποία τα πέντε υπογράφοντα τη Συμφωνία κράτη και το Βασίλειο της Ισπανίας θα έχουν εκφράσει τη συγκατάθεσή τους να δεσμευθούν από τον παρόν Πρωτόκολλο.  
Έναντι της Ιταλικής Δημοκρατίας, το παρόν Πρωτόκολλο αρχίζει να ισχύει την πρώτη ημέρα του δευτέρου μηνός που ακολουθεί την ημερομηνία κατά την οποία η Ιταλική Δημοκρατία θα έχει εκφράσει τη συγκατάθεσή της να δεσμευθεί από το παρόν Πρωτόκολλο, και το νωρίτερο την ημερομηνία ενάρξεως ισχύος του παρόντος Πρωτοκόλλου μεταξύ των λοιπών Συμβαλλομένων Μερών.
3. Θεματοφύλακας του παρόντος Πρωτοκόλλου ορίζεται η Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου. Διαβιβάζει επικυρωμένο αντίγραφο στην Κυβέρνηση κάθε υπογράφοντος κράτους. Τους γνωστοποιεί επίσης την ημερομηνία ενάρξεως ισχύος.

## Άρθρο 5

Η Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου διαβιβάζει στην Κυβέρνηση του Βασιλείου της Ισπανίας ακριβές και επικυρωμένο αντίγραφο της Συμφωνίας στη γαλλική, γερμανική, ιταλική και ολλανδική γλώσσα.

Το κείμενο της Συμφωνίας, το οποίο συντάσσεται στην ισπανική γλώσσα, επισυνάπτεται στο παρόν Πρωτόκολλο και είναι αυθεντικό υπό τις ίδιες προϋποθέσεις με τα κείμενα της Συμφωνίας τα οποία συντάσσονται στη γαλλική, γερμανική, ιταλική και ολλανδική γλώσσα.

Εις πίστωση των ανωτέρω, οι κάτωθι πληρεξούσιοι δεόντως εξουσιοδοτημένοι προς τούτο, υπέγραψαν το παρόν Πρωτόκολλο.

Έγινε στη Βόνη την εικοστή πέμπτη Ιουνίου χίλια εννιακόσια ενενήντα ένα στη γαλλική, γερμανική, ισπανική, ιταλική και ολλανδική γλώσσα, και τα πέντε κείμενα είναι εξίσου αυθεντικά.

Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου του Βελγίου

Για την Κυβέρνηση της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας

Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου της Ισπανίας

Για την Κυβέρνηση της Γαλλικής Δημοκρατίας

Για την Κυβέρνηση της Ιταλικής Δημοκρατίας

Για την Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου

Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου των Κάτω Χωρών

**Κοινή δήλωση για τα βραχυπρόθεσμα μέτρα που προβλέπονται  
στον Τίτλο Ι της Συμφωνίας**

**μεταξύ των Κυβερνήσεων των κρατών της Οικονομικής Ενώσεως Μπενελούξ,  
της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας  
σχετικά με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα  
η οποία υπεγράφη στο Σένγκεν την 14η Ιουνίου 1985, όπως τροποποιήθηκε  
από το Πρωτόκολλο σχετικά με την προσχώρηση της Κυβέρνησης της Ιταλικής  
Δημοκρατίας που υπεγράφη στο Παρίσι την 27η Νοεμβρίου 1990**

Με την ευκαιρία της υπογραφής του Πρωτοκόλλου προσχώρησης της Κυβερνήσεως του Βασιλείου της Ισπανίας στη Συμφωνία που υπεγράφη στο Σένγκεν στις 14 Ιουνίου 1985, Συμφωνία στην οποία προσχώρησε η Κυβέρνηση της Ιταλικής Δημοκρατίας με το Πρωτόκολλο που υπεγράφη στο Παρίσι την 27η Νοεμβρίου 1990, τα Συμβαλλόμενα Μέρη διευκρινίζουν ότι τα βραχυπρόθεσμα μέτρα που προβλέπονται στον Τίτλο Ι της εν λόγω Συμφωνίας θα εφαρμοσθούν μεταξύ των έξι Κυβερνήσεων που δεσμεύονται από τη Συμφωνία αυτή και της Κυβερνήσεως του Βασιλείου της Ισπανίας υπό τους ίδιους όρους και κατά τον ίδιο τρόπο όπως μεταξύ των έξι Κυβερνήσεων που έχουν δεσμευθεί από την εν λόγω Συμφωνία.

**Δήλωση της Κυβερνήσεως του Βασιλείου της Ισπανίας  
σχετικά με το Πρωτόκολλο προσχώρησης  
της Κυβερνήσεως της Πορτογαλικής Δημοκρατίας**

Κατά τη στιγμή της υπογραφής του παρόντος Πρωτοκόλλου, η Κυβέρνηση του Βασιλείου της Ισπανίας λαμβάνει γνώση του περιεχομένου του Πρωτοκόλλου προσχώρησης της Κυβερνήσεως της Πορτογαλικής Δημοκρατίας στη Συμφωνία του Σένγκεν και των επισυναπτόμενων δηλώσεων.

**ΣΥΜΦΩΝΙΑ ΠΡΟΣΧΩΡΗΣΕΩΣ  
ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΙΣΠΑΝΙΑΣ**

στη Σύμβαση εφαρμογής της από 14ης Ιουνίου 1985 Συμφωνίας του Σένγκεν μεταξύ των Κυβερνήσεων των κρατών της Οικονομικής Ενώσεως Μπενελούξ, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας σχετικά

με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα η οποία υπεγράφη στο Σένγκεν την 19η Ιουνίου 1990, στην οποία προσεχώρησε η Ιταλική Δημοκρατία με τη Συμφωνία η οποία υπεγράφη στο Παρίσι την 27η Νοεμβρίου 1990

Το Βασίλειο του Βελγίου, η Ομοσπονδιακή Δημοκρατία της Γερμανίας, η Γαλλική Δημοκρατία, το Μεγάλο Δουκάτο του Λουξεμβούργου και το Βασίλειο των Κάτω Χωρών, μέρη της Συμβάσεως εφαρμογής της Συμφωνίας του Σένγκεν της 14ης Ιουνίου 1985 μεταξύ των Κυβερνήσεων των κρατών της Οικονομικής Ενώσεως Μπενελούξ, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας σχετικά με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα η οποία υπεγράφη στο Σένγκεν την 19η Ιουνίου 1990, στο εξής καλούμενη "η Σύμβαση του 1990", καθώς και η Ιταλική Δημοκρατία, η οποία προσεχώρησε στην εν λόγω Σύμβαση με τη Συμφωνία που υπεγράφη στο Παρίσι την 27 Νοεμβρίου 1990, αφενός, και το Βασίλειο της Ισπανίας, αφετέρου,

Λαμβάνοντας υπόψη την υπογραφή, η οποία έλαβε χώρα στη Βόνη την εικοστή πέμπτη Ιουνίου χίλια εννιακόσια ενενήντα ένα, του Πρωτοκόλλου προσχωρήσεως της Κυβερνήσεως του Βασιλείου της Ισπανίας στη Συμφωνία του Σένγκεν της 14ης Ιουνίου 1985 μεταξύ των Κυβερνήσεων των κρατών της Οικονομικής Ενώσεως Μπενελούξ, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας σχετικά με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα όπως τροποποιήθηκε από το Πρωτόκολλο σχετικά με την προσχώρηση της Κυβέρνησης της Ιταλικής Δημοκρατίας το οποίο υπεγράφη στο Παρίσι την 27η Νοεμβρίου 1990,

Βάσει του άρθρου 140 της Συμβάσεως του 1990,

συνεφώνησαν τα ακόλουθα:

Άρθρο 1

Με την παρούσα Συμφωνία το Βασίλειο της Ισπανίας προσχωρεί στη Σύμβαση του 1990.

## Άρθρο 2

1. Τα όργανα που αναφέρονται στο άρθρο 40 παράγραφος 4 της Συμβάσεως του 1990, όσον αφορά το Βασίλειο της Ισπανίας είναι: οι υπάλληλοι της Cuerpo Nacional de Policía και της Cuerpo de la Guardia Civil στα πλαίσια άσκησης των καθηκόντων τους ως δικαστική αστυνομία, καθώς και - υπό τις συνθήκες που ορίζονται από τις ανάλογες διμερείς συμφωνίες κατά το αρθ. 40.6 της Σύμβασης του 1990 - οι τελωνειακοί υπάλληλοι σε ό,τι αφορά τις αρμοδιότητές των για την παράνομη διακίνηση ναρκωτικών και ψυχοτρόπων ουσιών, το εμπόριο όπλων και εκρηκτικών και την παράνομη μεταφορά τοξικών και βλαβερών αποβλήτων.
2. Η αρχή που αναφέρεται στο άρθρο 40 παράγραφος 5 της Συμβάσεως του 1990 όσον αφορά το Βασίλειο της Ισπανίας είναι: η Direccion General de la Policia.

## Άρθρο 3

1. Τα όργανα που αναφέρονται στο άρθρο 41 παράγραφος 7 της Συμβάσεως του 1990, όσον αφορά το Βασίλειο της Ισπανίας είναι: οι υπάλληλοι της Cuerpo Nacional de Policía και της Cuerpo de la Guardia Civil στα πλαίσια άσκησης των καθηκόντων τους ως δικαστική αστυνομία, καθώς και - υπό τις συνθήκες που ορίζονται από τις ανάλογες διμερείς συμφωνίες κατά το αρθ. 41.10 της Σύμβασης του 1990 - οι τελωνειακοί υπάλληλοι σε ό,τι αφορά τις αρμοδιότητές των για την παράνομη διακίνηση ναρκωτικών και ψυχοτρόπων ουσιών, το εμπόριο όπλων και εκρηκτικών και την παράνομη μεταφορά τοξικών και βλαβερών αποβλήτων.
2. Κατά τη στιγμή της υπογραφής της παρούσης Συμφωνίας, η Κυβέρνηση της Γαλλικής Δημοκρατίας και η Κυβέρνηση του Βασιλείου της Ισπανίας προβαίνουν η καθεμία σε δήλωση στην οποία καθορίζουν, βάσει των διατάξεων των παραγράφων 2, 3 και 4 του αρθ. 41 της Σύμβασης του 1990, τις λεπτομέρειες άσκησης της καταδίωξης στο έδαφός τους.

3. Κατά τη στιγμή της υπογραφής της παρούσης Συμφωνίας, η Κυβέρνηση του Βασιλείου της Ισπανίας προβαίνει σε δήλωση προς την Κυβέρνηση της Πορτογαλικής Δημοκρατίας στην οποία καθορίζει βάσει των διατάξεων των παραγράφων 2, 3 και 4 του αρθ. 41 της Σύμβασης του 1990, τις λεπτομέρειες άσκησης της καταδίωξης στο έδαφός της.

#### Άρθρο 4

Το αρμόδιο Υπουργείο που αναφέρεται στο άρθρο 65 παράγραφος 2 της Συμβάσεως του 1990, όσον αφορά το Βασίλειο της Ισπανίας είναι το Υπουργείο Δικαιοσύνης.

#### Άρθρο 5

1. Η παρούσα Συμφωνία υπόκειται σε κύρωση, έγκριση ή αποδοχή. Τα έγγραφα επικυρώσεως, εγκρίσεως ή αποδοχής κατατίθενται στην Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου, η οποία γνωστοποιεί την κατάθεση σε όλα τα συμβαλλόμενα μέρη.
2. Η παρούσα Συμφωνία αρχίζει να ισχύει την πρώτη ημέρα του δευτέρου μηνός που ακολουθεί την κατάθεση των εγγράφων επικυρώσεως, εγκρίσεως ή αποδοχής από τα πέντε υπογράφοντα τη Σύμβαση του 1990 κράτη και από το Βασίλειο της Ισπανίας, και το νωρίτερο την ημερομηνία ενάρξεως ισχύος της Συμβάσεως του 1990. Έναντι της Ιταλικής Δημοκρατίας, η παρούσα Συμφωνία αρχίζει να ισχύει την πρώτη ημέρα του δευτέρου μηνός που ακολουθεί την κατάθεση των εγγράφων επικυρώσεως, εγκρίσεως ή αποδοχής της Ιταλικής Δημοκρατίας, και το νωρίτερο την ημερομηνία ενάρξεως ισχύος της παρούσης Συμφωνίας μεταξύ των λοιπών Συμβαλλομένων Μερών.
3. Η Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου γνωστοποιεί την ημερομηνία ενάρξεως ισχύος σε καθένα από τα συμβαλλόμενα μέρη.

#### Άρθρο 6

1. Η Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου διαβιβάζει στην Κυβέρνηση του Βασιλείου της Ισπανίας ακριβές και επικυρωμένο αντίγραφο της Συμβάσεως του 1990 στη γαλλική, γερμανική, ιταλική και ολλανδική γλώσσα.
2. Το κείμενο της Σύμβασης του 1990, το οποίο συντάσσεται στην ισπανική γλώσσα επισυνάπτεται στην παρούσα Συμφωνία και είναι αυθεντικό υπό τις ίδιες προϋποθέσεις με τα κείμενα της Σύμβασης του 1990, τα οποία συντάσσονται στη γαλλική, γερμανική, ιταλική και ολλανδική γλώσσα.



Σε πίστωση των ανωτέρω, οι κάτωθι πληρεξούσιοι δεόντως εξουσιοδοτημένοι προς τούτο, έθεσαν την υπογραφή τους κάτω από την παρούσα Συμφωνία.

Έγινε στη Βόννη την εικοστή πέμπτη Ιουνίου χίλια εννιακόσια ενενήντα ένα στη γαλλική, γερμανική, ισπανική, ιταλική και ολλανδική γλώσσα, τα πέντε κείμενα όντας εξίσου αυθεντικά, σε ένα πρωτότυπο το οποίο θα κατατεθεί στο αρχείο της Κυβερνήσεως του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου το οποίο θα διαβιβάσει ακριβές και επικυρωμένο αντίγραφο σε κάθε συμβαλλόμενο μέρος.

Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου του Βελγίου

Για την Κυβέρνηση της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας

Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου της Ισπανίας

Για την Κυβέρνηση της Γαλλικής Δημοκρατίας

Για την Κυβέρνηση της Ιταλικής Δημοκρατίας

Για την Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου

Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου των Κάτω Χωρών

## ΤΕΛΙΚΗ ΠΡΑΞΗ

Κατά την υπογραφή της Συμφωνίας προσχώρησης του Βασιλείου της Ισπανίας στη Σύμβαση εφαρμογής της από 14 Ιουνίου 1985 Συμφωνίας του Σένγκεν μεταξύ των Κυβερνήσεων των κρατών της Οικονομικής Ενώσεως Μπενελούξ, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας σχετικά με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα η οποία υπεγράφη στο Σένγκεν την 19η Ιουνίου 1990 και στην οποία προσεχώρησε η Ιταλική Δημοκρατία με τη Συμφωνία προσχώρησης που υπεγράφη στο Παρίσι την 27η Νοεμβρίου 1990, το Βασίλειο της Ισπανίας προσυπογράφει την Τελική Πράξη, τα Πρακτικά και την Κοινή Δήλωση των Υπουργών και Υφυπουργών, που υπεγράφησαν κατά την υπογραφή της Συμβάσεως του 1990.

Το Βασίλειο της Ισπανίας συνυπογράφει τις κοινές Δηλώσεις και λαμβάνει γνώση των μονομερών δηλώσεων που περιλαμβάνονται στις ανωτέρω πράξεις.

Η Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου διαβιβάζει στην Κυβέρνηση του Βασιλείου της Ισπανίας ακριβές και επικυρωμένο αντίγραφο της Τελικής Πράξεως, των Πρακτικών και της Κοινής Δήλωσης των Υπουργών και Υφυπουργών, που υπεγράφησαν κατά την υπογραφή της Συμβάσεως του 1990, στη γαλλική, γερμανική, ιταλική και ολλανδική γλώσσα.

Τα κείμενα της Τελικής Πράξεως, των Πρακτικών και της Κοινής Δήλωσης των Υπουργών και Υφυπουργών, που υπεγράφησαν κατά την υπογραφή της Συμβάσεως του 1990 και συντάχθηκαν στην ισπανική γλώσσα, επισυνάπτονται στην παρούσα Τελική Πράξη και είναι αυθεντικά υπό τις ίδιες προϋποθέσεις με τα αρχικά κείμενα, τα οποία συντάχθηκαν στη γαλλική, γερμανική, ιταλική και ολλανδική γλώσσα.

II. Κατά την υπογραφή της Συμφωνίας προσχωρήσεως του Βασιλείου της Ισπανίας στη Σύμβαση εφαρμογής της από 14 Ιουνίου 1985 Συμφωνίας του Σένγκεν μεταξύ των Κυβερνήσεων των κρατών της Οικονομικής Ενώσεως Μπενελούξ, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας σχετικά με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα, η οποία υπεγράφη στο Σένγκεν την 19η Ιουνίου 1990 και στην οποία προσεχώρησε η Ιταλική Δημοκρατία με τη Συμφωνία που υπεγράφη στο Παρίσι την 27η Νοεμβρίου 1990, τα συμβαλλόμενα μέρη υιοθέτησαν τις ακόλουθες Δηλώσεις:

1. Κοινή Δήλωση η οποία αφορά το άρθρο 5 της Συμφωνίας προσχωρήσεως.

Τα συμβαλλόμενα μέρη ενημερώνονται αμοιβαία, ήδη πριν από την έναρξη ισχύος της Συμφωνίας προσχωρήσεως, σχετικά με όλες τις περιστάσεις που είναι σημαντικές για τους τομείς που περιέχονται στη Σύμβαση του 1990 και για την θέση σε ισχύ της Συμφωνίας προσχωρήσεως.

Η παρούσα Συμφωνία προσχωρήσεως θα τεθεί σε ισχύ μεταξύ των πέντε υπογραφόντων τη Σύμβαση του 1990 κρατών και του Βασιλείου της Ισπανίας μόνον όταν θα έχουν πληρωθεί στα έξι αυτά κράτη οι προαπαιτούμενοι όροι για την εφαρμογή της Συμβάσεως του 1990, οι δε έλεγχοι στα εξωτερικά σύνορα θα είναι σε όλα τα κράτη αυτά αποτελεσματικοί. Έναντι της Ιταλικής Δημοκρατίας, η παρούσα Συμφωνία προσχωρήσεως θα τεθεί σε ισχύ μόνον όταν θα έχουν πληρωθεί στα υπογράφοντα Κράτη οι προαπαιτούμενοι όροι για την εφαρμογή της Συμβάσεως του 1990, οι δε έλεγχοι στα εξωτερικά σύνορα θα είναι στα Κράτη αυτά αποτελεσματικοί.

2. Κοινή Δήλωση σχετικά με το άρθρο 9.2 της Σύμβασης του 1990.

Τα συμβαλλόμενα μέρη διευκρινίζουν ότι κατά την υπογραφή της Συμφωνίας προσχωρήσεως του Βασιλείου της Ισπανίας στη Σύμβαση του 1990, το κοινό καθεστώς θεωρήσεων, στο οποίο αναφέρεται το άρθρο 9, παράγραφος 2 της Συμβάσεως του 1990, συνάδει προς το κοινό καθεστώς των υπογραφόντων μερών της εν λόγω Συμβάσεως που εφαρμόζεται από την 19η Ιουνίου 1990.

Τα συμβαλλόμενα μέρη λαμβάνουν γνώση του ότι η Κυβέρνηση του Βασιλείου της Ισπανίας δεσμεύεται να εφαρμόσει, το αργότερο κατά τη χρονική στιγμή θέσεως της παρούσης Συμφωνίας σε ισχύ, το κοινό καθεστώς θεωρήσεων για τις τελευταίες περιπτώσεις που εξετάστηκαν κατά τις διαπραγματεύσεις προσχώρησης στη Σύμβαση του 1990.

3. Κοινή Δήλωση σχετικά με την προστασία των δεδομένων

Τα Συμβαλλόμενα Μέρη λαμβάνουν υπόψη ότι η Κυβέρνηση της Ιταλικής Δημοκρατίας δεσμεύεται να αναλάβει, πριν την επικύρωση της Συμφωνίας προσχώρησης στη Σύμβαση του 1990, όλες τις απαραίτητες πρωτοβουλίες προκειμένου η ιταλική νομοθεσία να συμπληρωθεί σύμφωνα με τη Σύμβαση του Συμβουλίου της Ευρώπης της 28ης Ιανουαρίου 1981 για την προστασία του ατόμου από την αυτοματοποιημένη επεξεργασία των δεδομένων προσωπικού χαρακτήρα, τηρώντας τη Σύσταση R (87) 15 της 17ης Σεπτεμβρίου 1987 της Επιτροπής των Υπουργών του Συμβουλίου της Ευρώπης για τη ρύθμιση της χρήσης των δεδομένων προσωπικού χαρακτήρα στον τομέα της αστυνομίας, με σκοπό την πλήρη εφαρμογή των διατάξεων των άρθρων 117 και 126 της Σύμβασης του 1990 και των λοιπών διατάξεων της εν λόγω Σύμβασης σχετικά με την προστασία δεδομένων προσωπικού χαρακτήρα ώστε να επιτευχθεί επίπεδο προστασίας που να συνάδει προς τις αντίστοιχες διατάξεις της Σύμβασης του 1990.

III. Τα συμβαλλόμενα μέρη λαμβάνουν γνώση των εξής Δηλώσεων του Βασιλείου της Ισπανίας :

1. Δήλωση σχετικά με τις πόλεις Θέουτα και Μελύλλα.

- α. Οι σήμερα υφιστάμενοι έλεγχοι των εμπορευμάτων και των ταξιδιωτών με προέλευση τις πόλεις Θέουτα ή Μελίλλα κατά την είσοδό τους στον τελωνειακό χώρο της Ευρωπαϊκής Οικονομικής Κοινότητας θα εξακολουθούν να ασκούνται σύμφωνα με τις διατάξεις του πρωτοκόλλου 2 της Πράξης προσχώρησης της Ισπανίας στις Ευρωπαϊκές Κοινότητες.
- β. Το ειδικό καθεστώς εξαίρεσης από την υποχρέωση θεώρησης σε θέματα μικρής διασυνοριακής κυκλοφορίας μεταξύ της Θέουτα και Μελίλλα και των μαροκινών επαρχιών του Τετουαν και του Νador θα συνεχίζει να εφαρμόζεται.
- γ. Οι μαροκινοί υπήκοοι που δεν διαμένουν στις επαρχίες Τετουαν ή του Νador και οι οποίοι επιθυμούν να εισέλθουν αποκλειστικά στο έδαφος των πόλεων Θέουτα και Μελίλλα θα εξακολουθήσουν να υποβάλλονται σε καθεστώς θεωρήσεων. Η ισχύς των θεωρήσεων αυτών θα περιορίζεται στις δύο αυτές πόλεις, επιτρέποντας πολλαπλές εισόδους και εξόδους ['*visado limitado multiple*'], σύμφωνα με τις διατάξεις των άρθρων 10.3, και 11.1.α. της Σύμβασης του 1990.
- δ. Για την εφαρμογή του καθεστώτος αυτού θα ληφθούν υπόψη τα συμφέροντα των υπολοίπων συμβαλλομένων μερών.
- ε. Κατ'εφαρμογήν της εθνικής της νομοθεσίας και προκειμένου να διαπιστωθεί εάν οι επιβάτες πληρούν πάντοτε τις προϋποθέσεις που απαριθμούνται στο άρθρο 5 της Σύμβασης του 1990, δυνάμει των οποίων τους επιτρέπεται η είσοδος στο εθνικό έδαφος κατά τον έλεγχο διαβατηρίων στα εξωτερικά σύνορα, η Ισπανία θα διατηρήσει ελέγχους (ταυτότητας και εγγράφων) σε ό,τι αφορά τις θαλάσσιες και εναέριας συνδέσεις με προέλευση τη Θέουτα και Μελίλλα, οι οποίες έχουν μοναδικό προορισμό κάποιο άλλο σημείο του ισπανικού εδάφους.

Προς τον ίδιο αυτό σκοπό, η Ισπανία θα διατηρήσει ελέγχους στις πτήσεις εσωτερικού και στις τακτικές συνδέσεις με πλοία μεταφόρτωσης τα οποία αναχωρούν από τις πόλεις Θέουτα και Μελίλλα με προορισμό άλλο κράτος μέλος.

2. Δήλωση σχετικά με την εφαρμογή της Ευρωπαϊκής Σύμβασης δικαστικής συνδρομής σε ποινικές υποθέσεις και της Ευρωπαϊκής Σύμβασης περί εκδόσεως.

Το Βασίλειο της Ισπανίας δεσμεύεται να παρατηθεί από τη χρήση των επιφυλάξεων και δηλώσεων του που συνοδεύουν την επικύρωση της Ευρωπαϊκής Σύμβασης περί εκδόσεως της 13ης Δεκεμβρίου 1957 και της Ευρωπαϊκής Σύμβασης δικαστικής συνδρομής της 20ης Απριλίου 1959 ως ασυμβίβαστες προς τη Σύμβαση του 1990.

3. Δήλωση σχετικά με το άρθρο 121 της Σύμβασης του 1990

Η Κυβέρνηση του Βασιλείου της Ισπανίας δηλώνει ότι θα εφαρμόσει από της υπογραφής της Συμφωνίας προσχώρησης στη Σύμβαση του 1990, εκτός σε ό,τι αφορά τα νωπά εσπεριδοειδή και τα φοινικόδενδρα, τις ελαφρύνσεις φυτοϋγειονομικού χαρακτήρα που αναφέρονται στο άρθρο 121 της Σύμβασης του 1990.

Η Κυβέρνηση του Βασιλείου της Ισπανίας δηλώνει ότι θα προχωρήσει μέχρι την 1η Ιανουαρίου σε ένα "pest risk assessment" στα νωπά εσπεριδοειδή και τα φοινικόδενδρα· αν από τούτο ανακύψει κίνδυνος εισαγωγής ή εξαπλώσεως βλαβερών οργανισμών, η Κυβέρνηση του Βασιλείου της Ισπανίας θα μπορεί ενδεχομένως - μετά την έναρξη ισχύος της εν λόγω Συμφωνίας προσχώρησης του Βασιλείου της Ισπανίας να απολογηθεί την παρέκκλιση όπως προβλέπεται στο άρθρο 121.2. της Σύμβασης του 1990.

4. Δήλωση σχετικά με τη Συμφωνία προσχώρησης της Πορτογαλικής Δημοκρατίας στη Σύμβαση του 1990

Κατά τη στιγμή της εφαρμογής της παρούσης Συμφωνίας, το Βασίλειο της Ισπανίας λαμβάνει γνώση του περιεχομένου της Συμφωνίας προσχώρησης της Πορτογαλικής Δημοκρατίας στη Σύμβαση του 1990 καθώς και του περιεχομένου της Τελικής Πράξης και της σχετικής Δήλωσης.

Έγινε στη Βόννη την εικοστή πέμπτη Ιουνίου χίλια εννιακόσια ενενήντα ένα στη γαλλική, γερμανική, ισπανική, παλική και ολλανδική γλώσσα, τα πέντε κείμενα όντας εξίσου αυθεντικά, σε ένα πρωτότυπο στο οποίο θα κατατεθεί στο αρχείο της Κυβερνήσεως του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου το οποίο θα διαβιβάσει ακριβές και επικυρωμένο αντίγραφο σε κάθε συμβαλλόμενο μέρος.

Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου του Βελγίου

Για την Κυβέρνηση της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας

Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου της Ισπανίας

Για την Κυβέρνηση της Γαλλικής Δημοκρατίας

Για την Κυβέρνηση της Ιταλικής Δημοκρατίας

Για την Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου

Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου των Κάτω Χωρών

## ΔΗΛΩΣΗ ΤΩΝ ΥΠΟΥΡΓΩΝ ΚΑΙ ΥΦΥΠΟΥΡΓΩΝ

Στις είκοσι πέντε Ιουνίου χίλια εννιακόσια ενενήντα ένα, οι εκπρόσωποι των Κυβερνήσεων του Βασιλείου του Βελγίου, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας, του Βασιλείου της Ισπανίας, της Γαλλικής Δημοκρατίας, της Ιταλικής Δημοκρατίας, του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου και του Βασιλείου των Κάτω Χωρών, υπέγραψαν στη Βόννη τη Συμφωνία προσχωρήσεως του Βασιλείου της Ισπανίας στη Σύμβαση εφαρμογής της Συμφωνίας του Σένγκεν της 14ης Ιουνίου 1985 μεταξύ των Κυβερνήσεων των κρατών της Οικονομικής Ενώσεως Μπενελούξ, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας σχετικά με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα, η οποία υπεγράφη στο Σένγκεν την 19η Ιουνίου 1990, στην οποία προσχώρησε η Ιταλική Δημοκρατία με τη Συμφωνία που υπεγράφη στο Παρίσι την 27η Νοεμβρίου 1990.

Έλαβαν γνώση του ότι ο εκπρόσωπος της Κυβερνήσεως του Βασιλείου της Ισπανίας δήλωσε ότι συντάσσεται με τη δήλωση η οποία έγινε στο Σένγκεν την 19η Ιουνίου 1990 από τους Υπουργούς και Υφυπουργούς εκπροσώπους των Κυβερνήσεων του Βασιλείου του Βελγίου, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας, της Γαλλικής Δημοκρατίας, του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου και του Βασιλείου των Κάτω Χωρών, καθώς και με την απόφαση που επιβεβαιώθηκε την ίδια ημερομηνία, επί ευκαιρία της υπογραφής της Συμβάσεως εφαρμογής της Συμφωνίας του Σένγκεν, δήλωση και απόφαση με τις οποίες συντάσσεται η Κυβέρνηση της Ιταλικής Δημοκρατίας.



**PROTOCOLE D'ADHESION**  
du Gouvernement de la République portugaise  
à l'Accord  
entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux,  
de la République fédérale d'Allemagne et de la République française  
relatif  
à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes  
signé à Schengen le 14 juin 1985  
tel qu'amendé par le Protocole d'adhésion du Gouvernement  
de la République italienne  
signé à Paris le 27 novembre 1990

Les Gouvernements du Royaume de Belgique, de la République fédérale d'Allemagne, de la République française, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas, Parties à l'Accord relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signé à Schengen le 14 juin 1985, ci-après dénommé "l'Accord", ainsi que le Gouvernement de la République italienne qui a adhéré à l'Accord par le Protocole signé à Paris le 27 novembre 1990, d'une part,

et le Gouvernement de la République portugaise, d'autre part,

Considérant les progrès déjà réalisés au sein des Communautés européennes en vue d'assurer la libre circulation des personnes, des marchandises et des services,

Prenant acte de ce que le Gouvernement de la République portugaise partage la volonté de parvenir à la suppression des contrôles aux frontières communes dans la circulation des personnes et d'y faciliter le transport et la circulation des marchandises et des services,

sont convenus de ce qui suit :

#### Article premier

Par le présent Protocole, la République portugaise adhère à l'Accord, tel qu'amendé par le Protocole d'adhésion du Gouvernement de la République italienne signé à Paris le 27 novembre 1990.

#### Article 2

A l'article premier de l'Accord, les mots "et la République italienne" sont remplacés par les mots "la République italienne et la République portugaise".

#### Article 3

A l'article 8 de l'Accord, les mots "et de la République italienne" sont remplacés par les mots "de la République italienne et de la République portugaise."

#### Article 4

1. Le présent Protocole est signé sans réserve de ratification ou d'approbation ou sous réserve de ratification ou d'approbation.
2. Il entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date à laquelle les cinq États signataires de l'Accord et la République portugaise auront exprimé leur consentement à être liés par le présent Protocole. A l'égard de la République italienne, le présent Protocole entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date à laquelle elle aura exprimé son consentement à être liée par le présent Protocole, et au plus tôt à la date d'entrée en vigueur du présent Protocole entre les autres Parties Contractantes.
3. Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg est dépositaire du présent Protocole ; il en remet une copie certifiée conforme à chacun des autres Gouvernements signataires. Il leur notifie également la date d'entrée en vigueur.

## Article 5

Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg remet au Gouvernement de la République portugaise une copie certifiée conforme de l'Accord en langues allemande, française, italienne et néerlandaise.

Le texte de l'Accord, établi en langue portugaise, est annexé au présent Protocole et fait foi dans les mêmes conditions que les textes de l'Accord établis en langues allemande, française, italienne et néerlandaise.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont apposé leurs signatures au bas du présent Protocole.

Fait à Bonn, le vingt-cinq juin mil neuf cent quatre-vingt-onze, en langues allemande, française, italienne, néerlandaise et portugaise, les cinq textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique

Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne

Pour le Gouvernement de la République française

Pour le Gouvernement de la République italienne

Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas

Pour le Gouvernement de la République portugaise

Déclaration commune concernant les mesures à court terme,  
prévues au Titre Ier de l'Accord entre les Gouvernements  
des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale  
d'Allemagne et de la République française  
relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes  
signé à Schengen le 14 juin 1985  
tel qu'amendé par le Protocole d'adhésion du Gouvernement  
de la République italienne signé à Paris le 27 novembre 1990

- A l'occasion de la signature du Protocole d'adhésion du Gouvernement de la République portugaise à l'Accord signé à Schengen le 14 juin 1985, Accord auquel le Gouvernement de la République italienne a adhéré par le Protocole signé à Paris le 27 novembre 1990, les Parties Contractantes précisent que les mesures à court terme, prévues au Titre Ier dudit Accord, s'appliqueront entre les six Gouvernements liés par cet Accord et le Gouvernement de la République portugaise dans les mêmes conditions et selon les mêmes modalités qu'entre les six Gouvernements liés par cet Accord.

Déclaration du Gouvernement de la République portugaise  
concernant le Protocole d'adhésion du  
Gouvernement du Royaume d'Espagne

Au moment de la signature du présent Protocole, le Gouvernement de la République portugaise prend note du contenu du Protocole d'adhésion du Gouvernement du Royaume d'Espagne à l'Accord de Schengen et des déclarations annexées.

ACCORD D'ADHESION  
DE LA REPUBLIQUE PORTUGAISE

à la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985  
entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux,  
de la République fédérale d'Allemagne et  
de la République française

relatif

à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes  
signée à Schengen le 19 juin 1990,

à laquelle a adhéré la République italienne par l'Accord  
signé à Paris le 27 novembre 1990

Le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas, Parties à la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes signée à Schengen le 19 juin 1990, ci-après dénommée "la Convention de 1990", ainsi que la République italienne qui a adhéré à ladite Convention par l'Accord signé à Paris le 27 novembre 1990, d'une part,

et la République portugaise, d'autre part,

Eu égard à la signature, intervenue à Bonn le vingt-cinq juin mil neuf cent quatre-vingt-onze, du Protocole d'adhésion du Gouvernement de la République portugaise à l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la

République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, tel qu'amendé par le Protocole d'adhésion du Gouvernement de la République italienne, signé à Paris le 27 novembre 1990,

Se fondant sur l'article 140 de la Convention de 1990,

sont convenus de ce qui suit :

#### Article premier

Par le présent Accord, la République portugaise adhère à la Convention de 1990.

#### Article 2

1. Les agents visés à l'article 40 paragraphe 4 de la Convention de 1990 sont, en ce qui concerne la République portugaise : les membres de la Polícia Judiciária, ainsi que, dans les conditions fixées par accords bilatéraux appropriés visés à l'article 40 paragraphe 6 de la Convention de 1990, en ce qui concerne leurs attributions touchant au trafic illicite de stupéfiants et substances psychotropes, au trafic d'armes et d'explosifs, et au transport illicite de déchets toxiques et nuisibles, les agents des douanes, en tant qu'agents auxiliaires du Ministère public.

2. L'autorité visée à l'article 40 paragraphe 5 de la Convention de 1990 est, en ce qui concerne la République portugaise : la Direcção geral de la Polícia Judiciária.

#### Article 3

1. Les agents visés à l'article 41 paragraphe 7 de la Convention de 1990 sont, en ce qui concerne la République portugaise : les membres de la Police Judiciaire, ainsi que, dans les conditions fixées par accords bilatéraux appropriés visés à l'article 41 paragraphe 10 de la Convention de 1990, en ce qui concerne leurs attributions touchant au trafic illicite de stupéfiants et substances psychotropes, au trafic d'armes et d'explosifs, et au transport illicite de déchets toxiques et nuisibles, les agents des douanes en tant qu'agents auxiliaires du Ministère public.

2. Au moment de la signature du présent Accord, le Gouvernement de la République portugaise fait, à l'égard du Gouvernement du Royaume d'Espagne, une déclaration dans laquelle il définit, sur la base des dispositions des paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 41 de la Convention de 1990, les modalités d'exercice de la poursuite sur son territoire.

#### Article 4

Le ministère compétent visé à l'article 65 paragraphe 2 de la Convention de 1990 est, en ce qui concerne la République portugaise : le Ministère de la Justice.

#### Article 5

Pour les besoins de l'extradition entre les Parties Contractantes de la Convention de 1990, l'alinéa c) de la déclaration faite par la République portugaise au sujet de l'article 1er de la Convention Européenne d'Extradition du 13 décembre 1957, se lit comme suit :

La République portugaise n'accordera pas l'extradition de personnes lorsqu'elles seront réclamées pour une infraction à laquelle correspondra une peine ou une mesure de sûreté à caractère perpétuel. Toutefois, l'extradition sera accordée lorsque l'Etat requérant assure de promouvoir, selon sa législation et sa pratique en matière d'exécution des peines, les mesures d'aménagement dont pourrait bénéficier la personne réclamée.

#### Article 6

Pour les besoins de l'entraide judiciaire en matière pénale entre les Parties Contractantes de la Convention de 1990, la République portugaise n'opposera pas de refus fondé sur le fait que les infractions, objet de la demande, sont punies selon la législation de l'Etat requérant d'une peine ou d'une mesure de sûreté à caractère perpétuel.

## Article 7

1. Le présent Accord sera soumis à ratification, approbation ou acceptation. Les instruments de ratification, d'approbation ou d'acceptation seront déposés auprès du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg ; celui-ci notifie le dépôt à toutes les Parties Contractantes.

2. Le présent Accord entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit le dépôt des instruments de ratification, d'approbation ou d'acceptation par les cinq Etats signataires de la Convention de 1990 et la République portugaise, et au plus tôt le jour de l'entrée en vigueur de la Convention de 1990. A l'égard de la République italienne, le présent Accord entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit le dépôt de son instrument de ratification, d'approbation ou d'acceptation, et au plus tôt le jour de l'entrée en vigueur du présent Accord entre les autres Parties Contractantes.

3. Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg notifie la date de l'entrée en vigueur à chacune des Parties Contractantes.

## Article 8

1. Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg remet au Gouvernement de la République portugaise une copie certifiée conforme de la Convention de 1990 en langues allemande, française, italienne et néerlandaise.

2. Le texte de la Convention de 1990, établi en langue portugaise, est annexé au présent Accord et fait foi dans les mêmes conditions que les textes de la Convention de 1990 établis en langues allemande, française, italienne et néerlandaise.



En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont apposé leurs signatures au bas du présent Accord.

Fait à Bonn, le vingt-cinq juin mil neuf cent quatre-vingt-onze, en langues allemande, française, italienne, néerlandaise et portugaise, les cinq textes faisant également foi, en un exemplaire original qui sera déposé dans les archives du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, qui remettra une copie certifiée conforme à chacune des Parties Contractantes.

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique

Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne

Pour le Gouvernement de la République française

Pour le Gouvernement de la République italienne

Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas

Pour le Gouvernement de la République portugaise

## ACTE FINAL

i. Au moment de la signature de l'Accord d'adhésion de la République portugaise à la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré la République italienne par l'Accord d'adhésion signé à Paris le 27 novembre 1990, la République portugaise souscrit à l'Acte final, au Procès-verbal et à la Déclaration commune des Ministres et Secrétaire d'Etat signés au moment de la signature de la Convention de 1990.

La République portugaise souscrit aux Déclarations communes et prend note des Déclarations unilatérales qu'ils contiennent.

Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg remet au Gouvernement de la République portugaise une copie certifiée conforme de l'Acte final, du Procès-verbal et de la Déclaration commune des Ministres et Secrétaire d'Etat signés au moment de la signature de la Convention de 1990, en langues allemande, française, italienne et néerlandaise.

Les textes de l'Acte final, du Procès-verbal et de la Déclaration commune des Ministres et Secrétaire d'Etat signés au moment de la signature de la Convention de 1990, établis en langue portugaise, sont annexés au présent Acte final et font foi dans les mêmes conditions que les textes établis en langues allemande, française, italienne et néerlandaise.

II. Au moment de la signature de l'Accord d'adhésion de la République portugaise à la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré la République italienne par l'Accord signé à Paris le 27 novembre 1990, les Parties Contractantes ont adopté les Déclarations suivantes:

1. Déclaration commune concernant l'article 7 de l'Accord d'adhésion.

Les Etats signataires s'informent mutuellement, dès avant l'entrée en vigueur de l'Accord d'adhésion, de toutes les circonstances qui revêtent une importance pour les matières visées par la Convention de 1990 et pour la mise en vigueur de l'Accord d'adhésion.

Le présent Accord d'adhésion ne sera mis en vigueur entre les cinq Etats signataires de la Convention de 1990 et la République portugaise que lorsque les conditions préalables à l'application de la Convention de 1990 seront remplies dans ces six Etats et que les contrôles aux frontières extérieures y seront effectifs. A l'égard de la République italienne, le présent Accord d'adhésion ne sera mis en vigueur que lorsque les conditions préalables à l'application de la Convention de 1990 seront remplies dans les Etats signataires dudit Accord et que les contrôles aux frontières extérieures y seront effectifs.

2. Déclaration commune concernant l'article 9 paragraphe 2 de la Convention de 1990.

Les Parties Contractantes précisent qu'au moment de la signature de l'Accord d'adhésion de la République portugaise à la Convention de 1990, le régime commun de visa auquel se réfère l'article 9 paragraphe 2 de la Convention de 1990 s'entend du régime commun aux Parties signataires de ladite Convention appliqué à partir du 19 juin 1990.

3. Déclaration commune concernant la protection des données.

Les Parties Contractantes prennent acte de ce qu'une loi relative à la protection des données personnelles faisant l'objet d'un traitement informatisé a été publiée le 29 avril 1991 par la République portugaise.

Les Parties Contractantes prennent acte de ce que le Gouvernement de la République portugaise s'engage à prendre avant la ratification de l'Accord d'adhésion à la Convention de 1990, toutes les initiatives nécessaires pour que la législation portugaise soit complétée afin de donner entière application à l'ensemble des dispositions de la Convention de 1990 relatives à la protection des données à caractère personnel.

III. Les Parties Contractantes prennent acte des déclarations suivantes de la République portugaise.

1. Déclaration relative aux ressortissants brésiliens entrant au Portugal sous le couvert de l'Accord de suppression du visa entre le Portugal et le Brésil du 9 août 1960.

Le Gouvernement de la République portugaise s'engage à réadmettre sur son territoire les ressortissants brésiliens qui, étant entrés sur le territoire des Parties Contractantes par le Portugal sous le couvert de l'Accord de suppression du visa entre le Portugal et le Brésil, sont trouvés sur le territoire des Parties Contractantes au-delà de la durée visée à l'article 20 paragraphe 1 de la Convention de 1990.

Le Gouvernement de la République portugaise s'engage à n'admettre les ressortissants brésiliens que s'ils remplissent les conditions prévues à l'article 5 de la Convention de 1990 et à prendre toutes dispositions pour que leurs documents de voyage soient compostés lors du franchissement des frontières extérieures.

2. Déclaration relative à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale.

Le Gouvernement de la République portugaise s'engage à ratifier la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959, ainsi que son Protocole additionnel, avant l'entrée en vigueur de la Convention de 1990 pour le Portugal.

3. Déclaration relative au Régime de contrôle d'exportation de technologie et de composantes de missiles.

Aux fins de l'application de l'article 123 de la Convention de 1990, le Gouvernement de la République portugaise s'engage à s'associer au Régime de contrôle d'exportation de technologie et de composantes de missiles, tel que formulé le 16 avril 1987, dans les meilleurs délais et au plus tard au moment de l'entrée en vigueur de la Convention de 1990 pour le Portugal.

4. Déclaration concernant l'article 121 de la Convention de 1990.

Le Gouvernement de la République portugaise déclare que, sauf à l'égard des fruits frais de citrus il appliquera, dès la signature de l'Accord d'adhésion à la Convention de 1990, les allègements phytosanitaires visés à l'article 121 de la Convention de 1990.

Le Gouvernement de la République portugaise déclare qu'il procédera, avant le 1er janvier 1992, à un "pest risk assessment" sur les fruits frais de citrus, qui, s'il révèle un danger d'introduction ou de propagation d'organismes nuisibles, pourra, le cas échéant, après l'entrée en vigueur dudit Accord d'adhésion de la République portugaise, motiver la dérogation telle que prévue à l'article 121 paragraphe 2 de la Convention de 1990.

5. Déclaration concernant l'Accord d'adhésion du Royaume d'Espagne à la Convention de 1990.

Au moment de la signature du présent Accord, la République portugaise prend note du contenu de l'Accord d'adhésion du Royaume d'Espagne à la Convention de 1990 ainsi que de celui de l'Acte final et de la Déclaration qui y sont afférents.

Fait à Bonn, le vingt-cinq juin mil neuf cent quatre-vingt-onze, en langues allemande, française, italienne, néerlandaise et portugaise, les cinq textes faisant également foi, en un exemplaire original qui sera déposé dans les archives du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, qui remettra une copie certifiée conforme à chacune des Parties Contractantes.

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique

Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne

Pour le Gouvernement de la République française

Pour le Gouvernement de la République italienne

Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas

Pour le Gouvernement de la République portugaise

## DECLARATION DES MINISTRES ET SECRETAIRES D'ETAT

Le vingt-cinq juin mil neuf cent quatre-vingt onze, les représentants des Gouvernements du Royaume de Belgique, de la République fédérale d'Allemagne, de la République française, de la République italienne, du Grand-Duché de Luxembourg, du Royaume des Pays-Bas et de la République portugaise ont signé à Bonn l'Accord d'adhésion de la République portugaise à la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré la République italienne par l'Accord signé à Paris le 27 novembre 1990.

Ils ont pris acte de ce que le représentant du Gouvernement de la République portugaise a déclaré s'associer à la déclaration faite à Schengen le 19 juin 1990 par les Ministres et Secrétaires d'Etat représentant les Gouvernements du Royaume de Belgique, de la République fédérale d'Allemagne, de la République française, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas et à la décision confirmée à la même date à l'occasion de la signature de la Convention d'application de l'Accord de Schengen, déclaration et décision auxquelles s'est associé le Gouvernement de la République italienne.

**ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ ΠΡΟΣΧΩΡΗΣΕΩΣ**  
της Κυβερνήσεως της Πορτογαλικής Δημοκρατίας  
στη Συμφωνία  
μεταξύ των Κυβερνήσεων των κρατών της Οικονομικής Ενώσεως Μπενελούξ,  
της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας  
σχετικά  
με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα  
η οποία υπεγράφη στο Σένγκεν την 14η Ιουνίου 1985, όπως τροποποιήθηκε  
από το Πρωτόκολλο προσχώρησης της Κυβερνήσεως της Ιταλικής Δημοκρατίας  
που υπεγράφη στο Παρίσι την 27η Νοεμβρίου 1990.

Οι Κυβερνήσεις του Βασιλείου του Βελγίου, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας, της Γαλλικής Δημοκρατίας, του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου και του Βασιλείου των Κάτω Χωρών, συμβαλλόμενα μέρη της Συμφωνίας σχετικά με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα, η οποία υπεγράφη στο Σένγκεν την 14η Ιουνίου 1985, στο εξής καλούμενη "η Συμφωνία", καθώς και η Κυβέρνηση της Ιταλικής Δημοκρατίας η οποία προσχώρησε στη Συμφωνία με το Πρωτόκολλο το οποίο υπεγράφη στο Παρίσι την 27η Νοεμβρίου 1990 αφενός,

και η Κυβέρνηση της Πορτογαλικής Δημοκρατίας, αφετέρου.

Έχοντας υπόψη την ήδη πραγματοποιηθείσα πρόοδο στο πλαίσιο των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων για να διασφαλισθεί η ελεύθερη κυκλοφορία προσώπων, εμπορευμάτων και υπηρεσιών,

Λαμβάνοντας υπόψη ότι η Κυβέρνηση της Πορτογαλικής Δημοκρατίας συμμερίζεται την επιθυμία να προχωρήσει στην κατάργηση των ελέγχων στα εσωτερικά σύνορα για την κυκλοφορία προσώπων και να διευκολύνει την μεταφορά και κυκλοφορία εμπορευμάτων και υπηρεσιών.

Συμφωνούν τα ακόλουθα:



## Άρθρο 1

Με το παρόν Πρωτόκολλο η Πορτογαλική Δημοκρατία προσχωρεί στη Συμφωνία όπως τροποποιήθηκε από το Πρωτόκολλο προσχωρήσεως της Ιταλικής Δημοκρατίας, το οποίο υπεγράφη στο Παρίσι την 27η Νοεμβρίου 1990.

## Άρθρο 2

Στο άρθρο 1 της Συμφωνίας, οι λέξεις "και της Ιταλικής Δημοκρατίας" αντικαθίστανται από τις λέξεις "της Ιταλικής Δημοκρατίας και της Πορτογαλικής Δημοκρατίας".

## Άρθρο 3

Στο άρθρο 8 της Συμφωνίας, οι λέξεις "και της Ιταλικής Δημοκρατίας" αντικαθίστανται από τις λέξεις "της Ιταλικής Δημοκρατίας και της Πορτογαλικής Δημοκρατίας".

## Άρθρο 4

1. Το παρόν Πρωτόκολλο υπογράφεται άνευ επιφυλάξεως κυρώσεως ή εγκρίσεως ή με την επιφύλαξη της κυρώσεως ή της εγκρίσεως.
2. Το παρόν Πρωτόκολλο θα αρχίσει να ισχύει την πρώτη ημέρα του δεύτερου μηνός που ακολουθεί την ημερομηνία κατά την οποία τα πέντε υπογράφοντα κράτη τη Συμφωνία και η Πορτογαλική Δημοκρατία θα έχουν εκφράσει τη συγκατάθεσή τους να δεσμευθούν από το παρόν Πρωτόκολλο. Έναντι της Ιταλικής Δημοκρατίας, το παρόν Πρωτόκολλο θα αρχίσει να ισχύει την πρώτη ημέρα του δεύτερου μηνός που ακολουθεί την ημερομηνία κατά την οποία το κράτος αυτό θα έχει εκφράσει τη συγκατάθεσή του να δεσμευθεί από το παρόν Πρωτόκολλο, εφόσον το παρόν Πρωτόκολλο έχει αρχίσει να ισχύει μεταξύ των λοιπών συμβαλλομένων μερών.
3. Θεματοφύλακας του παρόντος Πρωτοκόλλου ορίζεται η Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου. Διαβιβάζει επικυρωμένο αντίγραφο στην Κυβέρνηση κάθε υπογράφοντος κράτους. Τους γνωστοποιεί επίσης την ημερομηνία ενάρξεως ισχύος.

Η Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου διαβιβάζει στην Κυβέρνηση της Πορτογαλικής Δημοκρατίας επικυρωμένο αντίγραφο της Συμφωνίας στη γαλλική, γερμανική, ιταλική και ολλανδική γλώσσα.

Το κείμενο της Συμφωνίας στην πορτογαλική γλώσσα, επισυνάπτεται στο παρόν Πρωτόκολλο και είναι αυθεντικό υπό τις ίδιες προϋποθέσεις με τα κείμενα τα οποία συντάσσονται στη γαλλική, γερμανική, ιταλική και ολλανδική γλώσσα.

Σε πίστωση των ανωτέρω, οι κάτωθι πληρεξούσιοι δεόντως εξουσιοδοτημένοι προς τούτο έθεσαν την υπογραφή τους στο κάτω μέρος του παρόντος Πρωτοκόλλου.

Έγινε στη Βόννη την εικοστή πέμπτη Ιουνίου χίλια εννιακόσια ενενήντα ένα στη γερμανική, γαλλική, ιταλική, ολλανδική και πορτογαλική γλώσσα, και τα πέντε κείμενα είναι εξίσου αυθεντικά.

Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου του Βελγίου

Για την Κυβέρνηση της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας

Για την Κυβέρνηση της Γαλλικής Δημοκρατίας

Για την Κυβέρνηση της Ιταλικής Δημοκρατίας

Για την Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου

Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου των Κάτω Χωρών

Για την Κυβέρνηση της Πορτογαλικής Δημοκρατίας

Κοινή Δήλωση σχετικά με τα βραχυπρόθεσμα μέτρα, τα οποία προβλέπονται στον Τίτλο Ι της Συμφωνίας μεταξύ των κυβερνήσεων των κρατών της Οικονομικής Ένωσης Μπενελούξ, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας σχετικά με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα, η οποία υπεγράφη στο Σένγκεν την 14η Ιουνίου 1985, όπως τροποποιήθηκε από το Πρωτόκολλο προσχώρησης της Κυβέρνησης της Ιταλικής Δημοκρατίας το οποίο υπεγράφη στο Παρίσι την 27η Νοεμβρίου 1990.

Κατά την υπογραφή του Πρωτοκόλλου Προσχώρησης της Κυβέρνησης της Πορτογαλικής Δημοκρατίας στη Συμφωνία, η οποία υπεγράφη στο Σένγκεν την 14η Ιουνίου 1985, Συμφωνία στην οποία προσχώρησε η Κυβέρνηση της Ιταλικής Δημοκρατίας με Πρωτόκολλο το οποίο υπεγράφη στο Παρίσι την 27η Νοεμβρίου 1990, τα συμβαλλόμενα μέρη διατηρούν ότι τα βραχυπρόθεσμα μέτρα, τα οποία προβλέπονται στον Τίτλο Ι της προαναφερθείσας Συμφωνίας, θα εφαρμοσθούν μεταξύ των έξι κυβερνήσεων που δεσμεύονται από την εν λόγω Συμφωνία σύμφωνα με τους ίδιους όρους και προϋποθέσεις όπως μεταξύ των έξι κυβερνήσεων οι οποίες δεσμεύονται από την εν λόγω Συμφωνία.

Δήλωση της Κυβέρνησης της Πορτογαλικής Δημοκρατίας σχετικά με το Πρωτόκολλο προσχώρησης της Κυβέρνησης του Βασιλείου της Ισπανίας.

Κατά την υπογραφή του παρόντος Πρωτοκόλλου, η Κυβέρνηση της Πορτογαλικής Δημοκρατίας λαμβάνει γνώση του περιεχομένου του Πρωτοκόλλου προσχώρησης της Κυβέρνησης του Βασιλείου της Ισπανίας στη Συμφωνία του Σένγκεν και τις συνημμένες δηλώσεις.

**ΣΥΜΦΩΝΙΑ ΠΡΟΣΧΩΡΗΣΕΩΣ  
ΤΗΣ ΠΟΡΤΟΓΑΛΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ**

στη Σύμβαση εφαρμογής της από 14ης Ιουνίου 1985 Συμφωνίας του Σένγκεν  
μεταξύ των Κυβερνήσεων των κρατών της Οικονομικής Ενώσεως Μπενελούξ,  
της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας  
σχετικά

με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα  
η οποία υπεγράφη στο Σένγκεν την 19η Ιουνίου 1990,  
στην οποία προσχώρησε η Ιταλική Δημοκρατία  
με Συμφωνία, οι οποία  
υπεγράφη την 27η Νοεμβρίου 1990.

Το Βασίλειο του Βελγίου, η Ομοσπονδιακή Δημοκρατία της Γερμανίας, η Γαλλική Δημοκρατία, το Μεγάλο Δουκάτο του Λουξεμβούργου και το Βασίλειο των Κάτω Χωρών, μέρη της Συμβάσεως εφαρμογής της Συμφωνίας του Σένγκεν της 14ης Ιουνίου 1985 μεταξύ των Κυβερνήσεων των κρατών της Οικονομικής Ενώσεως Μπενελούξ, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας σχετικά με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα η οποία υπεγράφη στο Σένγκεν την 19η Ιουνίου 1990, στο εξής καλούμενη "η Σύμβαση του 1990", καθώς και η Ιταλική Δημοκρατία η οποία προσχώρησε στη Σύμβαση με τη Συμφωνία που υπεγράφη την 27 Νοεμβρίου 1990, αφενός,

και η Πορτογαλική Δημοκρατία, αφετέρου,

Λαμβάνοντας υπόψη την υπογραφή, η οποία έλαβε χώρα στη Βόννη την εικοστή πέμπτη Ιουνίου χίλια εννιακόσια ενενήντα ένα, του Πρωτοκόλλου προσχωρήσεως της Κυβερνήσεως της Πορτογαλικής Δημοκρατίας στη Συμφωνία του Σένγκεν της 14ης Ιουνίου 1985 μεταξύ των Κυβερνήσεων των κρατών της Οικονομικής Ενώσεως Μπενελούξ, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας σχετικά με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα, όπως τροποποιήθηκε από το Πρωτόκολλο Προσχωρήσεως της Κυβέρνησης της Ιταλικής Δημοκρατίας το οποίο υπεγράφη στο Παρίσι την 27η Νοεμβρίου 1990,

Βάσει του άρθρου 140 της Συμβάσεως του 1990,  
συνεφώνησαν τα ακόλουθα:

## Άρθρο 1

Με την παρούσα Συμφωνία, η Πορτογαλική Δημοκρατία προσχωρεί στη Σύμβαση του 1990.

## Άρθρο 2

1. Τα όργανα που αναφέρονται στο άρθρο 40 παράγραφος 4 της Συμβάσεως του 1990, όσον αφορά την Πορτογαλική Δημοκρατία είναι: τα μέλη της Polícia Judiciária (Δικαστική Αστυνομία), ως επίσης, σύμφωνα με τις προϋποθέσεις που καθορίζονται με συναφείς διμερείς συμφωνίες που αναφέρονται στο άρθρο 40 παράγραφος 6 της Συμβάσεως του 1990, όσον αφορά τα καθήκοντά τους σχετικά με την παράνομη διακίνηση ναρκωτικών και ψυχοτρόπων ουσιών, με το εμπόριο όπλων και εκρηκτικών και την παράνομη μεταφορά τοξικών και βλαβερών αποβλήτων, οι τελωνειακοί υπάλληλοι υπό την ιδιότητά τους ως βοηθητικών οργάνων των Εισαγγελικών Αρχών.
2. Η αρχή που αναφέρεται στο άρθρο 40 παράγραφος 5 της Συμβάσεως του 1990 είναι, όσον αφορά την Πορτογαλική Δημοκρατία: η Direcção-Geral da Polícia Judiciária (Γενική Διεύθυνση της Δικαστικής Αστυνομίας)

## Άρθρο 3

1. Τα όργανα που αναφέρονται στο άρθρο 41 παράγραφος 7 της Συμβάσεως του 1990, όσον αφορά την Πορτογαλική Δημοκρατία είναι: τα μέλη της Polícia Judiciária (Δικαστική Αστυνομία), ως επίσης, σύμφωνα με τις προϋποθέσεις που καθορίζονται με συναφείς διμερείς συμφωνίες που αναφέρονται στο άρθρο 41 παράγραφος 10 της Συμβάσεως του 1990, όσον αφορά τα καθήκοντά τους σχετικά με την παράνομη διακίνηση ναρκωτικών και ψυχοτρόπων ουσιών, με το εμπόριο όπλων και εκρηκτικών και την παράνομη μεταφορά τοξικών και βλαβερών αποβλήτων, οι τελωνειακοί υπάλληλοι υπό την ιδιότητά τους ως βοηθητικών οργάνων των Εισαγγελικών Αρχών.

2. Κατά την υπογραφή της παρούσας Συμφωνίας, η Κυβέρνηση της Πορτογαλικής Δημοκρατίας, προβαίνει, έναντι της Κυβέρνησης του Βασιλείου της Ισπανίας, σε μια δήλωση όπου ορίζονται, βάσει των διατάξεων του άρθρου 41 παράγραφος 2, 3 και 4 της Συμβάσεως του 1990, οι τρόποι άσκησης της καταδίωξης στο έδαφός της.

#### Άρθρο 4

Το αρμόδιο Υπουργείο που αναφέρεται στο άρθρο 65 παράγραφος 2 της Συμβάσεως του 1990, όσον αφορά την Πορτογαλική Δημοκρατία είναι: το Υπουργείο Δικαιοσύνης.

#### Άρθρο 5

Για τις ανάγκες της εκδόσεως μεταξύ των συμβαλλομένων μερών της Συμβάσεως του 1990, η επιφύλαξη που διατυπώθηκε από την Πορτογαλική Δημοκρατία στο άρθρο 1 παράγραφος γ) της Ευρωπαϊκής Σύμβασης περί Εκδόσεως της 13ης Δεκεμβρίου 1957, ερμηνεύεται με τον ακόλουθο τρόπο:

Η Πορτογαλική Δημοκρατία δεν θα προβεί στην έκδοση των προσώπων όταν ζητούνται για αξιόποινες πράξεις στις οποίες αντιστοιχεί ποινή ισόβιας κάθειωξης ή αντίστοιχου μέτρου ασφαλείας. Εντούτοις, θα προβαίνει σε έκδοση εφόσον το αιτούν κράτος εγγυάται ότι θα λάβει, σύμφωνα με την εθνική του νομοθεσία και την πρακτική στον τομέα της εκτέλεσης των ποινών, τα ρυθμιστικά μέτρα από τα οποία μπορεί να επωφεληθεί το εκζητούμενο πρόσωπο.

#### Άρθρο 6

Για τις ανάγκες της δικαστικής συνδρομής στον ποινικό τομέα μεταξύ των συμβαλλομένων μερών της Συμβάσεως του 1990, η Πορτογαλική Δημοκρατία δε θα αντιτάξει άρνηση στηριζόμενη στο ότι οι αξιόποινες πράξεις που αποτελούν αντικείμενο της αίτησης, θα τιμωρηθούν δυνάμει της νομοθεσίας του αιτούντος κράτους με ποινή ισόβιας κάθειωξης ή αντίστοιχο μέτρο ασφαλείας.

## Άρθρο 7

1. Η παρούσα Συμφωνία υπόκειται σε κύρωση, έγκριση ή αποδοχή. Τα έγγραφα επικυρώσεως, εγκρίσεως ή αποδοχής κατατίθενται στην Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου, η οποία γνωστοποιεί την κατάθεση σε όλα τα συμβαλλόμενα μέρη.
2. Η παρούσα Συμφωνία αρχίζει να ισχύει την πρώτη ημέρα του δεύτερου μηνός που ακολουθεί την κατάθεση των εγγράφων επικυρώσεως, εγκρίσεως ή αποδοχής εκ μέρους των πέντε υπογραφόντων κρατών της Συμβάσεως του 1990 και της Πορτογαλικής Δημοκρατίας και εφόσον έχει αρχίσει να ισχύει η Σύμβαση του 1990. Έναντι της Ιταλικής Δημοκρατίας, η παρούσα Συμφωνία θα αρχίσει να ισχύει την πρώτη ημέρα του δεύτερου μηνός που ακολουθεί την κατάθεση των εγγράφων επικυρώσεως, εγκρίσεως ή αποδοχής και εφόσον η παρούσα Συμφωνία έχει αρχίσει να ισχύει μεταξύ των λοιπών συμβαλλομένων μερών.
3. Η Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου γνωστοποιεί την ημερομηνία έναρξεως ισχύος σε καθένα από τα συμβαλλόμενα μέρη.

## Άρθρο 8

1. Η Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου διαβιβάζει στην Κυβέρνηση της Πορτογαλικής Δημοκρατίας ακριβές και επικυρωμένο αντίγραφο της Συμβάσεως του 1990 στη γαλλική, γερμανική, ιταλική και ολλανδική γλώσσα.
2. Το κείμενο της Συμβάσεως του 1990 στην πορτογαλική γλώσσα προσαρτάται στην παρούσα Συμφωνία και είναι εξίσου αυθεντικό με τα άλλα κείμενα της Συμβάσεως του 1990 στη γαλλική, γερμανική, ιταλική και ολλανδική γλώσσα.

Σε πίστωση των ανωτέρω, οι κάτωθι πληρεξούσιοι δεόντως εξουσιοδοτημένοι προς τούτο, έθεσαν την υπογραφή τους κάτω από την παρούσα Συμφωνία.

Έγινε στη Βόννη την εικοστή πέμπτη Ιουνίου χίλια εννιακόσια ενενήντα ένα στη γαλλική, γερμανική, ιταλική, ολλανδική και πορτογαλική γλώσσα, τα πέντε κείμενα όντας εξίσου αυθεντικά, σε ένα πρωτότυπο το οποίο θα κατατεθεί στο αρχείο της Κυβερνήσεως του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου το οποίο θα διαβιβάσει ακριβές και επικυρωμένο αντίγραφο σε καθένα από τα συμβαλλόμενα μέρη.

Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου του Βελγίου

Για την Κυβέρνηση της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας

Για την Κυβέρνηση της Γαλλικής Δημοκρατίας

Για την Κυβέρνηση της Ιταλικής Δημοκρατίας

Για την Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου

Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου των Κάτω Χωρών

Για την Κυβέρνηση της Πορτογαλικής Δημοκρατίας



## ΤΕΛΙΚΗ ΠΡΑΞΗ

Κατά την υπογραφή της Συμφωνίας προσχωρήσεως της Πορτογαλικής Δημοκρατίας στη Σύμβαση εφαρμογής της από 14 Ιουνίου 1985 Συμφωνίας του Σένγκεν μεταξύ των Κυβερνήσεων των κρατών της Οικονομικής Ενώσεως Μπενελούξ, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας σχετικά με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα η οποία υπεγράφη στο Σένγκεν την 19η Ιουνίου 1990 και στην οποία προσεχώρησε η Ιταλική Δημοκρατία με τη Συμφωνία που υπεγράφη την 27η Νοεμβρίου 1990, η Πορτογαλική Δημοκρατία προσυπογράφει την Τελική Πράξη, τα Προακτικά και την Κοινή Δήλωση των υπουργών και υφυπουργών, που υπεγράφησαν κατά την υπογραφή της Συμβάσεως του 1990.

Η Πορτογαλική Δημοκρατία συνυπογράφει τις κοινές δηλώσεις και λαμβάνει υπό σημείωση τις μονομερείς δηλώσεις που περιλαμβάνονται στις ανωτέρω πράξεις.

Η Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου διαβιβάζει στην Κυβέρνηση της Αυστριακής Δημοκρατίας ακριβές και επικυρωμένο αντίγραφο της Τελικής Πράξεως, των Προακτικών και της Κοινής Δήλωσης των υπουργών και υφυπουργών, που υπεγράφησαν κατά την υπογραφή της Συμβάσεως του 1990, στη γαλλική, γερμανική, ιταλική και ολλανδική γλώσσα.

Τα κείμενα της Τελικής Πράξεως, των Προακτικών και της Κοινής Δήλωσης των υπουργών και υφυπουργών, τα οποία υπεγράφησαν κατά την υπογραφή της Συμβάσεως του 1990, στην πορτογαλική γλώσσα προσαρτώνται στην Τελική Πράξη και είναι εξίσου αυθεντικά με τα κείμενα στη γαλλική, γερμανική, ιταλική και ολλανδική γλώσσα.

II. Κατά την υπογραφή της Συμφωνίας Προσχώρησης της Πορτογαλικής Δημοκρατίας στη Σύμβαση εφαρμογής της από 14 Ιουνίου 1985 Συμφωνίας του Σένγκεν μεταξύ των Κυβερνήσεων των κρατών της Οικονομικής Ενώσεως Μπενελούξ, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας σχετικά με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα, η οποία υπεγράφη στο Σένγκεν την 19η Ιουνίου 1990 και στην οποία προσεχώρησε η Ιταλική Δημοκρατία, με τη Συμφωνία που υπεγράφη την 27η Νοεμβρίου 1990, τα συμβαλλόμενα μέρη υιοθέτησαν τις ακόλουθες Δηλώσεις:

1. Κοινή Δήλωση η οποία αφορά το άρθρο 5 της Συμφωνίας προσχώρησης.

Τα συμβαλλόμενα μέρη ενημερώνονται αμοιβαία, ήδη πριν από την έναρξη ισχύος της Συμφωνίας προσχώρησης, σχετικά με όλες τις περιστάσεις που είναι σημαντικές για τους τομείς που περιέχονται στη Σύμβαση του 1990 και για την θέση σε ισχύ της Συμφωνίας προσχώρησης.

Η παρούσα Συμφωνία προσχώρησης θα τεθεί σε ισχύ μεταξύ των πέντε υπογραφόντων κρατών της Σύμβασης του 1990 και της Πορτογαλικής Δημοκρατίας, μόνον όταν θα έχουν πληρωθεί στα έξι κράτη αυτά οι προϋποθέσεις που προαπαιτούνται της εφαρμογής της Συμβάσεως του 1990, οι δε έλεγχοι στα εξωτερικά σύνορα θα είναι σε όλα τα κράτη αυτά αποτελεσματικοί. Έναντι της Ιταλικής Δημοκρατίας, η παρούσα Συμφωνία θα αρχίσει να ισχύει μόνον όταν θα έχουν πληρωθεί στα υπογράφοντα κράτη της αναφερόμενης Συμφωνίας οι προϋποθέσεις που προαπαιτούνται της εφαρμογής της Συμβάσεως του 1990, οι δε έλεγχοι στα εξωτερικά σύνορα θα είναι αποτελεσματικοί.

2. Κοινή Δήλωση σχετικά με το άρθρο 9 παράγραφος 2 της Συμβάσεως του 1990.

Τα συμβαλλόμενα μέρη διευκρινίζουν ότι κατά την υπογραφή της Συμφωνίας προσχώρησης της Πορτογαλικής Δημοκρατίας στη Σύμβαση του 1990, το κοινό καθεστώς θεωρήσεων, στο οποίο αναφέρεται το άρθρο 9, παράγραφος 2 της Συμβάσεως του 1990, συνάδει προς το κοινό καθεστώς των υπογραφόντων μερών της εν λόγω Συμβάσεως που εφαρμόζεται από την 19η Ιουνίου 1990.

3. Κοινή Δήλωση σχετικά με την προστασία των δεδομένων.

Τα συμβαλλόμενα μέρη λαμβάνουν γνώση ότι δημοσιεύθηκε στις 29 Απριλίου 1991 από την Πορτογαλική Δημοκρατία ο νόμος περί προστασίας των δεδομένων προσωπικού χαρακτήρα τα οποία αποτελούν αντικείμενο αυτοματοποιημένης επεξεργασίας.

Τα συμβαλλόμενα μέρη λαμβάνουν γνώση ότι η Κυβέρνηση της Πορτογαλικής Δημοκρατίας αναλαμβάνει την υποχρέωση να λάβει πριν από την κύρωση της Συμφωνίας προσχωρήσεως στην Σύμβαση του 1990, όλες τις απαραίτητες πρωτοβουλίες για να συμπληρωθεί η πορτογαλική νομοθεσία με σκοπό να εφαρμοστεί πλήρως το σύνολο των διατάξεων της Συμβάσεως του 1990 σχετικά με την προστασία των δεδομένων προσωπικού χαρακτήρα.

- III. Τα συμβαλλόμενα μέρη λαμβάνουν γνώση των ακόλουθων Δηλώσεων της Πορτογαλικής Δημοκρατίας:

1. Δήλωση σχετικά με τους υπηκόους της Βραζιλίας που εισέρχονται στην Πορτογαλία δυνάμει της Συμφωνίας κατάργησης των θεωρήσεων μεταξύ Πορτογαλίας και Βραζιλίας της 9ης Αυγούστου 1960.

Η Κυβέρνηση της Πορτογαλικής Δημοκρατίας αναλαμβάνει να δεχθεί εκ νέου στο έδαφός της τους υπηκόους της Βραζιλίας, οι οποίοι αφού εισήλθαν στο έδαφος των συμβαλλομένων μερών από την Πορτογαλία, δυνάμει της Συμφωνίας κατάργησης των θεωρήσεων μεταξύ Πορτογαλίας και Βραζιλίας, εντοπίζονται στο έδαφος των συμβαλλομένων μερών, πέραν της διάρκειας που αναφέρεται στο άρθρο 20 παράγραφος 1 της Συμβάσεως του 1990.

Η Κυβέρνηση της Πορτογαλικής Δημοκρατίας αναλαμβάνει να δεχθεί μόνον τους υπηκόους της Βραζιλίας που πληρούν τις προϋποθέσεις που προβλέπονται στο άρθρο 5 της Συμβάσεως του 1990 και να λάβει όλα τα μέτρα προκειμένου να σφραγίζονται τα αντίστοιχα ταξιδιωτικά έγγραφα κατά τη διέλευση των εξωτερικών συνόρων.

2. Δήλωση σχετικά με την Ευρωπαϊκή Σύμβαση περί δικαστικής συνδρομής σε ποινικές υποθέσεις.

Η Κυβέρνηση της Πορτογαλικής Δημοκρατίας αναλαμβάνει την υποχρέωση να επικυρώσει την Ευρωπαϊκή Σύμβαση περί δικαστικής συνδρομής σε ποινικές υποθέσεις της 20ης Απριλίου 1959, καθώς και το συμπληρωματικό Πρωτόκολλο, πριν από την έναρξη ισχύος της Συμβάσεως του 1990 έναντι της Πορτογαλικής Δημοκρατίας.

3. Δήλωση σχετικά με το καθεστώς ελέγχου εξαγωγών τεχνολογίας και τμημάτων βλημάτων, όπως διατυπώθηκε στις 16 Απριλίου 1987.

Ενώσει της εφαρμογής του άρθρου 123 της Συμβάσεως του 1990, η Κυβέρνηση της Πορτογαλικής Δημοκρατίας αναλαμβάνει να συμμετάσχει στο καθεστώς ελέγχου εξαγωγών τεχνολογίας και τμημάτων βλημάτων, όπως διατυπώθηκε στις 16 Απριλίου 1987, το συντομότερο δυνατό και το αργότερο κατά τη στιγμή έναρξεως ισχύος της Συμβάσεως του 1990 έναντι της Πορτογαλικής Δημοκρατίας.

4. Δήλωση σχετικά με το άρθρο 121 της Συμβάσεως του 1990.

Η Κυβέρνηση της Πορτογαλικής Δημοκρατίας δηλώνει ότι θα εφαρμόσει ήδη από την υπογραφή της Συμφωνίας προσχωρήσεως στην Σύμβαση του 1990 τις φιλοϋγειονομικές ελαφρύνσεις που προβλέπονται στο άρθρο 121 της Συμβάσεως του 1990, εκτός σε ό,τι αφορά τα ναυπά φρούτα εσπεριδοειδών.

Η Κυβέρνηση της Πορτογαλικής Δημοκρατίας δηλώνει ότι θα πραγματοποιήσει πριν από την 1η Ιανουαρίου 1992, μια «pest risk assessement» σχετικά με τα ναυπά φρούτα εσπεριδοειδών, η οποία σε περίπτωση κινδύνου εισαγωγής ή εξαπλώσεως βλαβερών οργανισμών, μετά την έναρξη ισχύος της εν λόγω Συμφωνίας προσχωρήσεως της Πορτογαλικής Δημοκρατίας, θα αιτιολογήσει την παρέκκλιση όπως προβλέπεται στο άρθρο 121 παράγραφος 2 της Συμβάσεως του 1990.

5. Δήλωση σχετικά με τη Συμφωνία Προσχωρήσεως του Βασιλείου της Ισπανίας στη Σύμβαση του 1990.

Κατά την υπογραφή της παρούσας Συμφωνίας, η Πορτογαλική Δημοκρατία λαμβάνει υπό σημείωση το περιεχόμενο της Συμφωνίας Προσχωρήσεως του Βασιλείου της Ισπανίας στη Σύμβαση του 1990, καθώς και της σχετικής Τελικής Πράξεως και της Δηλώσεως.

Έγινε στη Βόννη την εικοστή πέμπτη Ιουνίου χίλια εννιακόσια ενενήντα ένα στη γαλλική, γερμανική, ιταλική και ολλανδική γλώσσα, τα πέντε κείμενα όντας εξίσου αυθεντικά, σε ένα πρωτότυπο στο οποίο θα κατατεθεί στο αρχείο της Κυβερνήσεως του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου το οποίο θα διαβιβάσει ακριβές και επικυρωμένο αντίγραφο σε κάθε ένα από τα συμβαλλόμενα μέρη.

Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου του Βελγίου

Για την Κυβέρνηση της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας

Για την Κυβέρνηση της Γαλλικής Δημοκρατίας

Για την Κυβέρνηση της Ιταλικής Δημοκρατίας

Για την Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου

Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου των Κάτω Χωρών

Για την Κυβέρνηση της Πορτογαλικής Δημοκρατίας

## ΔΗΛΩΣΗ ΤΩΝ ΥΠΟΥΡΓΩΝ ΚΑΙ ΥΦΥΠΟΥΡΓΩΝ

Την εικοστή πέμπτη Ιουνίου χίλια εννιακόσια ενενήντα ένα οι εκπρόσωποι των Κυβερνήσεων του Βασιλείου του Βελγίου, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας, της Γαλλικής Δημοκρατίας, της Ιταλικής Δημοκρατίας, του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου, του Βασιλείου των Κάτω Χωρών, υπέγραψαν στη Βόννη την Συμφωνία προσχωρήσεως της Πορτογαλικής Δημοκρατίας στη Σύμβαση εφαρμογής της Συμφωνίας του Σένγκεν της 14ης Ιουνίου 1985 μεταξύ των Κυβερνήσεων των κρατών της Οικονομικής Ενώσεως Μπενελούξ, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας σχετικά με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα, η οποία υπεγράφη στο Σένγκεν την 19η Ιουνίου 1990, στην οποία προσχώρησε η Ιταλική Δημοκρατία, με τη Συμφωνία η οποία υπεγράφη την 27η Νοεμβρίου 1990.

Ελάβαν υπόψη ότι ο εκπρόσωπος της Κυβερνήσεως της Πορτογαλικής Δημοκρατίας δήλωσε ότι συμμετέχει στη δήλωση η οποία έγινε στο Σένγκεν την 19η Ιουνίου 1990 από τους Υπουργούς και Υφυπουργούς των Κυβερνήσεων του Βασιλείου του Βελγίου, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας, της Γαλλικής Δημοκρατίας, του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου και του Βασιλείου των Κάτω Χωρών, καθώς και με την απόφαση που επιβεβαιώθηκε την ίδια ημερομηνία, εστουχαιρία της υπογραφής της Συμβάσεως εφαρμογής της Συμφωνίας του Σένγκεν, δήλωση και απόφαση στις οποίες συμμετέχει η Κυβέρνηση της Ιταλικής Δημοκρατίας.

## ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ ΠΡΟΣΧΩΡΗΣΕΩΣ

της Κυβερνήσεως της Ελληνικής Δημοκρατίας

στην Συμφωνία

μεταξύ των Κυβερνήσεων των κρατών της Οικονομικής Ενώσεως Βελγίου,  
της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας  
σχετικά

με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα

η οποία υπεγράφη στο Schengen την 14η Ιουνίου 1985, όπως τροποποιήθηκε  
από τα Πρωτόκολλα προσχώρησης της Κυβερνήσεως της Ιταλικής Δημοκρατίας  
το οποίο υπεγράφη στο Παρίσι την 27η Νοεμβρίου 1990,

και των Κυβερνήσεων του Βασιλείου της Ισπανίας και της Δημοκρατίας της Πορτογαλίας  
τα οποία υπεγράφησαν στην Βόννη την 25η Ιουνίου 1991

Οι Κυβερνήσεις του Βασιλείου του Βελγίου, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας, της Γαλλικής Δημοκρατίας, του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου και του Βασιλείου των Κάτω Χωρών, συμβαλλόμενα μέρη της Συμφωνίας σχετικά με την σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα, η οποία υπεγράφη στο Schengen την 14η Ιουνίου 1985, στο εξής καλούμενη "η Συμφωνία", καθώς και η Κυβέρνηση της Ιταλικής Δημοκρατίας, η οποία προσεχώρησε στην Συμφωνία βάσει Πρωτοκόλλου το οποίο υπεγράφη στο Παρίσι την 27η Νοεμβρίου 1990 και οι Κυβερνήσεις του Βασιλείου της Ισπανίας και της Δημοκρατίας της Πορτογαλίας, οι οποίες προσεχώρησαν στην Συμφωνία βάσει των Πρωτοκόλλων τα οποία υπεγράφησαν στην Βόννη την 25η Ιουνίου 1991, αφ'ενός,

και η Κυβέρνηση της Ελληνικής Δημοκρατίας, αφ'ετέρου,

Έχοντας υπόψη την ήδη πραγματοποιηθείσα πρόοδο στο πλαίσιο των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων για να διασφαλισθεί η ελεύθερη κυκλοφορία προσώπων, εμπορευμάτων και υπηρεσιών,

Λαμβάνοντας υπόψη ότι η Κυβέρνηση της Ελληνικής Δημοκρατίας συμμερίζεται την επιθυμία για να προχωρήσει στην κατάρτιση των ελέγχων στα εσωτερικά σύνορα για την κυκλοφορία προσώπων και να διευκολύνει την μεταφορά και κυκλοφορία εμπορευμάτων και υπηρεσιών,

Συμφωνούν τα ακόλουθα :

#### Άρθρο 1

Με το παρόν Πρωτόκολλο η Ελληνική Δημοκρατία προσχωρεί στην Συμφωνία, όπως τροποποιήθηκε με το Πρωτόκολλο προσχωρήσεως της Κυβερνήσεως της Ιταλικής Δημοκρατίας, το οποίο υπεγράφη στο Παρίσι την 27η Νοεμβρίου 1990 καθώς και με τα Πρωτόκολλα προσχωρήσεως των Κυβερνήσεων του Βασιλείου της Ισπανίας και της Δημοκρατίας της Πορτογαλίας, τα οποία υπεγράφησαν στην Βόνη την 25η Ιουνίου 1991.

#### Άρθρο 2

Στο άρθρο 1 της Συμφωνίας, οι λέξεις "της Ελληνικής Δημοκρατίας" προστίθενται μετά από τις λέξεις "της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας".

#### Άρθρο 3

Στο άρθρο 3 της Συμφωνίας οι λέξεις "της Ελληνικής Δημοκρατίας" προστίθενται μετά από τις λέξεις "της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας".

#### Άρθρο 4

1. Το παρόν Πρωτόκολλο υπογράφεται άνευ επιφύλαξης, κυρώσεως ή εγκρίσεως ή με την επιφύλαξη της κυρώσεως ή της εγκρίσεως.



2. Το παρόν Πρωτόκολλο θα εφαρμοσθεί προσωρινά από την ημέρα που ακολουθεί την υπογραφή του, για το Βασίλειο του Βελγίου, την Ομοσπονδιακή Δημοκρατία της Γερμανίας, την Ελληνική Δημοκρατία, το Βασίλειο της Ισπανίας, την Γαλλική Δημοκρατία, το Μεγάλο Δουκάτο του Λουξεμβούργου και το Βασίλειο των Κάτω Χωρών. Θα αρχίσει να ισχύει την πρώτη ημέρα του δευτέρου μηνός που ακολουθεί την ημερομηνία κατά την οποία τα κράτη για τα οποία η Συμφωνία έχει αρχίσει να ισχύει και η Ελληνική Δημοκρατία θα έχουν εκφράσει την συγκατάθεσή τους να δεσμεύονται από το παρόν Πρωτόκολλο.

Έναντι των άλλων κρατών, το παρόν Πρωτόκολλο θα αρχίσει να ισχύει την πρώτη ημέρα του δευτέρου μηνός μετά την ημερομηνία κατά την οποία καθένα από τα κράτη αυτά θα έχει εκφράσει την συγκατάθεσή του να δεσμευθεί, εφόσον το παρόν Πρωτόκολλο έχει αρχίσει να ισχύει σύμφωνα με το προηγούμενο εδάφιο.

3. Θεματοφύλακας του παρόντος Πρωτοκόλλου ορίζεται η Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου. Διαβιβάζει επικυρωμένο αντίγραφο στην Κυβέρνηση κάθε υπογράφοντος κράτους. Τους γνωστοποιεί επίσης την ημερομηνία ενάρξεως ισχύος.

#### Άρθρο 5

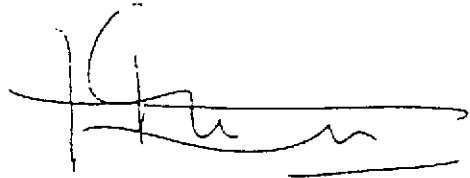
Η Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου διαβιβάζει στην Κυβέρνηση της Ελληνικής Δημοκρατίας επικυρωμένο αντίγραφο της Συμφωνίας στην γαλλική, γερμανική, ισπανική, ιταλική, ολλανδική και πορτογαλική γλώσσα.

Το κείμενο της Συμφωνίας στην ελληνική γλώσσα επισυνάπτεται στο παρόν Πρωτόκολλο και είναι αυθεντικό υπό τις ίδιες προϋποθέσεις με τα κείμενα της Συμφωνίας τα οποία συντάσσονται εξίσου στην γαλλική, γερμανική, ισπανική, ιταλική, ολλανδική και πορτογαλική γλώσσα.

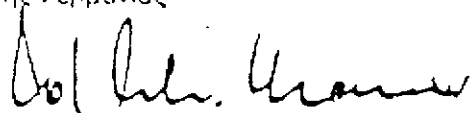
Σε πίστωση των ανωτέρω, οι κάτωθι πληρεξούσιοι υπέγραψαν το παρόν Πρωτόκολλο

Έγινε στη Μαδρίτη την 6η Νοεμβρίου 1992, στην γαλλική, γερμανική, ελληνική, ισπανική, ιταλική, ολλανδική και πορτογαλική γλώσσα, και τα επτά κείμενα είναι εξίσου αυθεντικά.

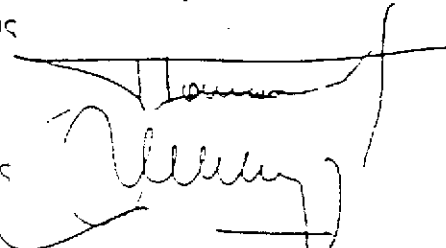
Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου του Βελγίου



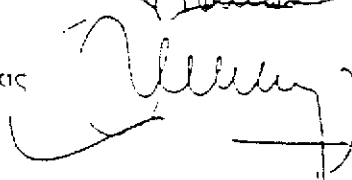
Για την Κυβέρνηση της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας



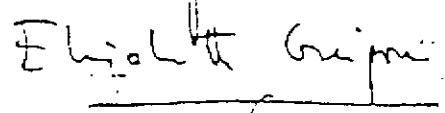
Για την Κυβέρνηση της Ελληνικής Δημοκρατίας



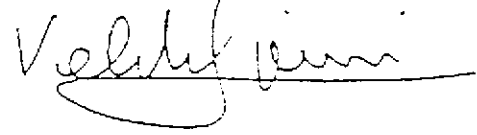
Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου της Ισπανίας



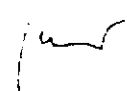
Για την Κυβέρνηση της Γαλλικής Δημοκρατίας



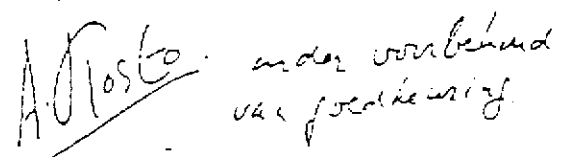
Για την Κυβέρνηση της Ιταλικής Δημοκρατίας



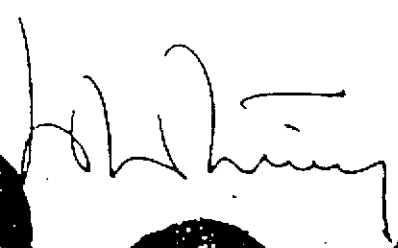
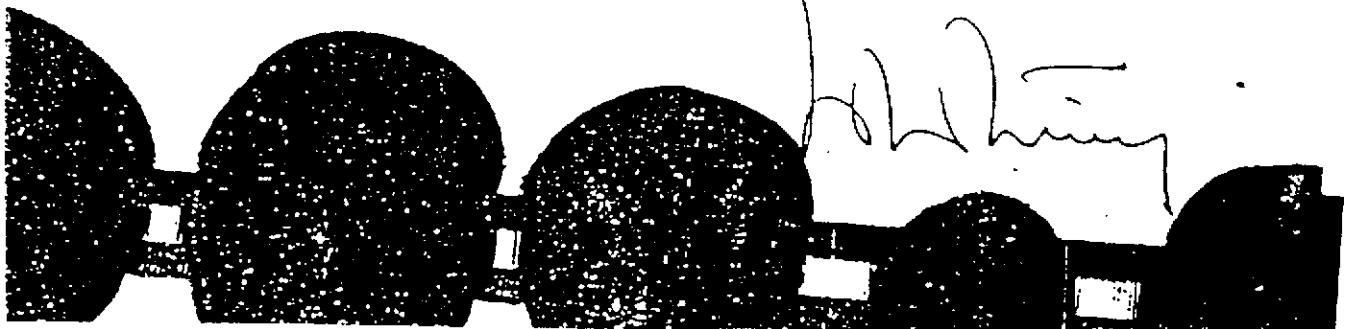
Για την Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου



Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου των Κάτω Χωρών



Για την Κυβέρνηση της Δημοκρατίας της Πορτογαλίας

Κοινή δήλωση σχετικά με τα βραχυπρόθεσμα μέτρα, τα οποία προβλέπονται στον τίτλο Ι της Συμφωνίας μεταξύ των Κυβερνήσεων των κρατών της Οικονομικής Ενώσεως Benelux, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας, σχετικά με την σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα, η οποία υπεγράφη στο Schengen την 14η Ιουνίου 1985 όπως τροποποιήθηκε από το Πρωτόκολλο προσχωρήσεως της Κυβερνήσεως της Ιταλικής Δημοκρατίας, το οποίο υπεγράφη στο Παρίσι την 27η Νοεμβρίου 1990 και από τα Πρωτόκολλα προσχωρήσεως των Κυβερνήσεων του Βασιλείου της Ισπανίας και της Δημοκρατίας της Πορτογαλίας, τα οποία υπεγράφησαν στην Βόνη την 25η Ιουνίου 1991

Κατά την υπογραφή του Πρωτοκόλλου προσχωρήσεως της Κυβερνήσεως της Ελληνικής Δημοκρατίας στην Συμφωνία, η οποία υπεγράφη στο Schengen την 14η Ιουνίου 1985, Συμφωνία στην οποία προσχώρησε η Κυβέρνηση της Ιταλικής Δημοκρατίας με Πρωτόκολλο, το οποίο υπεγράφη στο Παρίσι την 27η Νοεμβρίου 1990 καθώς και οι Κυβερνήσεις του Βασιλείου της Ισπανίας και της Δημοκρατίας της Πορτογαλίας με Πρωτόκολλα τα οποία υπεγράφησαν στη Βόνη την 25η Ιουνίου 1991, τα συμβαλλόμενα μέρη διευκρινίζουν ότι τα βραχυπρόθεσμα μέτρα τα οποία προβλέπονται στον τίτλο Ι της εν λόγω Συμφωνίας θα εφαρμοσθούν μεταξύ των Κυβερνήσεων που δεσμεύονται από τη Συμφωνία αυτή και της Κυβερνήσεως της Ελληνικής Δημοκρατίας, σύμφωνα με τους ίδιους όρους και προϋποθέσεις, όπως μεταξύ των Κυβερνήσεων που δεσμεύονται από την Συμφωνία αυτή.

ΣΥΜΦΩΝΙΑ ΠΡΟΣΧΩΡΗΣΕΩΣ  
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

στη Σύμβαση εφαρμογής της από 14ης Ιουνίου 1985 Συμφωνίας του Schengen  
μεταξύ των Κυβερνήσεων των Κρατών της Οικονομικής Ενώσεως Benelux,  
της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας  
σχετικά

με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα,  
η οποία υπεγράφη στο Schengen την 19η Ιουνίου 1990, στην οποία προσεχώρησαν  
η Ιταλική Δημοκρατία με Συμφωνία,

η οποία υπεγράφη στο Παρίσι την 27η Νοεμβρίου 1990  
και το Βασίλειο της Ισπανίας και η Δημοκρατία της Πορτογαλίας  
με Συμφωνίες, οι οποίες υπεγράφησαν στη Βόνη την 25η Ιουνίου 1991

Το Βασίλειο του Βελγίου, η Ομοσπονδιακή Δημοκρατία της Γερμανίας, η Γαλλική Δημοκρατία, το Μεγάλο Δουκάτο του Λουξεμβούργου και το Βασίλειο των Κάτω Χωρών, μέρη της Συμβάσεως εφαρμογής της Συμφωνίας του Schengen της 14ης Ιουνίου 1985 μεταξύ των Κυβερνήσεων των Κρατών της Οικονομικής Ενώσεως Benelux, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας σχετικά με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα, η οποία υπεγράφη στο Schengen την 19η Ιουνίου 1990, στο εξής καλούμενη "η Σύμβαση του 1990" καθώς και η Ιταλική Δημοκρατία, η οποία προσεχώρησε στην Σύμβαση του 1990 με Συμφωνία η οποία υπεγράφη στο Παρίσι την 27η Νοεμβρίου 1990 καθώς και το Βασίλειο της Ισπανίας και η Δημοκρατία της Πορτογαλίας που προσχώρησαν στην Σύμβαση του 1990 με συμφωνίες οι οποίες υπεγράφησαν στη Βόνη την 25η Ιουνίου 1991, αφ' ενός,

και η Ελληνική Δημοκρατία, αφ' ετέρου,

Λαμβάνοντας υπόψη την υπογραφή, η οποία έλαβε χώρα στη Μαδρίτη την 6η Νοεμβρίου 1992, του Πρωτοκόλλου προσχωρήσεως της Κυβερνήσεως της Ελληνικής Δημοκρατίας στη Συμφωνία του Schengen της 14ης Ιουνίου 1985 μεταξύ των Κυβερνήσεων των Κρατών της Οικονομικής Ενώσεως Benelux, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας σχετικά με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα, ως τροποποιήθηκε από το Πρωτόκολλο προσχωρήσεως της Κυβερνήσεως της Ιταλικής Δημοκρατίας, που υπεγράφη στο Παρίσι την 27η Νοεμβρίου 1990 και από τα Πρωτόκολλα προσχωρήσεως του Βασιλείου της Ισπανίας και της Δημοκρατίας της Πορτογαλίας, τα οποία υπεγράφησαν στη Βόνη

Βάσει του άρθρου 149 της Συμβάσεως του 1990,

συνεφώνησαν τα ακόλουθα :

#### Άρθρο 1

Με την παρούσα Συμφωνία η Ελληνική Δημοκρατία προσχωρεί στη Σύμβαση του 1990.

#### Άρθρο 2

1. Τα όργανα που αναφέρονται στο άρθρο 40 παράγραφος 4 της Συμβάσεως του 1990 είναι, όσον αφορά την Ελληνική Δημοκρατία : το αστυνομικό προσωπικό της Ελληνικής Αστυνομίας και τα όργανα του Λιμενικού Σώματος, ανάλογα με τις αρμοδιότητές τους, ως επίσης, σύμφωνα με τις προϋποθέσεις που καθορίζονται με συναφείς διμερείς συμφωνίες που αναφέρονται στο άρθρο 40 παράγραφος 6 της Συμβάσεως του 1990, όσον αφορά τα καθήκοντά τους σχετικά με την παράνομη διακίνηση ναρκωτικών και ψυχοτρόπων ουσιών, με το εμπόριο όπλων και εκρηκτικών και την παράνομη μεταφορά τοξικών και βλαβερών αποβλήτων, οι υπάλληλοι οι οποίοι υπάγονται στην Τελωνειακή Υπηρεσία.

2. Η αρχή που αναφέρεται στο άρθρο 40 παράγραφος 5 της Συμβάσεως του 1990 είναι, όσον αφορά την Ελληνική Δημοκρατία : η Διεύθυνση Διεθνούς Αστυνομικής Συνεργασίας του Υπουργείου Δημοσίας Τάξεως.

#### Άρθρο 3

Το αρμόδιο υπουργείο που αναφέρεται στο άρθρο 65 παράγραφος 2 της Συμβάσεως του 1990 είναι για την Ελληνική Δημοκρατία : το Υπουργείο Δικαιοσύνης.

## Άρθρο 4

Για τις ανάγκες της εκδόσεως μεταξύ των συμβαλλομένων μερών της Συμβάσεως του 1990, η Ελληνική Δημοκρατία δεν θα εφαρμόσει τις επιφυλάξεις, τις οποίες διέτύπωσε σχετικά με τα άρθρα 7, 18 και 19 της Ευρωπαϊκής Συμβάσεως περί Εκδόσεως της 13ης Δεκεμβρίου 1957.

## Άρθρο 5

Για τις ανάγκες της δικαστικής συνδρομής στον ποινικό τομέα μεταξύ των συμβαλλομένων μερών της Συμβάσεως του 1990, η Ελληνική Δημοκρατία δεν θα εφαρμόσει την επιφύλαξη, την οποία διέτύπωσε σχετικά με τα άρθρα 4 και 11 της Ευρωπαϊκής Συμβάσεως Δικαστικής Συνδρομής στον ποινικό τομέα της 20ής Απριλίου 1959.

## Άρθρο 6

1. Η παρούσα Συμφωνία υπόκειται σε κύρωση, έγκριση ή αποδοχή. Τα έγγραφα επικυρώσεως, εγκρίσεως ή αποδοχής κατατίθενται στην Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου, η οποία γνωστοποιεί την κατάθεση σε όλα τα συμβαλλόμενα μέρη.
2. Η παρούσα Συμφωνία αρχίζει να ισχύει την πρώτη ημέρα του δευτέρου μηνός που ακολουθεί την κατάθεση των εγγράφων επικυρώσεως, εγκρίσεως ή αποδοχής εκ μέρους των κρατών έναντι των οποίων η Σύμβαση του 1990 έχει αρχίσει να ισχύει, και της Ελληνικής Δημοκρατίας.

Έναντι των άλλων κρατών, η παρούσα Συμφωνία θα αρχίσει να ισχύει την πρώτη ημέρα του δεύτερου μηνός που ακολουθεί την κατ'ίθνη των εγγράφων επικυρίσεως, εγκρίσεως ή αποδοχής τους, εφόσον η παρούσα συμφωνία έχει αρχίσει να ισχύει κατά τις διατάξεις του προηγούμενου εδαφίου.

3. Η Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου γνωστοποιεί την ημερομηνία ενάρξεως ισχύος σε καθένα από τα συμβαλλόμενα μέρη.

#### Άρθρο 7

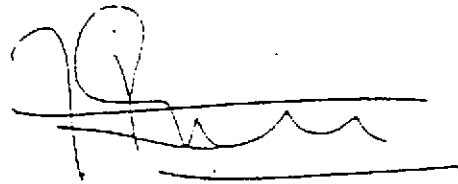
1. Η Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου διαβιβάζει στην Κυβέρνηση της Ελληνικής Δημοκρατίας ακριβές και επικυρωμένο αντίγραφο της Συμβάσεως του 1990 στη γαλλική, γερμανική, ισπανική, ιταλική, ολλανδική και πορτογαλική γλώσσα.

2. Το κείμενο της Συμβάσεως του 1990 στην ελληνική γλώσσα προσαρτάται στην παρούσα Συμφωνία και είναι εξίσου αυθεντικό με τα άλλα κείμενα της Συμβάσεως του 1990 στη γαλλική, γερμανική, ισπανική, ιταλική, ολλανδική και πορτογαλική γλώσσα.

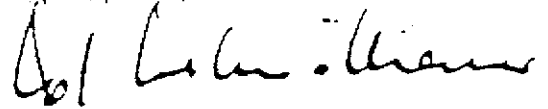
Σε πίστωση των ανωτέρω, οι κάτωθι πληρεξούσιοι δεόντως εξουσιοδοτημένοι προς τούτο, έθεσαν την υπογραφή τους κάτω από την παρούσα Συμφωνία.

Έγινε στη Μαδρίτη την 6η Νοεμβρίου 1992, στη γαλλική, γερμανική, ελληνική, ισπανική, ιταλική, ολλανδική και πορτογαλική γλώσσα, τα οποία κείμενα όντως εξίσου αυθεντικά, σε ένα πρωτότυπο στο οποίο θα κτιστεί στο αρχείο της Κυβερνήσεως του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου το οποίο θα διαβιβάζεται ακριβές και επικυρωμένο αντίγραφο σε κάθε συμβαλλόμενο μέρος.

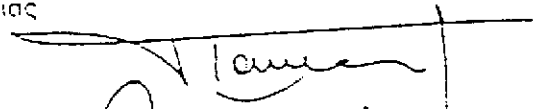
Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου του Βελγίου



Για την Κυβέρνηση της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας



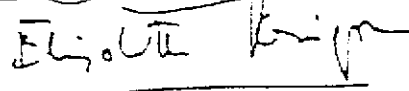
Για την Κυβέρνηση της Ελληνικής Δημοκρατίας



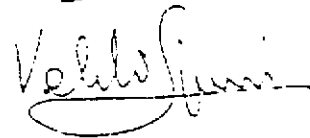
Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου της Ισπανίας



Για την Κυβέρνηση της Γαλλικής Δημοκρατίας



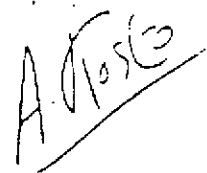
Για την Κυβέρνηση της Ιταλικής Δημοκρατίας



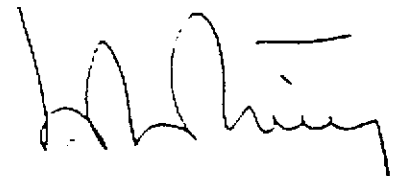
Για την Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου



Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου των Κάτω Χωρών



Για την Κυβέρνηση της Δημοκρατίας της Πορτογαλίας





## ΤΕΛΙΚΗ ΠΡΑΞΗ

Ι. Κατά την υπογραφή της Συμφωνίας προσχωρήσεως της Ελληνικής Δημοκρατίας στην Σύμβαση εφαρμογής της από 14 Ιουνίου 1985 Συμφωνίας του Schengen μεταξύ των Κυβερνήσεων των Κρατών της Οικονομικής Ενώσεως Βενελυx, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας σχετικά με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα, η οποία υπεγράφη στο Schengen την 19η Ιουνίου 1990 και στην οποία προσεχώρησαν η Ιταλική Δημοκρατία με τη Συμφωνία προσχωρήσεως η οποία υπεγράφη στο Παρίσι την 27η Νοεμβρίου 1990, το Βασίλειο της Ισπανίας και η Δημοκρατία της Πορτογαλίας με τις Συμφωνίες προσχωρήσεως που υπεγράφησαν στην Βόνη την 25η Ιουνίου 1991, η Ελληνική Δημοκρατία συνυπογράφει την Τελική Πράξη, τα Πρακτικά και την Κοινή Δήλωση των Υπουργών και Υφυπουργών, που υπεγράφησαν κατά την υπογραφή της Συμβάσεως του 1990.

Η Ελληνική Δημοκρατία συνυπογράφει τις κοινές δηλώσεις και λαμβάνει υπό σημείωση τις μονομερείς δηλώσεις που περιλαμβάνονται στις ανωτέρω πράξεις.

Η Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου διαβιβάζει στην Κυβέρνηση της Ελληνικής Δημοκρατίας ακριβές και επικυρωμένο αντίγραφο της Τελικής Πράξεως, των Πρακτικών και της Κοινής Δηλώσεως των υπουργών και υφυπουργών, που υπεγράφησαν κατά την υπογραφή της Συμβάσεως του 1990, στην γαλλική, γερμανική, ισπανική, ιταλική, ολλανδική και πορτογαλική γλώσσα.

Τα κείμενα της Τελικής Πράξεως, των Πρακτικών και της Κοινής Δηλώσεως των υπουργών και υφυπουργών, τα οποία υπεγράφησαν κατά την υπογραφή της Συμβάσεως του 1990, στην Ελληνική γλώσσα προσαρτώνται στην παρούσα Τελική Πράξη και είναι εξίσου αυθεντικά με τα κείμενα στην γαλλική, γερμανική, ισπανική, ιταλική, ολλανδική και πορτογαλική γλώσσα.

II. Κατά την υπογραφή της Συμφωνίας προσχωρήσεως της Ελληνικής Δημοκρατίας στην Σύμβαση Εφαρμογής της Συμφωνίας Schengen της 14ης Ιουνίου 1985 μεταξύ των Κυβερνήσεων των Κρατών της Οικονομικής Ενώσεως Βενεζουέλας, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας σχετικά με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα, η οποία υπεγράφη στο Schengen την 19η Ιουνίου 1990, στην οποία η Ιταλική Δημοκρατία προσεχώρησε με Συμφωνία η οποία υπεγράφη στο Παρίσι την 27η Νοεμβρίου 1990 και το Βασίλειο της Ισπανίας και η Δημοκρατία της Πορτογαλίας με Συμφωνίες προσχωρήσεως οι οποίες υπεγράφησαν στην Βόννη την 25η Ιουνίου 1991, τα συμβαλλόμενα μέρη υιοθέτησαν τις ακόλουθες Δηλώσεις.

1. Κοινή Δήλωση όσον αφορά το άρθρο 6 της Συμφωνίας προσχωρήσεως.

Τα υπογράφοντα κράτη ενημερώνονται αμοιβαία, ήδη πριν από την έναρξη ισχύος της Συμφωνίας προσχωρήσεως, σχετικά με όλες τις περιστάσεις που είναι σημαντικές για τους τομείς που περιέχονται στη Σύμβαση του 1990 και για την θέση σε ισχύ της Συμφωνίας προσχωρήσεως.

Η παρούσα Σύμβαση προσχωρήσεως θα τεθεί σε ισχύ μεταξύ των κρατών έναντι των οποίων έχει αρχίσει να ισχύει η Σύμβαση του 1990 και της Ελληνικής Δημοκρατίας, μόνον όταν θα πληρωθούν στα κράτη αυτά οι προϋποθέσεις που προαπαιτούνται της εφαρμογής της Συμβάσεως του 1990, οι δε έλεγχοι στα εξωτερικά σύνορα θα είναι στα κράτη αυτά αποτελεσματικοί.

Έναντι των άλλων κρατών, η παρούσα Σύμβαση προσχωρήσεως θα αρχίσει να ισχύει μόνο όταν πληρωθούν οι προϋποθέσεις που προαπαιτούνται της εφαρμογής της Συμβάσεως του 1990, οι δε έλεγχοι στα εξωτερικά σύνορα θα είναι στα κράτη αυτά αποτελεσματικοί.

2. Κοινή Δήλωση η οποία αφορά το άρθρο 9 παράγραφος 2 της Συμβάσεως του 1990.

Τα συμβαλλόμενα μέρη διευκρινίζουν ότι κατά την υπογραφή της Συμφωνίας προσχωρήσεως της Ελληνικής Δημοκρατίας στην Σύμβαση του 1990, το κοινό καθεστώς θεωρήσεων, στο οποίο αναφέρεται το άρθρο 9, παράγραφος 2 της Συμβάσεως του 1990, συνάδει προς το κοινό καθεστώς των υπογραφότων μερών της εν λόγω Συμβάσεως που εφαρμόζεται από την 19η Ιουνίου 1990.

3. Κοινή Δήλωση σχετικά με την προστασία δεδομένων.

Τα συμβαλλόμενα μέρη λαμβάνουν γνώση ότι η Κυβέρνηση της Ελληνικής Δημοκρατίας αναλαμβάνει την υποχρέωση να λάβει πριν από την κύρωση της Συμφωνίας προσχωρήσεως στην Σύμβαση του 1990, όλες τις απαραίτητες πρωτοβουλίες για να συμπληρωθεί η ελληνική νομοθεσία, σύμφωνα με την Σύμβαση του Συμβουλίου της Ευρώπης της 28ης Ιανουαρίου 1981 για την προστασία των ατόμων από την αυτόματη επεξεργασία δεδομένων προσωπικού χαρακτήρα και τηρουμένης της συστάσεως R (87) 15 της 17ης Σεπτεμβρίου 1987 της Επιτροπής Υπουργών του Συμβουλίου της Ευρώπης, που απουσκοπεί στη ρύθμιση της χρήσεως των δεδομένων προσωπικού χαρακτήρα στον τομέα της Αστυνομίας, ούτως ώστε να υπάρχει πλήρης εφαρμογή των διατάξεων των άρθρων 117 και 126 της Συμβάσεως του 1990 και των άλλων διατάξεων της εν λόγω Συμβάσεως σχετικά με την προστασία των δεδομένων προσωπικού χαρακτήρα, με σκοπό να επιτευχθεί επίπεδο προστασίας συμβατό με τις κατάλληλες διατάξεις της Συμβάσεως του 1990.

4. Κοινή δήλωση, η οποία αφορά το άρθρο 41 της Συμβάσεως του 1990.

Τα συμβαλλόμενα μέρη διαπιστώνουν ότι, δεδομένης της γεωγραφικής θέσεως της Ελληνικής Δημοκρατίας, οι διατάξεις της παραγράφου 5 σημείο β του άρθρου 41 αντιτίθενται στην εφαρμογή του άρθρου αυτού κατά τις σχέσεις μεταξύ Ελληνικής Δημοκρατίας και άλλων συμβαλλομένων μερών. Συνεπώς η Ελληνική Δημοκρατία ούτε έχει ορίσει αρχές κατά την έννοια του άρθρου 41 παράγραφος 7 ούτε προβαίνει σε δήλωση κατά την έννοια της παραγράφου 9 του άρθρου 41.

Η διαδικασία αυτή, την οποία ακολουθεί η Ελληνική Κυβέρνηση, δεν αντιβαίνει προς τις διατάξεις του άρθρου 137.

5. Κοινή δήλωση σχετική με το Άγιον Όρος.

Αναγνωρίζοντας ότι το ειδικό κριθεατικό του Αγίου Όρους, όπως τα εγγιγιάται το άρθρο 105 του Ελληνικού Συντάγματος και ο Χάρτης του Αγίου Όρους δικαιολογείται αποκλειστικά για πνευματικούς και θρησκευτικούς λόγους, τα συμβαλλόμενα μέρη θα φροντίσουν να λάβουν τούτο υπόψη τους κατά την εφαρμογή και την περαιτέρω επεξεργασία των διατάξεων της Συμφωνίας του 1985 και της Συμβάσεως του 1990.

III. Τα συμβαλλόμενα μέρη λαμβάνουν γνώση των ακόλουθων δηλώσεων της Ελληνικής Δημοκρατίας.

1. Δήλωση της Ελληνικής Δημοκρατίας σχετικά με τις Συμφωνίες Προσχωρήσεως της Ιταλικής Δημοκρατίας, του Βασιλείου της Ισπανίας και της Δημοκρατίας της Πορτογαλίας.

Η Κυβέρνηση της Ελληνικής Δημοκρατίας λαμβάνει υπό σημείωση το περιεχόμενο των Συμφωνιών Προσχωρήσεως της Ιταλικής Δημοκρατίας, του Βασιλείου της Ισπανίας και της Δημοκρατίας της Πορτογαλίας στην Σύμβαση του 1990 καθώς και το περιεχόμενο των Τελικών Πράξεων και Δηλώσεων που προσαρτώνται στις εν λόγω Συμφωνίες.

Η Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου αποστέλει επικυρωμένο ακριβές αντίγραφο των ανωτέρω εγγράφων στην Κυβέρνηση της Ελληνικής Δημοκρατίας.

2. Δήλωση της Ελληνικής Δημοκρατίας σχετικά με την δικαστική συνδρομή στον ποινικό τομέα.

Η Κυβέρνηση της Ελληνικής Δημοκρατίας αναλαμβάνει την υποχρέωση να χειρίζεται τις δικαστικές αιτήσεις, οι οποίες της υποβλήθηκαν από τα άλλα συμβαλλόμενα μέρη, με την απαιτούμενη επιμέλεια, ακόμη και αν απευθύνονται απευθείας στις Ελληνικές Δικαστικές Αρχές σύμφωνα με την διαδικασία του άρθρου 53, παράγραφος 1 της Συμβάσεως του 1990.

-3. Δήλωση σχετικά με το άρθρο 121 της Συμβάσεως του 1990.

Η Κυβέρνηση της Ελληνικής Δημοκρατίας δηλώνει ότι θα εφαρμόσει ήδη από την υπογραφή της Συμφωνίας Προσχωρήσεως στην Σύμβαση του 1990 τις φυτοϋγειονομικές ελαφρύνσεις που προβλέπονται στο άρθρο 121 της Συμβάσεως του 1990, εκτός σε ό,τι αφορά τους καρπούς εσπεριδοειδών, τους σπόρους βάμβακος και τη μηδική.

Παρά ταύτα, όσον αφορά τους καρπούς εσπεριδοειδών, η Ελληνική Δημοκρατία θα υλοποιήσει τις διατάξεις του άρθρου 121 και τα σχετικά μέτρα το αργότερο την 1.1.1993.

Έγινε στη Μαδρίτη την 2η Νοεμβρίου 1992, στην γαλλική, γερμανική, ελληνική, ισπανική, ιταλική, ολλανδική και πορτογαλική γλώσσα. Τα επτά κείμενα είναι εξίσου αυθεντικά, στο πρωτότυπο που θα κατατεθεί στα αρχεία της Κυβερνήσεως του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου, το οποίο θα διαβιβάζει ακριβές και επικυρωμένο αντίγραφο σε κάθε συμβαλλόμενο μέρος.

Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου του Βελγίου

Για την Κυβέρνηση της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας

Για την Κυβέρνηση της Ελληνικής Δημοκρατίας

Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου της Ισπανίας

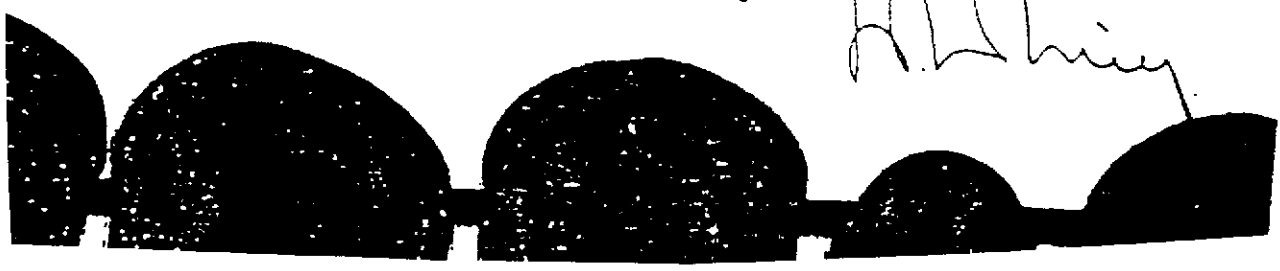
Για την Κυβέρνηση της Γαλλικής Δημοκρατίας

Για την Κυβέρνηση της Ιταλικής Δημοκρατίας

Για την Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου

Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου των Κάτω Χωρών

Για την Κυβέρνηση της Δημοκρατίας της Πορτογαλίας



## ΔΗΛΩΣΗ ΤΩΝ ΥΠΟΥΡΓΩΝ ΚΑΙ ΤΩΝ ΥΦΥΠΟΥΡΓΩΝ

Την 6η Νοεμβρίου 1992, οι εκπρόσωποι των Κυβερνήσεων του Βασιλείου του Βελγίου, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας, της Ελληνικής Δημοκρατίας, του Βασιλείου της Ισπανίας, της Γαλλικής Δημοκρατίας, της Ιταλικής Δημοκρατίας, του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου, του Βασιλείου των Κάτω Χωρών και της Δημοκρατίας της Πορτογαλίας υπέγραψαν στην Μαδρίτη την Συμφωνία προσχωρήσεως της Ελληνικής Δημοκρατίας στην Σύμβαση εφαρμογής της Συμφωνίας του Schengen της 14ης Ιουνίου 1985 μεταξύ των Κυβερνήσεων των Κρατών της Οικονομικής Ενώσεως Βενελυx, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας σχετικά με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα, η οποία υπεγράφη στο Schengen την 19η Ιουνίου 1990 στην οποία προσεχώρησαν η Ιταλική Δημοκρατία με τη Συμφωνία που υπεγράφη στο Παρίσι την 27η Νοεμβρίου 1990, και το Βασίλειο της Ισπανίας και η Δημοκρατία της Πορτογαλίας με τις Συμφωνίες που υπεγράφησαν στην Βόννη την 25η Ιουνίου 1991.

Έλαβαν υπόψη ότι ο εκπρόσωπος της Κυβερνήσεως της Ελληνικής Δημοκρατίας δήλωσε ότι συμμετέχει στην δήλωση η οποία έγινε στο Schengen την 19η Ιουνίου 1990 από τους υπουργούς και υφυπουργούς των Κυβερνήσεων του Βασιλείου του Βελγίου, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας, της Γαλλικής Δημοκρατίας, του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου και του Βασιλείου των Κάτω Χωρών καθώς και με την απόφαση που επιβεβαιώθηκε την ίδια ημερομηνία, επί ευκαιρία της υπογραφής της Συμβάσεως εφαρμογής της Συμφωνίας του Schengen, δήλωση και απόφαση στις οποίες συμμετέχουν οι Κυβερνήσεις της Ιταλικής Δημοκρατίας, του Βασιλείου της Ισπανίας και της Δημοκρατίας της Πορτογαλίας.

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ ΠΡΟΣΧΩΡΗΣΕΩΣ  
της Κυβερνήσεως της Αυστριακής Δημοκρατίας  
στη Συμφωνία

μεταξύ των Κυβερνήσεων των κρατών της Οικονομικής Ενώσεως Benelux,  
της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας  
σχετικά

με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα  
η οποία υπεγράφη στο Schengen την 14η Ιουνίου 1985, όπως τροποποιήθηκε  
από τα Πρωτόκολλα σχετικά με την προσχώρηση των Κυβερνήσεων της  
Ιταλικής Δημοκρατίας, του Βασιλείου της Ισπανίας, της Πορτογαλικής Δημοκρατίας  
και της Ελληνικής Δημοκρατίας που υπεγράφησαν την 27 Νοεμβρίου 1990, την  
25η Ιουνίου 1991 και την 6η Νοεμβρίου 1992 αντίστοιχα.

Οι Κυβερνήσεις του Βασιλείου του Βελγίου, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της  
Γερμανίας, της Γαλλικής Δημοκρατίας, του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου  
και του Βασιλείου των Κάτω Χωρών, συμβαλλόμενα μέρη της Συμφωνίας σχετικά  
με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα, η οποία υπεγράφη στο  
Σένγκεν την 14η Ιουνίου 1985, στο εξής καλούμενη "η Συμφωνία", καθώς και οι  
Κυβερνήσεις της Ιταλικής Δημοκρατίας, του Βασιλείου της Ισπανίας, της  
Πορτογαλικής Δημοκρατίας και της Ελληνικής Δημοκρατίας, οι οποίες  
προσχώρησαν στη Συμφωνία με τα Πρωτόκολλα τα οποία υπεγράφησαν  
αντίστοιχα την 27η Νοεμβρίου 1990, την 25η Ιουνίου 1991 την 6η Νοεμβρίου  
1992, αφενός,

και η Κυβέρνηση της Αυστριακής Δημοκρατίας, αφετέρου,

Εχοντας υπόψη την ήδη πραγματοποιηθείσα πρόοδο στο πλαίσιο της Ευρωπαϊκής  
Ενωσης με σκοπό να διασφαλισθεί η ελεύθερη κυκλοφορία προσώπων,  
εμπορευμάτων και υπηρεσιών,

Λαμβάνοντας υπόψη ότι η Κυβέρνηση της Αυστριακής Δημοκρατίας συµµερίζεται την επιθυμία για να προχωρήσει στην κατάργηση των ελέγχων στα εσωτερικά σύνορα για την κυκλοφορία προσώπων και να διευκολύνει την µεταφορά και κυκλοφορία εµπορευµάτων και υπηρεσιών,

Συµφωνούν τα ακόλουθα:

#### Άρθρο 1

Με το παρόν Πρωτόκολλο η Αυστριακή Δημοκρατία προσχωρεί στη Συμφωνία όπως τροποποιήθηκε από τα Πρωτόκολλα τα οποία υπεγράφησαν την 27η Νοεµβρίου 1990, την 25η Ιουνίου 1991 και την 6η Νοεµβρίου 1992 αντίστοιχα σχετικά µε την προσχώρηση της Ιταλικής Δημοκρατίας, του Βασιλείου της Ισπανίας, της Πορτογαλικής Δημοκρατίας και της Ελληνικής Δημοκρατίας.

#### Άρθρο 2

Στο άρθρο 1 της Συμφωνίας, οι λέξεις "της Αυστριακής Δημοκρατίας" προστίθενται µετά από τις λέξεις "του Βασιλείου των Κάτω Χωρών".

#### Άρθρο 3

Στο άρθρο 8 της Συμφωνίας, οι λέξεις "της Αυστριακής Δημοκρατίας" προστίθενται µετά από τις λέξεις "του Βασιλείου των Κάτω Χωρών".

#### Άρθρο 4

1. Το παρόν Πρωτόκολλο υπογράφεται άνευ επιφύλαξης, κυρώσεως ή εγκρίσεως ή µε την επιφύλαξη της κυρώσεως ή της εγκρίσεως.



2. Το παρόν Πρωτόκολλο θα αρχίσει να ισχύει την πρώτη ημέρα του δεύτερου μηνός που ακολουθεί την ημερομηνία κατά την οποία τα κράτη για τα οποία η Συμφωνία έχει αρχίσει να ισχύει και η Αυστριακή Δημοκρατία θα έχουν εκφράσει τη συγκατάθεσή τους να δεσμευθούν από τον παρόν Πρωτόκολλο.

Εναντι των άλλων κρατών, το παρόν Πρωτόκολλο θα αρχίσει να ισχύει την πρώτη ημέρα του δεύτερου μηνός μετά την ημερομηνία κατά την οποία καθένα από τα κράτη αυτά θα έχει εκφράσει τη συγκατάθεσή του να δεσμευθεί, εφόσον το παρόν Πρωτόκολλο έχει αρχίσει να ισχύει σύμφωνα με το προηγούμενο εδάφιο.

3. Θεματοφύλακας του παρόντος Πρωτοκόλλου ορίζεται η Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου. Διαβιβάζει επικυρωμένο αντίγραφο στην Κυβέρνηση κάθε υπογράφοντος κράτους. Τους γνωστοποιεί επίσης την ημερομηνία ενάρξεως ισχύος.

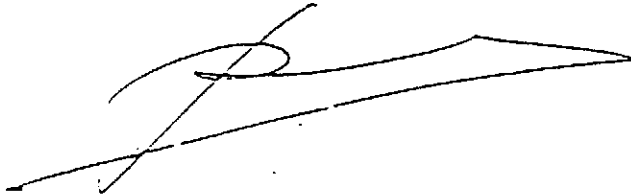
#### Άρθρο 5

Η Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου διαβιβάζει στην Κυβέρνηση της Αυστριακής Δημοκρατίας επικυρωμένο αντίγραφο της Συμφωνίας στη γαλλική, γερμανική, ελληνική, ισπανική, ιταλική, ολλανδική και πορτογαλική γλώσσα.

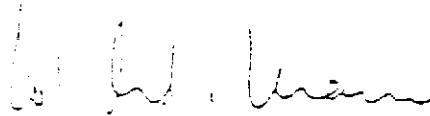
Σε πίστωση των ανωτέρω, οι κάτωθι πληρεξούσιοι υπέγραψαν το παρόν Πρωτόκολλο.

Εγινε στις Βρυξέλλες την εικοστή ογδόη Απριλίου χίλια εννιακόσια ενενήντα πέντ  
στη γαλλική, γερμανική, ελληνική, ισπανική, ιταλική, ολλανδική και πορτογαλι  
γλώσσα, και τα επτά κείμενα είναι εξίσου αυθεντικά.

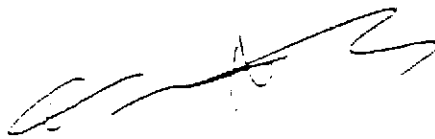
Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου του Βελγίου



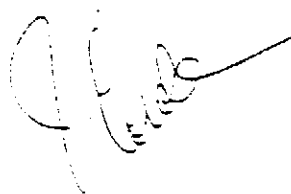
Για την Κυβέρνηση της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας



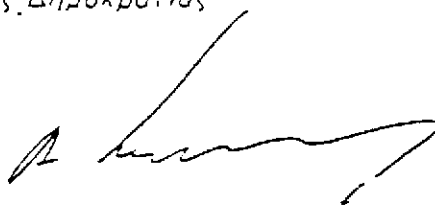
Για την Κυβέρνηση της Ελληνικής Δημοκρατίας



Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου της Ισπανίας



Για την Κυβέρνηση της Γαλλικής Δημοκρατίας



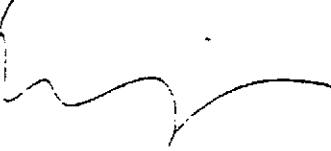
Για την Κυβέρνηση της Ιταλικής Δημοκρατίας



Για την Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου




Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου των Κάτω Χωρών



Για την Κυβέρνηση της Αυστριακής Δημοκρατίας



Για την Κυβέρνηση της Πορτογαλικής Δημοκρατίας



ΣΥΜΦΩΝΙΑ ΠΡΟΣΧΩΡΗΣΕΩΣ  
ΤΗΣ ΑΥΣΤΡΙΑΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

στη Σύμβαση εφαρμογής της από 14ης Ιουνίου 1985 Συμφωνίας του Schengen μεταξύ των Κυβερνήσεων των κρατών της Οικονομικής Ενώσεως Benelux, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας σχετικά

με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα η οποία υπεγράφη στο Schengen την 19η Ιουνίου 1990, στην οποία προσχώρησαν η Ιταλική Δημοκρατία, το Βασίλειο της Ισπανίας, η Πορτογαλική Δημοκρατία και η Ελληνική Δημοκρατία με Συμφωνίες, οι οποίες υπεγράφησαν την 27 Νοεμβρίου 1990, την 25η Ιουνίου 1991 και την 6η Νοεμβρίου 1992 αντίστοιχα.

Το Βασίλειο του Βελγίου, η Ομοσπονδιακή Δημοκρατία της Γερμανίας, η Γαλλική Δημοκρατία, το Μεγάλο Δουκάτο του Λουξεμβούργου και το Βασίλειο των Κάτω Χωρών, μέρη της Συμβάσεως εφαρμογής της Συμφωνίας του Σένγκεν της 14ης Ιουνίου 1985 μεταξύ των Κυβερνήσεων των κρατών της Οικονομικής Ενώσεως Benelux, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας σχετικά με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα η οποία υπεγράφη στο Schengen την 19η Ιουνίου 1990, στο εξής καλούμενη "η Συμφωνία του 1990", καθώς και η Ιταλική Δημοκρατία, το Βασίλειο της Ισπανίας, η Πορτογαλική Δημοκρατία, και η Ελληνική Δημοκρατία οι οποίες προσχώρησαν στη Σύμβαση με τις Συμφωνίες που υπεγράφησαν αντίστοιχα την 27 Νοεμβρίου 1990, την 25η Ιουνίου 1991 και την 6η Νοεμβρίου 1992,

αφενός,

και η Αυστριακή Δημοκρατία, αφετέρου,

Λαμβάνοντας υπόψη την υπογραφή, η οποία έλαβε χώρα στις Βρυξέλλες την εικοστή ογδόη Απριλίου χίλια εννιακόσια ενενήντα πέντε, του Πρωτοκόλλου προσχωρήσεως της Κυβερνήσεως της Αυστριακής Δημοκρατίας στη Συμφωνία του Σένγκεν της 14ης Ιουνίου 1985 μεταξύ των Κυβερνήσεων των κρατιών της Οικονομικής Ενώσεως Βελγίου, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας σχετικά με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα όπως τροποποιήθηκε από τα Πρωτόκολλα τα οποία υπεγράφησαν αντίστοιχα την 27η Νοεμβρίου 1990, την 25η Ιουνίου 1991 και την 6η Νοεμβρίου 1992 σχετικά με την προσχώρηση των Κυβερνήσεων της Ιταλικής Δημοκρατίας, του Βασιλείου της Ισπανίας, της Πορτογαλικής Δημοκρατίας και της Ελληνικής Δημοκρατίας

Βάσει του άρθρου 140 της Συμβάσεως του 1990, συνεφώνησαν τα ακόλουθα:

#### Άρθρο 1

Με την παρούσα Συμφωνία η Αυστριακή Δημοκρατία προσχωρεί στη Σύμβαση του 1990.

#### Άρθρο 2

1. Τα όργανα που αναφέρονται στο άρθρο 40 παράγραφος 4 της Συμβάσεως του 1990, όσον αφορά την Αυστριακή Δημοκρατία είναι:

α. τα όργανα της *öffentliche Sicherheitsdienst*, ήτοι:

- οι υπάλληλοι της *Bundesgendarmerie*,
- οι υπάλληλοι της *Bundessicherheitswachekorps*,
- οι υπάλληλοι της *Kriminalbeamtenkorps*,
- οι υπάλληλοι της *rechtskundige Dienst bei Sicherheitsbehörden*, οι οποίοι είναι εξουσιοδοτημένοι να δίνουν απευθείας εντολές και να προβαίνουν σε κρατήσεις.

β. υπό τις συνθήκες που ορίζονται υπό τις ανάλογες διμερείς συμφωνίες κατά το αρθ. 40.6 της Σύμβασης του 1990, οι τελωνειακοί υπάλληλοι σε ό,τι αφορά τις αρμοδιότητές τους για την παράνομη διακίνηση ναρκωτικών και ψυχοτρόπων ουσιών, το εμπόριο όπλων και εκρηκτικών και την παράνομη μεταφορά τοξικών και βλαβερών αποβλήτων.

2. Η αρχή που αναφέρεται στο άρθρο 40 παράγραφος 5 της Συμβάσεως του 1990 όσον αφορά την Αυστριακή Δημοκρατία είναι: η Generaldirektion für die öffentliche Sicherheit im Bundesministerium für Inneres.

### Άρθρο 3

Τα όργανα που αναφέρονται στο άρθρο 41 παράγραφος 7 της Συμβάσεως του 1990, όσον αφορά την Αυστριακή Δημοκρατία είναι:

1. τα όργανα της *öffentliche Sicherheitsdienst*, ήτοι:
  - οι υπάλληλοι της *Bundesgendarmerie*,
  - οι υπάλληλοι της *Bundessicherheitswachekorps*,
  - οι υπάλληλοι της *Kriminalbeamtenkorps*,
  - οι υπάλληλοι της *rechtskundige Dienst bei Sicherheitsbehörden*, οι οποίοι είναι εξουσιοδοτημένοι να δίνουν απευθείας εντολές και να προβαίνουν σε κρατήσεις.
  
2. υπό τις συνθήκες που ορίζονται υπό τις ανάλογες διμερείς συμφωνίες κατά το άρθρο 41, παράγραφος 10 της Συμβάσεως του 1990, οι τελωνειακοί υπάλληλοι σε ό,τι αφορά τις αρμοδιότητές τους για την παράνομη διακίνηση ναρκωτικών και ψυχοτρόπων ουσιών, το εμπόριο όπλων και εκρηκτικών και την παράνομη μεταφορά τοξικών και βλαβερών αποβλήτων.

### Άρθρο 4

Το αρμόδιο Υπουργείο που αναφέρεται στο άρθρο 65 παράγραφος 2 της Συμβάσεως του 1990, όσον αφορά την Αυστριακή Δημοκρατία είναι: το ομοσπονδιακό Υπουργείο Δικαιοσύνης.

## Άρθρο 5

1. Η παρούσα Συμφωνία υπόκειται σε κύρωση, έγκριση ή αποδοχή. Τα έγγραφα επικυρώσεως, εγκρίσεως ή αποδοχής κατατίθενται στην Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβο ύργου, η οποία γνωστοποιεί την κατάθεση σε όλα τα συμβαλλόμενα μέρη.
2. Η παρούσα Συμφωνία αρχίζει να ισχύει την πρώτη ημέρα του δευτέρου μηνός που ακολουθεί την κατάθεση των εγγράφων επικυρώσεως, εγκρίσεως ή αποδοχής εκ μέρους των κρατών έναντι των οποίων η Σύμβαση του 1990 έχει αρχίσει να ισχύει και της Αυστριακής Δημοκρατίας.

Εναντι των άλλων κρατών, η παρούσα Συμφωνία θα αρχίσει να ισχύει την πρώτη ημέρα του δευτέρου μηνός που ακολουθεί την κατάθεση των εγγράφων επικυρώσεως, εγκρίσεως ή αποδοχής τους, εφόσον η παρούσα Συμφωνία έχει αρχίσει να ισχύει κατά τις διατάξεις του προηγούμενου εδαφίου.

3. Η Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβο ύργου γνωστοποιεί την ημερομηνία ενάρξεως ισχύος σε κάθενα από τα συμβαλλόμενα μέρη.

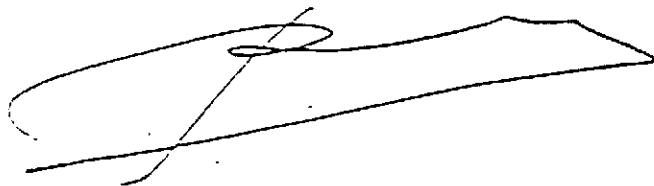
## Άρθρο 6

Η Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβο ύργου διαβιβάζει στην Κυβέρνηση της Αυστριακής Δημοκρατίας ακριβές και επικυρωμένο αντίγραφο της Συμβάσεως του 1990 στη γαλλική, γερμανική, ελληνική, ισπανική, ιταλική, ολλανδική και πορτογαλική γλώσσα.

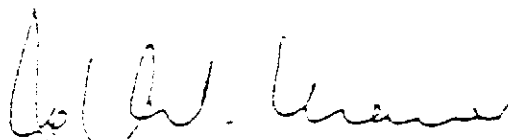
Σε πίστωση των ανωτέρω, οι κάτωθι πληρεξούσιοι δεόντως εξουσιοδοτημένοι προς τούτο, έθεσαν την υπογραφή τους κάτω από την παρούσα Συμφωνία.

Εγινε στις Βρυξέλλες την εικοστή ογδόη Απριλίου χίλια εννιακόσια ενενήντα πέντε στη γαλλική, γερμανική, ελληνική, ισπανική, ιταλική, ολλανδική και πορτογαλική γλώσσα, τα επτά κείμενα όντας εξίσου αυθεντικά, σε ένα πρωτότυπο στο οποίο θα κατατεθεί στο αρχείο της Κυβερνήσεως του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου το οποίο θα διαβιβάσει ακριβές και επικυρωμένο αντίγραφο σε κάθε συμβαλλόμενο μέρος.

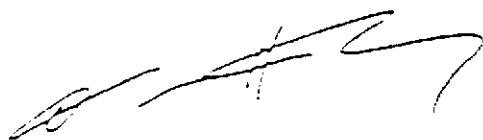
Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου του Βελγίου



Για την Κυβέρνηση της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας



Για την Κυβέρνηση της Ελληνικής Δημοκρατίας

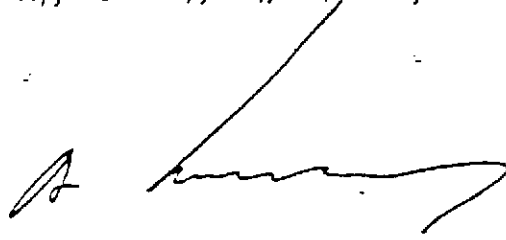


Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου της Ισπανίας

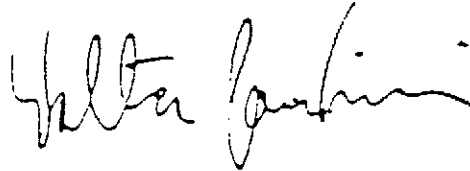




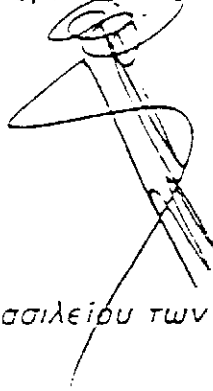
Για την Κυβέρνηση της Γαλλικής Δημοκρατίας



Για την Κυβέρνηση της Ιταλικής Δημοκρατίας



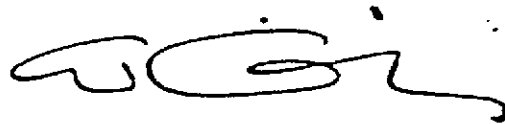
Για την Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου



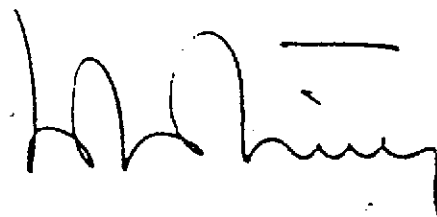
Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου των Κάτω Χωρών



Για την Κυβέρνηση της Αυστριακής Δημοκρατίας



Για την Κυβέρνηση της Πορτογαλικής Δημοκρατίας



## ΤΕΛΙΚΗ ΠΡΑΞΗ

1. Κατά την υπογραφή της Συμφωνίας προσχωρήσεως της Αυστριακής Δημοκρατίας στη Σύμβαση εφαρμογής της από 14 Ιουνίου 1985 Συμφωνίας του Σένγκεν μεταξύ των Κυβερνήσεων των κρατών της Οικονομικής Ενώσεως Benelux, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας σχετικά με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα η οποία υπεγράφη στο Schengen την 19η Ιουνίου 1990 και στην οποία προσεχώρησαν η Ιταλική Δημοκρατία, το Βασίλειο της Ισπανίας, η Πορτογαλική Δημοκρατία και η Ελληνική Δημοκρατία με τις Συμφωνίες που υπεγράφησαν την 27 Νοεμβρίου 1990, την 25η Ιουνίου 1991 και την 6η Νοεμβρίου 1992 αντίστοιχα, η Αυστριακή Δημοκρατία προσυπογράφει την Τελική Πράξη, τα Πρακτικά και την Κοινή Δήλωση των Υπουργών και Υφυπουργών, που υπεγράφησαν κατά την υπογραφή της Συμβάσεως του 1990.

Η Κυβέρνηση της Αυστριακής Δημοκρατίας συνυπογράφει τις κοινές δηλώσεις και λαμβάνει υπό σημείωση τις μονομερείς δηλώσεις που περιλαμβάνονται στις ανωτέρω πράξεις.

Η Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου διαβιβάζει στην Κυβέρνηση της Αυστριακής Δημοκρατίας ακριβές και επικυρωμένο αντίγραφο της Τελικής Πράξεως, των Πρακτικών και της Κοινής Δήλωσης των υπουργών και υφυπουργών, που υπεγράφησαν κατά την υπογραφή της Συμβάσεως του 1990, στη γαλλική, γερμανική, ελληνική, ισπανική, ιταλική, ολλανδική και πορτογαλική γλώσσα.

II. Κατά την υπογραφή της Συμφωνίας προσχωρήσεως της Αυστριακής Δημοκρατίας στη Σύμβαση εφαρμογής της από 14 Ιουνίου 1985 Συμφωνίας του Σένγκεν μεταξύ των Κυβερνήσεων των κρατών της Οικονομικής Ενώσεως Βενελυξ, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας σχετικά με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα, η οποία υπεγράφη στο Schengen την 19η Ιουνίου 1990 και στην οποία προσεχώρησαν η Ιταλική Δημοκρατία, το Βασίλειο της Ισπανίας, η Πορτογαλική Δημοκρατία και η Ελληνική Δημοκρατία με τις Συμφωνίες που υπεγράφησαν την 27 Νοεμβρίου 1990, την 25η Ιουνίου 1991 και την 6η Νοεμβρίου 1992 αντίστοιχα, τα συμβαλλόμενα μέρη υιοθέτησαν τις ακόλουθες Δηλώσεις:

1. Κοινή Δήλωση η οποία αφορά το άρθρο 5 της Συμφωνίας προσχωρήσεως.

Τα συμβαλλόμενα μέρη ενημερώνονται αμοιβαία, ήδη πριν από την έναρξη ισχύος της Συμφωνίας προσχωρήσεως, σχετικά με όλες τις περιστάσεις που είναι σημαντικές για τους τομείς που περιέχονται στη Σύμβαση του 1990 και για την θέση σε ισχύ της Συμφωνίας προσχωρήσεως.

Η παρούσα Συμφωνία προσχωρήσεως θα τεθεί σε ισχύ μεταξύ των κρατών έναντι των οποίων έχει τεθεί σε ισχύ η Σύμβαση του 1990 και της Αυστριακής Δημοκρατίας, μόνον όταν θα έχουν πληρωθεί σε όλα τα κράτη αυτά οι προϋποθέσεις που προσπαιτούνται της εφαρμογής της Συμβάσεως του 1990, οι δε έλεγχοι στα εξωτερικά σύνορα θα είναι σε όλα τα κράτη αυτά αποτελεσματικοί.

Εναντι εκάστου των υπολοίπων Κρατών, η παρούσα Συμφωνία προσχωρήσεως θα τεθεί σε ισχύ μόνον όταν θα έχουν πληρωθεί στο Κράτος αυτό οι προϋποθέσεις που προσπαιτούνται της εφαρμογής της Συμβάσεως του 1990, οι δε έλεγχοι στα εξωτερικά σύνορα θα είναι στο Κράτος αυτό αποτελεσματικοί.

2. Κοινή Δήλωση σχετικά με το άρθρο 9.2 της Σύμβασης του 1990.

Τα συμβαλλόμενα μέρη διευκρινίζουν ότι κατά την υπογραφή της Συμφωνίας προσχωρήσεως της Αυστριακής Δημοκρατίας στη Σύμβαση του 1990, το κοινό καθεστώς θεωρήσεων, στο οποίο αναφέρεται το άρθρο 9, παράγραφος 2 της Συμβάσεως του 1990, συνάδει προς το κοινό καθεστώς των υπογραφόντων μερών της εν λόγω Συμβάσεως που εφαρμόζεται από την 19η Ιουνίου 1990.

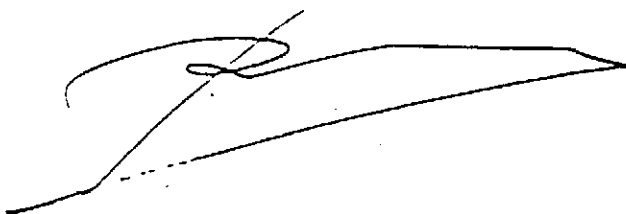
III. Τα συμβαλλόμενα μέρη λαμβάνουν γνώση της Δήλωσης της Αυστριακής Δημοκρατίας σχετικά με τις Συμφωνίες προσχωρήσεως της Ιταλικής Δημοκρατίας, του Βασιλείου της Ισπανίας, της Πορτογαλικής Δημοκρατίας και της Ελληνικής Δημοκρατίας.

Η Κυβέρνηση της Αυστριακής Δημοκρατίας λαμβάνει υπό σημείωση το περιεχόμενο των Συμφωνιών Προσχωρήσεως της Ιταλικής Δημοκρατίας, του Βασιλείου της Ισπανίας, της Πορτογαλικής Δημοκρατίας και της Ελληνικής Δημοκρατίας στη Σύμβαση του 1990 που υπεγράφησαν την 27 Νοεμβρίου 1990, την 25 Ιουνίου 1991 και την 6 Νοεμβρίου 1992 αντίστοιχα, καθώς και το περιεχόμενο των Τελικών Πράξεων και Δηλώσεων που προσαρτώνται στις εν λόγω Συμφωνίες.

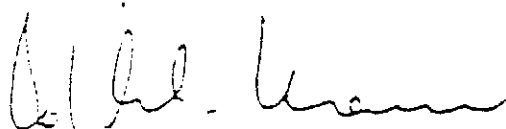
Η Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου αποστέλλει επικυρωμένο ακριβές αντίγραφο των ανωτέρω εγγράφων στη Κυβέρνηση της Αυστριακής Δημοκρατίας.

Εγινε στις Βρυξέλλες την εικοστή ογδόη Απριλίου χίλια εννιακόσια ενενήντα  
στη γαλλική, γερμανική, ελληνική, ισπανική, ιταλική, ολλανδική και πορτο-  
γλώσσα, τα επτά κείμενα όντας εξίσου αυθεντικά, σε ένα πρωτότυπο στο-  
θα κατατεθεί στο αρχείο της Κυβερνήσεως του Μεγάλου Δουκάτου  
Λουξεμβούργου το οποίο θα διαβιβάσει ακριβές και επικυρωμένο αντίγραφο  
κάθε συμβαλλόμενο μέρος.

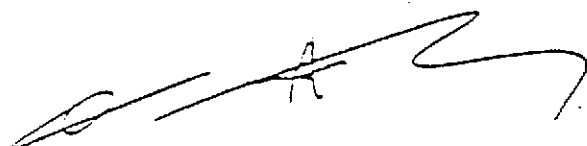
Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου του Βελγίου



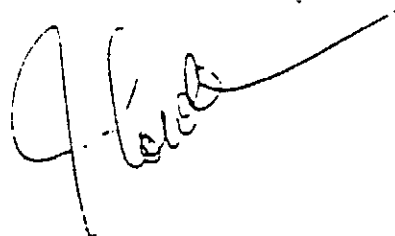
Για την Κυβέρνηση της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας



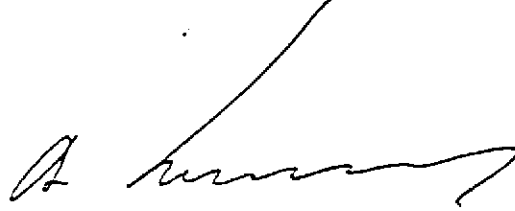
Για την Κυβέρνηση της Ελληνικής Δημοκρατίας



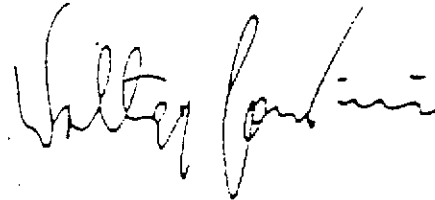
Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου της Ισπανίας



Για την Κυβέρνηση της Γαλλικής Δημοκρατίας



Για την Κυβέρνηση της Ιταλικής Δημοκρατίας



Για την Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου



Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου των Κάτω Χωρών



Για την Κυβέρνηση της Αυστριακής Δημοκρατίας



Για την Κυβέρνηση της Πορτογαλικής Δημοκρατίας



## ΔΗΛΩΣΗ ΤΩΝ ΥΠΟΥΡΓΩΝ ΚΑΙ ΥΦΥΠΟΥΡΓΩΝ

Την εικοστή ογδόη Απριλίου χθια εννιακόσια ενενήντα πέντε οι εκπρόσωποι των Κυβερνήσεων του Βασιλείου του Βελγίου, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας, της Ελληνικής Δημοκρατίας, του Βασιλείου της Ισπανίας, της Γαλλικής Δημοκρατίας, της Ιταλικής Δημοκρατίας, του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου, του Βασιλείου των Κάτω Χωρών, της Δημοκρατίας της Πορτογαλίας και της Αυστριακής Δημοκρατίας υπέγραψαν στις Βρυξέλλες Συμφωνία προσχωρήσεως της Αυστριακής Δημοκρατίας στη Σύμβαση εφαρμογής της Συμφωνίας του Σένγκεν της 14ης Ιουνίου 1985 μεταξύ των Κυβερνήσεων των κρατών της Οικονομικής Ενώσεως Μπενελούξ, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας σχετικά με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα, η οποία υπεγράφη στο Σένγκεν την 19η Ιουνίου 1990, στην οποία προσεχώρησαν η Ιταλική Δημοκρατία, το Βασίλειο της Ισπανίας, η Πορτογαλική Δημοκρατία και η Ελληνική Δημοκρατία με τις Συμφωνίες οι οποίες υπεγράφησαν την 27η Νοεμβρίου 1990, την 25η Ιουνίου 1991 και την 6η Νοεμβρίου 1992 αντίστοιχα.

Έλαβαν υπόψη ότι ο εκπρόσωπος της Κυβερνήσεως της Αυστριακής Δημοκρατίας δήλωσε ότι συμμετέχει στη δήλωση η οποία έγινε στο Σένγκεν την 19η Ιουνίου 1990 από τους Υπουργούς και Υφυπουργούς των Κυβερνήσεων του Βασιλείου του Βελγίου, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας, της Γαλλικής Δημοκρατίας, του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου και του Βασιλείου των Κάτω Χωρών, καθώς και με την απόφαση που επιβεβαιώθηκε την ίδια ημερομηνία, επ'ευκαιρία της υπογραφής της Συμβάσεως εφαρμογής της Συμφωνίας του Σένγκεν, δήλωση και απόφαση στις οποίες συμμετέχουν οι Κυβερνήσεις της Ιταλικής Δημοκρατίας, του Βασιλείου της Ισπανίας, της Πορτογαλικής Δημοκρατίας και της Ελληνικής Δημοκρατίας.

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ ΠΡΟΣΧΩΡΗΣΕΩΣ  
της Κυβερνήσεως της Φινλανδικής Δημοκρατίας  
στη Συμφωνία  
σχετικά με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα  
η οποία υπεγράφη στο Σένγκεν την 14η Ιουνίου 1985

Οι Κυβερνήσεις του Βασιλείου του Βελγίου, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας, της Γαλλικής Δημοκρατίας, του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου και του Βασιλείου των Κάτω Χωρών, συμβαλλόμενα μέρη της Συμφωνίας σχετικά με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα, η οποία υπεγράφη στο Σένγκεν την 14η Ιουνίου 1985, στο εξής καλούμενη "η Συμφωνία", καθώς και οι Κυβερνήσεις της Ιταλικής Δημοκρατίας, του Βασιλείου της Ισπανίας, της Πορτογαλικής Δημοκρατίας, της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Αυστριακής Δημοκρατίας, οι οποίες προσεχώρησαν στη Συμφωνία με τα Πρωτόκολλα τα οποία υπεγράφησαν αντίστοιχα την 27η Νοεμβρίου 1990, την 25η Ιουνίου 1991, την 6η Νοεμβρίου 1992 και την 28η Απριλίου 1995, αφενός,

και η Κυβέρνηση της Φινλανδικής Δημοκρατίας, αφετέρου,

Εκτιμώντας την ήδη πραγματοποιηθείσα πρόοδο στο πλαίσιο της Ευρωπαϊκής Ένωσης με σκοπό να διασφαλισθεί η ελεύθερη κυκλοφορία προσώπων, εμπορευμάτων και υπηρεσιών.



Λαμβάνοντας υπό σημείωση ότι η Κυβέρνηση της Φινλανδικής Δημοκρατίας συμμερίζεται την επιθυμία για να προχωρήσει στην κατάργηση των ελέγχων στα εσωτερικά σύνορα για την κυκλοφορία προσώπων,

Συμφωνούν τα ακόλουθα:

#### Άρθρο 1

Με το παρόν Πρωτόκολλο η Κυβέρνηση της Φινλανδικής Δημοκρατίας προσχωρεί στη Συμφωνία όπως τροποποιήθηκε από τα Πρωτόκολλα τα οποία υπεγράφησαν την 27η Νοεμβρίου 1990, την 25η Ιουνίου 1991 και την 6η Νοεμβρίου 1992 και την 25η Απριλίου 1995 αντίστοιχα, σχετικά με την προσχώρηση των Κυβερνήσεων της Ιταλικής Δημοκρατίας, του Βασιλείου της Ισπανίας, της Πορτογαλικής Δημοκρατίας, της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Αυστριακής Δημοκρατίας.

#### Άρθρο 2

Στο άρθρο 1 της Συμφωνίας, οι λέξεις "της Φινλανδικής Δημοκρατίας" προστίθενται μετά από τις λέξεις "της Δημοκρατίας της Πορτογαλίας".

#### Άρθρο 3

Στο άρθρο 8 της Συμφωνίας, οι λέξεις "της Φινλανδικής Δημοκρατίας" προστίθενται μετά από τις λέξεις "της Δημοκρατίας της Πορτογαλίας".

#### Άρθρο 4

1. Το παρόν Πρωτόκολλο υπογράφεται άνευ επιφύλαξεως, κυρώσεως ή εγκρίσεως ή με την επιφύλαξη της κυρώσεως ή της εγκρίσεως.

2. Το παρόν Πρωτόκολλο θα αρχίσει να ισχύει την πρώτη ημέρα του δεύτερου μηνός που ακολουθεί την ημερομηνία κατά την οποία οι Κυβερνήσεις των κρατών για τα οποία η Συμφωνία έχει αρχίσει να ισχύει και η Κυβέρνηση της Φινλανδικής Δημοκρατίας θα έχουν εκφράσει τη συγκατάθεσή τους να δεσμευθούν από τον παρόν Πρωτόκολλο.

Έναντι των άλλων κρατών, το παρόν Πρωτόκολλο θα αρχίσει να ισχύει την πρώτη ημέρα του δεύτερου μηνός μετά την ημερομηνία κατά την οποία καθένα από τα κράτη αυτά θα έχει εκφράσει τη συγκατάθεσή του να δεσμευθεί, εφόσον το παρόν Πρωτόκολλο έχει αρχίσει να ισχύει σύμφωνα με το προηγούμενο εδάφιο.

3. Θεματοφύλακας του παρόντος Πρωτοκόλλου ορίζεται η Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου. Διαβιβάζει επικυρωμένο αντίγραφο στην Κυβέρνηση κάθε υπογράφοντος κράτους. Τους γνωστοποιεί επίσης την ημερομηνία ενάρξεως ισχύος.

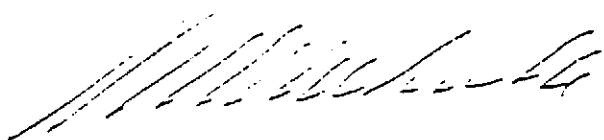
#### Άρθρο 5

1. Η Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου διαβιβάζει στην Κυβέρνηση της Φινλανδικής Δημοκρατίας επικυρωμένο αντίγραφο της Συμφωνίας στη γαλλική, γερμανική, ελληνική, ισπανική, ιταλική, ολλανδική και πορτογαλική γλώσσα.
2. Το κείμενο της Συμφωνίας, το οποίο συντάσσεται στην φινλανδική γλώσσα, επισυνάπτεται στο παρόν πρωτόκολλο και είναι αυθεντικό υπό τις ίδιες προϋποθέσεις με τα κείμενα της Συμφωνίας τα οποία συντάσσονται στη γερμανική, ισπανική, γαλλική, ελληνική, ιταλική, ολλανδική και πορτογαλική γλώσσα.

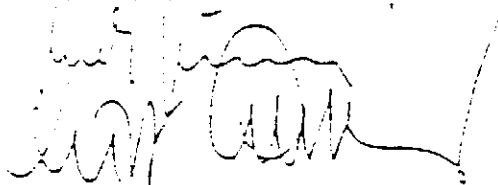
Εις πίστωση των ανωτέρω, οι κάτωθι πληρεξούσιοι δεόντως εξουσιοδοτημένοι προς τούτο, υπέγραψαν το παρόν Πρωτόκολλο.

Έγινε στο Λουξεμβούργο, την 19η Δεκεμβρίου χίλια εννιακόσια ενενήντα έξι στη Γαλλική, γερμανική, ελληνική, ισπανική, ιταλική, ολλανδική, πορτογαλική και φινλανδική γλώσσα, τα δε οκτώ κείμενα είναι εξίσου αυθεντικά.

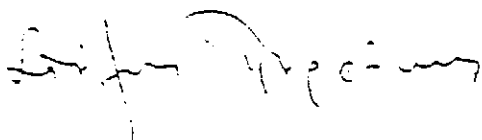
Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου του Βελγίου



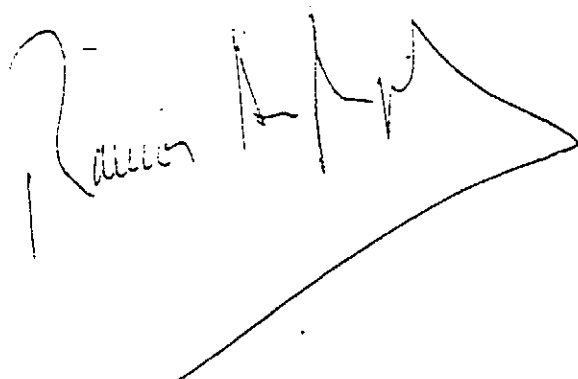
Για την Κυβέρνηση της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας



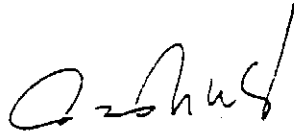
Για την Κυβέρνηση της Ελληνικής Δημοκρατίας



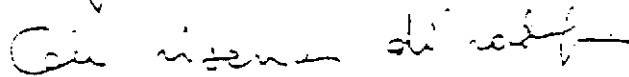
Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου της Ισπανίας



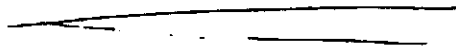
Για την Κυβέρνηση της Γαλλικής Δημοκρατίας



Για την Κυβέρνηση της Ιταλικής Δημοκρατίας

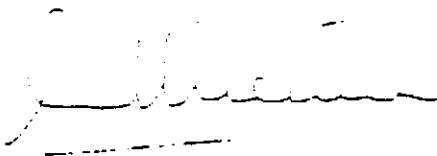


Για την Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου

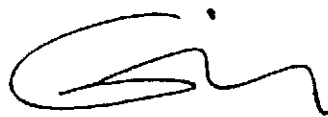


Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου των Κάτω Χωρών

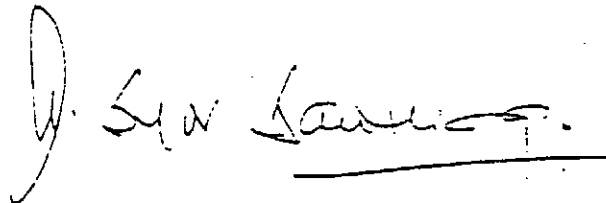
*sous réserve d'approbation*



Για την Κυβέρνηση της Αυστριακής Δημοκρατίας



Για την Κυβέρνηση της Πορτογαλικής Δημοκρατίας



Για την Κυβέρνηση της Φινλανδικής Δημοκρατίας



Δήλωση της Κυβερνήσεως της Φινλανδικής Δημοκρατίας  
σχετικά με τα Πρωτόκολλα προσχωρήσεως των Κυβερνήσεων του  
Βασιλείου της Δανίας και του Βασιλείου της Σουηδίας

Κατά τη στιγμή της υπογραφής του παρόντος Πρωτοκόλλου, η Κυβέρνηση της Φινλανδικής Δημοκρατίας λαμβάνει υπό σημείωση το περιεχόμενο των Πρωτοκόλλων Προσχωρήσεως του Βασιλείου της Δανίας και του Βασιλείου της Σουηδίας στη Συμφωνία Σένγκεν και τις συνημμένες δηλώσεις.

**ΣΥΜΦΩΝΙΑ ΠΡΟΣΧΩΡΗΣΕΩΣ ΤΗΣ ΦΙΝΛΑΝΔΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ**  
στη Σύμβαση εφαρμογής της από 14ης Ιουνίου 1985 Συμφωνίας του Σένγκεν  
σχετικά με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα  
η οποία υπεγράφη στο Σένγκεν την 19η Ιουνίου 1990

Το Βασίλειο του Βελγίου, η Ομοσπονδιακή Δημοκρατία της Γερμανίας, η Γαλλική Δημοκρατία, το Μεγάλο Δουκάτο του Λουξεμβούργου και το Βασίλειο των Κάτω Χωρών, συμβαλλόμενα μέρη της Συμβάσεως εφαρμογής της Συμφωνίας του Σένγκεν της 14ης Ιουνίου 1985 μεταξύ των Κυβερνήσεων των κρατών της Οικονομικής Ενώσεως Μπενελούξ, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας σχετικά με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα η οποία υπεγράφη στο Σένγκεν την 19η Ιουνίου 1990, στο εξής καλούμενη "η Συμφωνία του 1990", καθώς και η Ιταλική Δημοκρατία, το Βασίλειο της Ισπανίας, η Πορτογαλική Δημοκρατία, η Ελληνική Δημοκρατία και η Αυστριακή Δημοκρατία οι οποίες προσχώρησαν στη Σύμβαση με τις Συμφωνίες που υπεγράφησαν αντίστοιχα την 27 Νοεμβρίου 1990, την 25η Ιουνίου 1991, την 6η Νοεμβρίου 1992 και την 28η Απριλίου 1995,

αφενός,

και η Φινλανδική Δημοκρατία, αφετέρου,

Λαμβάνοντας υπόψη την υπογραφή, η οποία έλαβε χώρα στο Λουξεμβούργο, την 19η Δεκεμβρίου χίλια εννιακόσια ενενήντα έξι, του Πρωτοκόλλου προσχωρήσεως της Κυβερνήσεως της Φινλανδικής Δημοκρατίας στη Σύμφωνία του Σένγκεν της 14ης Ιουνίου 1985 μεταξύ των Κυβερνήσεων των κρατών της Οικονομικής Ενώσεως Μπενελούξ, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας σχετικά με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα όπως τροποποιήθηκε από τα Πρωτόκολλα τα οποία υπεγράφησαν αντίστοιχα την 27η Νοεμβρίου 1990, την 25η Ιουνίου 1991, την 6η Νοεμβρίου 1992 και την 28η Απριλίου 1995 σχετικά με την προσχώρηση των Κυβερνήσεων της Ιταλικής Δημοκρατίας, του Βασιλείου της Ισπανίας, της Πορτογαλικής Δημοκρατίας, της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Αυστριακής Δημοκρατίας,

Βάσει του άρθρου 140 της Συμβάσεως του 1990, συμφώνησαν τα ακόλουθα:

#### Άρθρο 1

Με την παρούσα Σύμφωνία η Φινλανδική Δημοκρατία προσχωρεί στη Σύμβαση του 1990.

#### Άρθρο 2

1. Τα όργανα που αναφέρονται στο άρθρο 40 παράγραφος 4 της Συμβάσεως του 1990, κατά την ημερομηνία υπογραφής της παρούσης Συμφωνίας, είναι όσον αφορά τη Φινλανδική Δημοκρατία :
  - α. Οι υπάλληλοι της Αστυνομίας (poliisin virkamiehistä poliisimiehet - av polisens tjänstemän polismän),
  - β. οι υπάλληλοι της υπηρεσίας Επιτήρησης των συνόρων (rajavartiolaitoksen virkamieskistä rajuvartiomiehet - av gränsbevakningsväsendets tjänstemän gränsbevakningsmän) σε ό,τι αφορά το δουλεμπόριο κατά το άρθρο 40.7 της Σύμβασης του 1990.
  - γ. υπό τις συνθήκες που ορίζονται υπό τις ανάλογες διμερείς συμφωνίες κατά το αρθ. 40.6 της Σύμβασης του 1990, οι τελωνειακοί υπάλληλοι (tullimiehet - tullitjänstemän), σε ό,τι αφορά τις αρμοδιότητές τους για την παράνομη διακίνηση ναρκωτικών και ψυχοτρόπων ουσιών, το εμπόριο όπλων και εκρηκτικών και την παράνομη μεταφορά τοξικών και βλαβερών αποβλήτων.

2. Η αρχή που αναφέρεται στο άρθρο 40 παράγραφος 5 της Συμβάσεως του 1990, κατά την ημερομηνία υπογραφής της παρούσης Συμφωνίας, είναι όσον αφορά τη Φινλανδική Δημοκρατία : Το εθνικό γραφείο ερευνών (Keskusrikospoliisi - Centralkriminalpolisen).

#### Άρθρο 3

Τα όργανα, που αναφέρονται στο άρθρο 41 παράγραφος 7 της Συμβάσεως του 1990, κατά την ημερομηνία υπογραφής της παρούσης Συμφωνίας, είναι όσον αφορά τη Φινλανδική Δημοκρατία :

1. Οι υπάλληλοι της Αστυνομίας (poliisin virkamiehistä poliisimiehet - av polisens tjänstemän polismän),
2. οι υπάλληλοι της υπηρεσίας επιτήρησης των συνόρων (rajavartiolaitoksen virkamiehistä rajavartiolaitoksen - av gränsbevakningsväsendets tjänstemän gränsbevakningsmän),
3. υπό τις συνθήκες που ορίζονται υπό τις ανάλογες διμερείς συμφωνίες κατά το άρθρο 41, παράγραφος 10 της Σύμβασης του 1990, οι τελωνειακοί υπάλληλοι (tullimiehet - tulltjänstemän), σε ό,τι αφορά τις αρμοδιότητές τους για την παράνομη διακίνηση ναρκωτικών και ψυχοτρόπων ουσιών, το εμπόριο όπλων και εκρηκτικών και την παράνομη μεταφορά τρεξικών και βλαβερών αποβλήτων.

#### Άρθρο 4

Το αρμόδιο Υπουργείο που αναφέρεται στο άρθρο 65 παράγραφος 2 της Συμβάσεως του 1990, κατά την ημερομηνία υπογραφής της παρούσης Συμφωνίας, είναι όσον αφορά τη Φινλανδική Δημοκρατία : Το Υπουργείο Δικαιοσύνης (Oikeuministeriö - Justitieministeriet).

## Άρθρο 5

Οι διατάξεις της παρούσης Συμφωνίας δεν εμποδίζουν τη συνεργασία στο πλαίσιο της Ένωσης Βορείων και Σκανδιναβικών κρατών για τους ελέγχους διαβατηρίων, στο βαθμό που η συνεργασία αυτή δεν αντίκειται ούτε παρεμποδίζει την εφαρμογή της παρούσης Συμφωνίας.

## Άρθρο 6

1. Η παρούσα Συμφωνία υπόκειται σε κύρωση, έγκριση ή αποδοχή. Τα έγγραφα επικυρώσεως, εγκρίσεως ή αποδοχής κατατίθενται στην Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου, η οποία γνωστοποιεί την κατάθεση σε όλα τα συμβαλλόμενα μέρη.
2. Η παρούσα Συμφωνία αρχίζει να ισχύει την πρώτη ημέρα του δευτέρου μηνός που ακολουθεί την κατάθεση των εγγράφων επικυρώσεως, εγκρίσεως ή αποδοχής εκ μέρους των κρατών έναντι των οποίων η Σύμβαση του 1990 έχει αρχίσει να ισχύει και της Φινλανδικής Δημοκρατίας.

Έναντι των άλλων κρατών, η παρούσα Συμφωνία θα αρχίσει να ισχύει την πρώτη ημέρα του δευτέρου μηνός που ακολουθεί την κατάθεση των εγγράφων επικυρώσεως, εγκρίσεως ή αποδοχής τους, εφόσον η παρούσα Συμφωνία έχει αρχίσει να ισχύει κατά τις διατάξεις του προηγούμενου εδαφίου.

3. Η Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου γνωστοποιεί την ημερομηνία ενάρξεως ισχύος σε καθένα από τα συμβαλλόμενα μέρη.

## Άρθρο 7

1. Η Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου διαβιβάζει στην Κυβέρνηση της Φινλανδικής Δημοκρατίας ακριβές και επικυρωμένο αντίγραφο της Συμβάσεως του 1990 στη γαλλική, γερμανική, ελληνική, ισπανική, ιταλική, ολλανδική και πορτογαλική γλώσσα.

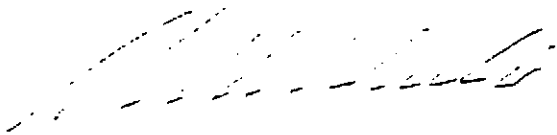


2. Το κείμενο της Σύμβασης του 1990, το οποίο συντάσσεται στην φινλανδική γλώσσα, επισυνάπτεται στην παρούσα Συμφωνία και είναι αυθεντικό υπό τις ίδιες προϋποθέσεις με τα κείμενα της Σύμβασης του 1990 τα οποία συντάσσονται στη γερμανική, ισπανική, γαλλική, ελληνική, ιταλική, ολλανδική και πορτογαλική γλώσσα.

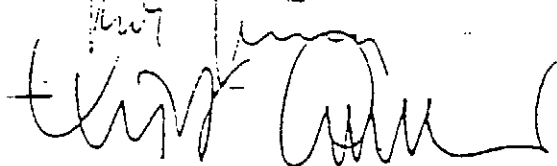
Εις πίστωση των ανωτέρω, οι κάτωθι πληρεξούσιοι δεόντως εξουσιοδοτημένοι προς τούτο, υπέγραψαν την παρούσα Συμφωνία.

Έγινε στο Λουξεμβούργο, την 19η Δεκεμβρίου χίλια εννιακόσια ενενήντα έξι σε ένα μόνο αντίτυπο στη γαλλική, γερμανική, ελληνική, ισπανική, ιταλική, ολλανδική, πορτογαλική και φινλανδική γλώσσα. τα δε οκτώ κείμενα είναι εξίσου αυθεντικά κατατίθενται στο αρχείο της Κυβερνήσεως του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου το οποίο διαβιβάζει ακριβές και επικυρωμένο αντίγραφο σε κάθε συμβαλλόμενο μέρος.

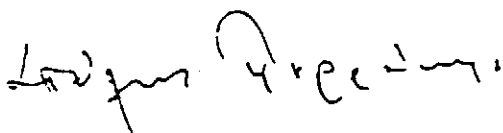
Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου του Βελγίου



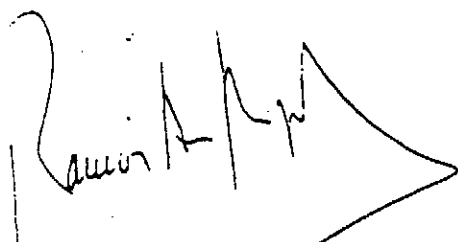
Για την Κυβέρνηση της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας



Για την Κυβέρνηση της Ελληνικής Δημοκρατίας



Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου της Ισπανίας



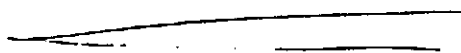
Για την Κυβέρνηση της Γαλλικής Δημοκρατίας



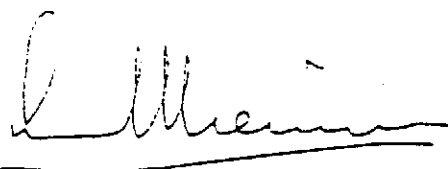
Για την Κυβέρνηση της Ιταλικής Δημοκρατίας



Για την Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου



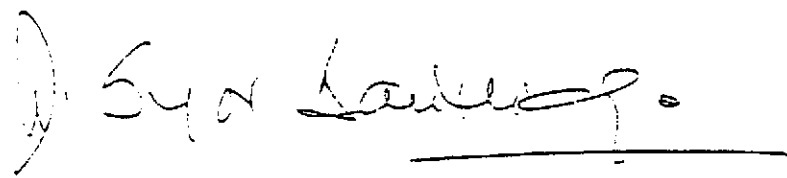
Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου των Κάτω Χωρών



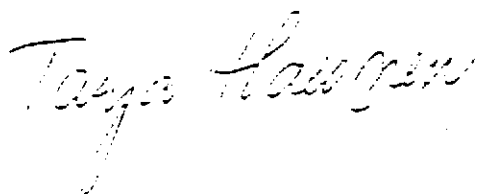
Για την Κυβέρνηση της Αυστριακής Δημοκρατίας



Για την Κυβέρνηση της Πορτογαλικής Δημοκρατίας



Για την Κυβέρνηση της Φινλανδικής Δημοκρατίας



## ΤΕΛΙΚΗ ΠΡΑΞΗ

- I. Κατά την υπογραφή της Συμφωνίας προσχωρήσεως της Φινλανδικής Δημοκρατίας στη Σύμβαση εφαρμογής της από 14 Ιουνίου 1985 Συμφωνίας του Σένγκεν μεταξύ των Κυβερνήσεων των κρατών της Οικονομικής Ενώσεως Μπενελούξ, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας σχετικά με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα - η οποία υπεγράφη στο Σένγκεν την 19η Ιουνίου 1990 και στην οποία προσεχώρησαν η Ιταλική Δημοκρατία, το Βασίλειο της Ισπανίας, η Πορτογαλική Δημοκρατία, η Ελληνική Δημοκρατία και η Αυστριακή Δημοκρατία με τις Συμφωνίες που υπεγράφησαν την 27 Νοεμβρίου 1990, την 25η Ιουνίου 1991, την 6η Νοεμβρίου 1992 και την 28η Απριλίου 1995 αντίστοιχα, η Κυβέρνηση της Φινλανδικής Δημοκρατίας συνυπογράφει την Τελική Πράξη, τα Πρακτικά και την Κοινή Δήλωση των Υπουργών και Υφυπουργών, που υπεγράφησαν κατά την υπογραφή της Συμβάσεως του 1990.

Η Κυβέρνηση της Φινλανδικής Δημοκρατίας συνυπογράφει τις κοινές Δηλώσεις και λαμβάνει υπό σημείωση τις μονομερείς Δηλώσεις που περιλαμβάνονται στις ανωτέρω πράξεις.

Η Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου διαβιβάζει στην Κυβέρνηση της Φινλανδικής Δημοκρατίας ακριβές και επικυρωμένο αντίγραφο της Τελικής Πράξεως, των Πρακτικών και της Κοινής Δήλωσης των υπουργών και υφυπουργών, που υπεγράφησαν κατά την υπογραφή της Συμβάσεως του 1990, στη γαλλική, γερμανική, ελληνική, ισπανική, ιταλική, ολλανδική, πορτογαλική και φινλανδική γλώσσα.

II. Κατά την υπογραφή της Συμφωνίας προσχωρήσεως της Φινλανδικής Δημοκρατίας στη Σύμβαση εφαρμογής της από 14 Ιουνίου 1985 Συμφωνίας του Σένγκεν μεταξύ των Κυβερνήσεων των κρατών της Οικονομικής Ενώσεως Μπενελούξ, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας σχετικά με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα, η οποία υπεγράφη στο Σένγκεν την 19η Ιουνίου 1990 και στην οποία προσεχώρησαν η Ιταλική Δημοκρατία, το Βασίλειο της Ισπανίας, η Πορτογαλική Δημοκρατία, η Ελληνική Δημοκρατία και η Αυστριακή Δημοκρατία με τις Συμφωνίες που υπεγράφησαν την 27 Νοεμβρίου 1990, την 25η Ιουνίου 1991, την 6η Νοεμβρίου 1992 και την 28η Απριλίου 1995 αντίστοιχα, τα συμβαλλόμενα μέρη υιοθέτησαν τις ακόλουθες Δηλώσεις:

1. Κοινή Δήλωση η οποία αφορά το άρθρο 6 της Συμφωνίας προσχωρήσεως.

Τα συμβαλλόμενα μέρη ενημερώνονται αμοιβαία, ήδη πριν από την έναρξη ισχύος της Συμφωνίας προσχωρήσεως, σχετικά με όλες τις περιστάσεις που είναι σημαντικές για τους τομείς που περιέχονται στη Σύμβαση του 1990 και για την θέση σε ισχύ της Συμφωνίας προσχωρήσεως.

Η παρούσα Συμφωνία προσχωρήσεως θα τεθεί σε ισχύ μεταξύ των κρατών έναντι των οποίων έχει τεθεί σε ισχύ η Σύμβαση του 1990 και της Φινλανδικής Δημοκρατίας, μόνον όταν θα έχουν πληρωθεί σε όλα τα κράτη αυτά οι όροι που προαπαιτούνται για την εφαρμογή της Συμβάσεως του 1990, οι δε έλεγχοι στα εξωτερικά σύνορα θα αποτελούν σε όλα τα κράτη αυτά πραγματικότητα.

Έναντι εκάστου των υπολοίπων Κρατών, η παρούσα Συμφωνία προσχωρήσεως θα τεθεί σε ισχύ μόνον όταν θα έχουν πληρωθεί στο Κράτος αυτό οι όροι που προαπαιτούνται για την εφαρμογή της Συμβάσεως του 1990, οι δε έλεγχοι στα εξωτερικά σύνορα θα αποτελούν στο Κράτος αυτό πραγματικότητα.

2. Κοινή Δήλωση σχετικά με το άρθρο 9.2 της Σύμβασης του 1990.

Τα συμβαλλόμενα μέρη διευκρινίζουν ότι κατά την υπογραφή της Συμφωνίας προσχωρήσεως της Φινλανδικής Δημοκρατίας στη Σύμβαση του 1990, το κοινό καθεστώς θεωρήσεων, στο οποίο αναφέρεται το άρθρο 9, παράγραφος 2 της Συμβάσεως του 1990, συνάδει προς το κοινό καθεστώς των υπογραφόντων μερών της εν λόγω Συμβάσεως που εφαρμόζεται από την 19η Ιουνίου 1990.

3. Κοινή Δήλωση σχετικά με τη Σύμβαση περί εκδόσεως, η οποία καταρτίστηκε βάσει του άρθρου Κ.3 της Συνθήκης για την Ευρωπαϊκή Ένωση

Τα κράτη μέρη στη Σύμβαση Σένγκεν επιβεβαιώνουν ότι το άρθρο 5.4 της Σύμβασης που καταρτίστηκε βάσει του άρθρου Κ.3 της Συνθήκης για την Ευρωπαϊκή Ένωση σχετικά με την έκδοση μεταξύ των κρατών μελών της Ευρωπαϊκής Ένωσης, η οποία υπεγράφη στο Δουβλίνο, την 27η Σεπτεμβρίου 1996 καθώς και οι αντίστοιχες Δηλώσεις τους που προσαρτώνται στην εν λόγω Σύμβαση, θα εφαρμοστούν στο πλαίσιο της Σύμβασης του 1990.

- III. Τα συμβαλλόμενα μέρη λαμβάνουν γνώση της Δήλωσης της Φινλανδικής Δημοκρατίας σχετικά με τις Συμφωνίες προσχωρήσεως της Ιταλικής Δημοκρατίας, του Βασιλείου της Ισπανίας, της Πορτογαλικής Δημοκρατίας, της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Αυστριακής Δημοκρατίας.

Η Κυβέρνηση της Φινλανδικής Δημοκρατίας λαμβάνει υπό σημείωση το περιεχόμενο των Συμφωνιών Προσχωρήσεως της Ιταλικής Δημοκρατίας, του Βασιλείου της Ισπανίας, της Πορτογαλικής Δημοκρατίας, της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Αυστριακής Δημοκρατίας στη Σύμβαση του 1990 που υπεγράφησαν την 27 Νοεμβρίου 1990, την 25 Ιουνίου 1991, την 6 Νοεμβρίου 1992 και την 28η Απριλίου 1995 αντίστοιχα, καθώς και το περιεχόμενο των Τελικών Πράξεων και Δηλώσεων που προσαρτώνται στις εν λόγω Συμφωνίες.

Η Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου αποστέλλει επικυρωμένο ακριβές αντίγραφο των ανωτέρω εγγράφων στη Κυβέρνηση της Φινλανδικής Δημοκρατίας.

Δήλωση σχετικά με τις Συμφωνίες προσχωρήσεως του Βασιλείου της Δανίας και του Βασιλείου της Σουηδίας στη Σύμβαση του 1990.

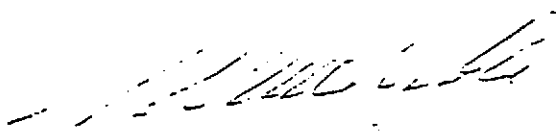
Κατά τη στιγμή της υπογραφής της παρούσης Συμφωνίας, η Φινλανδική Δημοκρατία λαμβάνει υπό σημείωση το περιεχόμενο των Συμφωνιών Προσχωρήσεως του Βασιλείου της Δανίας και του Βασιλείου της Σουηδίας στη Σύμβαση του 1990, καθώς και το περιεχόμενο της σχετικής Τελικής Πράξεως και Δηλώσεως.

Δήλωση της κυβέρνησης της φινλανδικής δημοκρατίας για τα νησιά Άλανα.

Φινλανδική Δημοκρατία δηλώνει ότι οι υποχρέωσεις που απορρέουν από το άρθρο 2 του Πρωτοκόλλου της Πράξης περί των όρων προσχωρήσεως της Δημοκρατίας της Αυστρίας, της Δημοκρατίας της Φινλανδίας και του Βασιλείου της Σουηδίας και των προσαρμογών των συνθηκών επί των οποίων βασίζεται η Ένωση, για τα νησιά Άλανα, θα τηρηθούν κατά την εφαρμογή της Σύμβασης Σένγκεν.

Έγινε στο Λουξεμβούργο, την 19η Δεκεμβρίου χίλια εννιακόσια ενενήντα έξι σε ένα μόνο αντίτυπο στη γαλλική, γερμανική, ελληνική, ισπανική, παλική, ολλανδική, πορτογαλική και φινλανδική γλώσσα, τα δε οκτώ κείμενα είναι εξίσου αυθεντικά· κατατίθενται στο αρχείο της Κυβερνήσεως του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου το οποίο διαβιβάζει ακριβές και επικυρωμένο αντίγραφο σε κάθε συμβαλλόμενο μέρος.

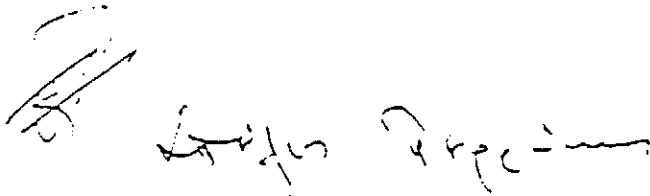
Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου του Βελγίου



Για την Κυβέρνηση της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας



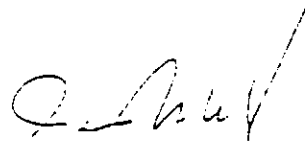
Για την Κυβέρνηση της Ελληνικής Δημοκρατίας



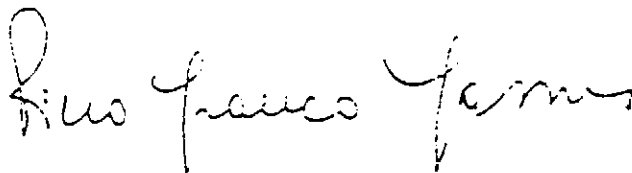
Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου της Ισπανίας



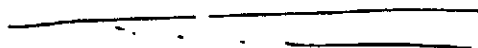
Για την Κυβέρνηση της Βαλτικής Δημοκρατίας



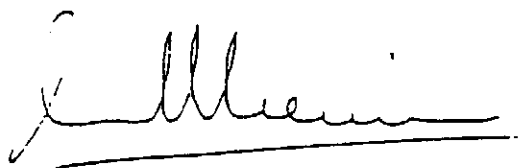
Για την Κυβέρνηση της Ιταλικής Δημοκρατίας



Για την Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου



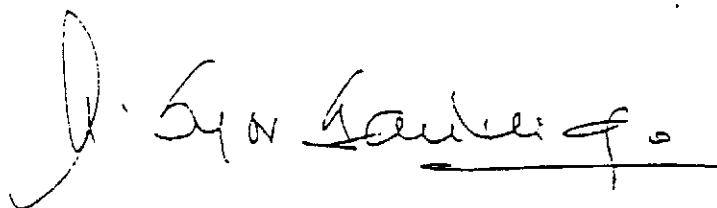
Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου των Κάτω Χωρών



Για την Κυβέρνηση της Αυστριακής Δημοκρατίας



Για την Κυβέρνηση της Πορτογαλικής Δημοκρατίας



Για την Κυβέρνηση της Φινλανδικής Δημοκρατίας





## ΔΗΛΩΣΗ ΤΩΝ ΥΠΟΥΡΓΩΝ ΚΑΙ ΥΦΥΠΟΥΡΓΩΝ

Την 19η Δεκεμβρίου χίλια εννιακόσια ενενήντα έξι οι εκπρόσωποι των Κυβερνήσεων του Βασιλείου του Βελγίου, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας, της Ελληνικής Δημοκρατίας, του Βασιλείου της Ισπανίας, της Φινλανδικής Δημοκρατίας, της Γαλλικής Δημοκρατίας, της Ιταλικής Δημοκρατίας, του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου, του Βασιλείου των Κάτω Χωρών, της Αυστριακής Δημοκρατίας και της Πορτογαλικής Δημοκρατίας υπέγραψαν στο Λουξεμβούργο τη Συμφωνία προσχωρήσεως της Φινλανδικής Δημοκρατίας στη Σύμβαση εφαρμογής της Συμφωνίας του Σένγκεν της 14ης Ιουνίου 1985 μεταξύ των Κυβερνήσεων των κρατών της Οικονομικής Ενώσεως Μπενελούξ, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας σχετικά με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα, η οποία υπεγράφη στο Σένγκεν την 19η Ιουνίου 1990, στην οποία προσεχώρησαν η Ιταλική Δημοκρατία, το Βασίλειο της Ισπανίας, η Πορτογαλική Δημοκρατία, η Ελληνική Δημοκρατία και η Αυστριακή Δημοκρατία με τις Συμφωνίες οι οποίες υπεγράφησαν την 27 Νοεμβρίου 1990, την 25η Ιουνίου 1991, την 6η Νοεμβρίου 1992 και την 28η Απριλίου 1995 αντίστοιχα.

Έλαβαν γνώση ότι ο εκπρόσωπος της Κυβερνήσεως της Φινλανδικής Δημοκρατίας δήλωσε ότι συντάσσεται με τη δήλωση η οποία έγινε στο Σένγκεν την 19η Ιουνίου 1990 από τους Υπουργούς και Υφυπουργούς των Κυβερνήσεων του Βασιλείου του Βελγίου, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας, της Γαλλικής Δημοκρατίας, του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου και του Βασιλείου των Κάτω Χωρών, καθώς και με την απόφαση που επιβεβαιώθηκε την ίδια ημερομηνία, επί ευκαιρία της υπογραφής της Συμβάσεως εφαρμογής της Συμφωνίας του Σένγκεν, δήλωση και απόφαση με τις οποίες συνετάχθησαν οι Κυβερνήσεις της Ιταλικής Δημοκρατίας, του Βασιλείου της Ισπανίας, της Πορτογαλικής Δημοκρατίας, της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Αυστριακής Δημοκρατίας.

**ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ ΠΡΟΣΧΩΡΗΣΕΩΣ**  
της Κυβερνήσεως του Βασιλείου της Δανίας  
στη Συμφωνία  
σχετικά με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα  
η οποία υπεγράφη στο Σένγκεν την 14η Ιουνίου 1985

Οι Κυβερνήσεις του Βασιλείου του Βελγίου, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας, της Γαλλικής Δημοκρατίας, του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου και του Βασιλείου των Κάτω Χωρών, Μέρη στη Συμφωνία σχετικά με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα, η οποία υπεγράφη στο Σένγκεν την 14η Ιουνίου 1985, εφεξής καλούμενη "η Συμφωνία", καθώς και οι Κυβερνήσεις της Ιταλικής Δημοκρατίας, του Βασιλείου της Ισπανίας και της Πορτογαλικής Δημοκρατίας, της Ελληνικής Δημοκρατίας, και της Αυστριακής Δημοκρατίας οι οποίες προσεχώρησαν στη Συμφωνία με τα Πρωτόκολλα τα οποία υπεγράφησαν αντίστοιχα στις 27 Νοεμβρίου 1990, 25 Ιουνίου 1991, 6 Νοεμβρίου 1992 και 28 Απριλίου 1995, αφενός,

και η Κυβέρνησή του Βασιλείου της Δανίας, αφετέρου,

Έχοντας υπόψη την ήδη πραγματοποιηθείσα πρόοδο στο πλαίσιο της Ευρωπαϊκής Ένωσης με σκοπό να διασφαλισθεί η ελεύθερη κυκλοφορία των προσώπων, των εμπορευμάτων και των υπηρεσιών,

Λαμβάνοντας υπόψη ότι η Κυβέρνηση του Βασιλείου της Δανίας συμμερίζεται την επιθυμία να επιτευχθεί η κατάργηση των ελέγχων στα εσωτερικά σύνορα για την κυκλοφορία των προσώπων,

Συμφωνούν τα ακόλουθα:

#### Άρθρο 1

Με το παρόν Πρωτόκολλο η Κυβέρνηση του Βασιλείου της Δανίας προσχωρεί στη Συμφωνία όπως τροποποιήθηκε από τα Πρωτόκολλα προσχωρήσεως των Κυβερνήσεων της Ιταλικής Δημοκρατίας, του Βασιλείου της Ισπανίας και της Πορτογαλικής Δημοκρατίας, της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Αυστριακής Δημοκρατίας τα οποία υπεγράφησαν στις 27 Νοεμβρίου 1990, 25 Ιουνίου 1991, 6 Νοεμβρίου 1992 και 28 Απριλίου 1995 αντίστοιχα.

#### Άρθρο 2

Στο άρθρο 1 της Συμφωνίας, οι λέξεις "του Βασιλείου της Δανίας" προστίθενται μετά από τις λέξεις "του Βασιλείου του Βελγίου".

#### Άρθρο 3

Στο άρθρο 8 της Συμφωνίας, οι λέξεις "του Βασιλείου της Δανίας" προστίθενται μετά από τις λέξεις "του Βασιλείου του Βελγίου".

#### Άρθρο 4

Οι διατάξεις του παρόντος Πρωτοκόλλου δεν εφαρμόζονται στις νήσους Φερόες και στη Γροινλανδία.

## Άρθρο 5

1. Το παρόν Πρωτόκολλο υπογράφεται άνευ επιφυλάξεως, κυρώσεως ή εγκρίσεως ή με την επιφύλαξη της κυρώσεως ή της εγκρίσεως.
2. Το παρόν Πρωτόκολλο θα αρχίσει να ισχύει την πρώτη ημέρα του δεύτερου μηνός που ακολουθεί την ημερομηνία κατά την οποία οι Κυβερνήσεις των κρατών για τα οποία η Συμφωνία έχει αρχίσει να ισχύει και η Κυβέρνηση του Βασιλείου της Δανίας θα έχουν εκφράσει τη συγκατάθεσή τους να δεσμευθούν από το παρόν Πρωτόκολλο.

Εναντι των άλλων κρατών, το παρόν Πρωτόκολλο θα αρχίσει να ισχύει την πρώτη ημέρα του δεύτερου μηνός μετά την ημερομηνία κατά την οποία καθένα από τα κράτη αυτά θα έχει εκφράσει τη συγκατάθεσή του να δεσμευθεί, εφόσον το παρόν Πρωτόκολλο έχει αρχίσει να ισχύει σύμφωνα με το προηγούμενο εδάφιο.

3. Θεματοφύλακας του παρόντος Πρωτοκόλλου ορίζεται η Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου. Διαβιβάζει επικυρωμένο ακριβές αντίγραφο στην Κυβέρνηση κάθε υπογράφοντος κράτους. Τους ανακοινώνει επίσης την ημερομηνία ενάρξεως ισχύος.

## Άρθρο 6

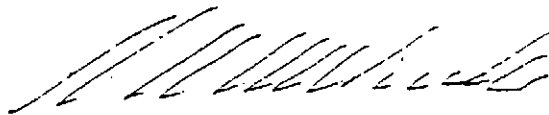
1. Η Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου διαβιβάζει στην Κυβέρνηση του Βασιλείου της Δανίας επικυρωμένο ακριβές αντίγραφο της Συμφωνίας στη γαλλική, γερμανική, ελληνική, ισπανική, ιταλική, ολλανδική και πορτογαλική γλώσσα.

2. Το κείμενο της Συμφωνίας, το οποίο συντάσσεται στη δανική γλώσσα επισυνάπτεται στο παρόν πρωτόκολλο και είναι αυθεντικό υπό τις ίδιες προϋποθέσεις με τα κείμενα της Συμφωνίας τα οποία συντάσσονται στη γαλλική, γερμανική, ελληνική, ισπανική, ιταλική, ολλανδική και πορτογαλική γλώσσα.

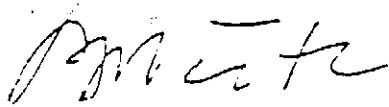
Εις πίστωση των ανωτέρω, οι κάτωθι πληρεξούσιοι δεόντως εξουσιοδοτημένοι προς τούτο, υπέγραψαν το παρόν Πρωτόκολλο.

Έγινε στο Λουξεμβούργο, στις δεκαεννέα Δεκεμβρίου χίλια εννιακόσια ενενήντα έξι στη γαλλική, γερμανική, δανική, ελληνική, ισπανική, ιταλική, ολλανδική και πορτογαλική γλώσσα, και τα οκτώ κείμενα είναι εξίσου αυθεντικά.

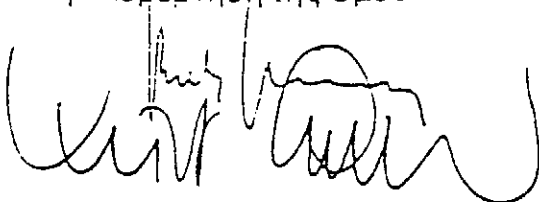
Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου του Βελγίου



Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου της Δανίας



Για την Κυβέρνηση της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας



Για την Κυβέρνηση της Ελληνικής Δημοκρατίας

*Σπύρος Κουρελής*

Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου της Ισπανίας

*Manuel A. López*

Για την Κυβέρνηση της Γαλλικής Δημοκρατίας

*André*

Για την Κυβέρνηση της Ιταλικής Δημοκρατίας

*Giuseppe Franco Zanone  
Cau riserva di approvazione*

Για την Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου

\_\_\_\_\_

Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου των Κάτω Χωρών

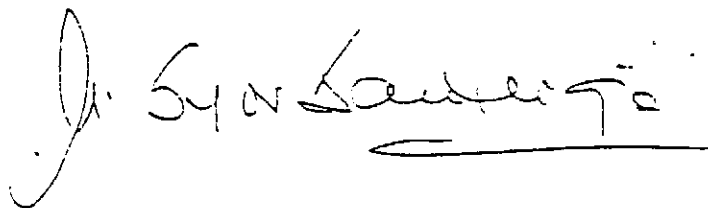
Sous réserve d'approbation

*J. Meunier*

Για την Κυβέρνηση της Αυστριακής Δημοκρατίας



Για την Κυβέρνηση της Πορτογαλικής Δημοκρατίας



Δήλωση της Κυβερνήσεως του Βασιλείου της Δανίας  
σχετικά με τα Πρωτόκολλα προσχωρήσεως των Κυβερνήσεων  
της Φινλανδικής Δημοκρατίας και του Βασιλείου της Σουηδίας

Κατά τη στιγμή της υπογραφής του παρόντος Πρωτοκόλλου, η Κυβέρνηση του Βασιλείου της Δανίας λαμβάνει υπόψη το περιεχόμενο των Πρωτοκόλλων Προσχωρήσεως των Κυβερνήσεων της Φινλανδικής Δημοκρατίας και του Βασιλείου της Σουηδίας στη Συμφωνία Σένγκεν και τις συνημμένες δηλώσεις.

ΣΥΜΦΩΝΙΑ ΠΡΟΣΧΩΡΗΣΕΩΣ ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΔΑΝΙΑΣ  
στη Σύμβαση εφαρμογής της Συμφωνίας του Σένγκεν της 14ης Ιουνίου 1985  
σχετικά με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα η οποία  
υπεγράφη στο Σένγκεν την 19η Ιουνίου 1990

Το Βασίλειο του Βελγίου, η Ομοσπονδιακή Δημοκρατία της Γερμανίας, η Γαλλική Δημοκρατία, το Μεγάλο Δουκάτο του Λουξεμβούργου και το Βασίλειο των Κάτω Χωρών, Μέλη της Συμβάσεως εφαρμογής της Συμφωνίας του Σένγκεν της 14ης Ιουνίου 1985 μεταξύ των Κυβερνήσεων των κρατών της Οικονομικής Ενώσεως Μπενελούξ, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας σχετικά με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα η οποία υπεγράφη στο Σένγκεν την 19η Ιουνίου 1990, εφεξής καλούμενη "η Συμφωνία του 1990", καθώς και η Ιταλική Δημοκρατία, το Βασίλειο της Ισπανίας και η Πορτογαλική Δημοκρατία, η Ελληνική Δημοκρατία, και η Αυστριακή Δημοκρατία οι οποίες προσχώρησαν στη Σύμβαση του 1990 με τις Συμφωνίες που υπεγράφησαν αντίστοιχα στις 27 Νοεμβρίου 1990, 25 Ιουνίου 1991, 6 Νοεμβρίου 1992 και 26 Απριλίου 1995

αφενός,  
και το Βασίλειο της Δανίας, αφετέρου,



Λαμβάνοντας υπόψη την υπογραφή, η οποία έλαβε χώρα στο Λουξεμβούργο στις δεκαεννέα Δεκεμβρίου χίλια εννιακόσια ενενήντα έξι, του Πρωτοκόλλου προσχωρήσεως της Κυβερνήσεως του Βασιλείου της Δανίας στη Συμφωνία του Σένγκεν της 14ης Ιουνίου 1985 μεταξύ των Κυβερνήσεων των κρατών της Οικονομικής Ενώσεως Μπενελούξ, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας σχετικά με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα όπως τροποποιήθηκε από τα Πρωτόκολλα προσχωρήσεως των Κυβερνήσεων της Ιταλικής Δημοκρατίας, του Βασιλείου της Ισπανίας και της Πορτογαλικής Δημοκρατίας, της Ελληνικής Δημοκρατίας, και της Αυστριακής Δημοκρατίας τα οποία υπεγράφησαν αντίστοιχα στις 27 Νοεμβρίου 1990, 25 Ιουνίου 1991, 6 Νοεμβρίου 1992 και 28 Απριλίου 1995,

Βάσει του άρθρου 140 της Συμβάσεως του 1990, συμφώνησαν τα ακόλουθα:

#### Άρθρο 1

Με την παρούσα Συμφωνία το Βασίλειο της Δανίας προσχωρεί στη Σύμβαση του 1990.

#### Άρθρο 2

1. Τα όργανα που αναφέρονται στο άρθρο 40 παράγραφος 4 της Συμβάσεως του 1990, κατά την ημερομηνία υπογραφής της παρούσης Συμφωνίας όσον αφορά το Βασίλειο της Δανίας είναι:
  - α. τα αστυνομικά όργανα που υπάγονται στους τοπικούς αστυνομικούς διευθυντές ή στο Γραφείο του εθνικού αστυνομικού διευθυντή (Polititjenestemaend hos lokale politimestre og hos Rigspolitichefen).
  - β. υπό τις συνθήκες που ορίζονται υπό τις ανάλογες διμερείς συμφωνίες κατά το αρθ. 40, παράγραφος 6 της Σύμβασης του 1990, οι τελωνειακοί υπάλληλοι σε ό,τι αφορά τις αρμοδιότητές τους για την παράνομη διακίνηση ναρκωτικών και ψυχοτρόπων ουσιών, το εμπόριο όπλων και εκρηκτικών και την παράνομη μεταφορά τοξικών και βλαβερών αποβλήτων.

2. Η αρχή που αναφέρεται στο άρθρο 40 παράγραφος 5 της Συμβάσεως του 1990, κατά την ημερομηνία υπογραφής της παρούσης Συμφωνίας, όσον αφορά το Βασίλειο της Δανίας είναι:

Το Γραφείο του εθνικού αστυνομικού διευθυντή (Rigspolitichefen)

### Άρθρο 3

Τα όργανα που αναφέρονται στο άρθρο 41 παράγραφος 7 της Συμβάσεως του 1990, κατά την ημερομηνία υπογραφής της παρούσης Συμφωνίας, όσον αφορά το Βασίλειο της Δανίας είναι:

1. τα αστυνομικά όργανα που υπάγονται στους τοπικούς αστυνομικούς διευθυντές ή στο Γραφείο του εθνικού αστυνομικού διευθυντή (Politijenestemaend hos lokale politimestre og hos Rigspolitichefen)
2. υπό τις συνθήκες που ορίζονται υπό τις ανάλογες διμερείς συμφωνίες κατά το άρθρο 41, παράγραφος 10 της Σύμβασης του 1990, οι τελωνειακοί υπάλληλοι σε ό,τι αφορά τις αρμοδιότητές τους για την παράνομη διακίνηση ναρκωτικών και ψυχοτρόπων ουσιών, το εμπόριο όπλων και εκρηκτικών και την παράνομη μεταφορά τοξικών και βλαβερών αποβλήτων.

### Άρθρο 4

Το αρμόδιο Υπουργείο που αναφέρεται στο άρθρο 65 παράγραφος 2 της Συμβάσεως του 1990, κατά την ημερομηνία υπογραφής της παρούσης Συμφωνίας, όσον αφορά το Βασίλειο της Δανίας είναι:

το Υπουργείο Δικαιοσύνης (Justitministeriet)

### Άρθρο 5

1. Οι διατάξεις της παρούσης Συμφωνίας δεν εφαρμόζονται στις νήσους Φερόες και στη Γροινλανδία.

2. Λαμβάνοντας υπόψη το γεγονός ότι οι νήσοι Φερόες και η Γροιλανδία εφαρμόζουν τις διατάξεις περί κυκλοφορίας των προσώπων οι οποίες προβλέπονται στο πλαίσιο της Ένωσης Βορείων και σκανδιναβικών κρατών για τους ελέγχους διαβατηρίων, τα άτομα που ταξιδεύουν μεταξύ των νήσων Φερόες ή της Γροιλανδίας, αφενός, και των κρατών μερών της Σύμβασης Σένγκεν και της Συμφωνίας συνεργασίας με την Ισλανδική Δημοκρατία και το Βασίλειο της Νορβηγίας, αφετέρου, δεν θα αποτελούν αντικείμενο ελέγχων στα σύνορα.

#### Άρθρο 6

Οι διατάξεις της παρούσης Συμφωνίας δεν εμποδίζουν τη συνεργασία στο πλαίσιο της Ένωσης Βορείων και Σκανδιναβικών χωρών για τους ελέγχους διαβατηρίων, στο βαθμό που η συνεργασία αυτή δεν αντίκειται ούτε παρεμποδίζει την εφαρμογή της παρούσης Συμφωνίας.

#### Άρθρο 7

1. Η παρούσα Συμφωνία υπόκειται σε κύρωση, έγκριση ή αποδοχή. Τα έγγραφα επικυρώσεως, εγκρίσεως ή αποδοχής κατατίθενται στην Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου, η οποία ανακοινώνει την κατάθεση σε όλα τα Συμβαλλόμενα Μέρη.
2. Η παρούσα Συμφωνία αρχίζει να ισχύει την πρώτη ημέρα του δευτέρου μηνός που ακολουθεί την κατάθεση των εγγράφων επικυρώσεως, εγκρίσεως ή αποδοχής εκ μέρους των κρατών έναντι των οποίων η Σύμβαση του 1990 έχει αρχίσει να ισχύει και του Βασιλείου της Δανίας.

Έναντι των άλλων κρατών, η παρούσα Συμφωνία θα αρχίσει να ισχύει την πρώτη ημέρα του δευτέρου μηνός που ακολουθεί την κατάθεση των εγγράφων επικυρώσεως, εγκρίσεως ή αποδοχής τους, εφόσον η παρούσα Συμφωνία έχει αρχίσει να ισχύει κατά τις διατάξεις του προηγούμενου εδαφίου.

3. Η Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου ανακοινώνει την ημερομηνία ενάρξεως ισχύος σε καθένα από τα Συμβαλλόμενα Μέρη.

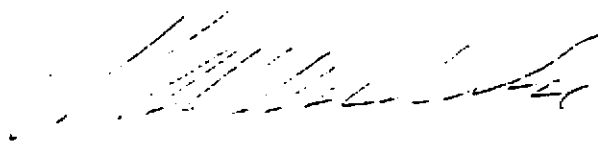
#### Άρθρο 6

1. Η Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου διαβιβάζει στην Κυβέρνηση του Βασιλείου της Δανίας ακριβές και επικυρωμένο αντίγραφο της Συμβάσεως του 1990 στη γαλλική, γερμανική, ελληνική, ισπανική, ιταλική, ολλανδική και πορτογαλική γλώσσα.
2. Το κείμενο της Σύμβασης του 1990, το οποίο συντάσσεται στη δανική γλώσσα, επισυνάπτεται στην παρούσα Συμφωνία και είναι αυθεντικό υπό τις ίδιες προϋποθέσεις με τα κείμενα της Συμφωνίας του 1990, τα οποία συντάσσονται στη γαλλική, γερμανική, ελληνική, ισπανική, ιταλική, ολλανδική και πορτογαλική γλώσσα.

Είς πίστωση των ανωτέρω, οι κάτωθι πληρεξουσιοί δεόντως εξουσιοδοτημένοι προς τούτο, υπέγραψαν την παρούσα Συμφωνία.

Εγινε στο Λουξεμβούργο, στις δεκαεννέα Δεκεμβρίου χίλια εννιακόσια ενενήντα έξι στη γαλλική, γερμανική, δανική, ελληνική, ισπανική, ιταλική, ολλανδική και πορτογαλική γλώσσα, τα δε οκτώ κείμενα είναι εξίσου αυθεντικά, σε ένα πρωτότυπο στο οποίο θα καταταθεί στο αρχείο της Κυβερνήσεως του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου η οποία θα διαβιβάσει ακριβές και επικυρωμένο αντίγραφο σε κάθε συμβαλλόμενο μέρος.

Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου του Βελγίου



Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου της Δανίας

*Handwritten signature*

Για την Κυβέρνηση της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας

*Handwritten signature*

Για την Κυβέρνηση της Ελληνικής Δημοκρατίας

*Handwritten signature*

Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου της Ισπανίας

*Handwritten signature*

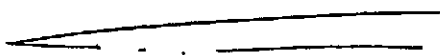
Για την Κυβέρνηση της Γαλλικής Δημοκρατίας

*Handwritten signature*

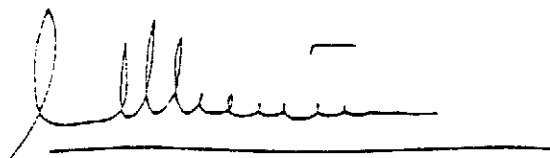
Για την Κυβέρνηση της Ιταλικής Δημοκρατίας

*Handwritten signature*

Για την Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου



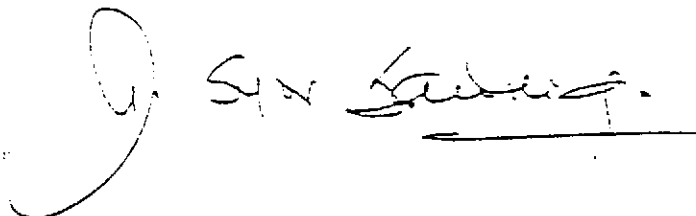
Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου των Κάτω Χωρών



Για την Κυβέρνηση της Αυστριακής Δημοκρατίας



Για την Κυβέρνηση της Πορτογαλικής Δημοκρατίας



## ΤΕΛΙΚΗ ΠΡΑΞΗ

- I. Κατά την υπογραφή της Συμφωνίας προσχωρήσεως του Βασιλείου της Δανίας στη Σύμβαση εφαρμογής της Συμφωνίας του Σένγκεν της 14ης Ιουνίου 1985 μεταξύ των Κυβερνήσεων των κρατών της Οικονομικής Ενώσεως Μπενελούξ, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας σχετικά με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα η οποία υπεγράφη στο Σένγκεν την 19η Ιουνίου 1990 στην οποία προσχώρησαν η Ιταλική Δημοκρατία, το Βασίλειο της Ισπανίας και η Πορτογαλική Δημοκρατία, η Ελληνική Δημοκρατία, και η Αυστριακή Δημοκρατία με τις Συμφωνίες που υπεγράφησαν στις 27 Νοεμβρίου 1990, 25 Ιουνίου 1991, 6 Νοεμβρίου 1992 και 28 Απριλίου 1995 αντίστοιχα, η Κυβέρνηση του Βασιλείου της Δανίας προσυπογράφει την Τελική Πράξη, τα Πρακτικά και την Κοινή Δήλωση των Υπουργών και Υφυπουργών, που υπεγράφησαν κατά την υπογραφή της Συμβάσεως του 1990.

Η Κυβέρνηση του Βασιλείου της Δανίας συνυπογράφει τις κοινές Δηλώσεις και λαμβάνει υπόψη τις μονομερείς Δηλώσεις που περιλαμβάνονται στις ανωτέρω πράξεις.

Η Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου διαβιβάζει στην Κυβέρνηση του Βασιλείου της Δανίας ακριβές και επικυρωμένο αντίγραφο της Τελικής Πράξεως, των Πρακτικών και της Κοινής Δήλωσης των υπουργών και υφυπουργών, που υπεγράφησαν κατά την υπογραφή της Συμβάσεως του 1990, στη γαλλική, γερμανική, δανική, ελληνική, ισπανική, ιταλική, ολλανδική, και πορτογαλική γλώσσα.

ii. Κατά την υπογραφή της Συμφωνίας προσχωρήσεως του Βασιλείου της Δανίας στη Σύμβαση εφαρμογής της Συμφωνίας του Σένγκεν της 14ης Ιουνίου 1985 μεταξύ των Κυβερνήσεων των κρατών της Οικονομικής Ενώσεως Μπενελούξ, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας σχετικά με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα, η οποία υπεγράφη στο Σένγκεν την 19η Ιουνίου 1990 στην οποία προσχώρησαν η Ιταλική Δημοκρατία, το Βασίλειο της Ισπανίας και η Πορτογαλική Δημοκρατία, η Ελληνική Δημοκρατία, και η Αυστριακή Δημοκρατία με τις Συμφωνίες που υπεγράφησαν στις 27 Νοεμβρίου 1990, στις 25 Ιουνίου 1991, 6 Νοεμβρίου 1992 και 28 Απριλίου 1995 αντίστοιχα, τα Συμβαλλόμενα Μέρη υιοθέτησαν τις ακόλουθες Δηλώσεις:

i. Κοινή Δήλωση η οποία αφορά το άρθρο 7 της Συμφωνίας προσχωρήσεως.

Τα Συμβαλλόμενα Μέρη ενημερώνονται αμοιβαία, ήδη πριν από την έναρξη ισχύος της Συμφωνίας προσχωρήσεως, σχετικά με όλες τις περιστάσεις που είναι σημαντικές για τους τομείς που περιέχονται στη Σύμβαση του 1990 και για την θέση σε ισχύ της Συμφωνίας προσχωρήσεως.

Η παρούσα Συμφωνία προσχωρήσεως θα τεθεί σε ισχύ μεταξύ των κρατών έναντι των οποίων έχει τεθεί σε ισχύ η Σύμβαση του 1990 και του Βασιλείου της Δανίας, όταν θα έχουν πληρωθεί σε όλα τα κράτη αυτά οι προαπαιτούμενοι όροι για την εφαρμογή της Συμβάσεως του 1990, οι δε έλεγχοι στα εξωτερικά σύνορα θα αποτελούν σε όλα τα κράτη αυτά πραγματικότητα και όταν η Εκτελεστική επιτροπή θα έχει διαπιστώσει ότι οι κανόνες τους οποίους κρίνει απαραίτητους για την υλοποίηση αποτελεσματικών μέτρων ελέγχου και επιτήρησης στα εξωτερικά σύνορα των νήσων Φερόες και της Γροινλανδίας καθώς και τα απαραίτητα αντισταθμιστικά μέτρα, συμπεριλαμβανομένης της εφαρμογής του SIS έχουν εφαρμοσθεί και αποτελούν πραγματικότητα.

Έναντι εκάστου των υπολοίπων Κρατών, η παρούσα Συμφωνία προσχωρήσεως θα τεθεί σε ισχύ όταν θα έχουν πληρωθεί στο Κράτος αυτό οι προαπαιτούμενοι όροι για την εφαρμογή της Συμβάσεως του 1990, οι δε έλεγχοι στα εξωτερικά σύνορα θα αποτελούν στο Κράτος αυτό πραγματικότητα.



2. Κοινή Δήλωση σχετικά με το άρθρο 9 παράγραφο 2 της Σύμβασης του 1990.

Τα συμβαλλόμενα μέρη διευκρινίζουν ότι κατά την υπογραφή της Συμφωνίας προσχωρήσεως του Βασιλείου της Δανίας στη Σύμβαση του 1990, το κοινό καθεστώς θεωρήσεων, στο οποίο αναφέρεται το άρθρο 9, παράγραφος 2 της Συμβάσεως του 1990, αντιστοιχεί προς το κοινό καθεστώς των υπογραφόντων Μερών της εν λόγω Συμβάσεως που εφαρμόζεται από την 19η Ιουνίου 1990.

3. Κοινή Δήλωση σχετικά με τη Σύμβαση περί εκδόσεως, η οποία καταρτίστηκε βάσει του άρθρου Κ.3 της Συνθήκης για την Ευρωπαϊκή Ένωση

Τα κράτη μέρη στη Σύμβαση του 1990 επιβεβαιώνουν ότι το άρθρο 5.4 της Σύμβασης η οποία καταρτίστηκε βάσει του άρθρου Κ.3 της Συνθήκης για την Ευρωπαϊκή Ένωση σχετικά με την έκδοση μεταξύ των κρατών μελών της Ευρωπαϊκής Ένωσης, η οποία υπεγράφη στο Δουβλίνο, την 27η Σεπτεμβρίου 1996, καθώς και οι αντίστοιχες Δηλώσεις αυτών που επισυνάπτονται στην εν λόγω Σύμβαση, θα εφαρμοστούν στο πλαίσιο της Σύμβασης του 1990.

- III. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη λαμβάνουν γνώση της Δήλωσης του Βασιλείου της Δανίας σχετικά με τις Συμφωνίες προσχωρήσεως της Ιταλικής Δημοκρατίας, του Βασιλείου της Ισπανίας και της Πορτογαλικής Δημοκρατίας, της Ελληνικής Δημοκρατίας, και της Αυστριακής Δημοκρατίας.

Η Κυβέρνηση του Βασιλείου της Δανίας λαμβάνει υπόψη το περιεχόμενο των Συμφωνιών Προσχωρήσεως της Ιταλικής Δημοκρατίας, του Βασιλείου της Ισπανίας και της Πορτογαλικής Δημοκρατίας, της Ελληνικής Δημοκρατίας, και της Αυστριακής Δημοκρατίας στη Σύμβαση του 1990 οι οποίες υπεγράφησαν στις 27 Νοεμβρίου 1990, 25 Ιουνίου 1991, 6 Νοεμβρίου 1992 και 28 Απριλίου 1995 αντίστοιχα, καθώς και το περιεχόμενο των Τελικών Πράξεων και Δηλώσεων που επισυνάπτονται στις εν λόγω Συμφωνίες.

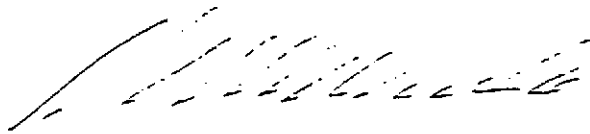
Η Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου αποστέλλει επικυρωμένο ακριβές αντίγραφο των ανωτέρω εγγράφων στη Κυβέρνηση του Βασιλείου της Δανίας.

Δήλωση του Βασιλείου της Δανίας σχετικά με τις Συμφωνίες προσχωρήσεως της Φινλανδικής Δημοκρατίας και του Βασιλείου της Σουηδίας στη Σύμβαση του 1990.

Κατά τη στιγμή της υπογραφής της παρούσης Συμφωνίας, το Βασίλειο της Δανίας λαμβάνει υπόψη το περιεχόμενο των Συμφωνιών Προσχωρήσεως της Φινλανδικής Δημοκρατίας και του Βασιλείου της Σουηδίας στη Σύμβαση του 1990, καθώς και το περιεχόμενο των Τελικών Πράξεων και Δηλώσεων που προσαρτώνται στις εν λόγω Συμφωνίες.

Έγινε στο Λουξεμβούργο, στις δεκαεννέα Δεκεμβρίου χίλια εννιακόσια ενενήντα έξι στη γαλλική, γερμανική, δανική, ελληνική, ισπανική, ιταλική, ολλανδική και πορτογαλική γλώσσα, τα δε οκτώ κείμενα είναι εξίσου αυθεντικά, σε ένα πρωτότυπο στο οποίο θα κατατεθεί στο αρχείο της Κυβερνήσεως του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου το οποίο θα διαβιβάσει ακριβές και επικυρωμένο αντίγραφο σε κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος.

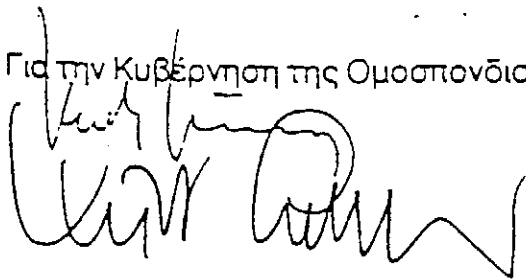
Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου του Βελγίου



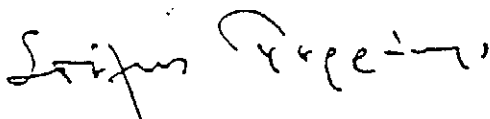
Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου της Δανίας



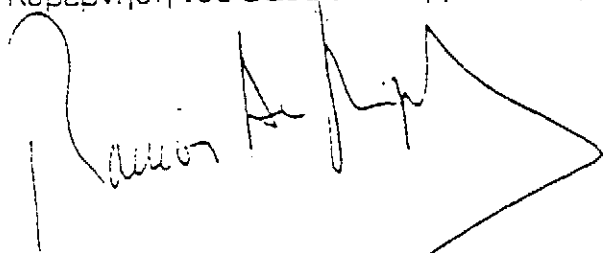
Για την Κυβέρνηση της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας



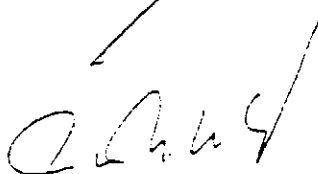
Για την Κυβέρνηση της Ελληνικής Δημοκρατίας



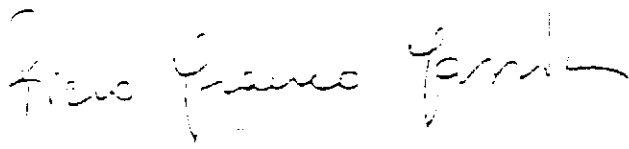
Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου της Ισπανίας



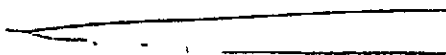
Για την Κυβέρνηση της Γαλλικής Δημοκρατίας



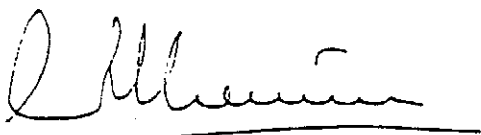
Για την Κυβέρνηση της Ιταλικής Δημοκρατίας



Για την Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου



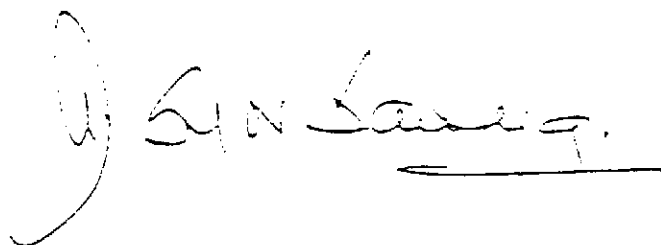
Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου των Κάτω Χωρών



Για την Κυβέρνηση της Αυστριακής Δημοκρατίας



Για την Κυβέρνηση της Πορτογαλικής Δημοκρατίας



## ΔΗΛΩΣΗ ΤΩΝ ΥΠΟΥΡΓΩΝ ΚΑΙ ΥΦΥΠΟΥΡΓΩΝ

Στις δεκαεννέα Δεκεμβρίου χίλια εννιακόσια ενενήντα έξι οι εκπρόσωποι των Κυβερνήσεων του Βασιλείου του Βελγίου, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας, του Βασιλείου της Δανίας, της Ελληνικής Δημοκρατίας, του Βασιλείου της Ισπανίας, της Γαλλικής Δημοκρατίας, της Ιταλικής Δημοκρατίας, του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου, του Βασιλείου των Κάτω Χωρών, της Αυστριακής Δημοκρατίας και της Πορτογαλικής Δημοκρατίας υπέγραψαν στο Λουξεμβούργο τη Συμφωνία προσχωρήσεως του Βασιλείου της Δανίας στη Σύμβαση εφαρμογής της Συμφωνίας του Σένγκεν της 14ης Ιουνίου 1985 μεταξύ των Κυβερνήσεων των κρατών της Οικονομικής Ενώσεως Μπενελούξ, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας σχετικά με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα, η οποία υπεγράφη στο Σένγκεν την 19η Ιουνίου 1990, στην οποία προσεχώρησαν η Ιταλική Δημοκρατία, το Βασίλειο της Ισπανίας, η Πορτογαλική Δημοκρατία, η Ελληνική Δημοκρατία και η Αυστριακή Δημοκρατία με τις Συμφωνίες οι οποίες υπεγράφησαν στις 27 Νοεμβρίου 1990, 25 Ιουνίου 1991, 6 Νοεμβρίου 1992 και 28 Απριλίου 1995 αντίστοιχα.

Έλαβαν γνώση του ότι ο εκπρόσωπος της Κυβερνήσεως του Βασιλείου της Δανίας δήλωσε ότι συντάσσεται με τη δήλωση η οποία έγινε στο Σένγκεν την 19η Ιουνίου 1990 από τους Υπουργούς και Υφυπουργούς εκπροσώπους των Κυβερνήσεων του Βασιλείου του Βελγίου, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας, της Γαλλικής Δημοκρατίας, του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου και του Βασιλείου των Κάτω Χωρών, καθώς και με την απόφαση που επιβεβαιώθηκε την ίδια ημερομηνία, επ'ευκαιρία της υπογραφής της Συμβάσεως εφαρμογής της Συμφωνίας του Σένγκεν, δήλωση και απόφαση με τις οποίες συνετάχθησαν οι Κυβερνήσεις της Ιταλικής Δημοκρατίας, του Βασιλείου της Ισπανίας, της Πορτογαλικής Δημοκρατίας, της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Αυστριακής Δημοκρατίας.

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ ΠΡΟΣΧΩΡΗΣΕΩΣ  
της Κυβερνήσεως του Βασιλείου της Σουηδίας  
στη Συμφωνία  
σχετικά με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα  
η οποία υπεγράφη στο Σένγκεν την 14η Ιουνίου 1985

Οι Κυβερνήσεις του Βασιλείου του Βελγίου, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας, της Γαλλικής Δημοκρατίας, του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου και του Βασιλείου των Κάτω Χωρών, Μέρη στη Συμφωνία σχετικά με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα, η οποία υπεγράφη στο Σένγκεν την 14η Ιουνίου 1985, εφεξής καλούμενη "η Συμφωνία", καθώς και οι Κυβερνήσεις της Ιταλικής Δημοκρατίας, του Βασιλείου της Ισπανίας και της Πορτογαλικής Δημοκρατίας, της Ελληνικής Δημοκρατίας, και της Αυστριακής Δημοκρατίας οι οποίες προσεχώρησαν στη Συμφωνία με τα Πρωτόκολλα τα οποία υπεγράφησαν αντίστοιχα στις 27 Νοεμβρίου 1990, 25 Ιουνίου 1991, 6 Νοεμβρίου 1992 και 28 Απριλίου 1995, αφενός,

και η Κυβέρνηση του Βασιλείου της Σουηδίας, αφετέρου,

Έχοντας υπόψη την ήδη πραγματοποιηθείσα πρόοδο στο πλαίσιο της Ευρωπαϊκής Ένωσης με σκοπό να διασφαλισθεί η ελεύθερη κυκλοφορία των προσώπων, των εμπορευμάτων και των υπηρεσιών,

Λαμβάνοντας υπόψη ότι η Κυβέρνηση του Βασιλείου της Σουηδίας συμμερίζεται την επιθυμία να επιτευχθεί η κατάργηση των ελέγχων στα εσωτερικά σύνορα για την κυκλοφορία των προσώπων,

Συμφωνούν τα ακόλουθα:

#### Άρθρο 1

Με το παρόν Πρωτόκολλο, η Κυβέρνηση του Βασιλείου της Σουηδίας προσχωρεί στη Συμφωνία όπως τροποποιήθηκε από τα Πρωτόκολλα προσχωρήσεως των Κυβερνήσεων της Ιταλικής Δημοκρατίας, του Βασιλείου της Ισπανίας και της Πορτογαλικής Δημοκρατίας, της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Αυστριακής Δημοκρατίας τα οποία υπεγράφησαν στις 27 Νοεμβρίου 1990, 25 Ιουνίου 1991, 6 Νοεμβρίου 1992 και 28 Απριλίου 1995 αντίστοιχα.

#### Άρθρο 2

Στο άρθρο 1 της Συμφωνίας, οι λέξεις "του Βασιλείου της Σουηδίας" προστίθενται μετά από τις λέξεις "της Πορτογαλικής Δημοκρατίας".

#### Άρθρο 3

Στο άρθρο 3 της Συμφωνίας, οι λέξεις "του Βασιλείου της Σουηδίας" προστίθενται μετά από τις λέξεις "της Πορτογαλικής Δημοκρατίας".

#### Άρθρο 4

1. Το παρόν Πρωτόκολλο υπογράφεται άνευ επίφυλάξεως, κυρώσεως ή εγκρίσεως ή με την επίφυλαξη της κυρώσεως ή της εγκρίσεως.

2. Το παρόν Πρωτόκολλο θα αρχίσει να ισχύει την πρώτη ημέρα του δεύτερου μηνός που ακολουθεί την ημερομηνία κατά την οποία οι Κυβερνήσεις των κρατών για τα οποία η Συμφωνία έχει αρχίσει να ισχύει και η Κυβέρνηση του Βασιλείου της Σουηδίας θα έχουν εκφράσει τη συγκατάθεσή τους να δεσμευθούν από τον παρόν Πρωτόκολλο.

Έναντι των άλλων κρατών, το παρόν Πρωτόκολλο θα αρχίσει να ισχύει την πρώτη ημέρα του δεύτερου μηνός μετά την ημερομηνία κατά την οποία καθένα από τα κράτη αυτά θα έχει εκφράσει τη συγκατάθεσή του να δεσμευθεί, εφόσον το παρόν Πρωτόκολλο έχει αρχίσει να ισχύει σύμφωνα με το προηγούμενο εδάφιο.

3. Θεματοφύλακας του παρόντος Πρωτοκόλλου ορίζεται η Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου. Διαβιβάζει επικυρωμένο ακριβές αντίγραφο στην Κυβέρνηση κάθε υπογράφοντος κράτους. Τους ανακοινώνει επίσης την ημερομηνία ενάρξεως ισχύος.

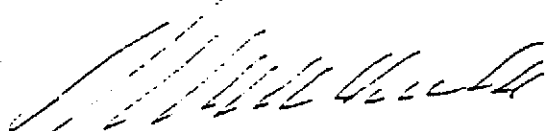
#### Άρθρο 5

1. Η Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου διαβιβάζει στην Κυβέρνηση του Βασιλείου της Σουηδίας επικυρωμένο ακριβές αντίγραφο της Συμφωνίας στη γαλλική, γερμανική, ελληνική, ισπανική, ιταλική, ολλανδική και πορτογαλική γλώσσα.
2. Το κείμενο της Συμφωνίας, το οποίο συντάσσεται στη σουηδική γλώσσα, επισυνάπτεται στο παρόν πρωτόκολλο και είναι αυθεντικό υπό τις ίδιες προϋποθέσεις με τα κείμενα της Συμφωνίας τα οποία συντάσσονται στη γαλλική, γερμανική, ελληνική, ισπανική, ιταλική, ολλανδική και πορτογαλική γλώσσα.

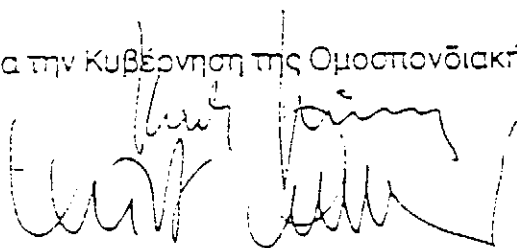
Εις πίστωση των ανωτέρω, οι κάτωθι πληρεξούσιοι δεόντως εξουσιοδοτημένοι προς τούτο, υπέγραψαν το παρόν Πρωτόκολλο.

Έγινε στο Λουξεμβούργο, στις δεκαεννέα Δεκεμβρίου χίλια εννιακόσια ενενήντα έξι στη γαλλική, γερμανική, ελληνική, ισπανική, παλική, ολλανδική, πορτογαλική και σουηδική γλώσσα, και τα οκτώ κείμενα είναι εξίσου αυθεντικά.

Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου του Βελγίου



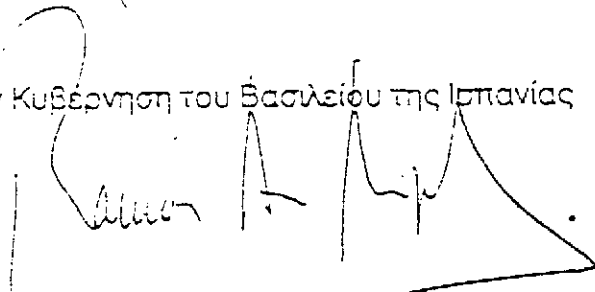
Για την Κυβέρνηση της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας



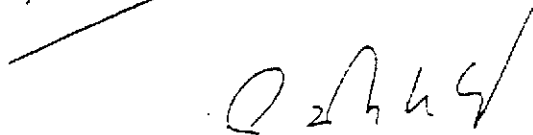
Για την Κυβέρνηση της Ελληνικής Δημοκρατίας



Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου της Ισπανίας



Για την Κυβέρνηση της Γαλλικής Δημοκρατίας





Για την Κυβέρνηση της Ιταλικής Δημοκρατίας

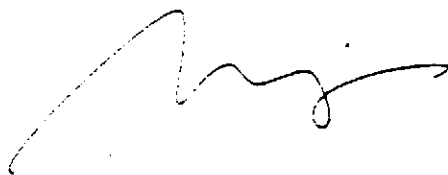
Rino Franco Farnico  
 Con riserva di ratifica

Για την Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου

\_\_\_\_\_

Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου των Κάτω Χωρών

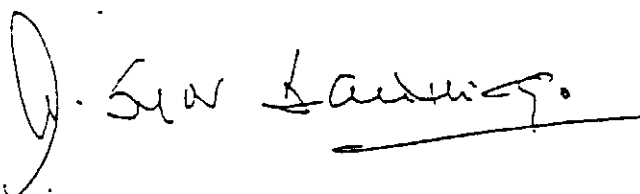
Sous réserve d'approbation



Για την Κυβέρνηση της Αυστριακής Δημοκρατίας



Για την Κυβέρνηση της Πορτογαλικής Δημοκρατίας



Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου της Σουηδίας

Med förbehåll för ratifikation  
 K. Rimmstedt

Δήλωση της Κυβερνήσεως του Βασιλείου της Σουηδίας  
σχετικά με τα Πρωτόκολλα προσχωρήσεως των Κυβερνήσεων του  
Βασιλείου της Δανίας και της Φινλανδικής Δημοκρατίας

Κατά τη στιγμή της υπογραφής του παρόντος Πρωτοκόλλου, η Κυβέρνηση του Βασιλείου της Σουηδίας λαμβάνει υπόψη το περιεχόμενο των Πρωτοκόλλων Προσχωρήσεως των Κυβερνήσεων του Βασιλείου της Δανίας και της Φινλανδικής Δημοκρατίας στη Σύμφωνία Σένγκεν και τις συνημμένες δηλώσεις.

**ΣΥΜΦΩΝΙΑ ΠΡΟΣΧΩΡΗΣΕΩΣ ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΣΟΥΗΔΙΑΣ**  
στη Σύμβαση εφαρμογής της Συμφωνίας του Σένγκεν της 14ης Ιουνίου 1985  
σχετικά με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα η οποία  
υπεγράφη στο Σένγκεν την 19η Ιουνίου 1990

Το Βασίλειο του Βελγίου, η Ομοσπονδιακή Δημοκρατία της Γερμανίας, η Γαλλική Δημοκρατία, το Μεγάλο Δουκάτο του Λουξεμβούργου και το Βασίλειο των Κάτω Χωρών, Μέρη της Συμβάσεως εφαρμογής της Συμφωνίας του Σένγκεν της 14ης Ιουνίου 1985 μεταξύ των Κυβερνήσεων των κρατών της Οικονομικής Ενώσεως Μπενελούξ, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας σχετικά με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα η οποία υπεγράφη στο Σένγκεν την 19η Ιουνίου 1990, εφεξής καλούμενη "η Συμφωνία του 1990", καθώς και η Ιταλική Δημοκρατία, το Βασίλειο της Ισπανίας και η Πορτογαλική Δημοκρατία, η Ελληνική Δημοκρατία, και η Αυστριακή Δημοκρατία οι οποίες προσχώρησαν στη Σύμβαση του 1990 με τις Συμφωνίες που υπεγράφησαν αντίστοιχα στις 27 Νοεμβρίου 1990, 25 Ιουνίου 1991, 6 Νοεμβρίου 1992 και 28 Απριλίου 1995,

αφενός,

και το Βασίλειο της Σουηδίας, αφετέρου,

Λαμβάνοντας υπόψη την υπογραφή, η οποία έλαβε χώρα στο Λουξεμβούργο στις δεκαεννέα Δεκεμβρίου χίλια εννιακόσια εννήντα έξι, του Πρωτοκόλλου προσχωρήσεως της Κυβερνήσεως του Βασιλείου της Σουηδίας στη Συμφωνία του Σένγκεν της 14ης Ιουνίου 1985 μεταξύ των Κυβερνήσεων των κρατών της Οικονομικής Ενώσεως Μπενελούξ, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας σχετικά με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα όπως τροποποιήθηκε από τα Πρωτόκολλα προσχωρήσεως των Κυβερνήσεων της Ιταλικής Δημοκρατίας, του Βασιλείου της Ισπανίας και της Πορτογαλικής Δημοκρατίας, της Ελληνικής Δημοκρατίας, και της Αυστριακής Δημοκρατίας τα οποία υπεγράφησαν αντίστοιχα στις 27 Νοεμβρίου 1990, 25 Ιουνίου 1991, 6 Νοεμβρίου 1992 και 28 Απριλίου 1995,

Βάσει του άρθρου 140 της Συμβάσεως του 1990, συμφώνησαν τα ακόλουθα:

#### Άρθρο 1

Με την παρούσα Συμφωνία το Βασίλειο της Σουηδίας προσχωρεί στη Σύμβαση του 1990.

#### Άρθρο 2

1. Τα όργανα που αναφέρονται στο άρθρο 40 παράγραφος 4 της Συμβάσεως του 1990, κατά την ημερομηνία υπογραφής της παρούσης Συμφωνίας όσον αφορά το Βασίλειο της Σουηδίας είναι:
  - α. τα αστυνομικά όργανα που υπάγονται στις Αρχές της σουηδικής αστυνομίας (*Polismän som är anställda av svenska polismyndigheter*).
  - β. τα τελωνειακά όργανα που υπάγονται στις Αρχές των σουηδικών Τελωνείων, στα πλαίσια της αστυνομικής αρμοδιότητά τους, κατά κύριο λόγο σε σχέση με τις παραβάσεις λαθρεμπορίας και άλλες παραβάσεις σε σχέση με την είσοδο στη χώρα και την έξοδο από αυτή (*Tulltjänstemän, som är anställda vid svensk tullmyndighet i de fall de har polisiära befogenheter, dvs framst i samband med smugglingsbrott och andra brott i samband med inresa och utresa till och från riket*).
  - γ. τα όργανα του Λιμενικού Σώματος της Σουηδίας σε σχέση με τα καθήκοντά τους για την επιτήρηση της θαλάσσης. (*Tjänsteman anställda vid den svenska Kustbevakningen i samband med övervakning till sjöss*).

2. Η αρχή που αναφέρεται στο άρθρο 40 παράγραφος 5 της Συμβάσεως του 1990, κατά την ημερομηνία υπογραφής της παρούσης Συμφωνίας, όσον αφορά το Βασίλειο της Σουηδίας είναι:

Η Εθνική Διεύθυνση της Σουηδικής Αστυνομίας (Rikspolisstyrelsen).

#### Άρθρο 3

Τα όργανα που αναφέρονται στο άρθρο 41 παράγραφος 7 της Συμβάσεως του 1990, κατά την ημερομηνία υπογραφής της παρούσης Συμφωνίας, όσον αφορά το Βασίλειο της Σουηδίας είναι:

1. τα αστυνομικά όργανα που υπάγονται στις Αρχές της σουηδικής αστυνομίας (Polismän som är anställda av svenska polismyndigheter).
2. τα τελωνειακά όργανα που υπάγονται στις Αρχές των σουηδικών Τελωνείων, στα πλαίσια της αστυνομικής αρμοδιότητά τους, κατά κύριο λόγο σε σχέση με τις παραβάσεις λαθρεμπορίας και άλλες παραβάσεις σε σχέση με την είσοδο στη χώρα και την έξοδο από αυτή (Tulltjänstemän, som är anställda vid svensk tullmyndighet i de fall de har polisiära befogenheter, dvs framst i samband med smugglingsbrott och andra brott i samband med inresa och utresa till och från riket).

#### Άρθρο 4

Το αρμόδιο Υπουργείο που αναφέρεται στο άρθρο 65 παράγραφος 2 της Συμβάσεως του 1990, κατά την ημερομηνία υπογραφής της παρούσης Συμφωνίας, όσον αφορά το Βασίλειο της Σουηδίας είναι:

Το Υπουργείο Εξωτερικών (Utrikesdepartementet).

#### Άρθρο 5

Οι διατάξεις της παρούσης Συμφωνίας δεν εμποδίζουν τη συνεργασία στο πλαίσιο της Ευρωπαϊκής Ένωσης Βορείων και Σκανδιναβικών κρατών για τους ελέγχους διαβατηρίων, στο βαθμό που η συνεργασία αυτή δεν αντίκειται ούτε παρεμποδίζει την εφαρμογή της παρούσης Συμφωνίας.

## Άρθρο 6

1. Η παρούσα Συμφωνία υπόκειται σε κύρωση, έγκριση ή αποδοχή. Τα έγγραφα επικυρώσεως, εγκρίσεως ή αποδοχής κατατίθενται στην Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου, η οποία ανακοινώνει την κατάθεση σε όλα τα Συμβαλλόμενα Μέρη.
2. Η παρούσα Συμφωνία αρχίζει να ισχύει την πρώτη ημέρα του δευτέρου μηνός που ακολουθεί την κατάθεση των εγγράφων επικυρώσεως, εγκρίσεως ή αποδοχής εκ μέρους των κρατών έναντι των οποίων η Σύμβαση του 1990 έχει αρχίσει να ισχύει και του Βασιλείου της Σουηδίας.

Έναντι των άλλων κρατών, η παρούσα Συμφωνία θα αρχίσει να ισχύει την πρώτη ημέρα του δευτέρου μηνός που ακολουθεί την κατάθεση των εγγράφων επικυρώσεως, εγκρίσεως ή αποδοχής τους, εφόσον η παρούσα Συμφωνία έχει αρχίσει να ισχύει κατά τις διατάξεις του προηγούμενου εδαφίου.

3. Η Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου ανακοινώνει την ημερομηνία ενάρξεως ισχύος σε καθένα από τα Συμβαλλόμενα Μέρη.

## Άρθρο 7

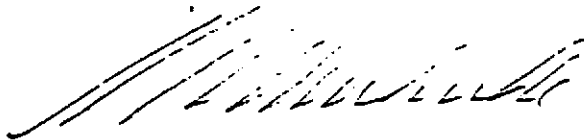
1. Η Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου διαβιβάζει στην Κυβέρνηση του Βασιλείου της Σουηδίας ακριβές και επικυρωμένο αντίγραφο της Συμβάσεως του 1990 στη γαλλική, γερμανική, ελληνική, ισπανική, ιταλική, ολλανδική και πορτογαλική γλώσσα.
2. Το κείμενο της Σύμβασης του 1990, το οποίο συντάσσεται στη σουηδική γλώσσα, επισυνάπτεται στην παρούσα Συμφωνία και είναι αυθεντικό υπό τις ίδιες προϋποθέσεις με τα κείμενα της Σύμβασης του 1990 τα οποία συντάσσονται στη γαλλική, γερμανική, ισπανική, ελληνική, ιταλική, ολλανδική και πορτογαλική γλώσσα.

**Ες πίστωση των ανωτέρω, οι κάτωθι πληρεξούσιοι δεόντως εξουσιοδοτημένοι προς τούτο, υπέγραψαν την παρούσα Συμφωνία.**

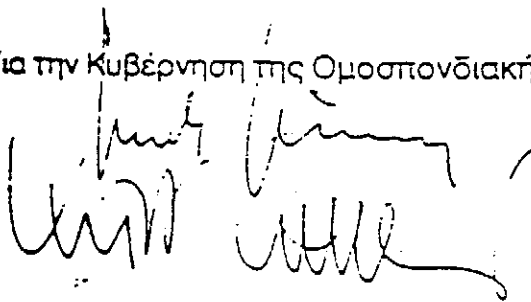
**Έγινε** στο Λουξεμβούργο στις δεκαεννέα Δεκεμβρίου χίλια εννιακόσια ενενήντα έξι στη γαλλική, γερμανική, ελληνική, ισπανική, ιταλική, ολλανδική, πορτογαλική και σουηδική γλώσσα, τα δε οκτώ κείμενα είναι εξίσου αυθεντικά, σε ένα πρωτότυπο στο

οποίο θα κατατεθεί στο αρχείο της Κυβερνήσεως του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου η οποία θα διαβιβάσει ακριβές και επικυρωμένο αντίγραφο σε κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος.

Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου του Βελγίου



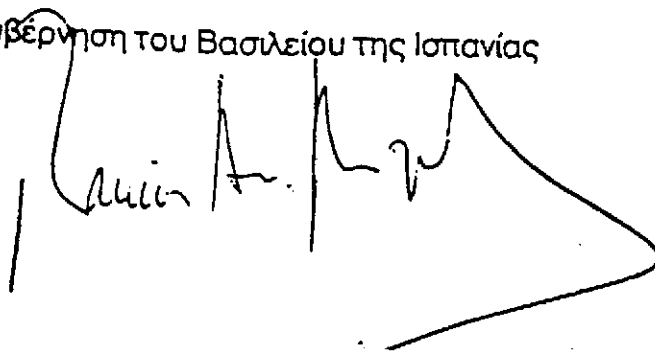
Για την Κυβέρνηση της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας



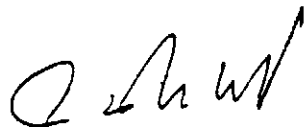
Για την Κυβέρνηση της Ελληνικής Δημοκρατίας



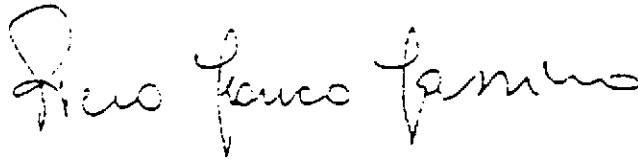
Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου της Ισπανίας



Για την Κυβέρνηση της Γαλλικής Δημοκρατίας

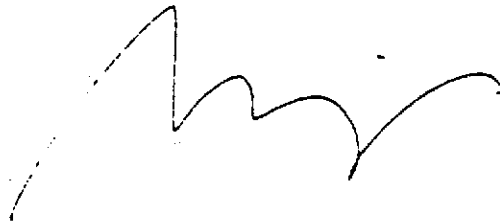


Για την Κυβέρνηση της Ιταλικής Δημοκρατίας

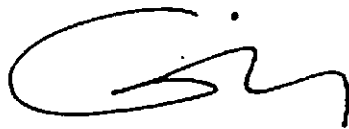


Για την Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου

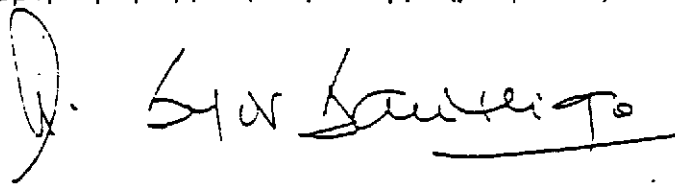
Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου των Κάτω Χωρών



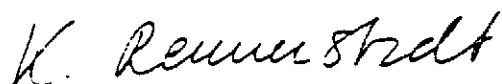
Για την Κυβέρνηση της Αυστριακής Δημοκρατίας



Για την Κυβέρνηση της Πορτογαλικής Δημοκρατίας



Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου της Σουηδίας



## ΤΕΛΙΚΗ ΠΡΑΞΗ

- I. Κατά την υπογραφή της Συμφωνίας προσχωρήσεως του Βασιλείου της Σουηδίας στη Σύμβαση εφαρμογής της Συμφωνίας του Σένγκεν της 14ης Ιουνίου 1985 μεταξύ των Κυβερνήσεων των κρατών της Οικονομικής Ενώσεως Μπενελούξ, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας σχετικά με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα η οποία υπεγράφη στο Σένγκεν την 19η Ιουνίου 1990 στην οποία προσχώρησαν η Ιταλική Δημοκρατία, το Βασίλειο της Ισπανίας και η Πορτογαλική Δημοκρατία, η Ελληνική Δημοκρατία, και η Αυστριακή Δημοκρατία με τις Συμφωνίες που υπεγράφησαν στις 27 Νοεμβρίου 1990, 25 Ιουνίου 1991, 6 Νοεμβρίου 1992 και 28 Απριλίου 1995 αντίστοιχα, η Κυβέρνηση του Βασιλείου της Σουηδίας προσυπογράφει την Τελική Πράξη, τα Πρακτικά και την Κοινή Δήλωση Υπουργών και Υφυπουργών, που υπεγράφησαν κατά την υπογραφή της Συμβάσεως του 1990.

Η Κυβέρνηση του Βασιλείου της Σουηδίας προσυπογράφει τις κοινές Δηλώσεις και λαμβάνει υπόψη τις μονομερείς Δηλώσεις που περιλαμβάνονται στις ανωτέρω πράξεις.

Η Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου διαβιβάζει στην Κυβέρνηση του Βασιλείου της Σουηδίας ακριβές και επικυρωμένο αντίγραφο της Τελικής Πράξεως, των Πρακτικών και της Κοινής Δήλωσης των υπουργών και υφυπουργών, που υπεγράφησαν κατά την υπογραφή της Συμβάσεως του 1990, στη γαλλική, γερμανική, ελληνική, ισπανική, ιταλική, ολλανδική, πορτογαλική και σουηδική γλώσσα.



II. Κατά την υπογραφή της Συμφωνίας προσχωρήσεως του Βασιλείου της Σουηδίας στη Σύμβαση εφαρμογής της Συμφωνίας του Σένγκεν της 14ης Ιουνίου 1985 μεταξύ των Κυβερνήσεων των κρατών της Οικονομικής Ενώσεως Μπενελούξ, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας σχετικά με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα, η οποία υπεγράφη στο Σένγκεν την 19η Ιουνίου 1990 στην οποία προσχώρησαν η Ιταλική Δημοκρατία, το Βασίλειο της Ισπανίας και η Πορτογαλική Δημοκρατία, η Ελληνική Δημοκρατία, και η Αυστριακή Δημοκρατία με τις Συμφωνίες που υπεγράφησαν στις 27 Νοεμβρίου 1990, στις 25 Ιουνίου 1991, 6 Νοεμβρίου 1992 και 28 Απριλίου 1995 αντίστοιχα, τα Συμβαλλόμενα Μέρη υιοθέτησαν τις ακόλουθες Δηλώσεις:

1. Κοινή Δήλωση η οποία αφορά το άρθρο 6 της Συμφωνίας προσχωρήσεως.

Τα Συμβαλλόμενα Μέρη ενημερώνονται αμοιβαία, ήδη πριν από την έναρξη ισχύος της Συμφωνίας προσχωρήσεως, σχετικά με όλες τις περιστάσεις που είναι σημαντικές για τους τομείς που περιέχονται στη Σύμβαση του 1990 και για την θέση σε ισχύ της Συμφωνίας προσχωρήσεως.

Η παρούσα Συμφωνία προσχωρήσεως θα τεθεί σε ισχύ μεταξύ των κρατών έναντι των οποίων έχει τεθεί σε ισχύ η Σύμβαση του 1990 και του Βασιλείου της Σουηδίας, όταν θα έχουν πληρωθεί σε όλα τα κράτη αυτά οι προσαπατούμενοι όροι για την εφαρμογή της Συμβάσεως του 1990, οι δε έλεγχοι στα εξωτερικά σύνορα θα αποτελούν σε όλα τα κράτη αυτά πραγματικότητα.

Έναντι εκάστου των υπολοίπων Κρατών, η παρούσα Συμφωνία προσχωρήσεως θα τεθεί σε ισχύ όταν θα έχουν πληρωθεί στο Κράτος αυτό οι προσαπατούμενοι όροι για την εφαρμογή της Συμβάσεως του 1990, οι δε έλεγχοι στα εξωτερικά σύνορα θα αποτελούν στο Κράτος αυτό πραγματικότητα.

2- Κοινή Δήλωση σχετικά με το άρθρο 9 παράγραφος 2 της Σύμβασης του 1990.

Τα Συμβαλλόμενα Μέρη διευκρινίζουν ότι κατά την υπογραφή της Συμφωνίας προσχωρήσεως του Βασιλείου της Σουηδίας στη Σύμβαση του 1990, το κοινό καθεστώς θεωρήσεων, στο οποίο αναφέρεται το άρθρο 9, παράγραφος 2 της Σύμβασης του 1990, αντιστοιχεί προς το κοινό καθεστώς των υπογραφόντων μερών της εν λόγω Σύμβασης που εφαρμόζεται από την 19η Ιουνίου 1990.

3. Κοινή Δήλωση σχετικά με τη Σύμβαση περί εκδόσεως, η οποία καταρτίστηκε βάσει του άρθρου Κ.3 της Συνθήκης για την Ευρωπαϊκή Ένωση

Τα κράτη μέρη στη Σύμβαση του 1990 επιβεβαιώνουν ότι το άρθρο 5.4 της Σύμβασης η οποία καταρτίστηκε βάσει του άρθρου Κ.3 της Συνθήκης για την Ευρωπαϊκή Ένωση σχετικά με την έκδοση μεταξύ των κρατών μελών της Ευρωπαϊκής Ένωσης, η οποία υπεγράφη στο Δουβλίνο, την 27η Σεπτεμβρίου 1996, καθώς και οι αντίστοιχες Δηλώσεις αυτών που επισυνάπτονται στην εν λόγω Σύμβαση, θα εφαρμοστούν στο πλαίσιο της Σύμβασης του 1990.

III. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη λαμβάνουν γνώση της Δήλωσης του Βασιλείου της Σουηδίας σχετικά με τις Συμφωνίες προσχωρήσεως της Ιταλικής Δημοκρατίας, του Βασιλείου της Ισπανίας και της Πορτογαλικής Δημοκρατίας, της Ελληνικής Δημοκρατίας, και της Αυστριακής Δημοκρατίας.

Η Κυβέρνηση του Βασιλείου της Σουηδίας λαμβάνει υπόψη το περιεχόμενο των Συμφωνιών Προσχωρήσεως της Ιταλικής Δημοκρατίας, του Βασιλείου της Ισπανίας και της Πορτογαλικής Δημοκρατίας, της Ελληνικής Δημοκρατίας, και της Αυστριακής Δημοκρατίας στη Σύμβαση του 1990 οι οποίες υπεγράφησαν στις 27 Νοεμβρίου 1990, 25 Ιουνίου 1991, 6 Νοεμβρίου 1992 και 28 Απριλίου 1995 αντίστοιχα, καθώς και το περιεχόμενο των Τελικών Πράξεων και Δηλώσεων που επισυνάπτονται στις εν λόγω Συμφωνίες.


Η Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου αποστέλλει επικυρωμένο ακριβές αντίγραφο των ανωτέρω εγγράφων στη Κυβέρνηση του Βασιλείου της Σουηδίας.

Δήλωση του Βασιλείου της Σουηδίας σχετικά με τις Συμφωνίες προσχωρήσεως του Βασιλείου της Δανίας και της Φινλανδικής Δημοκρατίας στη Σύμβαση του 1990.

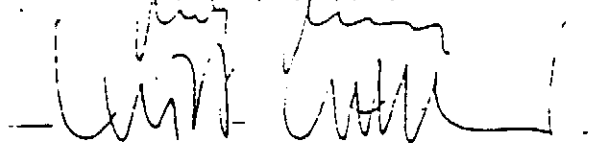
Κατά τη στιγμή της υπογραφής της παρούσης Συμφωνίας, το Βασίλειο της Σουηδίας λαμβάνει υπόψη το περιεχόμενο των Συμφωνιών Προσχωρήσεως του Βασιλείου της Δανίας και της Φινλανδικής Δημοκρατίας στη Σύμβαση του 1990, καθώς και το περιεχόμενο των τελικών Πράξεων και Δηλώσεων που προσαρτώνται στις εν λόγω Συμφωνίες.

Έγινε στο Λουξεμβούργο, στις δεκαεννέα Δεκεμβρίου χίλια εννιακόσια ενενήντα έξι στη γαλλική, γερμανική, ελληνική, ισπανική, ιταλική, ολλανδική, πορτογαλική και σουηδική γλώσσα, τα δε οκτώ κείμενα είναι εξίσου αυθεντικά, σε ένα πρωτότυπο στο οποίο θα κατατεθεί στο αρχείο της Κυβερνήσεως του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου το οποίο θα διαβιβάσει ακριβές και επικυρωμένο αντίγραφο σε κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος.

Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου του Βελγίου



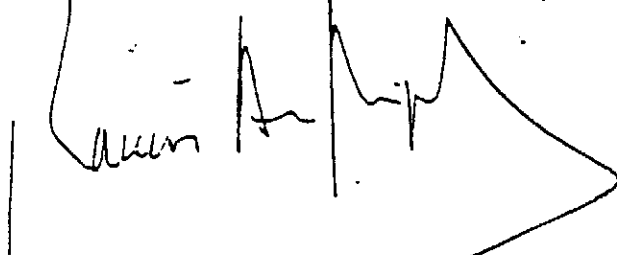
Για την Κυβέρνηση της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας



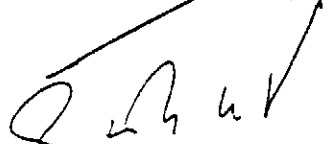
Για την Κυβέρνηση της Ελληνικής Δημοκρατίας



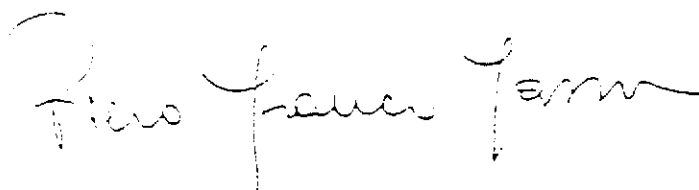
Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου της Ισπανίας



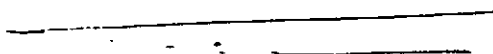
Για την Κυβέρνηση της Γαλλικής Δημοκρατίας



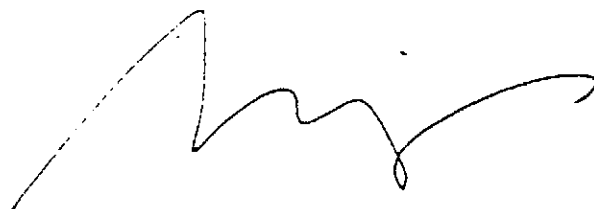
Για την Κυβέρνηση της Ιταλικής Δημοκρατίας



Για την Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου



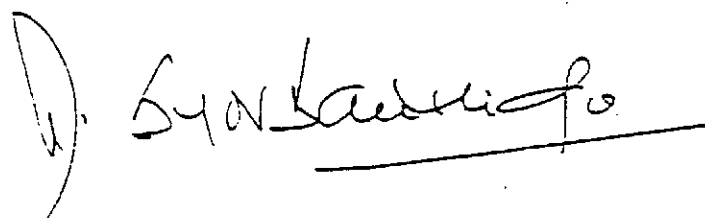
Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου των Κάτω Χωρών



Για την Κυβέρνηση της Αυστριακής Δημοκρατίας



Για την Κυβέρνηση της Πορτογαλικής Δημοκρατίας



Για την Κυβέρνηση του Βασιλείου της Σουηδίας



## ΔΗΛΩΣΗ ΤΩΝ ΥΠΟΥΡΓΩΝ ΚΑΙ ΥΦΥΠΟΥΡΓΩΝ

Στις δεκαεννέα Δεκεμβρίου χίλια εννιακόσια ενενήντα έξι οι εκπρόσωποι των Κυβερνήσεων του Βασιλείου του Βελγίου, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας, της Ελληνικής Δημοκρατίας, του Βασιλείου της Ισπανίας, της Γαλλικής Δημοκρατίας, της Ιταλικής Δημοκρατίας, του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου, του Βασιλείου των Κάτω Χωρών, της Αυστριακής Δημοκρατίας, της Πορτογαλικής Δημοκρατίας και του Βασιλείου της Σουηδίας υπέγραψαν στο Λουξεμβούργο τη Συμφωνία προσχωρήσεως του Βασιλείου της Σουηδίας στη Σύμβαση εφαρμογής της Συμφωνίας του Σένγκεν της 14ης Ιουνίου 1985 μεταξύ των Κυβερνήσεων των κρατών της Οικονομικής Ένωσης Μπενελούξ, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας και της Γαλλικής Δημοκρατίας σχετικά με τη σταδιακή κατάργηση των ελέγχων στα κοινά σύνορα, η οποία υπεγράφη στο Σένγκεν την 19η Ιουνίου 1990, στην οποία προσεχώρησαν η Ιταλική Δημοκρατία, το Βασίλειο της Ισπανίας και η Πορτογαλική Δημοκρατία, η Ελληνική Δημοκρατία, και η Αυστριακή Δημοκρατία με τις Συμφωνίες οι οποίες υπεγράφησαν στις 27 Νοεμβρίου 1990, 25 Ιουνίου 1991, 6 Νοεμβρίου 1992 και 28 Απριλίου 1995 αντίστοιχα.

Έλαβαν γνώση του ότι ο εκπρόσωπος της Κυβερνήσεως του Βασιλείου της Σουηδίας δήλωσε ότι συντάσσεται με τη δήλωση η οποία έγινε στο Σένγκεν την 19η Ιουνίου 1990 από τους Υπουργούς και Υφυπουργούς εκπροσώπους των Κυβερνήσεων του Βασιλείου του Βελγίου, της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας, της Γαλλικής Δημοκρατίας, του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου και του Βασιλείου των Κάτω Χωρών, καθώς και με την απόφαση που επιβεβαιώθηκε την ίδια ημερομηνία, επ'ευκαιρία της υπογραφής της Συμβάσεως εφαρμογής της Συμφωνίας του Σένγκεν, δήλωση και απόφαση με τις οποίες συνετάχθησαν οι Κυβερνήσεις της Ιταλικής Δημοκρατίας, του Βασιλείου της Ισπανίας, της Πορτογαλικής Δημοκρατίας, της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Αυστριακής Δημοκρατίας.